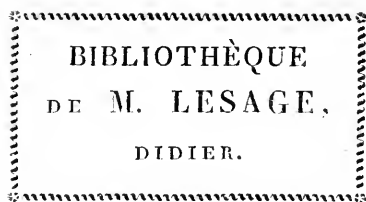




coll. spéc.

CE





ALTERIUS SAMSONIS VIRES

Mairobert, Mathieu, François Pidanzat de (comp. 24 Mars)
Mouffle d'Angerville

LES EFFORTS
D E
LA LIBERTE & du PATRIOTISME
CONTRE
L E
DESPOTISME,

Du Sr. De MAUPEOU, Chancelier de France

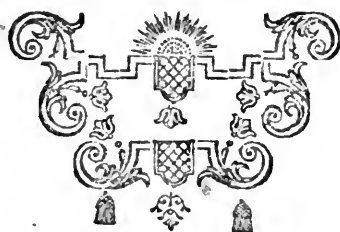
O U

R E C U E I L

Des écrits Patriotiques publiés pour maintenir

L'Ancien Gouvernement Français

T O M E P R E M I E R



A L O N D R E S
M. D C C. L X X I I.



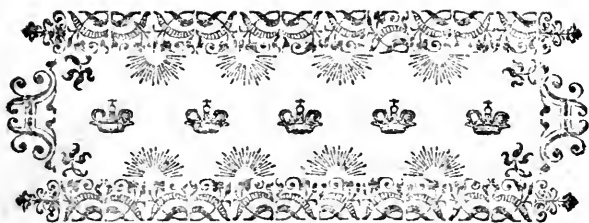
DC
133

. M 25

1772

n. 1-2





P R E F A C E.

*L*a révolution occasionnée par l'édit de Décembre 1770. a fait trop d'éclat dans toute l'Europe, pour être obligé d'annoncer au public le sujet des écrits dont nous donnons aujourd'hui le Recueil.

Le seul desir de conserver à la postérité, & même de faire connoître aux Nationnaux & aux étrangers les motifs de la courageuse résistance des Princes du Sang Royal & de toute la Magistrature, nous a engagé à former ce Recueil; Ce n'est pas sans quelque danger pour nous, vu la cruelle inquisition qu'exerce à ce sujet le Sr. de Maupeou.

Non content d'avoir fait publier plus de 95. brochures pour étayer son Système de Des-

P R E F A C E.

potisme, & le colorer aux yeux de la Nation ; de les avoir répandus & distribués gratis dans la Capitale, dans les Provinces & même dans les Pays Etrangers, il a fait encore rechercher avec le plus grand soin tous les Auteurs, Imprimeurs, & Colporteurs des écrits qui tendoient à le démasquer & à prouver les droits incontestables de la Nation.

On n'a donc pu en débiter qu'une très petite quantité qui même n'est point parvenue à ceux qui en avoient le plus de besoin. Quelque foible que soient les raisonnemens du Despote, les menaces & les promesses ont achevés de subjuguier un grand nombre de Citoyens qu'une lumiere plus étendue eut affermis contre la séduction. Plusieurs en ont fait l'aveu, & allèguent une mauvaise honte comme le seul motif de leur persévérance dans le mauvais parti qu'ils ont pris. Peut-être qu'en voyant la lumiere croître par le moyen des écrits que nous publions, ils auront honte d'être condamnés par le public mieux instruit.

P R E F A C E.

Une collection complète de tous les écrits auroit été fort de notre goût ; mais la crainte de Surcharger le public, nous force de nous contenter des principaux, d'autant que plusieurs ne sont qu'une répétition des autres. Il n'en est aucun cependant qui ne se fasse lire avec plaisir : & si le public paroît le desirer, nous nous ferons un devoir de le satisfaire.

Nous les donnons suivant l'ordre du tems dans le quel ils ont parus, afin que le lecteur se rappelant les faits puisse en mieux saisir le sens. Quelquefois nous y avons ajoutés des notes pour éclaircir le texte devenu obscur par l'éloignement.

Le I.^r est le Maire du Palais dirigé précisément contre le Chancelier. La Nation a vu avec plaisir tous les chefs d'accusation sur les quels on pourra faire le procès à ce Magistrat lorsque le regne des loix sera rétabli.

Le II.^r résume tous les objections répandues dans les écrits du Chancelier ; & au moyen

P R E F A C E.

des principes lumineux puisés dans les instructions de l'Impératrice de Russie, il dissipe tous les nuages que ces objections auroient pu faire naître. Ces deux Ecrits ont beaucoup inquiété le Chancelier ; le I.^r. parcequ'il le démasque & démontre à tout l'Univers combien est grand le crime dont il s'est rendu coupable envers le Roi & la Nation. Le 2.^e parceque sans aucune prétention que celle de la vérité il met à portée des plus simples les preuves du droit National, & ne laisse rien sans y répondre d'une manière satisfaisante. Aussi disoit-on, dans le tems que c'étoit un ouvrage sans réplique.

Le III. Ecrit renferme 9. lettres d'un homme à un autre homme pour les affaires du tems. On peut dire qu'elles réunissent l'agréable avec l'utile. La raillerie, cette arme si efficace en France & surtout à Paris, y est maniée avec beaucoup de délicatesse, spécialement dans les deux premières & la dernière. L'auteur combat dans la I.^{re}. cet esprit de

P R E F A C E.

corps qui est si nuisible au bien général. Cette attaque est principalement dirigée contre les Militaires qui dans le commencement trompés par les promesses du Chancelier se réjouissoient à l'humiliation de la Magistrature: la suite des événemens leur a ouvert les yeux.

Le IV^e. est une lettre adressée aux Officiers II. vol. des Provinces sur les dangers du projet de créer des Conseils Souverains dans le ressort du Parlement de Paris.

Le V^e. Ecrit, le seul qui ait paru sur cette matiere, démontre que les opérations actuelles détruisent tout crédit au dehors & au dedans. Cette lettre a été fort applaudie dans le tems.

Le VI^e. est une collection des monumens de l'Histoire de France, qui constatent que les loix ont toujours été faites de concert avec la Nation, & surtout celles qui établissent des impôts. Cet écrit est comme le recueil des pièces justificatives des Ecrits précédents.

P R E F A C E.

Le VII. unique aussi dans son objet a été destiné à empêcher les liquidations, en faisant voir qu'une liquidation pure est simple pourroit être regardé comme une démission; Aussi depuis ce tems n'en a-t-on guere vu: Et M. le Président d'Ormesson convaincu par expérience que le Chancelier vouloit faire passer sa liquidation pour une démission, a écrit une Lettre au Roi pour expliquer quelle avoit été son intention en liquidant: cette lettre forme le VIII. Ecrit.

Le IX. comprend toute la Correspondance que nous n'avons pas voulu diviser, quoiqu'elle ait paru, en différens tems sous le titre de Suite.

La I. partie a paru au mois de Mai 1771. C'est une ironie continuelle, Et c'est sous ce point de vue qu'il faut la lire ainsi que les autres suites.

Nous avons retranchés quelques notes inutiles que l'auteur a désapprouvé dans le tems comme tendantes à faire croire que cette Cor-

P R E F A C E.

respondance entre M. le Chancelier & M. de Sorbouet étoit réelle; nous en avons ajoutés d'autres relatives à des faits importants, qui méritoient d'être connues, il y a aussi des textes restitués, des mots qui avoient été omis, en leur place, quelques phrases languissantes retranchées; le tout au gré de l'auteur.

La 2^e. a paru au mois d'Août de la même année.

La 3^e. au mois de Janvier 1772. A la fin de la 3^e. est annoncée une 4^e. Suite sous le titre d'œufs rouges, qui par conséquent devoit paroître à Pâques, qui est le tems des œufs rouges; mais elle n'a paru que 6 semaines après. Dans l'intervalle l'auteur ou l'éditeur a eu l'occasion de satisfaire l'empressement du public pour ce qui sortoit de sa plume. Voici ce qui y a donné lieu.

Dès le 14. Mars M. Vergès Avocat Général du Tripôt avoit fait un réquisitoire contre la 3^e. Suite de la Correspondance;

P R E F A C E.

& le 4^e. N^o. du Supplément à la Gazette de
 France. Il y attaquoit le rêve qui est dans
 la 3^e. Correspondance, & les anecdotes pi-
 quantes sur Madame Louise renfermés dans
 le 4^e. N^o. de la Gazette. Il intervint Arrêt
 par le quel le Bailliage Maupeou condamnoit
 ces deux brochures à être lacérées & brûlées
 „ comme impies, blasphématoires & séditieu-
 „ ses, attentatoires à l'autorité Royale, in-
 „ jurieuses à la famille Royale & aux Prin-
 „ ces de son Sang, tendantes à soulever &
 „ les peuples contre le Gouvernement, & dé-
 „ tourner les Sujets de l'obéissance qu'ils doi-
 „ vent au Souverain, & du respect dû aux
 „ Ministres & aux Magistrats ; ordonnoit
 „ qu'il fut informé contre les Auteurs des
 „ dits libelles, comme Coupables de Lèze-Ma-
 „ jesté divine & humaine au 2^e. chef ; &
 „ permettoit d'obtenir & faire publier mo-
 „ nitoire.

Dans le même temps M. le Chancelier fit
 répondre un Ecrit assez vif, adressé à l'au-

P R E F A C E.

teur de la Correspondance où l'on cherchoit à intimider cet adversaire par les suites affreuses qu'on lui faisoit envisager il venoit à être découvert.

L'Auteur de la Correspondance répondit sur le champ, par une lettre adressée à Maître Jacques de Vergès & au donneur d'avis; Cette petite lettre est un chef-d'œuvre de plaisanterie; Elle a été suivie d'une lettre de l'auteur du 4.^e Supplément à l'auteur de la Correspondance, qui est un badinage imaginé pour persiffler le Chancelier & son Tribunal. A la fin est un Arrêt burlesque: C'est une parodie de l'Arrêt du Tripôt, & une imitation de l'Arrêt qui est dans la comédie d'Arlequin voleur, Prevôt & Juge qui veut faire pendre toute la Ville.

A la fin du mois de Mai paru enfin la 4.^e Suite intitulée les œufs rouges avec 3. planches; celle du Chien enragé n'étoit pas entièrement conforme au gré de l'auteur:

P R E F A C E.

On avoit oublié de mettre sur la tête du Chien, une grosse pierre portant pour inscription, Protestation des Princes; cela est réformé ainsi que la description qui n'étoit pas complète. Nous avons aussi ajouté l'explication du Frontispice qui avoit été omise.

15 Jours après c'est-à-dire vers l'ascension, on distribua dans le public un Mandement de M. l'Arch. de Paris, qui proscriit l'usage des Oeufs rouges : C'est une ironie sanglante contre l'opiniâtreté & la fausse dévotion du Prélat qui allégué toujours sa conscience, dans les démarches les plus fausses.

x. Ecrit. Comme un grand nombre d'endroits de la Correspondance seroit inintelligible sans les Supplémens à la Gazette de France, nous avons pris le parti de les joindre ici; Ils sont d'ailleurs très utiles pour faire connoître l'esprit du S. de Maupeou & de ses aians causes.

Quelques personnes ont blâmé la Correspondance & les Supplémens, accuse des anec-

P R E F A C E.

dotes injurieuses qu'ils renferment ; mais on prie ces personnes d'observer, que le but de l'Auteur, n'est pas de décrier pour décrier ; que les ennemis de la Patrie prétextans des vues de bien public & accusant toute l'ancienne Magistrature, il étoit nécessaire de dévoiler leur fourberie, leur ignorance & l'espece-d'hommes aux quels on étoit obligé d'avoir recours pour établir un nouveau Gouvernement. N'étoit-il pas de la dernière importance, que les Princes & les Pairs sçussent qu'on vouloit leur associer pour membres de la Cour des Pairs des usuriers, des assassins &c. Aussi ces prétendus Magistrats avoient-ils la larme à l'œil ; il est impossible après de pareils écrits, que les Princes les reconnoissent pour membres de la Cour des Pairs. Jamais l'application de cette maxime Interest Reipublicæ cognosci malos na été plus frappante.

P R E F A C E.

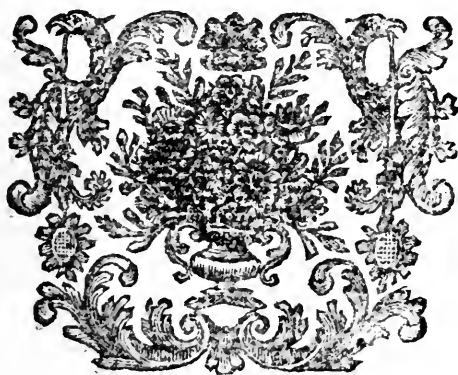
Nous espérons pouvoir donner au public incessamment la V^e. Suite de la Correspondance intitulée le Bouquet, avec le 7. & 8. N. de la Gazette.

Nous donnerons aussi le plutôt possible, l'Inauguration de Pharamon, & les maximes du droit public François qui paroissent depuis environ deux mois, ouvrage fondamental, vu qu'il doit faire Epoque dans l'histoire du Gouvernement François. Nous avons encore un manuscrit qui prouve que le projet de réforme, ou pour mieux dire de destruction est de l'invention de M. de Boisne, & que le S. de Maupeou n'en est que l'exécuteur.

Le titre que nous donnons à ce recueil est si naturel, qu'il n'est pas besoin d'expliquer pourquoi nous l'avons choisis.

P R E F A C E.

Nous sentons que ce titre ne seroit bien rempli, s'il ne renfermoit pas toutes les Remontrances des Parlemens & les Réclamations des autres Corps de Judicature; Aussi nous engageons-nous à les donner successivement & diligemment.



1. The first part of the document
describes the general situation
of the country and the
state of the economy.
2. The second part of the document
describes the state of the
economy and the state of the
economy.

3. The third part of the document
describes the state of the
economy and the state of the
economy.

Le premier Mai 1768.

» **M.** l'Abbé Sabathier, l'un des deux Magistrats du Parlement de Paris, enlevé par ordre du Roi, a été transféré du Mont Saint-Michel à Arles en Provence, où il est exilé. Il ne lui est permis d'écrire ici que sous le couvert du Ministre de Paris, & il lui est enjoint de ne se mêler en aucune façon d'objets relatifs à l'Administration, ni de rien écrire sur les affaires publiques. Dans l'Assemblée des Chambres, qui a eu lieu le 11 du mois dernier, les Pairs y feant, il fut arrêté d'itératives remontrances concernant les lettres de cachet, auxquelles remontrances il seroit joint des représentations sur l'enlèvement de M. Catelan, Avocat-Général du Parlement de Toulouse, & sur la translation de M. l'Abbé Sabathier à Arles. « (*Gazette de Leyde*, n. 32.)

» Le Parlement de Rennes a enregistré l'Edit concernant les Non-Catholiques sans nulle modification. La Commission intermédiaire des Etats avoit réclamé contre ce qu'on avoit dit de sa Protestation à ce sujet. Cet acte, il est vrai, n'étoit que l'ouvrage du Procureur-Général-Syndic. La demande de celui-ci ne devoit pas même être blâmée : il n'avoit fait que son devoir, en protestant contre une loi nouvelle ; ainsi qu'il est toujours d'usage en Bretagne en pareille circonstance. « (*Idem.*)

» Suivant les lettres de Montpellier, les Etats ont soumis à l'imposition territoriale, non-seulement la surface de la terre cadastrée, comme l'on fait, mais encore les arbres fruitiers : chaque olivier planté depuis dix ans payera cinq sols, & comme ces arbres sont très-nombreux dans le Bas-Languedoc, cette Province contribuera beaucoup plus qu'aucune autre. « (*Gazette des Pays-Bas*, n. 31.)

» On a arrêté, il y a quelques jours, l'assassin du sieur Benoît, Horloger à Bordeaux. Ce scélérat se nomme Rabustin, Comelet, Pitouin, &c. Il a une multitude de noms qu'il s'est donnés lui-même. Ses complices sont également prisonniers. « (*Idem.*)

» M. le Maréchal de Castries s'est rendu le mois dernier à Bruyeres-le-Châtel, pour faire préparer dans le château des logemens destinés à recevoir quarante vieux Officiers Gendarmes, auxquels cet ancien Ministre de la Marine fait à chacun 750 liv. de pension, & en outre une rente viagère de 16,000 liv. que l'on doit accumuler en masse. De sorte que, si leur Colonel-Général vit encore dix ans, les retires auront, en propriété légitime, un bienfait de 160,000 livres accrues par les intérêts de cette somme. « (*Idem.*)

» Le Parlement de Dijon avoit mis en délibération, le 4 du mois dernier, l'enregistrement de l'Edit sur l'état civil des Protestans ; mais les voix s'étant trouvées partagées, la séance fut renvoyée au 5, où deux suffrages favorables ont déterminé tous les autres, & ont fait, ce jour-là, registrer la nouvelle loi. « (*Ibid.*)

» MM. Piron & de Veimerange, tous deux chargés de la distribution de onze millions cinq cents mille livres pour rétablir la hausse des Effets Royaux, viennent obtenir des Commissaires du Conseil une décision qui les décharge de leur garantie, & qui condamne les principaux Agioteurs à remettre cette somme au Trésor-Royal. « (*Gazette de la Haye*, n. 45.)

» La suppression des deux Gardes du Trésor-Royal & des autres Trésoriers-Généraux, n'aura lieu qu'au premier Juillet prochain : les cinq Administrateurs désignés, qui remplaceront ces Trésoriers, jouiront, chacun, à ce que l'on prétend, de 50000 livres d'appointemens ; mais ils n'auront aucun maniement d'espèces ; ils signeront & délivreront seulement les Ordonnances qui seront payées alors par les différentes caisses, lesquelles seront toutes réunies, soit à l'Hôtel de la Compagnie des Indes, soit à l'ancien Hôtel Montmartel, rue neuve des petits Champs. « (*Gazette d'Amsterdam*, n. 32.)

» On a vu combien il s'est élevé de difficultés dans les Provinces, sur l'exécution des plans du Gouvernement, relativement aux Assemblées Provinciales, à la plus exacte répartition des impositions, & même à l'égard d'autres réglemens avantageux, dont l'utilité étoit généralement reconnue ; tel, par exemple, que la loi des non-Catholiques. Ces résistances ont jeté une sorte de confusion dans toutes les affaires ; la paix intérieure a été troublée, & la publicité de ces débats a fait croire que notre état étoit plus fâcheux qu'il ne l'est réellement. Il est question plus que jamais de remédier à un défaut d'ensemble, dont les effets sont nécessairement pénibles ; & on assure que le Gouvernement pèse dans sa sagesse les moyens de parvenir à rappeler un meilleur ordre dans toutes les parties. La circulation souffre dans ce moment, d'autant plus que l'agiotage expirant se débat avec plus de force que jamais, & embrasse, autant qu'il le peut, la grande machine de l'Administration des Finances. On compte que dans les premiers jours de ce mois, le Ministère développera tous ses plans, & que de nouvelles loix, dont l'exécution n'éprouvera aucun retard, ramèneront par-tout l'ordre & le calme. On ajoute qu'afin de donner une sanction plus prompte, plus légale & plus solennelle au nouveau système d'Administration, les Etats-Généraux seront convoqués avant la fin de cette année. « (*Courier de l'Europe*, n. 32.)

c N. B. On ne garantit ni la vérité, ni l'authenticité d'aucune de ces nouvelles.

LE MAIRE

D U

PALAIS.

*ILLIS diebus extitit miles iniquissimus Ebro-
 ïnus.... Huic studium erat ut quoscunque vidisset
 in sæculi utilitate proficere; ipsis vel interfectis,
 aut effugatis, sive sublatis de medio, tales in
 eorum honore sublevaret, qui aut malitiâ obligati,
 vel sensu debilitati, aut utilitate aliqua parentelæ
 degeneres, non auderent ejus præceptis impiis re-
 luctare. D. Bouquet, Histor. de Fr. Tom. III,
 pag. 619.*

JE parle de celui qui obsède son Maître; qui a
 éloigné de lui les Conseils des autres Ministres;
 qui lui a enlevé même les Princes de son Sang;
 qui seul violente son ame en lui persuadant des ri-
 gueurs; qui a fermé à toute la Magistrature l'accès
 du Trône. Je parle de l'ENNEMI de la Nation.

Je vois en lui les Maires du Palais, ces anciens
 Ministres qui, ne respectant pas la dignité de

leurs Maîtres, oferent régner sous leur nom, & quelquefois par les mêmes moyens. (1)

Nos Annales, a dit le Parlement de Mets le 28 Février dernier, ne feront connoître à la postérité les Autheurs des troubles, que par l'éclat de leurs vices & la fureur de leur ambition.

Le Plan du Maire du Palais.

M. René-Nicolas Charles-Augustin de Maupeou, Chevalier, Chancelier de France, forti du sein d'un Corps auguste qu'il haïssoit, & dans lequel il avoit reçu plus d'une fois des reproches sanglants de trahison, (2) monta au plus haut degré de la Magistrature au mois d'Octobre 1768.

A peine fut-il parvenu près du Trône, qu'il voulut satisfaire la soif de la vengeance dont son ame étoit depuis long-temps altérée. Il chercha aussitôt à fixer son esprit de discorde.

DANS ce Royaume naturellement paisible, le Maire du Palais voit cependant une de ses Pro-

(1) FERDIN destitua & chassa tous les serviteurs & Magistrats fideles à la Patrie, pour mettre dans leurs Dignités, des ames basses ou sans naissance, livrées à toutes ses volontés. Aussi il dispo-
soit de la Couronne à son gré.

Nota. On n'a point fait difficulté de profiter dans cet écrit des lumieres que chacune des Cours par leurs Remontrances, ou des Citoyens par leurs différentes réflexions, ont répandu jusqu'ici sur cette importante matiere; mais on n'a cité que le texte de trois Grands Hommes faits pour entraîner les suffrages. M. Bossuet, M. de Fénelon, & M. Massillon.

(2) Un de Messieurs les Présidents de la Cour lui avoit reproché en présence des Chambres assemblées ses trahisons, & avoit fini son discours en disant: „ & l'on n'obtient la confiance des Compagnies, „ M., que quand on l'a méritée.” Un autre président a entre les mains une Lettre écrite de la main du Roi dans laquelle il engage M. Bernier alors Lieutenant de police à se délier de M. de Maupeou pere & fils, & sur tout du fils qui est *un coquin*.

vinces agitées par un traitement sévère & injuste fait à des Magistrats respectés.

C'EST-LÀ où il va chercher le feu dont il veut incendier les Parlements.

ON avoit tiré de cette Province un accusé puissant, contre lequel le Parlement de Paris avoit plus d'une fois élevé la voix pour se plaindre des traitements inouïs faits aux Magistrats du Parlement de Bretagne.

IL amène cet accusé à la Cour des Pairs : il conseille au Monarque de laisser à la Justice un cours libre & tranquille. Qui n'auroit cru que l'amour des Loix lui avoit dicté un conseil si juste & si sage.

LE Maire du Palais a des vues bien plus profondes. S'il peut étouffer la voix des témoins, il aura convaincu l'un & l'autre Parlement d'avoir formé une fausse accusation contre un homme qui avoit bien servi le despotisme : si au contraire les preuves tournent au désavantage du Duc, il ne le laissera pas long-temps entre leurs mains, & il sçait que dans l'effort violent qu'il fera pour le leur enlever, les Magistrats réclameront l'autorité & le pouvoir sacré des Loix.

A peine les témoins ont-ils commencé d'être entendus, qu'un bruit confus se répand que l'accusé n'est point innocent, & que l'on entrevoit le ministère lui-même.

AUSSITÔT il fait entendre au Roi que c'est son autorité qui va être compromise dans l'affaire du Duc d'Aiguillon, & qu'il faut arrêter l'acti-

té des Juges. Il va jusqu'à engager le Roi à venir lui-même au Parlement enlever militairement les minutes de la procédure , pour dérober par un acte violent & inconnu dans les siècles précédents le suffrage des témoins ; & par une volonté bizarre il veut cependant que l'accusé demeure justifié.

IL ne fait plus alors difficulté de découvrir toute l'étendue de son dessein. Dès le mois d'Octobre il annonce qu'à la St. Martin il *va ouvrir la tranchée avec le Parlement.*

ASSURÉ du Roi , & pour le lier plus fortement encore par sa flatterie , il fait une loi absoluë de toutes ses volontés. C'est l'unique objet de l'Edit de Décembre 1770.

IL ne doute point qu'en changeant la nature du Gouvernement, des Magistrats fideles ne fassent encore une plus grande résistance, & qu'il ne lui soit facile d'inspirer au Roi un couroux qui sera utile à ses vengeances.

IL commence en effet par accuser ces Magistrats de *confédération* & de *rébellion*. Par le préambule de l'Edit, il les met au niveau des auteurs & des sectateurs de ces systèmes impies, destructeurs de toute Religion , & aussi de toute subordination aux Princes.

LE Parlement réclame, comme il s'y étoit attendu, son honneur & la conservation des Loix.

EN peu de jours il le fait disperser dans les lieux du Royaume les plus écartés ; & dans chacun de ces

exils sa vengeance personnelle est écrite. Il pèse dans sa colère le poids des coups que lui ont portés avec tant de justice ces zélés Magistrats, & chacun reçoit le prix de sa générosité.

APRÈS avoir anéanti autant qu'il a été en lui par la proscription & la confiscation, les Ministres de la Justice, il entre dans son sanctuaire avec des hommes dont les uns sont écrasés par la crainte, les autres sont frappés de la plaie incurable de l'ambition ; d'autres enfin conduits par l'appréhension chimérique de plus grands maux, ou par l'espérance peu fondée d'en empêcher une partie. Mais tous restent dans un silence coupable au milieu des malheurs de la Nation, & tandis qu'on lui prépare des chaînes.

LE Maire du Palais étend bientôt après sa vue sur les provinces, & cherche à flatter le Peuple par quelques avantages.

MAIS toute sa conduite n'est qu'illusion. Ce qui seul est réel, c'est dans l'origine sa vengeance ; & en ce moment la crainte de devenir la victime de ses violences.

IL s'agit aujourd'hui de découvrir en détail les pièges qu'il a tendus à la Nation, à commencer depuis le Monarque jusqu'au dernier de ses Sujets ; & toute l'illusion des démarches violentes de ce Maire du Palais.

IL a tendu des pièges aux Parlements ; des pièges

au Roi ; des pièges à son Conseil ; des pièges au Peuple ; des pièges aux Ministres de ses destructions : tout cela n'est qu'illusion.

IL voit tout, il craint tout ; il a raison, car son crime est grand aux yeux de Dieu & des hommes.

Pièges qu'il a tendus au Parlement de Paris.

LE Maire du Palais connoissoit parfaitement toute l'étendue du zèle des Magistrats du Parlement pour la conservation des Loix de cet Empire. Il falloit donc leur en présenter une qui fût propre par sa vaste étendue à les révolter en procurant le moyen de détruire toute espece de Loi. (Il leur envoie l'Edit du mois de Décembre 1770.) La volonté toute seule du Monarque est déclarée par cet Edit la seule Loi du Royaume.

IL savoit qu'une telle Loi par sa nature ne pouvoit être mise au nombre des Loix d'une Monarchie ; qu'elle étoit redoutable dans ses conséquences ; que les remèdes qu'elle laissoit encore subsister contre les volontés arbitraires, étoient insuffisans. Il assaisonne d'ailleurs cette Loi, d'injures & de motifs deshonorants pour ces Magistrats. Il les provoque à une cessation de service, & y joint la menace de la privation d'offices : s'ils lui échappent par cette voie, il en prépare une autre plus efficace, & sous la même peine. Tout ce qu'ils pourront faire pour s'opposer à l'exécution de cette

Loi, suffira pour les priver de leurs charges. Il fait tout ce qu'on peut opposer à sa Loi. Il le reconnoîtra un jour, mais il ne le reconnoîtra que quand il aura assouvi sa vengeance; & que tous ces Magistrats auront été dispersés dans les lieux qu'elle lui aura désignés. Enfin, lors même qu'il avouëra les principes, il accusera encore les défenseurs des Loix de les avoir opposés.

TELS sont les pièges tendus contre ces dignes Magistrats.

IL est besoin de voir avec plus d'étendue tout le plan de cette méchanceté.

IL étoit impossible que le Parlement n'aperçût pas tous les dangers du nouvel Edit.

*L'Edit
ébranloit
toutes les
Loix.*

PAR une décision illimitée, la seule volonté du Monarque devenoit la Loi de tous les âges, & tenoit lieu de toutes les Loix.

CE n'étoit pas une Loi simplement mauvaise. Par son étendue sans bornes, elle étoit la racine ou la source de toutes les mauvaises Loix qui pourroient dans la suite des temps être proposées aux Rois par l'erreur ou la passion des Ministres.

PAR cet Edit, la liberté, les propriétés ne sont plus que précaires, elles sont à la discrétion des Ministres. Quand les titres de dignité, les immunités de l'Eglise, les prérogatives de la Noblesse gêneront, on mettra tous les Sujets du Roi au même niveau d'esclavage.

LA Religion elle-même devoit être effrayée d'une pareille Loi. Où est la certitude que nous aurons toujours des Rois attachés à notre Ste. Religion, & que la France ne fera jamais gouvernée par des Princes matérialistes ou déistes. Si de tels Princes autorisoient la publication de ces horribles doctrines, en feroit-on quitte pour présenter des Remontrances trop souvent inutiles?

O Loi subversive de toute bonne Loi, digne d'être proscrite de tout Etat où le Monarque veut régner par les Loix, tu dois être livrée à l'indignation des Francs!

*Toutes
leurs res-
sources
sont ané-
anties.*

LES remèdes que l'Edit prépare contre les abus d'autorité, sont si insuffisants, que le Maire du Palais étoit bien assuré qu'ils ne pourroient calmer les justes inquiétudes des Magistrats qu'il vouloit écrafer.

PREMIEREMENT, on défend toujours sous la peine de privation d'offices toutes démarches contre les enrégistremens forcés: ce seroit mettre des obstacles aux volontés arbitraires des Ministres. On fait plus, on en exige des Magistrats une pleine & entière exécution. On va jusqu'à prétendre qu'ils doivent en conscience la procurer, même aux Loix qu'ils croiroient ou dangereuses ou même injustes.

SECONDEMENT, il favoit que la présence de nos Rois dans les assemblées du Parlement, n'est jamais

d'aucune utilité pour les instruire du danger des Loix proposées par les Ministres. Personne n'opine dans les Lits-de-Justice, qui sont toujours tenus avec l'appareil imposant & militaire de toute l'autorité royale, & dans lesquels sont admises des personnes étrangères, contre la présence desquelles les Cours ne manquent jamais de protester.

LA seule ressource laissée par l'Edit du mois de Décembre, étoit donc les Remontrances; encore paroissent-elles interdites après les enrégistremens forcés faits par le Roi ou par les porteurs de ses ordres. Ce seroit nuire à l'exécution des Edits qui auroient été régistrés. L'Edit défend *de prendre aucuns arrêtés qui puissent troubler cette exécution.*

LES Remontrances ne sont même permises avant les Lits-de-Justice qu'autant que le Roi le jugera nécessaire. Au fond, de quelle utilité seroient-elles ces Remontrances, si le Ministre est assuré qu'en insistant elles n'auront aucun effet? Eh comment n'insisteroit il pas! Son crédit auprès du Prince, sa fortune en dépendent. Si elles représentent avec force les meaux qui peuvent suivre les Edits, le Ministre en altere la substance: lorsqu'il en rendra compte au Roi, il criera encore au tocsin, à l'attentat. Il accélérera le Lit-de-Justice qui doit terminer les efforts des Cours: formalité facile à remplir. Bientôt même on ne donnera pas au Prince la peine de se transporter dans la Cour des Pairs;

la Loi y a pourvu. Il suffit que les Edits soient enregistrés par les porteurs de ses ordres.

VOILA donc la seule ressource que l'Edit de Décembre laissoit aux Magistrats, contre les erreurs ou les passions des Ministres. Le Maire du Palais n'ignoroit pas que les dépositaires des Loix ne voudroient pas se lier à donner exécution à tout Edit quelconque, après des Remontrances inutiles.

Injures.

POUR faire rejeter avec plus d'efficacité le joug si dur de cette Loi, le Maire du Palais a assaisonné l'Edit, des injures les plus graves contre les Magistrats du Parlement. Il falloit consentir à être sans honneur, si on adoptoit cet Edit. Il impute à ces Magistrats *un esprit de système*, (3) qu'il met de niveau avec celui qui *a porté atteinte à la Religion & aux mœurs*; un *déni de Justice* aux peuples, auquel *l'affection du Roi pour ses Sujets, l'a voit rendu très-sensible*; un *oubli des principes*, duquel *on voit chaque jour éclore de funestes conséquences*; des *adoptions inconsidérées des Jugemens des Parlements, pour les autres Parlements, sans connoissance de cause*, qui mériteroient *d'être punis avec sévérité*; des *Arrêts d'union*: Il leur impute *d'élever leur autorité à côté & même au-dessus de celle du Roi*; de *réduire son pouvoir législatif à la simple faculté de proposer aux Parlements ses volontés, en se réservant d'en empêcher l'exécution*.

• (3) Préambule de l'Edit.

LE Maire du Palais étoit donc bien sûr de son fait ; il étoit certain qu'un tel Edit ne pouroit jamais être enregistré, ni son enregistrement forcé subsister, sans une perpétuelle réclamation.

IL voyoit qu'il conduiroit cette Compagnie à ne s'occuper plus que de la chose publique, & de leur honneur, l'un & l'autre étant compromis d'une manière si choquante.

*La force
à tenir les
Chambres
Assemblée.*

COMMENT, eu effet, des Magistrats déclarés suspects au Prince, & rendus méprisables à la Nation, pouvoient-ils continuer de remplir leur destination primitive ? Pouvoient-ils ne se pas réduire à l'inaction, à un anéantissement volontaire, puisqu'ils ne pouvoient plus exister, ou sans honte, ou sans crime.

CET Edit étant une fois enregistré de force, il falloit ou y acquiescer au moins par le silence, ou le contredire, & lutter continuellement ; il falloit dès-lors que le Parlement prît sur lui toute l'apparence de résistance, & qu'il parût donner lieu à ce reproche absurde qu'on lui faisoit, de s'attribuer une autorité parallèle, ou même supérieure à celle du Roi.

IL étoit donc nécessaire de préférer la cessation du service particulier. Telle étoit la coutume des anciens Parlemens ; ils ne s'occupaient des affaires des „ particuliers, dit Hincmar, qu'après avoir pour- „ vu à la chose publique. *Non singulares quorum-
cunque causas ordinarent, quousque illa que gene-*

raliter ad salutem vel statum Regis & Regni pertinēbant, ordinata habuissent.

LE Maire du Palais avoit tous ces points de vuë présents, & c'étoit-là qu'il placoit sa vengeance. Il avoit prémédité la peine de privation des Offices; elle étoit prononcée par son Edit de la manière la plus précise, contre la cessation du service particulier. Il en a même imposé à plusieurs bons Citoyens sur cette cessation de service, qu'ils imaginent n'avoir pas été indispensable, quoique l'honneur de ces Magistrats fût si évidemment & si fortement compromis.

MAIS pour saisir l'étenduë du piège qui étoit dressée à cette Compagnie, que l'on veuille bien considérer que si le Maire du Palais n'eût pas réussi à dissiper le Parlement, & à confisquer les charges, en vertu de l'article II. de son Edit, il s'étoit préparé une ressource dans l'article III; & si le Parlement s'étoit contenté de faire un arrêté contre l'exécution de l'Edit, il auroit encouru la privation de ses Offices, prononcée à la fin de l'article III, contre tous les cas contenus en cet article; ils auroient même été *poursuivis & punis, comme désobéissans aux ordres du Roi.*

TELLES étoient les précautions vastes qui avoient été prises par le Maire du Palais, pour *ouvrir la tranchée vis-à-vis le Parlement.* Il l'avoit investi de toutes parts, & il n'étoit pas possible qu'il pût échapper à sa vengeance.

LE

LE Parlement, dans le péril extrême où se trouvoit la législation, à envain représenté les dangers de l'Edit. Il a fait voir l'intérêt commun de tous les Sujets du Roi; ceux du Clergé; de la Noblesse; de l'Etat; de la Religion elle-même. Le Maire du Palais ne l'ignoroit pas, mais il a différé de rendre hommage à *l'heureuse impuissance de nos Rois, de porter atteinte à l'Etat, à l'honneur, aux propriétés de ses Sujets; encore moins aux Loix qui établissent la succession de la Couronne.* Il a attendu que la dispersion du Parlement fut consommée, & sa vengeance satisfaite; & c'est un mois après leurs exils, qu'il a donné l'Edit de Février, dans lequel il a enfin reconnu la légitimité de toute la réclamation du Parlement, dans *les mêmes expressions* dont le Parlement s'étoit servi.

EN faisant cet aveu, il a porté l'injustice jusqu'à reprocher au Parlement les allarmes qu'il avoit conçues sur l'ébranlement de ces principes: dérision sanglante! perversité! Leurs allarmes étoient-elles justes? Il falloit les rassurer avant de les disperser. Etoient-elles injustes? Il ne falloit pas y rendre hommage, après leur dispersion.

TELLE a été la consommation de l'iniquité, conduite & dirigée par la vengeance.

GÉNÉREUX Magistrats, c'est pour vous que le célèbre Massillon disoit autrefois à notre Auguste

Monarque: *Il est beau d'oser s'exposer à l'indignation de son Prince, plutôt que de manquer à la fidélité qu'on lui a jurée.*

Pieges qu'il a tendus aux autres Parlements.

LES Parlements des Provinces sont sans doute aussi odieux au Maître du Palais, que le Parlement de Paris. Dépositaires de la confiance du Roi & de leurs Provinces, ils ont souvent fait cette résistance noble & généreuse; prescrite par les Ordonnances; & telle que le demandoient l'intérêt de leurs Compatriotes, & le bien même du Royaume, qui ne permet pas d'en écraser les différentes parties successivement par des impôts onéreux, ni de réduire les Peuples à une parfaite indigence, & le Royaume lui-même à un état de foiblesse dangereuse.

CEPENDANT le Maître du Palais laisse tranquilles ces Parlements. Sa Loi à la vérité est générale; mais il ne veut pas la compromettre, & l'exposer à tant de réclamations réunies. Un jour il parviendra à ne laisser à la France qu'un seul Parlement, qu'il aura dans sa main despotique, & qui fera chargé de faire des enrégistremens obligatoires pour tout le Royaume.

IL méprise les droits des Provinces, & les conditions sous lesquelles elles ont été jointes à la Couronne; mais il n'est pas encore temps de s'ouvrir sur cette partie de son plan destructeur.

IL en jette seulement les fondemens qui lui paroissent inébranlables.

LA vénalité des charges étant selon lui un vice commun à tous les Parlements, lui servira de motifs pour les détruire tous successivement; pour remettre entre les mains du Roi le choix d'une nouvelle Magistrature qu'il annonce *noble & désintéressée*, pour insulter les anciens Magistrats.

POUR y parvenir, son Edit de despotisme lui servira d'armes. Il l'envera quand il fera temps d'exposer ces Cours à une résistance, qui méritera selon lui la confiscation; & il s'emparera de leurs Offices avec la même hardiesse qui lui a fait confisquer ceux des Magistrats de la Capitale.

SANS doute, sa vue perçante ne pourra assez distinguer l'asservissement des Sujets qu'il doit présenter au Roi; mais il fera parfaitement secondé par les Despotes, depuis si long-temps connus sous le nom d'Intendants, ou Commissaires départis dans les Provinces.

Il a aussi trouvé un moyen puissant pour soulever tous ces Magistrats, par l'érection qu'il a faite de ses Conseils Supérieurs. Sans doute, les Parlements des Provinces ne voudront pas les reconnoître. Il défendront aux Juges de leur ressort de donner aucune exécution aux Jugemens qui en seront émanés. Ils refuseront d'entretenir avec eux

cette correspondance, si souvent nécessaire entre les différentes Juridictions. Nouveau délit qui méritera la confiscation des Charges. En effet, l'existence de ces Parlements est incompatible avec celle des nouveaux Conseils.

AINSI, le Maire du Palais, Chef de la Justice, ne laissera pas subsister le moindre vestige des Anciens Corps de Magistrature. Ils seront tous anéantis sous la violence de ses coups. Les Privilèges des Provinces de concourir par leurs Parlements à la vérification des Loix, seront méprisés.

LES Parlements ont prévu le plan destructeur du Maire du Palais, dans lequel ils étoient si manifestement enveloppés. Ils ont eu recours au Monarque par des remontrances pleines de lumières & de sentimens patriotiques; mais l'accès du Trône est fermé. Le Maire du Palais ne s'est servi de ces remontrances que pour aigrir le Prince, en lui rendant compte de quelques expressions fâcheuses, qui sont inséparables de leur réclamation contre le violement si manifeste de toutes les Loix du Royaume.

DANS la consternation qui a frappé ces Cours, plusieurs d'entr'elles ont déposé leur douleur dans le sein des Princes du Sang Royal. Quelques unes ont même invoqué la voix de la Nation, qui depuis trop long temps a été condamnée par le despotisme à un honteux & dangereux silence: & le Maire du
Pa-

Palais n'a pas manqué d'irriter le Roi contre ces démarches si naturelles dans une crise si violente.

Pieges qu'il a tendus au Roi.

Le Maire du Palais, après avoir dressé ses pieges au Parlement de Paris & aux autres Parlements, en a dressé de plus adroits encore contre le Monarque lui-même qu'il vouloit aigrir contre ce Corps auguste, de qui il vouloit tirer vengeance.

Il dissimule au Roi la nature de l'autorité Monarchique, & lui présente les attrait du Despotisme. Il dissimule les droits des Corps qui, dans cette nature de Gouvernement, concourent à la législation, au moins par l'examen & la vérification. Il l'irrite contre la résistance des Cours; il lui fait illusion par les calomnies qu'il vomit contre elles; par de faux points de vue sur les dangers de la vénalité de leurs offices; par un nouveau plan de Loix plus avantageuses: il fait mépriser au Roi les propriétés des Magistrats, & d'un grand nombre de Citoyens. C'est un sacrifice qu'il exige pour remplir ses prétendues vues de bien public. Enfin il dénature auprès du Roi toutes les idées des choses; sa Loi n'est qu'une *Loi de discipline*; les Commissaires du Conseil sont le Parlement, &c.

C'est par cet amas d'illusions qu'il parvient à fermer l'oreille du Roi aux Princes de son Sang, aux Ministres, & aux Cours. Il cache au Monarque

la dureté de ses vengeances. Tel est le regne du Maître du Palais.

Il faut reprendre en détail toutes les parties de ce vaste plan de séduction.

Première
illusion sur
le droit des
Monar-
ques.

La Monarchie du Royaume de France est venue (comme les autres Monarchies) du choix libre des Peuples (Hist. de Fr.) *Louis V. étant mort sans Enfants, Charles Duc de Lorraine, son frere unique, auroit dû lui succéder; mais l'hommage qu'il avoit rendu à l'Empereur Othon, lui avoit fait perdre la confiance des François, & ils ELURENT, d'un commun accord, Hugues Capet, le plus puissant d'entre les Seigneurs de la Nation, & le plus en état de les défendre contre leurs ennemis. **

Personne n'ignore le fait de l'Élection de ce Prince. Écoutons maintenant les Instituteurs de nos Rois, & ceux qui ont été chargés de leur porter la parole dans nos Temples au nom même du Dieu qu'ils adorent. Quels sont les droits que cette Élection donne à nos augustes Monarques? Quels sont les devoirs qu'elle leur impose?

Petit Ca-
rême, p.
192. 93.
194.

„ Ce sont les Peuples, ” disoit au Roi aujourd’hui
„ régnant le célèbre Massillon, ce sont les Peuples
„ qui, par l’ordre de Dieu, ont fait les Rois tout ce
„ qu’ils sont; C’est à eux à n’être ce qu’ils sont que
„ pour les Peuples. Oui, SIRE, c’est le choix de la

* Un des écrits distribués pour M. le Chancelier, sous ce titre *Réflexions d’un Maître Perruquier* (pag. 15), dit que le Roi ne tient sa Couronne que de Dieu & de son épée. Il paroît que les Friseurs ne sont pas habiles en histoire: l’épée est bien le fondement de l’autorité des despotes, mais non des Souverains qui ont été élus.

„ Nation qui mit d'abord le Sceptre entre les mains
 „ de vos Ancêtres ; c'est elle qui les éleva sur le bou-
 „ chier militaire, & les proclama Souverains. Le
 „ Royaume devint ensuite l'héritage de leurs Suc-
 „ cesseurs ; mais ils le durent originairement au con-
 „ sentement libre des Sujets ; leur naissance seule
 „ les met en possession du trône, mais ce furent les
 „ suffrages publics qui attachèrent d'abord ce droit
 „ & cette prérogative à leur naissance. En un mot,
 „ comme la première source de leur autorité *vient*
 „ *de nous*, les Rois n'en doivent faire usage que
 „ pour nous. ”

Que ce langage est différent de l'Edit de Décembre 1770. Jamais Hugues Capet ne fût monté sur le Trône, cet Edit à la main ; & l'intention du Roi n'est certainement pas d'être usurpateur d'une autorité sans bornes, qui ne fut jamais accordée à ses Ancêtres, & qui ne fut jamais celle qu'ils ont reçue de Dieu par les mains de la Nation Française.

Honteuse flatterie de dire sans cesse aux Rois qu'ils sont les *Maîtres*. Non, ce n'est pas pour gémir sous l'esclavage que les Peuples les ont mis sur le Trône. C'est pour procurer le bien général des Nations. Nos peres virent avec joie ce premier Monarque, qui n'étoit monté au Trône que par un choix qui devoit être le gage de la douceur des regnes futurs. Ils ne l'appellerent pas le *Maître*, mais le centre de la félicité des Peuples ? le Pere commun qui devoit pourvoir à tous les besoins de l'Etat, les faire respecter au dehors, & assurer la paix & la pro-

priété de chacun de ses Sujets dans l'intérieur du Royaume.

Un Monarque François a-t-il donc le droit de dire que tout ce qu'il ordonne doit être regardé comme Loi, après des Remontrances trop souvent inutiles? Non, le Monarque François, par la nature même de l'autorité qu'il tient de Dieu, doit être soumis aux Loix; il ne peut porter atteinte sur-tout à celles dont la stabilité a été réclamée par le Parlement; à celles qui concernent la propriété, l'honneur, la liberté de ses Sujets la constitution de la Monarchie. Son autorité n'est point arbitraire.

„ Le Roi, dit M. de Fenelon, peut tout sur les
 „ Peuples, mais les Loix peuvent tout sur lui. Il
 „ a une puissance absolue pour faire le bien, &
 „ les mains liées dès qu'il veut faire le mal.”

„ La liberté, disoit M. Massillon au Roi régnant;
 „ la liberté que les Princes doivent à leurs Peuples,
 „ c'est la liberté des Loix. Vous êtes le maître de
 „ la vie & de la fortune de vos Sujets, mais vous ne
 „ pouvez en disposer que selon les Loix. Vous ne
 „ connoissez que Dieu seul au-dessus de vous, il est
 „ vrai; mais les Loix doivent avoir plus d'autorité
 „ que vous-même. Vous ne commandez pas à des
 „ esclaves; vous commandez à une Nation libre &
 „ belliqueuse, aussi jalouse de sa liberté que de sa
 „ fidélité.”

„ C'est principalement des Loix fondamentales,
 „ dit M. Bossuet, qu'il est écrit qu'en les violant,

Telema-
que, Liv.
5. p. 163.
9.

Petit Caré-
me, p. 148.
& 149.

Polit. de
l'Ecr. Liv.
1. p. 310.
460.

„ on ébranle tous les fondemens de la terre : après
 „ quoi il ne reste plus que la chute des Empires.”

Ce n'est pas ainsi que parle la flatterie qui veut
 séduire l'esprit du Prince, pour en disposer au gré
 de son ressentiment. „ Les flatteurs, SIRE, disoit
 Maffillon, vous rediront sans cesse que vous êtes le
 „ Maître, & que vous n'êtes comptable à person-
 „ ne de vos actions. Il est vrai que personne n'est
 „ en droit de vous en demander compte ; mais vous
 „ vous le devez à vous-même.”

Petit Cat.
 me, p. 193.

„ C'est autre chose , dit M. Bossuet , que le
 „ Gouvernement soit absolu, autre chose qu'il soit
 „ arbitraire. Il est absolu par rapport à la contrain-
 „ te ; n'y ayant aucune puissance capable de forcer
 „ le Souverain qui, en ce sens, est indépendant de
 „ toute autorité humaine. Mais il ne s'ensuit pas
 „ de-là que le Gouvernement soit arbitraire. Parce
 „ que, outre que tout est soumis au jugement de
 „ Dieu (ce qui convient aussi au Gouvernement ar-
 „ bitraire) c'est qu'il y a des Loix dans les Empi-
 „ res, contre lesquelles tout ce qui se fait, est nul
 „ de droit ; & il y a toujours à revenir contre ou
 „ dans d'autres occasions, ou dans d'autres temps ;
 „ de sorte que chacun demeure légitime possesseur
 „ de ses biens ; personne ne pouvant croire qu'il
 „ puisse jamais rien posséder en sûreté au préjudice
 „ des Loix dont la vigilance & l'action contre les
 „ injustices & les violences est immortelle ; & c'est
 „ ce qui s'appelle le Gouvernement légitime , op-
 „ posé par sa nature au Gouvernement arbitraire.”

Politiq. de
 l'Eer. Liv.
 3. pag.
 521.

Après ces grands Hommes, écoutons le Maire du Palais. Prenez son Edit de Décembre 1770. Il vous permet des Remontrances qu'il méprisera. Mais, en dernière analyse, il réduit toutes les Loix du Royaume à la seule volonté du Monarque: il l'a fortifiée même d'un rempart qu'il croit indestructible. *Des raisons d'Etat qu'il ne peut révéler*, lui suffisent pour répondre à toutes les réclamations des Cours. Mais ces raisons d'Etat sont-elles suffisantes pour imposer silence sur le renversement des droits des Citoyens, de leur honneur, de leur liberté, de leur propriété, des Loix constitutives de la Monarchie? Le Parlement a-t-il eu tort de révéndiquer au moins ces Loix, que le Maire du Palais a reconnues dans son Edit de Février, mais qu'il n'a voulu reconnoître qu'après les exils, quand il a eu consommé sa vengeance?

Il trompe le Roi, à l'égard de ces Loix si intéressantes pour les Citoyens & pour l'Etat, avec d'autant plus de facilité, que ce Prince sent dans son cœur une opposition forte à tout ce qui peut blesser son peuple. Mais, outre que son amour pour ses Sujets ne l'a pas toujours mis à l'abri de la séduction & des surprises, le Roi, (tout Citoyen le dit avec douleur) le Roi n'est pas immortel; & quelque ardens que soient les vœux que forme la Nation pour la conservation de ses jours, ils ont des bornes fixées par la Providence. Mais la Loi qui lui a été surprise, est destinée à devenir la Loi perpétuelle de cet Empire; & l'usage arbitraire que des Princes

méchants pourroient en faire dans la suite des fiecles pour le malheur des peuples, doit effrayer le Roi, & faire effacer cet Edit des Annales de la Monarchie.

Pour augmenter la séduction, le Maire du Palais dissimule au Roi les droits des Corps, qui, dans les Monarchies, doivent influencer sur la législation.

II. illusion
sur des
droits de
la Nation
& des Corps
de Magi-
strature.

On ne parle point ici de ces Loix de Police économique du droit de faire la paix ou la guerre; le Monarque exerce depuis long-temps à cet égard toute autorité: on ne parle que de ces Loix qui ont été réclamées par le Parlement; de celles qui sont destinées à mettre à couvert l'honneur, les propriétés, la vie & la liberté des Citoyens; l'inaliénabilité du Domaine; la succession au trône; de ces droits sacrés sur lesquels les Grands, qui ont élu un Monarque, n'ont jamais consenti à lui abandonner une autorité arbitraire & absolue. Les peuples ou la Nation n'ont jamais entendu qu'on pût arbitrairement les réduire à la mendicité par des impôts outrés. Les Nobles n'ont jamais entendu qu'on pût les mettre au niveau des hommes de la basse extraction. Les Grands n'ont pas voulu que David pût prendre la vigne de Naboth, ni que le Monarque pût envoyer arbitrairement le cordon. Ce sont ces Loix qui ont été l'objet de la réclamation du Parlement contre une Loi trop vague & trop générale qui les mettoit en danger; & il seroit injuste de changer la these, pour rendre coupables ces généreux Magistrats.

Ce sont ces Loix qui sont inaltérables, & pour

lesquelles leurs dépositaires doivent tout sacrifier, suivant les sermens qu'ils ont fait à Dieu, au Roi & à l'Etat.

C'est à l'égard de ces Loix, que l'on soutiendra toujours qu'il est de l'essence d'une Monarchie qu'il y ait des pouvoirs intermédiaires qui, quoique subordonnés, quoique dépendants, soient chargés de la fonction de les rappeler au Monarque suivant le besoin.

Au Roi appartient la nomination des Officiers dépositaires de ces pouvoirs, il est vrai ; mais dès qu'ils ont été nommés, ils contractent l'obligation, envers lui-même & envers les peuples, de remplir fidèlement les fonctions attachées à leurs titres.

Ce sont ces Loix importantes que nos Rois n'ont jamais consommé seuls, & sans un Conseil légal chargé d'en délibérer. C'est ce qui se voit dans tous les âges de la Monarchie.

Dans le premier âge, c'étoit la Nation-elle-même qui en délibéroit avec les Rois dans les Champs de Mars, nommés depuis *Placités* généraux, ou Parlements.

Dans le second, ce Conseil légal s'est restreint aux Seigneurs, tant ecclésiastiques que laïcs, & aux Conseillers, parce qu'eux seuls entroient dans ces Champs, Placités ou Parlements.

Enfin, depuis le regne féodal, le Conseil légal s'est perpétué dans les Placités ou Parlements ; mais ces Parlements n'ont plus été composés que des Barons immédiats de la Couronne, ecclésiastiques,

& laïcs, & des Sénateurs: de-là le nom de Cour de Baronage, ou Cour des Pairs.

C'est donc cette Cour qui est le Conseil légal de nos Rois pour procéder à la vérification de toutes les Loix émanées du trône. Mais s'il pouvoit être vrai que les Parlements n'eussent pas succédé au droit d'examiner & de vérifier les Loix; il est manifeste par les monuments anciens qu'il faudroit donc retourner à la Nation assemblée, sur-tout lorsqu'il s'agit de l'établissement d'une Loi qui change la constitution de l'Etat; car il est contraire aux Loix fondamentales de ce Royaume, de donner toute volonté des Rois pour l'unique Loi qui oblige les François, sans observer les formes publiques de l'Etat.

Jettons un moment les yeux sur le droit de la Nation,

„ La Loi, disoit Charles-le Chauve, se fait par
 „ le consentement du peuple & la constitution du
 Roi: *Consensu populi & constitutione regis.* ” Ail-
 leurs, en parlant des Capitules de son Pere: „ Les
 „ Francs, dit-il, ont jugé qu'ils devoient être te-
 „ nus pour Loix, & que ses fidèles, dans son Pla-
 „ cité général, en avoient ordonné l'exécution ”.

CHARLEMAGNE avant lui avoit dit: „ *Qu'on in-*
 „ *teroge le peuple,* touchant les Capitules qui ont
 „ été ajoutés à la Loi; & *après que tous y auront*
 „ *consenti,* qu'ils fassent leur souscription sur les
 „ Capitules mêmes, & qu'ils les signent de leurs
 „ seings ”.

Ce même Prince disoit dans une autre circonstance : „ Nous faisons sçavoir à tous que les Capitules „ que nous avons fait ajouter l'année dernière à la „ Loi Salique, *avec le consentement de tous*, doivent désormais être appelés Loix & non Capitules, & qu'on doit les regarder comme faisant partie de la Loi Salique ”.

Combien de Loix, sous Philippe-Auguste & les Rois successeurs, sont intitulées des noms des Seigneurs qui y avoient concouru : *Unanimiter convenerunt & assensu publico firmaverunt*.

LOUIS VIII, en 1223, disoit, Sçachez que, par „ la volonté & consentement des Archevêques, Evêques, Comtes, Barons & Chevaliers du Royaume, nous avons fait établissement sur les Juifs ”.

On verra de pareils momuments sous St. Louis, en 1230; sous Philippe-leHardi, en 1284; sous Philippe-le-Bel, en 1295.

Si donc aujourd'hui l'Edit de Décembre 1770 méprise la vérification libre des Parlements, qu'on retourne donc à la Nation elle-même, pour sçavoir ce qu'elle dira de cet Edit, qui donne pour unique Loi du Royaume la volonté arbitraire de nos Rois, ou plutôt les surprises qui leur sont faites par leurs Ministres.

Si l'on craint le suffrage de la Nation; si on s'attend qu'elle refuseroit authentiquement de vérifier à cette Loi, que l'on avoue donc que l'on veut rendre nos Rois usurpateurs d'une autorité que Dieu ne leur a pas donnée; qu'ils n'avoient pas, & que

la Nation n'avouëra jamais. Car, quand même on trouveroit sous les ministeres des Cardinaux Duprat, Richelieu, Mazarin, Fleuri ou d'autres, des actes de despotisme contraires aux droits de la Nation; qu'est-ce que le Maire du Palais, qui en fait parade, peut en conclure, sinon qu'il a fait servir à sa vengeance des exemples détestés des François. Que nous importent les *Réveries* les *Matinées* du Despote de Prusse? Que ne va-t-il aussi chercher des exemples chez les Turcs? encore y trouvera-t-il le Divan.

Je rappellerai encore, ici & à chaque pas, qu'il s'agit de la conservation des Loix, non de police & d'administration, non du droit de faire la guerre ou la paix; il ne s'agit que des Loix qui regardent l'honneur, la vie & la propriété des Citoyens, & les Loix fondamentales de la Monarchie. Car l'intérêt du Maire du Palais étant de faire perdre de vue que ces dernières Loix ont été l'unique objet de la réclamation du Parlement, il est de mon devoir de le remettre sous les yeux aussi souvent qu'il est intéressant de le faire pour manifester sa mauvaise foi.

Je le demande donc après l'exposé de ces anciens monuments: le Maire du Palais a-t-il pu faire chose plus désagréable à la Nation? plus digne d'un usurpateur, que de concentrer toutes les Loix de l'Etat dans la seule volonté arbitraire du Monarque, sans faire des réserves très-expresSES en faveur de ces Loix sacrées & de la vérification des Loix nouvelles par la délibération libre des Magi-

strats ; droit si précieux aux Citoyens & à la Nation. Veut-il qu'il fuffise qu'un Roi de France fasse régistrer en sa présence, ou par les porteurs de ses ordres, une Loi par laquelle il aboliroit la Loi Salique ; une Loi par laquelle il se choisiroit un Successeur à son gré ; une Loi par laquelle il aboliroit la distinction des conditions, sous le prétexte que tous les Sujets doivent être égaux aux yeux du Souverain ; une Loi par laquelle il s'attribueroit tous les droits des peres sur leurs enfans ; une Loi par laquelle il transporterait à son Conseil secret le droit de punir de mort sans forme judiciaire ; toute Loi, en un mot, par laquelle il porteroit des atteintes directes à la liberté des Sujets ou à leur propriété ?

III. illustration sur le droit de résistance des Cours.

Si nos Rois ne faisoient les Loix importantes de leur Royaume qu'avec la délibération de leurs Peuples, il faut avouer qu'ils étoient dans l'impuissance de les détruire tous seuls, & de donner leur volonté arbitraire pour l'unique Loi de la Monarchie.

L'edit de Février suffiroit seul pour établir la nécessité de la délibération libre des Cours, dans la formation des Loix de l'ordre public. Le Roi, en effet, a reconnu dans le préambule de cet Edit, *l'heureuse impuissance* dans laquelle il étoit, de porter atteinte à ces Loix. Cependant s'il n'y avoit pas des Magistrats chargés de faire une résistance respectueuse, lorsque les Rois sont portés par les Ministres à les enfreindre, en quoi donc consiste-

roit cette *heureuse impuissance* de ne les pouvoir enfreindre? Qui est-ce qui les sauveroit, s'il n'y avoit point de barriere pour les défendre? Ce mot seul suffit donc pour convaincre de la nécessité de la résistance respectueuse des Magistrats chargés de veiller à la conservation de la vie, de l'honneur & de la propriété des Citoyens, & des Loix constitutives des Monarchies; ce mot suffit seul pour leur imposer ce devoir, aussi honorable que dangereux, de réclamer sans cesse jusqu'à ce que ces Loix soient rétablies dans toute leur vigueur, quand elles ont été altérées par des voies de fait & par des actes de violence.

Cette *heureuse impuissance* a été reconnue également par les Rois prédécesseurs. Ce n'étoient pas des mots vuides de sens, c'étoit par la crainte si juste, si sensée, si raisonnable qu'ils avoient d'être surpris par leurs Ministres. Les Ministres, en effet, sont une espece de Rois passagers, qui ne s'intéressent pas à la gloire d'une Nation, mais à la gloire du court instant de leur regne, auquel ils sacrifient ce que la Nation a de plus cher. Après eux, elle peut périr; cela leur importe peu. Mais le Monarque, qui sçait que le Royaume est héréditaire dans sa Famille, regarde le bien de l'Etat comme le sien propre. C'est donc dans l'effroi des surprises, qu'ils ont invoqué la fidélité de leurs Magistrats, pour venir au secours & appuyer de tous leurs efforts l'*heureuse impuissance* dans laquelle ils sont de toucher à l'honneur, à la vie, à la liberté de leurs Sujets, & aux Loix constitutives de la Monarchie.

On a vu presque tous nos Monarques enjoindre à leurs Cours, à peine d'être regardées comme défobéissantes, infidelles & refractaires, de ne point obéir aux Lettres closes ou patentes qui seroient contraires aux Loix & à l'avantage des Peuples. Il suffit de jeter les yeux sur les Ordonnances de Philippe de Valois, de Décembre 1344; de Charles V, de 1359, 1370, 1389; de Charles VII, en 1453; de Louis XII, en 1499; de François I, en 1539.

L'édit de Décembre 1770 peut-il soutenir le contraste de ces Ordonnances si sages? Cet Edit veut qu'un refus du Monarque d'acquiescer aux Remontrances de ses Cours, fût pour que l'obéissance devienne nécessaire. Pour quoi nos Rois ont-ils donc demandé aux Magistrats tant de courage, tant de fermeté contre les surprises qui pourroient leur être faits.

Non seulement nos Roi ont reconnu l'*heureuse impuissance* dans laquelle il sont de porter atteinte aux Loix conservatrices de l'honneur, de la vie, de la propriété de leurs Sujets, & ils ont appelé de leur secours la fidélité de leurs Magistrats : ils ont fait plus; quelques-uns d'entr'eux ont eu l'équité de détruire eux-mêmes les Loix qui avoient été rejetées par cette fidélité des Cours, tant recommandée par les Ordonnances.

CHARLES VI révoqua & fit déchirer des Edits qu'il avoit fait lire & publier dans un Lit-de-Justice, comme *hâtivement & soudainement publiés. . . sans autorité due & forme non gardée. . . sans être avisés par la Cour de Parlement.*

JEAN, Duc de Bourgogne, voulant gagner le cœur du Pape, voulut faire supprimer les Ordonnances de nos Rois contre les abus de la Cour de Rome. Le Chancelier Eustache de Laistre se prêta à cette trahison contre les libertés de l'Eglise Gallicane. Il fit publier le 13 Mars 1418 les Lettres Révocatoires; mais cet acte de violence passagere n'a pu faire regarder ces Lettres comme loi du Royaume. Le Parlement déclara qu'il n'entendoit appouver les Lettres Révocatoires; & nos précieuses libertés ont été conservées malgré la trahison du Chancelier.

LOUIS XI envoya des Edits au Parlement: le Parlement les trouva *iniques*, & refusa de les vérifier. Le Roi manda le Premier Président de la Vacquerie. Ce Magistrat se rendit aux ordres du Roi, suivi d'un grand nombre d'autres Présidents & Conseillers: „ Sire, lui dit-il, nous venons remettre „ nos Charges entre vos mains & souffrir tout ce qu'il vous plaira, plutôt qu'offenser nos consciences en vérifiant les Edits que vous nous avez envoyés. „ Le Roi révoqua sur le champ les Edits, & promit de n'en plus faire qui ne fussent justes & raisonnables.

CHARLES IX oppose au Pape la nullité du Concordat, parce que son enrégistrement n'avoit été fait que par impression grande, & comme par contrainte.

HENRI IV promet de ne jamais oter la liberté des suffrages, & de ne se point servir de *cette autorité qui se détruit souvent en la voulant établir.*

Le Roi lui-même aujourd'hui régnant, a reconnu souvent qu'il avoit été trompé par ses Ministres, & a eu la bonté de révoquer des Déclarations enregistrées par force; notamment celle du 18 Août 1732, & une autre toute semblable à l'Edit de Décembre 1770, la Déclaration de discipline du 10 Décembre 1756.

Qu'il est beau de voir nos Rois préférer la sûreté des peuples & la justice à la vaine gloire d'une autorité arbitraire, toujours infiniment dangereuse par les pièges qui environnent le Trône.

Telemaque; liv. II,
45, 50.

„ Helas! disoit M. de Fenelon: à quoi les Rois
 „ sont-ils exposés? Les plus sages même sont sou-
 „ vent surpris. Des hommes *artificieux* & intéres-
 „ sés les environnent; les bons se retirent, parce
 „ qu'ils ne sont ni empressés, ni flatteurs. Les bons
 „ attendent qu'on les cherche, & les Princes ne
 „ savent gueres les aller chercher. Au contraire
 „ les méchants sont *hardis, trompeurs*, empressés
 „ à *s'insinuer* & à *plaire*; adroits à *dissimuler*; prêts
 „ à tout faire contre l'*honneur* & la *conscience* pour
 „ contenter celui qui regne. O qu'un Roi est
 „ malheureux d'être exposé aux artifices des *méch-*
 „ *ants*! Il est perdu s'il ne repousse la flatterie, &
 „ s'il n'aime ceux qui disent hardiment la vérité...
 „ Ce qui consterna d'avanrage Telemaque, ce fut
 „ de voir dans cet abyme de ténèbres & de maux
 „ un grand nombre de Rois qui, ayant passé sur la
 „ terre pour des Rois assez bons, avoient été con-
 dam-

„ damnés au Tartare pour s'être laissés gouverner
 „ par des hommes méchants & artificieux : ils étoient
 „ punis pour les maux qu'ils avoient laissé faire par
 „ leur autorité. ”

Ce petit nombre de flatteurs a grand soin d'écarter tous ceux qui pourroient leur nuire, en disant la vérité aux Princes. C'est aussi ce qui est excellemment dit par M. Bossuet : „ Le Prince, dit-il, „ doit tenir conseil avec très peu de personnes ; mais „ il ne doit pas renfermer dans ce petit nombre tous „ ceux qu'il écoute ; autrement s'il arrivoit qu'il y „ eut de justes plaintes contre ses Conseillers en des „ choses qu'ils ne savent pas, ou qu'ils eussent „ résolu de lui taire, il n'en fauroit jamais rien. „ Diocletien disoit : il n'y a rien de plus difficile „ que de bien gouverner. Quatre ou cinq hommes „ s'unissent & se concertent pour tromper l'Empereur : lui qui est enfermé dans ses cabinets ne „ sait pas la vérité : il ne peut savoir que ce que „ lui disent ces quatre ou cinq hommes qui l'approchent. C'est ainsi, disoit ce Prince, qu'un bon „ Empereur, un Empereur vigilant, & qui prend „ garde à lui, est vendu. *Bonus, cautus, optimus „ Imperator venditur.* „

Politiq. de
 l'écrit.
 pag. 411.

Il existe donc des des Loix qui ne doivent point être altérées : il existe des flatteurs qui les veulent renverser il existe des Magistrats qui, pour l'intérêt du Prince & de la Nation, doivent opposer la plus ferme, & toutefois la plus respectueuse résistance.

Le Maire du Palais a-t-il donc pu-donner le re-

fus d'acquiescer à son dangereux Edit, pour une révolte? Etoit-il équitable non-seulement de n'avoir pas fait lui-même ces réserves en faveur des peuples; mais même d'avoir fait la sourde oreille aux justes réclamations faites par le Parlement, & d'avoir refusé d'en avouer la légitimité.

Il l'a cependant avouée cette *heureuse impuissance* de violer ces Loix. Mais quand? Quand il a eu exercé sa vengeance. O Concitoyens, foyez pénétrés de la douleur la plus profonde de voir entre ses mains le meilleur des Princes!

Quatrième
Illusion
sur le fait
de leur
résistance.

Voilà le droit: mais qu'elle est donc au fond cette prétendue résistance du Parlement. Quels faits le Maire du Palais peut-il opposer aux Magistrats de cette Cour? Quels sont ces hommes à qui il a dit en face? *Si votre résistance n'avoit pas un terme, vous ne seriez plus les Officiers du Roi, mais ses Maîtres: sa volonté seroit assujettie à la vôtre; la majesté du Trône ne résideroit plus que dans vos Assemblées; & dépouillé des droits les plus essentiels de la Couronne, dépendant dans l'établissement des Loix, dépendant dans leur exécution, le Roi ne conserveroit que le nom & l'ombre de la souveraineté.*

La réponse qui a été fournie par l'Auteur de la Lettre d'un Conseiller au Parlement à M. le Comte de. . . est si belle que je ne puis me refuser de la transcrire ici.

„ Quelle est au fond, dit-il, cette prétendue
„ force du Parlement? une force d'inertie. Quelle est
„ cette résistance? une résistance purement passive,

„ qui se borne à l'inaction ; à ne consentir pas à l'in-
 „ justice ; à ne pas y prêter son ministère ; à mon-
 „ trer qu'il ne le peut & ne le doit ; à opposer non
 „ la force, non une autorité qui combatte, mais
 „ la conscience qui arrête ; mais les prières, les
 „ supplications, le cri toujours subsistant des Loix,
 „ des Ordonnances, des commandements exprés
 „ des Rois, qui réclament contre l'erreur & la fur-
 „ prise. De bonne foi est-ce là le langage, la con-
 „ duite de *maîtres* ? Quels maîtres qui n'opposent
 „ pas la plus foible résistance à la violence la plus
 „ caractérisée ? qui se laissent dépouiller de leurs
 „ biens, de leur état, de leur liberté, sans jeter
 „ un cri ; qui sur un simple ordre portant l'em-
 „ preinte du Monarque, (ordre d'ailleurs visible-
 „ ment surpris, ordre qui viole toutes les formes,
 „ qui condamne sans instruction, qui procède sans
 „ procédure, qui traite le Corps entier des Magi-
 „ strats, comme les Loix défendent de traiter le der-
 „ nier des hommes :), malgré les rigueurs de la sai-
 „ son la plus rigoureuse, abandonnant famille, en-
 „ fants ; vont affronter les neiges, les frimats, les
 „ torrents débordés ; expose à mille périls, à man-
 „ quer de tout. „ Il faut avouer que ce sont là
 „ les vrais & fideles Sujets du Roi, & que c'est une
 „ chose odieuse, qu'il se soit trouvé en France un
 „ assez mauvais Citoyen pour les calomnier auprès
 „ d'un Maître qu'ils aiment : les accuser de vouloir
 „ usurper sa place, & ne lui laisser qu'une ombre vai-
 „ ne de souveraineté. Osons espérer que ces imputati-

ons du Maire du Palais, qui font un véritable attentat contre la Personne sacrée du Roi. à qui il enlève des Magistrats zélés & soumis, ne demeurent pas toujours impunies.

Falloit-il d'ailleurs confondre l'obstacle à un seul acte de volonté, comme emportant la privation des droits les plus essentiels de la Couronne. Il attaque le Roi par un sophisme qui conclut du particulier au général.

Falloit-il lui faire supposer que toute résistance, persévérance est attentatoire à l'autorité royale? tandis qu'elle est commandée par les Ordonnances, & qu'elle est la conservatrice de cette même autorité.

Falloit-il lui représenter tout ce qui se fait ou se pourra faire dans un Lit-de-Justice, comme une législation sage, tranquille & réfléchie, & à laquelle il est essentiel d'obéir? Les Cours font-elles capables de résister aux fausses impressions données au Prince, ou de la colère qui aura été excitée en lui par des insinuations artificieuses ou calomnieuses?

Au fond, quelle a donc été cette résistance? la cessation de service? Mais des hommes des honorés par l'Edit, pouvoient-ils continuer leurs fonctions? Des Magistrats désignés sous cette odieuse qualification de *rébélles* qui se mettent à la place du Souverain; d'hommes dont le Roi est obligé des réprimer les attentas, voilà ce qu'il falloit admettre dans les registres du Parlement. Ils ne pouvoient donc exister sans honte ou sans crime.

Dans la premiere forme de son Edit, le Maire du Palais avoit osé peindre au Roi ces Magistrats comme des *confédérés*. Il a adouci ensuite cette expression; mais en laissant subsister tout l'odieux sous les termes d'*union sévèrement défendue*. Il a raison d'empêcher le concert des Cours qui se réunissent pour implorer avec plus d'efficacité la bonté du Pere commun: Il est plus facile de les écraser successivement.

Cinquieme
Illusion sur
l'union des
Cours.

Il a tendu encore de nouveaux pieges au Roi par l'Edit du mois de Février dernier. Le Roi auroit pu être averti de la justice des réclamations du Parlement, en faveur de la liberté, de la vie, de l'honneur des Citoyens, & de l'ébranlement que l'Edit du mois de Décembre auroit pu donner aux loix qui établissent la succession à la Couronne. Le Maire du Palais prend à cet égard les plus grandes précautions pour ôter au Roi toute inquiétude. Il met dans le préambule du nouvel Edit les assurances les plus énergiques sur l'*heureuse impuissance* du Roi de changer aucune de ces institutions sacrées. Le Roi, après avoir rendu cet hommage aux loix, fera dès-lors inaccessible aux représentations qui pourroient lui être faites sur ces objets importans; mais il a grand soin de lui cacher que c'étoit-là la seule assurance que le Parlement avoit demandée contre l'Edit du mois de Décembre 1770: Que si elle lui eût été donnée, il n'eût plus fait aucune résistance à l'Edit, & n'auroit pas été envoyé en exil: Que lui Maire du Palais n'a voulu faire cet aveu consolant pour les Peuples, que quand sa vengeance a été consommée.

Sixieme
Illusion
per l'aveu
même des
principes.

Bien plus, il ajoute encore l'insulte à la vengeance & à la dureté des proscriptions, & il travestit le Parlement comme ayant eu à cet égard, des inquiétudes déplacées. *Pour colorer, dit-il, leurs prétentions d'un prétexte spécieux, ils ont tenté d'alarmer nos Sujets sur leur état, sur leur honneur & leurs propriétés.* Si ces inquiétudes étoient déplacées, pourquoi ne les avoir pas calmées ? Si c'étoit un prétexte *spécieux*, pourquoi ne l'avoir pas détruit avant que le Parlement fût exilé ?

Au reste, quel cas doit-on faire des assurances qu'il fait donner par le Roi sur l'honneur, la liberté, les propriétés des Citoyens. Il est clair que ce n'est qu'une illusion faite au Roi, puisqu'en même-temps il est bien résolu de faire violer tous ces droits. Il charge ces Magistrats de toutes les accusations propres à les déshonorer. Il leur ôte leurs états ; Il attente à la propriété de leurs offices ; & cependant il aura rassuré le Roi, parce qu'il lui aura fait déclarer qu'il ne peut toucher à aucun de ces droits des Citoyens.

Septieme
Illusion.
En accusant les
Cours d'in-
jures.

C'est aussi pour rendre son triomphe plus assuré, qu'il a amassé tant d'injures sur la tête de ces Magistrats. Il lui suffit de faire lire au Roi le préambule de ses Edits, pour les diffamer dans son esprit. On a vu dans celui de Décembre 1770. que ce sont des hommes rebelles, qui veulent s'emparer de l'autorité du Roi, & ne lui laisser que l'ombre de la Royauté. Dans celui de Février 1771. ce sont des hommes qui

ont cherché à alarmer les Sujets du Roi; sa bonté n'a servi qu'à encourager leur résistance, à multiplier des actes irréguliers, qui n'ont laissé au Roi que l'alternative ou de les punir, ou de sacrifier les droits les plus essentiels de sa Couronne.

Ce même Edit contient encore d'autres pièges. En effet, à peine les Dépositaires des Loix ont-ils été sacrifiés à sa vengeance, qu'il annonce au Roi que du *plus triste des événements* (mais le plus flatteur pour le Maire du Palais) *il va faire éclorre un ordre plus heureux, & long-temps désiré par nos peres.*

Huitieme
illusion. En
flattant le
Roi du
choix de
ses Magis-
trats.

Il va, à ce qu'il assure, remettre entre les mains du Roi le choix de ses Magistrats, dont plusieurs ne devoient leurs offices qu'à leur fortune. Voilà l'illusion. Disons la vérité: le Maire du Palais va devenir le Despote de toute la Magistrature. Malgré les promesses qu'il a fait au Lit-de Justice, il trouvera moyen de vendre par lui-même ou par ses gens le prétendu choix qu'il fera très vénalemeut au nom du Roi.

Ce grand Législateur amuse le Roi de l'espérance d'un nouveau Code *digne du cœur du Roi qui l'a conçu.* Il va ranimer l'étude de la Jurisprudence; rapprocher toutes les Ordonnances; les lier & en faire un tout dont les différentes parties se correspondent. Enfin c'est un plan qui *éternisera la gloire du regne du Roi.* Illusion. Ce code qui n'est au reste qu'un Règlement de procédures, a été remis entre les mains des gens du Conseil, composé en grande partie de jeunes gens

Neuvieme
illusion. En
promettant
une mil-
leure lé-
gislation.

qui à peine ont passé quelques années dans les Cours supérieures, & de-là sont entrés au Conseil, non pour y étudier ni entendre la discussion d'aucunes Loix, mais pour y faire leur Cour & obtenir des Intendances. Il est remis aujourd'hui aux Membres du nouveau Tribunal, qui ne connoissent pas plus le détail du Palais, ses procédures & nos Loix. Voilà les nouveaux Législateurs en sous-ordre du Maire du Palais. Flatteuse espérance pour la Nation! Illusion affligéante pour le Monarque!

Est-ce ainsi que se faisoit jusqu'à nos jours la préparation des bonnes Loix? N'est-ce pas dans des temps de calme & de tranquillité qu'elles doivent être proposées? & non à la hâte. Elles doivent être faites dans des temps propres à faire le bien, & quand on n'en est point distrait par le feu des passions. C'étoit dans ces temps de calme que des Jurisconsultes étoient chargés de recueillir les Loix anciennes & modernes, les différentes Jurisprudences auxquelles avoient pu donner lieu les opinions des Auteurs; & de présenter les vues que cette pénible étude a pu leur faire naître. Ce travail étoit remis entre les mains du Chancelier de France, homme lui-même profond & solide; il consultoit des gens éclairés; il faisoit le plan de la Loi que le Roi se propoisoit de donner. Ce Magistrat faisoit les principales dispositions; le projet étoit envoyé à tous les Parlements; leurs principaux Membres s'assembloient pour l'examiner; ils propoient leurs réflexions & sur la Loi même & sur

chaque article; ils exposoient ce qu'il pouvoit y avoir de particulier ou d'intéressant pour les Pays de leur Ressort. Leurs Mémoires envoyés au Chancelier, il travailloit de nouveau, & recevoit la volonté du Roi sur les changements à faire ou à refuser. Par ces moyens réitérés, s'il étoit nécessaire, la Loi étoit perfectionné & mise en forme; elle étoit envoyée aux Parlements, qui l'examinèrent, Chambres assemblées; enfin, après leurs observations, le Roi se déterminoit définitivement, & la Loi étoit publiée. Il n'est pas rare qu'une Ordonnance ait coûté dix années de travail & de réflexions.

Aujourd'hui ce grand Législateur de la France propose au Roi l'un de ses rêves, ou le rêve d'un autre. Il l'envoie au nom du Roi à des hommes qui ne connoissent ni nos procédures, ni nos Loix; il leur commande leurs suffrages, & cependant sa Loi ne peut éclôre. Mais l'illusion n'est pas moins faite au Roi. On lui a sans doute tenu le même discours plein de cette confiance incroyable avec laquelle on annonce à M. M. du Conseil un nouveau miracle de Législation.

M. M. du Conseil, par une illusion singulière, sont travestis en *Parlement*. C'est le même Parlement qui a toujours subsisté, à ce que nous assure le Maire du Palais. Tous les Membres en sont changés; ils ne sont même là que par *interim* & par Commission: mais sur sa parole, c'est toujours le même Parlement. Il prend toute la Nation, & le

Dixième
illusion.
Par de
fausses dé-
nominations.

Roi lui-même pour le jouet de ses opinions. Ce ne sont plus les choses qui justifient les dénominations: ce sont les noms qui sont les choses.

Enfin, son Edit, aux yeux des hommes ordinaires, des Peuples, des Grands même & des Princes, est une Loi qui change & altere la constitution de l'Etat; qui donne la volonté arbitraire du Souverain, ou plutôt celle de son Ministre pour unique Loi. Non, tout le monde se trompe: le Maire du Palais nous assure que ce n'est qu'un *Règlement de discipline*. S'est-on jamais joué si hardiment de la crédulité des hommes, & de celle de son Prince!

Tels sont les pièges les uns plus subtils, les autres très-grossiers, que le Maire du Palais a tendus au Roi. Il se repose sur la force de sa séduction, & continue d'exercer ses vengeances personnelles.

Pièges qu'il a tendus aux Gens du Conseil.

Le Conseil du Roi malheureusement s'est trop souvent prêté aux idées du Despotisme. Des places importantes dans les Provinces; des Bureaux lucratifs en imposent à la générosité des hommes. C'est là que l'on montre tous les Royaumes du monde, & l'on entend la voix du Séducteur: *Je vous donnerai tout cela, si, en vous prosternant devant moi, vous m'adorez*. Peu de gens échappent à cette promesse infernale: La fortune trouve presque par-tout des adorateurs; &, quoiqu'elle n'ait souvent qu'un prix à donner, tous courent dans sa carrière pour l'obtenir.

Pourquoi cette funeste soif de l'or ou des honneurs a-t-elle rendu insensibles à la noble & douce impression des sentimens patriotiques, ceux que l'on appelle les Conseillers de l'Etat ; ceux qui sont destinés à représenter la personne du Roi d'une manière plus spéciale dans les Provinces. Ils auroient pu sauver l'Etat, en partageant avec honneur les exils de nos généreux Magistrats. Mais ils ont mieux aimé abandonner leurs familles, leurs Citoyens : Ils ont tout sacrifié à la crainte & à l'ambition.

Le Maire du Palais les force de jouer le rôle de Juges du Peuple , tandis qu'il fera tous ses efforts pour écraser & perdre les véritables Juges ; tandis qu'il leur prend des offices qu'il ne peut leur rembourser. C'est un vol manifeste : & ceux qui le favorisent de leur présence, en sont complices aux yeux des Loix.

N'est-il pas au reste un point de vue qui feroit à la décharge d'un petit nombre d'ames honnêtes. Peut-être, hélas ! quelques-uns ont pensé qu'il valoit mieux tenir un instant des places qui, sans leur présence, seroient occupées par des hommes vendus, qui seroient par inclination périr les Loix, & qui seroient d'autant plus furieux, qu'ils combattroient pour se maintenir dans leur usurpation.

Cependant quelle affliction pour des hommes véritablement patriotes ! Pendant leur Séance, le Maire du Palais fait les derniers efforts pour écraser la liberté de la Nation. Quelles inquiétudes sur ce

point de vue. Peut-être n'eussent-ils pas été suppléés si facilement. Leur présence donne le temps d'interroger, & de solliciter les ames basses qui sont toujours en trop grand nombre dans un Etat. Quelle douleur, si cette complaisance pour le Maire du Palais lui procuroit enfin l'exécution de son funeste plan!

Quels reproches ne se feroient-ils pas éternellement? d'avoir (comme il est annoncé dans l'Edit) donné le temps *d'attendre que le Roi* (ou plutôt le Maire du Palais) *ait choisi des Officiers suffisants & capables de composer le Parlement*; c'est à-dire, de lâches adorateurs du Despotisme. N'est-ce pas reconnoître que l'ancien Parlement est détruit; que la seule volonté du Roi sans forfaiture jugée, peut ôter à un Magistrat son office, son bien; qu'il peut l'ôter à un Corps entier de Magistrature, dont l'unique délit est d'avoir demandé au Roi de rassurer ses Peuples sur les conséquences dangereuses d'une Loi qui, en donnant une étendue sans bornes à l'autorité arbitraire, menaçoit leur honneur, leur propriété, & l'Etat lui-même, à l'égard de la succession au Trône, & de l'inaliénabilité du Domaine? Comment, se diroient ils, avons-nous pu accepter une Commission si dangereuse & évidemment nulle aux yeux de la Loi & de la Nation? Quelle illusion, quel prestige nous a en sorcelés? Fatales & frivoles espérances, celles qui nous ont séduits pour prêter secours au Destructeur de la Magistrature & de la liberté de la Patrie!

En effet, le motif de rendre la justice au Peuple dans l'intervalle de l'absence du Parlement pouvoit fournir un prétexte quelconque dans les époques précédentes, lorsque ce Corps respectable n'étoit qu'exilé & absent pour le temps de sa disgrâce ; mais après l'orage il devoit reprendre ses fonctions. Aujourd'hui ce n'est pas dans un moment d'orage que les Gens du Conseil fournissent leurs bons offices : c'est pour la dispersion totale du Corps du Parlement ; c'est pour la substitution de nouveaux Membres ; c'est pour favoriser le vol qui est fait à ces Magistrats par la privation d'offices qui ne sont & ne peuvent être remboursés.

Au moins, si ces hommes réunis pour une fonction si affligeante, avoient osé se présenter aux pieds du Trône pour éclairer leur Roi sur les illusions qui lui sont faites & à toute la Nation : mais non ; l'on ne voit qu'un silence persévérant ; des spectateurs muets au milieu des plus grands malheurs de la Nation.

La forme toute seule leur présentoit des motifs puissants pour échapper à cette prévarication.

Ils ne sont Commissaires que par *intérim* ; le Roi *les a commis & commet*. Or une commission par ce seul titre est incompétente pour enrégistrer des Loix telles que l'établissement des Conseils supérieurs qui forment un si grand changement dans toute la Magistrature. Une commission est passagère ; & ceux qui la composent ne peuvent imprimer aux Loix un caractère perpétuel. Il n'y a qu'un Corps per-

pétuel, qui se renouvelle sans cesse, dont chacun des Membres prête en entrant, le serment d'exécuter les Loix que ce Corps a enregistré : il n'y a qu'un tel Corps qui puisse promettre la stabilité de la Loi.

Ces représentants le Parlement peuvent-ils bien penser qu'ils puissent juger les Princes & les Pairs, le Peuple lui-même, comme s'ils étoient le Parlement & la Cour des Pairs?

Leurs serments au Conseil ne les constituent que des sages chargés de donner de bons avis. Quand & où ont-ils prêté serment d'être de bons Juges?

Le nom de Parlement qu'ils ont ordre de prendre, leur en impose-t-il? Peuvent-ils s'imaginer que le Parlement n'existe plus aux yeux de la Loi? Ce n'est pas le nom de *Parlement toutes les Chambres assemblées* qui décide la nature des Jurisdictions. C'est au contraire la nature de la Jurisdiction qui décide la fausseté ou la justesse du nom. La Bazouche n'est pas le Parlement, quoiqu'elle juge sur les mêmes Sieges que le Parlement.

Heureusement la Nation se refuse à fléchir le genou devant le Maire du Palais. Il n'a pu jusqu'ici réunir un nombre suffisans d'ames assez basses pour composer son nouveau Parlement. Ses Conseils supérieurs sont ou mal composés, ou se dispersent déjà, ne pouvant résister à la dérision & à l'indignation de leurs compatriotes.

Mais si cela n'étoit pas ainsi; si la destruction paroïssoit s'avancer, les Gens du Conseil n'auroient

d'autre parti à prendre que de subir le sort de l'ancien Parlement plutôt que de voir anéantir les Loix; introduire le despotisme; confisquer les charges de leurs peres, de leurs enfans; & de sacrifier les intérêts les plus chers de la Nation. Sans doute ils refuseroient de se porter long-temps à cette scène tragique pour l'Etat & pour eux-mêmes.

S'ils ne le font, toute la France n'élèvera qu'un cri depuis nos Princes jusqu'au dernier des Sujets. Tous les Tribunaux anciens refuseroient avec indignation le nouveau Parlement que les Gens du Conseil auroient enrégistré. Ils mettront leur Patrie en feu.

§ En ce moment j'apprend qu'ils sortent du sanctuaire de la justice, & qu'enfin le monstrueux Parlement vient d'éclôre.

Le Maire du Palais a investi de toutes parts le Grand-Conseil, & par un coup de force l'a transporté aux pieds du Trône pour le métamorphoser en Parlement. Mais cette Compagnie renferme des patriotes; & sans doute ce Corps échapera au moins en partie à la séduction. Comment ces Juges de matieres bénéficiales oseront-ils rendre des jugemens sur la vie des hommes ou sur leurs propriétés, n'ayant pas la moindre teinture des Coutumes des lieux, ni des Traités de Jurisprudence civile & criminelle.

Ce coup de théâtre met au moins à découvert la fausseté du Maire du Palais qui se vançoit si souvent d'avoir un nombre de Juges plus que suffisant pour remplir son nouveau Parlement.

Ceux qui écriront après moi nous feront voir en détail l'estime que mérite ce ramas d'hommes dont les ames ont été d'avance si bien décrites par toutes les Cours qui ont prévu cet événement honteux à la Nation.

O hommes, mes compatriotes, qui que vous foyez, échappez à l'erreur du moment: Fuyez; avant que des monuments publics aient livré vos noms à l'indignation & aux mépris de la postérité!

Pieges qu'il a tendus au Peuple.

Il sembloit suffisant de s'assurer les suffrages du Monarque, & d'étouffer l'esprit patriotique qui auroit pu réclamer dans le Conseil du Roi; mais les vues du Maire du Palais sont bien plus étendues; il a fallu flatter & adoucir le Peuple dans un moment où on lui enlevait l'ancien Corps de Magistrature.

Première
Illusion sur
la véné-
lité.

Il promet en effet au Peuple d'excellents Juges. Avant ces vues profondes du nouveau Législateur, il suffiroit, si on l'en croit, d'avoir *de la fortune* pour devenir les Juges des hommes; mais dorénavant ce sera le *choix même du Roi* qui fera chaque jour de nouveaux présents au Peuple.

Le Maire du Palais insulte les Cours par ce propos de *fortune*; comme si les réceptions n'étoient pas précédées d'études & d'examenes; comme si les nouveaux Juges ne se formoient pas sous les yeux des anciens.

Mais

Mais laissons-là cette injure gratuite ; c'est donc le choix respectable du Roi que l'on nous propose. Or, qui ignore qu'il n'est pas possible à celui qui est assis sur le Trône d'entrer dans ces détails d'élections d'Officiers, pas même pour Paris ; encore moins pour les provinces ?

Si d'ailleurs le choix du Prince influoit dans la nomination aux offices, ignore-t-on qu'elle seroit toujours accordée à l'intrigue & à un crédit vénal, donc le Prince ne peut être à couvert ?

Quand même ce seroit le Chancelier seul qui décideroit de ce choix ; peut-on ignorer que son choix seroit en peu de temps un revenu considérable de la Chancellerie ; comme le choix de toutes les différentes places de la Maison de Roi, forment un revenu casuel pour les principaux Ordonnateurs ?

Au fond, le problème sur la vénalité des charges qui est décidé avec tant de légèreté par le nouveau Législateur, est-il résolu d'une manière bien évidente ?

Si les charges n'étoient pas vénales ; si elles n'étoient accordées qu'au crédit & à l'intrigue, qui est-ce qui se prépareroit par des études solides à les remplir ? Dans l'état présent les jeunes gens se livrent à l'étude dans l'espérance que leurs peres les mettront en charge : mais si c'est le crédit, où sera leur espérance, où seront les études ?

Encore si c'étoient les Cours elles-mêmes qui fussent chargées de ces élections, comme elles leur sont accordées par les anciennes Ordonnances ; cha-

cun feroit animé à faire preuve de ses talents, & des lumieres qu'il auroit acquises.

Mais ce n'est pas cet esprit qui fait supprimer la vénalité des charges; il est à découvert cet esprit; car l'Edit oblige de recommencer l'élection, jusqu'à ce qu'il y ait un élu qui convienne au Roi, c'est-à-dire à M. le Chancelier. On veut des esclaves rampans accoutumés à donner des hommages au crédit & à l'intrigue. Ce sont là les hommes qu'il faut pour accepter le joug du despotisme.

J'apprends dans l'instant que le Maire du Palais vient d'accorder en partie à la nouvelle Compagnie le choix de ses Membres. Mais, 1°. combien de temps cela durera-t-il? 2°. Quelle influence n'aura pas dans ces nominations l'Intendant, Premier Président, soit dans le prétendu Parlement de Paris, soit dans les Cours supérieures? 3°. C'est encore un leurre donné au Peuple. Les Compagnies malgré les promesses du Maire du Palais n'y entreront donc pour rien? & il faudra qu'elles choisissent au gré de la Cour.

Seconde
Illusion sur
la gratuité
de la ju-
stice.

Cette illusion sur la vénalité en entraîne une autre sur la gratuité de la Justice. Quand on a reçu gratuitement le droit de rendre la Justice, il semble qu'on doive la rendre gratuitement; mais c'est encore une illusion pour amuser le Peuple.

Les Magistrats, dit le Maire du Palais, *n'exercent plus leurs fonctions qu'avec ce noble désintéressement qui les annoblit & les rend plus respectables.*

Est-ce sur le zèle patriotique de ses nouveaux

Magistrats qu'il appuie leur désintéressement ? Quit-
teront-ils gratuitement leurs propres affaires pour
rendre au Peuple une Justice gratuite ? Non, dit le
Maire du Palais, c'est le Roi lui-même qui soutien-
dra leur zèle. Ce sont des pensions sans nombre qu'on
va faire sortir du *vuide du trésor royal* pour soudoyer
amplement ces nouveaux Zélateurs de la Justice.

Mais si ce fond épuisé de tant de manieres ne
peut suffire à toutes ces pensions * ; si bien loin de
les fournir en leur entier, on ne peut même avancer
le premier quartier ; si un premier effort de finances
est le seul qui puisse maintenir le zèle gratuit de ces
nouveaux Juges ** ; si leurs travaux sont payés d'un
papier discrédité ; si ce n'est qu'après longues années
que ce papier est remis entre les mains de ces hom-
mes imprudents qui se feront reposés sur les pro-
messes illusoires & dérisoires d'un fixe obéré ; que
deviendra l'héroïsme de ces grands hommes, de ces
excellents patriotes qui auroient prêté leur secours
pour l'établissement de cette importante Loi du
Royaume, *que la volonté du Roi est la seule Loi qui
oblige les Peuples & les Magistrats.*

Ah ! je vois bientôt la soif de l'or gagner cette
belle Magistrature. Au lieu des appointements &
des gages licites, que recevoient les anciens Magi-
strats, l'or prendra des routes secretes. Au lieu de
fournir simplement la subsistance des Juges, il sera

* On dit que l'on donne au Premier Président quatre vingt mille
livres de rente, & vingt mille livres à chaque Président à Mortier.

** On assure qu'on leur a payé la premiere année d'avance.

le prix de la Justice vendue avec une insatiable avarice.

Voilà la véritable espérance du Peuple ; voilà ce qu'on ne peut se dissimuler dans un Royaume où toute promesse de pensions est fondée sur le plus énorme dérangement dans les finances. Il n'y a aucune bonne foi à le promettre ; il y a de la stupidité à l'attendre.

Justice gratuite Helas ! quelle générosité pourroit-on se promettre d'ames assez basses pour avoir préféré leur ambition & leur avarice à leur propre honneur, à l'estime & au salut de leurs Concitoyens ?

Troisième
Illusion, les
Conseils
supé-
rieurs.

L'étendue excessive du ressort du Parlement de Paris, dit le Maire du Palais, est infiniment nuisible aux justiciables obligés d'abandonner leurs familles pour obtenir une justice lente & coûteuse. Quelle tendre sollicitude pour les Peuples !

C'est-là le chef d'œuvre de la sagesse du Maire du Palais ; le sujet de toute sa confiance. Il a fait dire dans un des écrits qu'il a répandu dans le Public, que c'étoit-là l'*unique point de vue de cette grande affaire* : Que la Cour des Aydes n'avoit pas éfleuré la question, puisqu'elle ne s'étoit pas occupée des Conseils supérieurs.

N'est-ce pas aussi la cause de l'exil du Parlement qui n'a pas consenti à l'érection de ces Conseils. C'est au moins ce que l'on veut faire entendre ; mais il y a à cet égard un anacronisme qui doit couvrir de honte l'Orateur du Maire du Palais. Jamais le Parlement n'a entendu parler de ces Conseils su-

périeurs. Ils n'ont été annoncés que par l'Edit de Février , plus d'un mois après la dispersion des Membres de cette Cour. Si c'est-là l'unique point de vue de cette grande affaire, pourquoi donc ne les pas entendre auparavant sur une matiere si importante ?

Cet appât présenté avec art, n'en est pas moins une véritable illusion.

La proximité de ces Conseils Supérieurs dont il flatte le Peuple, paroîtra un présent bien léger pour quiconque fera la moindre réflexion à la difficulté des chemins de traverse des Provinces ; non-seulement dans le temps d'une saison rigoureuse qui les rend impraticables par les fondrières & les abymes, mais encore dans la plus belle saison de l'année. Quelle différence de voyager dans les belles routes qui conduisent avec sûreté & facilité dans la Capitale, ou de languir dans ces chemins détournés, sans hôtelleries, sans les ouvriers si nécessaires aux besoins des voyageurs ? Voilà un des présents que le Maire du Palais fait à la Nation.

La distance des Provinces du ressort à la Capitale, étoit-elle , au reste , un si grand mal ? Beaucoup d'affaires étoient apaisées sur les lieux , dans la crainte des frais considérables auxquels la poursuite des appels exposoit les parties. Par cette nouvelle invention du Maire du Palais , la facilité des appels les rendra beaucoup plus communs ; & le Peuple, en somme totale, fera peut-être plus qu'auparavant la victime des procédures.

D'ailleurs, quelle nouvelle espece de justice doit attendre les Peuples ?

Ces prétendus Magistrats seront de nouveaux tyrans dans les Provinces, présidés & dominés eux-mêmes par les Intendans. La France ne verra plus de toutes parts qu'un despotisme odieux. Le Parlement étoit un puissant remede contre la tyrannie, l'avarice & toutes les passions auxquelles les Juges des provinces, comme tous les autres hommes peuvent être assujettis. Aucun d'eux n'osoit s'écarter de la Loi ; ou il étoit assuré que son jugement seroit réformé, & peut être lui-même réprimandé.

Une considération plus profonde a échappé au Maire du Palais. En créant ces Conseils Supérieurs, il ne s'est pas rappelé qu'il alloit ramener pour le malheur de la France, l'autorité des Grands Baillis.

Personne n'ignore à quel excès étoit parvenu leur Despotisme au XIII^e siècle ; que les plaintes de leurs vexations retentirent dans tout le Royaume ; que nos Rois envoyèrent d'abord des hommes de leur Conseil pour examiner leur conduite ; qu'ils réformèrent ensuite quelques-uns de leurs Jugemens les plus injustes ; qu'insensiblement les appels de leurs Jugemens furent admis assez facilement par nos Rois en leur Conseil ou Parlement ; qu'ils se multiplièrent alors tellement, que pour épargner aux parties la peine & l'embarras de suivre nos Rois, pour obtenir justice d'une Cour toujours ambulante & unique pour tout le Royaume ; nos Rois jugerent à propos d'envoyer d'abord une partie des Membres

de leur Parlement pour tenir les Grands Jours dans différentes Provinces ; qu'enfin le Parlement fut rendu sédentaire, pour procurer en tout temps aux parties la prompte expédition des affaires, & n'être pas obligées d'attendre le temps des Grands Jours dans leurs Provinces. C'est ce qui rendit le Parlement sédentaire à Paris.

Depuis cinq siècles cet arrangement subsiste ; mais le Maire du Palais, excellent législateur, veut nous ramener aux anciens dangers. L'autorité des Conseils Supérieurs sera dorénavant la même que celles des Grands Baillis. Le peuple fera la victime de leur despotisme.

Difons plus, l'intérêt même du Roi & des Loix s'y opposent. Les Loix en effet qui n'auroient été enregistrées que dans la seule Cour du nouveau Parlement, n'auront dorénavant qu'une exécution très-incertaine, & telle seulement qu'il plaira à ces Conseils Supérieurs de leur donner. Les Bailliages étoient obligés de s'y conformer, parce qu'ils retentissoient perpétuellement à la Cour qui les avoit enregistrés, & qui tenoit la main à leur exécution. Mais les Conseils Supérieurs ne tiennent en rien au nouveau Parlement. Ils n'auront aucun compte à lui rendre de l'exécution des Loix qui leur auront été envoyées. Ils ne seront nullement sous sa discipline. Ils seront seuls arbitres de l'interprétation qu'ils jugeront à propos de donner aux Loix. Voilà encore un nouveau sujet de bonheur pour les Peu-

ples. Ils ne feront pas même jugés selon les Loix du Monarque.

Ainsi, les appels au Parlement font nés de l'abus des Grands Bailliages, (vrais Conseils Supérieurs); & le Maire du Palais trouve dans ses grandes vues de législation le moyen de ramener en France tous les mêmes abus, en détruisant ces appels qui en étoient seuls le remede depuis près de cinq siècles.

Il faudra sans cesse se pourvoir au Conseil du Roi. Les Grands, par mépris des Conseils Supérieurs, obtiendront des évocations; les autres s'y pourvoiront en cassation; & l'irrégularité des Jugements en justifiera pleinement la nécessité.

Qui est ce en effet qui ne connoît pas la sagesse de l'établissement aussi ancien que l'Etat, d'un grand Corps capable de maintenir l'uniformité de Jurisprudence? Placé à une grande distance de tous les hommes qu'ils ont à juger, & avec lesquels ils n'ont aucune relation; quel puissant obstacle à l'intrigue & aux effets de l'inclination naturelle aux hommes, de juger en faveur de ceux à qui ils sont attachés par quelques liens puissants d'intérêt ou d'amitié? Sauf les abus que la malice des hommes qui corrompt tout, peut introduire dans les meilleurs établissements, on peut dire qu'il n'y a rien de plus utile que cette grande distance, entre les parties & les Juges Supérieurs, & qu'elle est plus propre que toute autre voie à procurer au Peuple une Justice incorruptible.

S'il y a donc des frais que l'on doit ménager

pour les parties, ce ne sont pas ceux qu'occasionne l'éloignement d'une Cour Supérieure. C'est sur les frais de procédure qu'un sage législateur peut jeter les yeux. C'est sur les impôts mis sur tout ce qui sert à préparer les Jugements, qu'il faut qu'un Ministre sage excite la générosité du Prince. C'est là ce qui avancera beaucoup les progrès de la Justice gratuite. La générosité des Magistrats imitera facilement celle du Monarque. Plusieurs Parlements ont déjà offert de rendre la Justice gratuitement.

Se l'on veut une plus prompte Justice, que l'on multiplie les Chambres du Plaidoyer; que l'on abrége les délais des Procédures, &c.

Ce ne sont donc que de petites vues & fort étroites, qui ont donné au nouveau Législateur le dessein de créer ses Conseils Supérieurs. Au fond, c'est une illusion d'un moment, dont il a voulu flatter le Peuple, tandis qu'il écrasait l'ancien Corps de Magistrature, pour assouvir sa vengeance.

Il a vu que le Peuple étoit indigné du traitement fait à ses Magistrats, qui n'ont réclamé que la sûreté de l'honneur, de la vie & des propriétés de leurs Concitoyens. Il a craint que le Peuple ne s'irrite par des inquiétudes & des alarmes justement conçues; il a cherché à le rassurer par le préambule de l'Edit de Février. Il y annonce l'*heureuse impuissance* du Roi, de toucher aux Loix sacrées de la Monarchie.

Quatrième
l'union
l'Edit de
Février.

Illusion. Le Maire du Palais laisse subsister tous les effets destructeurs de ces Loix. Il laisse l'*bon-*

neur de ces Magistrats outrageusement & calomnieusement attaqué par une foule d'injures semées avec profusion dans son premier Edit; aggravées dans le second, & multipliées par une foule de libelles qui les répètent. Il laisse leurs *propriétés* frappées de la confiscation de leurs Offices; ou leur fait des promesses de remboursement impossibles. Enfin, il laisse leurs *Personnes* privées de leurs états & de leurs dignités. Il n'y a donc rien de changé, malgré les promesses de son Edit.

Si les Magistrats sont ainsi traités, que doit attendre le Peuple?

Cinquième Illusion
son Code.

Son annonce du Code est aussi pour le Peuple comme pour le Roi, un nouveau piège.

Quiconque connoît la légèreté du Législateur, ne peut attendre de Loix nouvelles, que sur des objets minutieux; quelques petites Loix pleines d'inconvénients sur les procédures & les formes. Quelqu'un a-t-il pu croire qu'il alloit enrichir la législation par ce nouveau Code? Un tel Code n'a pu sortir des mains des Gens du Conseil: & c'est peut être par ménagement pour le Législateur, que l'on ne met point au jour cette importante production, qui essuieroit la critique de tous les Jurisconsultes à qui il en a procuré le loisir.

Quelle confiance le Peuple pourra-t-il prendre dans une législation nouvelle, proposée par M. de Maupeou, & combinée par M^{rs}. du Conseil, qui ne connoissent ni le détail du Parlement, ni celui de chacun des Tribunaux de son ressort; qui n'ont pas

connoissance de ces dédales de difficultés que la seule triture des affaires peut faire bien connoître aux vieux Magistrats? Comment pourroient-ils prendre sur eux de régler ce qu'ils ne connoissent pas eux-mêmes; de réformer ce dont ils n'ont que des idées fort superficielles? C'est aux Magistrats du Parlement à connoître la suffisance ou l'insuffisance, & les dangers des réformes. C'est à eux de connoître la possibilité ou l'impossibilité de leur exécution. (Mais pourquoi oublie-je que voici un Parlement tout neuf? Hélas Oui! il est bien neuf, pour éclairer la législation.)

Ces réflexions sont d'autant plus solides, que le Maire du Palais aspirant [fort inutilement] à la gloire de la législation, annonce un plan extrêmement vaste, dans lequel il ne s'agit de rien moins que de *rapprocher toutes les Ordonnances & les Loix, pour en faire un tout, dont toutes les différentes parties se correspondent.* Admirez cet immense Génie! Il *éternisera*, à ce qu'il dit, *le Regne du Roi.* Voilà de grands mots: mais feront-ils des dupes?

Je dit plus, les Peuples veulent-ils un nouveau Code? Le Maire du Palais ne se propose t-il point un plan contraire au Génie de la Nation, & au vœu des Loix les plus anciennes?

L'Ordonnance de Clothaire en 560, veut qu'entre Romains les affaires soient terminées par les Loix Romaines. La Loi des Ripuaires ordonne que si dans un Canton Ripuaire ils se trouvent des Francs, des Bourguignons, des Allemands, ou de quelque

autre Nation que ce soit, & que quelqu'un de ces hommes soit interrogé en Jugement, il répondra suivant *la Loi du lieu où il est né*; & que s'il est condamné, il paye suivant *sa propre Loi*, & non suivant *la Loi Ripuaire*. La Loi des Bavarois, celle des Allemands, la Loi Salique, ne parlent que de *sa Loi, sa propre Loi, la Loi suivant laquelle il vit*. Dans la seconde race, les Capitulaires de Charlemagne en 779; celui de Pepin en 739, veulent que l'on annonce que leur volonté est que tout homme ait sa Loi pleinement conservée. (Voyez à cet égard les belles Remontrances de Besançon.) J'ajoute que c'est ce même principe, qui, dans la troisième race, a fait rédiger toutes les Coutumes qui ont force de Loi dans ce Royaume.

Ce grand Législateur ne doit donc pas s'attendre à la reconnoissance des Peuples, pour le présent qu'il veut leur faire.

Sixième
Allusion le
nom de
Parlement.

C'est autant pour le Peuple que pour le Roi, que le Maire du palais ne craint pas d'appeler Parlement les Gens du Conseil qu'il a commis. Mais n'est-ce pas insulter les hommes, & les prendre pour des *oyes*, que de décorer d'un nom que les Sujets du Roi étoient accoutumés à respecter, une Assemblée d'hommes que le Parlement de Provence a si bien défini; *un simulacre exposé chaque jour aux yeux des Peuples*, pour tenir la place d'un Corps ingérent à la constitution de l'Etat, mais qu'il ne peut représenter; & que des intrus ne pourroient entreprendre de remplacer à titre de succession, sans se dévouer à la haine publique, & à l'infamie?

Je croyois, en parlant de Mrs. du Conseil, avoir oublié que nous avons en effet un Parlement: mais non, le voilà très-bien défini par le Parlement de Provence, *des intrus, &c. dévoués à la haine publique & à l'infamie.* (François, voilà vos Juges.)

*Pieges qu'il a tendus aux Ministres
de ses destructions.*

Le Maire du Palais, par les Lettres patentes du 23 Janvier, a annoncé qu'il alloit *choisir un nombre d'Officiers suffisans, & capables de composer le Parlement.*

Il va donc proposer des honneurs & des pensions avec le nom de Parlement; mais quel est ce ramas d'hommes, qui va tendre la main pour recevoir ses graces?

Qu'on en juge par les conditions auxquelles ils vont accepter ce funeste présent.

La premiere condition, est celle de l'Edit de Décembre 1770; c'est-à-dire, qu'ils se soumettront à donner toute exécution à toute Loi qui aura été dictée par les Ministres; qu'ils forceront le Peuple à s'y soumettre, & que le Gouvernement plus arbitraire sera dorénavant appuyé par des esclaves soumis au plus évident despotisme.

La seconde condition, c'est que ces nouveaux Juges prendront sans scrupule les Offices des Magistrats, qui n'ont point été & ne seront pas remboursés, (quand même on leur en feroit la promesse). Ils participeront à l'iniquité du Maire du Palais, & aux malheureux effets de sa vengeance.

Ils feront les exécuteurs de la peine prononcée contre des hommes qui n'ont eu d'autre délit que de n'avoir pas voulu mettre au nombre des Loix d'une Monarchie, une Loi qui changeoit la nature du Gouvernement ; qui menaçoit la liberté, l'honneur & les propriétés des Citoyens.

La troisieme condition, c'est qu'ils persévéreront dans les sentimens d'esclaves qui les ont déshonorés ; & que, si l'amour de la Patrie, si l'intérêt des Peuples se reveille dans leurs ames ; s'ils ne font pas de vils exécuteurs des volontés arbitraires des Ministres, après des Remontrances que ces mêmes Ministres auront rendu inutiles, ils seront, comme les anciens Magistrats, privés de leurs Offices, & réduits au rang des simples Citoyens. l'Edit de leur création leur annonce, dans le Préambule, qu'ils seront *inamovibles*, (mais) *comme les anciens*. Cela est clair dans un Edit qui contient la suppression de tous les Officiers de l'*ancien* Parlement : les nouveaux seront *inamovibles comme les anciens*. Quelle dérision ! Il faut donc qu'ils prennent la ferme résolution de devenir à jamais sourds à ces demandes si touchantes de nos Rois ; qui invoquoient le zele & le courage des Magistrats, pour ne point obtempérer aux ordres qui leur auroient été surpris.

La quatrieme condition, c'est d'être le Parlement de Paris ; mais honteusement mutilé, renfermé dans un district très étroit ; une espece de Bailliage, privé de l'honneur de la surveillance sur un grand

nombre de Provinces. Ils en auront le nom, mais ils n'auront pas l'honneur qui est attaché à l'étendue de la juridiction; à la multitude d'affaires, & d'hommes qui retentissent à un Tribunal. Enfin, ils auront de plus la honte de s'être prêtés à la destruction de ce Corps si honoré par l'ancienne Magistrature.

La cinquième condition, c'est de juger, sans aucune connoissance des Loix, sur toutes matieres qui auront été jusques-là étrangères à ces nouveaux Juges. Ils oseront cependant transférer les propriétés; juger de la vie des hommes & de leur honneur, sans avoir la moindre teinture des Ordonnances Civiles ou Criminelles (*). En vain le Maire du Palais veut les rassurer, en leur disant qu'ils ont prêté serment au Roi de rendre la justice; que le Roi ne fait aujourd'hui que changer l'application de ce serment à des objets différents: illusion manifeste. Jusqu'ici, quand on faisoit serment de rendre justice au peuple dans une Cour, on s'y préparoit par des études analogues à son objet; on faisoit preuve de sa capacité par l'examen. Si l'on étoit jeune, on restoit sans voix; on profitoit des lumières des anciens; on en acquéroit de personnelles jusqu'à la majorité. Jusqu'ici, on exigeoit une Justice éclairée; mais aujourd'hui, ô Peuple infortuné! le Maire du Palais n'a pas honte de te

(*) On voit, parmi ces nouveaux Conseillers, plusieurs Chanoines de Notre-Dame assez âgés. Qu'attendent de leurs connoissances acquises, & de celles qu'ils sont en état d'acquérir?

présenter des Juges nécessairement ignorans dans des matieres qui leur ont toujours été étrangères ; & ils oferont te juger !

Voilà les conditions que des hommes sans conscience & des ames lâches pourront accepter. S'attendront-ils que les Princes & les Pairs viendront siéger avec eux ? Non, sans doute. Ils siégeoient avec les premieres Familles de la Magistrature ; mais ils rejetteront avec mépris la présence de ceux qui n'auront pas crain de sacrifier les intérêts du Peuple, qui sont inséparables de ceux du Roi. Déjà le Maire du Palais leur annonce cet affront qui leur sera fait par les Princes & les Pairs. Il fait répandre des Ecrits, dans lesquels il établit que *le Tribunal de la Pairie est différent de celui du Parlement* : de sorte que la honte & l'ignominie de cette retraite des Pairs, ont déjà précédé la lâcheté, l'ambition & l'avarice de ces nouveaux Juges.

Peuvent-ils bien songer à ce moment terrible dans lequel ils se présenteront aux portes de leurs amis, de leurs parents ; à cette confusion dont ils seront couverts, lorsque chacun fuira des hommes qui ont fléchi le genou devant ces idoles détestées des ames honnêtes ? N'auront-ils aucun égard à cette dissention qui va naître dans les familles ? Le frere s'élèvera contre le frere ; l'épouse contre celui qui devoit faire sa gloire....

Que feront de leur côté ces Conseils Supérieurs, qui se présentent avec tant de confiance & de témérité pour juger en souverain leurs Compatriotes ?

Ce

Ce fera , fans doute , à force de coups , qu'ils terrasseront les Sieges inférieurs. Ils viennent pour leur donner des mépris & des chaînes : mais ces Juges ne voudront pas être exposés à toute la hauteur d'un petit nombre de Juges enflés du titre de *Souverains*.

Exécuteurs forcés d'enregistrements forcés , & dans lesquels ils n'auront été admis à aucune Délibération ; ils recevront humblement les ordres du Bailliage-MAUPEOU.

Les anciens Parlemens du Royaume leur feront essuyer d'autres mortifications. Avec quel dédain ne refuseront-ils pas de donner exécution à leurs Jugements ?

Ces Officiers se consoleront-ils par l'espérance d'une Noblesse qui ne fera transmissible qu'à une troisième génération ? Ah ! qu'ils soient assurés que dans un peuple d'esclaves il ne faut pas tant de Nobles. On aura soin que jamais la Noblesse ne parvienne jusqu'à cette troisième génération. Libre de son choix , le Chancelier de France saura ménager les intérêts du Roi , & ne permettra point à tant d'hommes d'échapper à la roture , condamnée à porter les impôts. Qu'ils soient assurés que le Maire du Palais aime la trahison , mais non les traîtres. Le temps leur apprendra quelle est la juste récompense de ceux qui savent étouffer les sentimens patriotiques.

Sont-ils flattés par les pensions qui leur ont été promises ? Si elles sont levées sur leurs Provinces ,

elles y causeront de nouveaux murmures. Si elles ne sont assises que sur le fisc, que cette espérance est vaine ! Plusieurs années de gages sont dues aux anciens Magistrats ; à de vieux Officiers qui ont bien servis l'Etat : les Fournisseurs de la Maison du Roi, en tout genre, les Domestiques même de sa Maison languissent après des paiements long-temps espérés, & réduits à un papier que la ruine du crédit de l'Etat a presque anéanti.

Il est facile de croire qu'il y ait un homme qui, d'abord par esprit de vengeance, & ensuite par la crainte d'en être puni, sacrifie à de si injustes motifs son Prince & sa Patrie. Mais comment peut-on imaginer qu'il trouve des gens qui veuillent le seconder, & se charger de la haine publique de tant de Citoyens qui vèront avec douleur des hommes lâches entrer dans le sanctuaire de la Justice, & devenir les seuls défenseurs des intérêts du Peuple ; prêts sans doute à faire leur cour par l'acceptation docile de toute espèce d'impôts ? Comment osent-ils se charger du mépris de tant de Magistrats qui sont dépouillés de leurs états & dignités ; de l'indignation de tant d'Officiers inférieurs, dont les fonctions & les fortunes périssent ? Comment ont-ils oublié ce premier principe de la loi naturelle, qui défend de faire à autrui ce que l'on ne voudroit pas qu'il nous fit ? O Patrie ! ô Nation infortunée ! quelles vipères tu renfermois dans ton sein, si les premiers principes de la loi naturelle sont éclipsés dans le cœur de ceux de tes enfants qu'une futile ambition dévore, & qu'elle

conduit cependant avec intrépidité au sanctuaire de la Justice, pour y juger les hommes !

Le Maire du Palais voit tout ; il craint tout : il a raison, son crime est grand aux yeux de Dieu & des hommes.

Nous avons vu jusqu'ici le Maire du Palais faire illusion à tout le Royaume, voyons maintenant les maux qu'il a fait aux Citoyens, au Roi & à l'Etat.

Il a déshonoré un Duc & Pair ; il a déshonoré les Ministres du Roi ; & il déshonore la Nation. Il a écrasé les Magistrats & les Officiers inférieurs ; il les a volés. Il prépare au Peuple des chaînes & des impôts. Il lui a ôté la confiance de son Roi. Il a ôté au Roi celle de son Peuple, & l'a exposé à tous les dangers du despotisme, en le trompant sur ses droits & sur ceux de la Nation. Séducteur quand il refuse d'avouer la puissance des loix ; séducteur quand il l'avoue, il continue d'attaquer l'honneur, la liberté & les propriétés des Sujets du Roi. Tout a retenti d'abord à sa vengeance ; & il persévère dans les maux qu'il fait souffrir à sa Patrie, par la crainte de périr lui-même si les Magistrats lui échappent. On ne peut donc plus attendre de lui que des violences. Au milieu de tant d'horreurs, le Roi ne peut s'arracher à la séduction. Je reprend ces points de vue en détail.

Le Maire du Palais a perdu un Duc & Pair. Il ne lui étoit nécessaire de l'attaquer que pour com-

mencer la guerre qu'il avoit méditée contre la Magistrature. Il falloit l'enlever ensuite & le priver de sa justification, pour révolter la Cour des Pairs. Il n'est personne aujourd'hui qui ne regarde le Duc comme coupable, puisqu'il a été nécessaire de violer les Loix pour le sauver des mains de la Justice. Aussi le Duc cherche-t-il encore en ce moment à se procurer par des écrits publics, la justification dont le Maire du Palais l'a privé aux yeux de la Nation. Il sçait qu'il est contre le droit naturel d'être l'un des Juges de ce Royaume, tandis qu'il est suspect de crimes capitaux, de violence & de séduction.

Le Maire du Palais a enveloppé les Ministres eux-mêmes dans l'ignominie qui résulte de cette soustraction de procédures. Il excite contre eux un violent soupçon d'avoir donné des ordres illégaux & tyranniques dans l'affaire des Procureurs Généraux de Bretagne, puisque dès l'instant que l'on a aperçu les Ministres, on a fait cesser toutes procédures.

Il ne déshonore pas moins la Nation elle-même par toute sa conduite. Qu'est-ce que les Royaumes étrangers peuvent penser des Magistrats qui rendoient la justice en France, si ces Magistrats sont tous coupables ! Qu'est-ce qu'ils doivent dire si ces Magistrats sont innocents & fideles ! Que diront ces Nations en voyant le Chef de la Magistrature user de voies obliques, d'inquisitions nocturnes, pour surprendre des Magistrats endormis ! Que dire de son triomphe pour une si honteuse victoire qui disparut au grand jour ; ce jour qui dissipâ & couvrit de confusion l'esprit de

malice qui avoit soufflé pour perdre le Premier Sénat du Royaume ! Que doivent penser les Nations étrangères de ces hommes nouveaux & lâches , qui , victimes de l'ambition ou de l'avarice , viennent fouiller le Sanctuaire de la Justice , avec promesse de livrer leur Roi à la discrétion du Ministre le plus despote , & leur Patrie au poids accablant des Impôts ; qui y entrent avec un esprit qui ignore les Loix suivant lesquelles il doit juger ; avec un cœur insensible au des-honneur & au mépris ; avec des mains coupables du vol manifeste d'Offices , qui n'ont point été & ne peuvent être remboursés. Quels hommes qui reçoivent comme un don du Prince , ce qui a été enlevé par des voies injustes à de généreux Magistrats !

En effet , ce vol qui leur est fait , est un attentat à la Loi sacrée des propriétés ; attentat digne du courroux de la Nation ; attentat qui attaque les Loix même du Royaume. „ Nous voulons , * disoit Char-
 „ les-le-Chauve , au 9^e. siècle , que nos fideles tien-
 „ nent pour certain qu'ils ne feront jamais dépouil-
 „ lés de leurs dignités , ni par un acte de la puissance
 „ arbitraire , ni par la seule volonté du Monar-
 „ que , ni par le jeu des passions étrangères ; mais
 „ par l'esprit seul de la Loi & de l'équité , & par
 „ les voies judiciaires. „ Louis XI. rassura de même
 ses Officiers. Il dit : „ Qu'il est vraisemblable que
 „ plusieurs Officiers doutant cheoir à l'inconvénient

* *Volumus ut omnes fideles Nostros certissimum teneant neminem iniuste vel ordinis vel dignitatis deinceps inconvenienti libitu , aut alterius calliditate , vel injuste cupiditate , promerito honore debere priuari , nisi iustitia iudicio & ratione atque equitate dicante.* Cap. I. I. p. 5.

„ de mutation & destitution, n'ont pas tel zèle &
 „ ferveur qu'ils auroient si n'étoit ledit doute; &
 „ voulant, dit-il, extirper d'eux ledit doute qu'ils
 „ ont de cheoir audit inconvenient, & pourvoir à
 „ leur sûreté en notre service, tellement qu'ils
 „ aient cause d'y persévérer, ainsi qu'ils doivent;
 „ statuons & ordonnons que désormais nous ne don-
 „ nerons aucuns de nos Offices, s'il n'est vacant
 „ par mort, forfaiture, ou résignation faite de
 „ bon gré. ”

Prêt à descendre dans le tombeau, il fit jurer cette Loi à son Fils Charles VIII, lui représentant que l'observation d'icelle seroit une des plus grandes assurances de son Etat. Il envoya au Parlement l'acte de ce serment pour y être enregistré.

Charles VIII, & Louis XIII renouvelèrent ces Loix, protestans de la sûreté, de la liberté, & de la stabilité des Magistrats.

Est-on coupable de forfaiture pour refuser l'enregistrement d'une Loi qui change la nature du Gouvernement; pour refuser de mettre à la place de toutes les autres Loix, la seule volonté du Prince, qui trop souvent n'est autre que celle des Ministres qui le trompent? Est-ce un motif légitime pour ôter, non à un seul homme, mais à 172 Magistrats, les Offices qu'ils ont acquis à titre héréditaire? N'est-ce pas violer la foi de l'Etat, qui les a vendus, & l'intérêt du Prince, qui ne doit plus compter sur le zèle des Magistrats si facilement amovibles.

Que le Maire du Palais écoute M. Bossuet : „ Le
 „ crime, dit ce Grand Homme, le crime que Dieu
 „ punit avec tant de rigueur dans Achab & dans Jé-
 „ fabel, c'est la volonté dépravée de disposer à leur
 „ gré, indépendamment de la Loi de Dieu, (qui
 „ étoit aussi celle du Royaume,) du bien, de l'hon-
 „ neur, de la vie d'un Sujet. ”

Polit. de
 l'Ecrit.
 Ste. liv. 8.
 pag. 524.

Le nom du Maire du Palais qui dissimule au Roi
 cette injustice, figure à merveille avec ces noms
 odieux. Il fait croire au Roi qu'il peut d'un souffle
 disperser tout les Magistrats titulaires, pour leur
 substituer à son gré, des représentants qui viendront
 usurper leurs noms & leurs fonctions.

Personne n'ignore que c'est lui qui seul est l'au-
 teur de la confiscation des Offices, & que le Con-
 seil, sous le nom duquel a paru cet Arrêt si injuste,
 n'y a eu aucune part. Cela a été reconnu par tou-
 tes les Cours.

Quand même le Maire du Palais n'auroit enlevé
 aux Magistrats, que l'estime & les bontés du Roi,
 n'étoit-ce pas un grand mal de flatter à leurs dé-
 pens l'amour que le Prince peut avoir pour le des-
 potisme, trop naturellement placé dans le cœur des
 hommes ?

„ Les Princes, dit M. de Fenelon, gâtés par la
 „ flatterie, trouvent sec & austère tout ce qui est
 „ libre & ingénu : ils vont jusqu'à s'imaginer qu'on
 „ n'est pas zélé, & qu'on n'aime point leur autori-
 „ té des qu'on n'a point l'ame servile, & que l'on

Telema-
 que 2 vol.
 P. 43.

„ n'est pas porté à les flatter dans l'usage le plus injuste de leur puissance. ”

Reprenons en deux mots les différents moyens par lesquels il est parvenu à leur enlever l'estime & les bontés du Roi. Le Maire du Palais a accusé ces Magistrats d'entreprise, d'attentat à son autorité: Il se vante d'*avoir tiré sa Couronne du Greffe du Parlement.*

Il a taxé de *confédération* la réunion des Cours, pour faire des résistances respectueuses au Pere commun de la Patrie. Il n'ignore cependant pas que ce concert des Cours est autorisé par les Lettres-Patentes de Charles VII, du 14 Novembre 1454 ; par les Ordonnances de Louis XI en 1467 ; de François I en 1521 ; de Charles IX en 1566.

Il a accusé d'une foule d'erreurs & de dangers la Jurisprudence qui servoit de base aux Jugemens du Parlement, qu'il en veut rendre responsable: il veut réformer toutes les Loix, & *en faire un tout, dont les différentes parties se correspondent.* Il affecte des réformes qu'il ne fait pas ; des changements qui n'existent qu'en projet.

A la confiscation, à la perte de l'estime du Prince, il a ajouté la dureté des exils: il en a maintenu la rigueur dans les circonstances où l'humanité elle-même demandoit des adoucissements. En faveur des Loix du despotisme, il a écrasé en véritable ennemi les plus fideles Serviteurs du Roi.

Il écrase également sans remords, par une révolution subite, les Ministres inférieurs de la Justice.

En réduisant à rien le Parlement de Paris, une multitude d'hommes qui ont acquis du Roi leurs Offices, dont les fonctions leur fournissoient un profit légitime, se trouvent réduits à la mendicité. Ce Barreau qui faisoit l'honneur de la Capitale, par la réunion des talens & des lumieres acquises sur toutes les matieres de la Jurisprudence, va se trouver épar. Combien de familles sont dans la dernière consternation? Quand même le Maire du Palais auroit eu des raisons aussi bonnes qu'elles sont futiles de créer ses Conseils supérieurs; pourquoi opérer des révolutions si subites, & enlever en une seule année l'état de tant de Citoyens? C'est encore ici que le Maire du Palais a violé la Loi naturelle: quels cris son ame furieuse ne jetteroit-elle point s'il étoit encore aujourd'hui dans les places qu'occupoient ses peres, sans remonter plus haut que le commencement du siècle dernier?

C'est assez considérer les malheurs des Ministres de la Justice, disons que le Maire du Palais ruine Paris; qu'il ruine la Nation & la plonge dans la plus profonde douleur.

Il n'est plus d'Art & de Profession qui, dans cette grande Ville, ne sente déjà vivement l'absence de tant de Magistrats; & l'économie sévère régné dès ce moment dans les consommateurs, dont les talens enfouis sont menacés d'une prochaine indigence. Ce ne sera bientôt plus l'économie, ce sera la cessation de toute dépense; car ils seront obligés de se retirer en foule dans les Provinces,

& de regarder de loin l'incendie funeste de leur Patrie.

Mais en se retirant dans ces Provinces, ils auront la douleur d'y trouver avant eux, des hommes qui ont partagé les dépouilles de cette grande Ville : ils y trouveront de nouveaux tyrans instruits au despotisme, & recompensés par le Maire du Palais, qui appesantiront le joug des Sujets du Roi. La Justice ne fera que pour ceux qui ramperont & qui présenteront un encens impur à leur despotisme. Quiconque se souviendrait encore avec amertume des jours de liberté de sa patrie, sera promptement enlevé par ses inquisiteurs, & frappé par leur vengeance.

La plaie générale de la Nation ne cède en rien aux malheurs particuliers de ses Provinces. Voilà de toutes parts des hommes tout prêts à seconder le Maire du Palais dans la dureté de la perception des impôts. Il a facilité les Loix buriales. Une seule Cour composée de *serfs*, suffira pour tout le Royaume ; Leur enrégistrement fera la Loi de toute la Nation.

C'est en effet l'unique but de son Edit de Décembre 1770. Il ne l'a pas dressé pour appuyer des Loix utiles : il savait avec quelle facilité elles sont adoptées par ce goût naturel de l'homme pour la vérité ; par le zèle des Magistrats pour l'intérêt du Roi & des peuples. Non, ce n'est pas pour forcer l'exécution des Loix utiles au Royaume ; ce n'est que pour affranchir nos Rois de quelque résistance aux Loix buriales : il facilite l'accablement du peuple

en facilitant les impôts : il délivre de toute inquiétude & de tout embarras les Ministres oppresseurs de la Nation.

C'est un grand mal de faciliter les impositions sur le peuple. C'est offenser sa Patrie ; c'est donner la mort à une multitude de Citoyens. Aussitôt que par des Remontrances inutiles, l'enrégistrement aura été forcé, les Collecteurs chargés d'ordres rigoureux, appuyés par les Conseils supérieurs, marcheront dans toutes les Provinces, & enlèveront jusqu'au dernier des effets du pauvre. Une année de disette arrive : le malheureux qui, sans ce nouvel impôt eût conservé quelque meuble qu'il eût vendu dans ce temps de calamité pour assouvir sa faim dévorante, n'a d'autre ressource que d'aller dans les champs paître lui-même la nourriture des animaux, qui étant contraire à sa nature, le conduit bientôt au tombeau. C'est ainsi que plusieurs milliers d'hommes ont déjà succombé aux horreurs de la faim. Quel mal n'est-ce donc pas que d'ôter même à cet égard la faible ressource des remontrances persévérantes. Le pauvre qui expire dans sa cabane, ignore heureusement le nom du Maire du Palais, qui donne tant de facilités pour mettre sur le peuple de nouveaux impôts. Que de malédictions il donneroit à cette funeste invention, & à l'Auteur de l'Edit de Décembre 1772.

Mais si le pauvre l'ignore, le Souverain des Souverains ne l'ignore pas ce nom fatal du Maire du palais. Et si le riche qui ne nourrit pas le pauvre

dans son indigence, est regardé comme homicide devant Dieu, quel jugement ne doit pas craindre celui qui fournit à nos Rois, un moyen plus facile de conduire l'indigent à une mort violente, en l'écrasant d'impôts ?

Ce pauvre mourant, disoit un excellent homme du siècle dernier, doit accepter la mort, même sans murmurer : il doit regarder les maux qui lui enlèvent la vie, comme un signe de la Providence qui lui déclare que la vie ne lui est plus nécessaire : mais l'auteur de si grands maux reste couvert du sang de ce malheureux, & la terre qui en a été arrosée, demande vengeance.

Telles sont les horreurs où conduit la flatterie. On délivre son Prince de la prétendue importunité des Remontrances, car c'est la seule résistance qu'ait opposé le Parlement aux Edits burfaux : par une Loi nouvelle on facilite toutes les volontés du Monarque. Il suffira qu'il envoie un porteur de ses ordres, pour rendre la Loi irrévocable, & que les Cours soient obligées d'en procurer l'exécution.

Flatteuse barbare ! qui coûtera à la France bien des larmes, & peut-être du sang. Car enfin tous les hommes ne sont pas également soumis aux ordres de la Providence. Les leçons féditieuses des esprits forts élèvent dans le sein de l'Etat des serpents qui seront facilement irrités par la faim ; l'éteindard de la révolte sera promptement arboré.

L'écriture peint, sous cet emblème, les malheurs de la désertion des Peuples dans les temps de trou-

ble. „ Les Pasteurs se païssoient eux-mêmes, & ne
 „ païssoient point les brebis ; & voici ce que dit le
 „ Seigneur : Je retirerai mes brebis de la main de
 „ leurs Pasteurs, & je les chasserai, afin qu'ils ne
 „ paissent plus mon troupeau, & ne se paissent plus
 „ eux-mêmes. „

Ezechiel
XXIV.

„ Une fausse fermeté, dit M. Bossuet, conseil-
 „ lée à Roboam par de jeunes gens sans expérien-
 „ ce, lui fit perdre dix tribus.... Qui ne veut ja-
 „ mais plier, casse tout-à-coup. „

Politiq. sa-
crée, Liv.
I. p. 374.

Mais détournons la vue de ces temps funestes,
 Contentons-nous de réclamer contre une Loi qui
 en contient tous les dangers.

Reposons nous un moment sur des idées moins
 affligeantes ; Ecoutons les grands Hommes parler
 sur le devoir des Rois ; & que le Maire du Palais
 les écoute.

„ Les Loix, dit M. de Fenelon, veulent qu'un
 „ seul homme serve par sa sagesse & sa modération,
 „ à la félicité de tant d'hommes ; & non pas que
 „ tant d'hommes servent par leur misère & par leur
 „ servitude lâche, à flatter l'orgueil & la mollesse
 „ d'un seul homme. „

Telema-
que.

„ Dieu, dit M. Bossuet, qui a formé tous les
 „ hommes d'une même terre pour le corps, & a
 „ mis également dans leur ame son image & sa res-
 „ semblance, n'a pas établi entre eux tant de distin-
 „ ctions, pour faire d'un côté des orgueilleux ;
 „ & de l'autre des esclaves & des misérables.
 „ Il n'a fait des Grands que pour protéger les Pe-
 „ tits ; Il n'a donné sa puissance aux Rois que pour

Politiq. sa-
crée, Liv.
III. p. 344.

„ procurer le bien public, & pour être le support
„ des Peuples. „

Ibid. p.
346-

„ Voici, sur les obligations des Princes, une bel-
„ le Sentence du Sage: *Vous ont-ils fait Prince ou*
„ *Gouverneur*, foyez parmi eux comme l'un d'eux,
„ & prenez courage ; & reposez-vous, après avoir
„ pourvu à tout. *Eccli.* xxxij. 1. 2. „

Quelle fureur a le Maire du Palais d'irriter le Monarque contre un Peuple qui lui étoit soumis ! Car quelle impression fâcheuse ne doit pas faire dans l'esprit du Roi cette opposition unanime de toute la Nation contre la Loi qu'il a donné : cette part si vive que les Peuples ont pris au sort de ces Magistrats qu'il a frappé dans sa colère, & qu'ils regardent comme leurs défenseurs ? Quel crime n'est ce pas que d'enlever au Peuple l'amour & les bontés de son Roi ?

Je cite, à regret, un Ecrit qui a scandalisé le Public sur les mœurs, mais dont l'Auteur mérite des éloges par ses vues politiques. C'est sa cxxij. Lettre-Perfane.

„ Tu as entendu parler mille fois du fameux Roi
„ de Suede, il assiégeoit une Place dans ce Royau-
„ me, que l'on nomme la Norvege : Comme il
„ visitoit la tranchée seul avec un Ingénieur, il re-
„ çut un coup dans la tête, dont il est mort. On
„ a fait sur le champ arrêter son premier Ministre ;
„ Les Etats se sont assemblés ; & il a été condam-
„ né à perdre la tête.”

„ Il étoit accusé d'un grand crime : C'étoit d'a-

„ Voir *calomnié la Nation*, & de lui avoir fait per-
 „ dre la confiance de son Roi : Forfait qui, selon
 „ moi, mérite mille morts.”

„ Car enfin, si c'est une mauvaise action de noir-
 „ cir dans l'esprit d'un Prince le dernier de ses Su-
 „ jets, qu'est-ce lorsque l'on *noircit la Nation en-
 „ tière*, & qu'on lui ôte la bienveillance de celui
 „ que la Providence a établi pour faire son bon-
 „ heur? ”

„ Comprends-tu qu'un homme qui n'est que d'hier
 „ dans le Ministère, qui peut-être n'y fera pas
 „ demain, puisse devenir dans un moment l'en-
 „ nemi de lui-même, de sa famille, de sa Patrie
 „ & du Peuple qui naît à jamais de celui qu'il
 „ va faire opprimer? ”

Il falloit ajouter qu'il est l'ennemi du Roi qu'il
 trompe par sa flatterie. Il lui enlève sa plus grande
 richesse, sa plus grande sécurité, l'amour de ses
 Peuples, Jugeons du mal qu'il fait à son Roi, par
 cette excellente peinture de la félicité qui environ-
 ne les bons Princes.

„ SIRE, disoit M. Massillon, un Prince qui n'a
 „ cherché sa gloire que dans le bonheur de ses Su-
 „ jets... qui ne s'est regardé que comme l'homme
 „ de ses Peuples; qui a vu que ses trésors les plus
 „ précieux étoient les cœurs de ses Sujets... qui
 „ a regardé ses Sujets comme ses enfants, son
 „ Royaume comme sa famille; & qui n'a usé de sa
 „ puissance que pour la félicité de ceux qui la lui
 „ avoient confié : un Prince de ce caractère sera

Petit Car-
 me, p. 153.
 154, 155.

„ toujours grand , parce qu'il est dans le cœur des
 „ Peuples : . . . Les peres raconteront à leurs enfants
 „ le bonheur qu'ils eurent de vivre sous un si bon
 „ Maître. Ceux-ci le rediront à leurs neveux ; &
 „ dans chaque famille, ce souvenir conservé d'âge
 „ en âge, deviendra comme un monument domestique,
 „ élevé dans l'enceinte des murs paternels, qui
 „ perpétuera la mémoire d'un si bon Roi dans tous
 „ les siècles."

„ Quelle gloire, SIRE, de faire dire de soi, à
 „ jamais, comme la Reine de Saba le disoit de Sa-
 „ lomôn : Heureux ceux qui le virent, & qui vé-
 „ curent sous la douceur de ses Loix & de son
 „ Empire ! Heureux l'âge qui montra à la terre un
 „ si bon Maître ! Heureuses les villes & les cam-
 „ pagnes qui virent naître, sous son règne, l'abon-
 „ dance, la paix, la joie, la justice, l'innocence
 „ des âges les plus fortunées ! Heureuse la Nation
 „ que le Ciel favorisera un jour d'un Prince qui
 „ lui sera semblable ! „

Peinture aimable d'un regne heureux ! le Maire
 du Palais enleve tes douceurs au Roi qu'il arme d'un
 Edit despotique, qui substitue sa volonté unique à
 toutes les Loix de son Royaume. Il a amené la Na-
 tion jusqu'à demander hautement la convocation des
 Etats Généraux. Il l'a forcée de jeter les yeux sur
 cette source de la puissance de nos Rois, pour mo-
 dérer une autorité que l'on veut rendre malfaisante.

Com-

Combien est-il mortifiant pour le Roi, d'entendre former cette demande, depuis la Capitale jusqu'aux extrémités de son Royaume.

„ La crainte, dit Fenelon, est nécessaire, quand
 „ l'amour manque. Mais il la faut toujours em- Telem. B.
469.
 „ ployer à regret, comme les remèdes violents &
 „ les plus dangereux.”

„ Quand on veut être le maître des hommes pour
 „ l'amour de soi-même, n'y regardant que sa pro-
 „ pre autorité, ses plaisirs & sa gloire; on est im- Pag. 391.
 „ pie, on est tyran, on est le fléau du genre hu-
 „ main.”

Il use ailleurs de cette même expression si affli-
 geante & si déshonorante pour un Prince despoti-
 que. „ Les Rois, dit-il, qui ne songent qu'à se Liv. II. 36.
 „ faire craindre, & qu'à abattre leurs Sujets pour
 „ les rendre plus soumis, sont le fléau du genre
 „ humain, ils sont craints comme ils le veulent
 „ être; mais ils sont haïs, détestés; & ils ont en-
 „ core plus à craindre de leurs Sujets, que leurs
 „ Sujets n'ont à craindre d'eux.”

M. Bossuet lui fait l'application de ces terribles Proverbes.
xxvij. 15.
 passages de l'Ecriture.

„ Le Prince impitoyable, dit-il, est un lion ru-
 „ gissant, & un ours affamé. Et ailleurs, „ Il se
 „ peut assurer qu'il vit au milieu de ses ennemis. Isaïe xiv.
 „ Comme il n'aime personne, personne ne l'aime.
 „ Il dit en son cœur: Je suis seul, & il n'y a que
 „ moi sur la terre. Il lui viendra du mal sans qu'il

„ sçache de quel côté; il tombera dans une misère
 „ inévitable. La calamité viendra sur lui, lorsqu'il
 „ pensera le moins.”

Ces terribles pronostiques viennent d'être portés aux pieds même du Trône, en face du Chancelier, par la générosité de M. l'Avocat-Général Seguier, au Lit de Justice du 13 Avril. Il les a couverts d'un voile, mais d'un voile transparent. C'est donc là que peut conduire la séduction de la flatterie de ce Maire du Palais, qui attente, sous le nom du Roi, à l'honneur, à la liberté, à la propriété des Citoyens, par des exils, des confiscations déguisées sous de fausses annonces de remboursements impossibles; c'est-là que peut conduire la séduction de cet homme qui ne connoît que le pouvoir absolu du Monarque; qui ouvre une porte vaste & facile aux impôts les plus accablants, qui consommeroient la totalité des revenus des Sujets du Roi; qui veut étouffer la voix des Magistrats par la terreur, & les rendre amovibles à son gré. Les Princes aiment naturellement un flatteur; mais, si le Roi pouvoit un instant lui échapper, & ouvrir les yeux, il reconnoîtroit avec effroi, qu'il s'étoit livré à son plus mortel ennemi.

Le Maire vient de faire publier un Ecrit * dans lequel il ne craint pas de dire qu'avant le Parlement de Rouen, *tous les jurisconsultes François avoient érigé la Monarchie en Despotisme.* Le Despotisme!

* Lettre écrite à M.... Président de Rouen, par un Membre d'un Présidial de ce Ressort.

Ce nom abhoré des Nations, & encore plus des
 Francs: les Jurisconsultes François l'ont appelé
 Monarchie! Voilà donc le plan du Maire du Palais
 à découvert. „ Le Despotisme, non du Monar-
 „ que (comme l'a dit un des Parlements) mais du
 „ Ministre, c'est-à-dire, la perte de tout droit ci-
 „ vil; l'abnégation de toute vertu, de tout senti-
 „ ment noble; la dégradation de l'homme; l'humili-
 „ ation de baiser ses propres fers.”

Gouvernement horrible! (a dit un des autres Par-
 lements)

Tout tremble devant les despotes; Personne ne
 les aime; ce que l'homme aime, c'est sa liberté;
 la propriété de ses biens, & le Prince qui a soin de
 les lui conserver; mais non celui qui ne connoît
 d'autre Loi que sa propre volonté, & qui, à la
 moindre résistance, demande où sont ses Maîtres,
 & exerce sur ses Sujets le pouvoir le plus absolu.
 Si le peuple se croit le plus fort, il se révolte; s'il
 ne l'est pas, il murmure & maudit le Tyran: C'est
 ce qui a fait voir tant de révolutions dans les Em-
 pires despotiques.

Voilà les expressions que le Maire du Palais a
 mis dans la bouche des Magistrats eux-mêmes.
 Avant son malheureux Edit inventé pour sa pro-
 pre vengeance, le Roi avoit autant de gardes que
 de Sujets. On se rappellera toujours avec plaisir
 comment, lorsqu'il fut menacé de descendre dans
 le tombeau à Metz, l'amour du Peuple parla en fa-
 veur du pere commun de la patrie. Un cri univer-

fel s'éleva dans toutes les parties de ce Royaume, & les larmes coulerent des yeux de tous les François.

Mais le Maire du Palais ne craint pas de lui enlever les cœurs de toute la Nation, en facilitant les impôts, & frappant sur les dépositaires des Loix.

Telema-
que, p.
502.

„ Le Roi, dit M. de Fenelon, qui ne peut être
„ Roi tout seul, & n'est grand que par ses Peu-
„ ples, s'anéantit lui-même peu à-peu par l'anéan-
„ tissement insensible des Peuples dont il tire ses
„ richesses & sa puissance.”

Il ne faut donc pas proposer des Loix qui donnent au Monarque le pouvoir de dévorer le Peuple par des impôts, comme un Maître dur & impérieux. C'est-là l'écueil de la puissance de tous les Empires, La vraie puissance est dans le cœur des Sujets ; Tout est en action ; on fait des grands sacrifices, quand l'amour du Prince les anime : mais il ne faut pas faire retentir sans cesse cette voix terrible : *Le Roi est le maître ; sa volonté est la seule Loi ;* Car on lui enleve toute sa force, qui s'enfuit avec l'amour des Peuples.”

petit Caré-
me, p. 226.

„ Les Ministres, dit M. Mafillon, qui ont ou-
„ tré la puissance des Rois, l'ont toujours affoiblie ;
„ ils n'ont élevé leurs Maîtres que sur la ruine de
„ leurs États ; & leur zèle n'a été utile aux Césars
„ qu'autant qu'ils ont respecté les Loix de l'Em-
„ pire.”

Le Maire du Palais a donc ôté au Roi l'amour de ses Peuples ; il l'a exposé à tous les dangers du

despotisme: j'ajoute, il l'a déshonoré aux yeux des Nations étrangères.

Falloit-il en effet que le Roi, pour sauver un accusé, pût être soupçonné d'avoir donné des ordres tyraniques capables de compromettre, non seulement l'honneur & l'Etat, mais la vie même de ses Magistrats?

Il a porté atteinte à la gloire de son Maître en lui faisant annoncer d'abord le desir le plus vif de donner aux Loix toute leur activité; & ensuite à la face de l'Europe, il lui fait rétracter sa parole royale.

Le Maire du Palais lui a enlevé la gloire de l'équité & de la sagesse qui a toujours porté nos Princes à se rendre accessibles à leurs Sujets. Il a fermé l'accès du Trône; il l'a fermé à toute la Magistrature; il a fermé l'oreille du Roi aux réclamations même des Princes de son Sang.

Il n'est cependant aucune circonstance où le Trône puisse être inaccessible aux Magistrats. Toutes les Ordonnances & notamment la Déclaration du 2 Septembre 1754 réclament: celle-ci porte, que *l'intention du Roi est constamment d'écouter tout ce que son Parlement peut avoir à lui représenter concernant le bien de son service & celui de ses Sujets.*

„ Quel est l'embarras des Princes, dit M. de Felon. quand ils sont livrés une fois à des hommes qui ont l'art de se rendre nécessaires: ils ne peuvent plus espérer aucune liberté. „

Plus dur que les anciens Maires du Palais qui vouloient régner en flattant la Nation, le nouveau

Telema.
que 25, 6.

Maire veut être despote en l'écrasant. Quand les anciens Maires font monté sur le Trône, ils ne firent que prendre les rênes du Gouvernement que nos Monarques laissoient tomber de leurs mains ; mais ils ne changerent pas la Constitution de l'Etat. Les assemblées de la Nation subsisterent. Celui-ci veut régner sous le nom du Roi, mais avec une puissance de despote : Ni assemblées d'Etats ni Parlements, qui puissent influencer dans la législation, autrement qu'en obéissant servilement après des Remontrances à la volonté impérieuse du Ministre.

Récapitulation.

Il n'y a donc dans toute la conduite de ce Maire du Palais, dont la première bête a été la vengeance, que pièges, illusions & violences. S'il n'eût pas eu dessein de se venger, il eût avoué au Parlement l'heureuse impuissance du Roi de donner atteinte à l'honneur, à la liberté des Sujets, aux Loix fondamentales de la Monarchie. C'étoit le seul aveu que le Parlement demandoit ; mais il a attendu que sa vengeance fût assouvie sur tous les Membres de cette Cour ; & ce n'est qu'après leur dispersion qu'il a enfin avoué cette heureuse impuissance.

Ses méchancetés qui lui ont été inspirées d'abord par cet horrible desir de tirer vengeance de plusieurs de ces Magistrats, sont aujourd'hui soutenues par la crainte qu'il a de devenir la victime de tant d'injustices.

Car il n'ignore pas que c'est un grand crime d'étouffer les sentiments patriotiques d'une Nation, par la grandeur des menaces, la sévérité des punitions, les pièges des honneurs & de l'avarice. C'est enlever au Prince la fidélité de ses Sujets, & livrer le Royaume à des ames basses & indignes de servir un grand Roi.

C'est un grand crime de dissimuler à un Prince équitable l'atteinte portée sous son nom à la propriété de ses Sujets, & de l'engager sous prétexte d'une punition méritée, à confisquer l'état & les charges des premiers Magistrats de son Royaume, pour les transférer gratuitement à une troupe d'hommes qui ignore les sentiments de l'honneur. C'est un vol qui ne peut être couvert par la Promesse postérieure, mais illusoire d'un remboursement impossible.

C'est un grand crime, c'est un crime de Lèze-Majesté d'empoisonner le Prince par la flatterie, & de lui inspirer le desir de changer en despotisme la plus belle & la plus sage des Monarchies. Ces idées de despotisme entrent facilement dans l'ame d'un Ministre qui passe, & qui veut dans le moment de son Regne faire exécuter toutes ses volontés par l'autorité du Monarque. Il faut qu'il hâte sa marche & qu'il précipite ses coups, en abusant de l'autorité de son Maître. Mais elles sont indignes du Monarque lui-même: Son Regne ne périt pas, il est continué par la transmission de sa Couronne à ses descendants, & le plus beau Fleuron de la Couronne qu'il

il leur laisse, doit être l'amour de ses Peuples, & la stabilité des Loix.

C'est un grand crime d'obséder le Prince ; de fermer l'accès du Trône, & d'avoir tellement séduit le Monarque, qu'il soit inflexible même aux réclamations des Princes de son Sang." Que si vous
 „ suivez, dit M. Bossuet, si vous suivez à l'aveug-
 „ le quelqu'un qui aura l'adresse de vous prendre
 „ par votre foiblesse, & de s'emparer de votre es-
 „ prit, ce ne sera pas vous qui régnerez, ce sera
 „ votre Serviteur & votre Ministre. Et ce que dit
 „ le Sage vous arrivera. *Prov. xxx, 21. Trois choses*
 „ *émeuvent la terre, la première est, un Serviteur*
 „ *qui regne.* Dans quelle réputation s'étoit mis ce
 „ Roi de Juda, dont il est écrit dans les Actes : *Hé-*
 „ *rode étant en colere contre les Cyriens & les Sydo-*
 „ *niens ils vinrent à lui tous ensemble, & ayant*
 „ *gagné Blasus, Chambellan du Roi, ils obtinrent*
 „ *ce qu'ils voulurent.* (Actes XII, 20.) On vient au
 „ Prince par cérémonie: En effet, on traite avec le
 „ Ministre, le Prince a les révérences ; le Mini-
 „ stre a l'autorité effective. On rougit encore pour
 „ Assuérus Roi de Perse, quand on lit dans
 „ l'histoire la facilité avec laquelle il se laissoit do-
 „ miner par Aman son favori. „

C'est un autre crime très grand, que de faciliter l'accroissement des impôts sur les Peuples ; puisque c'est ouvrir la porte à la tyrannie & à la punition des tyrans. Hélas ! Combien de millions d'hommes sont déjà morts dans ce Royaume écrasés par le poids des impôts. Nation malheureuse ! condam-

née au supplice des Danaïdes ; Le feu qu'ils sont condamnés à remplir s'enfuit toujours , & leur supplice devient éternel.

C'est un grand crime de priver le Prince de l'amour de la Nation ; & la Nation de l'amour de son Prince. „ Il ne faut, dit M. Maffillon, il ne faut „ qu'un seul adulateur pour flétrir toute la gloire „ du Prince , & faire tout le malheur de l'Empire. „

Le nouveau Maire voit tous ses crimes ; & c'est cette vue effrayante qui va le rendre de plus en plus l'ennemi personnel d'une Nation qui demande vengeance.

Nation infortunée ! tu ne vois encore que le commencement de tes maux : l'ambition & la crainte de voir sa fortune & son Regne détruits , a rendu barbare plus d'un Ministre. C'étoit sur un pareil Ministre que tombèrent les plaintes du Grand Roi Artaxercès, dans la lettre qu'il envoya aux Peuples des cent vingt-sept Provinces soumises à son Empire : *Les mauvais Ministres, disoit-il, en imposent par leurs mensonges artificieux aux oreilles des Princes qui sont simples, & qui naturellement bienfaisants, jugent des autres hommes par eux-mêmes.* (Esther xvi, 6.)

„ Les fléaux des guerres & des stérilités dit M. „ Maffillon, sont des fléaux passagers ; & des temps „ plus heureux ramenant bientôt la paix & l'abon- „ dance. Les Peuples en sont affligés, mais la sagesse du Gouvernement leur laisse espérer des ressources. Le fléau de l'adulation ne permet plus

Petit Ca-
rême, p. 33.
34.

„ d'en attendre ; c'est une calamité pour l'Etat qui
 „ en promet toujours de nouvelles. L'oppression
 „ des Peuples déguisée au Soverain , ne leur annon-
 „ ce que des charges plus onéreuses. Les gémis-
 „ sements les plus touchants que forme la misere
 „ publique, passent bientôt pour des murmures ;
 „ les remontrances les plus justes & les plus res-
 „ pectueuses , l'adulation les travestit en une témé-
 „ rité punissable, & l'impossibilité d'obéir n'a plus
 „ d'autre nom que la rébellion „.

C'est de ce nom odieux que le Maire appuyera ses nouvelles violences , pour immoler autant de victimes qu'exigera la crainte d'une chute si horriblement méritée. Il va maintenant porter des coups furieux sur les Officiers du Châtelet ; ce Tribunal si intéressant pour la Capitale ; si nécessaire & si respecté de tous ses Citoyens. Il frappera des coups redoublés sur un nombre prodigieux d'Officiers de Bailliages & Sénéchaussées qui étoient dans le ressort du Parlement de Paris. Il écrasera tous les autres Parlements, sans égard aux Traités dont leur existence a fait partie lors de la réunion de ces Provinces à la Couronne. Il n'est point de dureté & d'injustice qui coûtent au Maire du Palais.

Espérons que dans ce bouleversement général, il se trouvera encore des braves dans la Nation, qui ne seront pas effrayés de leurs malheurs personnels. Je ne puis m'empêcher de rapporter ici un fait arrivé dans l'Empire de la Chine : il est bon que le Maire du Palais ne l'ignore point.

„ Un Chinois justement irrité des vexations
 „ des Grands, se présenta à l'Empereur, & lui
 „ porta ses plaintes. Je viens, dit-il, m'offrir
 „ au supplice auquel de pareilles représentations
 „ ont fait traîner six cents de mes Concitoyens;
 „ & je vous avertis de vous préparer à de nou-
 „ velles exécutions. La Chine possède encore
 „ dix-huit mille bons patriotes, qui, pour la
 „ même cause, viendront successivement vous de
 „ mander le même salaire. L'Empereur ne put
 „ tenir contre tant de fermeté: il accorda à cet
 „ homme vertueux la récompense qui le flattoit
 „ le plus, la punition des coupables & la suppres-
 „ sion des impôts „

Diction.
 portatif de
 faits & dits
 mémora-
 bles 2 vol.
 p. 212.

C O N C L U S I O N

Que Dieu, le Roi & la Nation pardonnent au
 Maire du Palais: mais il est temps de l'ôter de
 place.

Bientôt la Nation reverra ses fideles Magistrats:
 c'est le fruit naturel de l'éloignement des adula-
 teurs.

„ Quand Iduménée, dit M. de Fenelon, apprit
 „ que Philocles (qu'il avoit injustement disgracié
 „ par les artifices du perfide Protésilas; mais
 „ qu'il avoit rappellé par les conseils de Mentor)
 „ entroit dans le Port, il courut au-devant de
 „ lui, l'embrassa tendrement, & lui témoigna un

Telem. 66.

„ sensible regret de l'avoir persécuté avec tant
 „ d'injustice. Cet aveu, bien-loin de paroître
 „ une foiblesse dans un Roi, fut regardé par
 „ tous les Salentins, comme l'effort d'une grande
 „ ame qui s'élève au-dessus de ses propres fau-
 „ tes. Tout le monde pleuroit de joie de revoir
 „ l'homme de bien qui avoit aimé le Peuple,,

Le 13 Avril, 1771.



LE PARLEMENT

J U S T I F I E

PAR L'IMPERATRICE DE RUSSIE,

O U

L E T T R E A M***

*Dans laquelle on répond aux différents
Ecrits (*) que M. le Ch. fait distri-
buer dans Paris.*

M.

Vous vous plaignez de ce que dans la multitude des Ecrits qui paroissent cha que jour, votre esprit ne peut s'arrêter à rien de fixe, & que faute d'articles précis auxquels vous pourriez rapporter les réflexions de l'un & l'autre parti, vous êtes dans une incertitude-perpétuelle. Vous ajoutez que

(*) Ces Ecrits sont au nombre de 50, qui pour la plupart se repentent & ne varient que dans la maniere injurieuse dont ils traitent la Magistrature. On ne s'attache point dans cette Lettre à relever toutes les platitudes dont le grand nombre fourmille. Il en est parmi ces Ecrits 4 ou 5 qui méritent attention par les raisonnements suivis qu'on y trouve ; tels sont les *Réflexions d'un Citoyen*, les *Considérations sur l'Edit*, les *Remontrances d'un Citoyen*, & les *Observations sur la Protestation des Princes*. Ce sont ces Ecrits dont on tâche de démêler les sophismes.

vous ne parlez pas de ces Ecrits frivoles & impertinents, tels que les *Réflexions d'un Maître Perruquier*, & qu'il est honteux de voir des hommes raisonnables applaudir à cette idée, que le Roi est le maître dans son Royaume de destituer des Magistrats, comme un *Perruquier de congédier ses Garçons*, &c.

Je ne sçai si je serai assez heureux pour vous fixer à des idées vraies, claires & précises sur un point si important. Il vaudroit mieux que le Public ne s'occupât point de ces tristes débats de pouvoir dont les suites peuvent être funestes à l'Etat.

Rem. de
la Cour
des Aides,
pag. 11.

La sagesse des Magistrats avoit toujours évité la discussion des droits respectifs du Prince & de la Nation:

elle avoit voulu prévenir la défiance & la fermentation, en empêchant de remuer d'une main indiscrete les bornes sacrées qui séparent la Monarchie du despotisme, & d'ôter le voile religieux qui les couvre.

Rem. de
Rouen.

Quelle témérité en effet de forcer le vulgaire de porter un œil curieux sur cette ligne de démarcation, si difficile d'ailleurs à tracer? Quand la Nation des Francs consentit à se laisser gouverner par un Monarque, on n'écrivit pas plus les conditions du Traité que celles de la Loi Salique. On ne rédigea point les articles qui fixoient les droits respectifs du Prince & des Sujets. La tradition seule nous a appris ces engagements réciproques, jusqu'à quel point le Prince pouvoit étendre son autorité; à quel terme finissoit, de la part du Sujet, le devoir de l'obéissance, & où commençoit celui de la résistance, qui dans tous les cas doit être passive & se borner à

la non *exécution* d'ordres ou autres *volontés arbitraires* incompatibles avec la conscience, & contraires aux droits légitimes des Sujets.

Avans de chercher dans les fastes de la Nation les faits qui pourroient nous éclairer, ne feroit-il pas à propos d'avoir quelques principes sur la nature du Gouvernement monarchique le plus modéré, le plus avantageux sans contredit de tous les Gouvernements ? Il est difficile que ceux qui traitent de ces matieres, n'excèdent pas d'un côté ou d'autre ; les uns en flattant les Princes par une autorité trop étendue, les autres en flattant l'amour de l'indépendance inné dans tous les hommes. Quel sera donc le juge impartial qui décidera cette question ?

S'il est un juge qui mérite la confiance du Public dans une pareille cause, c'est assurément une Auguste Souveraine, qui ayant succédé à une autorité despotique (*), rend à ses Sujets la liberté qui leur avoit été ravie, & trace le plan du gouvernement sage par lequel elle veut les rendre heureux.

Catherine II. Impératrice de toutes les Russies, avant de donner à ses Peuples le Code de Loix destinées à diriger les Juges dans l'administration de la justice, a donné une instruction pour la commis-

(*) *Lett. Persannes, Lett. XLIX.* „ Le Czar est le maître absolu de la vie & des biens de ses Sujets, qui sont tous esclaves, à la réserve de quatre familles. Le Lieutenant des Prophetes, le Roi des Rois, qui a le Ciel pour marchepied, ne fait pas un exercice plus redoutable de sa puissance.”

sion, chargée de dresser le projet du nouveau Code de Loix. C'est dans cette instruction que nous allons trouver ces principes que vous désirez. Je crois que vous ne ferez pas fâché de voir aussi les réflexions que fait l'Auteur du Journal Encyclopédique, en annonçant une nouvelle (*) édition de cette Instruction.

Ex:

(*) M. le Chanc. qui s'est aperçu combien les principes de cette Instruction étoient contraires à ceux qu'il a tâché d'établir dans son discours au Lit de Justice & dans le Préambule de l'Edit de Décembre 1770, en a fait défendre l'entrée dans le Royaume.



Extrait du journal Encyclopédique.

Mars. 7. vol.

Instruction de S. M. Impériale Catherine II, pour la Commission chargée de dresser le projet d'un nouveau Code de Loix. A Amsterdam, chez Key.

Bien des Peuples Orientaux assujettis au joug du Despotisme, ont vu, dit-on, les chaînes de leur servitude se resserrer & s'appesantir depuis quelques années. On prétend aussi que des Nations qui conservoient du moins (a) le *simulacre* de leur antique Liberté, sont tombées dans l'esclavage, & que la condition des anciens habitants de Sparte est depuis environ deux ans mille fois plus cruelle, plus déplorable, & plus avilissante que ne fut la condition des antiques Ilotes. Ces révolutions

(a) *Lettres Persanes*, Let. 89, qui annonce la mort de Louis XIV. „ Le feu Roi avoit fait un testament qui „ bernoit l'autorité du Régent: ce Prince habile a été au „ Parlement, & y exposant tous les droits de sa naissance, „ ce, il a fait casser la disposition du Monarque, qui, „ voulant se survivre à lui-même, sembloit avoir prétendu „ régner encore après sa mort. Les Parlements ressemblent à ces ruines que l'on foule aux pieds, mais „ qui rappellent toujours l'idée de quelque Temple fameux par l'ancienne Religion des Peuples. Ils ne se mêlent guères plus que de rendre la Justice, & leur autorité est toujours languissante, à moins que quelque

feroient très-surprenantes , & elles nous affligeroient sensiblement si nous n'apprenions pas que dans le même temps que ces Peuples sont tombés sous le glaive du Despotisme, les Russes si long-temps esclaves ont été rendus libres par leur auguste Souveraine. Est il donc vrai qu'il en soit du moral comme du physique, & que comme la masse de la matière est invariablement déterminée, il n'y ait aussi qu'une masse toujours égale de bien, de mal, de vice, de vertu, de bonheur & de Liberté? On le croiroit du moins à consulter l'Histoire & les événements qui se sont succédés. A peine la lumière des Sciences & le flambeau des Arts se sont éteints dans des contrées où ils avoient long-temps fleuris, qu'on les a vu briller ailleurs & éclairer des peuples jusqu'alors plongés dans les ténèbres de l'ignorance. Ici des nations heureuses sont-elles tombées du sein de la Liberté dans la honte de l'esclavage? Plus loin des Peuples esclaves ont passé pour jamais sous la forme & les Loix des Gouvernements libres. Tel est le précieux & l'ineffimable bienfait que l'auguste

„ conjoncture imprévue ne vienne leur rendre la force &
 „ la vie. Ces grands Corps ont suivi le destin des choses
 „ humaines; ils ont cédé au temps qui détruit tout;
 „ à la corruption des mœurs qui a tout affoibli; à l'autorité
 „ suprême qui a tout abattu..... Mais le Régent
 „ qui a voulu se rendre agréable au Peuple, a paru d'abord
 „ respecter *cette image de la Liberté publique* : & comme
 „ s'il avoit pensé à relever de terre le temple & l'idole,
 „ il a voulu qu'on le regardât comme l'appui de
 „ la Monarchie, & le fondement de toute autorité légitime. ”

Catherine vient d'accorder à ses Sujets: il sont libres: leurs peres ne connurent que la contrainte, la terreur & l'obéissance servile; ils n'agiront plus & il n'obéiront plus que par les douces impulsions d'une tendresse filiale: ils étoient cerfs, ils sont sujets: leurs peres exécutoient forcément les ordres d'un Maître impérieux, & ils adoptent librement les Loix d'une Souveraine équitable. Depuis plus de 14 siècles que ce vaste Empire subsiste, on n'y avoit vu autour du Trône que des peuples abattus sous les pieds d'un despote enorgueillis de sa puissance; il n'étoit réservé qu'à l'illustre & respectable Catherine de sentir que l'amour mutuel du Prince pour ses Sujets, & des Sujets pour leur Prince, est le plus ferme appui d'un Etat vraiment Monarchique.

Dans cette Instruction digne de la philosophie, de l'ame grande & élevée de l'Impératrice de Russie, tous les articles semblent avoir été dictés par la bienfaisance elle-même, par le patriotisme & l'amour de l'humanité. Il y a environ dix huit mois que la premiere édition de ce Projet de législation fut publiée; mais cette premiere édition est très-défectueuse, soit par la faute & le peu d'intelligence du Traducteur, soit par l'omission de Chapitres entiers, qui sont pourtant les plus intéressants, soit par les expressions de tendresse de Catherine II. pour ses Sujets, soit par la sagesse & la grande utilité des Loix qui y sont proposées. Cette Prin-

cesse Auguste, dit l'Editeur, a eu assez d'équité &
 de grandeur, d'ame pour faire ce qu'aucun Monar-
 que n'a jamais fait: Elle a rassemblé des Députés
 de toutes les Villes de son vaste Empire, elle leur
 a dit, *Mes enfans, pesez avec moi l'intérêt de la Na-*
, tion; formons ensemble un corps de Loix qui éta-
, blisse solidement la félicité publique. Cette sage
, Princesse a très-bien vu qu'il faut que les Peuples
, approuvent eux-mêmes les Loix qu'on leur don-
, ne, pour qu'ils les respectent & les chérissent
, comme leur propre ouvrage."

La premiere édition du Code de Catherine II,
 toute défectueuse qu'elle est, n'est ignorée, nous
 le pensons, d'aucun de nos lecteurs; ainsi nous ne
 nous arrêterons dans cet extrait, qu'aux Chapitres
 corrigés dans cette édition, & où l'on trouve les
 dispositions qui manquent dans la premiere.

, Les pouvoirs intermédiaires, dit Catherine II
, dans le Ch. III, les pouvoirs intermédiaires su-
, bornés, & dépendants du pouvoir suprême, con-
, stituent la nature du Gouvernement. J'ai dit les
, pouvoirs intermédiaires subordonnés, & dépen-
, dants du pouvoir suprême; en effet, le Souve-
, rain est la source de tout pouvoir politique & ci-
, vil. Les Loix fondamentales d'un Etat, suppo-
, sent nécessairement des canaux moyens, c'est-à-
, dire, des Tribunaux par où découle la puissance
, du Souverain; des Loix qui permettent à ces Tri-
, bunaux de faire des représentations, que tel Edit
, est contraire au Code des Loix, qu'il est nuisible,

„ obscur, impraticable dans l'exécution ; qui dé-
 „ terminent d'avance à quels ordres on doit obéir,
 „ & comment on doit les exécuter : de telles Loix
 „ rendent fixe & inébranlable la constitution d'un
 „ Etat ". La sagesse & la bienfaisance de Cathe-
 „ rine II se montrent dans tout leur éclat dans le
 Ch. suivant.

„ Il faut, dit cette Souveraine, qu'il y ait un
 „ dépôt des Loix, & ce dépôt ne peut être que
 „ dans les Corps politiques qui annoncent les
 „ Loix lorsqu'elles sont faites, & les rapellent
 „ lorsqu'on les oublie.... Si l'on demande, qu'est-
 „ ce que le dépôt des Loix ? je réponds, le dépôt
 „ des Loix est cette institution en conséquence de
 „ laquelle les Corps ci-dessus mentionnés, établis
 „ pour faire observer la volonté du Souverain con-
 „ formément aux Loix fondamentales & à la con-
 „ stitution de l'Etat, sont tenus de se conduire dans
 „ l'exercice de leurs fonctions, suivant les formes
 „ qui leur sont prescrites à cet égard. Cette insti-
 „ tution empêche le peuple de mépriser impuné-
 „ ment les ordres du Souverain, & elle le met en
 „ même-temps à l'abri des caprices & de la cupidi-
 „ té ; car elle légitime d'une part les peines desti-
 „ nées aux transgresseurs des Loix, & autorise d'au-
 „ tre part le *refus d'enregistrer* celles qui sont con-
 „ trairees à l'ordre établi dans l'Etat, ou celui de
 „ s'y conformer dans l'administration de la justice
 „ & des affaires Publiques ”.

Bien des gens se plaignent des longueurs & des formalités de la Jurisprudence : ils ont tort , puisque ce sont ces longueurs mêmes & ces formalités qui assurent au Citoyen d'un Etat libre, sa fortune & sa liberté. M. de Montesquieu l'a dit, & Catherine II a été convaincue de l'évidence de cette vérité lorsqu'elle a dit dans le Ch. *De la manière de juger en général* : „ Dans les Etats modérés, où la vie les biens & l'honneur du moindre des Citoyens sont pris en considération, on ne lui ôte son bien & son honneur qu'après un long & scrupuleux examen ; on ne le prive de la vie, que lorsque la patrie elle-même l'attaque, & elle ne l'attaque qu'en lui laissant tous les moyens possibles de la défendre. Les formalités augmentent en raison du cas que l'on fait de l'honneur, de la fortune, de la vie & de la liberté des Citoyens..... Rendre le serment trop commun, c'est en détruire la force. Une Loi Romaine veut qu'on ne confisque que dans le cas du crime de Lèse-Majesté, & lorsque ce crime seroit, comme on l'appelle, au premier chef. Il seroit souvent très-sage de suivre l'esprit de cette Loi, & de borner les confiscations à de certains crimes ; & il ne faudroit confisquer que les biens acquis ”.

Cet extrait suffit seul pour justifier la conduite du Parlement de paris, & renverser tous les principes contenus dans l'Edit, dans le Discours du Chancelier, & dans tous les Ecrits dont le Public est inondé depuis environ deux mois.

Il faut pans un Etat Monarchique, *des pouvoirs intermédiaires, dépendants du pouvoir suprême.* C'est par ces *pouvoirs intermédiaires*, comme par autant de canaux, que doit découler la puissance du *Souverain*. Une suite de cette Loi fondamentale, c'est qu'il soit permis à ces *pouvoirs intermédiaires* de faire des *représentations* que tel *Edit* est contraire au *Code des Loix*; qu'il est nuisible, obscur, impraticable dans l'exécution; c'est qu'il y ait des *Loix* qui déterminent d'avance à quels ordres on doit obéir, & comment on doit les exécuter; de telles *Loix* rendent fixe & inébranlable la constitution d'un Etat: c'est enfin qu'il y ait un *dépot des Loix*; c'est-à-dire, qu'il existe des *Corps politiques dépositaires des Loix*, qui les fassent exécuter, qui forcent les *Sujets* d'observer la volonté du *Souverain*, d'une manière conforme aux *Loix fondamentales* dont ils sont les *dépositaires*. Cette institution empêche le peuple de mépriser impunément les ordres du *Souverain*, & elle le met en même-temps à l'abri des caprices & de la cupidité; car elle légitime d'une part les peines destinées aux transgresseurs des *Loix*, & autorise d'autre part le refus d'enregistrer celles qui sont contraires à l'ordre établi dans l'Etat, ou celui de s'y conformer dans l'administration de la justice & des affaires publiques.

C'est donc une Loi fondamentale d'un Etat Monarchique, que les dépositaires des *Loix* aient le pouvoir de se refuser à l'enregistrement d'une Loi contraire à celles qui sont établies dans l'Etat. En

Nature du
Gouverne-
ment Mo-
narchique.

Loi fonda-
mentale.

effet, de l'aveu des partisans outrés de l'autorité Royale, il est des droits sacrés, tels que la liberté, la vie & la propriété des Citoyens, & le Prince est dans l'heureuse impuissance d'y toucher. Or le pouvoir, dans les Corps politiques, de se refuser à un enrégistrement contraire au maintien de ces différents droits, est le seul moyen de les conserver: donc, de l'aveu de ces mêmes hommes, le pouvoir de refuser d'enregistrer est une Loi fondamentale; donc l'Edit qui leur en fait un crime, est éversif d'une Loi fondamentale; donc il détruit le Gouvernement Monarchique, pour y substituer le despotisme.

Fonde-
ment de
l'heureuse
impuissan-
ce où est le
Prince de
toucher à
la proprié-
té.

Mais, me direz-vous, est-il bien certain que le pouvoir de refuser l'enrégistrement soit le seul moyen de mettre le Prince dans l'heureuse impuissance de toucher à la propriété? Cela est évident pour quiconque veut y donner un moment d'attention: car, qu'est-ce que cette impuissance dans un Prince? Veut-on dire que le devoir du Prince étant de ne pas toucher à la propriété & à la vie des Citoyens, il ne peut sans injustice prendre la vigne de Naboth, ou faire tuer Urie, pour jouir plus aisément de Bethsabée? Je dis que cela ne peut pas s'appeller une heureuse impuissance; autrement on pourroit le dire de tous les hommes qui sont obligés d'accomplir la loi naturelle. Jamais cependant on n'a dit que tous les hommes étoient dans l'heureuse impuissance de pécher. Il y a donc une autre manière d'établir cette impuissance. Qui dit impuissance, dit un pouvoir restreint, limité, au-delà duquel tout

ce que le Prince fait, est nul par le défaut de pouvoir dans le Législateur, comme les Princes du Sang le disoient en 1717. Or, dans un Royaume où la force coactive est toute entière entre les mains du Prince, le pouvoir ne peut être limité que par des Loix, & par un Corps politique chargé de les réclamer auprès du Souverain. „ Il y a dans les Empires, dit M. Bouffuet, des Loix contre lesquelles tout ce qui se fait est nul de plein droit „. Comme les Loix par elles-mêmes sont muettes, il est nécessaire qu'il y ait un Corps chargé de les faire parler, en représentant au Prince l'opposition de sa nouvelle Ordonnance avec ces Loix primitives. L'auguste fonction de *dépositaires des Loix*, emporte avec elle le pouvoir de se refuser à l'enregistrement de toute volonté contraire aux Loix, si l'enregistrement est le moyen légal établi dans un Etat, de faire connoître aux Citoyens qu'il existe une nouvelle Loi. Autrement, si les dépositaires, après une première représentation, lui donnoient l'existence légale, ils rendroient légal ce qui est nul de plein droit. L'Impératrice de Russie a donc eu raison de dire que l'établissement d'un Corps politique dépositaire des Loix, autorise dans ces Corps le refus d'enregistrer ce qui est opposé à l'ordre établi dans l'Etat.

Politique
sacrée L. 8.

On ne peut pas imaginer d'autre moyen juste, raisonnable & légitime de mettre le Prince dans l'heureuse impuissance de toucher aux droits des Ci-

toyens; car la raison & la religion empêchent d'opposer la *force à la force*, & le *pouvoir actif* au *pouvoir actif*. Il n'y a dans les Monarchies qu'une seule epee, qui est dans la main du Prince; y placer une seconde épée, c'est mettre la Nation aux prises avec la Nation, & coopérer à sa destruction. Il vaut mieux souffrir une vexation passagere, que d'allumer un incendie qu'il seroit impossible d'éteindre, ou qui ne le seroit que par le sang d'un grand nombre de Citoyens.

Voilà, Monsieur, les principes sur lesquels vous devez juger tous les Ecrits qui ont paru ou qui paroîtront sur cette matiere. Ne vous laissez point éblouir par le style brillant dont l'Auteur des *Remontrances d'un Citoyen* colore ses raisonnements en faveur du despotisme, ou par l'air d'érudition des *Réflexions & Considérations d'un Citoyen*: tout, dans ces Ecrits, est sophisme ou illusion; & vous en conviendrez après que je vous aurai développé quelques-unes de leurs objections.

Préambule de l'Etat
Disc. du
Ch. au Lit
de Justice.

Premiere objection (*). Si le consentement du Parlement ou de la Nation, est nécessaire pour que la Loi ait force de Loi, *le Prince n'est pas le maître*; les Magistrats *ne sont plus ses Officiers*, mais *ses juges*.

Dans toute occasion, le Prince est toujours *le Maître*; en ce sens, qu'il a la force en main, &

(*) Cette Objection & les suivantes sont tirées du Préambule de l'Edit de Décembre & du Discours du Chancelier. Presque tous les Ecrits que ce Ministre a fait répandre dans le Public, renferment ces objections; c'est pourquoi on s'est dispensé de les citer en marge.

qu'il n'existe pas d'autre force qui puisse la contrebalancer. Mais, selon les formes publiques de l'Etat, toute Loi doit être examinée par le Corps légal, établi dépositaire des Loix sous l'autorité du Monarque; autrement ce ne seroit plus un Gouvernement Monarchique, ce seroit le Despotisme le plus manifeste: car dès-que la volonté d'un seul homme, indépendamment de toutes les formes publiques, peut obliger en conscience tous ses Sujets, au point qu'il ait la faculté de faire tel changement qu'il veut, & quand il veut, il n'est personne qui ne reconnoisse à ces traits un Despotisme caractérisé; c'est alors un pouvoir purement *arbitraire*, & non simplement un *pouvoir absolu*. Bien des personnes confondent ces deux pouvoirs, qui sont cependant bien distincts. „ C'est autre chose, „ dit M. Bouffuet, que le Gouvernement soit *absolu*, autre chose qu'il soit *arbitraire*. Il est *absolu* par rapport à la contrainte, n'y ayant aucune puissance capable de forcer le Souverain, qui en ce sens est indépendant de toute autorité humaine. Mais il ne s'ensuit pas de-là que le Gouvernement soit arbitraire, parce qu'outre que tout est soumis au jugement de Dieu, (ce qui convient aussi au Gouvernement arbitraire) c'est qu'il y a des Loix dans Les Empires, contre lesquelles *tout ce qui se fait est nul de droit*; & il y a toujours ouverture à revenir contre, ou dans d'autres occasions ou dans d'autres temps. Le Gouvernement Monarchique est absolu, il sup-

Politique
sacrée, L. 3.

pose des Loix, un Corps politique dépositaire de ces Loix, qui veille à leur maintien, qui empêche l'introduction d'une nouvelle Loi destructive de ces Loix primitives; & *le refus d'enrégistrer* ne fait pas que les Magistrats ne soient *plus ses Officiers*, puisque *ce refus* est un acte d'Officiers du Souverain, chargés par lui-même & par ses prédécesseurs, de cet examen & de ce refus. En effet, le Prince & la Nation constituent ce qu'on appelle l'*Etat* ou l'*Empire*. Il n'y a pas une Loi pour le Prince, & une autre Loi pour la Nation. C'est la même Loi qui oblige l'un & l'autre, qui est appelée Loi de l'Etat ou de l'Empire. Et comme le dit M. Bosquet, *tout ce qui se fait contre cette Loi de l'Empire, est nul de plein droit, & il y a toujours lieu à revenir contre*. Si donc les Magistrats, au nom de la Nation, représentent au Prince qu'il existe une Loi dans l'Etat, qui *rend nul de plein droit* tout Edit qui lui est contraire; s'ils refusent de concourir par l'enregistrement à l'exécution d'un Edit contraire à cette Loi, ils font alors la fonction d'Officier de la Loi supérieure au Prince, puisqu'elle existe avant lui, & qu'il n'existe que par elle. C'est cette Loi qui *juge* le Prince, qui condamne sa volonté momentanée, & qui *dirige* les Magistrats dans tout ce qu'ils font pour empêcher l'exécution de cette volonté momentanée, opposée à la Loi qui est censée la volonté persévérante du Chef de l'Etat. Ce n'est pas là, comme veut le faire croire, *une distinction futile*. Elle est puisée dans la raison, & elle est le fondement & la base de tous les Etats. Dans

tout Etat la Loi suprême est le bien de l'Etat, le salut du Peuple. *Suprema Lex esto salus Populi*. Le Prince veut-il enlever au Peuple ses droits, sa liberté, ses biens ; veut-il vendre ou céder une partie de son Royaume ? Le bien de l'Etat s'y oppose ; tout ce qui se fait pour exécuter le projet du Prince, sera nul de plein droit, en vertu de cette Loi suprême, *salus Populi*. C'est cette Loi qui juge le Prince, & dicte aux Sujets de réclamer contre une volonté ennemie du bien de l'Etat. Cependant, dit-on, c'est une maxime reconnue que, *si veut le Roi, si veut la Loi*, J'en conviens ; mais la maxime que je viens de citer est également certaine ; ce que M. Bouffuet dit est également certain. La conclusion naturelle est, que la première doit être modifiée par les deux autres. Il n'y a pas de Loi, points d'Edits, point d'Ordonnances, qui ne soient faits par le Roi, qui ne commencent par ces mots, *Louis, par la grace de Dieu, &c.* Mais ces Edits, ces Ordonnances, que les circonstances rendent nécessaires, doivent être conformes aux Loix de l'Empire. Donc il faut distinguer deux sortes de Loix, les unes antérieures au Prince, qui obligent le Prince comme les Sujets, M. Bouffuet les appelle *les Loix des Empires* ; les autres faites par le Prince exclusivement à toute autre puissance ; n'y ayant dans l'Etat qu'une puissance législative, qui est entre les mains du Prince. C'est de ces secondes Loix qu'on doit entendre cette maxime, *si veut le Roi*,

Examen
des protes-
tations des
Princes,
p. 21.

si veut la Loi. Quant aux premières, il faut dire au contraire, *si veulent Les Loix de l'Empire, si veut le Roi.* Si cela n'étoit pas ainsi, le Gouvernement François ne feroit pas seulement *absolu*, il seroit purement *arbitraire* ou despotique.

II. Object. „ Ce n'est plus le Prince qui fait la Loi, il propose seulement la Loi, & les Magistrats en l'approuvant, lui donnent le caractère de Loi. ils sont donc les vrais Législateurs „

Tout ce raisonnement n'est qu'illusion. Jamais le Parlement n'a prétendu avoir le droit de faire la Loi; l'examen qu'il fait de la Loi & son approbation, donnent si peu le caractère de Loi, que le Prince peut après cette approbation même & avant sa publication, ne pas vouloir qu'elle passe en Loi, & que jamais le Parlement ne pourra lui en donner le caractère & le nom. La Loi, dit l'Edit de Pisté, *se fait par le consentement du Peuple & par la sanction du Prince: Consensu Populi et constitutione Regis.*

Il y a là trois choses, la proposition faite par le Prince, l'acquiescement du Peuple, & la sanction du Prince: les deux premières ne font pas la Loi! elles ne sont qu'un préalable à la Loi; mais la Sanction du Prince, fait seule la Loi: Le Prince est donc le seul Législateur.

II. Object.
Réflexions
d'un Citoyen,
p. 11.

C'est donc en vain qu'on veut faire craindre aux Peuples que la *puissance législative* ne se trouve jointe à la *puissance de juger*, comme si le Roi ne réunissoit pas les deux. Quant aux Magistrats, ils

ne les réunissent pas, puisqu'ils ne peuvent pas faire la Loi. Si ce danger est à craindre, c'est assurément dans le cas où le Monarque se débarrassant de tous les Magistrats éclairés & généreux, qui préfèrent la disgrâce au violement de leur obligations & de leur serment, en choisit d'autres aveuglément soumis à ses volontés. N'est-ce pas alors que le Prince est tout-à-la-fois, d'une manière très-dangereuse pour l'Etat & pour les Particuliers, Juge & Législateur; puisque cette nouvelle Magistrature n'a plus d'autre vouloir que celui du Législateur ?

„ *Placer dans une main*, dit un autre Auteur, le
 „ droit de faire des Loix sans dépendance & *sans*
 „ *partage*, & dans une autre main le droit de les
 „ accepter ou de les rejeter, c'est vouloir alier
 „ des idées qui s'excluent mutuellement; c'est
 „ une contradiction qui révolte toutes les idées
 „ reçues.,.

IV. Obj. 2.
 Considérations sur
 l'Edit pag.
 70.

Il falloit dire, & *dans une autre main le droit ou plutôt le devoir de se refuser à l'exécution de celles qui renverseroient en tout ou en partie les droits sacrés du Prince & des Sujets*; & l'objection auroit paru misérable.

Encore une fois, la Législation est entre les mains du Prince; mais il y a un préalable, c'est que le Conseil légal sera consulté, *Consensus Populi*. Voilà où est la dépendance des formes publiques de l'Etat; voilà ce qui assure l'heureuse impuissance de toucher à la propriété, &c. Retrancher ces formes publi-

ques préalables , qui appartient au droit de la Nation, c'est mettre la Nation à la discretion de l'arbitraire & d'un Favori ambitieux ; c'est établir le regne du Despotisme.

V. Object. „ Mais, dit encore le même Auteur, le droit de
 „ faire des Remontrances suffit pour conserver les
 „ droits de la Nation „.

Et moi je demande à quoi se réduira *ce droit de Remontrances*, lorsque le Ministre du Prince aura pris la ferme résolution de mépriser de premières Remontrances, de défendre d'en plus faire, & d'obliger ainsi les Magistrats d'exécuter & faire exécuter la Loi mauvaise & nulle, comme l'Edit de Décembre l'établit.

Je ne puis concevoir que des gens de bon sens se leurent au point de regarder un droit aussi détérioré, comme la sauvegarde de la Nation. Il est constant qu'une barrière ainsi brisée, n'est plus une barrière.

VI. Object. „ Il est absurde & pernicieux que plusieurs Par-
 „ lements indépendants les uns des autres, aient
 „ chacun la même autorité, *jouissent du droit de*
 „ *refuser l'Enregistrement*: l'un trouveroit bien ce
 „ que l'autre trouveroit mal. De cette con-
 „ trariété de vues, d'opinions & d'intérêts naîtroit
 „ une confusion qui porteroit le trouble & le dés-
 „ ordre dans toutes les parties du Royaume”.

Loin de regarder ce droit commun à tous les Parlements, comme dangereux, il me paroît au con-

trai-

traire qu'il est dans presque tous les cas, des plus raisonnables & des plus utiles; car une Loi peut être utile pour une Province, & défavantageuse dans une autre: il est donc raisonnable que les Dépositaires des Loix soient consultés sur l'utilité de la Loi dans la Province où ils sont établis. Et en supposant qu'il soit question d'impôt, & qu'il eût lieu pour une Province & non pour toutes, le danger ne seroit pas grand: il arriveroit alors ce que nous avons vu sans inconvénient, c'est qu'une Province échapoit pour un temps à l'avidité des Traitans, & avoit le temps de se remettre des exactions exorbitantes auxquelles elle avoit été exposée.

D'ailleurs, il y auroit un moyen bien simple de parer à l'inconvénient, s'il y en avoit; ce seroit de convoquer les Etats Généraux, comme cela devoit se pratiquer, & se pratiquoit autrefois, lorsqu'on vouloit avoir des subsides; les Parlements seroient dispensés de cet examen, & la Nation ne se verroit pas exposée à être foulée par des impôts sans nombre après tant d'années de paix. Il pourroit même arriver qu'une Province seroit déchargée de la contribution, parce qu'elle seroit voir aux autres l'impuissance où elle seroit réduite par les calamités & autres accidents de fournir sa quotepart. Si la Loi qui permet l'exportation des grains, eût été proposée dans une pareille assemblée, croyez-vous que certaines Provinces n'auroient pas demandé, pour ne pas être exposées à manquer d'une den-

rée de premiere nécessité, qu'on eût préalablement à établir des greniers, d'où on auroit tiré du bled pour le tenir continuellement à un prix sagement modéré. Un Prince qui comme un pere de famille, pourroit vaquer à tous ces détails, rendroit ces Assemblées d'Etats moins nécessaires à la Nation; mais l'impossibilité d'y entrer, & d'une autre part, l'avidité des Courtisans & des Gens à argent, forcent d'avoir recours ou aux Assemblées nationales, ou à leur défaut, à des pouvoirs intermédiaires.

VII. Ob-
ject. p. 70.

Enfin, on appréhende *un combat perpétuel d'autorité entre le Trône & la Magistrature.*

Cela s'appelle, se former un fantôme pour avoir peur; car un Trône investi de deux cents mille hommes armés, peut-il avoir quelque chose à redouter de Magistrats qui n'ont d'autres armes que la Raison & la Loi; d'autre résistance à opposer que le refus de concourir à l'exécution d'un Edit injuste, ou d'une Loi nulle; d'autre droit que celui de conserver les Loix anciennes, de faire voir le danger des nouvelles; & à qui toute force & son existence même (au moins quant au fait,) sont enlevées à la premiere volonté du Prince.

Mais au lieu de ce fantôme fabriqué à plaisir, substituez, ce qui est très réel, une armée redoutable, deux cents mille bras armés pour faire exécuter la volonté d'un Ministre impérieux, qui obéisse son Maître, & veut exercer sous son nom l'autorité la plus absolue. Est-ce là une chimère? Ce danger n'est-il pas le plus à craindre, le plus vrai-

semblable, le plus instant, & le plus actuel? Est-il plus difficile de concevoir qu'un seul homme abusera de la puissance armée de tant de forces, qu'il ne l'est d'imaginer qu'un corps de Magistrats sans force coëctive se fera redouter du Prince & des Sujets?

On craint deux-cents Maîtres sans armes & sans pouvoir, qui ne peuvent rien conclure séparément, & on ne craint pas un Ministre ambitieux armé de toutes les forces de l'Etat; comme s'il n'étoit pas plus vraisemblable qu'un seul homme se trompera que deux-cents, ou plutôt tous les Magistrats, qui, pour la plupart, sont sans autre intérêt que celui du bien public.

„ La plupart des Gouvernements d'Europe sont
 „ Monarchiques, ou plutôt sont ainsi appellés, dit
 „ l'Auteur des Lettres Persanes, Lettre 99, car je
 „ ne fais s'il y en a jamais eu de tels. Au moins
 „ est-il impossible qu'ils aient subsisté long-temps;
 „ c'est un état violent qui dégénère toujours en
 „ Despotisme ou en République; la puissance ne
 „ peut jamais être également partagée entre le Peu-
 „ ple & le Prince, l'équilibre est trop difficile à
 „ garder. Il faut que le pouvoir diminue d'un cô-
 „ té, tandis qu'il augmente de l'autre; *mais l'avan-*
 „ *tage est ordinairement du côté du Prince qui est à*
 „ *la tête des armées.* ”

Voilà ce qui est à craindre aujourd'hui; les exils arbitraires si prodigieusement multipliés, les con-

fifications illégales, les délations écoutées, les emprisonnements par voie de pure autorité, ne font-ils pas les avantcoureurs & même les caractères du Despotisme? Et que ne doit-on pas craindre, surtout quand il est érigé en Loi, comme il l'est manifestement dans l'Edit de Décembre.

Réflex. sur
l'Edit, p.
20.

On a beau vouloir nous tranquiliser, en nous disant, qu'un Roi de France *n'est pas tenté de régner en Despote, parce qu'il ne gagneroit rien dans le renversement des Loix; que la Nation Françoisse n'a point à redouter l'excès du pouvoir dans ses Monarques.* Il ne faudroit pour réponses que ces Gentils-hommes Bretons, exécutés sans forme de procès sous Philippe de Valois; l'exhérédation de Charles VII par Charles VI; les cruautés de Louis XI (*); les bizarres volontés d'Henri III, &c. Et sans remonter si haut, l'histoire de Louis XIV ne

(*) Portrait de Louis XI par Robertson. Introduction à l'Hist. de Charles V, Tom. I, pag. 205. „ La nature „ avoit fait Louis pour être un tyran: en quelque temps „ que le sort l'eût fait monter sur un Trône, il auroit „ signalé son regne par des projets pour opprimer son „ Peuple, & se rendre absolu: Ruse, cruel, dépourvu de „ sensibilité, étranger à tout principe de justice, sans „ aucune idée de décence, il dédaignoit toutes les contraintes que le sentiment de l'honneur ou le desir de „ la gloire imposé même aux hommes ambitieux..... Ses „ principes d'administration étoient aussi profonds, que „ funestes aux privilèges de la Noblesse; il remplit tous „ les départements d'hommes nouveaux, & souvent de personnes qu'il avoit tiré de l'état le plus bas & le plus vil, „ pour les élever aux Places les plus importantes & de la „ plus grande confiance. C'étoient là ses seuls confidens;

suffit-elle pas pour nous convaincre de ce que nous avons à craindre ? Ledroit de Remontrances enlevé aux parlements avant l'enregistrement, & accordé ridiculement après l'enregistrement ; les enrégistremens forcés ; les Edits burfaux multipliés ; vingt millions d'hommes sacrifiés au vain désir de faire des conquêtes ; les Finances de l'Etat épuisées par cinquante années de guerres, la plupart entreprises par la folle ambition de résister seul à toutes les Puissances de

„ il les consultoit sur ses projets, & leur en confioit
 „ l'exécution : tandis que les Nobles accoutumés auparavant à être les Compagnons, les Favoris, les Ministres de leurs Souverains, étoient traités avec un dédain affecté & mortifiant..... Ce n'étoit pas assez pour Louis d'avoir diminué le crédit de la Noblesse en lui ôtant la direction des affaires ; ce Prince ajouta l'insulte au mépris : en la dépouillant de ses privilèges les plus essentiels, il s'occupe à abaisser l'Ordre entier, & à réduire les Nobles au niveau des autres sujets. Les Seigneurs les plus distingués, s'ils étoient assez hardis pour s'opposer aux projets du Roi, ou assez malheureux pour devenir l'objet de sa jalousie, étoient poursuivis avec une rigueur à laquelle jusqu'alors la Noblesse n'avoit jamais été soumise : ils étoient jugés par des Tribunaux qui n'avoient aucun droit de juridiction sur eux. Sans égard pour leur naissance & leur état, on les appliquoit à la torture ; on les condamnoit à une mort infame. Le peuple s'accoutumant à voir les personnes les plus illustres enfermées dans des cachots, ou exposées dans des cages de fer ; à voir leur sang versé par la main des Bourreaux, commença à perdre du respect qu'il avoit eu jusqu'alors pour la Noblesse, & ne vit plus qu'avec terreur l'autorité royale qui sembloit avoir abaissé & même anéanti toute autre puissance de la nation. „ Et on nous dit avec confiance qu'un
 „ *Roi de France ne peut pas être tenté de régner en despote ?*

l'Europe ; les dettes prodigieuses que nous sommes obligés de payer actuellement, & qui sont & seront long-temps le motif de nouvelles impositions ; les traitements injustes & cruels faits aux Protestants ; les persécutions pour cause de Religion ; la vacation de ses enfants illégitimes au Trône contre les droits de la Nation, &c. Tous ces faits ne rendent que trop probable ce que dit Montesquieu, XXXV Lettre Persane, *qu'on a souvent entendu dire à Louis XIV, que de tous les Gouvernemens du Monde celui des Turcs ou du Sultan de Perse lui plairoit le mieux.*

Peut-être est-ce un bonheur pour nous que ce Prince ait été humilié sur la fin de sa vie. Une prospérité continuelle auroit augmenté ce caractère impérieux qui ne pouvoit souffrir la moindre résistance. Comment avec une telle fierté auroit-il souffert patiemment les Remontrances des Parlements ? „ Ces „ Compagnies sont toujours odieuses, elles n'ap- „ prochent des Rois que pour leur dire de tristes „ vérités ; & pendant qu'une foule de Courtisans „ leur représentent sans cesse un peuple heureux „ sous leur Gouvernement, elles viennent démen- „ tir la flatterie, & apporter au pied du Trône les „ gémissements & les larmes dont elles sont dépositaires. C'est un pesant fardeau que celui de la „ vérité lorsqu'il faut l'apporter jusqu'aux Princes ; „ ils doivent bien penser que ceux qui les font, y „ sont contraints, & qu'ils ne seroient jamais à faire des démarches si tristes & si affligean-

„ tes pour ceux qui les font, s'ils n'y étoient forcés par leur devoir, leur respect & même leur amour. „

Aujourd'hui, on veut bien entendre les Remontrances, même avant l'enrégistrement; mais on se réserve le droit de dire: c'en est assez, & de n'y avoir aucun égard. On fait une Loi qui force les Magistrats d'enrégistrer & d'exécuter malgré les lumières de leur conscience une Loi ou mauvaise ou nulle, contre laquelle ils ont dû réclamer. Le Prince convient qu'il *ne peut pas les forcer à donner un suffrage contraire à leur manière de penser*; & par une inconséquence de toute absurdité, on lui fait ordonner l'exécution de la Loi, par ceux qui ne croient pas pouvoir l'approuver; comme si faire exécuter une Loi, n'étoit pas la plus grande marque d'approbation qu'on pût lui donner.

Lit de Justice.

Ajoutez à cette inconséquence, celle d'aller recueillir les suffrages dans le Lit de Justice, & de prétendre que l'enrégistrement ne doit pas se faire à la pluralité. Si la voix des Magistrats n'est qu'un simple conseil, pourquoi recueillir ces voix, lorsqu'on est sûr qu'elles ne seront pas favorables à un Édit? Les Remontrances du Corps ont assez fait connoître sa manière de penser: si donc on s'assujettit à cette formalité, c'est qu'autrefois elle n'étoit pas une simple formalité, mais un droit réel & un préalable nécessaire à la Loi.

Toutes les objections & les raisonnements des

destructeurs de l'autorité légitime & ancienne du Monarque, se réduisent à ce que j'ai eu l'honneur de vous proposer. L'Auteur des *Observations sur la Protestation des Princes* n'y a rien ajouté, qu'un air de suffisance digne de mépris, une insolence & une témérité, qui dans d'autres temps mériterait une punition rigoureuse. Les nouveaux Magistrats & le Chancelier (*) lui-même peuvent-ils voir de sang-froid la Magistrature entière traitée de *poussière*? Le Souverain en sera-t-il plus respecté, quand ceux qu'il veut bien charger de la fonction honorable de l'*éclairer*, de rendre pour lui la justice à ses sujets, seront méprisés & avilis aux yeux de la Nation? Le Chef de la Justice croit-il s'honorer lui-même, quand il souffre qu'on traite aussi indignement toutes les Cours Souveraines? L'inimitié, la vengeance & l'esprit de parti ne raisonnent pas : tout est bon, pourvu qu'on en vienne à ses fins.

Quant à ces raisonnements, comme il n'est que l'écho des Ecrits précédents, je me contenterai seulement de vous faire observer que c'est une calomnie d'accuser les Princes & les Parlements de croire que l'*ancienneté des Loix soit un titre d'irrévocabilité*, & que de nouveaux besoins n'exigent point de nouvelles Loix. Est-ce-là le vrai point de la question? Il s'agit de sçavoir si une Loi qui touche à la

(*) M. de Maupeou auroit-il oublié qu'il ne tire son lustre & sa dignité que de la Magistrature dans laquelle sa famille est entrée? Il y a 200 ans que ses peres étoient dans la poussière du village, où ils exerçoient la fonction de Notaire.

propriété & à la liberté des Citoyens, peut-être admise contre une Loi naturelle & irrévocable de sa nature, qui conserve l'un & l'autre aux Citoyens.

Il s'agit de sçavoir si l'Edit de Décembre, qui fait un devoir aux Magistrats d'enregistrer & faire exécuter une Loi par cela seul qu'elle est la volonté persévérante du Prince, & que sa volonté suffit, peut jamais avoir le caractère de Loi? Il s'agit de sçavoir si une Loi aussi générale, aussi étendue, ne donne pas au Prince la faculté de faire *des actes du pouvoir absolu*, qui enlèvent à tous les Ordres de l'État, leurs droits, leurs privilèges, leurs libertés, leurs biens, & leur vie même? Tout ce que cet Auteur, & les autres Ecrivains de sa trempe peuvent dire, qui ne se rapporte pas-là, n'est que verbiage, phrases, clabauderie, & pièges tendus à la crédulité du Peuple.

Il ne veut pas que la *Loi soit le frein qui limite le pouvoir du Monarque*; parce que, dit il, *la Loi seule est sans action & sans vie; elle a besoin d'une force qui l'applique, d'une sagesse qui l'interprète. Confier le soin de l'interpréter aux Parlements, c'est remettre le pouvoir suprême entre leurs mains; par conséquent, plus de Monarchie.* Pag 2.

Mais si l'application de la Loi est frappante, si elle est assez claire pour n'avoir pas besoin d'être interprétée; voilà donc au moins un cas où la Loi juge le Prince; cette Loi est muette; qui la fera parler? Charles VI. dépouille son fils du droit à la

Couronne, pour la transmettre à un étranger; la Loi est claire, l'application est évidente; qui est-ce qui s'oposera à la volonté de ce Prince? Qui est-ce qui réclamera pour la Loi du Royaume, & les droits de l'héritier présomptif? Il faut sans doute que ce soit le Corps dépositaire des Loix, chargé de veiller à leur conservation. Dira-t-on pour cela que le *pouvoir suprême* passe des mains du Souverain entre les mains du Parlement? Nont assurément. Le Parlement & la Loi dans ce moment ne font qu'un; c'est la Loi qui juge le Prince; & le Parlement n'est que l'écho de la Loi claire & manifeste, qui établit la succession au trône en la personne des aînés mâles.

Tout ce qu'on peut objecter, c'est que dans le cas présent, la Loi n'est pas claire.

Or, je demande s'il est besoin de grandes lumières pour sentir qu'un Edit qui enjoint aux Parlements & à toute la Nation, de regarder *comme une Loi obligatoire, toute volonté du Prince, dans laquelle il aura déclaré persévérer*, est destructif du Gouvernement Monarchique qui restreint la volonté du Monarque par les Loix anciennes & la constitution de la Monarchie? N'est-il pas évident que le Gouvernement n'est plus qu'*arbitraire*, ou autrement, que la Nation n'est plus régie que par la volonté du Monarque, qui peut changer & varier comme bon lui semblera, suivant les circonstances; sûr d'ailleurs qu'au moyen de l'Edit toutes ses volontés seront exécutées? Un Despote

en demande-t-il davantage ? Jugez par-là , Monsieur , si les Princes ont eu raison de dire que l'Edit donnoit au Prince *le pouvoir de détruire les Loix* ; si les Magistrats n'ont pas dû réclamer & s'exposer à tout souffrir , plutôt que d'enrégistrer & faire exécuter un Edit qui renverse toutes les autres Loix. Lisez cet endroit des observations , & vous sentirez aisément combien sa maniere de raisonner est foible & dénuée de preuves. Il est réduit à dire *que le Roi a calmé toutes les inquiétudes* par son Edit de Février. Sans doute qu'il veut parler de l'*heureuse impuissance* où le Prince déclare qu'il est de *toucher à la propriété , à la liberté , &c.* Mais comment cet Auteur n'a-t-il pas vu qu'il se condamne lui-même par cette réflexion ? Car cet Edit n'a été donné qu'après l'exil du Parlement ; & si le Roi eût parlé ainsi dans son premier Edit , le Parlement n'auroit pas été exilé ; puisqu'il ne réclamoit que pour ces droits auxquels le Prince déclare dans le second *Edit ne pouvoir toucher*. C'est donc une injustice criante & une trahison de la part du Chancelier , d'avoir attendu jusqu'alors à dire ce que le Parlement avoit demandé inutilement pendant deux mois. D'ailleurs , quelle étrange maniere de *calmer les inquiétudes* , en déployant tout ce que l'autorité peut avoir de plus redoutable contre des Magistrats qui n'ont d'autre crime que de *trembler* pour les Loix du Royaume ?

A qui veut on persuader que ce n'est pas le cas de trembler ? Etoit-ce inutilement que la Cour des

Aides, le Grand-Conseil, la Table de Marbre, le Châtelet, & d'autres Corps de Judicature trembloient pour leur état? Etoit-ce inutilement que les Procureurs craignoient de perdre leur état & leur fortune? Etoit-ce inutilement que les propriétaires d'Offices trembloient qu'on n'imposât le centième denier sur leurs charges? Est-ce inutilement que les anciens Magistrats craignent qu'on ne les rembourse avec du papier de crédit, qui à la première sollicitation du Contrôleur-Général, sera réduit à moitié, ou même anéanti? Enfin, est-ce inutilement que tous les Citoyens craignent la prolongation des impôts, de nouvelles taxes plus onéreuses encore par leur perception? Qu'est donc devenue cette *heureuse impuissance de toucher à la propriété & à la liberté*? Est-il aussi facile de persuader à la Nation que de pareils traitements se concilient avec le maintien de ses droits, comme il l'a été à l'Auteur des troubles, de persuader au Prince qu'il n'a fait dans tout que l'usage le plus légitime de son autorité? Mais laissons là ces tristes objets.

En suivant, Monsieur, les instructions lumineuses de l'Impératrice de Russie, je vous ai développé les principes constitutifs de toute Monarchie; cela ne suffit pas : il faut de plus savoir si ce sont les principes constitutifs de la nôtre.

Je ne m'étendrai pas sur la suite de tradition qui constate que la Nation a toujours été consultée lorsqu'il s'est agi de faire de nouvelles Loix, ou d'établir de nouveaux impôts.

Le Parlement de Besançon l'a démontré dans ses belles Remontrances du 11 Mars 1771. On ne peut raisonnablement révoquer en doute que dans toutes les époques de la Monarchie il n'y ait eu un Corps placé entre le Prince & les sujets ; chargé de concourir par son consentement à la détermination du Prince. Ce sont les champs de Mars ou de Mai sous la première race ; les Assemblées générales sous la seconde & les commencements de la troisième ; ensuite les Parlements, les Etats-Généraux. Les différences accidentelles n'altèrent point cette tradition. La qualité des personnes qui composoient les Assemblées, le temps, la durée, la forme, le nom de ces Assemblées importent peu.

Nature de
la Monar-
chie Fran-
çoise.

Rem. de
Besançon ;
p. 40. nouv.
édit.

Ainsi je me contenterai de vous mettre sous les yeux le sentiment d'un grand politique également versé dans la science de l'Histoire, & dans celle du Gouvernement ; puis je continuerai à résoudre les objections qui se trouvent dans les écrits publiés par le Chancelier, & finirai par développer l'injustice, & l'illégalité de sa conduite.

Voici sur la constitution de la Monarchie Française, ce que dit l'Auteur de l'Esprit des Loix, CXXV. Lettre Persane. „ Les peuples du Nord, „ libres dans leurs pays, s'emparans des Provinces „ Romaines, ne donnerent point à leurs Chefs „ une grande autorité. Quelques-uns même de ces „ peuples, comme les Vandales en Afrique, les „ Goths en Espagne, déposeroient leurs Rois dès „ qu'ils n'en étoient pas satisfaits ; & chez les

„ autres, (comme les Franks,) l'autorité du Prin-
 „ ce étoit bornée de mille manieres différentes.
 „ Un grand nombre de Seigneurs la partageoient
 „ avec lui; les guerres n'étoient entreprises que
 „ de leur consentement; les dépouilles étoient par-
 „ tagées entre le Chef & les foldats; aucun impôt
 „ en faveur du Prince. *Les Loix étoient faites dans*
 „ *les Assemblées de la Nation*: Voilà le Principe fon-

Principe
 fondamen-
 tal: La Na-
 tion doit é-
 tre consul-
 tée pour la
 formation
 de la Loi.

damental de tous ces Etats qui se formerent des
 „ débris de l'Empire Romain, „
 Ce principe fondamental de la législation Fran-
 coise n'a pu être anéanti, parceque les droits de la
 Nation ne peuvent pas plus être sujets à prescripti-
 on que ceux du Prince, qui est toujours réputé
 mineur. Si la Nation ne choisit plus ses Princes,
 Il n'en est pas moins constant que c'est la Nation
 qui a choisi les premiers Rois de chacune des trois
 races, & qui a établi que la Couronne seroit héréd-
 itaire; établissement sage qui en épargnant la
 difficulté du choix, épargne le sang qui pouvoit
 être répandu à chaque mutation de Souverain.

Fonction
 du prince-
 pe, celui
 qui peut
 établir,
 peut détrui-
 re.

Cette vérité étant incontestable, je suis surpris
 qu'on fasse prononcer un Prince contre le droit de
 la Nation, que *celui qui peut établir, peut détruire*.
 Comment n'a-t-on pas vu que cette maxime pou-
 voit se tourner contre le Prince, de la même ma-
 niere que le Prince la tourneroit contre la Nation.
 Il n'y a qu'un ennemi du Prince & de la Nation,
 qui puisse hasarder de pareilles maximes, qui ten-
 dent à une subversion totale dans l'Etat. C'est en

la fuivant, que le même jour on voit anéantir des Compagnies de Magistrats, & en créer de nouvelles; qu'on enlève à la Nation les Magistrats qui font en poffeffion de fon eftime & de fa confiance. & que par la terreur des exils on en force d'autres qui n'ont aucune connoiffance de Jurifprudence civile, à prononcer en dernier reffort fur la fortune & la vie des Citoyens.

Un Gouvernement Monarchique fupofe quelque chofe de ftable & de fixe. Si les Corps de Magiftrature ne font pas certains de leur état, les Citoyens doivent trembler pour leur propriété & leur vie; cela eft évident. Un Miniftre, je le fupofe, veut confifquer les biens d'un Grand du Royaume, ou même lui faire perdre la vie. Les Magiftrats en place ne veulent pas fe prêter à cette injuftice, On les deftitue, & on s'affure pour leur être fubftitués, d'un certain nombre d'ames viles, qui ne tardent pas à fatisfaire la haine du Miniftre. C'eft ainfi qu'on traitera tous ceux qui ont encore quelques reftes de l'amour patriotique. Qu'on ne dife pas que c'eft une fuppoftion chimérique. Si on a traité auffi indignement la première Cour du Royaume, pour affouvir les vengeances privées d'un feul homme, que ne fera-t-on pas lorsqu'il fera queftion de flatter ou de fatisfaire l'avarice ou l'ambition du Miniftre?

D'ailleurs, eft-il bien certain que l'établiffement primitif des Affemblées, qui, par des refferrements fuccelfifs, fe font réduites dans les Parle-

L'établiffement des Parlements ne s'eft pas

fait sans le
consente-
ment de la
Nation.

ments, viennent des Rois seuls? Ne peut-on pas dis-
re avec plus de vérité que la Nation y a concouru
comme pour les Loix & les Ordonnances qui s'y
formoient? Et ne doit-on pas regarder l'établisse-
ment des Conseils-Supérieurs, sans l'enregistrement
du vrai Parlement, comme une atteinte aux droits
de la Nation? Ainsi en suposant que ces établis-
sements soient utiles, ce qui mériterait une dis-
cussion; la manière dont on les fait est illégale &
contraire à l'esprit qui doit animer un Gouverne-
ment sage.

L'établis-
sement
des Con-
seils su-
périeurs
est illégal.

Je dis *illégal*; car le Parlement a été fixé à Paris,
par le suffrage des Grands du Royaume. Celui de
Toulouse n'a été établi qu'après avoir consulté
cette partie du Royaume, pour laquelle on l'éta-
blissoit. Philippe le Bel ne dit pas *nous voulons*,
nous ordonnons; mais *nous proposons*. „ *Præ-*
„ *terea propter commodum subiectorum nostrorum* &
„ *expeditionem causarum proponimus ordinare quod*
„ *duo Parlamenta Parisiis, & duo scalcaria Rhoto-*
„ *magi, & dies Trecentis bis tenebuntur in anno, &*
„ *quod Parlamentum apud Tolosam tenebitur, si*
„ *gentes terræ prædicta consentiant, quod non*
„ *appelletur à Præfidentibus à Parlamento prædicto.* „ Ce
Prince propose donc pour règlement, qu'il y ait
par an deux séances du Parlement de Paris; & il
ajoute à la proposition de fixer à Toulouse une sé-
ance de Parlement, la *condition du consentement de*
cette partie de son Royaume.

C'est

C'est donc mépriser le droit de la Nation, d'ordonner sans sa participation l'établissement des Conseils Supérieurs; c'est de même changer les Loix fondamentales, de ne pas donner à ces Cours le droit de représentations; c'est enfin préparer la voie à la vexation & au despotisme, de les faire présider par des Commissaires du Conseil, la plupart vendus à la Cour; & qui dans presque toutes les occasions se trouveront juges & parties.

J'ajoute que la maniere dont on fait ce changement, est contraire à l'esprit qui doit animer tout Gouvernement sage. Ecoutons encore les instructions de Catherine II.

„ C'est au Législateur à suivre l'esprit de la Nation; car nous ne faisons rien de mieux que ce que nous faisons librement, & en suivant notre génie naturel.

„ Pour établir une législation plus parfaite, il faut que les esprits y soient préparés d'avance. Mais afin d'arêter le prétexte qu'on allégué, qu'il n'est pas possible de rien faire de bien, parce que les esprits ne sont pas bien disposés; donnez-vous la peine de les y bien disposer, ce fera d'abord une grande avance.

„ Les Loix sont des institutions particulières & précises du Législateur, & les mœurs & les manières des institutions de la Nation en général.

„ Ainsi, lorsqu'on veut faire de grands changements dans une Nation qui puissent tourner à son avantage, il faut réformer par les Loix ce qui

La maniere dont on établit les Conseils supérieurs est contraire à l'esprit qui doit animer un Gouvernement sage.

„ est établi par les Loix , & changer par les manières ce qui est établi par les manières. Et c'est une très-mauvaise politique de changer par les Loix ce qui doit être changé par les manières „ Ch. VI.

Jugeons par ces maximes la conduite du Chancelier. Qui est-ce qui a préparé les esprits aux changements-qu'on a voulu introduire ? Je vois des coups d'autorité, des exils, des confiscations, des violences, des menaces, des promesses. Ce qui doit être l'effet de la maturité, de la prudence, de l'amour du bien public, est celui de la vengeance, de la haine, de l'animosité la plus marquée.

Qui est-ce qui a annoncé à 400 Procureurs, à autant d'Avocats, à un grand nombre de Greffiers, Huissiers, &c. qu'ils devoient se précautionner contre un changement qui leur enleveroit leur état, leur fortune, & les priveroit de toute ressource à un âge où il est presque impossible d'en trouver d'autres ?

Qui est-ce qui a annoncé à tous ces Artistes, ces Ouvriers en tout genre que le dessein étoit de diminuer la population de la Capitale d'un tiers, & qu'ils eussent à chercher de l'occupation ailleurs ?

Qui est-ce qui a averti ces Locataires d'Hôtels garnis, qui ont fait des baux de six & neuf ans, qu'ils eussent à ne pas s'en charger, vû que le Ressort du Parlement seroit diminué des deux tiers, & que les Plaideurs ne viendroient plus en aussi grand nombre ? Qu'ont fait tous les Propriétaires des mai-

sons de Paris, pour se voir tout-à-coup privés de la moitié de leurs revenus ?

Qu'ont fait tous ces Marchands qui comptans sur un débit journalier, s'en voient privés tout-à-coup, & par une suite nécessaire, dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements ? Un Gouvernement sage ne devoit-il pas prévoir & annoncer de loin ces événements ? Jamais le prétexte du bien public ne pourra couvrir l'odieux de pareilles opérations, parce que le mal qu'elles produisent, est instant & certain ; aulieu que le bien qu'on en espere, est très-incertain. Un homme bien intentionné ne doit attaquer un usage généralement reçu, qu'après avoir bien examiné le pour & le contre ; & s'il lui reste le moindre doute sur le bien ou le mal que produira la destruction de cet usage, il ne peut pas sagement en ébranler les fondemens. Agir autrement, c'est mettre au hazard le sort de plusieurs millions d'hommes ; & cette pensée doit faire frémir tout homme qui entrevoit que ce qu'il projette, peut devenir une source de désordres, & n'ébranler l'état actuel des choses, que pour amener des maux cent fois plus grands que ceux qui avoient subsisté jusqu'alors. Tous les grands Politiques ont pensé ainsi. „ Souvent, dit Montesquieu „ 76 *Let. Pers.*, les Législateurs ont aboli sans „ nécessité les Loix qu'ils ont trouvé établies ; c'est- „ à-dire, qu'ils ont jetté les Peuples dans les désordres inséparables des changements. Il est vrai

„ que par une bizarerie qui vient plutôt de la nature que de l'esprit des hommes, il est quelquefois nécessaire de changer certaines Loix; mais le cas est rare, & lorsqu'il arrive, il n'y faut toucher que d'une main tremblante. On y doit observer tant de solemnités, & apporter tant de précautions, que les Peuples en concluent naturellement que les Loix sont bien saintes, puisqu'il faut tant de formalités pour les abroger.,

Est-ce avec une *main tremblante* qu'on anéantit la Loi sacrée de l'*Enrégistrement libre*; qu'on détruit le premier Corps de Magistrature du Royaume; qu'on partage son Ressort pour en former six Conseils privés du droit de protéger le Peuple, & de porter ses *doléances* au pied du Trône; qu'on consigne dans un Edit une accusation grave contre toute la Magistrature; qu'on touche à la propriété par la confiscation, à la liberté par des exils, à la vie par une rélévation dans des lieux mal-sains & privés de toutes les comodités de la vie? L'utilité ou le danger de la vénalité des Offices étant un problème, elle devoit encore être respectée, parceque c'est un usage ancien. D'ailleurs, ce n'est pas dans le temps où l'Etat est le plus obéré, qu'il faut le charger de remboursements & de pensions aux Officiers de Justice. Les auteurs de ces maux décelent eux-mêmes l'injustice de leur procédé & l'impudence de leurs projets, par l'inconséquence & la contradiction de l'Edit de création du nouveau Châtelet, avec les belles promesses faites dans

les Edits précédents. Pourquoi les Officiers des Cours Souveraines recevraient-ils des pensions pour les récompenser de leur assiduité à rendre la justice ; & les Officiers des autres Cours subalternes donneraient-ils de l'argent, & achèteraient-ils à leurs dépens le droit de siéger pendant trois à quatre heures par jour, pour entendre le détail ennuyeux des injustices des mauvais Citoyens ?

Tout est imprudence, fausseté, inconsideration, inconséquence dans la conduite du nouveau Réformateur.

Suivez, Monsieur, toutes les opérations, & remarquez le temps qu'il choisit pour les faire. Une cherté de vivres telle que dans les années les plus malheureuses ; une réduction de rentes qui étoient la seule ressource de quantité de septuagenaires, faite par un acte du pouvoir absolu qui donne au Prince la cruelle facilité de payer ses dettes en disant qu'il ne doit rien ; des impositions qui absorbent plus de la moitié des biens du Royaume, sans compter celles qui sont mises sur l'industrie des Citoyens : peut-être à la veille d'une guerre, dans un temps où l'impiété se déchaîne contre l'autorité royale, & attribue les violences & les abus de l'autorité aux dogmes du Christianisme. Voilà le moment choisi pour faire les actes du pouvoir le plus absolu & le plus arbitraire, pour déployer toute la puissance du Monarque.

Imprudence & danger des opérations du Chancelier.

Lisez, Monsieur, lisez la description du Despo- Il réalise le

tableau du
de potis-
me, tracé
par l'Au-
teur du
Système de
la nature

tisme, faite par l'Auteur du Système de la Nature ; & vous verrez que le Chancelier a pris à tâche de réaliser ce portrait, en faisant faire au plus doux de tous les Princes ce qu'à peine on a vu dans les Rois les plus durs & les plus cruels, tels que Louis XI.

Non, Monsieur, la Religion ne justifie pas les abus de l'autorité, elle menace de châtimens rigoureux les Princes qui s'en rendront coupables. Il est vrai qu'elle lie les mains des Sujets ; qu'elle leur fait envisager les mauvais traitements comme une punition divine ; qu'elle veut qu'on regarde le Prince comme l'ouvrage de la Divinité ; qu'elle défend toute résistance active contre l'Oint du Seigneur, mais en même temps elle prescrit aux Magistrats de résister à l'iniquité, d'empêcher l'oppression des peuples par de justes & respectueuses réclamations ; elle leur défend de conniver aux abus de l'autorité.

Quand l'Ecriture dit, que *résister aux Puissances, c'est résister à l'ordre de Dieu*, elle ne prétend pas donner au Monarque l'autorité d'un Despote ; elle ne prétend pas rien changer aux Constitutions d'un Etat. Ce précepte doit s'interpréter suivant les Loix de chaque Etat, parce que l'ordre de Dieu est, qu'on suive l'ordre de l'Etat où l'on se trouve : autrement il faudroit obéir à un usurpateur, parcequ'il est une *Puissance*.

Il faut que cette Puissance soit une vraie & réelle Puissance reconue dans l'Etat, dépositaire de la puissance même de l'Etat. Si l'Etat la méconnoît,

il faut lui résister & la combattre. La différence qu'il y a entre la résistance qu'on doit opposer à la puissance d'un usurpateur, & celle qu'on doit quelquefois opposer au Chef de l'Etat, c'est qu'il faut *combattre* la première en toute occasion, & ne jamais *combattre* la seconde. Il faut seulement refuser d'obéir à celle-ci, dans le cas où elle feroit une injustice manifeste à un particulier, ou violeroit évidemment les Loix de l'Etat.

C'est par ces principes qu'il faut expliquer cette expression, trop souvent employée & jamais développée. (*Le Roi ne tient sa Couronne que de Dieu.*) Les Cours elles-mêmes n'en montrent pas assez l'équivoque; ce qui a donné lieu à quelques Ecrivains soudoyés par le Chancelier d'en conclure le devoir de l'obéissance aveugle.

Explication de cette proposition, *le ne tient sa couronne que de Dieu.*

Quand on dit que le *Roi tient sa Couronne de Dieu seul*, on ne veut pas dire certainement qu'il existe un acte qui constate que Dieu a mis la Couronne sur la tête du Roi régnant, comme il est certain par l'Ecriture que Dieu avoit désigné Saül & David pour régner sur les Hébreux. Une telle absurdité ne mérite pas de réfutation.

Le Prince en vertu d'un usage ou d'une Loi qui rend la Couronne héréditaire aux aînés mâles, succède au Trône, comme un fils en vertu de la Loi, succède aux biens de son pere; l'un & l'autre Loi a été adoptée par la Nation; c'est donc la Loi qui place la Couronne sur la tête du Fils du Roi, ou

qui saisit un enfant des biens de son pere ; & en dernière analyse, c'est la volonté ou le consentement primitif de la Nation pour le maintien de ces deux Loix, qui en assure l'exécution, soit à l'aîné des Princes, soit aux enfants des Citoyens. Or je demande si on peut dire, qu'un fils *tient son patrimoine de Dieu*. Jamais a-t-on raisonné ainsi ? Pourquoi donc pourroit-on le dire plus véritablement en parlant de la succession à la Couronne ? C'est Dieu comme Maître des événements qui dispose de tout ; mais il ne s'agit pas ici de cette providence générale qui s'étend à tout, & qui permet que l'usurpateur exerce un droit qu'il a ravi ; il s'agit des causes secondes, ou des ordres précis & particuliers que Dieu auroit pu donner, comme il l'a fait aux Hébreux en leur ordonnant de choisir Saül.

Puisque cette interprétation est fautive & ridicule, il en est donc une autre vraie & conforme au bon sens. C'est que le terme *Couronne* ne signifie autre chose que *Puissance*, & par conséquent cette proposition revient à la première ; *résister à la Puissance, c'est résister à l'ordre de Dieu* ; Je m'explique ; Ce n'est pas Dieu qui désigne celui sur qui doit être placée la Couronne, la naissance & la Loi le désignent ; quand ce fait est connu & constant, tous les Sujets doivent le respect & l'obéissance à la personne que la Loi a désignée ; & résister à cette personne c'est résister à Dieu même, dont la volonté est, que tout Citoyen obéisse au Chef de l'Etat, & à celui qui est sur le Trône par la volonté & le consentement primitif de la

Nation. C'est alors qu'il est l'image de Dieu, son représentant sur la terre, qu'il est la seconde Majesté. C'est de cette volonté divine que le Prince tire l'autorité, ou autrement le droit de commander; mais cette volonté divine ne peut regarder que celui qui a été l'objet du choix primitif de la Nation, soit par un acte exprès, soit par une Loi qui en tienne lieu. Cela est de toute évidence.

Un serviteur est obligé d'obéir à son Maître, la Loi de Dieu le lui ordonne, mais il faut auparavant que ce serviteur consente de reconnoître un tel pour son Maître. Ce premier acte fait, la Loi de Dieu l'oblige de considérer dans son Maître Dieu lui-même, qui lui ordonne de faire ce que son Maître lui commande.

La Loi de l'Etat nous dispense du choix d'un Souverain; nous devons obéissance, soumission, & respect au Souverain indiqué par la Loi: & dans ce cas, c'est une soumission & une obéissance à la Loi: rien ne peut nous en faire départir que la Loi elle-même, encore dans les points où elle est claire, précise, autrement ce seroit dissoudre les liens de l'Etat, & retomber dans l'Anarchie, qui est le pire de tous les Etats.

L'Auteur de l'*Examen analytique des Protestations des Princes*, croit trouver une preuve de système dans cette expression, *Louis, par la grace de Dieu, &c.* mais c'est encore par un abus des termes, car il y auroit de la folie à penser que Dieu a ma-

Pag. 20.

En quel sens on peut dire qu'*Louis XI. est Roi par la grace de Dieu.*

nifesté aux François qu'il vouloit que Louis XV fût Roi de France : par conséquent cela doit s'entendre dans le même sens qu'on dit que *le Roi tient sa Couronne de Dieu*, ou bien il faut dire que Dieu étant le maître des événements, c'est lui qui a voulu que Louis XV naquît de la Famille à laquelle la Nation par son choix a attaché la succession au trône. C'est une faveur que Dieu a faite à ce Prince, & qu'il pouvoit ne lui pas faire : il peut & doit donc la regarder comme une grace, & la reconnoître dans tous les actes de souveraineté. J'admire comment les Ecrivains du Chancelier publient au hazard tout ce que leur dicte leur imagination : vrai ou non peu importe, pourvu qu'on fasse des dupes. Tandis qu'un d'entr'eux attribue à une grace de Dieu la Royauté, un autre, & quelquefois le même, assure que le Roi ne la tient *que de son épée*. Comment peut-on contre tous les monuments de l'Histoire, assurer que le Prince tient sa Couronne de son épée, lorsqu'ils déposent tous qu'il ne la possède que par le consentement de la Nation. L'élévation de Hugues - Capet sur le trône par l'élection de tous les Seigneurs dans une Assemblée tenue à Noyon, suffit pour renverser cette idée. „ Hugues, dit Mézerai, pouvoit se servir „ du Testament du Roi Louis V, fait en sa faveur ; „ mais son meilleur droit fût le *consentement général* „ *ral* du Peuple François.”

D'ailleurs, ces prétendus Patriotes croient-ils bien assurer le trône du Prince, en le faisant dépen-

Idees d'un
Patriote.

Pag. 2.

Il est faux
que le Roi
tienne sa
couronne
de son
épée.

dre de son épée ? Ignorent-ils que, comme le dit l'Auteur de l'Esprit des Loix, 92^e. Letr. Persane, „ *le droit de conquête n'est pas un droit ? Une* „ Société ne peut être fondée que sur la volonté „ des associés : si elle est détruite par la conquête, „ le Peuple redevient libre, il n'y a plus de nouvelle Société ; & si le vainqueur en veut former, „ c'est une tyrannie.” Le droit d'un Roi de France est dans le cœur de ses Sujets, dans leur affection. Malheureux quiconque lui enlève cette affection, en faisant envisager aux Sujets que son droit est fondé sur son épée ! On n'a pas consulté le cœur de Louis-le Bien-Aime, pour employer une pareille défense.

Enfin, Monsieur, vous me demandez ce que je pense de la cessation de service du Parlement, & projet de réforme dans l'administration de la justice annoncé par le Chancelier.

Avant de vous répondre, je vais exposer l'objection dans toute sa force, telle qu'elle est produite par les Ecrivains du Cancelier.

Le parlement, dit-on, a deux devoirs à remplir, celui de veiller à la manutention des Loix, & celui de rendre la justice aux particuliers. S'il arrive qu'on porte atteinte au dépôt des Loix, il doit tâcher de s'y opposer, de manière cependant que le second devoir n'en souffre pas, autrement ce seroit punir le Peuple de la faute des Ministres,

J'observe d'abord que les Parlements, & sur-tout celui de Rouen, ont très-bien prouvé que la cessati-

on de service a toujours été pratiquée par un usage constant, soit dans les Parlements, soit dans le Grand-Conseil, soit dans les Universités, lorsqu'il s'agissoit de l'intérêt de l'Etat, ou de l'intérêt de ces différentes Compagnies ; que des Compagnies ne se départent pas aisément d'un usage qu'elles ont trouvé établi, & qu'en suposant que ce fût un abus, ce n'est pas par la violence & les traitements les plus rigoureux qu'on pouvoit & devoit le détruire, parceque, comme le dit l'Impératrice de Russie, il faut *corriger par les Loix ce qui est établi par les Loix, & corriger par les manieres & l'usage, ce qui est établi par l'usage.*

J'ajoute que tout moyen, excepté celui de la révolte & de la sédition, est bon lorsqu'il s'agit de ne pas laisser introduire le despotisme, & que la *cessation de service* est le moyen le plus sage & le plus efficace pour faire entendre à un Prince obsédé, qui ferme l'oreille à toute Remontrance, qu'il s'agit d'objets importants ; que la chose publique est en danger, & qu'il ait à se défier des flatteurs, qui font consister l'honneur & la gloire du Prince, faire exécuter toutes ses volontés, telles qu'elles soient.

C'est une mince & très-mince considération, que celle des maux passagers qu'éprouve le Public par la *Cessation de service.*

Suposons, ce qui est démontré, que l'Edit de Décembre érige en Loi le despotisme. Si le Parlement se contente d'une simple protestation, & con-

coure néanmoins à l'exécution de l'Edit, ainsi qu'on le lui ordonne, il sera obligé, par une suite nécessaire, d'exécuter toutes les volontés du Prince: Ainsi le Prince déclarera qu'il veut avoir la cinquieme partie, ou même la moitié du produit des biens du Royaume; aussitôt les Magistrats forcés par un Porteur d'ordre enrégistreront, & employeront, contre leur conscience, toute l'autorité pour dépouiller les Sujets. Il est vrai que cet impôt ne sera pas annoncé de cette maniere, on le divisera, ce sera un dixieme, puis deux dixiemes, puis trois vingtiemes, puis les deux sols pour livre, puis un centième denier sur les biens fictifs: ce fera la taille, la capitation, l'industrie, les octrois, &c. que sçais-je? tout ce que l'avidité des Traitans imaginera pour avoir en détail presque tous les revenus du Royaume. Je demande à présent à ce particulier qui soupire après la décision d'un procès, si un délai de six mois peut entrer en compensation avec les pertes qui résulteront pour lui & pour la nation de pareilles impositions.

Quel poids n'ajoute pas à ces considérations, la crainte de voir autoriser les exils, les proscriptions, les confiscations, sans information, ni procédure, ni délit prouvé?

Mais, disent quelques personnes, *il semble qu'en veut par cette conduite faire la loi au Prince, & le forcer de revenir sur ses pas; ce qui n'est pas respectueux.*

Si le Prince se trompe réellement, ou plutôt

s'il est trompé; s'il l'est dans une chose d'une extrême importance; par exemple, si comme Charles VI il vouloit priver son Fils de la Couronne, & la faire passer sur la tête d'un étranger, trouveroit-on *peu respectueux* de la part du Parlement, de le forcer par une *cessation de service* d'écouter ses justes représentations? Le Prince son Fils ne feroit-il pas le premier à suggérer ce moyen? Et quel moyen plus doux & plus efficace peuvent employer des Sujets qui ne se croient permis, dans aucune occasion de combattre par la force leur Souverain?

Si ce moyen est juste & raisonnable, lorsqu'il s'agit des intérêts de l'héritier présomptif de la Couronne, pourquoi ne le feroit-il pas, lorsqu'il s'agit des intérêts de la Nation? Le droit de propriété, la liberté, anéantis par l'Edit de Décembre, sont pour des Sujets nés libres, ce qu'est la Couronne pour un Prince.

Reste enfin une dernière objection, c'est que *les abus qui régnoient dans l'administration de la justice, demandoient une réforme. Le nouveau Code doit l'opérer; la justice sera rendue plus promptement, & il ne sera plus question de ces épices si onéreuses pour les Plaideurs.*

Voilà comme on trouve le secret de donner le change & de tromper le Peuple. Cette réforme a-t-elle été proposée aux anciens Magistrats? Peut-on les accuser de s'être refusé à des vœux si justes & si raisonnables? Il est clair que c'est un projet formé après coup, pour justifier une conduite di-

ctée par d'autres motifs. On écarte la question qui consiste à favoir, si le Parlement devoit enrégistrer un Edit destructeur de tous les droits de la Nation, pour ne présenter que l'espérance flatteuse d'une justice plus prompte & moins dispendieuse.

Mais quels hommes seront destinés à remplacer ces Magistrats rompus aux affaires? Des hommes couverts d'ignominie, ou parfaitement ignorants dans la Jurisprudence & dans les Coutumes. Sans doute on espere que la science s'emparera d'eux subitement & sans étude préalable. C'étoit trop peu pour ces hommes choisis d'avoir à prononcer sur le Droit civil & coutumier, dorénavant ils prononceront encore sur toutes les matieres qui se jugeroient à la Cour des Aides, au Grand Conseil, à la Table-de-Marbre. Comme celui dont ils tiennent leur existence*, ils sauront tout sans avoir rien lu, rien étudié. Dans un Royaume où l'honneur & les propriétés des Citoyens sont respectés, on choisit des Magistrats capables: Mais dans un Gouvernement qu'on veut rendre despotique, il n'est pas besoin de tant de précautions; des hommes mercenaires & ignorants qui ne savent qu'applaudir aux projets du Ministre, sans égard pour les droits des Citoyens; voilà les Juges qui conviennent à un pareil Gouvernement. Si un reste de sentiment suggère à quelqn'un d'entr'eux une légère réclamation, on le prie de se retirer. Un tel exemple seroit contagieux, insensiblement les autres pourroient oublier qu'ils sont gagés pour tout adopter sans examen.

* le Chancelier.

Quant à un nouveau Code qui seroit utile, s'il étoit concerté avec les Magistrats les plus consommés dans les affaires, quel avantage pourra-t-on en retirer, étant fait dans des vuës & par des moyens tout opposés.

Comparez, Monsieur, la conduite du Chancelier avec celle de la Czarine. Cette Auguste Princesse „ a rassemblé des Députés de toutes les villes „ de son vaste Empire, elle leur a dit, mes enfans, pesez avec moi l'intérêt de la Nation, formons ensemble un Corps de Loix qui établisse solidement la félicité publique.”

Ici tous ceux qu'une longue expérience avoit rendu capables de donner conseil, sont dispersés. Loin de consulter les habiles Jurisconsultes répandus dans les Provinces, il les calomnie auprès du Souverain. Quelle lumière & quel avantage peut-on espérer d'un corps de Loix rédigé par un homme seul, qui n'a jamais étudié les Loix, & dont tout le mérite consiste à avoir une routine de procédure.

Voilà, Monsieur, de justes motifs de confiance dans le nouveau Législateur ; & il est intéressant pour la République qu'ils soient connus, c'est ce qui m'a engagé à vous en faire part. Je souhaite que vous soyez satisfait de cette Lettre ; Je n'ai fait que rédiger ce qui m'est resté dans l'esprit après la lecture des divers écrits *pour & contre*. J'ai éprouvé plusieurs fois que les réponses que je vous envoie ont satisfait des personnes fort préoccupées, & les ont fait changer d'avis. Ce n'est ni l'esprit de parti ni la haine, ni la vengeance qui me les ont suggérées ; mais l'amour du vrai qui doit nous diriger dans toutes les contestations, soit publiques, soit particulières.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Le 15. Juin 1771.

L E T-

LETTRES

D'un Homme à un autre Homme ,

Sur les affaires du temps.

P R E M I E R E L E T T R E .

M O N S I E U R ,

Les François sont tous classés, chacun a son métier à faire ; il a l'esprit de corps, & n'en a guères d'autre. Quelque part que vous alliez, vous trouvez un Abbé, un Financier, un Capitaine, un Conseiller, un Négociant, presque jamais un citoyen. Le Romain étoit Romain, le Spartiate étoit Spartiate ; chaque homme avoit ses manières propres, mais tous étoient animés des mêmes principes. Ici nous nous ressemblons par les manières, nous différons par les sentimens. Cela est aussi commode pour la Police, que funeste au bien public. Les professions sont à l'Etat, ce que les Confrairies sont à la Religion &c. Nos aimables François sont à peu-près comme est Chrétien un Marguillier du Sacré Cœur.

Le Roi n'est-il pas le maître, dit en montrant son talon rouge un jeune Marquis de vingt deux ans ? Un gros Financier est-là qui applaudit de la

tête & du dos; un Abbé frais répond en se mirant *que cela est juste*: ils songent tous en ce moment, l'un à la Compagnie de Cavalerie que Madame une telle lui avoit promise; l'autre au bon de Fermier-Général qu'il est sur le point d'obtenir; le troisième, à une Abbaye de 25000 livres de rente dont le Titulaire est tombé avant hier en apoplexie. Il est clair que le Roi est le Maître, puisqu'il donne toutes ces bonnes choses-là.

Je suppose un Robin dans le cercle: S'il est vif, jeune & poli, il va tâcher d'être de l'avis des autres, & pourtant de ne pas choquer les idées de sa Compagnie. Il fera un petit galimathias léger auquel on n'entendra rien, & la Maîtresse de la maison dira: *allons, Messieurs, laissons cela, Monsieur a raison; il a l'esprit de son Corps, cela est dans l'ordre*. Si cet homme a quelque prétention, le voilà qui commence par se faire écouter une lourde dissertation qu'on n'écouterà pas, & qu'un laquais interrompt pour toujours, en annonçant qu'on a servi.

L'homme sage sans état ni enseigne, est dans un coin, qui ne dit mot, & qui auroit trop à dire.

Quant à moi, j'ai peine à concevoir ce que j'entends tous les jours. N'a-t-on pas dit l'an passé qu'une effroyable rumeur s'est élevée à la Cour au sujet d'un menuet: * si je ne me trompe, les Grands du Royaume, à la lettre, les Grands s'agitèrent comme

* Au Mariage de M. le Dauphin le Roi voulut faire danser la 1^{re}. Mad. ***. on se plaignit comme d'un renversement de loix.

s'il eût été question du renversement de leurs privilèges. Est-ce que le Roi seroit le Maître de tout si ce n'est de faire danser qui il lui plaît?

Faisons quelques suppositions. Une Duchesse a l'honneur éminent à la Cour de se poser sur un siège sans dossier : s'il prenoit fantaisie au Roi un matin, que les Duchesses restassent sur leurs jambes, il me semble que cela feroit quelque petit bruit. Est-ce que le Roi seroit maître partout, excepté chez lui?

Dans les Troupes où règne assurément la plus parfaite obéissance, on suit en général l'ordre du tableau pour la distribution des grades. Si le Roi jûge à propos de l'intervertir, & s'il fait ce qu'on appelle un passe-droit, j'ai oui dire qu'il est arrivé quelquefois qu'on a tué le protégé du Roi; or il faut avouer que cela n'est ni infiniment juste à l'égard du protégé, ni infiniment respectueux à l'égard du Roi qui est le maître.

Qu'un Duc soit arrêté, conduit à cent lieues & enfermé dans une citadelle dont les murs ont dix pieds d'épaisseur; c'est une nouvelle dont on ne parle plus au bout de trois jours. Chacun se promet bien de manœuvrer de manière qu'il ne lui en arrive pas autant. Si ce Duc a été pris par un soldat du Guet, ce sera un vacarme à ne pas finir. O esprit de Corps! Est-ce que le Roi seroit le maître de tout, si ce n'est de choisir l'instrument de sa volonté?

Ne vient-il pas d'arriver qu'un homme de nom a été élevé à une place * qui tient au Ministère ; qu'il a déplû à quelques personnes ; qu'on a crié , & que pris renvoyé en huit jours , il s'en retourne solennellement deshonoré , sans sçavoir qu'y faire. Est-ce que le Roi seroit le maître de tout , si ce n'est de choisir ses Ministres ?

Je ne vais pas à Versailles , je ne porte point le petit collet , je n'ai point d'intérêt dans les affaires , je suis très-novice en étiquette. Je ne suis qu'un François , & de plus , ne seroit il pas possible que j'eusse aussi quelques droits ? deviendrai-je un rébelle , si je crois en avoir ? Je ne peux le penser ; car enfin , l'ordre du tableau , le tabouret , le rang dans un bal sont des choses importantes ; mais pourroient bien n'être pas les seules Loix fondamentales du Royaume.

Que l'on soumette la Noblesse à la taille , que l'on impose quatre vingtièmes sur ses Terres , que l'on réunisse ses Fiefs au Domaine de la Couronne , la Finance & le Clergé diront que le Roi est le maître : qu'on chasse tous les Financiers , & qu'en gardant leurs fonds , on les réduise à trois pour cent d'intérêt par an , ce fera le tour de la Noblesse de se joindre au Clergé pour exalter le pouvoir du Roi : si l'on supprime les assemblées du Corps Ecclésiastique , ses dons gratuits , si l'on s'empare des Bénéfices , si l'on met des cazernes où étoient des cellules ; c'est la volonté du Roi , dira la Finan-

* M. de Mallebois.

ce & Militaire; mais consultez un peu chacun sur ce qui le concerne, vous verrez bientôt que l'idée des Loix est au fond de tous les cœurs, & qu'en élevant la puissance Royale, tous les Ordres font secrètement l'exception *si raisonnable* de leurs intérêts personnels.

Je tâche de les embrasser tous; & dans ces hommes de tout état, de toutes couleurs qui se mêlent sans se confondre, qui apportent à la masse de la Société des préjugés si disparates; j'aime à ne voir qu'une nation, une famille, des frères qui au fond n'ont que les mêmes intérêts & les mêmes droits.

Ces intérêts & ces droits, quels sont-ils? De conserver avec assurance ce qui est commun à tous. Au titre d'homme leur vie, leur liberté sont à eux; au titre de citoyens, l'honneur, l'état & la propriété sont leurs droits; au titre de Sujets, le Gouvernement & le Prince même leur appartiennent. Voilà tout. On accordera peut-être à ces droits autant d'importance qu'à l'étiquette; & quand on dit que le Roi est le maître, il est permis de croire qu'on n'entend pas par-là qu'il soit le maître d'ôter la vie à qui il veut, d'emprisonner qui il lui plaît, de dés'honorer à son gré, de dépouiller de son état le premier & le dernier François, d'attirer à lui les propriétés de ses Sujets, de disposer de la Couronne comme il lui plaît. Et moi, je conviens de tout mon cœur qu'il est le maître de tout le reste.

Cependant il n'y a guères plus de trois mois que nous avons vu un Edit, suivant lequel le Roi ne

s'engage à écouter des Représentations, qu'autant & si peu qu'il le jugera nécessaire, & veut qu'en suite ses volontés sans aucune exception étant manifestées par lui même, ou *par un porteur de ses ordres*, deviennent des loix inviolables, invincibles; dont aucun moyen ne puisse jamais *empêcher, troubler, ni retarder l'exécution.*

Suivant la Coutume, les trois quarts de la Nation ne virent dans cette disposition qu'une affaire de la Robe, & dans les réclamations qu'elle occasionna, qu'un démêlé de la Robe. Car il faut sçavoir qu'en France, chaque classe ayant ses affaires, les loix mêmes ne passent guères pour être l'affaire générale & que reléguées dans un dépôt poudreux, elles ne sont réputées intéresser que l'ordre qui est spécialement chargé de cette petite minutie. Des soins apparemment plus graves laissent peu de place à celui-ci dans les autres têtes.

Je crois vous l'avoir déjà dit: je ne suis ni Conseiller, ni Avocat, ni Procureur, ni plaideur, Dieu merci, ni parent ni ami d'aucun d'eux. Je ne suis rien, & c'est ce que j'aime à être pour échapper au péril de prendre mes préjugés pour la raison, & mon intérêt pour le bien public. Je ne hais personne, mais je n'aime pas tout le monde; & j'avouerai, quoiqu'il y ait des Magistrats dignes d'éloges, que je ne vois pas sans peine quelques-uns de ces Messieurs quêter les pensions & les Abbayes, aimer l'argent, viser au Ministre dequais que sa porte s'est entr'ouverte, & juger trop vite les pauvres humains. ;

Mais tout cela ne fait rien à notre affaire : je ne confonds point l'institution avec l'abus, & sous prétexte que l'état de la Magistrature est souillé de quelques taches : je n'imagine pas pour cela que les loix puissent me devenir indifférentes, si j'étois de la Noblesse, d'épée, ou Evêque ou Trésorier, je pourrois penser autrement, je haïrois vraisemblablement la Robe ; & de cette haine, à croire que la Robe n'a jamais euraison ; il n'y a qu'un pas que ma légèreté auroit peut-être bientôt franchi ; mais dans mon isolement, il me semble que la raison & l'évidence m'arrêtent.

Bien des fois & trop souvent, la Robe a fait comme les autres ; Elle s'est occupée de soi ; elle a combattu fortement pour ses distinctions & ses prérogatives ; légèrement pour nos droits. C'est mal fait ; mais qu'importe en ce moment, si ce sont en effet nos intérêts qui s'agitent. Par exemple, le préambule de l'Edit ne contient pas des réflexions agréables aux Magistrats : on devroit, ce me semble, leur pardonner un peu l'esprit de Corps, puisque c'est l'esprit très-dominant, & que tant d'autres n'ont que celui-là. On a été sévère, je le serai aussi ; & j'avouërai que je voudrois qu'ils eussent moins parlé de leur honneur, qui après tout, ne me touche qu'autant qu'ils me sont utiles. Mais tout cela n'empêche pas que dans cette occasion il ne s'agisse de moi, de vous à qui j'écris, de ceux à qui vous pourrez montrer ma lettre ; de tout

le monde enfin, des déclamateurs aussi-bien que des autres.

Qu'y a-t-il dans le fait de plus puissant qu'un Roi de France? Je ne vois rien de pareil nulle part. Dans tous les pays, je vois ou un pouvoir plus borné, ou des excès suivis de troubles. Cet état paisible de grandeur & d'autorité sur une Nation douce, docile, légère & brillante, ne s'apperçoit qu'ici. En vérité je trouve dur qu'on ne soit pas encore content, & s'il est permis de s'expliquer nettement, je trouve mal-adroit qu'on avise la Nation de ce qu'il est si nécessaire, & avec nous si facile de lui cacher toujours. J'ai peine à croire que l'idée de déchirer le voile, ait pu venir dans la tête d'un bon Sujet du Roi. Car enfin, dire au Prince, vous êtes le maître, tout vous cède; mais ce n'est pas assez, faites crier dans les rues que vous êtes le maître, & que vous punirez tous ceux qui n'en conviendront pas, c'est-à-dire, si je ne me trompe, à tous les Ordres; *vous ne songez à rien, vous êtes d'une frivolité sans exemple, mais voilà ce que c'est, ouvrez les yeux, prenez donc garde.*

Ce plan a réussi ou cette imprudence a eu son effet; car je ne veux pas décider lequel. Il y a déjà des Militaires, oui Monsieur, des Officiers de Dragons, qui disent qu'il faut des loix, J'entendis l'autre jour un petit Lieutenant arrivé de la ville de sa garnison, qui disoit qu'enfin il est prouvé *que la Loi Salique a été faite dans les Etats généraux sous le Roi Jean.* Vous voyez bien que tout s'éclaire,

J'ai vu des Abbés de condition, qui déclarent, *qu'à la vérité il n'est pas douteux* que le premier Ordre du Clergé a bien à se plaindre du Parlement; mais que ce n'est pas ici le moment de se quereller, & qu'il ne laisseroit pas d'être *triste* d'être jugé par des Commissaires.

J'ai vu un vieux Financier.... Mais permettez que je vous laisse ici, sauf à reprendre ma correspondance, si elle ne vous ennuye pas. Quand je serai las, je poserai la plume; quand vous serez las, je la quitterai.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Du 8 Mars 1771.

S E C O N D E L E T T R E.

Vous le voulez, Monsieur, je poursuis: c'est une gaucherie d'effrayer des gens qui n'étoient pas en disposition d'avoir peur. N'est-ce pas là ce que je vous disois? Tant que tout aura le ton plaisant, tant que la réflexion sera une chose ridicule, vous pouvez, Prince, faire ce qu'il vous plaira, je n'y prendrai pas garde. Mais aussitôt que vous m'avertirez bien positivement, qu'il n'y a rien que votre volonté ne puisse soumettre; quand vous poserez en thèse que vos ordres, quels qu'ils soient, feront des Loix, qui ne souffriront ni contradiction ni retard. Ne voyez-vous pas bien que j'ai droit de croire que vous parlez sérieusement; que vous

me ferez réfléchir, & que malgré moi, je deviendrai sérieux à mon tour.

Or si jamais cette maladie me survient, je trouverai matière à m'occuper.

Je suis loin d'avoir l'honneur d'être Prince du Sang; mais si je l'étois, je me rapellerois, ce me semble, que Charles VI voulut autrefois transmettre sa couronne au Roi d'Angleterre; qu'à la vérité Charles VI étoit imbécile, mais qu'il n'étoit pas interdit: & que si toute volonté d'un Roi de France est nécessairement une loi, celle-là n'est pas plus faite qu'une autre, pour être exceptée. Vous avouerez qu'en y pensant bien, rien n'est moins agréable à imaginer, que ce pouvoir de m'ôter le droit qui m'appelle au trône.

Si j'étois Prince, si même j'étois Duc-Pair, je scaurois quelles intrigues régner à la Cour, quelle puissance empruntée soutient quelquefois un favori ou un ministre, quelles barrières s'interposent souvent entre le trône & la vérité; quelles circonstances peuvent faire naître un grand intérêt à me perdre, & je dirois, si jamais une volonté surprise au Roi, ordonne que je périsse, je périrai. Car enfin dût on pour cela s'assujettir à des formes, il ne faudra pour réussir, que me donner pour juges, d'une chimérique accusation, des Commissaires choisis par le ministre; & cette commission une fois enrégistrée par un porteur d'ordres, obtiendra sur ma vie un titre incontestable. Or comme le despotisme frappe d'abord autour des trônes, c'est sur

moi Prince, sur moi Duc, sur moi Ministre que tomberont les premiers orages.

Si je suis Evêque, mon corps a des assemblées, on peut les lui faire perdre: il a une juridiction, on peut l'en priver; il s'impose lui-même, on peut le travailler en finance; il a des bénéfices, il seroit commode de s'en emparer; il jouit de différentes distinctions, on peut l'en dépouiller. Le Prince pourra même me déposer, & mettre un autre Evêque à ma place, comme le faisoient autrefois les Empereurs, & comme on le fait à Constantinople. Où sont mes droits quand chaque volonté est une loi? Cette perspective, prochaine ou éloignée, me laisse encore au bout les palmes du martyre, les honneurs de l'indigence, la gloire de la vie Apostolique: mais voilà tout ce qui me reste, & humainement parlant, cela est triste à considérer.

Si je suis gentilhomme, j'ai des terres. Il y a peu de commerce, peu de circulation, la consommation diminue tous les jours, la dépense publique augmente. Qui réclamera pour moi, si la finance se replie sur le sol; si l'on m'impose quatre, cinq & six Vingtièmes; si l'on me laisse les réparations à faire, les charges à payer; & si l'on me réduit à vivre d'air ou de la fumée de l'encens? Qui réclamera pour moi, si une volonté devenue loi, vient à prononcer que ma Seigneurie est un vestige des temps barbares; que tout fief est issu du grand domaine; qu'il n'y a de Seigneur que le Roi; & qu'ainsi au Roi seul appartiennent mes lods & ventes, mes droits

de quint & de requint, mes rentes seigneuriales & mes bannalités? Qui réclamera pour moi, si une volonté devenue loi, vient à déclarer que je dois être imposé à la taille, ou entretenir deux enfans au service? Je pourrois dire des choses encore plus prochaines, plus vraisemblables; mais je ne veux pas en donner l'idée.

Si je suis financier, je sçai bien que j'aurai plus de peine à me faire plaindre; mais enfin il faut être juste: j'ai donné mon argent sous la foi publique: Il me rapporte un intérêt convenu: si tout à coup une volonté momentanée se forme en loi, le Roi peut être quitte avec moi sous prétexte, par exemple, que j'ai assez gagné avec lui: & moi, qui ai consommé en partie ce que je gagnois, je serai ruiné suivant la loi; ce qui est assez dur; & pour moi qui ne puis me passer de ma table & de mes voitures. & pour le Colonel qui a épousé ma fille.

Si je suis qui dirai-je? Allons tout de suite au plus haut: si je suis Chancelier, c'est la première charge du Royaume; c'est une grande & sublime fonction, que celle de chef des Loix & de la Justice. Mais que deviennent la Justice & les Loix, que devient leur chef sous le règne de la volonté arbitraire? Je dois y mourir dans cette place, si je n'y renonce pas volontairement. Mais avec ce beau droit, je prévois que je n'y serai plus demain, si une volonté d'aujourd'hui déclare que ma dignité est amovible; & qui sçait si cette affligeante idée ne me rendra pas foible, souple, intrigant auprès

du maître qui seul tiendrait lieu de la loi; & si pour conserver mon poste, je n'aurai pas soin de m'en rendre indigne.

Si je suis magistrat, je n'ai pas besoin de m'étendre pour vous faire concevoir quel sera l'objet de mes craintes. J'ai un office; une volonté le confisquera: j'ai des formes qui me protègent; une volonté les détruira: j'ai des droits, des distinctions, des gages, une volonté me les ôtera: j'ai de l'honneur, j'ai celui du moins de mon état, de mon corps, de ma compagnie, (car il faut éviter dispute) une volonté me contraindra de le sacrifier, ou de périr.

Si je suis créancier de l'Etat, fusse-je âgé de 70 ans, eusse-je, après 50 ans de service, une jambe de moins & quatre enfans; une volonté subite tiendra lieu de ma quittance: & c'est par une loi inviolable, par une loi dont *rien ne peut empêcher ni retarder l'exécution*, je serai condamné à mourir de faim.

Si je suis Languedocien, Provençal, ou Artésien, je dirai, jusqu'ici ma province a eu *ce qu'elle appelloit le droit* d'avoir des Etats, de délibérer sur l'impôt, de calculer ses forces, de régler la perception des deniers publics, d'exercer la police municipale: ce droit prétendu, je le fondois sur une possession immémoriale, sur beaucoup de reconnoissances, & sur tout les conditions expresses, du traité qui m'a soumis à la France: mais s'il est vrai qu'une volonté de Roi, ou de celui qui le trompe,

manifestée par le Roi lui-même, ou par un porteur d'ordres, soit infailliblement une loi, je n'ai plus rien. Une volonté éclosée à Paris, publiée à Paris, sur laquelle il ne me sera permis ni de délibérer, ni de réclamer, m'ôtera tout en un mot, & nos traités ne feront plus un titre, puisque le contraire sera une loi.

Si je suis occupé du commerce, combien d'alarmes viennent m'assiéger ? une loi va livrer mon négoce à une compagnie exclusive, qui avec un peu d'argent comptant, achète le droit de me ruiner.* Une loi subite va jeter un bouleversement inexplicable dans cent mille familles. Une loi de finance va abîmer mes consommateurs & mes correspondans. Les fonds disparaîtront de la circulation ; & d'un éclat de cette bombe funeste je serai tué tout à-coup moi & ma famille. Si j'échape, en deux ans je me consume & périt de même.

Enfin si je suis un homme, un François, si je suis moi, j'ai quelque petite fortune ; elle est en rente, mes débiteurs vont devenir insolubles. Elle est en effets publics ; ils vont perdre 75 pour cent : elle est en terre, comme les terres sont ce qui reste dans l'Etat, on va les écraser d'impositions. J'aime la subordination ; mais j'aime la vérité : je suis pénétré de la nécessité de l'obéissance : mais je connois des bornes immuables à l'autorité : & comme une ame honnête se montre sans peine, je parle avec liberté. Sur un propos l'on m'arrête, & personne ne réclame : me voilà perdu pour toujours. Si l'on

* L'Edit du 4 juin 1772, qui pour obtenir 1500000 livres des gardes de la mercerie & Drapiers assujétit toutes les Marchandises des manufactures des Provinces de la France qui passeront par Paris pour l'Etranger aux mêmes droits de régie que celle pour Paris, voulant imposer sur l'Etrangers comme sur le Parisien.

veut faire une injustice en règle, qui empêchera qu'avec un arrêt du Conseil, on ne me fasse l'honneur de me donner pour Commissaire, Monseigneur l'Intendant, qui me fera pendre, sans que j'aye à me plaindre : car je serai pendu dans les formes.

L'Edit du mois de Décembre dernier laisse au Tribunal que nous aurons, le droit de faire des Remontrances ; mais tant & si peu que le Roi voudra. Après son dernier mot on doit se taire : vous entendez que l'intrigant en place, qui suggere une volonté, s'attend à la Remontrance, & sçait que son tour viendra. C'est une Sentence par défaut : d'abord on y forme opposition ; mais il est sûr de la Sentence définitive : & puis que ne fait-on pas avec l'Article III ? Il est à lui seul toutes les Loix passées, présentes & futures. Que ces Remontrances viennent à fatiguer une fois : la dernière de toutes les Remontrances roulera sur le droit d'en faire, & le lendemain il n'y en aura plus,

Platon dit, qu'il y a des vérités si frappantes, que ceux mêmes qui ne les ont jamais entendues, les prennent moins pour des idées neuves, que pour des réminiscences : il en est de même de quelques Loix. Quand on a dit que les états & les Offices seront inamovibles ; que les citoyens ne pourront être jugés que par leurs Juges naturels ; qu'ils ne seront pas emprisonnés arbitrairement ; que dans les vingt quatre heures de leur captivité, ils seront

interrogés & pourront se défendre ; que la propriété sera respectée ; que les traités & les autres contrats des Provinces seront inviolables ; que la succession à la Couronne sera sacrée pour le Prince même : Ce ne sont pas là des réglemens sur l'aunage des toiles, sur les poids & mesures, sur les manufactures de porcelaine. Ces derniers Statuts que le moment exige, qu'un autre moment détruit, n'ont rien de commun avec les loix immortelles, qui sont moins des actes de volonté que la déclaration des droits indestructibles du genre-humain. Avoir dicté ces grandes vérités, ce n'est pas avoir acquis le droit de les abolir. Or assurément, les petits réglemens de détail, qui n'ont jamais éprouvé le plus léger obstacle, ne sont pas le but auquel l'Edit s'applique. A quoi donc faut-il le rapporter ? Quelle fut la fin de ses rédacteurs ? Vous voyez s'il est permis de trembler

Je deviens grave à mesure que j'avance. L'importance du sujet m'entraîne. Je supposerai, si l'on veut, que tout ceci n'est qu'une intrigue ; que les vues actuelles ne portent pas si loin : Mais le pouvoir sera acquis : d'année en année, le ciel changeant de la Cour, offre des spectacles nouveaux. Dans un pays si mobile, les intérêts se multiplient ; les passions s'animent ; les événemens se confondent ; les idées sont entraînées par un tourbillon continuel. C'est demain qu'on sera sans scrupule ce qu'on croyoit odieux,

odieux, impossible aujourd'hui. Vous avez lu l'Histoire du Royaume: avez-vous jamais vu la Nation se relâcher sans conséquence, & le pouvoir faire un pas en arrière?

J'ai trouvé des gens qui m'oposoient la justice & la bonté personnelle du Roi. Une objection si respectable est toujours embarrassante avec des esprits qui ne voient que le présent; mais il me semble pourtant que j'aurois pu leur répondre: ce n'est pas le Roi que je crains; mais ses Ministres, mais ses erreurs, mais les pièges qu'on lui tend pour m'y prendre. C'est le Roi qu'on trompe quand on veut m'accabler, parce que ses intérêts & les miens sont les mêmes. On emploie auprès de lui l'artifice qu'on destine à ma perte. J'aurois pu ajouter, Est-ce trop mal connoître le génie de la Nation, de lui parler de l'avenir? Ne serai-je entendu de personne, quand je dirai que les Royaumes sont faits pour l'immortalité; que mes enfans me sont chers; qu'un bon Prince peut laisser reposer une arme dont se saisira l'un de ses successeurs; que l'hydre du Despotisme se nourrit & se fortifie avant le moment fatal où tout est dévoré: Ah! François, Ah! mes chers concitoyens, est-ce que vous avez vu, ce que vous voyez, ce qui est sous vos yeux.....

C'est ici une nouvelle carrière qui s'ouvre devant moi. Je la parcourerai, si vous le permettez; mais je mettrai un intervalle avant de finir. Cependant, il faut vous faire une réflexion. On a eu soin de

mettre pour titre à l'Edit, ces mots, *Edit pour Règlement*. On a dit depuis dans un autre Edit, que le premier n'est qu'un *Règlement de Discipline*. Ne trouvez-vous pas que c'est traiter légèrement les bonnes gens à qui l'on parle ? Et que pensez-vous de cette douce plaisanterie ? On a cru que la Nation disoit tout simplement. *Ob ! puisque ce n'est qu'un Règlement de Discipline, il n'y a pas de mal*. J'ai vu beaucoup de gens assez murs qui se foucioient peu qu'on les proclamât esclaves, mais qui n'ont pas aimé qu'on se moquât d'eux. Voilà comme nous sommes faits ; & l'on ne nous avoit pas bien calculé.

Et cette heureuse impuissance, que sous le nom du Roi l'on avoue de rien changer aux institutions sacrées, qui assûrent l'état, l'honneur, la propriété des citoyens & la succession à la Couronne ? Voilà une belle & sublime Déclaration ; mais que vous semble ? J'ai le pouvoir de faire telles loix qu'il me plaît par ma seule volonté ; j'ai le pouvoir de détruire les Corps chargés de m'opposer la vérité ; je maintiendrai ce pouvoir sans altération ; & cependant, toutes les loix qu'il me plaira, je n'ai pas le pouvoir de le faire : toutes les institutions, je n'ai pas le pouvoir de les changer : le dépôt confié aux Corps, je n'ai pas le pouvoir de le violer. Si je m'y connois, je ne vois-là qu'une pure contradiction. Si ce n'en est pas une, c'est donc une rétractation : mais elle vient un peu tard ; & quel bien n'eût-elle pas fait six semaines plutôt ? J'y revien-

drai, mais en attendant, observez qu'on ne parle point dans cette Déclaration de la liberté des citoyens: Et demandez-vous pourquoi? Ne seroit-ce pas qu'on peut bien rire quelquefois, mais qu'il faut être modéré dans ses plaisanteries?

J'ai l'honneur d'être.

II Mars 1771.

T R O I S I E M E L E T T R E.

Jé vous l'ai déjà dit, Monsieur, je n'ai point de préjugé en faveur des Magistrats qui composent le Parlement. J'en connois qui sont les plus respectables hommes du Monde; j'en connois d'autres.... qui se trouveroient fort bien pour eux, & qui seroient fort mal pour nous dans le pays des honneurs, de l'argent & de l'intrigue. Hélas! il faut dire la vérité, nous sommes tous à peu-près ainsi, & l'homme simple, l'homme désintéressé, l'homme courageux & noble se trouve une fois par hasard: il se sent presque un sot parmi tant de gens d'esprit; il faut le chercher, & peu de curieux en prennent le soin. Que conclure de là? Que les Corps ne devroient pas se haïr, & qu'on doit avoir de l'indulgence; nous n'avons pas besoin de querelles particulières; aussi je vois que par une sorte d'instinct elles s'apaisent dans ce moment-ci.

Si la volonté momentanée s'élève toujours au rang des loix, vous voyez bien qu'il n'y a plus de loix.

L'Office déclaré inamovible aujourd'hui ne sert pas plus qu'hier, car il sera déclaré amovible demain. Le Traité d'union d'une Province ne donne pas plus de droit que n'en a le peuple conquis. Car demain le traité sera cassé par l'une des Parties contractantes. Le droit qui m'affure des Juges, qui me soumet au Jugement de mes Pairs, n'est plus un droit, car je peux le perdre demain. Où il n'y a point de loix, il n'y point de dépôt de loix; il n'y a point de dépositaires; il n'y a point de Corps chargé de les défendre. Tout cela se tient par une chaîne que rien ne peut interrompre.

S'il n'y a point de Corps qui soit commis à la garde des loix, moi Prince, je n'ai pas même besoin de poser en principe, que ma volonté sera exécutée; car à ma première volonté soutenue de la force, quel est celui qui me dira que j'ai tort? Ou si quelqu'un a cette audace, qui résistera quand je répéterai mes ordres?

S'il n'y a point de loix, ou ce qui est la même chose, si c'est un prince reçu qu'il n'y a d'autre loi que ma volonté, moi Prince, je n'ai plus besoin d'un Corps qui défende ce qui n'est plus. La Nation elle-même n'en a que faire. Et si dans les premiers instans on lui en conserve le simulacre, c'est que nos sens sont plus difficiles à subjuguier que nos idées; c'est qu'il faut en quelque sorte transiger avec les yeux & les oreilles au moment où sans pitié on renversera les réalités.

Ainsi des Loix, un dépôt, un Corps, font des

Idées indivisibles qui tombent & se soutiennent à la fois. Toutes trois peuvent se détruire, ou toutes trois sont inébranlables.

Quel sera ce Corps ? Je n'en sçais rien : & ce feroit une grande affaire s'il s'agissoit de le former. Quand on en possède un, je veux qu'on le conserve ; S'il est altéré, il est bon qu'il se corrige & qu'on lui aide. Le détruire, c'est tout renverser ; & il n'y a plus de remède, car le pouvoir de briser le rempart de la loi est le pouvoir de détruire la loi elle-même. Aussi voyez comment tout cela s'est suivi.

L'Edit paroît : Le Parlement y voit la destruction de toute règle ; & quelques reproches qu'on suppose qu'il eût mérité dans d'autres tems, dans celui-ci il voit bien, il réclame : un Lit de Justice succède, le Parlement réclame encore ; il se renferme, je le crois, dans des généralités trop vagues : il parle trop souvent de son deshonneur, quand il s'agit du sort de la Monarchie : mais enfin il faut louer le courage avec lequel il attend sa destinée. Ces combats durent six semaines, & après quelques alternatives d'espérances & de menaces, des Mousquetaires sont envoyés à deux heures du matin recueillir les opinions des Magistrats dans leur lit. Ensuite cent soixante & douze Charges sont confisquées par un Arrêt intitulé du nom de Conseil, & cent soixante & dix Magistrats sont rélégués dans tous les lieux les plus inconnus, les horribles, les plus sauvages du Royaume. Voilà ce que devient

le Parlement pour n'avoir pas pu reconnoître que la volonté du Roi peut & doit être dans tous les cas une Loi inviolable. Concevez-vous à présent pourquoi un mois après, on n'a osé dire que le Roi est dans *l'heureuse impuissance de toucher à la liberté des citoyens*? Mais comment a-t-on pu risquer les mots *d'état* & de *propriété*? Car les Offices confisqués sont tout à la fois *l'un & l'autre*; & le Roi n'est pas tout-à-fait dans *l'impuissance* de faire ce qu'il a fait.

A ce moment une partie de la Nations s'est réveillée. On a voulu sçavoir de quoi il s'agissoit dans un si grand tumulte. Plusieurs ont été surpris d'apprendre qu'on agitoit à leur insçu la grande question de sçavoir si nous aurions encore des loix, ou si nous n'en aurions plus; car à la fin tout se sçait.

Ainsi l'on combattoit sur cet Edit. Subsistera-t-il, ne subsistera-t-il pas? C'étoit-là l'affaire: & déjà on l'exécute pour en assurer l'exécution. Il y a là quelque interversion d'idées. Mais le désordre ne peut pas être bien symétrique, & le despotisme qu'on veut créer, a besoin de despotisme pour s'établir.

Beaucoup de gens se sont occupé de détails, quand la conduite qu'on tenoit avec nous, sembloit nous forcer à des idées plus grandes. L'état de M. un tel; l'horreur du pays qu'il habitoit; les faibles de la mer & les isles données pour prison aux poitrines les plus délicates; l'intérêt qu'on prenoit à la femme de celui-ci; le peu de fortune de celui-là; le refus fait inhumainement à un fils d'aller recevoir les derniers soupirs de sa mere expirante; la

défense faite à un autre de se rapprocher un moment de son ayeul infirme & moribond; des séjours déjà cruels, convertis en d'autres séjours plus lointains & plus insupportables; l'infortune des plaideurs; les malheurs héroïques & volontaires des ministres inférieurs de la justice; tout cela attiroit l'attention, & tout cela étoit bien digne en effet d'émouvoir les âmes sensibles: qui pourroit n'en être pas pénétré? Mais dans un tel désastre, il y a bien autre chose que des malheurs particuliers. Le Parlement n'est donc plus? ou s'il existe, ce n'est que dans les Princes & les Pairs, les seuls membres de ce Corps que le pouvoir n'ait pas encore frappé. Mais voici un autre prestige.

Il existe encore le Parlement: car le Roi n'a pas donné d'Edit par lequel il en ait supprimé le nom métaphysique. Il est bien vrai que par la voie de fait il n'en reste plus un seul membre; que tous sont épars, dissipés, évanouis. Mais le Parlement, sans un seul officier, n'en est pas moins une chose fort respectable; & la Nation qui n'a plus personne pour défendre ses loix, aura du moins *un mot*: voilà, Monsieur, ce qu'on nous dit, voilà comme on nous traite.

N'aimeriez-vous pas qu'on y mit plus de franchise. Ma volonté fera loi, ainsi vous n'avez plus de loi; ainsi il ne vous faut plus de Corps dépositaire; ainsi il n'y aura plus ni vérification, ni enrégistrement; ainsi je détruis le Parlement & je n'en crée pas d'autre. Paris aura comme les provinces,

un Conseil supérieur, composé comme il me plaira; un Parlement ne feroit bon à rien. Que diriez-vous de cette bonne & franche innovation? Pour moi elle me plaît ainsi présentée; la nation sçauroit à quoi s'en tenir. Au lieu de cela, tous les membres du corps dépositaire sont déponillés & bannis: mais on nous assure que le Corps même subsiste encore; & que lorsqu'on l'aura garni de Membres nouveaux, nous aurons le même Corps que nous avions. Je n'aime pas les choses triviales, sur-tout en un sujet noble; mais comment ne pas se rappeler le couteau de M. de Matigu....

Donnez au Roi le pouvoir de chasser tous les Officiers du Parlement, & d'en former un nouveau avec d'autres Sujets, vous lui donnez plus que le pouvoir de détruire le Parlement. Car en son nom, l'on vous dira qu'il n'est pas détruit; & beaucoup de gens qui ne le croiront pas, feindront de le croire; c'est une illusion qui voilera le Despotisme, & je ne connois rien de plus dangereux.

Représentez vous, M. le Conseil du Roi arrivant en grande pompe le 24 Janvier, M. le Chancelier à la tête, la Ville investie d'armes, la Grand-Chambre s'ouvrant pour les recevoir; un beau discours prononcé; des Lettres Patentes sur lesquelles on ne délibère pas; le nom de Parlement imposé au Conseil; ce nom subitement employé dans l'enregistrement mécanique de ces Lettres mêmes, quoique suivant le texte, les Conseillers d'Etat & Maires des Requêtes soient *commis* par le Roi,

& ne soient par conséquent, comme ils ne peuvent être, que des Commissaires : & songez que voilà comme on nous prouve, que le Parlement n'est pas perdu pour les François.

Ceci n'est rien encore : car le Conseil n'est là qu'en attendant, mais viendra un grand jour, un jour assurément mémorable, où doivent se montrer de nouveaux hommes. S'ils existent & s'ils l'osent, ils viendront dire, c'est à nous qu'ont été divisées les dépouilles. Les Officiers dispersés étoient le Parlement; le Conseil étoit hier le Parlement, & c'est nous aujourd'hui qui sommes le Parlement, jusqu'à ce que d'autres surviennent, qui veuillent être le Parlement après nous. Car il faut l'avouer, nous aurions quelque pudeur à soutenir que nous ne sommes pas amovibles.

Ne pensez-vous pas que les loix feroient bien en sûreté, si elles avoient de tels défenseurs ? & qu'après avoir profité de nos disgraces & de la ruine des Loix, ils en conserveroient bien soigneusement le dépôt, s'il pouvoit y en avoir encore. Aussi, tout le monde est-il assez d'accord qu'il ne se trouve pas un seul Sujet assez hardi pour jouer ce rôle. Il n'y a pas huit jours, j'ai vu deux hommes soupçonnés d'y avoir pensé, rougir jusqu'aux yeux, parce que je les regardois avec une attention mêlée d'inquiétude..

Il s'étoit glissé des abus dans le Parlement, je le veux ; mais ces abus ne tiennent pas à ce qui nous occupe, & je ne connois pas cette méthode, de

tuer son enfant pour le corriger, de démolir la maison parcequ'il y a une lézarde. Au reste on sçait très-bien aujourd'hui que les plaintes mises en avant sur les abus, les plans de réformation annoncés avec le ton du monde le plus doux, n'étoient pas dans le projet: on a voulu détruire tout, & puis quand tout à été détruit, quand l'effroi a saisi tous les esprits, on est venu nous dire après coup, ces paroles de paix, *mais qu'avez-vous donc? tout ce qui se fait n'est que pour votre bien.* Personne n'en est la dupe: On sçait apprécier même les inconvéniens des petits biens qu'on jette entre nos yeux & le désastre. On perce le voile malgré tous les soins, le spectre hideux du Despotisme n'est pas caché. Je pourrai vous dire quelque chose sur cet objet, mais souvenez-vous, M. que quand on nous auroit procuré des avantages plus réels que ceux qu'on nous vante, il n'y a pas un bon citoyen, né sous une Monarchie, qui veuille les tenir de la main du Despotisme; & que nul dédommagement n'existe, qui puisse réparer la perte des loix.

Ce moment-ci fera époque: jamais peut-être, les François n'avoient si longtems médité sur le même sujet; & loin que l'attention se relâche, de jour en jour elle augmente avec la lumière. Avez-vous jamais vu les Princes du Sang, les Ducs & Pairs, les Militaires du premier ordre, les Evêques & la partie saine du Clergé, les gens du monde en général les plus indifférens à tout, ouvrir les yeux tous à la fois; l'esprit de Corps suspendre tou-

te dispute particulière, & se réunir dans la même carrière avec tous les Magistrats du Royaume? C'est un spectacle qui ne se montre que bien tard en France; & je ne connois rien de démontré, si cet ébranlement général ne prouve pas que la chose publique est dans un extrême péril.

Vous rappelez-vous, Monsieur, l'effet momentané qu'avoit produit sur une nation légère ces mots prononcés d'un ton d'oracle? *là finit votre ministère.* C'étoit terminer une grande question à peu de frais; & au mois de Décembre dernier, nous n'étions pas difficiles en preuves. Les tems sont changés: je doute qu'à présent il se trouve dans aucun cercle, un seul homme qui ose citer ces quatre paroles. Quand la volonté du Roi ne blessera aucune loi du Royaume, il est assuré de notre obéissance en toutes les choses possibles. Qui pourroit lui résister? Que feront alors les Représentations d'une Cour qui ne seroit pas soutenue du vœu public? Quelle foible digue contre une puissance fortifiée de l'accession des Sujets; mais contre une volonté que les loix réprouvent, que repoussent les mœurs de la Monarchie contre ce dogme effrayant, que toute volonté du Prince, quelle qu'elle soit, a le caractère éminent de la loi. Assurément, le ministère des Corps dépositaires & gardiens des loix, *ne doit jamais finir: il ne finira pas*, il faut périr ou vaincre. Doit-on bouleverser & les Loix & les Corps pour sauver au Prince, dans une occasion entre dix mille, la très légère importunité d'une Remontrance exagé-

rée. Quel est donc le mortel qui s'est cru appelé après 1400 ans de Monarchie, au périlleux emploi de concevoir, d'opérer sous le nom d'un Prince humain & juste, cette effrayante révolution? Il n'a pas consulté ses forces : il a eu pour la Nation un mépris qu'elle ne meritoit pas : il est, je n'en sçau-rois douter, il est épouvanté de son entreprise : il n'y a pas plus de paix dans son cœur, que dans le Royaume qu'il a troublé & porté insensiblement au milieu des flots : il ne sçait plus de quel côté regagner le rivage.

Voulez vous, M. que je vous trace une légère esquisse des fait de notre Histoire? Je rapprocherai beaucoup les objets : mais ce coup d'œil sur le passé sera utile pour bien juger du présent. Ecoutez donc, ou plutôt attendez, il faut que je me repose.

J'ai l'honneur d'être.

14 Mars, 1772.

Q U A T R I E M E L E T T R E.

Avons nous, Monsieur, des Loix fondamentales? Où sont-elles? Qui les a faites? J'ai entendu demander cela il y a trois mois, & j'ai vu beaucoup de gens qui ne sçavoient que répondre. Ce n'étoit pas avoir fait de grands progrès dans le droit public. Oh! que l'on sçavoit bien à qui on parloit, lorsque dans le préambule de l'Edit du mois de Décembre, on se contentoit de l'ironie pour écarter la vérité. Nos enfans rougiront lorsqu'ils

liront ces mots : *Principes fondamentaux de la Monarchie* écrits en *Italique*, comme une sorte d'absurdité reconnuë.

La Loi qui apelle le fils aîné de nos Rois à porter la Couronne, est-elle une loi fondamentale? Eh bien! Elle n'est écrite nulle part, & personne ne l'a faite.

Où sont les nations qui possèdent un pacte original scrupuleusement rédigé, signé de leurs Représentants & de leurs Princes? Aucunes nations n'auroient donc de loix fondamentales?

J'appelle de ce nom toutes les loix fondées sur des motifs d'éternelle vérité, & confirmées par la possession. Le droit naturel, à bien dire, est la loi fondamentale de tout Etat policé. Il n'y a que la force qui s'y oppose dans les pays despotiques. Dans un Royaume où il y a des mœurs, des usages, des Délibérations, des Corps, des Tribunaux, des Ordonnances, la vie, la liberté, l'honneur, l'état & la propriété sont garantis par des loix fondamentales; & personne n'a droit de le contre-dire, puisque si tous ces droits s'écouloient, l'autorité du Prince s'écouleroit par le même motif, n'étant pas établie elle-même sur les clauses d'une convention écrite.

Si'il n'y a point de loix sans un pacte, il s'ensuivra qu'une Monarchie modérée qui subsiste depuis quatorze siècles, pourra être convertie en un instant dans un Despotisme pur; & qu'il n'y aura pas même de réclamation à proposer. Or on voit bien

que cela est absurde, si j'ose dire ce que je pense, c'est le droit de changer qui me paroît avoir besoin d'un titre, & non pas celui de conserver. Le droit de dissoudre la Monarchie existera-t-il sans un pacte qui l'autorise, lorsqu'on en demanderoit un pour la défendre.

Je l'ai déjà dit, il y a des loix qui protègent expressément ce que le droit naturel enseigne à tous les hommes : elles sont destinées à la perpétuité, parce que leurs motifs ne cessent pas. C'est dans les loix de cette nature & dans la possession qu'il faut puiser les loix fondamentales de tous les peuples de la terre.

Nos sauvages ayeux, les Germains dans leurs forêts, les Francs dans la Belgique avec leurs mœurs, leur franchise, leur courage simple & noble, au sein de la conquête, auroient eu peine à imaginer que 1500 ans après, dans un siècle de lumière, on demanderoit à leurs descendans le Traité original qui fut fait alors avec les Chefs; & que faute de cette pièce, on en concluroit qu'ils sont esclaves; il me paroît plus naturel d'en conclure qu'ils sont libres.

Je vais parcourir les siècles le plus rapidement qu'il sera possible. Rien n'est changeant comme les manières & les goûts des François : rien n'est constant comme leurs mœurs, leur vivacité, leur légèreté; leur franchise, leur loyauté invariable en sont des preuves. Dans chaque siècle ils ont changé d'objet, mais sur-tout ils ont porté leur caractère toujours brillans & frivoles; c'est en cela même qu'ils n'ont

cessé de se ressembler. S'il y a une exception à faire, ce n'est que depuis cinquante ans, depuis qu'ils calculent & raisonnent.

Former un plan de liberté, combiner des moyens pour la défendre, c'est un objet bien long à suivre : plier stupidement sous le joug du pouvoir arbitraire, c'est un terrible frein à l'effort des idées. Quand l'autorité a craint les révolutions, le défaut de suite & les divisions l'ont sauvée : quand le peuple a craint le Despotisme, les cabales, les variations de la Cour l'ont affranchi. On peut dire de cette nation, ce qu'on disoit d'un ancien peuple, *qu'elle ne peut supporter ni la pleine liberté ni l'entière servitude*. Le mieux est de ne jamais parler ni de l'une ni de l'autre, & de se tirer comme on peut de chaque occasion : mais quand on a la maladresse de lui annoncer qu'on veut l'affervir, il faut bien malgré elle que cette Nation raisonne, elle ouvre ses annales, & voici ce qu'elle y trouve.

Si vous la prenez au-delà du Rhin dans les champs de la Germanie, elle a un Roi, mais elle le choisit ; c'est la naissance qu'elle préfère. Elle a des Chefs, des Conducteurs, des Ducs, elle les choisit ; c'est le mérite qu'elle élève. Le Roi n'a qu'un pouvoir borné : il prépare avec les Chefs les affaires publiques ; c'est la Nation seule qui décide : armés dans l'assemblée délibérante, ils frappent leurs boucliers pour approuver ; ils réprouvent par des remises ; voilà les mœurs des Conquérens des Gaules.

Suivez les dans leur conquête: deux cents ans de guerre & de combats donnent au Chef un caractère féroce, qui se signale quelques fois par des crimes; mais le champ de Mars rassemble tous les ans une armée délibérante. Cette armée, c'est la nation même: peu à peu chacun se disperse & s'établit. Les Nobles, les principaux entre les Francs, les Eudes, les Fideles avec les Barons qui paroissent ensuite, avec les Eveques qui sont admis à leur tour, s'emparent & restent chargés des soins que prenoit la Nation elle-même. Parmi ceux-ci dont le nombre est considérable, une Assemblée plus resserrée se forme encore des grands du Royaume, des Ducs, des Comtes, des grands Officiers, de quelques Prélats, des Conseillers ou Sénateurs, & compose la Cour du Roi. Là se préparent comme dans la Germanie, les affaires qui se décident par l'Assemblée générale.

Lisez-ce texte, M. *il a été convenu entre les Francs & leurs Chefs*: c'est le prologue de la Loi Salique. Lisez celui-ci encore: *Nous tous assemblés aux Calandes de Mars, nous avons traité avec nos Grands des conditions suivantes*: c'est le preambule d'un Edit de Childeberty, lisez ceci: *La Loi est établie du tems de Clotaire réuni à ses Chefs, 34 Evêques, 34 Ducs, 72 Comtes, & le reste du peuple*: c'est le texte de la Loi des Allemands. Lisez ce qui suit: *Il a été arrêté par le Roi, ses Princes ou ses Chefs & tout le Peuple Chrétien qui est dans le Royaume des Mérovingiens*: c'est le commencement de

la loi des Bava-rois ; continuez de lire . *Les ordres du Roi surpris de son autorité contre la Loi, sont nuls, les ordres qui s'accordent avec la justice & la loi, ne peuvent être détruits par des ordres contraires: ceux-ci rejettés par les juges, seront regardés comme vains & inutiles.* C'est une Ordonnance de Clotaire fils de Clovis: ne vous impatientez pas ; lisez Aimoin l'un de nos Historiens , Clotaire reçoit de Brunchaut une proposition importante; il répond qu'il faut *assembler les Nobles Francs, & délibérer de tout dans cette Assemblée; que pour lui, il obtiendra leur jugement sur toute matiere;* c'est le texte de l'Auteur. Lisez le Jugement de Clotaire fils de Dagobert: vous y verrez que si l'Assemblée étoit d'abord composée de toute la Nation, ensuite-des-principaux; la Cour du Roi où les affaires se préparoient, & qui jugeoit les crimes, étoit extraite de celle-là, & composée d'*Evêques, de Grands, d'Officiers de l'Hôtel, & du Conte du Palais,* qui répond en un sens à l'idée que nous avons du Chancelier. La Loi faite pour le Royaume de Bourgogne y joint déjà des *Conseillers;* lisez tous les monuments, vous y verrez que dans les premiers commencements, le Royaume étoit électif, mais que l'élection étoit bornée aux Princes du Sang Royal, sans qu'aucun ordre fût inviolablement gardé. Ainsi les Germains choissoient leur Roi, & consultoient la naissance : ils choissoient leurs Chefs & consultoient le mérite. C'est de cet usage & de mœurs joints aux désordres qui sur la

fin ont éclaté ; aux entreprises des Seigneurs , à la foiblesse des Princes , qu'est sortie cette immense supériorité des Maires du Palais sur les Rois. Voilà le tableau de la premiere Race , & déjà trois siècles sont écoulés.

La révolution s'opere ; c'est un Maire qui devient Roi , l'ordre se rétablit. Son fils Maître de l'Allemagne, de l'Italie, de la France, d'une partie de l'Espagne, est encore un grand homme ; c'est le plus puissant Prince, le plus aimé, si ce n'est peut-être des Saxons. Rien de grand ne se fait sous son règne sans la délibération de l'Assemblée générale qui, dès ce temps porte le nom de Placé ou Parlement. Les droits du Peuple sont plus affermis que jamais ; ses Successeurs l'imitent : Des concessions du Domaine, des usurpations font naître les Fiefs & la Police féodale. L'obligation de prendre séance à la Cour du Roi, passe successivement aux Vassaux : des Sénateurs y siègent avec eux : les autres François deviennent Barons des grands Vassaux, & composent leurs Cours. De-là les Assemblées nationales sont moins fréquentes, moins nombreuses, & finissent par se confondre avec la Cour du Roi ; le Corps se resserre, mais subsiste. Voilà par quel degré un Parlement national est substitué à la Nation, mais il exerce les mêmes fonctions : l'usurpation des Seigneurs en suspend l'exercice, mais ne le détruit pas.

Ouvrez Hincmar, vous voyez dans la Cour du Roi des *Conseillers* nommés par election, qu'il ap-

elle les *premiers Sénateurs* du Royaume. Auriez vous cru trouver dans Hincmar l'origine & le *principe des Chambres assemblées*? Les grandes affaires se préparoient seulement dans les moindres Assemblées; mais étoient réservées au *Placité général*; au grand *Colloque*, qui par son étymologie est précisément ce qu'en François nous nommons Parlement. C'étoit alors l'Assemblée nationale composée des Grands du Royaume, tant Ecclésiastiques; que Laïques, & du peuple assistant par députés: les affaires y étoient décidées sans *aucune impression d'autorité*, avec une liberté pleine, & suivant l'avis de l'Assemblée. Tacite avoit dit 600 ans avant, *qu'aux Rois Germains appartenoit moins dans ces Assemblées le pouvoir de commander, que l'autorité de la persuasion*. Lisez les Capitulaires: *Pepin divise ses Etats avec le consentement des Grands, des Francs & des Evêques*. Charlemagne partage les siens, mais avec le consentement de tous.

Si l'un des Enfans laisse des enfans que le peuple veuille élire, les autres sont obligés de CONSENTIR à l'élection. Tous les Féaux consentent au partage entre Louis le Bègue & son cousin.

Souffrez maintenant, M. que je place sous vos yeux quelques textes. *Ces Capitules ont été ajoutés du consentement de tous à la Loi Salique, que le peuple soit interrogé sur les Capitules; quand tous auront consenti, tous y mettront leur signature*: notez que c'est Charlemagne qui parle ainsi. *Nos Féaux dans notre Placité général ont décidé qu'ils con-*

serveroient les Capitules de notre Pere, que les Francs avoient jugés devoir tenir pour Loi: ceci est encore du même Prince. Charlemagne prononce qu'à nul homme n'appartient le droit d'en gréver un autre sans une loi expresse, Lotaire, Louis le Germanique, Charles protestent qu'ils ne condamneront, ne des'honoreront, n'opprimeront personne contre la Loi. Charles le Chauve proteste dans un Parlement, que nul ne doit être privé de ses droits & dignité sans un jugement légal & équitable. Il y avoit long temps, comme l'on voit, que la loi de l'inamovibilité étoit faite, quand Louis XI la renouvela. Les Rois jurent à leur Sacre, de conserver à chacun sa loi: cette règle générale est écrite, que la Loi se fait du consentement du peuple, & par la constitution du Roi.

Voilà assez, & trop d'érudition pour une Lettre; je suis François, j'aime mieux parler d'après moi que d'après les autres. Représentez-vous Hugues Capet, élevé du sein des troubles, & couronné Roi au milieu des Seigneurs qui étoient alors toute la Nation par une sorte de transmission de droit; nous sommes convenus que c'étoit un désordre, je le crois aussi: les gens sages devroient regretter le tems de Charlemagne.

Au reste, il n'y eut point de pacte écrit entre Hugues-Capet & la Nation: à peine sçavoit-on écrire; mais quand le Duc de France fût couronné, il y avoit une Cour de Roi, un Parlement moins nombreux qu'autrefois, mais revêtu des mêmes fonctions. Rétablir la Nation dans ses droits, en abais-

fant ces grands Seigneurs, c'étoit un bien : ce devoit être le vœu de la nation, c'étoit remonter au principe ; mais renverser les droits de ces Seigneurs, détruire la liberté de la Nation, régner seul arbitrairement, sans Cour, sans Assemblée, sans Parlement, sur les ruines des droits du peuple & des Seigneurs, c'est en violer les conditions ; & dans un tel changement, on n'auroit vu que l'empire de la force qui n'est pas droit : aussi cela n'est-il pas arrivé.

Hugues Capet fait associer Robert son fils aîné un an après son élévation, mais c'est par une Assemblée des Grand. Robert fait associer son fils Henri I. par la même Assemblée : la même forme continue jusqu'à Philippe-Auguste ; les esprits s'habituent à cette succession. Voilà la vraie Loi Salique à l'égard du trône, il n'y en a pas d'autre.

Les trois siècles où nous sommes font trois abîmes d'ignorance & de barbarie : voici ce qui nous en reste, mais vous ne le verrez que dans la Lettre suivante.

J'ai l'honneur d'être.

Du 17 Mars, 1771.

C I N Q U I E M E L E T T R E.

IL est difficile, Monsieur, d'apercevoir nettement les objets dans les ténèbres ! Mais les grandes masses n'échappent pas tout-à-fait à la vue.

Après un grand Prince qui ne régné que par les loix, chef d'une nation libre & belliqueuse, avec laquelle il délibere, je vois quelques hommes se partager le territoire, avilir le peuple, dominer sur des cerfs, créer la galanterie, faire gloire d'être les plus ignorans Chevaliers de la terre; jouet d'une dévotion fanatique, ils vont périr en Asie: fiers de leurs indépendances, ils opriment leurs compatriotes; mais les mœurs antiques ne sont pas perdues.

Un chef est à leur tête, & porte une couronne, C'est une loi des Francs, que leur Prince ne décide rien d'important, sans avoir recueilli le vœu d'une assemblée composée de tous les vassaux de la couronne, se rassemblants autour de lui plus ou moins fréquemment, en plus ou moins grand nombre, suivant les circonstances, & cette loi se conserve: ce Prince presque réduit à ses domaines, fait à cet égard des réglemens qui sont signés par quatre grands officiers de la couronne; dans les occasions générales l'assemblée jouit de ses droits. Des sénateurs entrent comme auparavant dans la séance; mais en un tems où nul laïque ne sçavoit lire: ne vous étonnez pas si cette fonction est presque toujours remplie par des clercs. Ainsi je vois dans une Charte de Saint-Denis, que Robert tenoit quatre fois par an, à Noël, à l'Epiphanie, à Pâques, à la Pentecôte, quatre Cours solennelles, formées d'Evêques & de Grands. C'est la même Cour que sur la fin de la seconde race, le comte du Palais, d'abord sous ce nom, puis sous un au-

tre, tient les assises pour les affaires civiles & ordinaires qui pourtant étoient rares; le Grand Sénéchal juge les affaires domaniales du Prince; le Parlement s'occupe des causes féodales & des affaires de l'administration.

Je vois plusieurs Cours ou Parlements sous Philippe I & sous Louis le Gros: d'autres sous Louis le Jeune; un entre autres, où ce Prince convoque une assemblée générale de Prélats, Abbés & Barons de tout le Royaume, & dans laquelle *en demandant séparément l'avis de chacun, il leur communique le dessein de faire couronner Philippe Auguste son fils, avec leur conseil & par leur volonté.* Ce sont les termes de l'historien.

Je vois cette Cour chargée du ministère des Jugemens. En 1120, l'abaye de Tiron a ses causes commises *par devant les Grands Présidents à Paris, ou en tout autre lieu où se tiendra l'éminente & suprême Cour royale.* Il me semble que cela doit un peu embarrasser ceux qui ne datent l'existence du Parlement que de 1302, & qui supposent une création; voici la Cour royale, le plus souvent tenue à Paris, & ayant des Présidens à sa tête, deux siècles auparavant. En 1149 Louis le Jeune consent à la dissolution de son mariage avec Eléonore de Guienne, *si ses Conseillers & les Grands de France y consentent.* Vous voyez là la Cour du Roi, on y trouve des Présidens, on y retrouve des Conseillers ou Sénateurs, comme du temps de Charlemagne. Demanderà-t-on quelle est l'époque de la création de

ces Conseillers existans au milieu du douzieme siècle, & qui existoient déjà dès le huitieme.

Dans plusieurs autres occasions on ne voit la mention que des Barons & des Prélats : mais dans le siècle suivant, on revoit sous Philippe Auguste, Louis VIII, Saint Louis, Philippe III, Philippe le Bel, l'existence des Conseillers, Chevaliers ou Maîtres ; les droits du Parlement & ses fonctions continuent ; le Grand Sénéchal étoit supprimé ; le Tribunal des affaires civiles ne paroissoit plus exister séparément ; toutes les affaires sont reportées au même Corps. Le nom de *Parlement* & celui de *Colloque* qui sont les mêmes, sont universellement employés : l'ordre se rétablit de nouveau, & la lumiere recommence. C'est en 1216 que les six Pairs Laïques & les six Pairs Ecclésiastiques acquerent une distinction particuliere, sans qu'on en sçache l'origine ; mais sans que les autres Barons, ou vassaux de la Couronne, soient exclus de ces assemblées.

En 1222 un Parlement, assemblé à Vernon, est composé de membres dont les noms nous ont été conservés. On y voit des Prélats, des Barons, des grands Officiers, des Clercs & des Laïques en grand nombre. Chaque année fournit ensuite de pareils exemples ; les Registres commencent en 1254, quarante huit ans avant la date de la fixation du Parlement à Paris ; des affaires y sont jugées sur *Enquêtes*, & quelques membres sont chargés de cette partie : le rapport des *Requêtes* est fait par d'autres, à qui ce soin est confié. Un Jugement est rendu en

1283 entre Philippe le Hardi & le Roi de Sicile au sujet du comté de Poitiers. Les noms des Juges sont enrégistrés; on y compte huit ou dix Pairs ou Barons, des Evêques, des Archidiacres, le Connétable, le Bouteillier, le Chambellan, des Chevaliers, plusieurs Clercs & Laïques & des Baillis. Presque toujours le Roi est présent quand il s'agit d'affaires importantes: il est présent quand les loix se délibèrent & se rédigent (a). Une foule d'Ordonnances sont faites en plein Parlement. Ce ne sont pas, comme on l'a dit, de simples traités ou conventions faits entre le Roi & les Barons, comme de Souverain à Souverain: ce sont des loix véritables qui même obligent expressément ceux qui n'ont pas assisté à l'Assemblée. Les mêmes personnes & les mêmes fonctions se trouvent exactement (b) avant & après la fixation en 1301 & en 1303.

N'est-il pas difficile après cela, M. de supposer que le Parlement a été créé en 1302? Le reste mis

(a) C'est sur ces faits qu'est fondée la définition du Parlement donnée par du Cange. „Parlamenta procerum totius regni conventus ad hoc coactos ut cum rege ac principe de rebus publicis deliberarent, & si quæ majoris momenti negotia essent peragenda, in iis per leges examinarentur & conficerentur; nam constat eam fuisse Parliamentorum institutionis occasionem. . . Du Cange, verbo *Parlement*, fol. 193.

(b) Il est certain que le Parlement avant sa fixation, avoir le droit de juger les procès, & celui de prendre part aux affaires de l'Etat; & qu'il a continué depuis à jouir plus ou moins de ces deux droits. Voici comme s'énonce Philippe de Valois dans une Ordonnance en 1344. „Nos tales anfractus litium & superstitiones amputare volentes. . . cum à magnis retroactis temporibus quibus Parliamentum bis in anno teneri solebat, fuerit observatum”. Ce Placité ou Parlement qui se tenoit deux fois l'année, ne diffère donc de ce Parlement rendu sédentaire; & l'existence du Parlement est donc bien antérieure à la fixation faite par Philippe de Val.

à part, la seule lecture de l'Ordonnance de Philippe le Bel prouve le contraire. Dans plusieurs articles, elle fait mention du Parlement existant, & c'est le dernier article qui s'exprime ainsi: *Nous nous proposons de régler les choses de maniere, que chaque année il sera tenu deux Parlements à Paris, deux Echi- quiers à Rouen, deux grands jours à Troyes, & qu'il sera tenu un Parlement à Toulouse, si cette Province consent qu'il n'y ait point d'appel des jugemens de ceux qui présideront dans ce Parlement.* Voilà, M. ce que l'on appelle une création du Parlement de Paris, & d'où l'on conclut que l'avoir créé, c'est avoir le droit de le détruire. Mais jugez, prononcez, oubliez même si vous le voulez tout ce que je vous ai dit, & ne prenez que ce texte.

Pourtant c'est ce même Parlement que nous possédons aujourd'hui, il est éminemment la Cour des Pairs, & reconnu pour tel: ce Parlement n'est pas l'Assemblée nationale du tems de Charlemagne, ni moins encore la Nation qui délibéroit sous Clovis, mais il est cette Cour du Roi qui existe de toute ancienneté; à laquelle l'Assemblée nationale s'est réduite sous la deuxième Race par la révolution des Fiefs; & qui, si elle n'a que des droits empruntés, a exercé du moins les mêmes fonctions. Le Parlement est cette Cour que Hugues-Capet a trouvée en montant sur le trône, composée de Grands & de Sénateurs, réduite presque aux Grands seuls & aux Prélats pendant trois siècles d'obscurité, d'ignorance & de trouble: cette Cour dont le fil est em-

barrassé par les défordres de 300 ans & par l'usurpation des Seigneurs, mais qui se remontre enfin la même, & dans laquelle, entre les Conseillers atachés au Corps, le Roi indique d'abord ceux qui rempliront à chaque tenue du Parlement la fonction de Juges, & ceux qui rempliront auprès de sa personne d'autres fonctions: mais l'usage s'établit ensuite que les Conseillers reparoissent dans le douzième & treizième siècle aux premières lueurs de raison & de liberté.

Ce Corps choisit ses Membres: les places vacantes sont remplies par élection: ce droit est pur & se maintient jusqu'au milieu du quinzième siècle: Le choix de trois sujets succède jusqu'à Henri II: le Roi nomme l'un des trois: cela dure tant que la vénalité généralement établie n'a pas fourni au Prince l'occasion & le prétexte de s'attribuer la nomination exclusive. Que penserions-nous, M. si le Parlement étant composé de Pairs du Royaume, & de Membres purement électifs, le Roi chassoit de force tous ces derniers; & s'il les remplaçoit tous à l'instant par une nomination nouvelle & générale? Or l'essence des choses n'est pas dénaturé par un abus étranger qui remonte à peine à deux siècles. Eh mon Dieu! A quoi donc tiennent nos idées; & qu'il faut peu de choses pour les dépayser! Qu'aurions-nous pensé alors, & qu'y a-t-il de changé quant au fond? Sentez-vous, M. qu'il n'y a point d'innovation indifférente?

Long-temps on a continué de délibérer les Ordonnances dans le Parlement même: long-temps le Roi

s'est fait un devoir d'y présider lui-même : les Prélats, les Barons, les Pairs qui avoient acquis une distinction particulière dans le treizième siècle; & ceux qui, après la réunion des premières Pairies, leur ont été substitués, s'y trouvoient souvent en grand nombre, & toujours quand le Roi étoit présent. C'étoient de vrais lits de Justice; mais on y délibéroit; on recueilloit les suffrages; on formoit la décision avec liberté & d'après les opinions. S'il est quelque *système inconnu à nos pères*, c'est celui de passer dans les bancs sans rien dire; & je ne conçois pas comment on a pu se résoudre à conserver cette vaine cérémonie, qui ateste & notre antique franchise, & les modernes entreprises de l'autorité.

Le Parlement ne suivant plus les Rois, ceux-ci se sont fait un Conseil particulier; ils l'ont composé des personnes qu'ils ont voulu choisir; & l'usage s'est introduit d'y préparer les Ordonnances, & de les envoyer ensuite au Parlement. Mais ce Corps n'a pas cessé depuis d'exercer le droit éminent de délibérer sur les Loix; avant de les insérer sur les registres, ou en autres termes, de les vérifier avant de les enregistrer. Nouvelle preuve du danger des innovations. Quoiqu'au fond ce plan, substitué à l'autre, dût opérer les mêmes effets, la forme en est si différente, que c'est de là seulement qu'est venu ce *système inconnu à nos pères*, que la loi sortie des mains du Roi est parfaite & consommée, & que le Parlement qui la recoit, n'est chargé que de la

publication (a). Vous concevez que la disposition de l'Edit du mois de Decembre , n'est proprement que ce système rédigé en forme de Loi ; que , s'il étoit reçu , nous n'aurions plus rien des mœurs de nos ayeux ; nous n'aurions plus notre Monarchie ; mais un despotisme absolu.

Dans le quatorzieme & quinzieme siècles on lit sur plusieurs Ordonnances, *vue, lue & corrigée en Parlement* : cela est analogue aux anciens monumens, & détruit un peu le nouveau système. François I ateste à Charles - Quint que la loi de la Vérification *est la Loi fondamentale en France*. Charles IX ateste au Pape , que la Vérification doit être pleinement libre : car l'un des vices du concordat, dit-il, est d'avoir été enrégistré *par impression grande & comme par contrainte*. J'ai vu des gens de la Cour qui me disoient qu'en ces occasions, l'intérêt de ces Princes énerve la force de leur déclaration. En ce cas les entreprises des Princes n'ont pas beaucoup de poids : car aparemment elles ont été inspirées, parcequ'ils les croyoient être de leur intérêt. Il seroit commode avec la force en main

(a) Rien ne prouve mieux quelle est l'autorité & que les sont les fonctions du Parlement que le discours adressé par Louis le Débonnaire à une assemblée de ses Féaux..... „ Sed quamvis summa hujus „ Ministerii in nostra persona consistere videatur, tamen & Divina „ autoritate & humana ordinatione, ita in partes *divisum* esse cognoscitur, ut unusquisque vestrum in suo loco & ordine partem nostri „ Ministerii habere cognoscitur. [*Baluz, tom. 1, p. 633, num 2 & 3.*] Du Moulin dit en expliquant cette Loi : „ Divisum Ministerium, ergo solum Caput non omnia potest : Imo persona Principis „ non est caput nisi organicum, sed verum caput est Principatus ipse „ cum membris integrantibus eum „ Stil. part. 3, tit. 50, p. 231. *Edit. de 1551, par Du Moulin.*

d'acquérir des droits efficaces, & de ne pouvoir efficacement reconnoître les droits & la liberté de la Nation. Au reste ce sont les faits qui décident : onze siècles d'une police uniforme, déposoient pour les déclarations de François I & de Charles IX : quand ils ont parlé ; on ne doutoit pas de la vérité de ce principe. Les Traités de Madrid ; de Château-Cambresis, de Crépy, de Vervins n'ont-ils pas été enrégistrés au Parlement. N'est-ce pas sous François I, que Duseissel son historien disoit tout publiquement, *que quand les Rois voudroient faire ce qui est contraire à la Loi, on n'obéiroit pas à leurs commandemens ?* N'est-ce pas sous Charles IX, que le Chancelier de l'Hôpital disoit au Parlement : *vous n'avez juré d'obéir à tous les commandemens du Roi, mais aux ordonnances qui sont ses vrais commandemens* : Louis XI lui-même, vous connoissez le caractère de ce Prince abfoulé & cruel, Louis XI, selon Philippe de Commines, n'avoit-il pas dit ? *C'est la Coutume de France de publier en Parlement tous accords, ou autrement ne seroient de nulle valeur.* Henri IV, le plus touchant des hommes, le plus grand des Rois, qui s'appelloit le premier gentilhomme de son Royaume, avoit des vertus, mais n'étoit pas sçavant : il demandoit au premier Président de Harlay, comme on fait encore aujourd'hui, si la Loi de l'enregistrement est écrite quelque part : *Sire, répond le Magistrat, elle est au dos de la Loi Salique par laquelle vous regnez.* Le mot est verd ; mais il est profond & vrai.

J'ai envie de vous expliquer en peu de mots, comment on est venu où nous en sommes; quels ont été les progrès de la puissance & la marche de l'opinion.

La Nation, toujours armée, délibère avec le Roi sur les Loix, & sur les affaires publiques sous Clovis, & son-fils. Elle se disperse & se fixe: une grande Assemblée Nationale succède: une Cour particuliere, formée des princip ux, se forme auprès du Prince, juge les affaires importantes, & prépare la discussion des objets qui se traitent dans la grande Assemblée: l'un & l'autre Corps brille de tout son éclat sous Charlemagne: jamais l'univers n'a vu une si grande puissance si soumise aux mœurs & aux Loix! Cent ans passent: les usurpations éclatent: les Fiefs s'élèvent. L'Assemblée, la vraie image de la Nation, se trouve composée des mêmes personnes qui composent la cour du Roi, se confond avec elle, & lui transmet ses fonctions par le fait. Ainsi le pouvoir se resserre: c'est la pente générale des grand Corps.

Hugues Capet monte au Trône. Ce sont les Grands, c'est la Cour pléniere du Roi, qui prononce les associations successives du fils aîné des Rois: & la Loi fondamentale de succession n'a pas d'autres fondements. Au milieu de l'ignorance & du trouble, la Cour du Roi subsiste, s'assemble, juge les causes, délibère sur la Police publique: on y voit des Conseillers avec les grands; le treizième siècle ramène quelques lumieres, & S. Louis rég.

ne. Les réunions s'opèrent; les grands Fiefs perdent une partie de leur indépendance; les affaires se multiplient; les Régistres commencent, la Cour du Roi reste la même. Elle est toujours composée du Roi, des Grands, des Conseillers ou Maîtres qui sont apellés par l'élection du Corps; il est fixé à Paris en 1302; & c'est le même que nous avons encore le premier Décembre 1770.

Qu'est-il arrivé depuis ces époques? Nul changement subit, nulles révolutions frapantes; ce qui fait que nous avons le même Corps: mille modifications insensibles, mille inovations lentes; ce qui fait que le même Corps semble quelquefois, & à quelques égards, n'être plus le même. En un mot, nous n'avions pas éprouvé ces coups qui atterrent, mais cette impression qui affoiblit. Voici ce que c'est: les Seigneurs s'étoient rendus maîtres; c'étoit un mal; Ils devoient avoir un droit dans la Cour de France, & être Sujets chez eux; voilà l'ancien Etat. Les Rois voulurent reprendre ce qui leur avoir été pris de leur autorité légitime, & ils avoient raison. De l'envie de dominer sortit une fois le bien public: les Rois descendirent pour remonter; c'est au peuple qu'ils s'adressèrent. Réduit à une vraie servitude, il gémissoit du même pouvoir usurpé qui indignoit les Rois: ceux-ci affranchissent dans leur domaine, & donnent des droits aux Communautés & aux Villes; la liberté apelle des Sujets, & le trône s'enrichit des pertes des Sei-

Seigneurs : ceux-ci sont forcés d'imiter un exemple qui les perd s'ils ne le suivent. Ce qu'on appelle le tiers état se forme *de nouveau*, c'est-à-dire, le genre-humain.

L'esclave ne raisonne point ; l'homme libre pense, & la pensée est toujours funeste au Despotisme ; aussi a-t-il soin de l'étouffer. L'autotité du Roi, les ressources qu'il présente deviennent un azile contre les vexations féodales : le pouvoir se rapproche du centre où il doit être, & la Cour du Roi elle-même, toute composée qu'elle est de grands Vassaux, est le Tribunal qui punit leurs injustices. Le droit d'être jugé par ses Pairs est ancien en France ; il se retrouve ici : mais quand tous les Pairs avoient un intérêt commun, vous sentez combien il devenoit important que la Cour de France eût aussi d'autres Conseillers ; aussi vous les avez vu y prendre séance.

Un Roi ne devient pas plus puissant sans consommer plus : les nôtres vivoient de leur domaine ; les plus médiocres taxes étoient regardées comme un abus ; & c'étoient plutôt des droits Seigneuriaux, que des droits Régaliens. Philippe le Bel a besoin d'argent, que faire ? Il n'a pour en imposer, ni titre, ni possession. La Cour de France n'a jamais eu le droit d'en octroyer, sinon pour les domaines des Barons, qui y consentoient dans ses Assemblées dont ils faisoient partie. Il forme une Assemblée où les Communes puissent entrer ; il y appelle les députés

des trois Ordres de la Nation , & voilà les Etats. Vous croyez que vous allez voir renaître la Nation de Clovis, ou les Assemblées nationales de Charlemagne. C'eût été le moment sans doute, mais des hommes trop contens de n'être plus esclaves des Seigneurs, & que les ténèbres de leur premier état couvrent encore, ne pensent pas ainsi. On leur demande un subside: trop glorieux d'être quelque chose, ils l'accordent: on leur en demande trop, ils résistent. S'il est un point démontré entre nos droits, c'est celui de ne donner que ce qu'on nous prouve être nécessaire.

Durant plus d'un siècle & demie, nos Rois reconnoissent authentiquement qu'ils ne reçoivent le tribut que de *pure grace, de la libre volonté, de la franche libéralité*. Ils répètent vingt fois ces mots importans qui réclament sans cesse contre la possession contraire; *sans que Nous ni nos Successeurs puissions dire que par cette grace & ce service, aucun droit nouveau leur soit acquis contre leurs sujets*. La Nation règle la perception, nomme les Receveurs; les charge de lui rendre compte; les rend garans de l'emploi des deniers à autre fin que celle qui est convenue; & les Rois déclarent solennellement, que si quelqu'un *sous couleur de Mandement du Roi*, veut divertir une partie des deniers, les collecteurs sont *tenus de leur résister de fait, & d'appeler les voisins des bonnes villes pour leur résister*. S'il est un point démontré, c'est que (a) la Cour de France

(a) La Cour de France n'est point faite pour autoriser les impositions. In Franciâ nostrâ sunt trium Regni Ordinum conventus quos

n'est point faite pour autoriser les impositions : qu'elle a pu faire sur ces matieres des efforts quelquefois utiles ; mais qu'elle eût mieux fait encore de se déclarer incompétente.

On ne voit rien avant les temps modernes qui puisse fonder son droit à cet égard ; & l'on conçoit que l'Assemblée d'une nation qui ne payoit point d'impôts sous Charlemagne, & ne faisoit chaque année dans ses Assemblées que des dons libres, n'a pu transmettre le droit d'en accorder au Corps plus réservé qui a succédé à ses autres fonctions.

Les Etats ont donc augmenté la puissance du Roi en habituant la France à des subsides : ils ont affoibli le pouvoir des Seigneurs, & ils ont perdu de vue l'ancien droit de délibérer avec les Rois sur les matieres de Police générale ; & croyant tenir du Roi seul leur liberté, leur droit de s'assembler que leurs peres tenoient de la nature des mœurs Françoises & des loix, ils auroient cru manquer à la reconnaissance, si sur les abus de l'ordre public, ils s'étoient permis autre chose que des doléances.

Les Seigneurs abatus, l'autorité conçoit de nouveaux plans & de nouvelles esperances : un champ toujours vaste s'ouvre aux projets de la puissance. Ce fut alors la Cour de France qu'on se proposa d'affoiblir ; & les Seigneurs semblent avoir voulu

„ vulgò *Assemblées des Etats du Royaume* nuncupamus, qui potissimum ad hoc cogebantur, ut incumbenibus bellis, regi auxilia pecuniaria ab omnibus regni incolis præberentur”. *Du Cange verbo Parliament fol. 193.*

se vanger de leur abaissement, en concourant eux-mêmes au projet. Mais souffrez que ce détail soit réservé pour la Lettre suivante.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Du 19 Mars 1771.

S I X I E M E L E T T R E.

Vous voyez, Messieurs, sous S. Louis, vous voyez très-netement l'ancienne Cour du Roi composée comme elle l'est aujourd'hui; elle n'étoit pas fixée encore à Paris, mais cette fixation ne change rien.

Un premier événement a dérangé quelques idées dans le treizième siècle. La Cour du Roi défend à tous les François de porter l'épée en pleine paix: la loi s'observe cent ans; les Grands se relâchent, les Sénateurs plus fideles à leur Règlement, ne la reprennent pas: assurément cela ne dénature pas le Corps. Il est difficile d'imaginer ce que cette division de la Robe & de l'épée a produit dans les esprits.

Autre fait: Les premiers Etats s'ouvroient & se cloisoient en présence de la Cour du Roi; ce qui relevoit sa splendeur & sa dignité: peu à peu on les sépare; vous voyez que la Cour est toujours la même, mais voilà encore un échec.

La Cour du Roi se recrutoit elle-même, pour ainsi dire: elle remplaçoit par une élection pure les Conseillers dont les Offices vaquoient. Si cela eût

subsisté, il étoit impossible qu'un Ministre conçût l'idée d'expulser tous ces Conseillers qui appartenoient à une Cour aussi ancienne que Monarchie, & de faire subitement une nomination générale. Ce que nous voyons ne seroit pas arrivé, cela est évident. Qu'a-t-on fait? Le Prince a obtenu qu'on lui présente trois sujets, parmi lesquels il en choisit un: c'étoit peu de chose à ce qu'il semble; mais ensuite s'est introduit peu à peu l'abus que depuis on a nommé l'usage de demander de l'argent pour donner un Office; & tout le monde n'est pas en état de donner de l'argent; quand pour avoir un Office il faut être riche, il n'y a plus moyen d'élire: il a fallu se présenter soi-même au Roi: il a fallu être agréé. Le Roi nomme, le Roi peut donc déplacer? Cela n'est pas vrai, mais on s'est familiarisé avec une idée qui sans cela eût été tenue impossible: cette révolution superficielle ne touche pas l'essence; mais voyez ce qui en arrive.

La Cour du Roi jugeoit des affaires, elle en jugeoit dans le douzième siècle; elle en jugeoit du temps de Charlemagne, mais ces affaires étoient rares. Depuis l'institution des Fiefs, les Seigneurs souffroient impatiemment qu'on appellât de leur Cour à la Cour du Roi. Le droit existoit, mais dans le fait il y avoit peu d'appels: les Seigneurs sont affoiblis, leurs prétentions se resserrent, le droit reprend son essor, les causes se multiplient, les Coutumes se forment, la Justice devient un art. Quand

il ne s'agissoit que de faire combattre les deux plaideurs en sa présence, des Barons & des Chevaliers qui siégeoient, étoient bons pour ce ministère. Juger, alors étoit réputé noble, mais démêler une procédure, entendre des témoins, lire des Jurisconsultes qui se multiplient depuis la découverte du droit de Justinien dans le douzième siècle; approfondir un point de droit, tout cela paroît bourgeois, & ne convient guères à nos *Preux*. Ils désertèrent la Cour de France, ils l'abandonnerent aux gens de Loi. On les appelle des Robins; & quand on nommoit le *Parlement*, cela ne faisoit naître que l'idée d'un Tribunal de gens en robe noire ou rouge, qui étoit cependant autrefois l'habit de cérémonie de tous nos Chevaliers. Les Juges ne passèrent plus que pour des especes de chicaneurs autorisés. Le *Parlement* acquiert un grand ressort: c'est peut-être un accessoire que les circonstances lui ont rendu indispensables; mais dans le principe, il a plus perdu que gagné à prononcer sur un droit de goutiere, comme sur la substitution d'un Duché Pairie.

Avant que le *Parlement* fût sédentaire, il suivoit nos Rois qui n'avoient pas d'autre Conseil. Là ils délibéroient sur la formation des loix: depuis qu'il est fixé, nos Rois ont été libres de voyager comme auparavant. Il leur a fallu des gens de confiance: un nouvel ordre de personnes s'est établi qui n'a jamais eu le droit de délibérer, mais qui s'est nourri de sentimens rivaux de la Cour délibérante; de là les loix faites par le Roi & envoyées

au Parlement pour y être délibérées & vérifiées : de là la prétention née insensiblement que les loix sont consommées avant cet envoi ; & que l'examen des loix au Parlement qui les rédigeoit autrefois, ne doit être qu'une simple publication.

Ce nouveau Conseil qui ne donne , à la lettre , que des Conseils qu'on suit ou ne suit pas , & qui n'est pas un Corps , est déjà devenu assez nombreux pour enfanter hors de soi un Tribunal qui porte aujourd'hui le nom de Grand-Conseil. Différentes évocations successives avoient donné lieu à des réclamations : plusieurs auoient été abandonnées , & le Droit commun avoit été rétabli ; mais des débris même de ces entreprises , il reste assez de matériaux pour bâtir ce nouveau Tribunal qui ne vit que de la subsistance enlevée aux autres Tribunaux.

Cependant les Princes & Pairs , toujours attachés par vieille opinion à la Cour de France qui est leur Cour ; de laquelle ils sont Membres , & où ils prêtent leur serment solennel & légal , s'y trouvoient de temps en temps , & y portoient le lustre qui les accompagne. Ils étoient trop fiers , on a rabattu leur orgueil : ils n'ont plus que de la grandeur ; on va leur ravir. Louis XI les effraye ; Charles VIII , Louis XII & François I. les entraînent aux guerres étrangères ; cinquante années de guerres civiles leur donnent d'autres idées que des idées de loix , de Jurisdiction & de Tribunal. Henri IV ar-

rive au trône, & mérite que tous les cœurs lui défèrent la suprême puissance: Richelieu se débarasse des Etats dont il n'a plus affaire; il profite de la trop grande complaisance du Parlement, qui tout incompetent qu'il est à cet égard, enrégistre des impôts. Cet homme, moitié adresse, moitié force, ramène tout à la Cour, & montre aux Grands le bonheur éblouissant & fragile de la fortune; un reste de fermentation s'éteint dans la ridicule fronde; un Roi s'élève, qui fatigue de sa grandeur les yeux de la France & des Nations. Il est noble de fléchir sous le génie de l'Europe: des efforts excessifs épuisent un grand Royaume; on ne veut pas dégénérer, les ressources manquent, les mœurs perdent leur noblesse; une révolution critique confond tous les rangs. Nous ne sommes plus que les enfans avilis de ces hommes que l'enthousiasme de la puissance avoit enivrés. Que devient durant ces mobiles variations la constitution de la France? Elle n'est pas perdue; mais plusieurs traits en sont défigurés: les grands ont presque oublié les fonctions importantes qui leur étoient assignées: les occasions rares qui les rappellent, semblent n'être plus que la cérémonie commémorative d'un ancien usage; les sens toujours maîtres des idées, ont peine à reconnoître dans une Assemblée de Juges, cette Cour fameuse qui partageoit avec le Prince le fardeau de la publique administration.

Si vous joignez à cela, M. que des tentatives particulières ont attaqué les droits de cette Cour; que re-

poussés par de continuelles réclamations, elles n'ont pu finir que par des transactions; & qu'on ne transige point avec la force sans perdre. Si vous observez ce silence qui nous peint aujourd'hui dans les Lits de Justice la triste inutilité d'un courage qui n'a plus que les Protestations pour ressource; si vous ajoutez que l'esprit de la Magistrature n'a pas été exempt de la contagion générale; que les mœurs y ont perdu; que la cupidité y a pénétré; qu'à la place de ces Sénateurs autrefois élus par un Corps respectable, la vénalité & la nomination royale y ont porté des sujets médiocres & trop peu dignes de ce ministère Auguste; que les intérêts du peuple s'en sont plus d'une fois ressentis, & que le souffle de l'ambition a pu même souiller la pureté de ce Tribunal. Vous n'en tirerez pas la conséquence, que l'ancienne Cour de France soit anéantie, ou puisse l'être; que le Corps qui nous appartient essentiellement, puisse s'évanouir au gré de l'autorité, mais vous saisirez l'origine des fausses idées répandues dans différentes têtes: vous ferez à portée d'en apprécier tout à la fois & l'injustice politique, & les raisons morales. Vous sentirez que les abus, source de ces opinions, doivent être incessamment réformés; & qu'enfin autorisés par les titres antiques que le temps a respecté, c'est aux membres de la Cour de France, aux Princes, aux Pairs, aux Magistrats, à lui faire recouvrer sa première splendeur.

Voulez-vous maintenant, Monsieur, que je vous propose quelques réflexions ?

Jamais la Cour de France n'a été créée, mais formée par extrait des anciennes assemblées nationales : elle est aussi ancienne que la Monarchie : & elle a succédé à ces Assemblées, quand elles n'ont plus été. Elle renaît avec éclat quand le treizième siècle eût dissipé les ténèbres de la barbarie. Si l'on remonte aux premiers monumens de la Monarchie, cette Cour existe. Si l'on s'arrête aux premiers instans de notre renouvellement, elle existe encore. L'existence de cette Cour est donc une loi fondamentale en France ; mais d'un côté n'oublions point son origine ; de l'autre, ne nous laissons pas abuser par l'exemple de ces Etats généraux qui, formés d'hommes échappés de l'esclavage, n'ont pendant 250 ans osé délibérer que sur l'impôt. Le vrai Gouvernement de la France, c'est celui de Charlemagne ; & le supplément qui nous a été transmis, (tous les Parlements sont prêts à l'avouer sans doute) n'est pas un dédomagement qui remplisse l'étendue de nos vœux.

J'ajouterai ce qui suit, car c'est la vérité : l'état actuel de la Cour de France la rend elle-même presque méconnaissable à des yeux inattentifs ; mais les titres de son existence n'en sont pas moins suivis, ni moins clairs. C'est un Corps tout entier, mais affaibli : il est le même, moins brillant, mais il est le maître de la gloire.

Voici une troisième réflexion : je crois vous l'avoir

déjà observé; il n'y a point de loi sans un Corps dépositaire. Ce corps appartient donc à l'Etat comme la loi-même; le voici: il existe, il a toujours existé: on l'a retrouvé partout où l'œil de l'histoire peut pénétrer: il ne peut cesser d'être.

Or après avoir employé des siècles à détourner vers d'autres objets, les grands qui faisoient sa force; dépouiller tout à coup les autres membres de leurs fonctions; les punir par la confiscation & l'exil, d'avoir été fidèles à leur serment & à leurs devoirs, c'est ne rien laisser à la nation du peu qui lui restoit encore.

Rien n'est plus vrai: *le Roi est dans l'heureuse impuissance de renverser ces institutions qui protègent ma vie, mon honneur, ma propriété.* Ce sont ces institutions que j'appelle lois fondamentales: il est aussi dans l'impuissance de ravir *mon état, ma liberté.* Les lois qui me les assurent, qui déclarent mon *Office inamovible*, qui me promettent si je suis arrêté, le droit de me défendre, sont aussi des *lois fondamentales*; mais il n'y a point d'impuissance quelle qu'elle soit, partout où se trouve le pouvoir de détruire le Corps, qui défend les institutions publiques. Soit qu'on le supprime, soit qu'on le décompose à l'instant pour le former avec de nouveaux membres, toute réalité est abolie; il n'y a plus rien que confusion, désordre & despotisme; & dans le dernier cas, j'y vois une dérision de plus.

J'ai peine à reprendre le ton de mes premières Lettres; le détail des faits l'a desséché, l'important

ce des objets lui a donné du poids. Comment dire sans quelque émotion ce qu'il faut penser des hommes qui seconderoient un projet si funeste ? Les gens du monde, sans rien chercher au-delà, ont des guides sûrs : ils sçavent qu'il est honteux de ravir des dépouilles, & que ce sentiment ne trompe pas. Ils sçavent tous aujourd'hui que les Offices des Magistrats sont déclarés solennellement *inamovibles* ; & que prendre leurs Charges, c'est vouloir remplir une place qui *n'est pas vacante*. Ils ne sçavent peut-être pas que la finance dans ces Offices est un accessoire étranger à leur nature : qu'ils étoient *inamovibles* avant la vénalité, avant qu'il y eût d'argent donné ; qu'ils l'ont toujours été ; qu'ils le sont plus encore à titre d'état & de fonction, qu'à titre de propriété. Ils ne sçavent pas peut-être que les places des Magistrats se remplissoient autrefois par élection ; & que si alors le Roi n'eût pas pû substituer tout à coup une nomination générale & inconnue, la vénalité qui s'est introduite ne lui a pas conféré ce pouvoir.

A quelles conditions ces intrus deviendroient-ils donc tout à coup le Parlement ? On ne retirera pas l'Edit du mois de Décembre dernier. Ce seroit montrer trop à découvert qu'il ne fut donné que pour perdre des Magistrats, & pour exercer des vengeances particulières ; ainsi l'Edit subsistera. Que deviendrons-nous, si toute volonté du Prince est toujours loi ; & s'il n'a devant lui que des

hommes qui, Magistrats à cette condition, auront eux-mêmes déchiré l'héritage qu'ils ravissent.

La nation a les yeux ouverts en ce moment sur les Princes & Pair. Ce sont les restes illustres du Corps, dont les membres sont dissipés. Chacun d'eux doit être aussi soumis que moi : le règne des usurpations sur l'autorité du Roi heureusement est passé. Tous ensemble ils sont cette même Cour, qui n'est pas la nation ; mais qui supplée autant qu'elle le peut depuis plus de huit cents ans, sur-tout depuis six cents, le défaut des assemblées nationales ; cette Cour où se délibèrent les Loix ; où se traitent les grandes affaires ; qui défère les régence ; qui juge les testaments de ses Rois ; qui autrefois porta le fils d'Hugue-Capet sur le trône ; elle ne réside plus qu'en eux seuls : d'eux seuls dépend sa gloire : des diversions brillantes, qui les ont distraits depuis 200 ans, ne leur ont pas fait perdre de vue leur vocation sublime. C'est leur dépôt qui est violé par le dernier Edit : ce sont leurs assesseurs & leurs collègues inamovibles, qui sont dépouillés & chassés par une voie de fait : c'est sur eux-mêmes que réjailliroit d'abord la honte des usurpateurs de ces offices : C'est à eux que la nation auroit droit de demander compte des Loix détruites ; de la constitution renversée ; de la Monarchie perdue, &c.

Le vœu des Princes, le vœu des Pairs est déjà manifesté ; il est digne d'eux. Ils achèveront, M. leur ouvrage : tous les Corps se réunissent succes-

sivement dans les mêmes efforts. Vous sçavez quel est le respect de nos Provinces pour l'autorité, mais voyez que de toute part on s'ébranle. Des Bailliages, des Présidiaux ont préféré leur serment à leur intérêt; les réclamations se multiplient: toutes les Cours font entendre la voix puissante de l'honneur, de la vérité & des loix. Le Conseil d'Etat que l'habitude d'une obéissance aveugle a placé sur les sièges des Magistrats, recueille des humiliations: les Conseils Supérieurs qui se sont partagé l'héritage, commencent à sentir que le moment de leur existence est l'époque de la perte des loix; que le plus grand mal possible n'admet point de compensation; & que l'instant de leur destruction sera l'époque du rétablissement de leur honneur.

Pendant huit jours, on a parlé de la suppression de la vénalité de l'administration gratuite de la Justice, du rapprochement des Tribunaux, de l'abréviation des procédures; on n'en parle plus: c'est que tout le monde sent aujourd'hui ce que vous lirez dans la Lettre suivante.

J'ai l'honneur d'être,

Du 21 Mars, 1771

S E P T I E M E L E T T R E.

Est-ce une chose utile que la justice soit pure & gratuite? Oui. Que les dignités soient données au mérite & non à l'argent? Oui. Que les

Juges soient d'un facile accès? Oui. Que les plaideurs ne soient pas consumés en lenteur & en frais? Oui sans doute.

Voilà ce que vous allez enfin posséder, nous dit-on; ainsi ne vous affligés pas. Soyons donc contents, Monsieur, du moins on le veut, de ce que nous n'aurons plus pour loi que la volonté du Prince; de ce que nous n'aurons plus de corps pour nous défendre; de ce qu'on a fait sur l'état & la propriété des Magistrats, l'essai de la force, qui peut & doit écraser nos libertés, nos droits & nos fortunes. Soyons contents, de ce que les Loix sont violées; les coups d'autorité multipliés; les mœurs antiques effacées; la constitution ébranlée. Car vous voyez bien qu'en échange de la sûreté de notre vie, de notre bonheur, & de propriétés, on nous promet de belles choses.

J'ai peine à me consoler pourtant, malgré cette riche indemnité; quant à me féliciter, je sens que cela m'est tout-à-fait impossible.

On ne sçait à propos de quoi l'Edit de Décembre est survenu. Le Parlement de Paris ne paroïssoit pas si difficile à manœuvrer, & pour être en colere contre lui, j'aurois choisi, si j'avois été Ministre, toute autre circonstance. Qu'avoit-il fait de si grave en 1770 & dans les années précédentes? Quels grands obstacles sa fermeté avoit-elle opposé? Il ne laisse pas d'y avoir loin, ce me semble, entre ce moment d'éclat de la Cour pléniere des Pairs, présidés par le Roi en Avril, & celui d'un exil à l'Il-

le-Dieu, à Tify, à Falletin, à Maurs, à Croq en Combraille, & Je ne vois rien dans l'intervalle qu'un acte singulier de modération & de prudence.

Bien des gens ont voulu que ce tremblement de terre ait été occasionné par le desir de sauver un accusé. Il y avoit d'autres moyens plus doux, que de tout incendier: & puis mettre le feu partout pour un seul homme. Ah! Monsieur, est-ce que ceux qui répandent une pareille idée, ne se tromperoient pas?

On a supposé ensuite des motifs de vengeance particuliere; mais c'est une idée bien effroyable; & puis celui qu'on en accuse, a l'honneur d'approcher souvent du Roi. N'auroit-il pas été pénétré? Le Roi n'auroit-il pu se défendre de prêter sa puissance à la haine? Il y a de quoi en frémir.

Le même homme n'a-t-il pas été d'entre ceux qu'il persécute aujourd'hui? C'est hier qu'il étoit assis à leur tête: il les a vu, il les a connu tous, il les a tous comblés d'amitié depuis qu'il les a quittés, ils ne sont pas devenus pires. Les abus n'ont-ils pris d'accroissement que quand il s'est éloigné, ils n'étoient pas dignes alors de ses tendres protestations, ou ils ne méritent pas aujourd'hui sa colore. Cette idée si acablante, que tout périt pour servir uniquement la passion d'un homme, combien n'aggraverait-elle pas nos maux? Nous ne sçavons donc pas pourquoi la France expire.

Mais a y il quelque chose de tres évident; c'est qu'on

[qu'on n'a pas frappé ces grand coups pour nous faire du bien. On a frappé d'abord, quelle qu'en puisse être la cause : nous nous plaignons douloureusement, & l'on a conçu après coup l'idée de nous égayer un peu par des perspectives. Quand on achète un négre; on l'enchaîne, on le roue de coups, puis s'il a l'air de devenir malade, on le fait danser au son du tambour : cela le distraît & le dissipe, mais ce n'étoit pas pour le faire danser qu'on l'avoit fait esclave.

Considérez donc, M. les nouvelles promesses comme un accessoire, comme une diversion; ce n'est pas autre chose : j'avois raison de vous le faire observer. Il y a de quoi être étonné, quand on voit combien les François ont mûri en peu de tems : ce que je vous dis ici paroît claire à tout le monde.

Quelques Provinces se sont laissé prendre : les unes étoient glorieuses d'avoir un Conseil Supérieur, les autres en étoient contentes : mais on leur a dit, voulez-vous nous perdre tous ? Quelle gloire fera-ce pour vous d'avoir cōopéré au renversement des loix ? Quel bien fera-ce pour vous d'avoir des Juges tels quels, & de n'avoir point de loix ? Songez donc que si les Offices des Magistrats sont inamovibles, les exilés font encore le Parlement ; que le Conseil d'Etat n'est qu'une vaine représentation ; que le titre qu'il vous transmet n'a point de solidité ; qu'enfin votre prétendu bonheur est tracé sur le sable, & votre honte gravée sur l'airain. Plus

fieurs ont entendu, la lumière s'est propagée : elle fait route au moment même où j'écris, & déjà chan-
cele l'édifice à peine sorti des mains de l'ouvrier.

Veut-on ensuite peser ce qu'il y a de réel dans ces avantages ? Si les Charges n'étoient pas vénales, je ne dirois pas : *vendez l'honneur pour de l'argent, cela sera beaucoup mieux*. Tant qu'il y a des mœurs on ne vend point ce qui doit se donner ; & l'on choisit bien ceux à qui l'on donne. Quand les mœurs se dépravent, on vend tout ce qui se donnoit, & cela vaut mieux que de donner à des indignes, ce qui ne manqueroit pas d'arriver.

La bassesse d'un frauduleux traité est ce qu'il y a de pis : que faire alors ? Oter la honte, établir la vente publique. Dans peu, quelques honnêtes gens y viendront ; & j'aime mieux qu'on vende un Office à un homme qui a pour caution d'un peu d'honneur, son éducation & sa naissance, que si d'abord pour rien, bientôt après pour quelque argent coulé dans la main, on le donnoit au cousin de son officieux valet de-chambre.

C'est bien-fait d'accorder les dignités au mérite ; qui en doute ? Mais c'est mal fait de les prodiguer à l'intrigue : le milieu tolérable, c'est de les laisser à la fortune quand elle n'a point de tache. Je croirai donc à votre projet, quand d'abord vous aurez réformé les mœurs ; quand je ne verrai plus que d'honnêtes gens vous environner, or vous m'avouerez bien que vous n'y êtes pas encore.

Lisez Richelieu, lisez son testament qui dumoins

contient beaucoup de ses idées : vous verrez ce qu'il pensoit de votre brillant phénomène : c'étoit une tête qui n'étoit pas mal faite, & qui sçavoit outre cela gouverner aussi-bien qu'un autre, un plan de despotisme : Il ne pensoit pas comme vous parlez ; & pourtant nous n'étions pas au point du cercle où nous sommes.

Donner aujourd'hui toutes les places au mérite, cela n'est pas aussi facile à faire, qu'à promettre dans un discours doux & coulant. Le coup d'essai qui ne s'est pas fait attendre a-t-il été bien heureux ? Je m'en raporte :

Il faut avant tout être juste. Si l'on supprime la vénalité, l'on doit rembourser : il seroit absurde & contradictoire que les Offices des Bailliages, des Présidiaux s'achetassent, que cent-vingt Charges seulement se donnassent : qu'on rembourse donc tout : & si cela se fait dans tout le Royaume, ce sera bien pis, ce sont des centaines de millions qu'il faut avoir. Je vous laisse à penser la différence entre la suppression de la vénalité dans un discours, ou dans le Royaume.

Il est encore bon que la distribution de la Justice soit gratuite, Ah ! pour cela elle ne l'étoit pas à la Grand Chambre : cet abus méritoit bien une réforme. Quant aux Enquêtes, un Conseiller travailloit du matin au soir & toute l'année, il gagnoit cent pistoles : il y a en France de plus grands maux que celui-là ; mais, je le veux, ne fût-ce que par décence, la Justice doit être pure, qu'elle le soit donc

partout à la fois, dans les Sièges inférieurs comme dans les autres. Qu'on donne des gages raisonnables à tous les Officiers du Royaume ; ce ne fera qu'une rente passive de dix à douze millions : il est vrai que le moyen d'aléger le fardeau ; feroit de ne pas payer. Ne pourroit-on pas aussi pour la plus grande comodité, & le foulagement des citoyens, imposer quelques nouvelles taxes qui rapportassent le double ?

Il est bon que les citoyens n'aillent pas trop loin chercher leurs Juges ; mais est-il bon que le Parlement de Paris soit féré comme un Bailliage ? Est-il bon que des hommes proportionés à leur petite place, exercent souverainement dans une petite ville, le droit exclusif de l'insolence & de la partialité provinciale ? Est-il bon que rien ne balance la morgue ? seul mérite des gens qui n'en ont point. Je crois que tout cela a bien des inconvéniens, que déjà peut-être en bien des endroits l'on n'est pas à s'en apercevoir ; & que s'il est utile de créer un nouveau Parlement dans une partie du ressort de celui de Paris, cette innovation, comme toute autre, ne doit se faire qu'avec le loisir de la réflexion ? les précautions de la prudence, & non pas avec cet excès, cette légèreté, cette précipitation qui ont présidé à toutes les idées accessoiries au plan de sa destruction.

Je n'ai point encore vu ce nouveau Code qu'on nous a-vanté avec tant d'emphase : mais je sçais deux choses ; l'une qu'on pouvoit diminuer les frais sans

enfanter le désordre universel ; l'autre que le Code du Despotisme est bien court.

Et ce bouleversement subit de la Capitale & du Royaume, qu'en dites-vous, M. ? Les plus grands biens seroient un mal, s'ils survenoient tout-à-coup. Jugez ce qu'il faut penser de nos avantages imaginaires : dix milles familles d'honnêtes gens ruinées ; cent milles qui vont éprouver les mêmes secousses ; le commerce anéanti, la circulation interceptée, toute confiance évanouie, les banqueroutes multipliées, les sources des revenus de l'Etat épuisées, les dépenses augmentées ; la France entière menacée d'un accroissement d'impôts, au sein du trouble, de la misère & de la famine ; les Provinces gratuitées des nouveaux Tribunaux, forcées spécialement de réparer l'épuisement de la Capitale ; onze Edits déjà donnés & envoyés, & dont l'enregistrement illegal sera le premier présent que nous recevrons de ce Parlement qu'on nous prépare ; l'aliénation des esprits, les exils, les emprisonnements, les violences, l'espionnage, la compression des ames : voilà une trop foible esquisse des bienfaits qui attendent notre reconnoissance. Allez, M. l'excès des maux en fera le remède : chacun connoît à présent son devoir : tous les Sièges du ressort vont imiter l'exemple qu'ils reçoivent de la Capitale, & se rappeler leur serment. les besoins de l'Etat commanderont avec empire le rétablissement de l'ordre ac-

coutumé; le cri de tous les Ordres que le danger appelle, ne fera pas perdu.

Eh mon Dieu! les larmes me viennent aux yeux, & mon caractère qui n'est pas triste, est vaincu par nos malheurs. Le Roi ne se souviendra-t-il pas combien on l'aime? Il n'y a que la vérité que je chérissse plus que lui: le respect qu'on lui porte est toujours le même: mais je frémis de voir l'amour s'affoiblir. Le plaisir du despotisme est-il aussi pur que celui que lui promet notre tendresse? Qu'est-ce que de régner sur des esclaves? Quelle aride vanité peut s'applaudir sur des ruines? Quelle incroyable entreprise peut nous forcer de rechercher nos titres que nous aimions tant à oublier? Nous possédons une constitution libre, nous préférons de le remercier de nos propres droits: les loix nous appartiennent, nous les confondions avec son autorité; nous ne dépendions que d'un pere, & toutes les bouches sont forcées de s'ouvrir pour réclamer les Assemblées nationales. Le despotisme régné par la violence: mais il ne faut pas qu'il se relâche: c'est à la force à soutenir sans intervalle ce que la force a établi. Quel triste, & pourquoi ne dirai-je pas, quel périlleux fardeau pour un cœur qui goûte la douce émotion du *sentiment*! Le peuple *Franc* est fait pour aimer & obéir, non pour ramper & trembler. C'est la confiance qui le liera tout entier à ses Rois, non la servitude & la crainte: ses loix sont belles, son caractère noble, ses mœurs altérées, mais non pas incorrigibles: sa légèreté-mê-

me est une ressource heureuse pour le ramener aux vertus quand il s'en est écarté: le luxe, la mollesse, l'intrigue font de mode comme nos habits. Les vices ne sont que superficiels: nos blessures n'ont point cavé: rien n'est profond dans nos mœurs: un coup d'œil, un exemple suffisent pour que ce peuple retrouve ses anciennes habitudes, reprenne le goût de la générosité, de l'honneur & du courage.

Avant de finir, je veux vous dire comment dans ce siècle-même, en 1717, les Princes du Sang-parloient au Roi: vous verrez si leur sincérité, leur courage, leur attachement aux loix les a jamais abandonnés. Vous allez retrouver le principe noble & sublime de leur conduite actuelle. *Quelqu'étendu, & quelque respectable que soit, disoient-ils, le souverain pouvoir des Rois, il n'est pas au-dessus des loix fondamentales de l'Etat. C'est à cette sainte & inviolable maxime, & à ses généreux défenseurs, que la France fût redevable de son salut sous Charles VIII; & que la Maison de Bourbon doit la Couronne Les actes des Rois qui blessent directement les loix fondamentales de l'Etat, son nuls, ne peuvent subsister par le défaut du pouvoir du Législateur Les Rois sont sujets eux-mêmes à cette Loi primitive & les actes contraires n'ont jamais subsisté qu'autant de temps que la violence a prévalu à la justice.*

Je veux aussi vous citer, M. quelques pensées de Montesquieu.

Les pouvoirs intermédiaires subordonnés & dépen-

dans constituent la nature du Gouvernement Monarchique, c'est-à-dire, de celui où un seul gouverne par des loix fondamentales. Esp. des loix liv. 2. ch. 4. La Monarchie se perd, lorsqu'un Prince croit qu'il montre plus sa puissance en changeant l'ordre des choses, qu'en le suivant; lorsqu'il ôte les fondions naturelles des uns, pour les donner arbitrairement à d'autres; lorsqu'il est plus amoureux de ses fantaisies, que de ses volontés. liv. 8. ch. 6.

Le principe de la Monarchie se corrompt, lorsque les premieres dignités sont les marques de la premiere servitude.... Il se corrompt encore plus, lorsque l'honneur a été mis en contradiction avec les honneurs: & qu'on peut être à la fois couvert d'infamie & de dignités.

Le Prince de la Monarchie se corrompt, lorsque des ames singulièrement lâches tirent vanité de la grandeur que pourroit avoir leur servitude, & qu'elles croient que ce qui fait que l'on doit tout du Prince, fait que l'on ne doit rien à sa Patrie.

Mais, s'il est vrai ce que l'on a vu dans tous les temps, qu'à mesure que le pouvoir du Monarque devient immense, sa sûreté diminue. Corrompre ce pouvoir jusqu'à le faire changer de nature, n'est-ce pas un crime de lèse-Majesté contre lui? ch. 7.

Il ne m'appartient pas de parler encore après de telles autorités; mais rien n'est plus beau que ce que dit à ce sujet l'Impératrice de Russie, dans l'Instruction qu'elle vient de donner à la Commission chargée de

Le principe & non le prince.

Vérifier la citation.

dresser le projet d'un nouveau Code de Loix (imprimée de nouveau à Amsterdam chez Rey:)

„ Les pouvoirs intermédiaires, dit cette Princesse, au chap. 3, subordonnés & dépendans du pouvoir suprême, constituent la nature du Gouvernement. J'ai dit les pouvoirs intermédiaires, subordonnés & dépendans du pouvoir suprême: en effet le Souverain est la source de tout pouvoir politique & civil. Les Loix fondamentales d'un Etat supposent nécessairement des canaux moyens, c'est-à-dire, des Tribunaux par où découle la puissance du Souverain. Des loix qui permettent à ces Tribunaux de faire des Représentations que tel Edit est contraire au Code des loix; qu'il est nuisible, obscur, impraticable dans l'exécution; qui déterminent d'avance à quels ordres on doit obéir, & comment on doit les exécuter: de telles loix rendent fixe & inébranlable la constitution d'un Etat.

„ Il faut, dit-elle encore, qu'il y ait un *dépôt des loix*; & ce dépôt ne peut être que dans les Corps politiques, qui annoncent les loix lorsqu'elles sont faites, & les rappellent lorsqu'on les oublie . . . Si l'on demande *qu'est-ce que le dépôt des loix*? Je répond, le dépôt des loix est cette institution en conséquence de laquelle les Corps ci-dessus mentionnés, établis pour faire obéir la volonté du Souverain conformément aux loix fondamentales de l'Etat, sont tenus de

„ se conduire dans l'exercice de leurs fonctions ,
 „ suivant les formes qui leur sont prescrites à cet
 „ égard. Cette institution empêche le peuple de
 „ mépriser impunément les ordres du Souverain, &
 „ elle le met en même temps à l'abri des caprices
 „ & de la cupidité : car elle légitime d'une part les
 „ peines destinées aux transgresseurs des loix , &
 „ autorise d'autre part le refus d'enregistrer celles
 „ qui sont contraires à l'ordre établi dans l'Etat, où
 „ celui de s'y conformer dans l'administration de la
 „ Justice & des affaires publiques.”

J'ai l'honneur d'être.

Du 24 Mars, 1771.

H U I T I E M E L E T T R E.

JE vous avois dit, Monsieur, tout ce que je vou-
 lois vous dire : vous voulez que je continue ma
 correspondance, je reprends donc la plume, & je
 vous écrirai encore quelques lettres ; les événe-
 ments qui surviennent, & l'importance du sujet ne
 me laisseront pas manquer de matiere.

Nous avons été dans la difette, & déjà nos Fran-
 çois qui ont besoin de leurs nouvelles, comme de
 leur pain de chaque jour, s'ennuyoient à vue d'œil :
 ils ont pourtant été à Long-champs, où ils ont éta-
 lé les plus belles voitures, & quelques unes en-
 tre-autres ont été regardées avec une attention par-
 ticuliere ; elles étoient de la premiere élégance, &
 il étoit très public qu'elles n'étoient pas payées :

on prétend même qu'on a vu des gens, beaucoup trop solides sans doute, gémir tout haut de la ruine d'un pauvre fellier à qui la police de notre temps avoit proposé de remettre une de ses voitures sans argent, ou d'aller à Bicêtre: que dites-vous de cette alternative; mais il faut vous avertir que le maître de la voiture qui la vouloit sans la payer, étoit homme fort nécessaire à l'Etat.

Pendant qu'on alloit à ténèbres, sans prier Dieu, les révolutions se préparoient, & comme les hirondelles annoncent l'orage, une foule de petits écrits de toute espèce, imprimés & publiés sans le moindre obstacle, se multiplioient dans Paris & dévantoient la catastrophe: c'étoient des *Réflexions d'un Citoyen sur l'Edit*, des *Considérations sur l'Edit*, des *Lettres Américaines*: une brochure portant pour titre *la tête leur tourne*, des *Recueils de pièces*, &c. &c. &c. Cela n'a pas produit beaucoup d'effet, mais pourtant cela préparoit les voies, & tant de précurseurs sembloient dire que le grand jour n'étoit pas loin.

Je crus d'abord qu'on vouloit instruire un procès par écrit, & qu'on apelloit la lumière, mais c'étoit un procès où l'une des parties devoit parler seule, & j'appris qu'au milieu de ces brochures, répandues avec profusion, on redoubloit de vigilance & de vigueur pour empêcher toute réponse. J'eus la simplicité de trouver que cela n'étoit pas juste; mais on me dit que c'étoit une grande bonté de la part de l'autorité qui pouvoit tout, de daigner

nous dire ses raisons, & de nous épargner l'insolence de dire les nôtres : un sourire qui ne signifioit rien, fut ma réplique.

Je vous les envoie ces brochures ; vous y verrez que le Parlement de Paris ressemble aux Ephores de Sparte, au Sénat de Venise, au Palatinat de Pologne, & même aux Janissaires du Grand-Seigneur. Vous y verrez que le despotisme absolu doit être le vœu de tout bon citoyen ; que toute l'affaire se réduit à sçavoir si ce n'est pas un bien de donner des Juges qui soient à portée des justiciables ; vous y verrez que bientôt, si l'on n'y prend garde, il n'y sera plus permis à un homme sage de plaider la cause de l'autorité royale ; vous y verrez que nous avons des loix fondamentales, mais qu'elles se réduisent toutes à cette phrase, *le Roi seul a une autorité sans borne* ; qu'il ne peut jamais perdre, & son successeur l'aura comme lui : vous y verrez que tandis que nous touchons aux excès du pouvoir arbitraire, on nous menace des dangers d'une *Aristocratie héréditaire* : vous y verrez qu'on n'y connoît pas de milieu entre l'esclavage & la licence : vous y verrez que le Roi peut faire tout ce qu'il veut, & que cependant il est dans l'heureuse impuissance de faire ce qu'il peut : vous y verrez que le peuple François doit compter sur la Justice & la bonté de tous ses Rois *présens & futurs jusqu'à la consommation des siècles*, & que d'après cela, comme vous l'entendez bien, *la tête lui tourne*, s'il n'est pas plus tranquille que jamais : vous y verrez que demander les Etats géné-

raux, c'est être le plus cruel ennemi de la France: que les Parlements qui s'accordent presque tous à les demander, ne sont pas moins composés de séditieux qui ne veulent pas de supérieurs: En un mot vous y verrez ce que vous ne pouvez ni imaginer, ni soupçonner même, à moins que vous n'ayez long-temps réfléchi sur ce que la certitude d'être appuyé de la force & l'espérance de ne point es-
suyer de réplique, peuvent prêter de hardiesse à des argumens bien payés.

Il est vrai-semblable néanmoins qu'il s'écoulera dans le public quelques réfutations de ces écrits; je ne m'en charge pas. Je vous confie volontiers mes pensées; mais je n'aime point à commencer un ouvrage en règle, & je ne le finerois jamais; chacun a son caractère: & puis vous lirez ces papiers, & vous me direz si vous ne trouveriez pas bien dégoutant d'y répondre.

Que voulez-vous qu'on dise à un homme qui compose à loisir les plus absurdes discours, qui les met dans la bouche d'un Conseiller de Rouen, & qui en conclut en riant de tout son cœur, que les Parlements sont une troupe de conjurés & de fots? A un autre qui écrivant bien à son aise contre des gens qui osent à peine lui répliquer, se plaint de la gêne qu'éprouvent les défenseurs de la puissance? Au troisième qui vous prononce hardiment, les mots de *Citoyen*, de *Patrie*, de *Monarchie*, de *Loix fondamentales*, & qui entend le terme de *Citoyen* un vil esclave, par celui de *Patrie* une société soumi-

se à une volonté arbitraire, par celui de *Monarchie* un despotisme pur; par celui de *Loix fondamentales* des réglemens qui sont faits par le maître qui seront détruits demain par le maître, qui ont été confiés à un corps créé par le maître, qui seront ôtés demain à ce corps détruit par le maître? Que voulez-vous qu'on dise à celui-ci qui veut que les *Loix fondamentales* soient textuellement écrites, ou qu'il n'y en ait point, & qui le moment d'après appelle *loi fondamentale*, l'ordre de la succession à la Couronne, qui n'est écrite nulle part? A celui-là qui tout pénétré de la cause qu'il est chargé de défendre, vous dit bonnement *que le Prince & l'Etat ne sont qu'un; que la Patrie entière est dans le Monarque, & que l'on ne peut servir l'un, sans servir l'autre*: vous voyez bien qu'il n'y a point moyen d'entrer en lice avec de pareils raisonneurs: s'ils sont de mauvaise foi, qu'y faire? Si par hasard ils étoient de bonne foi, comment se faire entendre de gens qui n'ont rien de commun avec vous, pas même les premières notions.

Qui voudroit, M. résumer en un mot tout ce qui a été public par ces Messieurs, le feroit sans peine, *Le Roi est le maître absolu de tout sans exception; mais n'ayez pas peur: il vous répond de lui & de tous ceux qui lui succéderont sur le trône; aussi voilà qui est fini, n'en parlons plus*: il est difficile d'abréger d'avantage l'étude du Droit public.

Aux trois lignes, ajoutez ceci: *toute puissance quelle qu'elle soit, chargée de défendre les loix & de*

balancer l'abus de l'autorité par le moyen même le plus doux & le plus respectueux, est un très-grand mal qui renverse l'unité du Gouvernement: sur ce pied-là, j'avois raison de vous le dire, suivant les Orateurs de la Cour il n'y a aucun milieu entre la servitude & le désordre: il faut de toute nécessité se battre ou être battu; & ils ont grand soin de vous annoncer que ce dernier parti vaut bien mieux.

On pourroit sans être fou penser différemment, ce me semble; mais voilà très-précisément l'extrait de toutes les réflexions lancées dans le public pour nous illuminer.

Expliquez-nous, M M. un seul point: en quoi faites-vous consister *l'heureuse-impuissance* du Monarque? Peut-il, ou ne peut-il pas donner des Commissaires aux Ducs & Pairs ou au Ministre qu'on aura noirci dans son esprit? Peut-il, ou ne peut-il pas s'emparer des rentes dues au Clergé, s'en charger envers cet Ordre, & se faire rembourser les capitaux? Peut-il ou ne peut-il pas déclarer que les Seigneuries sont éclipsées du Domaine, & en prononcer la réunion? Peut-il, ou ne peut-il pas abroger les Etats des Provinces qui jouissent encore de cette forme d'administration? Peut-il, ou ne peut-il pas soumettre les Ducs & Pairs à un service que leur honneur & leur serment semblent leur défendre: & en cas de refus, confisquer leurs Pairies? Peut il, ou ne peut-il pas réduire les Evêques à une pension, & se mettre en possession des biens de l'Evêché? Peut-il ou ne peut-il pas dépouiller d'un

Bénéfice un Titulaire déjà mis en possession, & en revêtir un autre? Peut-il, ou ne peut-il pas assujettir la Noblesse à un service forcé, à peine de perdre leurs privilèges? Peut-il, ou ne peut-il pas mettre des impositions sans bornes, & rendre illusoire le vain nom de propriété dans la main des Sujets? Peut-il, ou ne peut-il pas se réserver à lui ou à des hommes choisis par le Ministère, la conviction & la punition d'un certain genre de crime? Peut-il, ou ne peut-il pas disposer de la Couronne au profit de M. le Comte de Provence, &c.? Répondez à cela nettement & sans verbiage: il ne s'agit pas de nous payer de phrases attendrissantes, ni d'exclamations; c'est un mot clair qu'on vous demande: que direz vous? Que nul Roi n'aura d'intérêt à faire ces choses: mais assurément il y a eu des peuples opprimés: si cela n'est pas vrai, niez toutes les histoires. Il y a eu des Rois, quoi qu'on en dise, qui ont séparé leurs intérêts de ceux de leurs peuples: il y a eu des Ministres capables d'abuser de la confiance de leurs Princes: si l'intérêt bien ou mal entendu d'un Chef étoit toujours le même que celui des nations, le bonheur de chaque nation auroit toujours été recherché-aussi amoureusement par tous leurs Chefs, que chaque individu recherche le sien propre; & cela n'est pas tout à fait vrai: que direz-vous donc? Que le Roi est bon! Oui celui-ci, mais un autre. Et puis, un
bon

bon Roi peut être trompé; faudra-t-il croire aussi que tous les Ministres soient bons, & qu'ils ne trompent jamais? Vous n'exigez pas de nous cette crédulité: encore une fois que répondrez-vous à mes questions? Convenez que vous n'en sçavez rien & que *l'heureuse impuissance* n'est qu'un mot, & signifie réellement une puissance très-effective & très-absolue.

Voilà les objets importans & graves pour lesquels la nation, les Princes à la tête, combat respectueusement: ne vous y trompez pas, on ne peut trop le redire, il ne s'agit point ici d'esprit de Corps: il ne s'agit point d'attachement aux individus qui composent le Parlement: il ne s'agit point de cet honneur distinct qui défend de s'élever sur les ruines des hommes persécutés: tout cela n'a qu'un très-petit intérêt en comparaison de celui qui nous concerne tous. Dans un moment pareil, il n'y a plus ni préjugé d'état, ni esprit de Compagnie à considérer; tout s'évanouit & dispaçoit dans la grande affaire nationale, & les François divisés jusqu'ici par pelotons, que des vûes diverses animoient, ne sont plus que des François unis dans la possession d'une même Patrie, & menacés de même malheur.

Mais les troubles que des Corps permanents peuvent jeter dans l'Etat..... Et sur cela on cite les Ephores qui firent changer le Roi Agis. Que pensez-vous, M. de ce délire des Ecrivains? Quant à

moi, j'ai connu plus de nations opprimées, que de Rois détrônés. Ainsi d'abord il faut remédier aux maux les plus urgens, mais que veut-on dire par ces terreurs sans fondement? *Quel* est le trouble que les Parlements ont occasionné dans l'Etat? Ils ont détruit *un Ordre*.... Ah Monsieur! l'autre, voilà *un petit bout d'oreille*, mais ne sçavez-vous pas qu'en détruisant *cet Ordre*, les Parlements n'ont fait que suivre l'impulsion du Gouvernement, & que direz-vous à cela?

Les Parlements en France n'ont qu'un pouvoir très-borné: ils ne réparent point la perte des Etats Généraux qu'ils ne représentent pas; ils ne peuvent les suppléer en façon quelconque dans la matiere des impôts qu'ils ont acquis la possession d'enrégistrer, mais sans aucun droit que je sçache.

En attendant que le Roi ait rendu à la Nation dans ses Etats l'ancienne forme de Gouvernement François, toute sa force est dans la réclamation des Cours contre les loix nuisibles ou contraires au droit des peuples; réclamation illimitée, mais respectueuse; réclamation qui n'a d'effet que pour la raison & le vœu public; réclamation qui ne tire pas son efficacité de la bouche qui la prononce comme le *Veto* des Polonois, mais de la vérité de la justice, & de l'opinion générale; réclamation qui n'est rien contre la force armée, quand l'accession des peuples n'en apuye pas les efforts.

On demande *quel bien* ont fait ces Compagnies: moins qu'elles n'auroient dû peut-être, parce que

tout s'altère ; mais beaucoup néanmoins. Elles ont trop mollement résisté à quelque imposition onéreuse ; elles ont trop promptement plié sous des ordres qui intéressoient essentiellement la Nation. Mais vous voyez bien, M. qu'il y a une contradiction insupportable à se faire un titre auprès du Roi de ce que les Parlements lui résistent ; & auprès du peuple, de ce qu'ils ne résistent pas. Au reste pour être juste, il faut calculer non seulement le bien positif que les Parlements ont opéré, mais encore le mal qui eût été fait sans eux. Si jamais aucun Edit n'a été retiré sur leurs Représentations réitérées & persévérantes ; si aucun Ministre n'a renoncé dans son cabinet à des projets par la crainte des réclamans ; si les Intendans, les Subdélégués n'ont jamais craint les cris des Compagnies ; si jamais par ce motif aucune commission illégale n'a été retirée, je reconnoîtrai que j'ai tort.

Or maintenant suposez que d'un souffle on puisse dissiper tous les membres du Parlement ; si à leur place on substitue des Conseils supérieurs *inamovibles comme les anciens*, c'est-à-dire destructibles comme eux ; si ces Conseils n'ont pas droit à la plus légère réclamation ; si un seul Parlement est formé à Paris pour tout le royaume, composé d'un petit nombre de membres choisis subitement & tous ensemble par le Roi, dépendants de sa volonté seule, & soumis par leur consentement propre, à n'opposer jamais qu'une réclamation limitée qui dégéné-

rera en une vaine forme, principalement sur des objets éloignés de leur portée & de leur connoissance; pouvez-vous douter, Monsieur, que toute barrière étant levée, le temps n'amène très incessamment des ministres ambitieux & avides, des Intendants despotiques, des vexations militaires, des impositions indéfinies, des vexations de tout genre, des commissions irrégulières, des suppressions de droits, de privilèges, d'Etats Provinciaux, de projets inouis de finance, des atteintes à la propriété. Hélas! il faudroit conoître bien mal les hommes, les tentations qu'éleve, & les douces comodités que prouve un pouvoir sans borne; pour se refuser à cette fatale prévoyance, & pour ne pouvoir dans les ménagements que peut-être on emploiera d'abord le plan d'affermir sourdement une autorité, dont ensuite l'abus sera si facile.

Voilà comment il est bien prouvé que cette effrayante révolution est l'affaire capitale de la nation entière: il n'est pas ici question du Parlement comme composé de tels à qui on s'intéresse; mais du Parlement en tant que lié à l'intérêt général. Si l'on réclame contre la destruction de ceux-ci, & la subrogation de ceux là, ce n'est pas par un attachement particulier à certains individus, c'est parce que l'énergie du Parlement est nécessaire, & qu'il n'y a point d'énergie dans un corps qu'on peut détruire; c'est parce que la destruction du Parlement annonce la ruine des autres, & que si les corps rési-

sans succombent, il n'y a plus de résistance à attendre de personne ; C'est parce que le nouveau corps aura même formellement accepté sous la condition que l'Edit de Décembre lui impose.

Je ne trouve pas plus qu'un autre qu'il soit noble de se revêtir des dépouilles d'autrui, ni d'usurper leur état. Je sçai que littéralement & précisément cela est contraire à la loi. Mais loi & honneur mis à part, il y a une chose dont je suis infiniment plus frappé ; c'est que soit intérêt, soit je ne sçai quelle ambition, soit aveuglement aient conduit des François au point de souffrir que la nation ait à leur reprocher un jour tous les maux qui résulteroient de leur foiblesse. La Province d'Artois fera-t-elle bien contente lorsqu'elle aura perdu ses Etats par un Edit enrégistré à Paris, & sur lequel son *Conseil supérieur* n'aura seulement pas droit de délibérer ?

On a débité une petite feuille *légère*, dans laquelle on impute à la Cour des Aydes de n'avoir pas dit un mot dans les remontrances de l'objet essentiel ; & cet objet, dit-on, c'est la bonté du Roi qui donne aux vœux de ses sujets des Juges voisins de leurs demeures, & chargés de leur dispenser une Justice gratuite. Vous avez lu ce que j'en pense dans ma lettre précédente, mais il s'en faut bien, Monsieur, que ce soit là à mes yeux l'objet essentiel : je n'y vois qu'un voile léger jetté après coup sur le grand projet : une invention destinée à distraire quelques esprits, un petit bien aparent, mêlé

de beaucoup de maux ; mais de quelqu'œil qu'on l'envisage, & dans tous les cas, un présent funeste qu'on nous fait acheter aux dépens de nos libertés, de nos constitutions & de nos droits. Ce n'est donc pas à moi que d'un ton leste & superficiel il faut faire cette question: *T a-t-il du dés honneur à devenir juge souverain d'une partie des sujets du Roi, à l'acquitter envers eux de la justice qu'il leur doit ?* Aucun sans doute en général ; beaucoup dans les circonstances actuelles. Traiter ainsi les grandes choses, c'est voltiger sur les surfaces.

J'ai l'honneur d'être.

Du 8 Avril 1771.



IX^e L E T T R E

D'un Homme à un autre Homme,

Sur l'extinction de l'ancien Parlement, & la création du nouveau.

Vous sçavez, Monsieur, que Louis XIV. voulut régner par l'autorité absolue. Les François avoient alors plus d'enthousiasme & d'imagination que de lumières; c'étoient des jeunes gens impétueux à qui leur Gouverneur ne prescrivoit que l'Exercice, les Fêtes & les Combats; il est facile de concevoir qu'ils ne l'accusoient pas de despotisme.

Mais sçavez-vous pourtant ce qui a résulté de ce pouvoir sans frein? La liberté naturelle est violée par un Edit qui défend tout simplement aux François de sortir du Royaume sous peine de galeres & de confiscation de biens; six cens mille hommes sont chassés par le fanatisme; deux millions sont livrés aux insultes & aux vexations d'une soldatesque effrénée. Les deux premières Impositions directes, au moins depuis les Tailles accordées dans une assemblée d'Etats Généraux, sont établies d'autorité; vous voyez que je veux parler de la Capitation & du Dixième qu'on prélève immédiatement sur la fortune des sujets sans leur consentement. Ateinte formelle à la propriété que nous sommes accoutumés maintenant à souffrir; mais qui alors étoit tellement une entreprise nouvelle,

que, suivant une tradition respectable conservée jusqu'à nous, Louis XIV. lui-même, au sein de la grandeur & de la puissance, répondit au Contrôleur Général Desmarets, qui lui proposoit l'établissement du Dixième : *je n'ai pas ce droit*. La loi fondamentale de la succession est renversée par l'Edit de 1714 ; un Decret fatal, source de malheurs & de troubles pendant 40 ans, est apporté de Rome par l'intrigue, & ne se défend que par les persécutions ; en 20 ans, l'Etat est chargé de cinq cens millions de Capitaux de rentes équivalants à 900 millions poid de marc, & à 15 cens millions d'aujourd'hui, vu le prix des denrées. Des Offices inutiles & ridicules, dont il est même inconcevable qu'on ait pu imaginer les noms, sont créés jusqu'à concurrence de 600 millions, faisant onze cens millions poid de marc, & deux milliards en valeur réelle. L'Etat est abîmé, & ne trouve quelque ressource que dans une révolution qui ruine les mœurs. C'est parmi ces Officiers que vous trouverez des *tiers résérendaires*, *taxateurs & calculateurs de dépens*, des *jurés-Crieurs d'enterement* dans les Provinces, des *Chevaliers d'honneur* dans les *Présidiaux*, des *Courtiers de vin*, des *Pourvoyeurs*, *vendeurs d'huîtres à l'écaille*, des *Greffiers de batêmes*, des *Barbiers Peruquiers*, des *Contrôleurs & Essayeurs d'étain*, des *Courtiers de vente de meubles*, des *Commissaires vérificateurs des Rôles des Tailles*, des *Aulneurs de toiles*, des *Vendeurs de veaux & volailles*, des *Gourmets de biere*, des *Mouleurs de bois*, des *Courtiers-jaugeurs de vin*, des *Vendeurs de poisson d'eau douce*, des *Auditeurs des comptes des Communautés*, des *Essayeurs*

*& Visiteurs de biere, des commissaires aux Inventaires, des Arpenteurs Priseurs & Mesureurs de terre, des Controleurs de Bancs de Mariages, des Forts & Ser-
gents sur les Ports, des Mesureurs de charbon, des Bo-
teleurs de foin, des Paçteurs de toutes sortes de Mar-
chandises, Volaille & Gibier, des Controleurs, Mar-
queurs Visiteurs & Porteurs de Cuirs, des Visiteurs
& controleurs des Poids & Mesures, des Inspecteurs de
Boucheries, des Vendours, Visiteurs & Priseurs de
foin, des Gardes-Bateaux Metteurs à port, des Cri-
bleurs de bled, des Chableurs de Ponts & Pertuis, des
jurés-Hongrieurs, des Essayeurs & Visiteurs d'Hui-
les, des Visiteurs, Controleurs & Mesureurs de Pierre
de taille, des Visiteurs & Controleurs d'Eau de la Rei-
ne d'Hongrie, des Commissaires aux empilements de bois,
des Plancheurs & Débalceurs, des Inspecteurs de Bâti-
ments dans le Royaume, des Essayeurs de beur salé &
fromage, des Visiteurs de bois ouvré & à bâtir, des
Inspecteurs & Controleurs de Porcs, des Controleurs
des Fruits, des Controleurs-Visiteurs des Suifs, des Vé-
rificateurs des Lettres de Voiture, des Inspecteurs au pla-
cement des Bâteaux, des Controleurs des Perruques.*

Levez le voile brillant qui couvrit longtems le der-
nier siècle à nos yeux, & qui commence à disparoître;
voilà ce que vous trouverez dessous: Voilà par quel
tableau l'on veut nous encourager à goûter les dou-
ceurs qu'on éprouve sous l'empire de la puissance
absolue.

Sans doute Louis XIV. avoit bien le droit de supri-
mer jusques à la mémoire de ces indignes offices,

dont les noms sont dégoutans, les fonctions ridicules & les droits vexatoires. Je crois, Mr, Dieu me le pardonne, qu'il y a des gens qui voudroient bien que les Magistrats dont est composé le Corps *antique & essentiel* de la Nation, les Magistrats chargés avec les Princes du Sang & les Pairs du Royaume de la vérification & du maintien des Loix, fussent mis sur la même ligne des *Hongricurs, des Inspecteurs de Porcs, & des Contrôleurs de Perruques*. Ils parlent de supprimer ces Magistrats avec une légèreté que je ne conçois pas; mais ce que vous aurez encore plus de peine à comprendre, Mr, c'est que les offices que l'on est contraint de reconnoître *inamovibles*, il n'y a qu'à les supprimer sur la tête de Mrs tels, les créer de nouveau sur la tête de Mrs tels autres; & voilà que par ce subtil arangement, des offices *inamovibles* sont ôtés aux uns, donnés aux autres, sans qu'il y ait le mot à dire. Car vous voyez bien, le Roi a le droit de supprimer, il a le droit de créer, il n'a donc qu'à supprimer, & puis créer le même office, & tout sera fort en règle.

Vous croyez que je ris, non en vérité. Voilà comment on dit qu'il faut s'y prendre pour éluder la loi sans la violer, & assurément rien n'est plus ingénieux & plus comode que ce petit circuit avec lequel un même office n'est plus le même, avec lequel on crée des offices *inamovibles* comme les anciens, que par conséquent on pourra ôter, comme les anciens, à volonté, avec lequel enfin des Officiers indestituable seront destitués de leur Office, parce qu'on les su-

primera; & de nouveaux hommes en seront revetus parce qu'on les créera pour eux.

Le Roi ne peut il pas supprimer des Offices? Oui quand il supprime en effet, quand le but est la suppression; & ce seroit fort bien fait, par exemple, de supprimer sérieusement & à toujours ces vilains petits offices dont vous venez de voir la liste, & mille autres encore: au contraire quand l'objet est non la suppression effective & durable, mais la transposition de l'office d'une tête à l'autre, comme cela est défendu, il n'y a aucun moyen de soumettre la loi. Ruse ou guerre ouverte, tout est égal, elle est invincible, la fraude est contravention, & pis que contravention, parce qu'elle joint la dérision à l'outrage.

Réduire l'étendue du Ressort du Parlement, & diminuer même le nombre des Magistrats qui le composent, à mesure des vocations d'offices; en supposant ces opérations utiles, ce n'est pas dénaturer ces offices, ils restent toujours les mêmes. Ainsi la suppression des offices, pour les créer subitement au profit de nouveaux titulaires, c'est évidemment ôter les offices aux uns pour les donner aux autres, & bercer ces derniers de la chimérique énonciation de *l'immovibilité*: n'est-ce pas les mépriser au moment où on les installe?

Louis XI. a reconnu par l'Ordonnance de 1467, le *droit immémorial* de la Nation. Il a déclaré qu'il ne donneroit aucun Office, s'il n'étoit vacant par mort, résignation, ou forfaiture jugée; il exclut tous autres cas hors les trois qu'il exprime; il n'ajoute pas *ou par suppression*, parce qu'un Office

suprimé n'est plus ; parce qu'on ne donne pas ce qui n'est plus , & que le jeu d'esprit qui a fait éclorre le Beau secret de créer pour un autre , l'office qu'on vient de supprimer pour le titulaire , & de conserver cependant le mot de *l'inamovibilité* , n'étoit pas encore imaginé.

Vous avez maintenant la clef de tout ce qui vient de se passer. Un premier jour un Maréchal de France s'est transporté à la Cour des Aydes . & armé de satellites , il a supprimé en un quart d'heure , entre huit & neuf du matin , la Cour des Aydes , qui est originairement formée des Généraux des Aydes nommés par la Nation , & qui dû , il y a 350 ans son existence aux Etats Généraux : Voilà une première expédition. L'Edit est d'une grande douceur , qui s'ajuste difficilement avec l'exil de huit ou dix Membres de cette Cour : mais il faut sçavoir que les contradictions n'embarassent point , qu'il falloit se venger de ceux qui ont le plus contribué à ces admirables Remontrances dont le Public a été si content , dire des choses honnêtes pour satisfaire ceux qui dans le public aiment la politesse ; se préparer des affaires pour alimenter le nouveau Corps qu'on se proposoit de former , & se créer en même tems des sujets oisifs pour remplir des places dans ce Corps ; - Et voilà ce qu'on a fait d'un seul coup.

Vient quatre jours après un soi-disant Lit de Justice tenu à Versailles , où une Compagnie toute entière , qui la première avoit jetté le cri de l'honneur , est amenée par des ordres particuliers. C'est là

qu'un Conseiller d'Etat est commis pour *faire les fonctions de premier Président*, & qu'en conséquence, on croit avoir un premier Président. C'est là qu'on supprime les Offices des anciens & vrais Membres du Parlement, & qu'on en crée 75 *inamovibles* ; comme les anciens, au profit de nouveaux sujets ; c'est-là qu'on croit donner à la suppression de la Cour des Aydes, une authenticité qui lui manque, en la faisant écrire sur un Régistre en l'absence du Parlement, & en présence du Conseil & du Grand Conseil, apellés contre tout droit au Lit de Justice pour représenter le Parlement. C'est-là que les Princes du Sang dignes de l'amour & de la vénération de la France entière, refusent de se trouver ; c'est là que se prononce la suppression du Grand Conseil ; c'est-là que, sans aucun consentement de leur part, les Conseillers du Grand Conseil sont tout à coup transformés, constitués à l'improviste Conseillers au Parlement ; revêtus en un moment de ces Offices supprimés, puis créés par le premier Edit ; c'est de là que, sans qu'ils aient fait aucun acte pour accepter leur propre nomination, on les amène au Palais pour les installer, & recevoir dans la journée même le serment de quelques autres hommes qui les attendent à l'heure convenue dans l'Hôtel de la première Présidence. Et voilà, Mr, un Parlement formé le plus vite & plus secrètement qu'il soit possible, au reste *inamovible comme l'ancien*. Et que vous faut-il de plus ?

Quelques-uns de ces Conseillers *malgre eux*,

ont la simplicité de croire qu'ils ne sont pas engagés par ce qui a été fait sans leur aveu ; ils déclarent qu'ils n'entendent point exercer une fonction qu'ils n'ont pas prise ; ils reçoivent des Lettres de cachet pour le faire, ils vont au Palais pour obéir ; mais plusieurs d'entre eux réitérent leur déclaration, & ils sont, Mr, exilés. Oui, Mr, en vérité, ils sont exilés, parce qu'ils ne veulent pas être Conseillers au Parlement sans l'avoir voulu, & parce qu'ils croient qu'en bonne conscience ils ne le peuvent pas. Ainsi le Parlement est dissipé par des Lettres de cachet, & c'est par des Lettres de cachet qu'on essaye d'en former un autre ; vous serez jugé, si Dieu n'y remédie, par des gens exilés sur les Fleurs de Lys.

Il y en a, car il faut tout dire, quelques uns qu'on n'a pas été obligé de contraindre ; mais ceux-là dévorent, tant que leur patience le permettra, tout ce que le jugement national a de flétrissant ; & j'ai oui dire que nulle bonne maison n'est ouverte aux Juges de la Nation.

S'il s'agissoit de l'Office du monde le plus simple & le moins nécessaire, que penseriezvous, Mr, de cette méthode légère d'en dépouiller le titulaire sans le destituer, de donner le même Office à un autre sans pourtant que ce fut le même, de le supprimer pour le faire renaître, de se soustraire à la loi, ne pouvant la détruire ? Mais à présent dites-moi ce qu'il vous semble de cette extinction subite, qui dans le même Edit & à l'article suivant, devient le germe d'une procréation nouvelle de cet-

te espèce de *Palingénésie* des Offices, quand il s'agit d'un Corps de Magistrats, d'un Corps que l'on reconnoit composé de Membres *inamovibles*, d'un Corps qui peut-être avoit besoin d'une réforme, au reste très facile, mais qui n'en est pas moins chargé de défendre les plus chers intérêts de la Nation, & qui par cela même est essentiellement permanent & inaltérable.

Hélas, Mr, il faut le dire, on a trop dédaigné une Nation charmante qu'on n'a pas cru susceptible de raison. N'a-t-on pas commencé par poser que toute volonté du Prince est une loi invincible; & six semaines après n'a-t-on pas dit que le Prince est dans *l'heureuse impuissance* de faire *ce qu'il peut*? N'a-t-on pas employé le fer & le feu pour abatre la loi & ses défenseurs? N'a-t-on pas quelques jours après prononcé le discours le plus doux, où l'on ne parle que de bonheur public, de l'intérêt des peuples, de leurs avantages les plus importants? N'a-t-on pas exilé tout le Parlement, exilé une partie de la Cour des Aydes, menacé de la prison des Greffiers & des Huissiers, confisqué des Offices sans jugement, enfermé une foule de Citoyens: & ne vient-on pas de nous dire que la liberté publique n'existe qu'avec les loix, & périt avec elles? N'a-t-on pas éteint & supprimé des Offices *inamovibles*; & dan la phrase même où cette supression est prononcée, une ligne plus bas, ne dit-on pas qu'on crée de nouveaux Offices *inamovibles comme les anciens*? Ne nous a-t-on pas enlevé le Corps qui nous

étoit propre, & qui par cela-même qu'il eût détruit, ne peut en façon quelconque être remplacé ? Et ne nous amuse-t-on pas cependant avec l'idée de ces épices qu'on supprime, & qu'on auroit pu tout aussi bien supprimer sans tout anéantir ? Ne nous amuse-t-on pas avec ce beau mot de *non vénalité*, qui ne sera réelle qu'après son établissement général dans tous les Tribunaux quels qu'ils soient, qui n'est juste qu'après le remboursement effectif, qui n'est pas praticable aujourd'hui dans nos mœurs, qui substituera une vénalité odieuse & clandestine à la vénalité légitime, qui n'est importante qu'après le sacrifice fait par le Roi de tous ses droits fiscaux imposés sur les plaideurs, & qui enfin pouvoit être établi avant la destruction, comme aujourd'hui ? Ne nous amuse-t-on pas avec ces Tribunaux répandus dans les Provinces, sans vouloir nous permettre de penser que ces Tribunaux recevront des Loix destructives de tous les privilèges de leurs Provinces, sans pouvoir réclamer, qu'ils sont en trop grand nombre, qu'ils sont sujets à mille abus, qu'ils sont présidés par les Intendans qui seront les maîtres d'en disposer ; que le bien, le vrai bien ne se fait pas ainsi, que le peu d'utilité qui pourroit en résulter, se concilioit à merveille avec la conservation de nos loix, & qu'il est étranger dans le projet & dans l'exécution au plan formé de tout détruire ?

Vous vous rappelez cet Ancien qui entendant vanter les belles actions d'Alexandre, répétoit en répondant à chaque fait, *mais il a tué Callisthène*. Si les parties

ties du projet qui nous accable étoient plus utiles & plus heureuses en elles-mêmes que je ne les crois, je ne répondrois encore à chaque éloge que ces mots, mais *il a tué notre liberté & nos loix*. C'est-là le cri de tous les cœurs, celui de toutes les bouches, celui qui doit être éternel, & que rien ne peut étouffer jamais. On n'a pas cru que nous vissions les choses d'un œil sérieux & si ferme; & n'a-t-on pas osé imprimer *que tout ceci finiroit par un Vaudeville*, un Vaudeville! Grand Dieu! avons-nous donc mérité ce mépris? Je ne le crois pas; & je suis sûr au moins que nous ne le méritons pas aujourd'hui.

La Nation sçait fort bien que les abus n'étoient pas rares dans le Parlement; mais elle sçait aussi que la réforme de ces abus ne tient que par un lien factice & artificiel, à la vraie, à la grande, à la noble question de cette affaire capitale; elle sçait démêler le principal de l'accessoire, & ne veut pas les confondre. J'aime, Mr, à rendre hommage aux actions vraiment honorables. Rien n'est plus beau que le spectacle que la France donne à l'Europe; tout est calme & respectueux; il n'y a ni cabale, ni intérêt personnel, ni esprit de corps, tout est pur dans nos motifs, tout est courageux dans notre conduite, nul ne combat que par l'honneur, la patience, la fermeté; on ne voit aucune autre ligue que

celle de la vertu & du bien public que chacun sent, & sur lequel tous s'accordent. Le plus profond respect pour le Roi, la plus tendre affection pour sa personne, se joignent dans tous les cœurs à l'amour de la vérité, de la constitution nationale & des loix; c'est en souffrant qu'on veut être utile. Cette bravoure tranquille est le véritable héroïsme. J'ai vu, Mr, la sérénité d'une conscience pure siéger encore sur des visages abatus par les malheurs, & la gayeté même se concilier avec des besoins anoblis par leur cause. Les Corps les plus exposés à l'infortune & aux violences, montrent un courage qu'on honoreroit peut-être plus encore, si l'on connoissoit tous les détails journaliers des combats qu'ils ont à livrer & à soutenir sans s'écarter des justes bornes. Enfin la Nation Française se montre à la fois sage, généreuse, sensible, aime de l'honneur de son Prince & de ses Loix, telle en un mot que j'aime à la contempler dans les histoires qui nous peignent les anciennes mœurs du meilleur peuple de la terre.

Et qui pourroit être foible dans le moment où j'écris ? le plus grand exemple est donné, nos Princes, dignes neveux d'Henri IV, ont laissé sortir cette voix puissante qui comande le patriotisme & l'honneur ? Avez-vous lu, Mr, leurs Protestations ? Lisez, relisez ce monument illustre qui n'a point de modèle ail-

leurs ; cette respectueuse réclamation qui retentira dans la postérité la plus reculée, est l'organe le plus ferme & le plus touchant des droits de tous les ordres, des droits essentiels de la Nation, de ses vœux, de ses Loix fondamentales. C'est-là que vous verrez quel est l'invincible empire de la raison & de la loi ; C'est là que, sans aucun mélange d'intérêt personnel, les plus Augustes défenseurs déploient la dignité de leurs ames franches & loyales ; C'est là que se peignent les efforts tendres & continuels que la pureté d'un zèle sublime leur inspiroit depuis trois mois dans le secret ; C'est là enfin que les vrais principes de la Monarchie Françoisse sont exposés & même approfondis, que les droits de la *Noblesse* sont soutenus par les premiers *Gentilhommes* du Royaume, ceux des *Pairs* par les premiers *Pairs*, ceux de la *Nation* par les *Princes du Sang* royal, & que l'affaire la plus nationale qui fut jamais, reçoit cet ineffaçable sceau d'importance & de gravité qu'on s'efforce en vain de lui ravir.

Puisse cette grandeur pure se communiquer au Corps *indestructible* de la Nation, cette sainte union du respect & de la fermeté présider dans tous les tems à ses efforts, la vérité noble & touchante

pénétrer le cœur du Roi que nous aimons, nos
mœurs s'épurer dans la crise de nos constitutions,
& l'ame de nos Princes être imortelles parminous,
comme nos loix !

J'ai l'honneur d'être.

Mai 1771.



L E T T R E

AUX OFFICIERS DE JUSTICE DES PROVINCES,

Sur les dangers du projet de créer des Conseils Souverains dans le Ressort du Parlement de Paris.

Vous connoissez, Messieurs, l'Edit du mois de Décembre dernier, & la voix publique vous a instruit en général des suites funestes qu'il a eues pour le Parlement; mais il n'est pas vraisemblable que vous connoissiez encore parfaitement l'esprit de cet Edit, l'étendue de l'objet qu'on s'est proposé, l'état actuel des choses, les pièges qu'on est prêt à vous tendre.

Des Ecrits ont développé les vues & les conséquences de l'Edit; mais ces Ecrits sont rares: comme ce projet destructeur ne pouvoit réussir si les Juges & les Peuples étoient instruits de toutes ses conséquences, le premier soin a été de mettre à l'instruction publique des obstacles presque invincibles: les presses d'Imprimeries sont environnées d'espions: Mais dans la Capitale on voit les choses de si près, les confidences se multiplient si fort, qu'en peu de temps tout est pénétré & mis à découvert. Je crois remplir le devoir d'un bon Com-

patriote, en vous transmettant des vérités actuellement publiques dans la Capitale.

L'esprit de despotisme a dicté l'Edit: on a voulu se débarrasser à toujours des obstacles que les Remontrances & la résistance des Ministres & des Gardiens des loix apportoient journellement aux projets, aux volontés, aux fantaisies du Ministre. Il étoit sensible qu'on ne pouvoit établir le despotisme sans perdre le Parlement: de là on a imaginé & combiné un Edit d'après lequel la perte du Parlement fut infaillible, *telle* que fut sa conduite.

Cet Edit est celui de Décembre dernier. L'objet du préambule a été de dés'honorer la Magistrature par les imputations les plus flétrissantes & les plus calomnieuses: la disposition générale de l'Edit est, que tout ce qui sera fait à jamais en Lit de Justice, tenu soit par le Roi, soit par des porteurs d'ordres, sera loi de l'Etat qui devra être exécutée sans ombre de contradiction de la part des Magistrats, à peine de perte & de privation des Offices. De là plus de borne aux Impôts; de là notre liberté, nos propriétés, nos dignités, nos prérogatives sont à la merci, à la discrétion du Ministre; de là la constitution de l'Etat n'a plus rien de stable, elle est livrée aux intrigues de Cour; de là en un mot, le despotisme le plus absolu, puisque toute volonté que de simples porteurs d'ordres auront fait transcrire sur les Régistres, devra être exécutée, quelque pernicieuse, quelque destructive qu'elle puisse être, sans qu'il reste dans l'Etat aucun Corps

en droit de représenter au Prince les malheurs de ses Peuples, le renversement des loix, les dangers même qui menaceroient le Trône.

Tel a été l'Edit destiné à opérer la perte du Parlement.

Les Magistrats du Parlement, dépositaires & ministres des loix, leur demeuroient-ils fidèles? Ils ne pouvoient se soumettre à un Edit qui anonçoit le renversement de toutes les loix, en supprimant celle de la vérification libre & délibérée qui est la sauve-garde de toutes les autres: ils ne pouvoient renoncer à réclamer en faveur des loix; ils ne pouvoient s'obliger à abandonner les droits du Prince & des Sujets; ils ne pouvoient pas se constituer eux-mêmes dans l'impuissance de représenter au Roi en tout temps ce qui importeroit au bien public. Dès là aux termes de l'Edit ils étoient des rebelles; ils encouroient la peine de la perte & privation de leurs Offices.

Etoient-ils assez peu attachés à leurs devoirs essentiels, assez foibles pour se soumettre à cet Edit? Ils n'étoient plus que les organes & les vils exécuteurs du despotisme, ils perdoient tout accès auprès du Prince, toute autorité sur les Peuples, tout pouvoir de coopérer au bien, toute force pour résister au mal, & ils demeuroient exposés à subir eux-mêmes & à faire subir aux Sujets tous les excès du despotisme.

Pouvoit-il y avoir à balancer pour des Magistrats?

Ils ont mieux aimé périr fidèles au Roi, à l'Etat, aux loix, que de subir un anéantissement insensible qui auroit opéré la destruction de l'ordre légal sans aucun espoir de retour : le sacrifice de leur liberté, de leur état étoit au moins une réclamation perpétuelle, & il y avoit à espérer que soutenue du vœu & des larmes de la France entière, elle ouvriroit enfin les yeux d'un Monarque naturellement juste & qui étoit la victime de l'intrigue la mieux ourdie, & des insinuations les plus artificieuses.

Le despotisme est si bien l'effet naturel de l'Edit, que son exécution a commencé par deux actes du despotisme le plus absolu & le plus effrayant. Tous les Membres du Parlement ont été exilés, & la qualité des lieux, où on les a rélégués, manifeste assez que le choix a exigé un travail prémédité depuis long-temps, & auquel ont présidé l'animosité & la vengeance ; en même temps qu'on a privé de la liberté tant de respectables Magistrats, on a prononcé la confiscation de leurs Charges : comment a-t-elle été prononcée ? Elle l'a été par simple Arrêt du Conseil. Ne faites point l'injure à ceux qui entrent dans les différents Conseils du Roi de croire qu'ils ont été consultés : aucun d'eux n'en a entendu parler ; c'est un fait certain, notoire, incontestable. Mr le Chancelier a pris sur lui d'être seul le Conseil ; c'est d'après lui tout seul qu'a été rendu l'Arrêt qualifié *Arrêt du Conseil*, pour en imposer aux Peuples. Qui ne frémiroit ! de voir 200

Magistrats privés de leur état, de leur bien le plus précieux, jugés coupables sans forme ni figure de Procès, & dont tout le crime est d'être restés fidèles à leurs devoirs.

Tous les Magistrats du Parlement ainsi dépouillés, le Conseil du Roi a été comis pour tenir le Parlement, on a trainé au Palais, comme des victimes à l'autel tous les Conseillers d'Etat & Maîtres des Requêtes. Ces Messieurs, parmi lesquels il y a tant d'ames honnêtes, tant de Juges recommandables par leurs lumieres & leur amour pour les loix, ont senti en ce moment toute l'amertume de leur position; ne formant ni Corps ni Compagnie; personnages isolés, n'ayant de fonctions que celles qui leur sont départies chaque jour; tout leur être dans la main du Chef de la Justice, ils se sont crus obligés de renfermer dans leur cœur la douleur dont ils étoient pénétrés, & d'adresser au Ciel dans le secret leurs vœux pour la conservation des loix & le rétablissement de leurs vrais Dépositaires & Ministres. A l'humiliation qu'on leur faisoit subir, on a ajouté la dérision, en les assurant gravement que quoique *commis* par des Lettres-Patentes pour tenir le Parlement, ils n'étoient point *Commissaires*, & il a fallu sans sourciller entendre cette singuliere définition.

Il n'est guere possible que vous n'ayez été instruits du succès de cette entreprise: le Conseil, tenir le Parlement, le suppléer, le représenter! En vérité c'étoit avoir trop mauvaise opinion des François; c'é-

toit contrarier trop grossièrement nos idées, nos principes, nos loix, nos mœurs; le contraste étoit trop violent: il ne pouvoit que compromettre l'autorité. Il s'est formé subitement, par le seul effet de l'attachement au bien public, un concert unanime entre les Citoyens de tous les états, de ne reconnoître dans le nouvel établissement, que ce qu'il étoit, une vraie Commission destinée à consolider, s'il étoit possible, la perte du Parlement: de là les Cliens les plus animés ont suspendu leur activité: les Parties les plus ardentes, celles-même qui attendoient d'un Jugement leur subsistance ou leur tranquillité, ont mieux aimé souffrir tous les malheurs qui pouvoient entraîner l'indécision de leurs affaires, que de reconnoître quelque espèce de légitimité dans cette Commission: tel a été le cri de l'attachement aux loix, & de la haine pour le despotisme.

Chaque jour a enfanté de nouveaux projets qui se sont détruit successivement: on a enfin adopté celui que je vais vous exposer, & dans lequel on veut vous employer à asservir votre Patrie, en vous plongeant vous-même dans l'esclavage.

On annonce qu'on supprimera tous les Parlements du Royaume, & qu'on en établira un à Paris qui aura seul le dépôt des loix, sans aucun pouvoir pour leur conservation.

Le ressort de ce Parlement seroit borné à l'Isle-de-France: mais il connoitroit de la Régale, des Appelles comme d'abus, & des Causes des Pairs & des Privilégiés dans toute l'étendue du Royaume.

On voudroit établir dans chaque Province un Conseil Supérieur pour juger en dernier ressort les Apels de toutes les Justices de la Province, & l'Intendant seroit le Chef de ce Conseil.

On réserveroit au Parlement de Paris l'Enregistrement de tous les Edits, Ordonnances, Déclarations & Lettres Patentes: & la premiere condition de son établissement seroit sa parfaite soumission à l'Edit du mois de Décembre dernier. Ainsi à l'avenir toute loi quelconque, quelque pernicieuse qu'elle fût, seroit enregistrée *de plano*, ou à la moindre difficulté elle seroit enregistrée par des *Porteurs d'ordres*; & le mal seroit sans remède, puisqu'il ne resteroit plus de Corps dans l'Etat qui eût le droit d'éclairer le Prince, de l'instruire des malheurs de ses Peuples, de solliciter sa justice & de réclamer sans cesse en faveur des loix.

Les volontés ou fantaisies du Ministre, ainsi enregistrées, seroient envoyées à tous les Conseils Supérieurs qui seroient obligés de les faire exécuter, sans qu'il leur fût permis de les examiner, ni d'instruire le Prince du préjudice que le bien public pourroit en souffrir.

Telle est la révolutions qu'on se propose: on veut nous faire passer de l'Etat Monarchique à l'Etat Despotique, & c'est vous, Messieurs, qu'on veut faire servir d'instrument à l'établissement du Despotisme, & de notre Esclavage.

Le sort de cette funeste entreprise est en quelque sorte dans vos mains: elle peut acquiescer quelque

consistance; le malheur de l'Etat peut se prolonger, si vous vous prêtez à l'établissement de ces Conseils Supérieurs, si vous cédez aux illusions qu'on va vous présenter; si vous aimez assez peu votre honneur, votre Patrie & vos plus chers intérêts pour accepter des Charges dans ces Conseils Supérieurs.

On vous offrira ces Charges sans finances; on vous offrira même la Noblesse au second ou troisième degré; on vous donnera l'assurance de deux ou trois mille livres de gages ou de pension; enfin on vous fera envisager le double avantage d'acquiescer dans votre Province une considération personnelle, & de procurer à vos compatriotes la fin de leurs affaires, dans la Province même, ce qui les affranchira de venir à grand frais solliciter leur jugement à Paris. *

Ce seroit vous offenser que de craindre que de pareilles illusions pussent vous séduire. Quel fond pourriez-vous faire sur les gages ou les pensions qu'on vous promettrait? Celles des Conseillers d'E-

* L'auteur étoit bien instruit! Toutes ces propositions ont été faites, presque en propres termes, à la Cour des Aides de Clermont-Ferrand en Auvergne, à la Chambre des Comptes de Bois, à divers Magistrats & aux Intendants de Poitiers, de Lyon & de Châlons. Heureusement tous ont aperçu le piège, les seuls Intendants se sont soustraits par la crainte de perdre leurs places, & le Sr de S. Michel qui n'a plus rien à perdre en fait d'honneur, Mr le Chancelier qui toujours en avant, n'a pas laissé de venir à son Parlement le 22 Février, faire enregistrer l'Edit portant création de six Conseils Souverains dans le seul ressort du Parlement de Paris, en attendant que la résistance des autres Parlemens lui donne prétexte d'en établir à leur place. Il se flote sans doute que cet Edit fera croire dans les Provinces, que le projet est consommé, & que chacun se dira, qu'autant vaut-il qu'il soit placé que d'autres; que par ce moyen les Conseils seront plutôt remplis. Mais il y a lieu d'espérer que l'on ne tombera pas plus dans ce piège que dans les précédents.

tat, chaque jour à portée de solliciter, sont retardées de quatre années; les dettes les plus légitimes, les plus sacrées ne sont point payées.

La promesse de la noblesse au second ou troisième degré n'est pas moins illusoire; la crise actuelle ne peut pas avoir la durée de deux générations; & si elle l'avoit, il n'est malheureusement que trop vrai qu'alors il n'y auroit plus de distinction dans l'Etat, que toutes les conditions seroient égales, & que nous ne serions plus que des esclaves.

La considération personnelle se mesure par le degré d'utilité dont on est à sa Patrie. Or de quelle utilité pourriez-vous lui être? Quels services pourriez-vous lui rendre? N'ayant ni la vérification des loix, ni le droit d'élever votre voix jusqu'au Prince; quel bien pourrez-vous procurer? Quel mal pourriez-vous empêcher? Simples exécuteurs des impôts transcrits par un porteur d'ordre sur les Régistres de Paris, & de toutes les atteintes qu'on portera successivement à notre liberté & à nos propriétés; jusqu'à ce que nous en soyons totalement dépouillés. Vous n'auriez d'autorité que pour notre destruction, & l'usage que vous feriez de cette même autorité réfléchiroit contre vous-mêmes & contre votre postérité.

Quelle seroit votre ressource & contre le despotisme naturel de la plupart des Intendans, & contre la tyranie des Gouverneurs? Pourriez-vous avoir oublié que les Parlements eux-mêmes ont eu bien de la peine à y résister; & que s'ils y sont parvenus,

ce n'est que parcequ'alors la loi sacrée de la vérification libre & délibérée subsistoit, qu'ils avoient le droit de s'exposer à tout acte de violence, & d'importuner le Prince de leurs Supplications & de leurs Remontrances jusqu'à ce qu'ils en eussent obtenu le rétablissement des loix & le triomphe de la justice: aujourd'hui que rien de tout cela ne subsisteroit, quelle ressource vous resteroit-il contre l'oppression?

Ce feroit en vain que vous vous flatteriez au moins de la liberté des suffrages dans le jugement des affaires les moins importantes: vous éprouveriez bientôt tous le poids de l'influence du Chef, l'empire de ce qu'on apelloit autrefois recommandations, & qui dégénéroit bientôt en ordres particuliers; en un mot tous les abus de la protection que les Parties pourroient trouver auprès du Ministère.

Quelle stabilité même pourriez vous vous promettre dans les nouvelles Charges? Tirant toutes leur origine de la confiscation de celles du Parlement, vous n'en pourriez point accepter sans reconnoître la légitimité de cette confiscation, & conséquemment sans vous soumettre vous-mêmes à éprouver le même sort, dans le cas où vous viendriez à déplaire, peut-être pour avoir été vertueux, à votre Chef, au Gouverneur, au Ministre, ou à quelque favori.

Envain cherche-t-on à faire illusion aux Peuples en leur présentant le spécieux avantage de voir

leurs affaires terminées définitivement & à peu de frais dans leur Province même: Ils feroient bientôt la victime de cet établissement. Les cassations se multiplieroient à l'infini, & les renvois dans d'autres Tribunaux feroient une source de dépenses bien supérieures à celles qu'exige l'instruction d'un procès au Parlement. Comment arrêter le torrent des cassations quand il n'existeroit plus de Corps capable de faire écouter ses plaintes & d'y donner du poids? On reverroit bientôt le règne de évocations au Conseil; la moindre protection suffiroit pour en obtenir, puisqu'il n'y auroit plus de réclamation à craindre: il est aisé de prévoir que bientôt il ne resteroit dans ces nouveaux Tribunaux aucune affaire qui intéressât quelque personne en crédit, soit par sa naissance, soit par son rang, soit par les habitudes auprès des Grands de la Cour, ou des Ministres de leurs plaisirs.

Il est de fait que sur cent affaires jugées dans les Bailliages des Provinces, il n'y en a pas dix qui viennent au Parlement: s'il étoit remplacé dans les Provinces par des Conseils Supérieurs, il y a mille à parier contre un, que de ces cent affaires il y en auroit plus de la moitié qui seroit évoquée au Conseil. Il n'est point d'affaire importante qui restât dans la Province; les Provinciaux ne feroient donc pas moins obligés de suivre leurs affaires à Paris; mais avec cette différence qu'en général ils sçavoient avec certitude l'époque à laquelle ils feroient jugés au Parlement, & qu'ils ne pourroient jama-

is le ſçavoir ſi leurs affaires étoient au Conſeil, ſon travail n'ayant point de règle, & étant toujours ſubordonné a tous les mouvemens de la Cour. Je ne crois pas avoir beſoin de vous faire ſentir toutes les autres différences.

Si vous avez le courage de vous refuſer aux offres inſidieuſes, vous aurez le mérite d'accélérer le rétabliſſement du Parlement: ſes ennemis ſont forcés aujourd'hui de reconnoître l'impoſſibilité de le remplacer: mais ils ſe ſont imaginés qu'en faiſant craindre aux Magiſtrats de ce Corps un remplacement quelconque, ils leur feroient appréhender une ſupreſſion totale, qu'ils affoibliroient leur fermeté & les forceroient à l'abandon des loix de Monarchie, ou ce qui eſt la même choſe, à la ſoumiſſion à l'Edit de Décembre 1770.

C'eſt à vous, Meſſieurs, à fonder vos propres cœurs; cherchez-y ce que vous devez au Roi, à l'Etat, aux loix & à vous-même. Voyez ſi en conſurant tous à la conſervation des Parlemens nous ne maintenons pas la conſtitution de l'Etat; ſi nous ne travaillons pas pour les vrais intérêts de la Monarchie; ſ'il pourroit y avoir de Monarchie où il n'y auroit point de loix; ſ'il n'eſt pas de l'intérêt de chacun de nous les conſerver, & ſ'il n'eſt pas de notre devoir & de notre fidélité de nous refuſer à tout ce qui pourroit contribuer à la ſubverſion des loix & des Corps qui ſont la ſûreté du Roi & celle des Sujets.

N'ou-

N'oublions jamais les obligations que nous avons aux Parlements ; Jamais ils n'ont pu faire tout le bien qu'ils auroient désiré, parce qu'ils n'ont point le pouvoir législatif & qu'ils ne peuvent rien établir de leur chef, & par leur seule autorité : mais combien de maux n'ont ils pas empêché ? On l'ignore peut-être dans les Provinces, mais le fait n'en est pas moins vrai ; il n'est point de Ministre, il n'en a point été depuis long-temps qui n'ait eu mille projets nuisibles au public, & qui tous ont échoué, quelques uns par la solidité des Remontrances, & la plus grande partie par la seule crainte des Remontrances : on étoit arrêté par la crainte de l'éclat & par celle d'être décrédité dans l'esprit du Prince, ou d'être perdu dans l'opinion publique : que deviendrions nous si ce frein n'existoit plus ? Les impôts sont excessifs sans doute ? mais ils le seroient bien autrement sans la résistance des Parlements. Il a été envoyé une infinité d'Edits onéreux qui ont été retirés après avoir pressenti que le Parlement ne les adopteroit point : lors même que les besoins de l'Etat ont exigé l'enregistrement d'impôts, il est bien rare que les Parlements n'aient point obtenu quelque modification.

Tous les Parlements alarmés du renversement des loix & de la constitution de l'Etat font au Roi les plus touchantes Remontrances : les Princes, les Grands du Royaume, tous les Ordres de l'Etat sentent le danger dont ils sont menacés ; toutes la

France est effrayée : espérons que ce sentiment général percera jusqu'au Trône, qu'il touchera le cœur du Roi, qu'il ouvrira les yeux sur l'abus énorme qu'on fait de son autorité, & que rendant justice à la fidélité de ses Parlements & de ses Sujets, nous n'aurons plus à nous unir que pour former les vœux les plus ardens pour sa conservation.

*EXTRAIT du Sermon sur l'Incarnation
du Verbe, prêché devant le Roi, par
Mr. Massillon, Evêque de Clermont, dans
le Carême de 1718.**

LA liberté, Sire, que les Princes doivent à leurs Peuples, c'est la liberté des Loix. Vous êtes le maître de la vie & de la fortune de vos Sujets; mais vous ne pouvez en disposer que selon les loix : Vous ne connoissez que Dieu au dessus de vous, il est vrai; mais les loix doivent avoir plus d'autorité que vous-même : Vous ne commandez pas à des esclaves, vous commandez à une Nation libre & belliqueuse, aussi jalouse de sa liberté que de sa fidélité, & dont la soumission est d'autant plus sûre qu'elle est fondée sur l'amour qu'elle a pour ses Maîtres. Ses Rois peuvent tout sur elle, parceque sa tendresse & sa fidélité ne mettent point de bornes à son obéissance; mais il faut que ses Rois en mettent eux-mêmes à leur autorité, & que plus son amour ne connoît point d'autre loi qu'une soumission aveugle, plus ses Rois n'exigent de sa soumission, que ce que les loix leur

* Mr. le Chancelier accuse publiquement les Parlemens d'établir des maximes nouvelles, qui tendent à dépouiller le Roi de l'autorité souveraine. On laisse à chacun d'examiner si les Parlemens ont jamais rien dit de si fort que ce que ce célèbre Orateur Chrétien a prêché devant Sa Majesté en présence de toute la Cour, qui ne s'avisa pas de réclamer contre ces principes, parcequ'alors l'amour & les prétentions du despotisme n'étoient pas poussées si loin qu'aujourd'hui.

permettent d'en exiger : autrement ils ne font plus les pères & les protecteurs de leurs Peuples, ils en font les ennemis & les oppresseurs ; ils ne régneront pas sur leurs Sujets, ils les subjuguent.

La puissance de votre Auguste Bisaïeul sur la Nation a passé celle de tous les Rois vos Ancêtres : un règne long & glorieux l'avoit affermie : sa haute sagesse la soutenoit ; & l'amour de ses Sujets n'y mettoit presque plus de bornes ; cependant il a sçu plus d'une fois la faire céder aux loix, les prendre pour arbitre entre lui & ses Sujets, & soumettre noblement ses intérêts à leurs décisions.

Ce n'est donc pas le Souverain, c'est la loi, Sire, qui doit régner sur les Peuples. Vous n'en êtes que le ministre & le premier dépositaire. C'est elle qui doit régler l'usage de l'autorité, & c'est par elle que l'autorité n'est plus un joug pour les Sujets, mais une règle qui les conduit, un secours qui les protège, une vigilance paternelle, qui ne s'assure leur soumission, que parcequ'elle s'assure leur tendresse. Les hommes croient être libres, quand ils ne sont gouvernés que par les loix : leur soumission fait alors tout leur bonheur, parce qu'elle fait toute leur tranquillité & toute leur confiance. Les passions, les volontés injustes, les desirs excessifs & ambitieux que les Princes mêlent à l'usage de l'autorité, loin de l'étendre, l'affoiblissent : ils deviennent moins puissans dès-qu'ils veulent l'être plus que les loix : ils perdent en croyant gagner : tout ce qui rend l'autorité injuste & odieuse, l'é-

nerve & la diminue: la source de leur puissance est dans le cœur de leurs Sujets; & quelque absolus qu'ils paroissent, on peut dire qu'ils perdent leur véritable pouvoir, dès-qu'ils perdent l'amour de ceux qui les servent.

Juillet 1771.

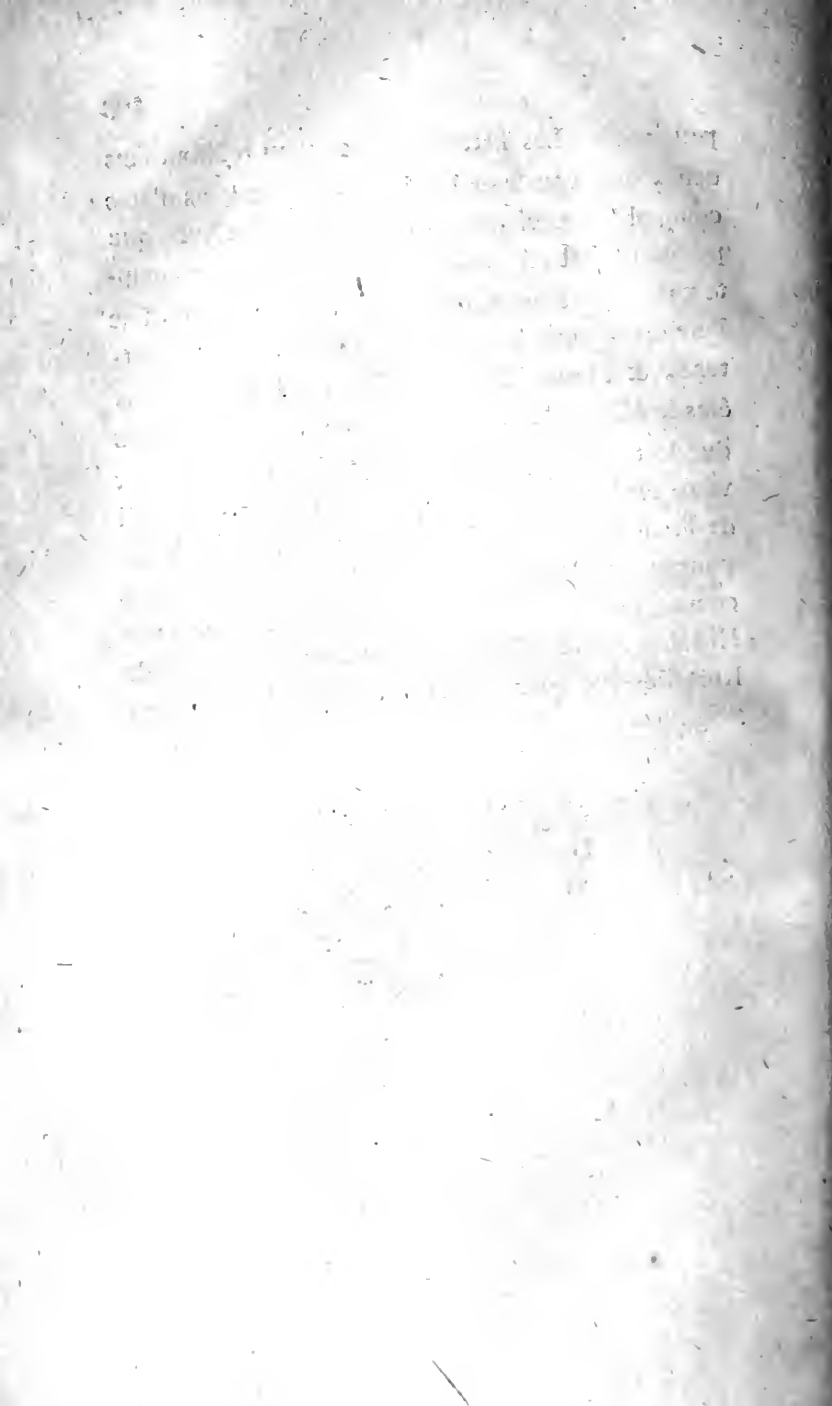
Il est digne d'un Souverain de se reconnoître lié par les loix. Notre autorité, disoit l'empereur Théodose, dépend de l'autorité de la Loi. Le Prince qui se soumet aux Loix, s'élève au dessus de la Souveraineté: *Digna vox est majestate regnantis, legibus alligatum se Principem profiteri. Aded de auctoritate juris nostra pendet auctoritas: & reverentius imperio est submittere legibus principatum.* Lib. 4. de legib.

AUTRE EXTRAIT du Sermon pour le Dimanche des Rameaux, prêché dans le même Carême.

Sire, un Grand, un Prince n'est pas né pour lui seul; il se doit à ses Sujets: les Peuples en l'élevant lui ont confié la puissance & l'autorité, & se sont réservés en échange ses soins, son temps, sa vigilance. Ce n'est pas une Idole qu'ils ont voulu se faire pour l'adorer, c'est un surveillant qu'ils ont mis à leur tête pour les protéger & pour les défendre: ce n'est pas de ces divinités inutiles qui, ont des yeux & ne voient point, une langue & ne parlent point, des mains & n'agissent point; ce sont de ces Dieux qui les précèdent, comme parle l'Ecriture, pour les conduire & les défendre. Ce sont les Peuples qui par l'ordre de Dieu les ont fait tout ce qu'ils font; c'est à eux à n'être ce qu'ils font que pour les Peuples. Oui, Sire, c'est le choix de la Nation qui mit d'abord le Sceptre entre les mains de vos Ancêtres: c'est elle qui les éleva sur le bouclier militaire, & les proclama Souverains. Le Royaume devint ensuite l'héritage de leurs Successeurs; mais ils le durent originairement au consentement libre des Sujets: leur naissance seule les mit ensuite en possession du Trône; mais ce furent les suffrages publics qui attachèrent d'abord ce droit & cette prérogative à leur naissance; en un mot, comme la première source de leur autorité vient de nous, les Rois n'en doivent faire usage que

pour nous. Les flatteurs, Sirè, vous rediront sans cesse, que vous êtes le Maître, & que vous n'êtes comptable à personne de vos actions: il est vrai que personne n'est en droit de vous en demander compte; mais vous vous le devez à vous-même, & si je l'ose dire, vous le devez à la France qui vous attend, & à toute l'Europe qui vous regarde: Vous êtes le Maître de vos Sujets; mais vous n'en aurez que le titre, si vous n'en avez les vertus: Tout vous est permis; mais cette licence est l'écueil de l'autorité, loin d'en être le privilège: Vous pouvez négliger les soins de la Royauté; mais comme ces Rois fainéans si déshonorés dans nos Histoires, vous n'aurez plus qu'un vain nom de Roi, dés-que vous n'en remplirez pas les fonctions Augustes.





BIBLIOTHÈQUE
DE M. LESAGE,
DIDIER.



CANIS INFANDI RABIES

LES EFFORTS
D E
LA LIBERTE & du PATRIOTISME
CONTRE
L E
DESPOTISME,

Du Sr. De MAUPEOU Chancelier de France

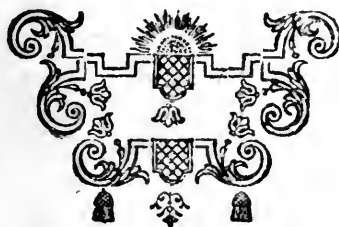
O U

R E C U E I L

Des écrits Patriotiques publiés pour maintenir

L'Ancien Gouvernement Français

T O M E S E C O N D



A L O N D R E S
M. DCC. LXXII.

2147-1-2511

1000-1-1111

1111-1-1111

1111-1-1111

1111-1-1111

1111-1-1111

1111-1-1111



LETTRE

SUR L'ÉTAT ACTUEL

DU CRÉDIT

DU GOUVERNEMENT EN FRANCE.

JE ne répondrai point, mon cher Ami, aux différentes questions que renferme votre Lettre. Les Athéniens avoient une Loi, qui obligeoit tout Citoyen à prendre un parti dans les dissensions civiles, & qui condamnoit toute neutralité comme un crime. Cette Loi n'existe point parmi nous; ainsi je resterai spectateur, si vous voulez bien, de tout ce que je vois, & n'entrerais point avec vous dans toutes ces discussions, qu'aussi-bien tant d'écrits d'un côté, tant de remontrances de l'autre, m'épargnent la peine d'agiter. Il n'y a qu'un point sur lequel je crois pouvoir vous répondre, parceque quand même le secret de l'amitié qui destine cette Lettre à vous seul, se trouveroit violé par quelque accident imprévu, ce que je ne dois ni présumer ni craindre, il n'en pourroit rien résulter de fâcheux, ni pour vous, ni pour moi. Ce point que je veux bien discu-

ter ici, c'est le *Crédit public* sur lequel vous avez commencé à entrevoir mes idées, & que je vais vous développer aujourd'hui, d'autant mieux que je ne vois nulle part ce point important traité, ni même effleuré, dans les nombreux écrits publiés pour & contre; cependant il valoit bien la peine qu'on s'en occupât: il me semble même qu'à des yeux impartiaux & patriotiques, il doit servir à décider l'affaire.

Est-ce un bien que le Gouvernement ait du crédit? En aura-t-il autant par les opérations nouvelles, qu'il en avoit, ou pouvoit avoir auparavant? Si l'on eût bien voulu envisager de sang-froid ces deux questions avant de mettre la main à l'œuvre, il me semble, mon cher ami, qu'on n'auroit pas été si vite en besogne. Mais le mal est que dans toutes les affaires, nous ne considérons que le point qui nous frappe, & nous négligeons tous les autres. Si l'homme pouvoit considérer toutes les faces d'un objet à la fois, cette sorte d'intuition universelle, qui seroit presque une participation de la Divinité, préviendrait à coup sûr cette immense quantité de maux, sous lesquels la malheureuse humanité gémit: mais encore une fois, nous ne voyons, ou ne voulons voir dans une affaire, que la partie qui nous intéresse dans le moment actuel, & nous nous refusons aux conseils d'un intérêt plus important, mais moins prochain. Par exemple, sans sortir de cette affaire-ci, on se dit: Voilà une Cour qui déplaît, qui gêne mes opérati-

„ ons, dont plusieurs Membres m'ont fait du mal ,
 „ qui gêne aussi des opérations du Gouvernement
 „ quand il a besoin d'argent ; & ce besoin est fré-
 „ quent. Je vais lui susciter des torts, & la dé-
 „ truire ; je vengerai par-là mes querelles privé-
 „ es, en paroissant ne servir que l'intérêt du Maître ;
 „ & j'augmenterai immensément en crédit. „

Cela est fort bien ; Monsieur, si cette Cour ne ser voit qu'à juger les gens ; qu'on le soit par Pierre ou par Paul, je conçois que cela vous est fort égal, & qu'il est fort doux d'écraser des gens qui ont été à la veille de nous faire éprouver des disgrâces terribles, & dont on n'a pu se défendre, qu'en cessant d'être au milieu d'eux.

Mais la Nation, mais le Gouvernement que vous ont-ils fait ? & vous nuisez & à la Nation & au Gouvernement ; supposé que le crédit du Gouvernement soit en soi *un bien*, & que vous lui ravissiez par vos opérations *ce bien-là*. Je puis me tromper ; mais il me semble que c'est-là la manière de voir l'affaire en grand, & comme un Ministre citoyen doit la voir & la montrer à son Maître. Laissons donc là les champs de Mars & de Mai, les Régistres *olim*, la Loi de Louis XI, le Chancelier de l'Hôpital ; mais aussi laissons-là les *avis d'un Perruquier*, la *Têteleur tourne*, les *Lettres d'un Américain*, les *Remontrances d'un Citoyen*, celles du *Grenier-à-Sel*, &c., & toutes ces belles & nobles productions, destinées à prouver à tout le monde, depuis le Porteur d'eau jusqu'au Prince du

Sang; qu'on a grande raison de détruire l'ouvrage de quatorze siècles en un jour, & que nous ne ferons jamais mieux, que quand on pourra faire sur nous tout ce qu'on voudra. Examinons en fidèles Sujets du Roi, & en bons François ces deux questions-ci, qu'encore une fois personne n'a traité, & qui sont cependant, je l'ose dire, les deux grandes questions de l'affaire, & d'après lesquelles chacun sera en état de fixer ses sentimens, ses conjectures, & ses vœux. Est-ce un bien que le Gouvernement ait du crédit? En aura-t-il autant par les opérations nouvelles, qu'il en avoit, ou pouvoit avoir auparavant? Vous voyez-bien, mon cher ami, par l'aperçu seul de ces deux questions, que votre ami, qui les agite avec vous, n'est ni du Parlement, ni de la Cour, ni Chancelier, ni Anti-Chancelier; & qu'il n'est que Citoyen & serviteur du Roi.

Je demande d'abord est-ce un bien que le Gouvernement ait du crédit? & je crois que cette question, qui au fond en est une, est fort aisée à décider.

Si le Royaume de France ne tenoit, & ne devoit tenir à aucun autre Etat de l'Europe; s'il étoit possible de nous placer dans l'Océan Atlantique, comme une Isle isolée, éloignée de mille lieues de tous côtés, & même sans relation quelconque avec aucune puissance, il seroit fort indifférent que l'Etat eût ou n'eût pas du crédit; je dis plus, ce seroit un mal.

En effet, le Gouvernement n'auroit à faire face qu'aux dépenses d'administration intérieure. Ces dépenses s'acquitteroient par le résultat d'impôts modérément disposés, pour répondre à leur fin; ouvrir au Gouvernement par le *crédit* une opulence fictive, ce seroit ouvrir la porte à une multitude de dépenses onéreuses, auxquelles on se laisse aller sans s'en apercevoir, dès qu'on a la facilité de les satisfaire. Ainsi le crédit du Gouvernement dans une telle supposition, ne seroit que ménager une surcharge aux Sujets. Il n'est point d'Etat qui ne puisse & ne doive faire face à ses charges intérieures, ordinaires, & extraordinaires, par le résultat *effectif*, de ses impositions *effectives*; procurer à l'Etat, par les fictions de valeur, & les anticipations que le crédit engendre, la faculté de dépenser au delà de ce qu'il doit dépenser pour des objets utiles & raisonnables, ce seroit lui rendre un très-mauvais service, un plus mauvais encore aux Sujets, qui de façon ou d'autre, payent toujours les dettes d'un Etat; soit en ce qu'il paye mal ou point du tout ses débiteurs, qui sont en même temps ses Sujets; soit en ce qu'il est obligé de surcharger la masse des Sujets, pour se libérer envers les individus.

Mais la France n'est point une île isolée, située dans l'Océan, & sans aucune relation avec aucune Puissance. Sa situation, ses traités, ses pactes, l'équilibre du pouvoir, la balance de l'Europe, la rendent nécessairement partie principale ou accessoi-

re dans toutes les guerres de cette partie du monde, dans tous les traités qui naissent de ces guerres, & dans toutes les guerres qui ne manquent pas de naître bientôt après de ces mêmes traités.

Il faut donc que la France puisse non seulement acquitter les charges de son administration intérieure, comme cette île dont je vous parle; mais il faut encore qu'elle ait un grand pouvoir au dehors, tant pour se garantir elle-même, de l'invasion d'une Puissance prédominante que son inaction auroit laissé s'accroître, que pour protéger efficacement ses Alliés & maintenir le système Européen, la balance du pouvoir. Or cela ne peut s'acquérir que par des Armées nombreuses, bien tenues, bien approvisionnées, & bien payées; que par des subsides payés à des puissances du second ordre; que par une grande influence dans les Cours; que par une forte opinion établie par-tout de tout ce qu'elle pourra faire ou empêcher dès qu'elle le voudra, &c. & tous ces avantages ne peuvent s'acquérir qu'à l'aide de deux agents puissants, dont le premier est l'*argent*, & l'autre le *crédit*, qui vaut quelquefois mieux que le premier.

Ne me dites point que ce crédit peut quelquefois donner lieu à bien des dissipations au dedans, & que la facilité d'avoir ou de paroître avoir, invite fortement à dépenser. Je le fais, & je vous le disois moi-même tout-à-l'heure; mais nous ne sommes point un Etat isolé, nous avons des relations nécessaires au dehors; ces relations ne peuvent s'alimenter & se fortifier que par l'argent qu'on a pas-

toujours & par le crédit qui le supplée. Il faut donc du crédit au Gouvernement ; or dès qu'il lui en faut , il faut bien s'exposer en même temps aux inconvénients de ce crédit, c'est-à-dire, à quelques excédents de dépense au dedans, parce que c'est la même main qui administre au dedans & au dehors, qui emprunte, qui ordonne, qui dispose : & qu'il est absolument impossible de tellement circonscrire, de tellement diviser les effets de ce crédit, que le Gouvernement ait du crédit pour les affaires du dehors, & qu'il n'en ait aucun au dedans ; ce sont là les inconvénients d'une chose bonne en soi & d'une chose nécessaire. Or la chose ne peut cesser d'être bonne & nécessaire , parcequ'il est possible qu'on en abuse, & qu'on ne le fasse pas toujours servir à sa vrai destination.

Je demande en second lieu : le Gouvernement aura-t-il autant de crédit par les opérations nouvelles, qu'il en avoit ou pouvoit avoir auparavant ? Si cela est ainsi , à la bonne-heure, satisfaites-vous ; délivrez-le une bonne fois *des épines des Compagnies*, comme disoit le Cardinal de Richelieu ; cet homme dont on a dit que *s'il n'avoit pas eu le despotisme dans la tête, il l'auroit eu dans le cœur*. Faites qu'à l'avenir toute volonté soit loi ; détruisez & ne rétablissez point ; envoyez dans les isles de l'Océan ceux qui ont le malheur de ne pas penser comme vous, & qui ont eu pendant que vous étiez Confreres, le malheur de vous déplaire. Tout cela sera le mieux du monde ; nous resterons spectateurs,

& nous verrons faire. Vous voyez bien que je suis de bonne composition.

Mais si par malheur vous alliez plus loin que vous n'avez voulu aller, que vous n'avez même prévu aller; & si pour une satisfaction passagere de mater vos contradicteurs, que vous avez trouvé le secret de faire envisager au Souverain comme les siens propres, vous allez jusqu'à ôter à l'Etat une de ses plus puissantes ressources, jusqu'à lui faire éprouver un affoiblissement plus grand que ne seroit la perte de plusieurs Provinces & de dix batailles: qu'en pensez-vous? Aurez-vous rendu à l'Etat & à votre Maître un grand & signalé service? Et quoi qu'en dise ce vieil impie, * qui vous encense, parce qu'il vous craint; croirez-vous mériter des *Couronnes civiques*?

* Voltaire.

Voyons donc avec l'œil d'un calculateur froid & impartial, si en effet depuis le 7 Septembre dernier, vous aurez conservé au Gouvernement par vos opérations le même crédit qu'il avoit ou pouvoit avoir auparavant; & définissons d'abord ce qu'on entend par *Credit*.

Le crédit est l'opinion établie de la solvabilité de l'emprunteur, & la certitude qu'il ne pourra se refuser au remboursement.

De cette opinion & cette certitude, naît dans l'emprunteur la facilité d'emprunter; facilité qui est en raison composée de l'opinion de sa solvabilité, & de la certitude qu'il ne pourra se refuser au remboursement.

Voilà les deux bâses imuables du crédit, solvabilité & certitude qu'on ne pourra se refuser au paiement.

La République de Gènes a bien contr'elle la co-action de payer. Il n'y auroit pour cela qu'à la conquérir, ce qui ne feroit pas mal aisé ; mais elle n'a pas à un degré égal la *solvabilité* ; parceque tout son territoire, toutes les facultés collectives, n'équivalent pas par exemple à une dette de quatre milliards.

Le Grand-Seigneur a bien la solvabilité pour une semblable dette. Ses Etats d'Europe & d'Asie pourroient en répondre ; mais on n'a pas contre lui la certitude du paiement, car il n'a dans ses Etats aucun Corps qui par une sanction Auguste & inviolable puisse répondre aux prêteurs qu'ils seront très certainement payés.

La Russie, il y a quelques années, étoit à-peu-près dans le même cas ; mais depuis que le bon esprit de son Impératrice l'a portée à descendre du despotisme, pour prendre l'*aplomb*, l'*assiette*, la hâse d'une Monarchie ; depuis que ce Gouvernement *monté sur le faîte aspire à descendre*, la Russie acquiert de jour en jour les deux bâses du crédit, & en aura un très grand. Elle vient d'en faire l'épreuve par des emprunts en Italie, que le dernier Czar n'auroit pu faire.

L'Angleterre réunit au suprême degré les deux bâses de crédit ; elle a la solvabilité, quelque immense que soit aujourd'hui sa dette nationale, &

elle a en sa faveur , la certitude de payement ; parceque les dettes qu'elle contracte , ont le sceau Auguste & inviolable d'un Corps national , qui ne peut jamais manquer , ni laisser manquer à ses engagements ; & qu'elle seroit plutôt submergée par les flots de la mer qui l'environne , que de ne pas acquiescer ce quelle emprunte sous le sceau sacré de la foi publique & du droit des gens. De-là vient qu'elle n'a qu'à annoncer un emprunt , pour le voir bien-tôt rempli : de là vient qu'elle emprunte couramment à un taux modéré de 3, 3½, 4 pour 100 ; tandis que d'autres Etats peuvent à peine trouver à emprunter au denier 10 ; or comment étions-nous en France avant le 7 Décembre 1770 ? Nous avions un Corps national que sa qualité de Cour des Pairs , que les anciens monuments , qu'une existence avouée de plus de cinq cents ans , à prendre tant avant qu'après sa fixation à Paris , que le dernier sceau par lui mis aux Loix , par un enrégistrement librement délibéré ; enfin , que l'opinion , & pour ainsi-dire , la religion des peuples avoient consacrés comme indestructible , & qu'il n'étoit jamais tombé dans la tête , ni du Chancelier Duprat , ni du Chancelier Poiet , de Buffly le Clerc , ni du Duc de Mayenne , ni d'Isabelle de Baviere , ni de Catherine de Médicis de détruire. Les secousses passageres qu'il avoit éprouvé de la part de ses plus ardens ennemis , qui ne se feroient fait faute d'aller au delà , s'ils avoient cru le pouvoir , étoient autant de preuves de son indestructibilité ; & cette indestructibilité étoit parmi

nos vérités nationales, comme ces vérités premières, qu'il ne vient même en pensée à personne de prouver, ni de contester.

Qu'arrivoit-il de cette opinion salutaire ? Il en arrivoit que les Souverains étrangers & leurs Sujets, ainsi que les Sujets nationaux, étoient accoutumés, par une longue suite de siècles, à trouver dans ce Corps, & dans les autres qui font *tout un* avec lui, suivant l'expression d'un de nos Rois, la sanction sacrée, & la garantie inviolable, les uns de leurs traités, & les autres de leurs prêts. De-là dans tous les traités un peu anciens, cette clause qu'ils feront enregistrés au Parlement: de-là dans le traité de *Madrid*, cette clause solennelle par laquelle Charles-Quint, pour l'assurance des conventions sur la foi desquelles il relâche son prisonnier, exige expressément l'enregistrement dans les Parlements: de-là cette confiance, cette assurance avec laquelle l'étranger vient verser ses fonds dans notre trésor public, par des placements en tontines, en rentes viagères, & même en rentes perpétuelles; de-là enfin cette sécurité avec laquelle les Sujets prêtent à l'Etat, traitent avec lui, lui confient une forte partie de leurs capitaux, & souvent leur fortune entière par des constitutions en rentes, par des acquisitions d'Office, par des fonds d'avance dans les Fermes Générales, dans des traités d'affaires, &c.

Voilà ce que le Parlement valoit à nos Rois. A la veille d'une guerre dangereuse, dans une crise

affligeante, dans ces moments malheureux de disette & d'intempérie, où la nature elle-même sembloit conspirer contre nous avec les ennemis du dehors; le crédit national garanti, sanctionné par le Parlement, décuploit les forces de la Nation, & la mettoit en état de faire face elle seule à tous les événements. Depuis le détroit de Gibraltar, jusqu'au Pôle, c'étoit une opinion reçue, que le Gouvernement François ne pouvoit manquer à des engagements enrégistrés au Parlement; opinion néanmoins qui dans quelques occasions, il faut l'avouer, a reçu des atteintes par la foiblesse du Parlement, foiblesse très nuisible au Roi & à l'Etat; mais opinion enfin qui avoit encore assez de consistance & de force, pour attirer parmi nous, au premier signal, les richesses étrangères, & pour délier doucement la bourse des Sujets.

Et remarquez, mon cher Ami, combien ce secours d'opinion, supérieur en mille occasions, à des richesses réelles; remarquez combien ce secours coûtoit peu au Roi.

Un Roi d'Angleterre a le même avantage sans doute, & même dans un degré encore plus éminent, parce que la sanction du Parlement Anglois a plus de stabilité que celle du nôtre; mais aussi à quel prix il est obligé d'acheter cet avantage! Ménagements avilissans pour le trône: corruption fourde & très-dispendieuse; déclamations violentes contre son Ministère, & quelque fois contre lui-même; impunité des libelles les plus atroces; obli-

gation de demander tous les ans la même faveur & la même assistance à ses fidèles Communes ; obligation de leur compter tous les ans de l'emploi , & d'avoir , pour ainsi-dire , ses morceaux coupés ; Requêtes offensantes ; cursions populaires , &c. &c. voilà à quel prix le Roi d'Angleterre est obligé d'acheter , pour ses propres Sujets & pour les prêteurs du dehors , la stabilité des engagements qui sont contractés par son Parlement pour le service de ses troupes & l'influence de sa Couronne : voilà à quel prix un Monarque est obligé d'acheter le *crédit* dont il a besoin ; & cependant il ne trouve pas ce prix trop cher , puisqu'il consent de l'y mettre.

Voyez , au contraire , l'heureuse position du Roi de France , & combien ce *crédit* lui-même respectoit sa puissance. Il avoit à la fois le crédit d'une puissance limitée , & le pouvoir d'une puissance absolue. Ce même Corps , qui , par la stabilité & la liberté de ses enrégistremens , & par son indestructibilité propre , lui assuroit dans la Nation & dans l'Europe , un crédit capable des plus grandes choses ; ce même Corps étoit voué , par principes & par amour , à l'obéissance la plus profonde. Si son zèle pour le bien de l'Etat lui suggéroit une résistance respectueuse ; un Lit de Justice , un enrégistrement forcé terminoit tout. Il ne se passoit point d'année qu'il ne reçût quelques humiliations nouvelles tantôt à l'occasion d'un simple Maître des Requêtes , tantôt au sujet d'un Commandant

de Place. Ici on arrête ses poursuites contre un ancien Intendant ; là on gêne son activité dans une recherche intéressante. Aujourd'hui on casse ses Arrêts ; demain on biffe ses Régistres, ou l'on enlève ses minutes. Un simple acte de volonté le disperse aux extrémités du Royaume : un coup d'œil l'envoie en exil : il obéit, & porte par-tout son respect & son amour, bien plus que sa douleur. Non, mon cher Ami, quand l'Etre suprême auroit dit à un mortel : *Créez-vous une situation à votre choix*, je ne crois pas qu'il eût été possible de s'en créer une plus belle, une plus désirable, plus satisfaisante que celle d'un Roi de France. Despote & Monarque à la fois, il étoit despote de *fait*, & Monarque de *droit*. Il avoit tout le pouvoir qui caractérise le despote, mais qui le fait trembler lui-même, & toute la sécurité qui est le partage de la seule Monarchie. Il avoit à la fois, & le plus grand produit possible en fait d'impôts, & un crédit illimité, sanctionné par ses Parlements ; crédit qui dans une crise nationale, auroit décuplé, vingtplé ce produit : & pour rendre en un mot mon idée, j'emprunterai ce beau passage de l'Arrêté du Parlement de Dijon, du 1^{er}. Mai 1771, pag. 13. „ Le „ Monarque exécutant de *fait* en France tout ce „ qu'il veut, il est de la plus grande inutilité, „ comme du plus grand danger, de vouloir établir „ en *Loi* qn'il n'y en a point d'autre que sa volonté arbitraire : il eût été plus prudent de s'en tenir à l'usage, que de se figurer qu'à force de le

„ rendre habituel , on est parvenu au moment de
 „ l'ériger en Loi formelle, que d'entreprendre de
 „ changer le nom glorieux & chéri de Monarque ;
 „ en un autre à jamais incompatible avec le ca-
 „ ractere noble & généreux de la Nation Fran-
 „ çoise. ”

Nous étions donc sous le charme de cette illusion satisfaisante pour des sujets fidèles qui adorent leur Maître ; satisfaisante en même temps pour des hommes nés libres, qui aiment à offrir les hommages de l'amour, & non les tributs de la contrainte ; qui attachent quelque valeur aux mots de propriété, de liberté, de loix, & qui ne croient pas que des phrases dorées puissent jamais couvrir des chaînes.

Tel étoit notre état, tel étoit celui du Roi, le Monarque le plus puissant de l'Europe en numéraire & en ressources dont la certitude lui étoit constamment assurée par la sanction & la stabilité de ses Parlements, & par cette vieille foi que l'on aimoit à avoir en eux. Un Edit enregistré librement au Parlement, faisoit à l'instant fournir par les gens d'affaire, vingt, trente millions de fonds d'avance sur le produit de l'impôt, pour l'équipement d'une flotte, pour l'ouverture d'une campagne, & jamais nous ne pouvions être pris au depourvu.

Point du tout, un homme paroît, des Remontrances assez fortes, un Ecrit même plus respectable encore, le taxent évidemment de vengeances privées, de haines violentes contre des hommes, par qui il n'a évité, dit-on, d'être mis en Justi-

ce, qu'en en devenant le Chef. Moi je ne vai pas jusques-là. Je n'aime pas à faire les hommes méchants, lorsqu'il est possible qu'ils ne le soient pas. Je veux donc que son seul zèle l'ait entraîné; Je veux que persuadé jusqu'à 54 ans de la légitimité, du devoir-même imposé par nos Loix aux Parlements, d'oposer une résistance ferme & respectueuse aux Loix nouvelles qui leur paroissent injustes, ou nuisibles, il aura tout-à-coup été éclairé par l'inspiration de sa nouvelle place, & que cette même résistance lui ait paru tout-à-coup un crime. Il aura dit: „ Ces Gens de Palais vous fatiguent, „ vous harcèlent, ne vous accordent de l'argent „ que de mauvaise grace; je vais vous en défaire, „ & leur donner des successeurs plus dociles; „ & lorsqu'il croira avoir réussi, (ce qui ne me paroît pas encore fait:) il dira, il laissera imprimer *qu'il a retiré la Couronne du Grêfe.*

Si j'étois admis à discuter avec lui le mérite de son opération, je lui dirois avec la hardiesse qu'inspire le zèle patriotique: „ Vous avez, dites-vous, „ retiré la Couronne du Grêfe: j'en doute fort, „ car je ne vois nullement qu'elle y fût, à en juger par une multitude d'actes vigoureux, qui „ depuis un certain 3 Mars, avoient fort abattu „ le Parlement. Mais ce que je sçais, c'est qu'à „ coup-sûr vous venez par vos opérations d'y mettre le bilan de notre commun Maître, & celui „ de ses successeurs. Qu'une Nation rivale & tous „ jours inquiète débute, comme elle l'a fait quel-
„ que-

„ quefois ; par vous faire la guerre sans la déclarer,
 „ par enlever nos vaisseaux & attaquer nos forts
 „ dans les deux Indes, & qu'il faille tout-à-coup
 „ un effort extraordinaire de 50 à 60 millions pour
 „ lui résister, où les trouverez-vous, après tout ce
 „ que vous avez fait & tout ce que vous projetez
 „ de faire ?

„ Sera-ce dans les créations de charges, res-
 „ source si utile à nos Rois ? Mais où trouverez-
 „ vous des acheteurs assez confiants, quand du 9
 „ Avril au 3 Juin 1771, vous venez de détruire
 „ quatre Cours & deux Tribunaux distingués, sans
 „ compter ceux que vous vous proposez de frap-
 „ per encore ? Sera-ce dans les concessions de pri-
 „ vilèges à différents Corps de Citoyens ou d'Offi-
 „ ciers. Mais qui pourra vous donner de bon ar-
 „ gent pour des privilèges auxquels il est impossible
 „ d'attacher aucune solidité, quand on vous voit
 „ ravir ceux d'une Compagnie à qui vous en avez,
 „ l'année dernière, fait payer fort cher la confirma-
 „ tion, & qui n'a pas encore consommé son paye-
 „ ment ; quand on vous voit supprimer ceux-mê-
 „ me de l'Ordre du St. Esprit ; privilèges qui sont
 „ l'objet d'un serment particulier au sacre de nos
 „ Rois ?

„ Sera-ce par des emprunts faits par voie de cré-
 „ ation de rentes perpétuelles ou viagères, ou de
 „ tontines ? Mais comme on n'a pas encore imaginé
 „ des contraintes pour forcer d'y placer, il faut

„ donc que la confiance vous porte l'argent des Su-
 „ jets & de l'Etranger ? Et comment la ferez-vous
 „ naître cette confiance , quand par des Arrêts du
 „ Conseil vous rendez fans effet les enrégistremens
 „ les plus solennels ; quand vous chargez ces ren-
 „ tes de vingtieme & de dixieme dont la foi de leur
 „ création les exemptoit ? Quand vous avez arra-
 „ ché à cette confiance du dedans & du dehors
 „ son antique & unique bafe , la fanction de ce Par-
 „ lement que la France & l'Europe croyoient indes-
 „ tructible fur la foi des fiécles , & de notre Con-
 „ stitution , & que vous renversez d'un fouffle , pour
 „ lui substituer des Magistrats *inamovibles comme les*
 „ *anciens*.

„ Quelle fera donc votre ressource après avoir
 „ ainsi détruit par vos opérations tout crédit , &
 „ pour le présent & pour l'avenir ? Je ne vous en
 „ vois plus qu'une : c'est celle de l'impôt *directe*.
 „ Mais où le placerez-vous ? Quelle nature de biens
 „ peut vous en paroître encore susceptible ? Quel
 „ tribunal avoué par la Nation vous l'enrégistrera ,
 „ & pourra dans les esprit suplée les Etats Géné-
 „ raux , qui seuls en accordoient autrefois jusqu'en
 „ 1577 ? Les Etats de Blois ayant déclaré que le
 „ Parlement formeroit pendant l'*intérim* d'une te-
 „ nue à une autre , une sorte de commission inter-
 „ médiaire des Etats Généraux *au petit pied* & en
 „ racourci , qui pourroient accorder , refuser ou
 „ modifier des impôts , on en prit occasion de se

„ passer des Etats Généraux, & de s'adresser au
 „ Parlement ; mais du moins au Parlement.

„ Et ces impôts directs ainsi entassés les uns sur
 „ les autres, que vous rendront-ils ? Ne se nuiront-ils pas réciproquement ; n'est-ce pas-là *abis-*
 „ *sus abissum invocat*, & n'est-ce pas vouloir mois-
 „ sonner où l'on n'a pas semé. Si par la fuite de
 „ vos opérations, l'indigence & la ruine de plu-
 „ sieurs classes de Citoyens, la mal-aisance & la
 „ pauvreté de répercussion d'une foule de classes
 „ inférieures, les émigrations, & mille autres flé-
 „ aux rendent les impôts *directes* aussi impossibles que
 „ la violation de la foi publique aura rendu les im-
 „ pôts de confiance impraticables, en éteignant, en
 „ détruisant à jamais tout *crédit*.

„ Croyez-moi, Monsieur, avec votre service de
 „ *tirer la Couronne du Gréfe*, vous ne rendez ja-
 „ mais tant à nos Rois, que vous leur aurez ôté :
 „ Un de nos Rois a dit très-bien, si la vérité étoit
 „ bannie de dessus la terre, elle devrait se trouver
 „ dans la bouche de nos Rois. Ce que le Roi Jean
 „ a dit de la vérité, je le dis de la foi publique
 „ mere du crédit. Si la foi publique étoit bannie
 „ des négociations entre les sujets, elle devrait se
 „ trouver dans les opérations des Rois. Voulez-
 „ vous voir un bel & respectable exemple de la
 „ confiance que peut inspirer un homme ? Voyez
 „ dans les Indes don Diégue, Général Portugais ;
 „ ayant besoin d'argent pour la solde de son armée ;
 „ & empruntant aux habitants de Goa sur un des

„ côtés de sa moustache vingt mille pistoles, qu'ils
 „ eurent l'assurance de lui prêter sur ce gage, &
 „ qu'il leur rendit fidèlement. Dites-le moi de bon-
 „ ne foi, Monsieur, d'après vos opérations déjà fai-
 „ tes, d'après celles qu'on nous annonce, quelle
 „ partie de votre corps, croiriez-vous pouvoir hy-
 „ pothéquer à si haut prix?

„ Vous nous parlez d'*heureuse impuissance*, &c.;
 „ car graces à Dieu, les expressions séduisantes
 „ ne vous manquent point, & vos discours sça-
 „ vent se faire lire; mais sans renoncer à cette pro-
 „ messe d'*heureuse impuissance* pour notre liberté,
 „ notre état, nos propriétés, apprenez qu'une au-
 „ tre *heureuse impuissance*, non moins désirable, fe-
 „ roit celle où le Roi voudroit bien être de détrui-
 „ re son crédit.

„ Il l'avoit, & vous la lui avez ôtée. Cette
 „ heureuse impuissance étoit pour la nation, com-
 „ me pour lui, un trésor inépuisable. Elle étoit
 „ autant au dessus des impôts, & de faculté d'im-
 „ poser, que l'infini est au-dessus du fini, & que
 „ la force active d'un secours volontairement offert
 „ est au dessus des impôts arrachés par les saisies
 „ & les contraintes. J'ai lu attentivement la nou-
 „ velle Histoire des Turcs d'un de vos nouveaux
 „ Magistrats; je n'y ai trouvé ni tontines ni ren-
 „ tes viagères ou perpétuelles créés par l'Etat; ni
 „ charges, ni privilèges convertis en argent comp-
 „ tant, & je doute même que le Grand Seigneur
 „ pût jamais battre cette monnoie-là avec succès;

„ car c'est la confiance seule qui lui donne Cérus, &
 „ la confiance ne se commande point. Elle & la
 „ contrainte, ou le pouvoir arbitraire, sont incon-
 „ ciliables; ils se détruisent l'un par l'autre; au-
 „ tant de pas faits vers le pouvoir arbitraire, sont
 „ précisément autant de pas qui éloignent un Gou-
 „ vernement de la confiance publique, & il perd
 „ son crédit dans la même proportion qu'il acquiert
 „ plus de facilité de manquer à ses engagements.
 „ Or votre article 3, qui convertiroit tout Arrêt
 „ du Conseil, toute volonté momentanée en Loi
 „ formelle, feroit précisément cette facilité-même,
 „ portée au plus haut degré, & précisément aussi
 „ la destruction de tout crédit; puisqu'encore une
 „ fois, il ne peut subsister que par l'impossibilité
 „ légale de violer des engagements sanctionnés lé-
 „ galement. „

„ Voyez, lui dirois-je encore, quels reproches
 „ un jour votre mémoire auroit à effuyer, s'il
 „ arrivoit un de ces événements fâcheux, qui
 „ demandent qu'un crédit prompt & vigoureux
 „ supplée à l'impuissance de faire face en argent.
 „ Une bataille perdue, par exemple, une invasi-
 „ on d'une Province frontiere, ou un malheur
 „ semblable à celui du Roi Jean, ou de François
 „ I, ce qu'à Dieu ne plaise assurément; mais enfin,
 „ ce qui est arrivé, peut arriver encore: & quel-
 „ les feroient, en ce cas-là, les ressources d'un
 „ Gouvernement, à qui vous auriez ôté tout crédit?

„ Vous voulez le bien, je le suppose, & j'aime
 „ à le croire. Vous n'entendrez point sortir de ma
 „ bouche ces expressions violentes, qui ne furent
 „ jamais le langage de la raison, & qui dépriment
 „ même une bonne cause, loin de la servir. Oui,
 „ Monsieur, vous voulez le bien; rien d'humain,
 „ rien de personnel ne fouille vos projets. Je vous
 „ en félicite, mais votre désir de faire le bien, ne
 „ vous auroit-il point abusé sur le choix des moy-
 „ ens? Ne vous seriez - vous pas tellement livré à
 „ une seule considération, que vous eussiez perdu
 „ de vue toutes les autres? N'auriez - vous pas
 „ été tellement passionné pour étendre & fortifier
 „ l'autorité, que vous n'auriez pas fait attention
 „ que c'est la détruire, que de vouloir la rendre
 „ arbitraire, illimitée; parce qu'alors on lui ôte sa
 „ principale base, la confiance publique, *le crédit*.
 „ En un mot, Monsieur, avez-vous bien réfléchi
 „ sur ce mot si sublime d'Henri IV; répression qui
 „ annonce en lui un esprit aussi profond qu'il avoit
 „ un cœur bienfaisant: *A Dieu ne plaise que je*
 „ *fasse jamais usage d'une autorité qui se détruit*
 „ *en voulant l'établir, & à laquelle je sçais que les*
 „ *peuples donnent un mauvais nom.* „

Voilà, mon cher Ami, ce que je dirois au Chef
 de la Justice, en causant tranquillement tête-à-tête
 avec lui; & quoique ce langage pût lui déplaire,
 en ce qu'il contrecareroit ses vues actuelles, je su-
 is bien sûr pourtant qu'il ne pourroit raisonnable-
 ment s'en offenser, parce qu'il ne régne dans ce

discours que le ton d'un bon Citoyen, d'un homme honnête, qui peut se tromper, qui se trompe peut-être, mais qui très-sûrement désire fort, & de ne pas se tromper, & de ne tromper personne, & à qui on ne pourroit pas faire plus de plaisir que de l'éclairer.

Je reprend donc, & je dis avec Henri IV, qu'il n'est qu'une certaine mesure de pouvoir compatible avec le crédit; que tout pouvoir porté au-delà le détruit; que le crédit a deux bâses nécessaires, la solvabilité réelle ou présumée, ce qui revient au même, & la certitude du paiement; certitude fondée, à l'égard des petits Etats, sur la faculté de les conquérir & de se faire payer par force; à l'égard des grands Etats, sur la sanction Auguste & inviolable qui préside à leurs engagements, & qui en assure le paiement; sanction qui devient dérisoire, nulle, radicalement détruite & à tout jamais, si l'on peut renverser comme des capucins de carte, passez-moi cette expression, le Corps ou les Corps qui donnoient cette sanction-là. La grande science est donc d'avoir *dans le fait*, par des influences certaines, par des opérations habilement ménagées, & en ne laissant jamais paroître la main toute nue de l'autorité, une autorité illimitée, & de ne montrer jamais *dans le droit*, qu'une autorité tempérée par des Loix, susceptible de limites, ayant des limites réelles, sur la foi desquelles on puisse croire que la sanction donnée à ses engagements sera inviolable, parceque le Corps qui

a donné cette sanction-là, est regardé par l'autorité elle-même comme *indestructible*, & par conséquent raisonnablement offert par elle aux Nationaux & aux Etrangers, *comme bon garant*.

Que Corneille, à mon sens, est admirable & profond, & que M^r de Louvois avoit grande raison de dire qu'il falloit, pour l'entendre, un Parterre composé de Ministres d'Etat! De tous ses vers, il n'y en a point de plus beaux que ces quatre si connus dans Dom Sanche d'Arragon; & de ces quatre, j'en met à l'écart trois, pour ne point parler ici ni d'honneur, ni de distinction (ce qui est totalement étranger à l'objet de ma Lettre), & je ne m'arrête qu'à ce quatrième vers:

Et qui veut tout pouvoir, ne doit pas tout oser.

Ce vers, qui semble paradoxal au premier aspect, est d'une vérité profonde. Ce vers & le mot d'Henri IV, *une autorité qui se détruit en voulant l'établir*, en disent eux seuls plus que toute ma Lettre pour qui sçait réfléchir; elle n'en est qu'une faible & traînante paraphrase.

En un mot, mon Ami, Archimède avoit dit: „
„ Donnez-moi un levier assez long & une bâte bien
„ fixe, je soulèverai le monde entier „. Le *levier*, c'est la solvabilité, c'est l'opulence de la Nation, dont le Gouvernement peut faire un emprunt. La *bâte* c'est la foi publique. L'Angleterre a un levier moins long que le nôtre, car nous sommes beaucoup plus riches qu'elle; mais elle a une bâte,

par la certitude inviolable. indestructible de ses engagements. Nous avons aussi cette b ase, un peu moins solide peut-être, mais enfin nous en avons une; & d'un bout de l'Europe à l'autre, on r p toit: „ Cette rente est bonne, cet effet est bon; „ ils sont enrégistrés au Parlement. „ On vous  te aujourd'hui cette b ase, en vous donnant pour garants, pour dépositaires, pour r clamateurs & gardiens de la foi publique, 75 Messieurs que j'honore fort assurément; mais qui m'apprennent eux-mêmes, par le titre de leur création, qu'ils sont *inamovibles comme les anciens*.

Qu'arrive-t-il donc du défaut de crédit? En arrivera-t-il qu'on ne trouvera plus de prêteurs, de fournisseurs, de gens qui achètent par avance le montant d'un impôt? Pardonnez moi, on en pourra trouver encore quelques-uns, & pour quelque temps peut-être, parce qu'on trouve souvent des gens imprudents & cupides; & par là l'Etat se fera encore une sorte d'illusion, en croyant avoir un crédit qu'il n'aura plus, parce qu'il verra les choses se passer à-peu-près comme du temps où il en avoit. Mais pour faire ces opérations, ces traités, quels avantages l'Etat ne fera-t-il pas obligé de faire? A quel prix lui faudra-t-il payer l'argent? fera-t-il jamais comme l'Etat de Toscane, qui ordonne aujourd'hui à ses prêteurs de retirer leurs capitaux, s'ils ne veulent les lui laisser au dessous de 3 pour 100 d'intérêt; parce qu'il a d'une part la solvabilité évidente, & d'autre part l'impuissance de manquer à ses prêteurs?

Il lui faudra donc payer son défaut de crédit par des affaires ruineuses, & en faisant exactement ce que les jeunes gens de famille appellent *faire une affaire* : pertes immenses qui appelleront de nouveaux impôts, dont la perception devenue impossible, ou trop foible, appellera de mauvaises affaires nouvelles ; & ainsi *d'impôts en affaires, & d'affaires en impôts*, on arrivera à un point que je tremble de Prévoir ; parceque pour les Etats, comme pour les particuliers, soyez bien assuré, mon Ami, que le défaut de crédit est un gouffre sans fond.

Jusqu'à ce moment, mon cher ami, je ne vous ai parlé que *du crédit d'opinion*, & je crois vous avoir convaincu qu'une opération qui détruit toute certitude du paiement, & qui substitue l'instabilité & l'arbitraire à un Corps national indestructible, renverse tout crédit jusques dans ses fondements. *

Mais il est un autre crédit plus important encore & plus honorable pour le Prince & pour les Sujets ; je l'appellerai *crédit d'affection* ; & j'entend par là ce sentiment vif & tendre, qui nous porte à nous dépouiller pour notre Roi, que nous identifions avec la patrie, comme nous nous dépouillerions pour un frere, pour un pere, pour un ami. Oh ! mon ami, quelle source inépuisable de pouvoir & d'influence

* On peut demander à Mr. de Boullogne intendant des finances, quel a été le succès de son voyage en Hollande pour l'emprunt de 12 millions qu'il étoit chargé de faire, a peine a-t-il trouvé 200 mille florins, pour s'en tirer avec honneur il a dû en avoir 1200 & qu'il étoit content.

pour un Roi chez les Nations étrangères, que cet amour tendre & sans borne, qui le rend plus que propriétaire des biens de ses Sujets? Car enfin supposons le Roi propriétaire de cette surface immense que nous apellons la France; il faudroit qu'il payât ses régisseurs, qu'il nourrit & habillât ses colons, ses fermiers, leurs enfants, les artisans, travailleurs & ouvriers, & avec tout cela il n'auroit que des produits bornés & foibles, tels qu'on pourroit les attendre de gens qui ne seroient plus animés par l'aiguillon du bien-être & de la propriété. Et avec tout cela, il n'auroit que des richesses territoriales; mais ces autres sources fécondes d'opulence, le commerce, l'industrie, les arts, les voyages de long cours, ne lui seroient d'aucun rapport, parce que l'expropriation absolue que nous supposons, étoufferoit tous talents, tout courage, toute activité; & nous réduiroit à être attachés à la glèbe comme les payfans de Pologne, qui n'imaginent pas d'aller à la Chine ou en Amérique, & d'établir ou des manufactures, ou des écoles de peinture, de sculpture & d'architecture, pour mieux & plus promptement enrichir leurs Palatins & leurs Castellans.

Je le dis donc avec vérité, & je suis persuadé qu'il n'est aucun homme un peu instruit, qui n'en convienne avec moi; je suis convaincu qu'un Roi de France, qui ajoute aux impôts courants & établis, *le possible de l'amour de ses Peuples* pour les cas extraordinaires, est beaucoup plus riche que s'il

étoit réellement & de fait propriétaire de toutes les terres, & de toutes les maisons de son Royaume.

Or *ce possible* ajouté aux impôts courants & établis qui est-ce qui le donne ? Je viens de le dire, c'est l'amour. Portez-vous, mon ami, à cette séance attendrissante, où le Grand *Henri* disoit aux Notables, * assemblée, „ Vous me voyez avec ma „ jacquette & mon pourpoint, *comme un bon pere* „ *au milieu de ses enfants* . . . Je viens vous de- „ mander vos conseils, c'est une envie qui ne prend „ gueres aux têtes grises & aux Rois victorieux.” Entendez-le s'écrier une autre fois; „ à Dieu ne „ plaife que j'use jamais de ce pouvoir funeste *qui* „ *se ruine en le voulant établir*, & auquel je sçais „ que les Peuples donnent un mauvais nom.” Ou bien encore lorsqu'il disoit: „ La premiere Loi du „ Souverain est de les observer toutes; & il a lui- „ même deux Souverains, Dieu & la Loi. „ Ou bien, voyez ce bon Prince, sous les murs de Pa- „ ris, envoyant du pain à cette ville affamée, refusant de lui donner l'assaut, & disant: „ *je suis le* „ *vrai Pere* de mon Peuple, je ressemble à *cette* „ *vraie Mere de Salomon*. J'aimerois mieux n'a- „ voir point de Paris, que de l'avoir tout ruiné, „ tout dissipé par la mort de tant de personnes.” Dans ces moments d'attendrissement & d'amour, que n'auriez-vous pas donné au grand, au bon Hen-

* Assemblée des Notables à Rouen.

ri pour le succès de ses projets? Pour moi, je sens mon ame s'enflâmer pour lui, comme si j'avois en ce moment le bonheur de le voir, de l'entendre, d'aroser ses mains de mes larmes; & toute ma fortune, tout mon être, auroient été à ses pieds.

Voyez encore cette Impératrice généreuse, l'honneur de son sexe, & de notre siècle, présentant son fils à ses fidèles Hongrois, & excitant leur amour & leur courage pour ce rejeton de tant de Rois, & entendez avec quelle unanimité, quelle grandeur cette Noblesse attendrie, oubliant ses anciens griefs & ses malheurs passés, lui jure de la défendre elle & son fils; de la maintenir dans les Etats de ses pères, & de verser tout son sang pour elle.

Mais pourquoi chercher au dehors des spectacles d'attendrissement d'amour: voyez toute la France en pleurs, lorsqu'au sein de la victoire, un Roi chéris est menacé de nous être enlevé pour jamais. Voyez cette vive alégresse qui exprime l'amour & la joie d'un grand Peuple sur sa conservation si désirée: voyez toute la France applaudir à cet acte éclatant de sa Justice, à cette Loi tutélaire, dans laquelle il déclare *vouloir régner par l'amour, & non par l'impression seule de l'autorité, vouloir régner suivant les formes & les règles sagement établies dans son Royaume*; & voyez les mers se couvrir de vaisseaux offerts par le patriotisme & l'amour. Voyez le luxe de nos tables s'aller perdre dans le trésor public, notre vaisselle augmenter la masse du numéraire diminué par la guerre, & les dépenses du dé

hors.... Eh bien, mon ami, dans ces heureux moments, qu'un Roi doit se trouver grand & puissant, & qu'il doit regarder un pouvoir fondé sur l'amour, comme bien plus étendu, bien plus solide que celui qui ne le feroit que sur des Edits, des enrégistremens forcés, & des soldats ! Quelle situation délicieuse & rapprochante de la Divinité, de pouvoir se dire à la vue d'un Peuple immense, dont les bénédictions & les cris de joie retentissent de toutes parts ! „ Il n'y a pas un de ces hommes qui „ n'exposât sa vie pour mon service, qui ne donnât „ sa vie pour sauver la mienne. ”

Que l'on a beau faire mon ami ! le despotisme ne donne point de ces jouissances-là. Des Ecrivains gagés ont beau tourner des phrases cadencées, & nous promettre en stile coupé l'âge d'or & des événements heureux long-temps désirés par nos peres. Ce ne sont pas ces belles expressions qui feront naître en nous un sentiment. Le sentiment, la confiance, l'amour, ne se commandent point. Ils ne naissent en nous que de la certitude du bien que l'on fait ou que l'on projette ; & le bien se prouve par lui-même, & non par des périodes & des brochures. Je n'ai pas besoin de cent écrits qui se succèdent les uns aux autres, pour sentir si je suis mieux aujourd'hui qu'hier. Je le sentirai bien moi-même, & au contraire on en a besoin pour tâcher

de m'étourdir sur ma situation. C'est le *bâillon de Mr. de Lally* (a).

J'ai lu avec attention, comme je vous le disois, la nouvelle Histoire des Turcs. Je n'y ai vu nulle part que jamais les Ottomans, aient offert leurs vaisseaux, ni leur argenterie à la sublime Porte. Quelle raison auroient-ils d'avoir du patriotisme? Quel en seroit pour eux l'aiguillon ou le prix?

Pour nous qui avons une patrie, des Loix stables, un gouvernement modéré & chéri, un Prince que nous aimons, nous avons fait & ferons volontiers ces sacrifices, & de plus grands encore. La conservation de nos Loix, de nos Droits nationaux, de notre liberté civile, en fera à jamais l'incitamment & la mesure.

Je n'ai pas besoin de discuter ici à quel point nous en sommes sur ces divers objets: Je ne veux rien dire qui puisse désobliger & déplaire. Quoique je ne parle ici qu'à vous seul, & pour vous seul, je serois au désespoir qu'il m'échappât la plus légère expression, qui renfermât une prévision fâcheuse, presque toujours voisine du murmure, & qui sous couleur de craindre des maux, semble les faire naître. L'Etre suprême qui dans ce moment même a les yeux sur moi, sçait que ce n'est & ne fera jamais ma pensée. Je veux seulement verser dans le sein de mon ami les élans d'un cœur hon-

(a) Pour empêcher Mr. de Lally de faire entendre au public ses moyens de justification, on lui mit un bâillon sur l'échafaud.

nête & patriotique, d'un fidèle & tendre serviteur de son Roi, qui désire ardemment qu'il ait pour notre bonheur & pour sa gloire, la puissance la plus grande, la plus durable & la plus chérie, & qui croit vous avoir prouvé que cette puissance n'a pas de bête plus certaines, plus inébranlables que le *crédit & l'amour de ses sujets*; & que le crédit porte lui-même nécessairement sur ces deux bêtes-ci, *la solvabilité & la certitude du paiement*. Voilà ma profession de foi; & je la ferois à notre Maître lui-même, bien assuré qu'il n'y verroit que les expressions & le sentiment de la fidélité & l'amour. Car & c'est par où je finis, qu'importe à moi particulier, presque sexagénaire & sans enfants; que m'importe que ma Constitution reçoive ou non des atteintes? Les uns prétendent qu'elle n'en reçoit aucunes, & qu'on ne fait que rétablir les choses dans l'ordre ancien. Les autres en plus grand nombre prétendent qu'elle en reçoit de très-fortes, & que la faculté illimitée de convertir toute volonté du Monarque en Loi, substitue d'un seul coup le pouvoir arbitraire au pouvoir Monarchique. Mais pendant tous ces démêlés, je n'en jouis pas moins, moi qui vous parle, de mes revenus, de mes jardins assez bien tenus de ma bibliothèque, des douceurs de la société, & de tout ce qui nous fait couler doucement, & sans nous en apercevoir notre vie jusqu'à son dernier terme. Il est à croire que ce pouvoir des-

potique qu'on paroît craindre, ne viendroit jamais, pendant le peu de temps qui me reste à vivre, jusqu'au point de troubler mes derniers jours, & m'enlever le nécessaire. Je pourrois donc, à ne considérer que moi seul, rester tranquille spectateur de tous ces démêlés.

Mais puis-je être indifférent sur ce qui intéresse mon Roi, mon pays, mes compatriotes, & leur postérité! Puis-je voir sans douleur, & sans quelque soulèvement, par l'affoiblissement de ses moyens & de son crédit, ma Nation obligée d'avoir des ménagements pour une Nation rivale & ennemie dans le cœur, qui dans toute l'Europe affecte sur nous une supériorité humiliante, & qui voulant retracer dans ses tumultueuses assemblées les beaux jours de Rome, ne feint pas de se regarder comme le seul peuple libre, & de nous traiter avec ce dédain & cette compassion plus outrageuse encore, qu'on a pour ceux qui ne le font pas.

Or s'il est vrai que la véritable force des Etats consiste dans leur *crédit* & dans l'*amour* des peuples pour le gouvernement; s'il est vrai encore que le crédit ne peut exister sans la certitude de la fidélité à remplir les engagements, que cette certitude ne peut exister au milieu de l'instabilité & de l'arbitraire: s'il est vrai en même temps que cet *amour* a pour fondement la confiance des peuples, le bien qu'ils éprouvent, celui qu'ils espèrent, l'attention constante à faire leur bonheur, à respecter leurs

propriétés, à assurer leurs libertés, à maintenir leurs Loix; puis-je ne pas désirer fans une criminelle indifférence, que l'Etat de ma-patrie soit tel, continue d'être tel que cette *confiance* & ce *crédit* soient portés au plus haut degré possible, & que mon Roi continue d'être, comme il le mérite par la bonté de son cœur, & les forces de son Royaume, le plus puissant & le plus chéri des Monarques.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Ce 20 juin 1771.



T A B L E A U

DES DIFFÉRENS AGES

De La Monarchie Françoisé.

Jamais circonstances plus critiques n'ont inspiré un désir plus légitime de s'instruire & de conoître la nature de notre gouvernement; Spectateur impartial; mais non insensible d'une révolution qui affecte diversément tous les cœurs François; étonné de voir le même objet envisagé sous des rapports si différens, j'ai cru que les principaux faits consignés dans nos Annales, devoient nécessairement fournir assez de lumière pour porter sur cet objet important le flambeau de la vérité: j'ouvre; je parcours ces Annales; & c'est de l'ensemble des faits qu'elles renferment, dont je forme le tableau que je présente au Lecteur.

P R E M I E R A G E.

Origine de la Constitution Françoisé.

L'origine du peuple Franc influe sur la nature de ses loix; elle remonte des temps si reculés; qu'il ne reste aucun vestige qui assure que ses premières loix aient été écrites; les usages de chaque peuple

se conservoient dans chaque canton par la voie seule de la tradition, & ces divers usages interrompus ou changés par la force des armes & de la domination Romaine, n'ont été mis par écrit que long-tems après la réunion des divers cantons du peuple Franc, sous un seul & même Chef.

Dans ces premiers tems, les François étoient gouvernés par des Rois qui étoient choisis par cantons; cette dignité n'étoit point héréditaire, mais élective, & les François jouissoient d'une liberté effective dans le choix de leurs Rois: *a* ces Rois avoient le pouvoir de terminer les différens des particuliers, d'interpréter les loix, de distribuer les grâces & les récompenses, de punir, de veiller au bon ordre, & de faire exercer la Police publique *b*.

Outre ces Rois ils éliisoient quelque-fois d'autres Chefs pour les conduire à la guerre; ce choix se faisoit indifféremment dans la famille royale ou dans toute autre, ne s'attachant qu'à la valeur, à la capacité & à la réputation du bonheur personnel. *c*

Par la suite les Francs réunirent la Royauté au Généralat: ce fut Clovis qui le premier fut revêtu de cette grande puissance: ce Prince devint par ce choix le Chef unique de la nation, & le Dépôttaire de toutes ses forces.

a Hottoman, de la Gaule François. ch. 6. p. 47, Edit. de 1573.

b Boulainvilliers, de l'ancien gouvernement de France, tom. 1.

c Reges ex nobilitate, Duces ex virtute sumunt. Nec regibus infinita aut libera potestas; & Duces exemplo potius quam imperio.... præfunt. Tacite.

Cette réunion du vœu de toute la nation est le premier titre de la fondation de l'Etat François. Sous ce Prince un peuple belliqueux & tout guerrier ne connut, pour ainsi dire, que les règles & usages militaires.

L'exemption de toutes charges, à l'exception du service militaire. *d*

Le partage proportionné de tout ce qui étoit acquis en commun, butin ou terres *e*

Le droit de juger ses pareils, & de ne pouvoir être jugé que par eux.

Le droit de s'assembler tous les ans au mois de Mars ou de Mai.

Celui de délibérer sur toutes les matieres qui étoient portées à l'assemblée du Champ de Mars ou Champ de Mai.

Le droit de défendre sa personne, ses biens, ses amis, & de les revendiquer lorsqu'ils étoient attaqués, sont les avantages réels qu'ils avoient retirés

d Multos de Francis qui tempore Childeberti Regis senioris ingenui fuerunt, publico tributo subjecit---Grégoire de Tours, l. 7. ch. 5.

Le même Auteur accuse le Patrice *Mummole* d'avoir le premier assujéti les Franes à l'impôt public; crime atroce dans ce ministre, qui ne fut expié que par sa mort.

e Histoire du vase de Soissons, qu'un soldat François emporta sur Clovis. „ Vous n'aurez rien ici, dit ce „ soldat féroce à Clovis, en levant sa hache & en fra- „ pant le vase, que ce que le sort vous donnera.” Grégoire de Tours---Histoire de France, l. 11. ch. 27, pag. 77., Robertson, tom. 1. pag. 178. aux notes,

de leur liberté & de leur indépendance, & qu'ils s'étoient conservés en se donnant des Maîtres. *f*

Le gouvernement des François fut d'abord celui de tous les peuples du Nord : tout se régloit dans les assemblées générales de la nation ; les Rois étoient les Chefs de ces assemblées, & ce fut presque la seule administration des François sous les deux premières races, & même dans les premiers siècles de la troisième jusqu'à Philippe-le Bel. Les intérêts de l'Etat en général étoient débattus & réglés dans ces assemblées que l'on apelloit *Parlement*, terme qui ne signifie autre chose qu'une assemblée nombreuse pour délibérer. *g*

Ces assemblées n'étoient pas d'institution Royale ; c'étoit une coutume que les Francs avoient apportée de leur pays, à laquelle les Rois se conforment : elle se tenoit au mois de Mars, & ensuite au mois de Mai, ce qui les fit appeller *Champ de Mars* ou *Champ de Mai*. *b*

Dans l'origine tous les Francs étoient admis à ces assemblées, les Ecclésiastiques y avoient entrée ; mais la Nation étant devenue plus nombreuse par le mélange des vainqueurs & des vaincus, chaque

f Boulainvilliers --- de l'ancien gouvernement de France, tom. 1.

g Encyclopédie, tom. 12, au mot *Parlement*. „ Lors-
„ que l'on réforma la Loi Salique sous Clovis, cette
„ affaire fut traitée dans une assemblée, de concert a-
„ vec les Francs ainsi que le marque le préambule de
cette loi..... Clodoveus unà cum Francis pertractavit
ut ad titulos aliquid amplius adderet.... Encyclopédie,
tom. 5. pag. 700, au mot *Enregistrement*.

h Encyclopédie, tom. 12, au mot *Parlement*.

canton s'assembloit en particulier, & l'on n'admettoit plus, pour ainsi dire, à ces assemblées que les personnes les plus distinguées, & qui tenoient un rang considérable dans l'Etat; & vers la fin de la seconde race, on réduisit ces assemblées aux seuls Barons, aux Prélats & le Peuple, ou plutôt le corps entier des hommes n'y parût plus que par les députés. *i* Ces assemblées formoient le Conseil public de nos Rois; mais indépendamment de ce Conseil, ils avoient encore leur Cour ou Conseil particulier; Conseil composé de plusieurs Grands du Royaume & des principaux Officiers de la Couronne.

Cette assemblée particuliere ne différoit de l'autre que par le nombre; elle étoit le Conseil ordinaire du Prince & sa Justice capitale dans les matieres les plus urgentes, pour celles qui demandoient du secret, ou qu'il falloit préparer avant de les porter à l'assemblée de la Nation. On voit cette différence bien marquée en plusieurs occasions, natamment sous Pepin en 754 & 767, où il est dit que ce Prince assembla la Nation, & qu'il tint son Conseil avec les Grands de son Royaume.

Mais sur la fin de la seconde race, l'assemblée générale de la nation se trouvant réduite aux seuls

i Les vieilles Chroniques de France font mention dans les termes suivans, des personnes qui assisterent à l'assemblée tenue en 788..... In placito Ingelhiemenfi conveniunt Pontifices, majores, minores Sacerdotes, Reguli, Duces, Comites, Præfecti, Cives oppidani..... Sorberus, 5. 304. Voyez les annales de Reims sur le même article,

Barons, aux Prélats & autres personnes choisies parmi les nobles; personnes qui composoient en partie la Cour du Roi; ces deux assemblées furent insensiblement confondues par la dénomination & par les Auteurs qui en ont parlé; mais malgré cette confusion, elles n'ont jamais été de même nature; l'une n'étoit composée que de ceux que le Souverain jugeoit à propos d'y admettre, au lieu que dans l'autre la seule qualité de Franc, qualité que l'on ne tenoit pas du Roi, donnoit le droit d'y être admis.

Ces assemblées générales de la nation étoient indiquées par le Roi qui désignoit le jour & le lieu où devoit se tenir chaque année le Champ de Mars: elles étoient ambulatoires à la suite de nos Rois, & continuèrent de l'être sous les deux premières races, *k* & même dans les commencements de la troisième: elles avoient pris le nom de Parlement du tems de Louis le Gros; *l* mais il paroît qu'elles ne commencerent à se former en Cour de Justice, & à devenir sédentaire que sous Philippe-le-Bel.

Ces assemblées générales, ou Parlement, exercoient une Jurisdiction suprême sur toutes les parties du gouvernement, sur toutes les personnes &

k Hinemare, Archevêque de Reims---De ordine Palatii, in quo placito generaliter universorum Majorum tam Clericorum quam Laicorum conveniebat. vol. 2. ch. 29. pag. 211.

l Eodem anno castro Veziali magnum Parlamentum congregavit, ubi Archiepiscopi, Episcopi, Abbates, & magna pars Barorum Franciæ conveniunt. Encyclopédie, tom. 12, pag. 2.

sur toute espece de cause. *m* On y délibéroit de la paix, de la guerre, des secours nécessaires pour la soutenir, du mariage de nos Rois, du partage de leur succession entre leurs enfants; elles avoient le droit d'élire leur Souverain, *n* de lui accorder des subsides, *o* de faire des loix, de réformer les abus, de juger en dernier ressort les procès criminels des Grands du Royaume, & autres affaires majeures.

Ce fut dans un Parlement que Pepin fut élevé au trône par l'autorité du Pape, l'onction du saint chrême & le choix de tous les Francs; *p* mais comme les Chefs de la nation avoient ôté la couronne à une famille pour la faire passer à une autre, on exigea d'eux un serment, par lequel ils s'engagerent de maintenir sur le trône cette même famille. *q*

m Bouquet, pag. 430. Le procès fait en 713 à la Reine Brunchault, mere & grand-mere de tant de Rois, atteste cette vérité. Frédégaire, chap. 42.

n Ego Ludovicus misericordia Domini Dei nostri & electione populi Rex constitutus... Baluse, ch. Reg. Franc. pag. 273, 274.

o M. de Montesquieu, & M. l'abbé de Mably, ont prouvé que la propriété des hommes libres parmi les Francs, n'étoit sujette à aucune taxe, & ceux-ci n'auroient pas consenti à subir un joug qu'ils regardoient comme une marque de servitude.---L'Etat n'exigeoit d'eux que le service militaire. Esprit des loix, l. 12. Observations sur l'histoire de France.

p Pepinum..... per autoritatem Papæ & unctionem sancti chrisimatis & electionem omnium Francorum in regni solio sublimatus est.... Bouquet... Recueil des histoires, tom. 5, pag. 9.

q Ut nunquam de alterius lumbis, legem in ævo presumant eligere.... Bouquet, t. 5, pag. 10.

La nation fut fidelle à ses engagements, sans se départir du droit de choisir son Souverain. Pepin prit possession du trône; mais lorsqu'il fut question de partager ses domaines entre ses enfans, ces Princes furent obligés de consulter la nation. Elle le fut encore en 768, lorsque Pepin nomma Charles & Carloman ses deux fils, pour lui succéder & régner conjointement; & enfin les Francs confirmèrent cette disposition dans une assemblée convoquée à la mort de Pepin, & non seulement ils nommèrent Rois ses deux fils, mais encore ils réglèrent de leur propre autorité les limites de leurs domaines. ^s

Ce fut dans un Parlement tenu à Aix-la Chapelle, en 813, que du consentement de tous les Francs Louis le Débonnaire fut élevé à l'Empire: & ce fut dans un Parlement que fut fait le partage de la succession de Charlemagne entre ses trois fils, & que se terminèrent toutes les disputes qui s'élevèrent entre les descendans de la famille Royale. ^u Ce grand Prince reconnut & confirma ce point important de

^r Unà cum consensu Francorum & procerum suorum, seu Episcoporum conventu..... Ap. S. Dionisii, capitul. vol. I. pag. 187.

^s Vita Caroli magni.... ap. Bouquet, t. 5, p. 90.

^t Boulainvilliers, de l'ancien gouvernement de France, tom. I, lettre 3, p. 267... & il y a ceci de remarquable, que ce n'étoit pas à Louis le Débonnaire à succéder à l'Empire, mais bien à son neveu, Prince d'une grande espérance, fils de Pepin, frère aîné de Louis le Débonnaire; preuve sans réplique que les Francs avoient le droit de choisir leur Souverain. Boulainv. ibid.

^u Boulainvilliers, ibid. pag. 283.

sa Jurisdiction dans la chartre qu'il donna pour le partage de sa succession.

Ce fut dans un Parlement tenu à Meaux en 879, qu'il fut délibéré sur le choix du successeur de Louis le Begue, & que la royauté fut déferée à Louis & Carloman ses enfans, quoique sortis d'une mere répudiée. x

Hugues Capet, (Chef de la race régnante) porté sur le trône en 987, trône auquel il n'avoit aucun droit, reconnu tellement l'indispensable nécessité des suffrages de la nation pour s'y maintenir, que pour se les acquérir & se faire confirmer dans la possession du scêptre qu'il venoit d'envahir; il assembla peu après son couronnement, un Parlement à Orléans, Parlement dans lequel il obtint ce qu'il désiroit, & dont il reçut le droit incontestable à la couronne qu'il a transmis à ses descendans. y

Ce fut dans un Parlement qu'il fut statué sur le gouvernement du Royaume pendant le voyage que Philippe-Auguste se proposoit de faire à la terre sainte, & que ce Prince, du consentement de ses Barons, confia la tutelle de son fils & la garde de son Royaume à la Reine sa mere.

Enfin, dans un Parlement tenu à Montpensier, en 1226, le mardi d'après la Toussaint, z il fut ar-

x Boulainvilliers, *ibid* pag. 283.

y Boulainvilliers, pag. 290. Louis V. étant mort sans enfans, Charles Duc de Lorraine son frere, auroit dû lui succéder; cependant les Frances élurent d'un commun accord Hugues Capet.

--- *Notis ne tenons notre Couronne que de Dieu* Préambule de l'Eedit de 1770.

z Boulainvilliers, tom. 2 Let. 6, pag. 11.

rété que le fils de Louis VIII. alors menacé d'une mort prochaine, feroit reconnu pour Roi, & qu'on le feroit sacrer immédiatement après la mort de son pere.

Il feroit inutile de multiplier les citations pour prouver que ces assemblées, ou Parlement, étoient leur autorité sur toutes les parties de l'administration politique du gouvernement, sur l'élection de leurs Rois, & qu'ils partageoient avec le Souverain la puissance législative. *a*

a La Loi Salique écrite contient encore une chose remarquable, sçavoir, „ que les Francs feroient Juges les „ uns des autres avec le Prince, & qu'ils décerneroient en „ semble les loix de l'avenir selon les occasions qui se présenteroient.” Encyclopédie, tom. 9. pag. 671, au mot *Loi Salique* . . . , Kar. cal. tit. 36. Baluze, tom. 2, pag. 178.

Clotaire II. répond aux Ambassadeurs de la Reine Brunehault, qu'il faut convoquer une assemblée de la Noblesse, & délibérer en commun des affaires communes.-- *Clotarius respondit conventum Nobilium debere eam aggregare Francorum, & communi tractatu de communibus consulere rebus.*.. Aimoin, Liv. 4, ch. 1.

Childebert en usa de même lorsqu'il fit de nouvelles additions à la Loi Salique. *Childebertus tractavit* (y est-il dit) *cum Francis suis.*

Ce même Prince dans un décret contenant d'autres additions, s'exprime ainsi: --- *Cum nos omnes calendis Martii (congregati) de quibuscumque conditionibus una cum nostris optimis pertractavimus.* --- Ces additions furent faites en différents Parlements; l'une est datée du Champ de Mars d'Attigny; une autre du Champ de Mars tenu à Mastrick.-- Encyclopédie, tom. 5, pag. 700, au mot *Enrégistrement*.... capitul. édit. de Baluze, tom. 1. pag. 17... & dans le même endroit il répète: --- *Pari conditione convenit omnibus nobis a lunatis.* Capitul. ibid.

La loi des Allemands & celle des Bavares furent faites de la même manière: --- *Que temporibus Clotarii Regis, una*

Il nous reste encore des traces de l'autorité que nos Rois y exerçoient; les Annalistes de ces tems affurent qu'elle étoit très limitée, & que chaque objet de délibération étoit soumis au jugement de

cum Principibus suis id sunt, 34 Episcopis, & 34 Ducibus, & 72 Comitibus, vel cætero Populo constituta est.--- Hoc decretum est apud Regem & Principes ejus, & apud cunctum Populum Christianum qui intra regnum Mervengorum constant.--- Toutes les autres loix de ce tems font mention du consentement de la Nation.--- Placuit atque convenit inter Francos & coram proceres.--- Ita convenit & placuit feudis nostris.--- Encyclopédie, tom. 5, pag. 700, au mot Enrégistrement.--- Et dans l'Apendix de Grégoire de Tours, il est dit: --- In universis feudis tam sublimibus, quam pauperibus placuit, & convenit nobis.

Charlemagne se comporta de la même maniere: --- *Ut populus*, dit-il, *interrogetur de capitulis quæ in lege noviter addita sunt, & postquam omnes consenserint, subscriptiones, & manu firmationes suas in ipsis Capitulis faciant...* Capitul. tom. 1, pag. 394. --- Et dans un autre endroit il dit encore: --- *Generaliter omnes admonemus ut capitula quæ præterito anno Legi Salicæ, cum omnium consensu, addenda esse censuimus, jam non ulterius Capitula; sed tantum leges dicantur, imo pro Lege Salica teneantur....* Capitul. tom. 1, pag. 356.

Plusieurs Capitulaires de Charles-le Chauve portent également qu'ils ont été faits---*consensu populi & constitutione Regis;* & notamment ceux des années 844 & 864.. . Capitul. tom. 2, pag. 178.

Dans un autre endroit il ajoute que les Capitulaires des Rois ne peuvent être regardés comme loix qu'autant que les François les ont reçus, & en ont ordonné l'exécution.--- Et c'est en parlant des Capitulaires de son pere & de son aïeul, qu'il dit:---*Propterea per Capitula avi & patris nostri quæ Francis pro lege tenenda judicaverunt, & fideles nostri in generali placito nostro conservanda decreverunt....* Capitul. tom. 2, pag. 231.

Hugues Capet écrit à l'Archevêque de Sens que---*regali potentia in nullo abuti volentes, omnia negotia rei publicæ, in consultatione & sententia fidelium nostrorum disponimus.* Hincmarc, de ord. Palat. cap. 29 & 30, au Recueil des Histoires de France, tom. 9... Voyez le style uniforme des Capitulaires.

l'assemblée: — *ipse Rex*) disent-ils) *sedebat in scella regia, circumstante exercitu, precipiebatque is die illo quidquid à Francis decretum erat.* *b*

Il nous en reste aussi de la manière dont les loix étoient approuvées: on en faisoit lecture dans l'assemblée; & si elle y donnoit son consentement, tous les Francs s'exprimoient en criant trois fois: *nous en sommes contents*, & alors la loi étoit confirmée par la signature du Roi, du Clergé & des principaux Laïques. *c*

Il nous en reste également de la forme dans laquelle les Requêtes étoient présentées au Roi pour lui demander justice. Dans une Requête adressée par les François à Charlemagne, de l'année 802, pour le supplier de dispenser les Ecclésiastiques du service militaire, ils concluent à ce que leur demande leur soit accordée, s'il désire qu'ils continuent de le servir en sujets fidèles. *d* Expressions remarquables, & dont il ne convenoit de se servir qu'à des hommes qui connoissoient toute l'étendue de leur liberté & de leurs privilèges. Ce grand Monarque reçut leur Requête de la manière la plus gracieuse, en leur observant *qu'il ne possédoit pas seul l'autorité législative*, & qu'il l'exposeroit à l'as-

b Bouquet, tom. 2, pag. 647.

c Capitul. tom. 1, pag. 267.... Robertson, tom. 1, pag. 345, aux notes.

d Robertson, tom. 1, pag. 345, aux notes.

e Capitul. tom. 1, pag. 405, 407, 408, 409, 410.— C'est à Moi seul qu'appartient le pouvoir législatif, sans dépendance & sans partage.

Réponse du Roi au Parlement de Paris du 3 Mars 1766:

semblée générale, parceque toutes les matieres qui concernoient les sujets devoient être discutées & réglées d'un consentement général. Il est probable d'après un Capitulaire de Charles le Chauve en 851, que le Souverain ne pouvoit refuser son consentement à ce qui étoit proposé & réglé dans cette assemblée. *f*

C'est ainsi que nos plus grands Roix se sont toujours montrés les plus Religieux observateurs du serment qu'ils prêtoient lors de leur élection au trône, serment qu'ils faisoient entre les mains des Evêques choisis & préposés par la nation pour le recevoir en son nom. *g* En voici la formule: „ Ego „ Ludovicus misericordiâ Domini Dei nostri & „ *electione populi Rex constitutus* ordinibus Epis- „ coporum videlicet, sacerdotum, Canonicorum, „ Monachorum atque Sanctimonialium regulas à pa- „ tribus conscriptas & Apostolicis attestationibus „ roboratas ex hoc in futurum tempus me illis ex „ integro servaturum polliceor, etiam me servatu- „ rum leges & statuta populo qui mihi ad regen-

„ Le droit de faire des loix par lesquelles nos Sujets „ doivent être conduits & gouvernés, nous appartient à „ *Nous seuls, sans dépendance & sans partage.*” Préambule de l'Edit du mois de Décembre 1770.

„ Sont-ce-là des principes avoués & défendus par nos „ peres, & consacrés dans les monumens de notre histoi- „ re?” Discours de M. le Chancelier au Lit de Justice de 7 Décembre 1770.

f Capitul. tit. 9. 5. 6. vol. 11, pag. 47.

g Anno 877. „ In compendio palatio, hæc quæ se- „ quantur ab Episcopis petita sunt apud Ludovicum re- „ gem, & ab eo promissa Episcopis.” Capitul. Lud. Bal. Reg. anno 877. pag 271.

„ dum misericordiâ Dei committitur *per commune*
 „ concilium fidelium nostrorum secundum quod Præ-
 „ decessores mei Imperatores & Reges gestis inse-
 „ ruerunt, & omninò inviolabiliter tenenda & ob-
 „ servanda decreverunt. Ego igitur Ludovicus
 „ rectitudinis & justitiæ amore hanc spontaneam
 „ promissionem meam relegens, manu propriâ fir-
 „ mavi.” *b*

Il ne faut pas cacher que cette formule a varié ;
 l'on a cherché à diminuer le poids des obligations
 en affaiblissant l'énergie des promesses ; mais l'a-t-
 on dû ? & est-il permis de se jouer ainsi du droit
 des nations ? *i*

Les assemblées générales de la nation qui se tin-
 rent sous les deux premières races, ne furent pas
 uniformes pour le nombre des personnes qui y fu-
 rent admises, ni pour le tems & les lieux où elles
 se tenoient : elles n'avoient point de lieu fixe pour

b Cap. R. Franc. Bul. pag. 273, 274.

„ Le serment que j'ai fait, non pas à la Nation, com-
 „ me vous ôsez le dire, mais à Dieu seul, m'oblige seule-
 „ ment de faire rentrer dans le devoir ceux qui s'en écar-
 „ tent, & qui veulent établir des principes contraires à la
 „ constitution de mon Etat, &c.” Réponse du Roi au
 Parlement de Paris, du 3 Mars 1766.

Etoit-ce à Dieu seul, ou bien à Dieu & à la Nation que
 nos Rois faisoient ce serment ?

i Le serment des Rois de la troisième race jusqu'à Louis
 XI, étoit encore conçu en ces termes :

„ Populo credito me dispensationem legum in suo ju-
 „ re consistentem nostrâ autoritate concessurum.” Preuv.
 des lib. ch. 7. no. 1.

Les variations que ce serment a éprouvées depuis, n'em-
 pêcheront pas que le serment ancien exigé par la Nation
 n'atteste perpétuellement à la postérité les droits du peuple
 François, & les devoirs de ses Rois.

leurs fêances, & l'on s'assembloit dans le lieu que le Roi trouvoit plus commode, & quelque-fois selon que les affaires l'exigient; *k* mais dès le moment que la nation fut asservie par le régime du gouvernement féodal, dont la foiblesse des descendants de Charlemagne favorisa l'établissement, gouvernement qui dégénéra en oppression, ces assemblées diminuèrent sensiblement, de sorte que pendant une longue suite d'années, la nation sembla avoir oublié le droit qu'elle avoit de s'assembler & de participer au gouvernement.

Les nobles, les Grands du Royaume dont les usurpations devinrent excessives & insupportables, avoient réduit le corps entier d'un peuple libre dans une véritable servitude. Cette oppression s'étoit non-seulement glissée dans les campagnes, mais même dans les villes & dans les bourgs. Aussi voit-on que leurs habitans étoient privés des droits les plus naturels. L'on exigeoit d'eux sans pitié des services de toute espee. Il ne leur étoit pas permis de se marier, de disposer des fruits de leur industrie, d'accommoder un procès sans en avoir acheté la permission de leur Seigneur, & les maximes étroites & tyranniques d'une aristocratie militaire arrêtoient toute espee d'industrie. *l*

Alors tout changea. Les Capitulaires tombèrent en désuétude; tout union civile & politique fut

k Robertson, tom. I, pag. 338 & suiv.

l Robertson, tom. I, pag. 13 & suiv.

rompue, l'ancienne constitution fut oubliée, & il ne subsista plus entre le Monarque & les sujets qu'une relation purement féodale; l'autorité royale n'en avoit plus que l'ombre; les Ducs, les Comtes, les grands Officiers de la couronne avoient trouvé le secrèt de rendre héréditaires les dignités qu'ils ne tenoient originairement de la libéralité de nos Rois, que pour les exercer à vie, & tant qu'il leur plairoit. Chaque Comte, chaque Baron s'étoit arrogé dans ses domaines tous les droits qui avoient été jusqu'alors les attributs de la royauté, & particulièrement celui de rendre la justice, de battre monnoie, de faire la guerre. Chaque territoire gouverné par des coutumes locales reconnoissoit un Seigneur particuliers, & avoit des intérêts qui lui étoient propres; tout se régloit & se décidoit par ces Coutumes, & la formalité de rendre hommage au Roi, étoit, pour ainsi dire, le seul acte de dépendance auquel ils avoient bien voulu rester soumis. *m*

Dans un royaume ainsi divisé, à peine restoit-il quelque principe commun d'intérêt & d'union.... De là la cessation des assemblées générales, parce que la nation ne formant plus un corps, les réglemens qui en seroient émanés n'auroient pu avoir une égale vigueur dans toutes les parties de l'Etat. Le Roi pouvoit-il bien faire publier & exécuter des loix nouvelles dans ses domaines particuliers, parce qu'il y étoit l'unique Seigneur? mais s'il eût

prétendu rendre ces loix communes à tout le Royaume, les Barons auroient pris l'alarme, & auroient regardé cette entreprise comme une atteinte à leur Jurisdiction: ceux-ci de leur côté n'évitoient pas moins de faire des loix générales, parce que le droit de les faire publier auroit appartenu au Roi; c'est ainsi que la nation perdit pendant long-tems la puissance législative, ou plutôt en abandonna l'exercice.

Les anciens usages énervés par l'abus que les Grands firent du pouvoir féodal, avoient précipité la nation dans des malheurs qui exigeoient des remèdes, & ces remèdes ont précipité les Grands dans la privation de leur puissance, & presque de tous leurs droits: preuve certaine que toutes les extrémités se touchent & sont également dangereuses.

Louis-le Gros tenta de porter les premiers coups à ce Colosse qui ébranloit les fondemens du trône, & d'élever une nouvelle puissance qui pût contrebalancer celle des grands vassaux qui souvent faisoient la loi au Monarque même. ⁿ Le moyen qu'il crut le plus sûr pour réussir, fut d'affranchir les habitans des villes de ses domaines, d'abolir jusqu'à la plus légère trace de servitude, de les établir

ⁿ Robertson, tom. 1, page 31.

Voyez sur cet objet le même Auteur aux notes 16, 17 & 18. pag. 236 & suiv.

en corps politique, & de les faire gouverner par des Magistrats de leur propre choix.

Ces Magistrats avoient le droit de rendre la justice dans leur territoire, de lever des taxes, d'incorporer & d'exercer une milice, & d'en choisir les Officiers, milice qui étoit aux ordres du Souverain, & qui se mettoit en campagne au premier commandement. Les Barons suivirent cet exemple, & accorderent aux habitants des villes de leurs domaines de pareilles immunités; il ne sentirent pas alors combien elles étoient contraires à leurs principes politiques, & dangereuses à leur puissance. Epuisés par les sommes énormes que leur avoit coûté l'expédition de la terre sainte, ils adopterent avec avidité un moyen de se procurer de l'argent; & l'attrait d'un secours présent leur fit perdre de vue un danger qui étoit éloigné.

Les villes ainsi affranchies devinrent de petites Républiques gouvernées par des loix connues de tous les citoyens, & égales pour tous. La liberté, partie essentielle de leur constitution, comença à renaître, & la reconnoissance autant que l'attachement pour leur Souverain qui les avoit dégagés de l'oppression des Grands, leur fit souvent accorder à la couronne des secours d'argent qui donnerent au gouvernement une force nouvelle.

On ne fut pas long-tems à sentir les effets de cette nouvelle institution dont l'influence salutaire se répandit sur le gouvernement & sur les mœurs; l'esprit d'industrie se ranima; le commerce devint

un objet d'attention ; la population augmenta ; enfin l'opulence & la liberté s'introduisirent dans des villes qui avoient été pendant si long-tems le Siège de la pauvreté & de la tyrannie.

Les habitans des villes déclarés libres par des chartres de communauté qui leur furent accordées, inspirèrent aux habitans de la campagne le désir le plus vif d'obtenir les mêmes privileges ; & les Seigneurs frappés des avantages qu'ils avoient retirés des premières concessions qu'ils avoient faites, s'empresèrent d'en accorder de nouvelles. *o* Insensiblement l'usage des affranchissemens devint plus fréquent, & nos Rois cédans autant à la nécessité qu'au désir d'abaisser le pouvoir des nobles, s'appliquèrent à en rendre la pratique universelle ; leur exemple & plus encore les sommes considérables que les Seigneurs pouvoient tirer de ces affranchissemens , porterent le dernier coup à l'esclavage, & firent renaître la liberté. *p*

Une autre opération non moins importante que celle-ci, contribua encore à diminuer l'autorité des Grands ; ce fut la faculté introduite par S. Louis, d'appeller aux tribunaux du Roi des Sentences ren-

o Etablissement de S. Louis. Liv. 2, ch. 34. Ordonn. tom. I.

p Ordonnance de Louis X. & de son Frere. „, Ils déclarerent que la nature avoit fait tous les hommes libres ; que leur Royaume étoit appelé le Royaume des „ Francs ; qu'en conséquence ils ordonnoient que les affranchissemens fussent accordés dans leurs Etats à des „ conditions justes & modérées.”

dues par ceux des Barons. *q* De toutes les entreprises qu'ils avoient osé tenter sur les droits du Souverain, la plus extraordinaire & la plus importante fut sans doute celle de rendre la justice dans leurs domaines, & de juger en dernier ressort toutes les causes civiles de leurs vassaux. Cette tentative produisit quelques bons effets, & en prépara de plus intéressans : elle fixa tous les yeux sur une juridiction différente de celle des Barons ; on vit avec une forte de satisfaction la supériorité que la couronne s'attribuoit sur les justices territoriales. Les vassaux souvent opprimés par leurs Seigneurs, & toujours dans une dépendance servile, aprirent à regarder leur Souverain comme leur protecteur ; & cette disposition des esprits contribua beaucoup à faciliter l'usage de ces appels. Par la suite des tems les tribunaux du Roi acquirent la confiance & la vénération publique ; le peuple s'acoutuma volontiers à abandonner les justices partiales des Barons, pour porter leurs causes sous des yeux plus pénétrants & moins corrompus. On limita ensuite leur juridiction, en ne leur permettant de conôître que d'affaires de peu d'importance, & bientôt nos Rois reprirent le droit de rendre la justice à leurs sujets.

Par cette tournure adroite ils reculerent un peu les bornes de leur autorité ; mais elle étoit encore très-limitée. L'administration intérieure étoit foi-

ble & imparfaite : le corps nombreux de la noblesse, toujours formidable malgré les divers moyens que l'on avoit tenté pour l'affoiblir, observoit avec une jalousie inquiete tous les mouvemens du Souverain, ariêtoit son ambition, & prévenoit tous les projets qu'il pouvoit former pour étendre sa puissance.

Les Rois n'avoient alors d'autres revenus que ceux qu'ils tiroient de leurs domaines, & ils étoient trop modiques pour subvenir aux fraïs d'une entreprise importante ; de maniere qu'ils étoient obligés d'avoir recours à la bonne volonté des peuples pour en obtenir des secours extraordinaires ; secours qu'ils accordoient souvent avec répugnance, & toujours avec économie ; à ce moyen ils ne pouvoient metre en campagne que des armées peu propres à un service long & pénible. Au lieu de Soldats aguerris, ils n'avoient en la plus grande partie d'autres troupes que celles que des vassaux étoient obligés de leur fournir : ces troupes ne servoient que pendant un tems fort court ; plus attachées à leurs Seigneurs qu'au Monarque, elles s'occupoient peu du soin de seconder ses vues ; & quand même elles auroient été plus favorablement disposées, toujours auroient-elles été des instrumens peu propres à une grande entreprisse.

Plusieurs événemens successifs que la révolution des tems fit naître, commencerent à metre nos Rois en état de disposer, avec une autorité plus absolue,

des forces de leurs domaines, de former des entreprises plus considérables, & de faire des efforts plus grands & plus vigoureux. Le premier fut celui qui réunit à la couronne les domaines étendus que l'Angleterre possédoit dans le continent; le second fut l'établissement d'une armée toujours subsistante, même en tems de paix. Charles VII. en établissant la première armée sur pied que l'on eût connue en Europe, prépara une révolution importante; & en ôtant aux nobles la direction de la force militaire de l'Etat, source de l'autorité & du crédit immense qu'ils avoient acquis, il porta un coup terrible au gouvernement féodal, & le blessa dans le principe même de sa force.

Le gouvernement féodal sapé par ses fondemens, s'ébranla & tomba enfin sous les coups redoublés que nos Rois lui portèrent. Alors la nation reprit le droit de s'assembler & de concourir à l'administration politique de l'Etat, dont elle a constamment joui jusque sous le règne de Philippe le Bel. *r*

r Les Ordonnances de Louis VI, de Louis VII, de Philippe-Auguste, de Louis VIII, font mention du conseil, du consentement, de la volonté, du concours des Seigneurs, des Prélats, des Barons, des Fidéles; le même usage se perpétue sous S. Louis en 1230, & sous Philippe le Bel.

Ordonnance de 1223. „ Per voluminem & assensum Archiepiscoporum, Comitum, Baronorum & Militum Regni Francie, qui iudicos habent, & qui iudeos non habent faciunt stabilimentum super iudeos, quod juraverunt tenendum illi quorum nomina subscribuntur.” Nouveau Recueil des Ordonn. pag. 47.

Dans le Parlement assemblé à Villeneuve-le-Roi en 1204, Philippe-Auguste y proposa la fameuse Ordonnance intitulée *Stabilimentum*.

Animés par leurs succès sur le gouvernement féodal, nos Rois tournèrent leurs vues du côté de ces assemblées, ou Parlement, dont l'autorité les gênoit; ils préparèrent des ressorts pour la diminuer insensiblement. Leurs premiers pas furent foibles & incertains; ils commencerent par en changer la forme: on y admettoit bien toujours les Barons, mais on ne donna plus ce titre qu'aux vassaux

Feudorum „ Convenerunt & assensu publico firmaverunt, ut „ primo die Maii in posterum ita sit de feodalibus tenementis.” Il y est fait mention que le Roi, le Duc de Bourgogne, les Comtes de Nevers, de Boulogne & de S. Paul, le Seigneur de Dampierre, & plusieurs Grands du Royaume, convinrent de cet établissement. Jouinville, dans son histoire de Saint Louis, fait mention des Parlements que tenoit ce Prince: il suffit d'en donner quelques exemples, tels que son Ordonnance du mois de Mai 1246, où il dit: „ Hæc „ autem omnia de communi consilio & assensu dictorum Baronum & „ Militum volumus & præcipimus.” Et celle qu'il fit touchant le cours des Esterlings, où il dit également, *facta fuit hæc ordinatio in Parlamento omnium Sanctorum, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quinto.* Encyclop. tom. 5, pag. 700, au mot *Enregistrement*. Nous en citerons encore une du même Roi. Il assemble en 1230 un Parlement à Annecy; on y déclare le Comte de Bretagne déchu de la tutelle de son Fils, & ses Vassaux déliés du serment de fidélité. Cette Ordonnance est intitulée au nom de tous ceux qui composoient le Parlement, & tous y apposèrent leur seing: *de communi consilio Baronorum.* Collection du Pere Martene, tom. 1, p. 1239, sous Philippe le Hardy, nouvelles Ordonnances des années 1272, 1274, 1275, 1277 & 1283.

Sous Philippe le Bel en, 1295, qui fit approuver en plein Parlement une Ordonnance faite par lui & son Conseil huit ans auparavant... *Presentibus Duce Burgundie, Comite Sancti Pauli, Constabulario, Episcopis Tornacensis & Dolensis.* Et Pierre Flotte, *recitata fuit prædicta ordinatio & approbata in Parlamento omnium Sanctorum, presente toto Parlamento.* Nouveau Recueil des Ordonnances, page 316 Encyclop. tom. 5. pag. 700, au mot *Enregistrement*.

Autre Ordonnance du 3 Octobre 1303, 28 Février 1308, deux autres de Jeudi avant les Rameaux de la même année, une du premier Mai 1313.

immédiats de la couronne, soit Laïcs, soit Ecclésiastiques: arrangement qui diminua beaucoup le nombre de ceux qui avoient droit d'y assister: ensuite la Pairie étant devenue réelle, on ne qualifia plus du titre de Pair que six des plus grands Seigneurs Laïcs & six Evêques; ceux-ci & les Abbés connus sous le nom de Prélats avoient tous entrée au Parlement; mais à l'égard des hauts Barons Laïcs, à peine y compris les Clercs, montoient-

Il s'en trouve de semblables sous Philippe VI, dit de Valois, des 24 Juillet 1333, 10 Juillet 1336, 17 Mai 1345, & après la S. Martin d'hiver en 1347, Encyclopédie, tome 5, page 701, au mot *Enrégistrement* il est remarquable que le Parlement étoit alors rendu sédentaire.

La première Ordonnance où il soit fait mention d'un enrégistrement qui emporte en même-tems la vérification de la pièce, est celle de Philippe de Valois en 1334, touchant la Régale. Encyclop. *ibid.*

Ce fut dans deux Parlements tenus en 1316 & en 1328, que fut décidée la question de la succession à la Couronne en faveur de Philippe le Long & Philippe de Valois, & celles qui s'étoient élevées entre Charles le Bel, & Eudes Duc de Bourgogne, au sujet de l'apanage de Philippe le Long, dont ce Duc prétendoit que sa femme, fille de ce Roi, devoit hériter.

Sous le règne du Roi Jean; les Princes, les Prélats, les Barons furent convoqués en Parlement pour y délibérer des plus importantes affaires de l'Etat.

Ce fut dans un Parlement que se réunirent les Maisons d'Orléans & de Bourgogne, que le désordre du tems avoit divisées.

Ce fut encore dans un Parlement que furent jugés Thaffillon, Duc de Bavière, Bernard Roi d'Italie, & Carloman accusés de crime de rébellion. Enfin Charles V. le consulta lorsqu'il entreprit la guerre contre les Anglois.

ils au nombre de trente. ^s Les affaires s'étant multipliées par l'usage des apels, qui devenoient très-fréquens sous le règne de S. Louis, & leur décision plus difficile par les Ordonnances qu'il fit, & les formes qui furent établies, le Prince faisit ce prétexte pour y introduire des gens lettrés qui n'eurent dans le commencement que voix consultative, & aux quels on donna bientôt voix délibérative. ^t

A ce changement on en ajouta un autre; ce fut de s'emparer du droit de ^{*} nommer les personnes qui avoient entrée au Parlement, & d'adresser des lettres à cet effet à ceux dont le Roi faisoit choix pour composer l'assemblée. ^u

Philippe-le Bel, par son Ordonnance de 1302, sous le spécieux prétexte d'un voyage qu'il alloit faire en Flandres où il menoit son Conseil, de la multiplicité des affaires, de la comodité de ses sujets & de l'expédition de leurs causes, fixa les séances du Parlement à Paris, & détermina qu'il y en auroit deux par an. ^x

^s Encyclop. tom. 12, au mot *Parlement*.

^t Encyclopédie, *ibid*.

^u Encyclopédie, *ibid*.

Ordonnance non-imprimée au Trésor des Chartres, qui ne peut être avant 1294, ni postérieure à 1298.

^x Cette Ordonnance n'est point l'époque de la création du Parlement; Elle en parle comme d'un Tribunal qui existoit de toute ancienneté. Les *Olim* sous les dates de 1302, en parlant de certains usages du Parlement, disent : *hoc dudum factum fuisse*.

Dans une Ordonnance de 1309, que l'on trouve dans le même Régistre, il est encore dit : *in Parlamento longis temporibus observatum fuisse*. Encyclop. *ibid*.

Ses séances d'abord furent de peu de durée ; mais les affaires s'accroissant chaque jour par la réunion de plusieurs baronnies à la couronne, par la réserve des cas royaux, elles devinrent plus longues.

Philippe le Long profita de ces changemens pour exclure les Prélats du Parlement, y & Philippe de Valois fit le rôle de ceux qui étoient destinés pour le tenir, & qui pouvoient gages. *z* Indépendamment de ces personnes, on voit qu'il y en avoit beaucoup d'autres qui avoient entrée au Parlement, & qui pouvoient continuer d'y venir. Dutillet fait mention de diverses assemblées du Parlement tenues en 1413, aux quelles assistèrent nombre de Barons & Chevaliers ; aujourd'hui les Pairs laïcs sont les seuls qui représentent les anciens Barons. *a*

Enfin, ceux qui remplissoient les places de Président & de Conseiller, étoient quelque-fois changés suivant les conjonctures ; mais Louis XI, par son Ordonnance de 1467, ayant statué qu'il ne seroit pourvu à aucune place de Président & de Conseiller, sinon en cas de vacance, mort, résignation ou forfaiture ; & François premier ayant rendu ces places vénales, elles sont devenues stables & inamovibles. *b*

C'est ainsi que le Parlement, tel qu'il existe aujourd'hui, a été substitué à l'ancien Parlement, à

y Ordonnance du 3 Décembre 1319,

z Ordonnance du 11 Mars 1344.

a Encyclopédie, *ibid.*

b Encyclopédie, *ibid.*

l'assemblée générale de la nation ; c'est ainsi que la nation a laissé éclipser le droit imprescriptible qu'elle avoit de tout temps de concourir à l'administration politique du Royaume, & à la puissance législative ; droit qu'elle ne tenoit que d'elle-même, & que nos Rois ne lui avoient pas donné.

S E C O N D A G E.

Formation des Loix.

Les Loix sont sans contredit l'objet le plus intéressant pour une nation libre. Leur formation avoit toujours essentiellement dépendu du concours de la volonté du Roi & de l'assemblée nationale ; c'étoit au Champ de Mars que la nation proposoit au Roi les Réglemens qu'elle jugeoit convenables & propres aux circonstances, Réglemens qui ne pouvoient acquérir force de loi que par l'autorité du Monarque : c'étoit dans cette même assemblée que les Rois proposoient leurs Ordonnances ou Capitules qui n'acquéroient l'autorité de loi que par l'acceptation ou consentement de cette assemblée. C'est un point de fait dont les preuves sont sans nombre : parmi celles rapportées, la réponse de Charlemagne à la demande de dispenser les Ecclésiastiques du service militaire, en est une des plus éclatantes & des plus incontestables. Nos Rois ne tenterent les premiers actes de législation qu'avec beaucoup de retenue, afin de ne pas alarmer leurs Sujets par l'exercice d'une nouvelle autorité. *c* Ils éviterent par

c Robertson, tom. 1, pag. 157. Voyez la note 38, page 349.

leurs premières Ordonnances, d'user de commandement; ils traitoient, ou plutôt ils transigeoient avec leurs Sujets; ils leur indiquoient les mesures qu'ils jugeoient les plus utiles au bien public, & les engageoient à les adopter. *d* Les établissemens de S. Louis, quoique très-propres à servir de Loix générales, ne furent point annoncés comme commandemens absolus, mais seulement comme un Code de Loix destiné à servir de règle dans l'étendue de ses domaines: le respect que l'on avoit pour les vertus de ce Monarque, ne contribua pas peu à réconcilier la nation avec l'autorité législative qu'il commençoit à s'arroger. *e*

Par la suite il paroît que nos Rois consultoient du moins les Evêques & les Barons qui se trouvoient alors à la Cour, sur toutes les nouvelles Loix qu'ils vouloient publier; *f* & cette déférence pour les Barons mit dans leurs mains une portion si prépondérante de la puissance législative, qu'ils furent bientôt en état de l'exercer dans toute son étendue; de sorte que la constitution de l'Etat, qui étoit presque démocratique sous la première & la plus grande partie de la seconde race, qui étoit devenue aristocratique sur la fin de celle-ci & dans le premier siècle de la troisième, finit par devenir purement Monarchique; & depuis cette époque l'on a cher-

d Ordonnance de Philippe-Auguste. Ordonnance de Louis VIII.

e Observations sur l'Histoire de France, tom. 2, page 355.

f Recueil des Ordonnances, tom. 1, pag. 3 & 5.

ché avec soin tous les moyens d'écarter ce qui auroit pu tendre à conserver le souvenir du Gouvernement mixte des tems antérieurs. *g*

„ L'histoire du Royaume, dit un homme de gé-
 „ nie, nous fait voir la puissance des Rois de Fran-
 „ ce se former, mourir deux fois, renaître de mê-
 „ me, languir ensuite pendant plusieurs siècles,
 „ mais prenant insensiblement des forces, s'acroi-
 „ tre de toutes parts, & monter au plus haut
 „ point: semblable à ces fleuves qui dans leurs cours
 „ perdent leurs eaux, ou se cachent sous terre,
 „ puis reparoissent de nouveau grossis par les ri-
 „ vieres qui s'y jettent, & entraînent avec rapidi-
 „ té tout ce qui s'oppose à leur passage.” *b* Mais
 reprenons l'ordre des faits.

La nouvelle forme que nos Rois avoient donnée au Parlement depuis le règne de Philippe le Bel, Parlement auquel les Barons ni les Evêques n'assistoient plus; le même nom donné à deux Corps dont on pourroit faire sentir la différence suivant les tems & les circonstances, (l'on veut dire le Parlement rendu sédentaire, & le Parlement composant l'assemblée générale de la nation) contribua infiniment à seconder leurs vues, & à tromper la nation qui confondit aisément leurs droits & leurs fonctions.

Ces circonstances réunies inspirerent aux Rois l'idée de se servir du Parlement comme d'un instru-

g Robertson, tom. I, pag. 158.

h Encyclopédie, tome 7, page 282, au mot *France*.

ment propre à lui faire goûter l'exercice qu'ils vouloient faire de la puissance législative. *i* La nation accoutumée à voir les nouvelles Loix examinées & autorisées avant que d'être publiées, ne sentit pas assez combien il étoit différent de s'en rapporter sur cet objet important à l'assemblée nationale, ou à un Tribunal nommé par le Roi; mais comme ce Tribunal étoit composé de personnes très-recommandables & très versées dans la conoissance des Loix, lorsqu'un nouvel Edit recevoit la sanction de ce Corps, il n'en falloit pas davantage pour engager les Sujets à s'y soumettre: *k* de là l'usage introduit & conservé jusqu'à nos jours d'envoyer les nouveaux Edits au Parlement, pour être vérifiés, examinés & enregistrés: de là le droit de concourir à la législation, passé de la nation au Parlement; *l* de là cette maxime fondamentale dans la jurisprudence Françoisse; que sans cette formalité les Edits & Ordonnances n'auroient aucun effet & ne pourroient faire loi; *m* de là la nécessité absolue

i Robertson, tom. 1, p. 354, aux notes.

k La Roche-Flavin, des Parlements de France.

l Robertson, tome 1, aux notes.

m Le Roi Jean disoit, *que le Parlement étoit essentiellement & constitutivement établi pour pouvoir aux affaires de toute la République, aux fiennes, & à celles de son royaume.*

Charles le Sage en avoit la même idée, lorsqu'il déclaroit *que le Parlement tenoit les rênes de ses Etats.* Ordonn. du Louvre, tom. 2 & 3, pag. 541 & 482.

solue d'une délibération libre & réfléchie pour connoître par les formes nationales si l'Edit est émané du Prince, s'il n'est point contraire à l'intérêt du Roi & de l'Etat, oppressif pour le peuple, ou destructeur des loix fondamentales du Royaume; de là quantité d'Edits modifiés, changés & corrigés; o de là enfin une plus grande quantité d'autres rejetés, même sans remontrances, malgré les ordres précis & réitérés de nos Rois p

Charles VI, *en faisant déchirer en sa présence certaines Lettres & Ordonnances pour n'avoir été vûes par la Cour de Parlement, mais soudainement & hâtivement publiées.* Dutillet, des rangs, page 393. Paris 1586.

Henry II lorsqu'il fit réponse par son Ambassadeur à Charles-Quint, *que la vérification au Parlement est nécessaire, tant de disposition de droit, que par les Ordonnances & usances du Royaume* Mémoires dressés & envoyés par M. le Chancelier Second Mémoire.

Charles IX. lorsque d'après des instructions de sa main, il fit déclarer au Pape, par son Ambassadeur, *que par la constitution de son Gouvernement, & suivant les anciennes Ordonnances inviolablement observées, rien ne peut avoir force de Loi publique en France, qu'il ne soit publié & autorisé en vertu d'un Arrêt du Parlement.* Preuve des libertés, ch. 22, n. 35.

Enfin Louis XIV lui-même lorsqu'il disoit, *que les Loix & les Ordonnances envoyées dans les Compagnies Souveraines établies; principalement pour autoriser la justice des volontés des Rois, & les faire recevoir par les Peuples avec le respect & la vénération qui leur est due.* Néron, tome 2, page 18.

n Encyclopédie, tome 5, page 699, au mot *Enregistrement.*

o Ordonnances de 1361, portant *qu'elles ont été vues, corrigées & lues en Parlement.* Néron, page 612, aux notes de Guy Coquille.

p La Roche-Flavin, quatrième Gén. 1621, page 935. Limnæus, notitia Regni Franciæ, livre 1, chap. 9, pag. 223. La Roche-Flavin compte plus de cent Edits rejetés

Mais dans ce nouvel ordre de choses il en est une remarquable. Nous avons vu que, jusqu'au tems de Philippe le Bel, il n'y eut d'autre assemblée représentative de la nation que le Parlement, composé alors des seuls grands Vassaux de la couronne & de Lettrés ou Magistrats choisis parmi les nobles : nous avons vu ce Prince habile diminuer la puissance du Parlement d'une manière insensible à la nation, en dégoûtant d'abord les Grands d'une assemblée devenue tribunal de jurisprudence par la multitude des affaires particulières qu'il permit d'y porter, au lieu des affaires générales que l'on y traitoit ; par l'admission des gens de loi qui n'y su-

par Arrêts du Parlement depuis 1562 jusqu'à 1589, & Limnæus en cite encore beaucoup d'autres depuis.

Arrêts par lesquels les enrégistremens des Edits, Déclarations, Lettres-Patentes & Lettres de Jussion sont refusés, sçavoir, Arrêts des 3 & 29 Janvier, 8 Juillet, 21 Août 1597 ; 5, 17 & 26 Juin. 11 Septembre 1598 ; 5 Janvier, 20 Février, 1 Mars, 26 Avril, 12 Mai, 23 Juin, 19 Juillet, 28 Août, 5, 16 & 30 Décembre 1600 ; 3 Février, 12 Septembre, 28 Novembre 1601 ; 23 Janvier, 16 Mars 1602 ; 15 & 24 Mars 1603 ; 1 Septembre, 25 Novembre 1604 ; 13 Août 1605 ; 2 Décembre 1606 ; 5 Mai, 16 Juin & 28 Juillet 1607 ; 21 Juin, 6, 17 20 Juillet 1613 ; 21 Juin 1617 ; 14 & 17 Novembre, 11 Décembre 1618 ; & quantité d'autres, qui tous prononcent en ces termes ; *La Cour a déclaré & déclare n'y avoir lieu de registrer . . . La Cour a déclaré & déclare n'y avoir lieu de vérification.... La Cour a déclaré & déclare n'y avoir lieu d'enregistrer La Cour a déclaré & déclare ne pouvoir procéder au registre, &c... Quelques-uns de ces Arrêts portent : Et le Roi sera très-humblement supplié d'avoir la présente délibération agréable, comme faite pour le bien de son service, ou comme faite pour le bien du Royaume. Voyez les Remontrances de Toulouze.*

rent introduits d'abord que pour consulter, & y eurent ensuite voix délibérative; en perpétuant après la durée de cette assemblée, & la rendant sédentaire; & par une politique adroite détruire d'une main ce Parlement, & de l'autre en faire sortir un nouveau de ses ruines qui avoit l'air de lui ressembler, & qui ne lui ressembloit en effet que par le droit de concours à la puissance législative qui lui fut transporté; mais la nation par ce changement n'étoit pas privée du droit d'accorder des impôts; cette matière lui étoit réservée, & il auroit été difficile d'y toucher sans la réveiller de son assoupissement. Il falloit donc l'assembler pour en obtenir, & l'embaras se renouvelloit à proportion des besoins qui devenoient plus fréquens. Pour obvier à cet inconvénient, les vues de Philippe-le Bel lui firent adopter l'idée de ne l'assembler que par députés, & d'y admettre le tiers-Etat; *q* ordre qui n'y fut introduit que pour balancer avec plus d'avantage le cré-

q Encyclopédie, tome 6, page 20, au mot *Etats*.

Les premiers Etats Généraux furent assemblés par Philippe-le Bel en 1301 : les plus connus sont ceux tenus en 1313 ou 1314, de 1321, 1338, 1339 & 1343; sous Philippe de Valois en 1350, 1355, 1356, 1357, 1358, 1369: beaucoup d'autres sous Charles VI, qui se trouvent tout au long dans les Préfaces de M. Secousse.

Sur les tomes 3 & suivant des Ordonnances de la troisième race.... Sous Louis XI en 1467, sous Charles VIII en 1506, sous Henri II en 1558, sous Charles IX en 1560, 1563, 1566, sous Henry III en 1576, 1588, 1593 & 1614. Il y eut aussi des assemblées provinciales, mais il n'en est pas question ici

dit & l'autorité des deux autres; sçavoir, la noblesse & le clergé. Par cette tournure il fraya la route à ses successeurs de s'emparer de cette branche de la liberté nationale; de là l'origine des Etats généraux, Etats qui ont éprouvé le même sort que l'ancien Parlement ou assemblée générale de la nation, & qui ne subsistent plus depuis 1614.

L'on ne se propose pas de donner une chronologie exacte de tous les Etats généraux qui ont été tenus depuis Philippe le Bel jusqu'à leur cessation. On se bornera à faire voir quelle étoit leur autorité.

Tous les Historiens sont d'accord qu'elle n'avoit trait uniquement qu'aux impôts; c'étoient eux qui avoient le pouvoir de les accorder au nom de la nation: ils avoient le droit d'en fixer la quotité, l'emploi, d'en déterminer la régie, la perception & la durée; ils nommoient à cet effet ^r des Généraux, des aides qui en avoient la super-intendance, & des élus par Diocèses pour faire l'imposition & la levée des deniers; objets dont on rendoit compte aux Etats qui s'assembloient dans un tems marqué.

Philippe le Long ayant mis, sans consulter les Etats, une imposition sur ses peuples, tous les ordres s'émurent & réclamèrent contre cette entreprise. Il y eut même des particuliers qui en in-

^r Les Etats généraux tenus en 1343 furent les premiers où l'on ne fixa point l'emploi des deniers. Encyclopédie, *ibid*, page 22.

terjetterent apel au jugement des Etats généraux, tant l'on étoit persuadé qu'ils avoient seuls le pouvoir de mettre des impositions. Ce Prince fut obligé de les convoquer ; mais l'impôt ne fut point accordé ; & pour prévenir dans la suite de pareilles entreprises sur les droits de la nation, il fut arrêté dans l'assemblée des Etats, tenue en présence du Roi en 1338 & en 1339, *que l'on ne pourroit imposer ni lever taille en France sur le peuple, même en cas de nécessité ou utilité, que de l'octroi des Etats.* s

Charles VII. fut le premier de nos Rois qui franchit cette barriere en imposant de son autorité privée, & sans consulter les Etats, la taille sur ses sujets ; mais la justice, la nécessité reconnue de cette imposition, & la sage économie du Prince qui l'exigeoit, justifient aux yeux de la nation cette démarche hardie, & porterent les peuples à la payer sans murmure ; imposition cependant qui n'excédoit pas vingt sols par tête pour les plus hauts imposés, & dont le produit total ne surpassa jamais sous son règne le montant de la solde des francs Archers que ce Roi avoit conservés. t

Il y eut dans la suite beaucoup d'autres tenues d'Etats ; mais l'indécence avec laquelle ils se comporterent en plusieurs occasions, & la hardiesse de leurs demandes suscitées principalement par le tiers-

s Encyclopédie, ibid, pag. 22.

t Villaret, Histoire de France, tome 16, page 324, 325 & 326.

Etat, furent l'écueil où se brisa la puissance qu'ils avoient eue, & de maniere qu'on les assembla moins fréquemment, & qu'ils n'eurent plus que la voie de simples remontrances; cependant les Etats généraux, tenus sous Charles IX, donnerent lieu à trois célèbres Ordonnances qui furent dressées sur leurs plaintes; celle d'Orléans en 1560, celle de Rouffillon en 1563, celle de Moulins en 1566, & les Etats généraux, tenus à Blois sous Henri III, donnerent aussi lieu à l'Ordonnance de 1579. *x*

Enfin, les derniers Etats généraux furent tenus à Paris en 1614; mais la Cour prit des mesures pour en détourner l'objet, en faisant semer la division parmi les trois ordres; ainsi l'assemblée fut rompue & se sépara, sans avoir rien arrêté le 18 Février 1615. Il paroît qu'en 1651 la noblesse se donna de grands mouvemens pour faire convoquer l'assemblée des Etats généraux; le Roi avoit résolu qu'elle se tiendrait à Tours, mais elle n'eut point lieu. *y*

Depuis cette époque, plus d'Etats généraux, plus de concours, de consentement de la nation à l'établissement des impôts, nos Rois se sont rendus maîtres d'en fixer l'espèce, la quotité, la perception & la durée: ils trouverent moins embarrassant & plus conforme à leurs vues d'attribuer au Parlement la connoissance de cette matiere, en leur

x Encyclopédie, ibid, page 24. Ce fut dans les Etats généraux tenus en 1358.

x Encyclopédie, ibid. Boulainvilliers, tome 2.

y Encyclopédie, ibid.

envoyant les Edits qui la concernent à vérifier, dans la persuasion qu'ils trouveroient dans ce corps beaucoup moins de résistance ; que l'habitude de confiance & de respect des peuples pour le Parlement, sous les trois races de nos Rois, empêcheroit les murmures contre les impôts qu'il auroit librement consentis, & d'ailleurs par la facilité qu'ils auroient à surmonter les obstacles qu'on pourroit leur opposer. C'est ainsi que par degrés la nation s'est trouvée dépouillée du droit de concourir à l'établissement des impôts, & que le Parlement lui a encore été substitué dans l'exercice de ce droit.

Mais de ces divers changemens, dans la forme de notre gouvernement, il n'en résulte pas moins, avec la dernière évidence, que le droit de la nation, de concourir avec le Souverain à la puissance législative, est un droit certain, incontestable & imprescriptible ; droit qu'elle ne tient pas de nos Rois ; mais de l'essence de sa constitution, qui fait partie des loix fondamentales de l'Etat François, droit sur lequel il repose, & qui en a perpétué la durée jusqu'à nos jours ; droit enfin dont le Parlement doit jouir avec la même étendue & la même plénitude d'autorité que la nation en jouiroit elle-même si elle s'assembloit encore, & que les loix fussent délibérées dans son sein. z

z En France on a toujours reconnu la nécessité de faire approuver les Loix nouvelles par la nation & par les Cours Souveraines *qui la représentent en cette partie*, & qui étant dépositaires de l'autorité royale, *exercent à cet égard un pouvoir*

T R O I S I E M E A G E.

Vérification des Loix.

Le Parlement divisé en plusieurs corps, & rendu sédentaire en diverses provinces pour la commodité des peuples, prit conoissance des nouvelles loix que nos Rois jugerent à propos de faire: c'est à l'époque de cette division que l'on peut fixer le changement de la règle suivie auparavant pour la formation des loix. La puissance législative existoit bien toujours dans les Souverains; mais elle y existoit de deux manieres différentes. Les Rois faisoient des Capitules ou Ordonnances; mais elles n'obligeoient & n'acquéroient le caractère de loi stable & immuable que par l'exercice du droit imprescriptible du concours & du consentement de la nation.

Telle est, pour ainsi dire, la pierre de touche & la distinction à laquelle on peut reconoître les loix perpétuelles & immuables, & ne les pas confondre avec les loix sujettes à variation, par le défaut du caractère de stabilité, ou par la qualité de simple loi de police ou de pure discipline, dont les diverses positions d'un Etat & d'un peuple peuvent rendre les changemens utiles & même absolument nécessaires.

naturel émané du Roi même par la force de la loi. Discours du Chancelier Olivier au Parlement, en 1559. Encyclopédie, tome 5, pag. 699, verbo *Enregistrement*.

C'est dans les Capitulaires de Charlemagne que l'on découvre la preuve de la nature & de la forme de ces loix immuables, dont le Droit Romain avoit anoncé le caractère, & dont l'observation a perpétué pendant tant de siècles la force & la durée de l'Empire François. *a* On y voit un Prince qui embrasse tout par son esprit de prévoyance, unit tout par la force de son génie ; ici les prétextes pour éluder ses devoirs sont ôtés ; là les négligences corrigées, & les abus réformés ou prévenus.

Ceux qui ont dans leurs mains les loix pour gouverner les peuples, doivent se laisser gouverner eux-mêmes par les loix. La loi, dit Plutarque, est la Reine de tous les mortels & des immortels. Le seul Edit donné par Louis XII fait chérir sa mémoire de tous ceux qui aiment la justice & qui la rendent : il ordonne par cet Edit,, qu'on suive toujours la ,, loi malgré les ordres contraires à la loi que ,, l'on pourroit extorquer du Monarque. ,, *b*

Le motif & l'effet des loix doit être l'utilité, le bonheur & la prospérité de tous les Citoyens. *c* La raison naturelle confirme dans tous les esprits la nécessité de ce premier caractère de la loi qui doit

a Stabilité des Loix.

Paſta vel placita quæ per ſcripturam legitimè ac juſtiſſimè facta ſunt, dummodo dies vel annus ſit evidenter expreſſus, nullatenus immutari permittimus. Baluze. Capitul. Lib. 6. pag. 981 & 982.

b Encyclopédie, tome 9, page 644, verbo Loi.

c Ilidore..... Ordonnances Royaux, pag. 447.

opérer son immutabilité, parce que rien ne doit être si cher aux hommes que les loix destinées à les rendre bons, sages & heureux, & qu'elles sont tellement essentielles pour l'ordre de la société, que l'on ne pourroit y rien changer sans blesser cet ordre nécessaire & en troubler l'harmonie. *d*

C'est, sans doute, de ces loix utiles & immuables d'où l'on a tiré cet axiôme, *lex imperat Regibus*, parce que dans tous les tems l'utilité & le salut du Peuple a été chez toutes les nations recommandé par la raison & par les loix, *salus populi optima lex*.

Aussi Charlemagne, supérieur à la gloire dont son trône étoit environné, ne dédaignoit pas d'en tempérer l'éclat pour se conformer au vœu de la nation sur l'utilité de chaque loi, avant d'en imprimer le caractère à ses Capitules; ainsi le Capitule ne devenoit loi immuable que lorsque le consentement de la nation, prouvé par la signature de ceux qui la représentoient, avoit concouru à sa formation ou à son adoption : exemple mémorable qui a toujours été constamment suivi par ses successeurs jusqu'à Philippe le Bel. C'est donc le concours de la nation & de l'autorité royale qui ont été la marque distinctive & essentielle de la stabilité & de l'immutabilité de la loi. *e*

Dans un Etat où il n'y a pas de loix immuables,

d Encyclopédie, ibid.

e Baluze, Cap. Reg. Franc. pag. 273 & 274.

L'état du Citoyen est incertain, tout est soumis à l'arbitraire ; & dans un Etat où il n'y a pas de loix *fondamentales*, la succession au trône ne peut être fixe, puisque le successeur est déclaré par le Prince, par ses Ministres, ou par une guerre civile. *f*

On appelle loix fondamentales d'un Etat celles qui embrassent sa constitution, & par lesquelles le corps entier de la nation détermine la forme de son gouvernement, la convention entre le peuple, & celui auquel il défère la Souveraineté, qui régulent la manière dont il doit gouverner, & qui prescrivent des bornes à l'autorité souveraine.

Ces Réglemens sont appellés loix *fondamentales*, parce qu'ils sont la baze & le fondement de l'Etat, sur lequel l'édifice du gouvernement est élevé, & que les peuples les considèrent comme ce qui en fait toute la force & toute la sûreté. *g*

Si le corps entier d'une nation, en se donnant des maîtres se réserve le pouvoir législatif, la nomination de ses Magistrats, confie à un Sénat, à un Parlement le pouvoir judiciaire; celui d'établir des subsides, & qu'elle donne au Souverain, entr'autres prérogatives, le pouvoir militaire & exécutif; que le gouvernement soit fondé sur ce pied-là par l'acte primordial d'association entre le Souverain & le peuple, cet acte primordial portera le nom de loix fondamentales de

f Encyclopédie, tome 9, page 646, verbo *Loi*.

g Encyclopédie, tome 9, page 660, verbo *Loi fondamentale*.

l'Etat, parce qu'elles en constituent la sûreté & la liberté. *h*

De telles loix ne rendent point la souveraineté imparfaite ; mais au contraire elles la perfectionnent, en réduisant le Monarque à la nécessité de faire le bien, & en le mettant dans l'impuissance de faire le mal.

Il y a encore une autre espèce de loi fondamentale de droit & de nécessité, essentielle dans tous les gouvernemens, même dans ceux où la souveraineté est, pour ainsi dire, absolue, & cette loi est celle du bien public dont le Souverain ne peut s'écarter sans manquer plus ou moins à son devoir.

D'après ces principes on doit regarder comme loix fondamentales du gouvernement François, celles qui assurent l'indépendance de la couronne, qui l'ont rendue héréditaire & qui en ont exclu les filles, celles qui régulent l'ordre de succession au trône, qui donnent à la nation le droit de se choisir un maître dans le cas d'extinction de la maison régnante, celles qui lui conservent le droit de concourir à la puissance législative, & qui constituent la forme du gouvernement François, celles qui garantissent aux sujets la sûreté de leur personne & de leur vie, la propriété de leurs biens, l'usage légitime de leur liberté, le droit de veiller à la conservation de leur honneur, celui d'être jugés par leurs

h Encyclopédie, *ibid.*

Juges naturels & gouvernés suivant la forme de la société dont ils sont membres.

De ces loix primitives & fondamentales, il en résulte nécessairement une autre non moins précieuse au peuple François, & religieusement observée jusqu'à nos jours, & qu'il envisage comme le rempart de sa liberté; c'est de ne publier aucune Ordonnance ou Edit qu'il n'ait été vérifié au Parlement, formalité essentielle pour lui imprimer le caractère de loi & la force exécutive.

La vérification des loix n'est donc pas une formalité de vain cérémonial, puisque cette vérification dérive du droit du corps entier de la nation, de concourir à la puissance législative, droit qui prend naissance dans le contrat primordial entr'elle & le Souverain, & par lequel elle a déterminée

i Discours du Premier Président de Harlay, au Lit de Justice du 15 Juin 1586;

„ Dans la remarque & la désignation des Ordonnances qui s'ob-
servent en ce Royaume, nous usons de distinction; car nous a-
pellons les unes les Ordonnances des Rois, & les autres du Roy-
aume. Celles que nous apellons Royales, peuvent être changées
par les tems: & il n'est pas sans exemple que, selon la variété
des tems, la nécessité ou commodité de leurs affaires, il y ait diver-
sité de loix, parce qu'elles sont mortelles comme les Rois: mais
pour ce qui est des loix du Royaume, elles sont immortelles & ne
peuvent être changées, variées, ni altérées pour quelque cause que
ce soit.”

„ Entre ces dernières, il y en a une certaine & inviolable, sça-
voir, qu'une Loi n'est point Loi, ni une Ordonnance tenue pour
Ordonnance, qu'elle n'ait été apportée en ce lieu, (le Parlement)
qui est le Consistoire des Rois & du Royaume, délibérée, pu-
bliée & enregistrée, & cela a toujours été observé.” Trésor des
Harangues, seconde partie, page 198.

la maniere dont elle vouloit être gouvernée ? *k* Méconnoître une vérité aussi éclatante & aussi généralement reconnue , c'est trahir la nation & les Rois même , c'est rompre tous les liens qui attachent & qui lient les sujets au Monarque , c'est enfin d'un peuple libre vouloir en faire un peuple d'esclaves.

L'on ne s'est donc pas trompé en regardant le Parlement comme représentant la nation en cette partie ; *l* & s'il plaisoit au Roi d'ôter à ce tribunal le pouvoir qu'il lui a donné de la suppléer dans l'exercice de ce droit , ou que la nation le réclamât , il seroit de sa justice de la réintégrer elle-même dans ce droit ; droit qui lui appartient incontestablement , auquel elle n'a jamais renoncé , dont elle a constamment joui pendant près de quatorze siècles ; droit enfin dont aucune autorité légitime ne peut la dépouiller , & auquel on n'a pu porter atteinte sans son aveu.

Les Puissances étrangères , *m* les Etats géné-

k Encyclopédie , tom. 5. 699.

l En France on a toujours reconnu la nécessité de faire approuver les loix nouvelles par la nation ou par les Cours souveraines *qui la représentent en cette partie* , & qui étant dépositaires de l'autorité royale , exercent à cet égard un pouvoir naturel émané du Roi même par la force de la Loi Discours du Chancelier Olivier au Parlement en 1559.

m Charles-Quint exigea de François I. que le traité de Cambray fût vérifié & enregistré dans tous les Parlements , en présence des Procureurs-Généraux ; qu'il leur donneroit pouvoir spécial & irrévocable „ pour *illec* consentir aux entérinemens susdits , & eux soumettre volontairement à l'observance desdits traités , & qu'en

raux , *n* les Chanceliers *o* & les Ministres les plus recommandables , *p* les Historiographes les

„ vertu d'icelle soumission le Roi seroit à ce condamné par Arrêt &
 „ Sentence définitive desdits Parlements en bonne & convenable
 „ forme.” Recueil des Traitéz de paix. Paris, Leoard, 1693, tom.
 2, pag. 366.

Mais ce Prince alarmé des protestations du ministère public, & persuadé que l'enrégistrement n'avoit pas été fait en bonne & convenable forme, envoya deux Ambassadeurs au Parlement de Toulouse, pour faire enrégistrer le Traité de nouveau du consentement du Procureur-Général Histoire de Languedoc, tome 5, pag. 130. Lafaille, tome 2, page 70 . . . La Roche . . . édit. in-fol. page 314.

n Les Etats de Blois en 1576, se plaignoient que les inventeurs „ des subides & Edits nouveaux . . . avoient toujours les justes „ & commandemens pour forcer la conscience & la religion „ des Compagnies souveraines, par retranchement des gages, par interdiction d'entrée & de séance.” Combien d'Edits ont été enrégistrés & vérifiés avec ces mots *par commandement plusieurs fois réitéré*, qui ne sont jamais nécessaires quand les Edits sont justes & bons ? Mezeray, tom. 3, pag. 746.

Les mêmes Etats chargerent leurs Députés, en 1577, de dire au Roi de Navarre . . qu'il faut que tous Edits soient *vérifiés & commandés* „ *me contrôlés* „ les Cours de Parlement avant qu'ils obligent à y „ obéir, lesquelles combien qu'elles ne soient qu'une sorte des trois „ Etats racourcis au petit pied, ont pouvoir de *suspendre, modifier & refuser* les Edits . . Mémoires du Duc de Nevers, tom. 1, pag. 44. Paris, 1665.

o Le Chancelier Olivier dit dans le Lit de Justice du 2 Juillet 1549, „ que le Parlement rendu sédentaire n'en étoit pas moins le „ Lit de Justice de nos Rois, la Cour & séance des Princes & des „ Pairs, le dépôt des Ordonnances qui s'y faisoient la plupart, le „ Roi y étant, & autres de par lui.”

p M. de Castelnau, Ambassadeur en Angleterre, disoit, „ que les „ Parlements sont en tout comme huit colonnes fortes & puissantes, „ sur lesquelles est appuyée cette grande Monarchie, les Edits n'ayant „ point de force, & n'étant approuvés des autres Magistrats, s'ils ne „ sont reçus & vérifiés esdits Parlements, *qui est une règle d'Etat par le moyen de laquelle il ne pourroit, quand il voudroit, faire des Loix injustes, que bientôt après elles ne fussent rejetées.....* Mémoires de Michel de Castelnau, liv. 2, chap. 4.

Nota Pau, Béançon, Douay, n'appartenoient point encore à la France.

plus illustres que la France ait eus , *q* nos Rois eux mêmes , & nommément celui sous lequel nous avons le bonheur de vivre , *r* ont rendu dans tous les tems les témoignages les plus authentiques à ce principe fondamental qui constitue particulièrement la liberté nationale.

Les

q Un de nos Historiographes a dit... „ que sans le Parlement le „ Roi ne peut rien ordonner ni disposer concernant la chose publi- „ que.... que telle fut de tout tems l'autorité des Parlements chez „ les François , que les Ordonnances du Roi ne peuvent être exé- „ cutées sans Arrêt du Parlement.....” *Sine quo Senatu Rex de Rei- publica statu & preventibus regni nihil unquam statuere aut dispo- nere convenit... ejus Parlamenti tanta fuit autoritas semper apud Francos ut que rex ipse de Republica , de jure & preventibus regni statuerit , ea sine ejus Senatûs decreto non procedant....* Bened. fol. 84. n. 168.... Et un autre quelques années après. „ que les Ordon- „ nances de nos Rois n'ont force de loix , qu'on n'est tenu d'y „ obéir , qu'après que le Parlement a examiné si elles sont justes ou „ injustes , & qu'il les a solennellement approuvées. *Illec semper fuit regum Franciæ benigna moderatio , ut non prius rescripta sua vim Legis habere voluerint aut obsequii necessitatem requirere , quàm à Senatu æqua sint aut iniqui cognitum fuerit , accedente postea solem- ni Senatûs approbatione....* Anne Robert , liv. 2, chap. 11, page 449, édit. 1604.... Et un autre encore dans le siècle suivant . . . „ Que l'autorité du Parlement donne la sanction aux loix du Prince : „ que ses loix ne sont pas exemptes de la censure du Parlement... „ Qu'elles ne passent à la postérité qu'en vertu d'Arrêts du Parle- „ ment. *Hæc curia est.... quam authorem principes sacrandis promul- gandisque sanctionibus suis velint : ejus consilii censura constitutiones suas eximi edictaque sua nolint , imo ejus decretis hujusmodi sua acta consecrari æternitati velint...* Guill. Budéannot. in pand. pag. 128. & c'est ce qui a fait dire à Pasquier que le Parlement a toujours été destiné pour les affaires publiques , & la vérification des Edits ; car tout ainsi que sous Charlemagne & ses Successeurs ne s'entreprenoit chose de conséquence au Royaume que l'on ne fit assemblée de Pré- lats & de Barons pour avoir l'œil sur cette affaire ; aussi le Parlement étant arrêté , fut trouvé bon que les volomés générales de nos Rois n'obtinssent point lieu d'Edits , sinon qu'elles eussent été vérifiées & homologuées en ce lieu. (le Parlement.) Recherches de la France , tome 1, liv. 2, chap. 4.

r Traité entre les Rois de France & de Sardaigne , sur les limites de leurs Etats , du 24 Mars 1760 , enregistré dans tous les Parlements du Royaume.

Les Ordonnances de Moulins, de Blois, celle de 1667, par lesquelles on a voulu porter atteinte à ce principe; l'exemple de François premier qui abolit la pragmatique sanction, ce fameux boulevard des libertés de l'Eglise Gallicane, dont l'abolition excita les regrets de tous les bons François; le concordat qui en fut la suite, par lequel ce Prince & Léon X. se donnerent respectivement ce qu'ils favoient ne leur pas appartenir, ne prouveront autre chose à la postérité, si ce n'est que la plénitude de la force & de la puissance réside dans le Souverain; qu'il vaut mieux céder à l'autorité, que de donner lieu aux malheurs que pourroit occasioner une résistance trop opiniâtre, & que l'on ternît la gloire des plus beaux règnes par l'abus du pouvoir arbitraire; mais il n'en résultera pas moins que le droit de vérification ne soit une loi fondamentale de l'Etat, parce qu'elle est l'expression du vœu de la nation & du concours de l'autorité royale, loi que nos Rois font dans l'heureuse impuissance de changer; & quels efforts n'ont-ils pas faits pour abatre ce rempart de notre liberté, efforts qui n'ont malheureusement que trop réussi par les lits de justice dont on a introduit l'usage dangereux?

La présence de nos Rois au Parlement n'avoit pour objet dans les premiers tems que de donner à la délibération de la nation l'autorité qui pouvoit lui imprimer le caractère de loi, ou de consulter la nation sur les Ordonnances ou Capitules que le Roi

vouloit établir en loix, & auxquels il désiroit procurer la stabilité & l'immutabilité. La présence du Roi au Parlement annonçoit aux nations étrangères le concert redoutable du Monarque François & de tous ses sujets; elle est désignée aujourd'hui sous un titre particulier inconnu avant Philippe le Bel, qui leur apprend la contradiction de leurs sentimens: elle n'est plus annoncée que sous le titre redouté de lit de justice, titre qui porte la consternation dans tous les cœurs. Le Roi est toujours censé également présent dans ses Conseils & dans ses Parlemens: la réalité de sa présence effective dans ses Conseils ne fait point changer de nom à la séance ou au résultat des délibérations de ce tribunal; par quelle raison sa présence effective dans le plus Auguste de ses tribunaux, dans sa Cour des Pairs, y fait-elle changer le seul titre qu'elle portoit autrefois d'assemblée du Parlement? La justice qui émane des décisions de Sa Majesté, soit dans ses Conseils, soit dans son Parlement, n'est-elle pas toujours censée la même? Ne doit-elle pas porter partout le même caractère d'équité, de dignité, de puissance & la même impression d'autorité, de respect & de soumission.

Les anciennes assemblées de la nation que le Roi honoroit de sa présence étoient plus véritablement des lits de justice, quoiqu'elles n'en portassent pas le nom. Elles étoient l'espoir & le plus ferme appui d'un peuple libre: les premiers lits de justice qui ont été tenus furent désirés du peuple,

parce que les Rois n'y venoient que pour délibérer avec le Parlement sur les affaires les plus importantes de l'Etat, soit qu'il fut question de déclarer la guerre aux ennemis de la couronne, soit qu'il fut à propos de conclure la paix pour le soulagement des peuples. s Ils sont devenus par la suite un objet de crainte & de terreur. On y opinoit en présence du Souverain avec une pleine liberté, les voix y étoient comptées, & le Chancelier de France y recueilloit deux fois les avis, t dont le plus grand nombre obtenoit toujours la prépondérance. Le titre de lit de justice & l'appareil qui l'environne, annonce au contraire aujourd'hui la privation de la liberté des opinions, par conséquent le refus d'être éclairé, & par conséquent encore la terreur légitime de l'exercice redoutable du pouvoir absolu & arbitraire; si quelqu'un de ceux qui y sont apellés ose élever la voix, la disgrâce, les lettres de cachet, l'exil sont la récompense ordinaire de son zèle. Cependant la splendeur du trône, l'éclat de la Majesté Royale ne produit point dans les Conseils la gêne des opinions; Sa Majesté écoute avec complaisance, en pèse les motifs, & ne dédaigne pas de se déterminer le plus souvent par le nombre des suffrages. C'est le même Roi, ce sont également les premier Magi-

s Discours de M. Talon au Lit de Justice de 1649.....
 Encyclopédie, tome 9, page 581, verbo *Lit de justice*,
 t Encyclopédie, ibid.

strats de la nation; c'est même aux lits de justice une assemblée encore plus Auguste, puisque c'est aussi l'assemblée des Princes & des Pairs qui par leur naissance en sont essentiellement les principaux membres. Le Roi entre dans ses Conseils pour y examiner les objets qui vont y être proposés; il entre au lit de justice au contraire avec l'opinion que quelques-uns de ses Ministres lui ont persuadé d'adopter, & avec la volonté déterminée de la faire exécuter. L'assemblée de la nation avec son Roi sous les deux premières races, & dans les premiers tems de la troisième, annonçoit à toute la France que ses intérêts avoient été pesés & débattus avec la plus scrupuleuse attention. Un lit de justice annonce seulement aujourd'hui que le Roi veut être obéi, & que le degré de confiance qu'il accorde à deux ou trois de ses Ministres, l'emporte sur celle qu'il donne aux Princes de son sang aux Pairs, aux premiers Magistrats, & à tout ce que la nation peut avoir de plus recommandable.

Cependant les Rois & leurs Ministres sont sujets à l'erreur comme les autres hommes. Plus le pouvoir est absolu, plus l'erreur est dangereuse. L'abolition de la pragmatique sanction suffit pour en convaincre, sacrifiée par Louis XI. à l'espoir de procurer la couronne de Naples à un Prince de son sang, il ne tarda pas à reconnoître combien il avoit été trompé, & il s'empressa de la rétablir dans sa première force.

L'abus du pouvoir pratiqué par le Duc de Bourgogne que Pasquier dans ses recherches nomme le fléau de la France, *u* en est une preuve non moins authentique. Il persuada à Charles VI. d'envoyer Eustache de Laitre, qu'il avoit fait nommer Chancelier, & le Comte de S. Paul au Parlement le 30 Mars 1418, pour y faire enrégistrer par force un Edit révocatoire des sages Ordonances faites quelques années auparavant pour réprimer les entreprises de la Cour de Rome. C'est le premier & malheureux exemple d'un enrégistrement forcé & non librement délibéré. *x*

Les suites & les effets de cet exemple devenu funeste à la nation par l'abus qu'on en a fait, mettent dans le plus grand jour les dangers auxquels on s'expose en s'écartant des règles. Si quelque chose étoit capable de justifier de pareils écarts, ce ne pourroit être sans doute que les grands avantages qui en résulteroient; eh! quels sont ceux qu'ont produit cette foule d'Edits enrégistrés de force, & par des actes d'autorité absolue? En fixant ses regards sur la misère des peuples, & sur l'épuisement actuel des Finances, quiconque voudra examiner & approfondir les époques, restera convaincu, que plus les impôts se sont acrus, plus l'Etat s'est affoibli & obéré, comme s'il y avoit une espèce de relation physique entre les degrés de

y Pasquier, page 65.

x Encyclopédie, tome 9, page 582, verbo *Lit de justice*.

surcharge des peuples, & les degrés de déprédation des revenus du Royaume.

Charles VII, ce Héros dont la sagesse sauva la France, & qui affermit la couronne chancelante & ébranlée par la faction Angloise; ce Prince mécontent du Parlement de Paris, malgré la fermeté de cette compagnie à s'opposer aux entreprises du Roi d'Angleterre & du Duc de Betfort; Charles VII diminua l'étendue du ressort de cette Cour, & créa un Parlement à Poitiers; mais en ayant reconnu les inconvéniens, il se rendit aux remontrances qui lui furent faites, & ce nouveau tribunal cessa d'exister, quoique l'Edit de son institution eut été déjà exécuté. ^y

Charles VII. ne rougissoit pas de revenir sur ses pas, lorsqu'il s'agissoit du bien du Royaume. „ Il „ est un arbitraire dépendant uniquement des prin- „ cipes & des préjugés. L'esclavage des sujets „ est la base la plus assurée de la puissance souve- „ raine; ainsi pense le Divan de Maniout...., grand „ Sultan de Turquie... un Monarque ne régné vé- „ ritablement qu'autant qu'il régné sur un peuple „ libre.” ^z Voilà la première maxime du Conseil de nos Rois: il semble que l'on ait craint que les atteintes portées à ces maximes en 1770 n'aient été trop frappantes, on s'est empressé d'en pallier les

^y Histoire de France par Villaret, tome 16, page 83 & 84.

^z Amusement de la raison, imprimé à Paris en 1747, avec approbation & privilège.

conséquences par des assurances postérieures.

„ L'erreur des principes une fois reconue , les
 „ conséquences tombent nécessairement par cette
 „ connoissance.” *a* Le Roi a déclaré dans son Edit

de Février 1771, *qu'il est des loix immuables, des loix sacrées, qu'il est dans l'heureuse impossibilité de chan-*

ger. Il a répété le 13 Avril suivant par la bouche de son Chancelier, l'assurance qu'il avoit donné à ses sujets de ne vouloir régner que par les loix & les formes sagement établies. *b* Il a authentiquement

déclaré qu'il „ veut contenir ses sujets sous l'Em-

„ pire des loix, pour leur assurer à tous cette liber-

„ té qui n'existe qu'avec les loix, & qui périt

„ avec elles; qu'il ne veut point de Ministres a-

„ veugles & passifs du pouvoir absolu; qu'il déda-

„ gneroit une obeissance avilie par la servitude, &

„ repousseroit loin de lui des Magistrats qui n'au-

„ roient pas le courage de lui dire la vérité; que

„ son cœur défavoueroit les loix mêmes, si elles

„ trompoient ses vues, si elles faisoient le malheur

„ de ses peuples.” *c*

C'est ainsi que Charles VII. eût parlé, c'est ainsi qu'il a agi.

a Même Livre.

b La servitude vient d'être anéantie par l'Impératrice de Russie, dont les peuples étoient accoutumés à l'esclavage & toute l'Europe retentit de ses éloges & de sa gloire..... Gazette universelle de Littérature, Avril 1771, n°. 10, Liv. 4.

c Déclaration de 1766. Discours de M. le Chancelier le 13 Avril 1771.

Par ce même Edit du mois d'Avril 1771, le Roi a rassuré ses sujets sur les alarmes qu'ils avoient conçues sur leurs droits de propriété & l'inaliénabilité des offices. Enfin, son Chancelier a indiqué un terme qui doit préserver la race future des événemens qui ont occasionnés ces alarmes & des malheurs dont la France gémit. Le terme jusqu'auquel on peut porter la fermeté, & au delà duquel la résistance se changeroit en désobéissance, cette borne est posée par la raison & par les loix. *d*

Ces déclarations précieuses, ces principes de gouvernement si dignes d'un Roi véritablement le pere de ses sujets, renferment tout l'objet des desirs & des vœux de la nation ; mais en même-tems ils prouvent la force du droit national qu'ils expriment, & dont la tradition est trop constante pour être méconue ; ils prouvent que ce droit imprescriptible réclame dans le cœur & contre les faits de ceux-mêmes qui le foulent aux pieds : ils donnent l'espérance consolante de voir le Prince comparer ce qui se fait sous son nom avec les sentimens de son cœur, & réparer les malheurs dont nous sommes les témoins. On lit dans Montesquieu cette maxime d'une sage & profonde politique : „ s'il est vrai qu'il „ ne faut pas changer lorsque les inconvéniens éga- „ lent les avantages, encore moins le faut-il, lors- „ que les avantages sont petits & les inconvéniens „ immenses.”

d Discours de M. le Chancelier lors de l'installation du nouveau Parlement de Paris.

LETTRE

A UN AMI DE PROVINCE,

Sur la Liquidation des Offices.

M.

Vous êtes surpris que Mr le Chancelier exige comme une condition préalable au rapel des Exilés, la liquidation de leurs offices. Vous ne pouvez concevoir quel avantage il en espere : il vous semble même qu'il est de l'intérêt du Gouvernement de ne pas la solliciter, puisqu'il se trouve dispensé par le défaut de liquidation de payer l'intérêt de la finance. Vous regardez comme une inconséquence d'éteindre des offices, de supprimer un Corps entier de Magistrats, & de témoigner de l'inquiétude, parce que les Officiers supprimés ne présentent point la quittance de finance.

Vous avez raison ; & dès qu'on a comencé à parler des instances réitérées faites pour engager les Magistrats à cette démarche, j'ai fait les mêmes raisonnemens que vous. Effectivement, que le Roi rembourse ou ne rembourse pas ; que l'Officier des-

titué de fait, se présente pour le remboursement, ou ne se présente pas, cela doit être parfaitement égal pour quiconque est persuadé que la destitution est valide. Cependant le Chancelier insiste sur cette liquidation, Demande-t-on quelque adoucissement par un changement d'exil: Point d'autre réponse, sinon, *il faut faire liquider*. Un fils fait solliciter par des personnes de la plus haute considération, la permission de venir fermer les yeux à un pere mourant, on répond impitoyablement, *il faut liquider*. Un état d'infirmité & de langueur force de demander un déplacement: la réponse est toujours, *il faut faire liquider*. Il semble que *ce défaut de liquidation embarrasse & gêne*: peut-être même a-t-on été assez imprudent pour le dire.

Je répète donc avec vous, Monsieur, comment peut-on être gêné par des gens qui sont réputés n'être plus que des Particuliers sans autorité, sans fonction, sans juridiction, sans office? Voilà un problème qui n'est pas aisé à résoudre. Avant de vous en proposer la solution, je crois qu'il ne sera pas inutile de faire préluder quelques réflexions sur la nature des offices.

On a toujours distingué l'office, de la finance, Avant la vénalité on ignoroit, & il y a toute apparence qu'on n'imaginoit pas que des hommes qui sacrifient leur temps & leur santé pour obliger leurs Concitoyens, fussent obligés de financer pour avoir le droit de se consacrer au service de l'Etat. Le malheur des temps, de plus grands inconvéniens ont

fait imaginer un établissement de finance. (M. le Chancelier fera sans doute conoître au Public l'heureux changement introduit dans la finance de l'Etat, qui fait qu'il peut se charger de tous ces remboursemens.) Peu importe: il plaît au Prince de détruire la vénalité, & même de donner des appointemens aux officiers. Ce changement n'en opere aucun sur les offices ni sur les Officiers, car l'office est le droit d'exercer une fonction de judicature dans tel & tel ressort, sur telles ou telles matieres. Ce droit en lui-même ne peut pas s'acheter; il doit être donné au mérite & aux talents, parce que lui seul peut posséder ce droit. Si donc le besoin de l'Etat exige que ceux qui ont ce mérite & ces talents, contribuent par une finance à subvenir à ses besoins, parce qu'ils possèdent de grands biens dans l'Etat, on ne peut pas dire qu'ils ont acheté ce droit, parce qu'il n'est pas de nature à se donner à prix d'argent; c'est au Prince ou au Chef de l'Etat à conférer ce droit au mérite. La finance doit tout au plus être regardée comme une condition qu'on exige du Récipiendaire. Ce seroit avoir une idée indigne d'une fonction aussi Auguste, de penser qu'elle s'achetât à prix d'argent.

La suppression de finance ne change donc rien à l'office. Elle ne change rien dans l'Officier comme Officier, comme revêtu du droit de juger & de prononcer sur la vie & l'honneur de ses Concitoyens; elle ne produit qu'un changement dans sa for-

tune; ce qui est purement accessoire & indépendant de son office.

Qu'on supprime ou qu'on augmente la portion congrue des Curés; qu'on attache à la dignité Episcopale des revenus, ou qu'on les supprime; que ces revenus supprimés, on oblige les Curés & les Evêques de payer à l'Etat une finance pour posséder ces dignités; tout cela ne changera rien au titre; ce fera toujours le droit de conduire les âmes à Dieu. Il est vrai que les uns & les autres exerceroient ce droit avec un désintéressement digne de nos éloges; mais le droit, la juridiction, le titre seroient précisément ce qu'ils sont à présent, qu'il y a des revenus considérables attachés à ces fonctions. Le titre n'en seroit pas moins inamovible; & la destitution ne pourroit avoir lieu, comme à présent, que pour cause de délit énoncée dans le Droit Canon.

Cela s'applique de soi-même aux offices de Judicature; & il n'y a pas d'autre moyen de prouver l'*inamovibilité* des bénéfices, que celui qu'on emploie pour prouver l'*inamovibilité* des offices.

Que pensez-vous que diroient les Evêques & autres Bénéficiers, si le Roi de France mécontent d'eux tous s'avisait de supprimer tous leurs revenus; & afin de se débarrasser de tous ceux qui seroient en place, disoit au Pape : Tous les bénéfices de mon Royaume sont vacants, parce que de titres avec revenus, j'en ai fait des titres sans revenus; ainsi je

vais vous présenter d'autres fujets à qui vous conférerez le droit sans revenus, de conduire les âmes?

Vous riez sans doute de cette idée: c'est cependant la petite invention ingénieuse du Chancelier, pour se débarrasser des Magistrats intègres qui lui déplaisent. Elle est des plus comodes. Aujourd'hui on éteint des offices avec finance; par ce moyen on destitue tous les Officiers: demain on éteindra les offices sans finance; & les Officiers seront pareillement destitués. Et ce qui est de plus ingénieux encore, c'est que les offices n'en feront pas moins *inamovibles*. Voilà comment les nouveaux sont *inamovibles* comme les anciens. Oh la jolie invention! Les Richelieu & les Colbert ont-ils rien imaginé de semblable? Je conçois aisément à présent comment il délivre le Prince *des épines des Compagnies*.

Je crois cependant qu'il se défie un peu de son secret, & qu'il a quelque peur des Revenants; car comme vous l'avez remarqué, à quel propos insisteroit-il tant sur la *liquidation*? Je pense donc qu'il ne croit pas la destitution bien légale, & que son dessein, en engageant à cette liquidation, est de la faire valoir contre ceux qui la donneroient, comme un consentement tacite à leur destitution. Et ce tour ne seroit pas mal-adroit de sa part. Car il pourroit dire à ceux qu'il auroit séduit: L'Edit qui ordonne la liquidation, est relatif à celui qui ordonne la suppression; ce sont même deux articles

d'un même Edit. Le Roi ne rembourse que parce qu'il supprime : vous avez accepté le remboursement, par conséquent vous avez consentis à la suppression. Celle-ci est le motif du remboursement; sans elle il n'auroit pas lieu : il est clair, ajouteroit-il, que vous avez consentis à la suppression, en consentant au remboursement.

Je ne vois pas trop comment on se tireroit de ce raisonnement. Effectivement la *liquidation* peut être ordonnée ou parce que l'office est entièrement supprimé; alors la *liquidation* est de droit; ou parce que l'office subsistant, on dispense de la finance, alors l'Officier doit être remboursé. Dans le second cas, un Officier peut faire liquider, ou ne le pas faire, il n'est pas moins Officier; mais dans le premier, où la *liquidation* est l'effet de la *suppression*, il est constant, que consentir à l'une c'est consentir à l'autre; parce que l'Edit qui ordonne la liquidation, ne l'ordonne que pour cause de suppression.

Il y a quelques jours que me trouvant avec un des plus sçavans & des plus respectables Magistrats exilés, la conversation tomba sur cet objet. L'Edit de suppression du Parlement de Bordeaux y donna occasion. Il prit donc cet Edit, & me fit remarquer les deux articles, dont le premier est : *Nous éteignons & supprimons, &c.*; & le second, *les anciens Officiers seront tenus de liquider, &c.* Puis il m'ajouta : „ Si quelqu'un s'avisait de faire „ liquider, voici le propos que lui tiendrait le

„ Chancelier : Vous avez fait *liquider* en vertu de
 „ l'Edit qui vous l'ordonne ; mais cet Edit n'or-
 „ donne le remboursement que pour ceux qui étoi-
 „ ent Officiers & ne le font plus. Vous avez donc
 „ consenti à n'être plus Officier : vous avouez donc
 „ que vous n'êtes plus ce que vous étiez, puis-
 „ que vous vous mettez au nombre de ces *anciens* que
 „ le Prince a déclarés n'être plus ses Officiers. „

Que pourroit-on répondre à ce raisonnement ?

Rien du tout, lui répondis-je ; cela me paroît évi-
 dent, & je l'ai toujours pensé. Puis il continua :
 je suis persuadé d'après ces principes, que *faire
 liquider*, c'est reconnoître la légitimité de l'Edit de
 suppression ; c'est avouer la vérité des accusations
 intentées dans l'Edit de Décembre 1770 contre tou-
 te la Magistrature ; accusations qui y sont présen-
 tées comme un motif de suppression ; c'est renoncer
 au droit d'*inamovibilité* ; c'est souscrire au droit
 chimérique attribué au Souverain de pouvoir de-
 stituer à son gré-des Officiers sans forfaiture & sans
 cause ; c'est porter préjudice à la Protestation des
 Princes & des autres Ducs & Pairs, qui ont pris
 avec tant de générosité la défense du Parlement,
 & qui ne manqueroient pas d'y renoncer eux-mê-
 mes, si jamais les Magistrats exilés souscrivoient
 la légitimité de leur proscription. Oui j'ose le
 dire, cet article seul anéantiroit toutes les démar-
 ches généreuses que nous avons faites jusqu'à pré-
 sent. Et le Chancelier en est si persuadé, qu'il le
 regarde comme capable d'effacer tout le passé, &

de mériter la révocation de l'exil. La raison en est claire : on vous exile, parce que vous refusez de reconnoître dans le Prince le droit de destituer à son gré ses Officiers , (& quant au Parlement de Paris , parce qu'il refuse de regarder la volonté arbitraire du Souverain comme la Loi suprême). Vous ne pouvez rentrer en grace, que vous ne reconnoissiez ce droit. Sousscrire à l'Edit en faisant liquider, c'est approuver l'exercice de ce droit : il n'y a donc plus de cause d'exil ; & tout le public dira avec raison en aprenant le retour d'un Exilé , qu'il a par cet acte si désiré, reconnu les prétentions du Chancelier énoncées dans l'Edit.

Je lui dis , que je ne croyois pas qu'il fût possible de se refuser à toutes ces conséquences. Cependant, ajoutai-je, n'y auroit-il pas une maniere de faire la quittance de finance, qui ne porteroit aucun préjudice aux droits des Magistrats ?

Par exemple, ne pourroit-on pas y insérer, „ que désirant d'entrer dans les vues de Sa Majesté „ sur la vénalité des charges & le plan d'une Justice rendue gratuitement, on se présente au remboursement ; que c'est le seul motif qui engage „ à cette démarche ; protestant d'ailleurs contre „ toute induction contraire aux droits des Magistrats & à l'inamovibilité d'un office dont on se „ regarde toujours comme titulaire. „

Il me répondit que cette *réserve expresse* jointe au motif d'entrer dans les vues du Prince sur la gra-

gratuité de la justice , pourroit à certains égards , metre à l'abri les droits de la Magistrature ; mais que jamais le Chancelier n'accepteroit une pareille quittance ; qu'elle seroit trop oposée à ses prétentions , puisqu'au lieu d'un consentement tacite à la suppression , elle renferméroit une protestation authentique & non équivoque contre toute atteinte portée à l'*inamovibilité*. C'est ce qui rend toute liquidation impraticable ; celle qui se feroit sans réserve du titre , parce que jamais aucun Magistrat ne consentira à sa propre destitution ; celle qui seroit avec réserve , parce que le Chancelier la regarderoit comme un nouveau crime.

J'observai qu'il y avoit plusieurs de MM. ses Confreres dont l'exil étoit si rigoureux , & la santé si foible , que tôt ou tard ils succomberoient à la tentation , & que le danger imminent où ils se trouveroient pourroit justifier leur acquiescement à la liquidation.

Il me répondit que ceux dont je parlois étoient les plus éclairés & les plus généreux ; qu'il n'en vouloit d'autre preuve que le traitement que le Chancelier leur faisoit éprouver ; que si par un effet de la foiblesse humaine (ce qu'on ne doit pas présumer, vu leur fermeté), la crainte de la mort leur arrachoit un consentement , ce seroit une victoire peu honorable pour le Chancelier ; & que d'ailleurs on

ne pourroit jamais tirer avantage d'un acte donné dans de pareilles circonstances: c'est, ajouta-t-il, le cas du *metus cadens in constantem virum* qui, quand il est bien prouvé, anéantit tous les actes civils dont il a été le mobile.

Vous voyez, Monsieur, que cette conversation est précisément la réponse à votre Lettre: j'ai toujours pensé comme ce respectable Magistrats; mais son suffrage n'a pas peu contribué à m'affermir dans ce sentiment.

Il est encore une autre considération, qui seule pourroit empêcher les Magistrats de *faire liquider*; mais que je n'ai eu garde de proposer à ce Magistrat, parce qu'elle est au-dessous d'une ame qui agit par des vues si nobles & si patriotiques: c'est le peu d'apparence que le remboursement ait lieu; & s'il avoit lieu, la certitude qu'il se feroit en *papier*. Ce papier en tombant entre leurs mains, perdrait une partie de sa valeur; & bien-tôt après au premier vouloir du Contrôleur-Général, la perdrait peut être toute entière. Il n'y a pas un Financier qui ne dise hautement à qui veut l'entendre, qu'il ne donneroit pas dix mille livres d'une liquidation d'Office.

De plus tout ceci ne feroit-il pas le prélude d'une opération de finance couverte du beau nom d'*intérêt public*, de *justice gratuite*, de *non-véna-*

Nid ? car le Public prétend que le plan est de rembourser toutes les Charges, celle de la Marine, & autres, comme celles de Judicature en papier, qui perdra les trois cinquièmes, & quelques mois après de vendre de nouveau en bons deniers comptans toutes ces Charges. Par ce moyen le Chancelier & le Contrôleur-Général seront contents: le premier aura satisfait sa vengeance contre toute la Magistrature: le second aura réussi à trouver une centaine de millions, qui ne lui auront rien coûté.

Malheureuse Nation, condamnée au supplice des Danaïdes: Elle verse continuellement dans un tonneau qui ne se remplit jamais ! ()*

Vous me demandez des nouvelles : à l'instant j'en apprend une qui est la plus singulière, la plus étrange, & la plus incroyable. Il y a trois à quatre jours qu'un particulier conférant avec le Chancelier, celui-ci lui dit fort sérieusement: *Dieu bénit ma besogne, elle se consolide chaque jour.* Notre homme se donna bien garde de témoigner sa surprise; mais il n'eut rien de plus chaud que d'en faire part à un ami en arrivant chez lui. Jusqu'ici, lui dit-il, j'ai cru que le Chancelier ne croyoit pas en Dieu; mais il vient de me dire que Dieu bénissoit sa besogne.

En vérité, mon Ami, je commence à espérer

* Maire du Palais.

que notre délivrance est prochaine : il n'est pas possible d'insulter d'une manière plus outrageante la Divinité. Après avoir insulté depuis huit mois la Nation entière, il s'en prend à présent à Dieu ; & ose attribuer à sa bénédiction le succès de ses indignes manœuvres, des voies obliques, des calomnies atroces, des délations achetées à prix d'argent qu'il a employées, & qu'il emploie tous les jours.

J'ai l'honneur d'être, &c. &c. &c.

Paris ce 18 Septembre 1771.



M. d'Ormesson , Président à Mortier du Parlement , ayant appris que le Roi avoit demandé à M. son frere , Intendant des Finances , pourquoi il ne remettoit pas ses provisions , ajoutant Sa Majesté qu'il y avoit dans cette conduite de la subtilité , de petites finesses , a écrit au Roi la Lettre suivante pour justifier sa conduite.

S I R E ,

Ce que Votre Majesté a eu la bonté de dire à mon frere il y a peu de jours , semble m'offrir l'heureuse occasion de faire parvenir jusqu'à Elle même le très-humble hommage de mes sentimens. Je suis pénétré de ceux qui ont toujours animés mes peres ; l'amour de l'honneur & du devoir , la soumission la plus entiere à mon Souverain. Depuis 34 ans que Votre Majesté m'a fait la grace de me revêtir de différens Offices , dont les fonctions m'ont souvent aproché de sa personne , j'ai joint à ces premiers sentimens , cette vive & profonde reconnaissance qu'inspirent ses bienfaits , & cet attachement respectueux qu'on respire sans cesse auprès d'Elle.

Voilà , Sire , quels ont été toute ma vie les seuls mobiles de ma conduite ; voilà ce qui m'a toujours dicté le langage auquel Votre Majesté a daigné quelquefois prendre confiance , comme à celui d'un cœur

qui est zélé pour ses vrais intérêts. Elle n'ignore pas que je suis incapable de ces crimes pour lesquels les loix dépouillent les Magistrats de leurs Offices : je ne suis pas non plus assez ingrat pour abandonner volontairement une dignité que je tiens, Sire, de votre choix, gage honorable des bontés ; titre glorieux de dévouement à votre service ; elle ne sauroit cesser d'être chère & sacrée pour moi jusqu'au dernier de mes Jours.

Votre volonté, Sire, a été que les Offices n'eussent plus de finances à l'avenir ; j'y ai obéi en faisant liquider celle de ma charge : tout le monde sait que la vénalité est un établissement arbitraire qui, formé par une taxe, s'abolit par le seul remboursement, & qui ne tient ni à la stabilité des Offices, ni à l'essence des Corps de Magistrature. Mais on ne sait pas moins, j'ose le dire, que je n'eusse jamais consenti de porter atteinte à l'une ou à l'autre.

C'est cependant, Sire, pour opérer leur destruction, c'est pour la consommer par un acte de notre propre main, qu'on veut nous contraindre à cette remise de nos provisions, qui ajoute à la liquidation, dans ses effets, ce qu'elle ne renferme point dans son principe, & ce que jamais la sienne n'a pu renfermer dans son intention.

Il semble d'abord que cette remise ne soit qu'un acte passif & muet qui n'exprime aucun engagement ; mais on nous feroit bientôt sentir qu'on le tient pour un acte équivalent aux démissions les plus volontai-

res & les plus solennelles, & pour une abdication formelle de tout droit de réclamation contre la perte de notre honneur & de notre état.

Que de réflexions, Sire, j'aurois ici à mettre sous les yeux de V. Majesté ; si je ne craignois, en intéressant sa justice, de fatiguer son attention ! Qu'il me soit permis au moins de lui faire remarquer que si l'acquiescement à notre destitution, auquel on essaie de nous contraindre, pouvoit être un acquiescement juste, valable & légal, on n'auroit pas besoin de nous faire violence par des conditions subites & inattendues ; de nous en imposer par toutes les voies de l'autorité, de nous embarrasser par un circuit d'actes indirectes & forcés. On ne manqueroit pas de le demander ouvertement ; on le laisseroit donner librement ; on nous proposeroit sans détour une formule d'engagement précis & authentique.

Vous voyez, Sire, qu'on ne l'a pas même tenté : il n'en faut pas davantage pour faire apercevoir à V. M. ce qu'un cri général lui anonceroit, s'il pouvoit percer jusqu'à Elle, que de livrer nous-mêmes nos provisions ; de porter sur nos propres titres une main perfide & meurtrière ; ce seroit non seulement nous surprendre cruellement nous-mêmes, mais tenter de tromper un Roi qui ne veut que ce qui est juste, & dont le cœur paternel ne désire que le bonheur de ses sujets.

Il n'y a, Sire, qu'un intérêt aussi sacré pour nous, qui puisse forcer tant de Magistrats éclairés, vertueux & vénérables, de préférer l'exil, la dis-

grace , les incomodités , & je le dis les larmes aux yeux, la mort même. Tout dispersés qu'ils sont, un mouvement commun les unit pour servir Votre Majesté ; il les réuniroit bien plus volontiers pour lui plaire , s'il leur étoit possible.

Un ancien Magistrat, accusé aujourd'hui, Sire, avec quelques uns auprès de Votre Majesté, *de subtilités & de petites finesse*s , mais conduit comme eux dans ces temps difficiles par une longue habitude de servir Votre Majesté avec franchise, ose ici lui parler le langage de la fidélité. Nous ne balancerons jamais à sacrifier nos fortunes & nos vies pour le service de Votre Majesté ; & nous ne ferons jamais non plus aucun acte qui ne soit l'expression de la vérité ; qui ne soit celle d'un amour invariable pour l'honneur & le devoir : qui ne soit enfin celle de ces sentimens aussi inhérens à notre existence, que le zèle pour les intérêts de Votre Majesté, le respect profond & le parfait dévouement avec lequel je suis.

SIRE,

DE VOTRE MAJESTE,

Le très-humble, très obéissant,
très-fidel & très-soumis serviteur
& sujet,

D'ORMESSON DE NOYSEAU.

A Orly, le 2 Mai 1772.

M. d'Ormesson a envoyé copie de cette lettre à Monseigneur le Duc d'Orléans & à Messieurs de la Vrilliere & d'Aiguillon.

CORRESPONDANCE

S E C R E T E

E T F A M I L I E R E

*De M. DE MEAUPÉOU avec M. De
Sor * * * Conseiller du nouveau Par-
lement.*

Stultè nudabit animi conscientiam sui.

Il découvrira sotement l'intérieur de sa pensée.
Phad.

P R E M I E R E L E T T R E

*De M. DE SORHOUE T à M. DE
M E A U P É O U .*

M O N S E I G N E U R ,

Si ce n'étoit pour répondre à la confiance intime
sous le poids de laquelle vous m'accablez ; si
ce n'étoit pour vous prouver ma soumission par
mon obéissance , pour vous témoigner enfin toute
la vénération que vos vertus m'inspirent , oserois-
je présumer assez de moi-même , pour entretenir
une correspondance familière avec Votre Grandeur.

Mais dans la dernière visite dont il vous plut de m'honorer, vous me fîtes promettre au nom de l'amitié & de l'entier dévouement que je vous ai juré pour la vie, de ne vous cacher aucun des propos malins que le public, envieux de votre gloire, aime à tenir sur le compte de Votre Grandeur. Vous daignâtes m'assurer en m'embrassant, avec un transport que l'air de Majesté dont votre personne Auguste est toujours environnée, ne purét primer, que vous me chargiez du soin de votre apologie, que vous me répondiez du succès, que vous ne me refuseriez aucun des éclaircissémens nécessaires sur les divers points de votre administration qui se trouveroient au dessus de la portée de mon petit génie. Vous m'assurâtes qu'il ne me resteroit aucun louche sur la sagesse de vos projets, & la justice de leur exécution.

Si je soupire avec ardeur après l'effet de vos promesses, c'est qu'il est temps ou jamais, Monseigneur, que vous les réalisiez. La foule de vos ennemis m'écrase, & je veux faire enfin retomber sur eux la honte & la confusion dont ils cherchent à me couvrir chaque jour.

Devenu votre Chevalier, Monseigneur, par votre choix, par inclination beaucoup plus que par intérêt, & par l'intime persuasion où je suis de votre innocence, puis-je sans indignation me voir à

tout moment exposé à de pareilles avanies ? Il est
 temps de prendre les armes, & de s'affermir sur
 ses arçons. * Un brave Espagnol à qui la tête avoit
 tourné, osa bien courir par monts & par vaux, sans
 craindre la fatigue, les dangers, ni les combats pour
 maintenir envers & contre tout l'honneur de la
 Sainte Vierge & de son immaculée Conception ;
 & j'hésiterois moi qui vous doit tout ce que je
 suis, à rompre avec vos ennemis autant de lances
 qu'il vous plaira pour défendre la gloire d'un Pa-
 tron si vertueux, & qui m'est si cher ! mais faut-
 il encore que Votre Grandeur ait la bonté d'en ar-
 mer mes mains, d'aider ma foiblesse, de m'inspirer
 ce courage, de me prêter ce front d'airain, avec
 lequel elle brave la multitude de ses antagonistes.
 Il seroit déshonorant pour votre Champion & pour
 vous, s'il se laissoit effrayer par leur nombre, ou
 terrasser par leurs efforts. Disons plus simplement
 la chose. La preuve de votre innocence m'est de-
 venue nécessaire. Les grâves acufations dont on
 noircit Votre Grandeur, rejaillissent sur moi par
 contrecoup. Enfin j'ai votre honneur à défendre, si
 je veux conserver le mien.

Ma façon de penser vous est connue, & vous
 m'avez pénétré presque du premier coup d'œil. Je
 pense bonement, j'agis bonement, j'écris de mê-

* Dom Quichotte,

me. Le nom de *bon-homme* peut paroître quelquefois ridicule ou méprisable ; cependant je n'ai jamais porté mon ambition plus haut ; je crois l'avoir légitimement acquis , & j'ose m'en glorifier , puisqu'il m'a valu votre estime. Ma pensée est naturellement éloignée de toute malice. Je ne crois aux méchans , que quand la noirceur de leur ame est établie sur des démonstrations , & lors-même que je ne puis me déguiser leurs forfaits : je voudrois trouver en eux un point de vue sous lequel ils pussent me paroître moins scélérats qu'ils ne le sont aux yeux du public. C'est ce qui me fait présumer que la haine universelle de la Nation , & les malédictions qu'elle prononce contre vous , ne naissent que d'un mal-entendu. Elle a tort d'ajouter foi si facilement aux acufations que des méchans sèment contre vous ; mais ces méchans qui vous déchirent , péchent par ignorance , encore plus que par malice. Si la bonté du cœur de Votre Grandeur , si son zèle & ses vertus patriotiques brilloient à tous les yeux avec le même éclat dont elles brillent aux miens , jamais Ministre plus chéri , ni plus digne de l'être n'auroit obtenu l'amour & l'estime de ses Concitoyens.

J'ajoute foi volontiers à tout ce que vous me dites de la *sainteté de vos mœurs* , de la sagesse de vos projets , & de la pureté des motifs qui vous

font agir. Je vous vois plus blanc que le cygne qui fort en battant des aîles du canal transparent dans lequel il s'est plongé ; mais ce n'est pas assez que je vous considère sous ce point de vue, si vous paraîsez plus noir aux yeux de la Nation, que ne le fut jamais *Afcalaphe*, quand Proserpine indignée l'eut changé en un très-vilain Corbeau. Il ne me sera pas difficile de blanchir Votre Grandeur, c'est-à-dire, de la faire paroître aussi blanche aux yeux de tous, qu'elle l'est aux miens. Les moyens que je lui propose pour réussir dans cette entreprise, ne lui coûteront pas beaucoup. Il suffira qu'elle me fournisse de bons éclaircissemens sur certains articles de son administration, où l'on cherche en vain à méconnoître son équité naturelle, la droiture de ses intentions, son zèle patriotique, & le bien public dont elle parle cependant avec tant d'enthousiasme.

Ce n'est rien sans doute ou fort peu de chose. C'est notre ignorance en politique qui nous empêche de voir les rapports indirects, mais pourtant réels, qui se trouvent entre vos vertus & ce que le public appelle vos *forfaits*.

Pour qu'il vous soit plus aisé de prouver combien cette dénomination est odieuse & injuste, je vais vous déduire les principaux points sur lesquels la Nation vous intéroge, & peut-être vous a déjà jugé.

On a l'impertinence de dire, Monseigneur, qu'à l'exemple de Monsieur votre Pere, vous avez plus

d'une fois vendu le Parlement, lorsque vous le préfidiez. On vous acufe de vous être fouvent trompé en recueillant les voix pour favoriser l'injuftice. On vous reproche d'avoir reçu en 1764 cent milles écus de gratification, pour faciliter l'enrégiftrement de l'Edit de libération des dettes de l'Etat. Mais ces acufations començoient à tomber dans l'oubli, l'on n'en parloit déjà prefque plus, lorsque le Roi vous fit fon Chancelier. L'envie qu'excitent votre gloire & la faveur dont vous jouiffiez, leur a donné de nouvelles forces. Si vous euffiez pris le parti de la retraite; il n'en feroit pas plus queftion que des friponeries de tant d'autres, qui ont quitté le miniftère depuis quelques années, & reçoivent maintenant de bonnes penfions pour payer le facrifce qu'ils ont eu la générofité de faire au Gouvernement du bien le plus précieux, le facrifce de leur honneur. L'ombre du filence couvre leurs atentats d'un voile que perfonne ne fe foucie de lever, parce que leur avarice ou leur ambition n'eft plus à craindre. Leur difgrace femble les punir affez, & la haine qu'on a pour leurs fuccelfeurs ne permet pas qu'on s'occupe d'eux. Il en eft de même, Monfeigneur, de ces vieilles acufations dont je vous parlois. Elles peuvent bien être encore confignées dans la mémoire de quelques particuliers, mais elles ne font plus gueres dans la bouche de perfonne. Vous avez fourni aux médifans des matieres plus importantes pour exercer leur langues maudites aux dépens de Votre Grandeur.

Voici ce dont on se plaint davantage, & je vous prévins que le cri public se fait entendre depuis la capitale jusqu'aux extrémités du royaume dans tous les ordres de l'Etat.

On dit qu'en entrant dans le ministère; vous aviez conçu le plan abominable d'affervir la nation, en renversant le corps entier de la magistrature qui étoit son unique appui; que dès le mois de Juillet dernier, avant que vous puissiez l'accuser d'aucun crime, vous vous vantiez d'être assuré de sa destruction; que vous lui avez cherché une querelle d'Allemand pour la rendre suspecte au Roi, en l'accusant de rébellion, de révolte contre son autorité qu'elle a toujours conue, maintenue & respectée, en avouant que la sienne n'en étoit qu'une émanation.

On vous accuse d'avoir poussé l'infame espionnage, jusqu'au point de corrompre les domestiques des magistrats qui composoient cet antique Parlement, afin d'apprendre les plus petits détails de leur intérieur, de leurs liaisons, de leurs amitiés pour les présenter ensuite au Roi comme des intrigues & des cabales secrètes, formées contre son administration.

On dit que c'est moins pour établir l'effrayant despotisme, que dans l'intention de vous en servir comme d'un moyen sûr pour satisfaire à des haines personnelles, que vous avez perdu le Parlement de Paris & la Cour des Aides. La nation françoise jalouse des foibles traces qu'elle conservoit encore

de son ancienne liberté, & qui s'inquiète peu du succès de vos vengeances, vous redemande son Parlement avec indignation. Elle vous regarde comme l'infame artisan des troubles & des malheurs actuels. Qu'a-t-elle besoin, dit-on, de cette nouvelle Cour de Justice composée de soixante esclaves pour la plupart ramassés dans la lie d'une vile populace, gens inconnus que vous n'avez déterminés que par l'appas du gain, ou bien déshonorés, perdus de dettes & de débauches, sans connoissance des loix & des formes judiciaires, & que vous rendez les arbitres de la vie, de l'honneur & des biens de ses citoyens? Sont-ce-là les dignes successeurs de magistrats à qui le peuple françois croit devoir l'hommage de sa confiance & de son estime? On dit que votre nouveau Parlement n'est qu'un vain phantôme créé pour servir de jouet aux ministres; aux peuples, d'idôles ou d'épouvantail; & pour revêtir vos caprices & vos fureurs de l'appareil effrayant d'un Arrêt rendu par un tribunal compétent.

Il ne me seroit pas possible de faire entrer dans une lettre si courte le détail immense des crimes dont on vous accuse. C'est assez de vous avoir prouvé par celle-ci ma franchise & mon obéissance. Je vous mettrai sous les yeux divers autres chefs d'accusation à fur & à mesure que vous aurez détruit ces premières. Vous n'aurez pas de peine à prouver qu'elles ne sont que des calomnies. Vous n'avez qu'à vous montrer tel que vous êtes, Mon-

sei-

seigneur, pour dissiper cette nuée ténébreuse de corbeaux qui croassent autour de vous. L'univers en silence applaudira à votre justification & votre gloire, pour avoir été long-temps obscurcie, n'en brillera qu'avec plus d'éclat. Je me trouverois heureux, si je contribuois en quelque chose à vous faire rendre la justice qui vous est due, & que je vous rend dans l'intérieur de mon ame. Je vous félicite par avance sur l'heureux succès que doit avoir cette entreprise formée par votre ordre, & de votre très-exprès commandement. Si vous daignez vous souvenir de la promesse que vous m'avez faite d'y coopérer.

Nil desperandum Teucro duce, & auspice Teucro.

*C'est Maupéou qui combat, c'est Maupéou qui commande,
Le succès est certain, Maupéou sera vainqueur,
O France ! tombe aux pieds de ton Libérateur ?
Et de tes plus beaux lys compose sa guirlande.*

J'attend que la multitude des affaires qui me brouille actuellement la tête, quoique jusques ici nous n'en ayons pas beaucoup jugé, soit moins importune, pour vous faire en vers un beau compliment.

Mon nom rime parfaitement avec celui du grand Arroûet. Quel préjugé favorable en ma faveur, quand même votre éloge ne fourniroit pas déjà par lui-même la matière la plus riche & la plus abondante ! Vous lirez mes vers, Monseigneur, & m'en ferez gré ; mais jusqu'à ce moment je vous prie

de ne pas douter des sentimens d'admiration & de respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être de Votre Grandeur, le très-humble, très-obéissant & très-dévoué serviteur. *Sorhouet.*

P. S. Vous savez bien, Monseigneur, que je ne suis pas riche. Il ne tiendrait qu'à Votre Grandeur de me faire obtenir une pension de 8 à 10000. & une gratification plus ou moins forte. On augmenteroit d'autant quelque recette sur les tailles, & cela ne nuirait à aucune destination de finances. Ce secours que mes bonnes intentions semblent mériter, me mettrait à portée de faire face à mes affaires, qui sont en fort mauvais ordre. Je louerois un hôtel digne de recevoir un Ministre tel que vous, & vous n'auriez pas à craindre que le propriétaire de la maison où je demeure fût assez incivil, pour refuser une seconde fois à votre voiture l'entrée de la Cour.

A Paris ce 10 Mai 1771.

I I^e L E T T R E

De M. de Maupeou à M. de Sorhouet, Conseiller au Parlement.

A Versailles ce 12 Mai 1771.

Je vous fais un gré infini, mon ami, de votre complaisance & de votre franchise. Vous êtes l'homme qu'il me faut pour entreprendre mon apologie, & vous allez voir par les premiers éclaircissemens que cette lettre contiendra sur mon adminis-

tration que vous ne vous trompiez pas en vous flattant d'un heureux succès. Mais pour vous rendre raison de ma conduite, il faut que je vous mette au fait des plus secrets sentiments de mon cœur.

Je suis amoureux fou de ma patrie. La tête me'n tourne ; oui la tête m'en tourne. Ses rigueurs pour moi ne font qu'augmenter ma passion pour elle. Sa gloire, ses droits, ses intérêts véritables ont toujours été l'unique objet de ma pensée ; la voir rétablie dans son ancienne splendeur, la voir riche, & fortunée, le but de tous mes desirs ; & le bonheur d'avoir contribué plus qu'un autre à une révolution si nécessaire, ma seule ambition. C'est d'après ce principe qu'il faut juger ma conduite & la suivre.

Dès qu'il m'a été permis de porter les yeux sur les rênes du Gouvernement, combien de fois n'ai-je pas intérieurement gémi des désordres, des désastres, de la décadence, & même de l'anéantissement total qui menaçoit l'Etat ? Quelle secrète indignation n'ai-je pas conçue dans mon ame, en voyant cette France, ma chère patrie, jadis si glorieuse, si florissante, tombée dans l'humiliation & dans l'opprobre ? Son sein, mon cher ami, étoit devenu la proie de mille petits serpents qui s'entre-disputoient l'avantage de le déchirer.

Je vous parle, mon ami, de ces hommes qui sous le nom de ses protecteurs & de ses peres, sous le nom de dépositaires & d'interprètes de ses loix, la

retenoient dans les fers, & étoient devenus ses tyrans. Je m'étois toujours bien promis de chercher quelque moyen d'opérer son heureuse délivrance, & de faire retomber sur ses persécuteurs tous les maux dont ils étoient cause. Je fatiguois le Ciel par des vœux importuns afin d'en obtenir le bonheur d'être choisi pour le libérateur de ma patrie, & pour l'instrument de ses vengeances.

Voilà, mon ami, quelle étoit mon ambition, noble comme moi dans ses principes, vaste dans ses projets, féconde en ressources, ardente à saisir tous les moyens qui devoient m'approcher du Trône, au pied duquel je suis maintenant assis.

Et l'on m'en fait un crime ! On part de ce point pour me noircir des couleurs les plus odieuses ! Mais quels sont donc, mon ami, ces peintres injurieux, dont le pinceau téméraire a tracé mon tableau. Un tas de gens mal-famés, qui n'ont hérité de leurs peres que le nom qu'ils portent ou leurs vices ; les *Bochards*, les *Lamoignon*, les *le Pelletier*, les *le Fevre*, les *Murard*, les *Hocquart*, les *Bretignieres*, les *Degars*, les *Montblin*, & nombre d'autres, tous sortis de cette école, où sous le voile spécieux de la justice, on n'apprenoit qu'à se mettre au dessus des loix, à usurper les droits de la nation, à se dévouer aux projets d'un ministre ambitieux, à oposer une autorité imaginaire à la volonté législative du Monarque. Faut-il chercher bien loin les motifs qui ont délié leurs langues, & ajouter foi à tous les propos qu'ils sèment malignement sur mon compte.

Il est vrai, mon ami, que dès le mois de Juillet dernier, j'avois dit confidemment à quelqu'un que j'allois forger des foudres pour écraser la magistrature, & depuis que j'ouvrirois la tranchée contre le Parlement, & que je me vanterois d'emporter d'affaut les remparts derrière lesquels se cachotent les bêtes féroces qui désoloient la France.

Ils font soner bien haut leur innocence de ces temps, pour faire trouver dans mon fait plus de malice & de noirceur, comme si les loups se métamorphosoient en agneaux, pour avoir été quelques jours sans dévaster les campagnes; comme si le voleur de grand chemin étoit devenu homme d'honneur, pour avoir été quelques mois sans trouver l'occasion de détrousser les passants. L'innocence du Parlement de Paris au mois de Juillet 1770 est un paradoxe étrange. Il y a plus de 120 ans qu'il s'est rendu coupable du crime dont je l'ai puni. Ils disent que je n'ai achevé leur destruction totale, que parce que je ne pouvois envisager sans une secrète frayeur une Cour qui jadis flétrissoit par ses Arrêts le Chancelier Poyet, dont les crimes n'étoient que des vétilles en comparaison de ceux qu'ils me supposent, que parce que je ne pouvois *m'ériger en tyran sous le nom du Roi*, tant que subsisteroit une compagnie de magistrats éclairés & pleins de zèle, qui pourroient porter au pied du Trône les plaintes & les doléances de la nation. Ils m'osent taxer d'avoir eu peur d'eux, moi qui les ai conduits

comme de petits garçons le fouet à la main partout où j'ai voulu. Il faut les laisser dire, mon ami, & juger d'après les faits.

Vous en raportez deux plus personnels que ces discours vagues & généraux. L'espionnage infame qu'ils me reprochent d'avoir porté à l'excès, & mes erreurs fréquentes dans le calcul des voix pendant tout le temps qu'a duré ma première présidence. M. de St. Fargeau nomément se vante de m'avoir pris quelquefois sur le fait.

Ces deux articles, mon ami, demandent l'un & l'autre une petite explication.

Quant au premier objet, il est vrai que j'aime les délateurs, que je les récompense à proportion de leur mérite & de leur adresse, que je cherche à les multiplier, que je fais usage des délations ; mais c'est toujours pour des raisons d'Etat ; c'est le secret de l'administration, & j'en ai rendu compte au Roi.

Quant au chapitre du calcul des voix, faute de trouver des péchés plus graves, ils viennent ici me reprocher d'anciennes pécadilles, dont ma conscience timorée n'a pas daigné seulement approcher son flambeau. Je ne nierai point cependant que la chose n'ait pu sans miracle arriver quelquefois. Mais, mon ami, en fait de calcul, le plus habile est sujet à se tromper. D'ailleurs naturellement distrait & occupé de l'important projet que je roulois continuellement dans mon esprit, je ne puis pas assurer de n'avoir jamais eu quelques légères inadvertances. Mais mieux que tout cela, j'ai reçu pour

principe de mon pere, que dans la place de premier Président, que j'occupois après lui, le grand point étoit de juger, que la façon de juger étoit à peu près indifférente, pourvu que l'expédition des affaires allât son train. Je défie M. de St. Fargeau lui-même de répondre à ces raisons là. Et qu'a-t-il gagné par sa médisance? Le Roi; pour punir sa malice, lui a fait apprendre à calculer merveilleusement bien son livre de poste depuis Paris, jusqu'à Feuilletin, situé je ne fais où, dans cette basse-marche, au moins à 120 lieues d'ici. Il eût bien mieux fait de se taire.

Au surplus, à l'exception d'environ 130 des membres de l'ancien Parlement, de même acabit que ceux que je vous ai cités, je puis bien vous certifier, mon ami, que tous les autres honoroient mes vertus, respectoient mon intégrité, prisoient mes talents, & m'acordoient la plus haute estime; qu'au moment de mon élévation, tous m'ont déclaré qu'ils me trouvoient bien digne d'être non seulement le chef de la Justice, mais aussi le premier ministre du Royaume.

Je suis obligé de m'interrompre. On m'annonce M. de Boynes, & M. l'Abé Terray.

A dieu, mon ami, je penserai à la pension que vous me demandez. N'oubliez pas les vers que vous m'avez promis. On en a tant répandu de mauvais contre moi, que je serois charmé d'en voir de bons qui continssent mon éloge. Voltaire qui m'écrit

journallement des cajoleries, ne s'est pas encore avifé de me croire fenfible à ce plaifir-là.

III^e L E T T R E

De M. de Maupeou à M. de Sorbouet.

A Verfailles ce 13 Mai.

Je quite M. de Boifnes, & l'Abé Terray. Convenez donc, mon ami, que la France eft bien heureufe d'être gouvernée par trois Miniftres tels que nous, qui avons de fi bonnes intentions, & fommes toujours de fi bon accord. Il ne lui manque, pour être au comble de fon bonheur, que de voir M. Foulon partager avec nous le foin de fon adminiftration. Mais trêve aux réflexions.

Je reprend ma derniere lettre où je l'avois laiffée. Je vous difois donc, mon ami, que, fans être premier miniftre, avoué tel par le Roi, qui n'en veut plus, j'avois fu m'emparer de toute la confiance du Monarque, & qu'on m'en trouvoit bien digne. C'étoit le but où tentoient tous mes defirs. Sans cette plénitude de pouvoir, mes nobles projets reftoient malheureufement fans exécution.

J'avois à venger la France de tous les attentats commis contre elle par fes Parlements, & notamment par celui de Paris, depuis qu'ils ont dégénérés de leur premiere inftitution de Cour de Juftice. Leur plus grand crime fans doute, celui qui m'iritoit davantage, étoit d'avoir dépouillé la nation du droit fi fatisfaisant pour des François de préfenter eux-mê-

mes leurs tributs à leurs Princes, comme un gage certain de leur respect & de leur amour. Personne ne se doute encore que ce soit là le motif de ma vengeance, & peut-être, quand vous aurez divulgué mon secrêt, aura-t-on de la peine à le croire. Rien n'est cependant plus réel. Vous allez lire la preuve du crime, & le soin que j'ai pris de m'instruire sur cet important article du droit national, vous fera bien voir que j'avois vraiment en vue la punition des usurpateurs.

Vous ferez bientôt aussi savant que moi sur nos anciennes constitutions. Je vous enverrai mon petit recueil, pour vous mettre parfaitement au fait. Vous y verrez que pendant plus de douze siècles, les Rois ne firent jamais de loix, & ne crurent point avoir le droit de mettre des impôts sur leurs peuples sans le consentement libre de la nation. Ce consentement nécessaire étoit un lien primordial & sacré qui atachoit le Prince à son peuple, & le peuple à son Prince. Sous la première Race, sous la seconde, & bien avant sous la troisième, le pouvoir législatif ne s'exerça jamais que de concert, & sans que la nation eût consenti la loi à laquelle elle juroit d'obéir. Si depuis elle crut devoir le remettre entre les mains du Souverain, comme provisoirement, & sur quelques objets de police & d'administration, elle le retint toujours en matière d'impôt, & elle n'a jamais dû ni pû le céder, Surequ'il lui est trop intéressant, lorsqu'elle se détermine à

se dépouiller de ses biens, qu'on ne puisse les prendre, que parce qu'elle en a fait un don volontaire, & qu'il faut que l'emploi en soit conforme à ses vues, plutôt que de dépendre du caprice d'un ministre avare & ambitieux. Quelque soit l'avis des jurisconsultes, ce droit public n'est pas sujet à prescription.

Cependant, mon ami, ces gens de robe, ce Parlement de Paris que le peuple François regarde comme son pere, quoique traître envers sa patrie, a bien osé s'emparer du droit de vérifier & d'accorder l'impôt, & de le convertir en loi. Il n'a pas craint de s'entendre avec les ministres pour écraser la nation sous le poids odieux & insupportable d'une foule de loix burlesques, qui, du royaume le plus riche & le plus puissant, ont fait de la France un hôpital, où il n'y a que les administrateurs, & ceux qui leur touchent, qui vivent dans l'abondance & les délices, tandis que les dettes de l'Etat ont absorbé plus de dix années de ses revenus; tandis que le Roi plus pauvre encore que son peuple, est forcé sans cesse de recourir à des expédients ruineux, dont il ne tire jamais qu'un secours momentané, secours perfide qui le plonge dans de nouveaux embarras, & dans une misère encore plus profonde. *a*

Mais remarquez, mon ami, avec quelle adresse, quel art, quelle politique ils sont parvenus à se fai-

a Le Parlement, réuni aux Etats, auroit mieux réussi à résister contre cette foule d'impôts; mais s'il en eût demandé la convocation l'eût-il obtenue?

re passer pour les représentans de la nation, & à la dépouiller petit à petit & par des degrés dont les variations étoient presque insensibles, du droit dont elle avoit joui si long-temps de consentir à l'impôt. C'auroit été l'effrayer trop tôt, & courir trop de risques que d'enrégistrer coup sur coup, vingtiemes sur vingtiemes, capitation, doublement de capitation, avec les deux & quatre sols pour livres. Les Edits burfaux que les Parlements se permirent d'abord de vérifier, n'étoient pas de ces impôts dont l'essence attaque directement la propriété.

Ces premieres loix sembloient au contraire la respecter, & n'avoir aucune force coactive. C'étoient principalement des emprunts, des créations de rentes, des tontines, des créations d'offices de police, de judicature, de finance, ou d'offices municipaux peut-être aussi quelques droits de douane sur les marchandises, ou d'entrée sur les objets de consommation. Les ministres, sous le règne de Louis XIV. combinoient avec les Cours jusqu'où ils pouvoient porter leurs prétentions. On communiquoit d'avance les Edits; on les soumettoit, pour ainsi dire, aux jugemens des principaux membres du Parlement. Les robins adoptoient les uns, rejettoient les autres, suivant leurs intérêts particuliers, ou leur bon plaisir. Il y en avoit quelques-uns qu'ils renvoyoient à des tems plus favorables ou à de plus urgentes nécessités. Je pourois vous démontrer qu'il y a eu sous ce règne pour plus de douze cens millions en impôts extraordinaires de cette premie-

re espece , qui reviendroient au moins à deux milliards de livres dans les proportions actuelles de la valeur de l'argent avec la valeur des biens. Qu'est-il arrivé de ces intrigues , de ces complaisances réciproques des ministres & des Parlements ? Ces derniers se sont imaginés qu'ils étoient des personnages fort importans dans l'Etat , & quelquefois ils l'ont fait croire. On soupçonnoit qu'ils pouvoient bien être les représentans de la nation. Ils sont venu à bout de le persuader pour vendre l'enrégistrement des Edits burseaux. Vous êtes heureux , mon ami , de n'avoir pas à rougir d'avoir été le chef de semblables magistrats , & à gémir d'être contraint de fermer les yeux sur de pareilles bassesses ; qui peut être au fait mieux que moi de tous ces détours , de toutes ces ruses , & de tout ce mystère d'iniquité ? N'a-t-il pas fallu que je m'y prêtasse moi-même , & ne m'a-t-on pas forcé de recevoir cent mille écus de la part du Roi , qui n'en a jamais su le mot , pour favoriser l'enrégistrement de l'Edit de libération des dettes de l'Etat ? Mais c'étoit , comme vous le croyez bien , uniquement pour ne pas devenir suspect aux autres qui recevoient de leur côté , & vous savez bien que cette somme ne m'empêcha pas de faire , en galant homme , le devoir de ma charge.

On a maintenant l'audace de m'en faire un crime ; mais la médifance & la calomnie ne peuvent obscurcir la vertu que pour un temps. Elle brille ensuite avec plus d'éclat ; le choix que le Roi a fait en-

suite de moi pour m'acorder toute sa confiance, est une preuve bien certaine, ou qu'il n'en a jamais rien su, ou qu'il étoit bien persuadé de mon innocence, & de la pureté du motif qui m'obligeoit d'accepter cette gratification. Pourroit on lui supposer assez de foiblesse pour donner à un *frípon décidé** la charge de son Chancelier.

Cette digression doit servir de réponse au troisieme chef d'acufation contenu dans votre lettre. Je reviens à mon texte.

Ces crimes affreux que les Parlements, & notamment celui de Paris, avoient commis contre la nation ne devoient pas toujours rester impunis. Le génie de la France a suscité le mien. Elle alloit périr si son vengeur eût tardé plus long-temps à paroître ; mais pour mettre la premiere main à ce grand œuvre, il me falloit un pretexte, il falloit lui donner aux yeux du Roi une force à laquelle le Parlement ne pût rien opposer ; il falloit que ses ressorts se prêtassent à mes desirs, & pussent aquérir & conserver toute l'action que je leur voulois communiquer, & c'est l'affaire de M. le Duc d'Aiguillon qui me l'a fourni.

C'est ici le triomphe de ma politique ; mais vous me permettez, mon ami, de faire une petite pause pour reprendre haleine.

Mes compliments à l'honnête M. De Bonnaire. Qu'elle belle ame ! Le bon citoyen !

* Ce mot existe dans une lettre écrite de la propre main du Roi à M. Berryer, ou le Chancelier est ainsi qualifié.

IV^e L E T T R E

De M. de Sorbouet à M. de Maupeou.

J'arrête, Monseigneur, les nombreux torrents qui coulent de votre plume ingénieuse & féconde. Il n'est pas juste que vous fassiez seul tous les frais de notre correspondance, & je serois au désespoir si je n'y mettois pas quelque chose du mien.

Vous voilà blanc comme neige, Monseigneur, sur trois points importants, l'espionnage, l'erreur de calcul, & les cent mille écus de gratification. Je trouve que vous avez fort bien fait de les recevoir. Vous avez rempli votre charge de premier président avec tant d'honneur & de distinction ! Vous aviez fait les choses avec une générosité si grande, qu'il étoit très-possible que votre fortune en eût souffert quelque altération, ou qu'elle ne se fût pas accrue à proportion de votre sage administration, & de votre économie précédente. Ces cent mille écus peuvent être regardés comme une récompense qui vous étoit bien dûe.

Quant au quatrième point, j'entrevois encore que le Parlement de Paris étoit fort criminel, que son usurpation du droit national de vérifier l'impôt crioit vengeance, & méritoit punition exemplaire ; mais une petite chose que Votre Grandeur me permettra de lui représenter, c'est que ce n'est point comme coupable de ce crime que vous l'avez puni, & que c'est une véritable querelle d'Allemand que vous lui avez cherchée dans cette occasion. Et quant

à ce qui regarde l'affaire de M. le Duc d'Aiguillon, comment l'en avez-vous tiré, & comment vous en tirerez-vous vous-même; car voici ce que le public dit sur l'un & l'autre article.

On vous accuse, Monseigneur, d'avoir voulu faire d'une pierre deux coups; perdre le Parlement de Paris, c'étoit une chose juste, puisqu'il le méritoit (je n'aurois cependant pas voulu que vous fussiez servi d'un faux prétexte); mais perdre en même-temps M. le Duc d'Aiguillon, votre ami, qui vous avoit donné toute sa confiance; assurément cette action ne me paroît pas digne de vous.

En effet, on dit que c'est à votre instigation que M. le Duc d'Aiguillon lui-même supplia le Roi de soumettre le jugement de son procès à la Cour des Pairs. Tout le monde dit que vous aviez prévu qu'elle y prendroit une mauvaise tournure, que vous en étiez persuadé, & cela d'après la clause que vous aviez malicieusement inférée dans les lettres-patentes par lesquelles le Roi vouloit & ordonnoit qu'on pût rechercher son ministre, même sur son administration secrète, clause inouïe & contre les bonnes régles.

On dit que vous vous êtes fait donner secrètement une expédition des informations. On dit que vous n'y avez rien trouvé de répréhensible sur les faits de la vie civile de M. le Duc d'Aiguillon, & que vous étiez informé par vos agents dans le

Parlement, que cette Cour devoit renvoyer au Roi la connoissance des faits de l'administration de son ministre; que vous ne deviez pas ignorer que par conséquent il alloit être innocenté légalement & sortir victorieux à la face de la France & de l'Europe, d'une affaire qui lui avoit été suscitée par la cabale & par l'intrigue.

On dit que craignant un pareil succès qui le mettoit au comble de la faveur vis-à-vis de son Maître, & de l'estime vis-à-vis de la nation, vous avez fait croire à votre ami que les informations le rendoient très criminel, & que vous étiez sûr que dans le Parlement il y avoit contre lui une cabale qui pouvoit exister dans la partie la moins saine & la moins nombreuse, mais que vous avez su présenter à votre ami comme absolument générale.

On dit que c'est par ces raisons que vous lui avez fait goûter le moyen de terminer son procès plus promptement & plus sûrement par voie d'autorité absolue; que par-là vous l'avez empêché de réfléchir, qu'en suivant ce pernicieux conseil, toute l'Europe le tiendrait toujours pour coupable & déshonoré; & en effet tout le monde alors se dit à l'oreille que vous n'aviez pas d'autre but. Vous êtes trop bon politique, Monseigneur, pour ne l'avoir pas senti. Vous saviez parfaitement bien que ces lettres d'abolition (car on ne peut pas les nommer autrement) en éteignant le délit par la seule im-
pres-

pression du pouvoir arbitraire, auquel vous donniez une force supérieure à la puissance de Dieu même, ne justifieroient pas M. d'Aiguillon, & ne pouvoient manquer de déplaire au Parlement.

On dit encore, Monseigneur, que si vous aviez voulu anéantir totalement l'affaire de M. d'Aiguillon, il falloit faire porter au Lit de Justice les minutes de l'information, & les faire enlever par le Roi. On dit que ce n'est pas par un oubli de votre part que vous les avez laissées au greffe, parce que vous avez très-bien su qu'à l'assemblée du jeudi 28 Juin, qui a duré jusqu'à neuf heures du soir, on en avoit déjà demandé la lecture; que cette lecture avoit été remise au lundi 2 juillet; que si vous n'avez point fait enlever ces minutes dans l'intervalle du jeudi au lundi, c'est que vous avez craint que toute cette grande affaire ne finît de la part du Parlement par de simples Remontrances, & qu'au contraire en laissant les minutes, vous nécessitez le Parlement à faire un acte quelconque pour en tacher le Duc d'Aiguillon.

On dit que c'est encore par votre conseil que ce Pair de France n'a pas voulu se pourvoir par voie d'opposition à l'arrêt du 2 juillet, qui n'étant qu'un arrêt provisoire & de pure discipline de la part de la Cour, au sujet d'un de ses membres accusé, n'auroit pû nuire à son honneur s'il eût réclamé contre, en suivant les formes ordinaires; que vous ne l'empêchâtes de faire cette démarche que pour lui lais-

fer une tache toujours subsistante, afin de le retenir toujours sous la main de la justice, & que son honneur étant toujours entaché, il ne pût parvenir au ministère, dont vous vouliez éloigner un concurrent que son esprit & sa faveur vous rendoient infiniment redoutable.

On dit que toutes vos finesse & vos perfidies vis-à-vis de votre amis ne feront que reculer pour un temps son élévation.

On dit que vous saviez fort bien, Monseigneur, que toutes les Ordonnances des plus sages de nos Rois défendent aux Juges, soit supérieurs, soit inférieurs, de consentir à de pareils abus d'autorité, défendent même aux Chanceliers & Gardes des Sceaux de les signer & de les sceller.

On dit que vous connoissiez d'ailleurs les secretes dispositions de cette Compagnie ; que vous saviez combien elle étoit flatée de ce que le Monarque lui-même avoit remis à son jugement la décision de cet important procès. Cette marque de bonté de la part du Souverain étoit l'aveu tacite de l'estime qu'il avoit pour elle, & la confirmation de ses anciennes prérogatives. Il lui donnoit donc une sorte d'inspection sur ses ministres mêmes, & lui fournissoit un moyen éclatant de donner à la nation une nouvelle preuve de son intégrité & de son zèle pour la justice. Enfin, il étoit démontré que c'étoit pour le Parlement un coup d'état de prononcer sur le fond du procès un jugement définitif.

Aussi ne put-il se voir sans la plus vive douleur,

arracher des mains une affaire dont il avoit été saisi avec tant d'appareil ; & vous aviez préparé de loin l'effet que devoit produire sa résistance dant l'esprit du Roi , en lui représentant qu'il n'en trouveroit aucune : que s'oposer à ses droits c'étoit donner atteinte à son pouvoir législatif : que ses officiers du Parlement étoient des sujets trop soumis , des magistrats trop instruits pour ne pas plier en silence leurs volontés à la sienne dans une occasion où sa bonté paternelle se manifestoit si clairement en faveur d'un sujet qu'il aimoit , où sa propre administration , dont il ne devoit compte qu'à Dieu seul , se trouvoit nécessairement compromise : & c'étoit vous seul cependant qui en étiez la cause.

On dit, Monseigneur, que vous n'ignoriez pas combien le Roi mettoit de vivacité dans cette affaire , & que vous ne lui aviez fait entrevoir le plus heureux succès qu'afin de l'aigrir davantage lorsqu'il verroit son atente si cruellement trompée. La désobéissance de sa Cour de Parlement que vous lui aviez représentée si humble & si soumise, lui parut un attentat contre son autorité dont les Princes sont toujours si jaloux.

On dit que vous eûtes grand soin d'entretenir & d'augmenter le secret dépit qu'il en avoit conçu ; que vous lui fîtes envisager les efforts du Parlement pour faire parvenir la vérité jusqu'au Trône comme une résistance seditieuse, comme autant de nouveaux crimes, comme autant d'atteintes portées à la

réputation de son favori dont il auroit voulu conserver l'intégrité.

On dit que M. votre ami, que vous trompiez par vos flateries & vos conseils perfides, vous aida à atifer le feu de la colere d'un Monarque qui n'a jamais péché que pour avoir été trop bon.

On dit que vous n'aviez mis Sa Majesté dans le dernier embaras, qu'afin de vous faire un mérite de l'engager à vous ouvrir son cœur comme à un ministre plein de zèle pour sa gloire & pour ses intérêts, ainsi que pour ceux de son favori que vous étouffiez en feignant de le carresser.

On dit qu'alors parvenu à un degré de confiance, dont vous pouviez tout vous promettre, vous vous engageâtes à former une entreprise qui feroit obtenir au Roi la satisfaction qu'il demandoit, & qui arracheroit enfin son favori aux suites fâcheuses d'un procès commencé sous de si mauvais auspices.

On dit que ces suites fâcheuses que vous appréhendiez, étoient de le voir déclarer innocent par le Parlement, s'il reprenoit l'affaire à la rentrée. Voilà dit-on, ce qui vous détermina à ouvrir la tranchée devant lui, afin de lui donner tant d'occupation, qu'il fut contraint de renoncer à la poursuite de ce fameux procès.

Tel est, Monseigneur, le langage de vos accusateurs ; Il n'y entre pas une filabe qui soit de moi. Je ne vous abandonne pas encore tout à fait l'ancien Parlement, ni la maniere dont vous l'avez détruit, qui sent beaucoup le despotisme & la tyranie. Mais

pour l'affaire de M. d'Aiguillon, il faut absolument que j'en aye le cœur net, que vous m'expliquiez clairement tout ce qui la concerne; car si cet article manquoit dans votre apologie, votre conduite prendroit la plus mauvaise couleur. On ne cesse de me répéter que quand même il n'y auroit que la moitié de vrai dans tous ces *on dit*, vous seriez *un des plus grands scélérats* qui eût jamais existé.

Pour Dieu, Monseigneur, n'oubliez pas ma petite pension, ni M. d'Aiguillon; & souvenez-vous bien, si jamais ce Duc est nommé ministre, de courir sur le champ chez Mesdames du Barry pour les embrasser avec les démonstrations de joie les plus fortes, en l'appelant cent fois votre ami, votre bien-faiteur, &c. &c. &c.

Je suis avec un profond respect, Monseigneur, de Votre Grandeur, le plus zélé, le plus soumis & le plus obéissant serviteur. *De Sorbouet.*

A Paris ce 18 mai 1771.

V e . L E T T R E

De M. de Maupeou, à M. de Sorbouet.

A Versailles ce 22 Mai 1771.

C'est mal à propos, mon ami, que vous voulez interrompre la suite de ma justification, en vous arrêtant à l'examen de ma conduite dans l'affaire de M. le Duc d'Aiguillon. Je vous avois dit, je crois,

qu'elle étoit un hors d'œuvre , un incident dont il m'a falu faire ufage malgré moi , enfin un prétexte dont je couvrois une vengeance légitime. Qu'importent les moyens par lesquels j'ai pu parvenir à mon but ? Excepté l'article de perfidie , toutes les accusations contenues dans votre dernière lettre , font autant de vérités. J'avoue qu'il eft malheureux pour le Duc d'Aiguillon de n'avoir pas été jugé. Mais en facrifiant à regret l'honneur d'un feul homme , qui n'en a pas moins confervé fon état , fes biens , fa faveur , & qui ne m'en croit pas moins fon ami , je fauvois une nation entière. Si M. le Duc eft bon citoyen , il doit fe réjouir de cette perte légère qui eft devenue le falut de la patrie. Car enfin , fi fon procès eût eu le terme prefcrit par les ordonnances , le Roi m'échapoit abfolument , & le Parlement que je voulois anéantir , étoit fauvé.

Tombe donc à mes genoux , mon ami , rends hommage à mon vafte génie , & à l'étendue de mes vues politiques. Il faloit rendre fufpecte au Roi la première Cour de Magiftrature du Royaume ; je l'ai fait. Il faloit exciter fon indignation contre elle ; j'y ai réuffi. Il faloit que je l'obligeaffe de recourir à moi , pour fortir de l'embarras où je l'avois mis , & de m'accorder fa confiance fans réferve ; quel miniftre peut fe vanter d'avoir fû mieux que moi mettre à profit toutes fes foibleffes , & régner plus despotiquement dans fon efprit ?

Ce fut alors que je fis briller à fes yeux le

chef-d'œuvre que je conservois soigneusement dans mon porte-feuille, le phœnix des Edits, le *non plus ultra* des ministres zélés pour l'affermissement de l'autorité royale. Je l'appelois modestement un règlement de discipline. Je l'avois conçu en termes amphibologiques tous pesés avec le plus grand soin. J'y exposois la bonté du cœur de Louis le bien-aimé. Cependant j'avois sù fort adroitement y renfermer un article qui pouvoit paroître contredire un peu les premières constitutions de l'Etat, sans cependant leur porter des coups directs. D'ailleurs le préambule, morceau d'éloquence achevé, soit pour le style, soit pour la finesse avec laquelle l'orateur y développe des points très-importants, contenoit les plus graves inculpations contre la magistrature, mais en termes vagues & généraux. J'avois si bien tourné l'esprit du Roi, qu'il en faisoit lui-même l'application à la résistance opiniâtre qu'il venoit d'éprouver de la part de sa Cour des Pairs dans l'affaire du Duc d'Aiguillon. J'avois encore eu soin de lui faire lire un mémoire bien circonstancié de toutes les fausses démarches, où les Parlements s'étoient laissés entraîner jadis dans des temps de trouble & de fermentation. Mon Edit traitoit encore d'association criminelle, de complot formé contre son autorité, cette union qui paroissoit visiblement entre les différentes Cours. J'avois finement fait sentir au Roi, qu'il étoit bien plus facile de les soumettre à l'obéissance à toutes ses vo-

loutés , lorsqu'elles ne feroient plus chacune qu'un corps distinct & particulier , que réunies , & formant comme une espèce de sénat , Corps incorruptible avec la Monarchie , & toujours opposé aux vues du Gouvernement , par des vues ambitieuses auxquelles les peuples applaudissent trop facilement.

Tous ces objets demandoient des explications claires ; mais dans la crainte qu'elles ne fissent cesser le trouble , que les choses ne se racomodassent en s'éclaircissant , j'avois fait promettre au Roi de n'en donner aucune. Je l'avois engagé à me charger seul du soin de le faire obéir , à signer tout aveuglément , & sans d'autres informations. Mais ces précautions ne suffisoient pas. Il falloit encore fermer toutes les avenues qui conduisoient au pied du Trône , & que ma voix fût la seule qui pût s'y faire entendre. J'en ai fait mon unique étude , & mon entière réussite m'a récompensé avantageusement de tous les soins qu'elle m'a coûtés , & des moyens auxquels j'ai été obligé d'avoir recours. Une basseffe ne l'est plus , quand elle est dictée par un bon motif , & qu'elle est suivie du plus heureux succès.

Voilà , mon ami , quelle étoit au vrai la position des choses , lorsque le Roi se détermina à faire usage de son Edit. Il lança bientôt la foudre que j'avois forgé , & son tonnerre produisit les effets les plus prompts & les plus terribles , mais aussi les plus justes. Je les avois tous prévus. En effet il n'y avoit point de milieu. Il falloit , que le Parlement

vérifiât son déshonneur & l'érigeât en loi, (delà
 jusqu'à sa ruine totale il n'y avoit plus qu'un pas,
 Il étoit perdu dans l'esprit du Roi, j'achevois de le
 perdre dans l'esprit du peuple) ou bien qu'il refu-
 sât l'enrégistrement d'un Edit de discipline que le
 Roi ne connoissoit gueres que par le titre & les plus
 brillans endroits que je lui avois montrés. Dans
 ce cas le Parlement aux yeux du Prince, refu-
 soit de reconnoître son pouvoir législatif. Je le
 confirmois dans l'opinion qu'il avoit conçue au su-
 jet de cette Cour ambitieuse; j'achevois de lui per-
 suader qu'elle en vouloit aux fondemens sur lesqu-
 els son Trône est affermi. La vengeance de ma
 patrie devenoit plus prompte, & son salut plus as-
 suré. Je les faisois traiter comme des criminel in-
 dignes de grace, & à qui même il n'étoit pas per-
 mis de se justifier. Je confisquois leurs charges;
 je devenois, sous le nom du Roi, le seul juge d'u-
 ne Compagnie odieuse qui ne pouvoit être condam-
 née par personne, puisque le délit dont je l'accuso-
 is n'avoit de réalité que celle que j'avois su lui
 donner. La compétence du juge étoit démontrée,
 la publicité de l'oposition à ma volonté en constato-
 it la preuve, & quoiqu'on en pût dire, il n'y
 avoit rien que de juste dans la condamnation, po-
 int d'autres formes à observer que la signification
 d'un Arrêt du Conseil que j'avois dressé tout seul,
 & que personne ne pouvoit contredire, puisque j'a-
 vois suppléé même à la signature du Secrétaire
 d'Etat, en le faisant estampiller. Les lettres d'exil

suivoient naturellement : elles étoient signées depuis plus de quinze jours, & le réduit de chaque magistrat étoit déjà fixé.

Je l'avouérai, dans ma juste indignation j'ai passé plus d'une nuit à déterrer sur les cartes détaillées de chaque province les lieux les moins connus, les plus éloignés de toute communication, les plus infames par leur situation, par le manque universel de toute société, & des choses les plus nécessaires, pour en faire la demeure de ces petits despotes, pour leur faire connoître dans toute son étendue la misère de ces peuples qu'ils avoient opprimés. Mais ces traîtres, ces cruels tyrans de ma chère patrie devoient encore se trouver trop heureux. Entre tous les supplices qu'ils méritoient, ma bonté a certainement choisi le plus doux.

Vous me direz peut-être, mon cher ami, que dans une affaire d'une aussi grande conséquence, dont les suites fâcheuses sont si longues, & renaissent à tous momens, il falloit agir avec plus de franchise, & imputer au Parlement un crime véritable au lieu d'un forfait imaginaire. Mais ne sentez-vous pas que de cette façon il m'eût été impossible de réussir. De plus ce crime imaginaire ne l'est pas tant qu'on le pense. S'ils n'en étoient pas coupables, ils l'eussent pu devenir. Un ministre clair-voyant doit prévenir le danger, & couper le mal dans sa racine, avant qu'il ait fait aucun progrès. En tout cas, je ne faisois que suivre

à la lettre les maximes de politique dont ils ont fait usage lors de la dissolution d'une digne société qui étoit en France la protectrice de la vraie religion, la sûreté des Rois, la propagatrice des saines maximes & des bonnes mœurs. Ils lui ont fait un crime de la nature même de ses constitutions, après les avoir tolérées pendant plus de deux cens ans. Mais son véritable crime aux yeux des Parlemens, étoit de diriger la conscience des Rois, de leur apprendre à régner par eux-mêmes, à réprimer l'ambition de leurs Cours, & à contrebalancer par des institutions religieuses la puissance formidable qu'elles songeoient à établir aux dépens de celle des Princes. J'ai su, mon ami, qu'on m'accusoit d'accorder ma protection & ma confiance aux malheureux disciples d'Ignace; on dit que malgré l'Arrêt qui proscriit cette secte du royaume, Arrêt que j'ai prononcé, que j'ai signé moi-même, j'ai rapelé plusieurs de ses membres, qu'ils sont enfermés dans ma maison, que je travaille avec eux, soit à l'exécution de mes projets, soit à leur glorieux rétablissement; pour me soutenir ensuite par leur crédit. Mais si l'on ajoutoit foi à toutes ces accusations, les plus gens de bien deviendroient souvent des scélérats, & s'il falloit qu'un ministre s'abaissât à y répondre, il ne lui resteroit plus de temps pour gouverner l'Etat. Adieu, mon ami, je vous quitte. On m'attend pour un comité,

VI^e L E T T R E*De M. de Maupeou à M. de Sorbouet.*

A. Versailles ce 24 Mai 1771.

De tous les chefs d'accusation contenus dans votre première lettre, mon ami, il ne m'en reste plus qu'un à détruire; je parle des justes reproches que vous pourriez me faire sur la mauvaise composition de mon nouveau Parlement. Des soixante membres dont il est composé, il y en a les deux tiers & plus, que vous rougiriez intérieurement d'avoir pour confreres, & vous n'avez pas tort. Ils sont sans naissance, sans mérite, sans étude des loix ni d'aucunes des formes judiciaires, & tels enfin que le hasard me les a présentés.

Mais, mon ami, ce crime est celui des circonstances plutôt que le mien. Je m'étois imaginé qu'une quarantaine au moins des Officiers de l'ancien Parlement étoit absolument à ma dévotion, que je n'avois qu'à parler pour trouver en eux de bons & fidèles serviteurs. Les ingrats! je ne fais trop par quel faux point d'honneur ils m'ont manqué au besoin. Cette désertion m'avoit mis dans le plus cruel embarras vis-à-vis du Roi, à qui j'avois fait voir tout changement non seulement possible, mais on ne peut pas plus facile. Le don de charges qui ne s'achetoient plus, & les gages promis me l'avoient fait croire ainsi. Car j'imaginois bien que personne ne seroit jamais tenté d'en posséder moyennant

finance. J'en ai versé des larmes bien amères. Enfin je ne savois plus où donner de la tête, lorsque le génie & le zèle patriotique du fils d'un de mes prédécesseurs, de l'illustre Doyen des Conseillers d'Etat, est venu me tirer de cette peine cruelle. Il s'est chargé courageusement de tenir le Parlement *par interim*. A la tête de ses Conseillers d'Etat, il a bravé pour me plaire pendant 2 mois entiers les huées, les fots discours & les insultes d'une nation peu éclairée sur ses véritables intérêts. J'aurois désiré bien sincèrement qu'ils eussent poussés l'héroïsme jusqu'au point de soutenir encore pendant cette année une ignominie aparente qui les couvrira un jour d'une gloire véritable aux yeux de la postérité. Ils m'auroient donné le temps de consommer mon ouvrage; mais l'ennui d'être assis pendant les audiences sur les bancs à se regarder mutuellement sans mot dire, les a tout-à-fait dégoûtés de la commission. Ils m'avoient trop rendu service pour chercher à les contraindre, & je ne me voyois gueres plus avancé que dans le premier moment. Il m'a donc falu tendre moi-même la main au premier venu qui viendrait m'aider à sortir d'un si mauvais pas. Je n'avois pas à choisir. Il m'a falu déterrer tous ceux que j'ai cru susceptibles d'être déterminés promptement par l'intérêt & par l'expectative des graces. Faveurs, places dans le ministere, argent, pensions, belles promesses suivies de quelques effets,

j'ai tout fait fervir, j'ai tout mis en œuvre, & je n'en rougis pas. La crainte des revenans ne laissoit pas lieu à la réflexion. Il falloit succomber si je tardois à réussir. L'appétit d'assez bons gages, l'espérance des gratifications m'ont ouvert bien des portes. Dans un instant plus favorable j'aurois trouvé de meilleurs commis & à meilleur compte; mais il étoit nécessaire d'en passer par-là. Enfin par une grace inespérée du Ciel, ma nouvelle Compagnie a paru sur pied tellement quellement. J'ai dit à mes officiers qu'ils étoient *inamovibles comme les anciens*; mais j'espère ne pas tarder beaucoup à leur ouvrir l'esprit & à leur faire comprendre avant peu ce que parler veut dire.

Croyez-vous par exemple que je puisse garder long-temps pour premier Président un Sauvigny qui ne fait pas dire deux, qui est au Palais comme une statue de cire, sans pouvoir seulement prononcer l'arrêt que le Greffier lui souffle tant qu'il peut; qui se laisse mener par le nez par une petite pigrièche de femme à qui j'ai été obligé de faire bassément ma cour & de donner cent mille francs, à qui j'ai promis la place de Contrôleur Général, ou une Intendance des Finances pour l'illustre M. Foulon, afin qu'elle déterminât son imbécille de mari. C'est à juste titre que je le qualifie de la sorte, puisqu'il n'a pas eu assez de bon sens pour s'apercevoir qu'il

est très-possible qu'un Intendant soit ignare & non lettré, mais qu'un premier Président doit avoir au moins autant d'esprit que le bon homme d'Aligre. Ah! je lui apprendrai bientôt à se croire un personnage, à me faire des conditions, & à ne pas mettre son déshonneur à si haut prix. Un de ces jours il quittera le Palais pour conserver son Intendance, encore supposé que je ne le chasse pas de l'un & de l'autre logis.

Vous imaginez - vous aussi que je souffrirai longtemps pour Procureur Général un polisson de Fleury, rongé de dettes & perdu de débauches. Un de ces jours je dirai à un de ses créanciers, car je ne les ai pas tous payés, saisis-le, & cet homme fera tout d'un coup anéanti. Ainsi de plusieurs autres, mon ami, qui sont bien éloignés de vous ressembler. Il me faut dans mon Parlement des gens doux & complaisans, mais honnêtes, qui aient au moins assez d'esprit pour juger la multitude des petites affaires dans le détail desquelles je ne puis pas entrer. Le peu de temps que j'avois devant moi, le préjugé national, le malheur des circonstances, le lâche abandon de plusieurs sur lesquels je croyois pouvoir compter, se sont opposés à la meilleure composition de la Compagnie dont vous êtes un des plus illustres membres. Je voudrois que tous les autres fussent formés sur un aussi beau mo-

dele; Mais si cette espérance est trop flatteuse, du moins pourai-je réussir petit-à-petit à vous donner des confreres qui ne soient pas absolument indignes de siéger sur les lys avec vous. J'ai trop à cœur l'intérêt de ma patrie pour lui laisser encore longtemps de pareils Juges, & je me vois maintenant tout le temps nécessaire pour choisir comme il faut.

Je ne vous parle pas de la désertion du Châtelet. C'est un nouveau trou à boucher. Mais M. Dufour de Villeneuve m'a fait présent d'un Edît de suppression & de création nouvelle qui pourra servir d'une bonne cheville. Ce petit manque ne fera pas seulement de sensation. En tout cas, s'il renaîssoit encore quelque nouvelle difficulté, on y pourvoiroit de manière ou d'autre. Mais l'avantage réel que j'y trouve, c'est que la France ne sera plus déchirée par les disputes du Parlement, qu'elle m'aura bientôt l'obligation de pouvoir présenter elle-même ses tributs à ses Rois comme elle a fait depuis Clovis jusqu'à Louis XIII, de suivre l'emploi des deniers qu'elle leur aura volontairement fournis dans leurs besoins: & les Rois, en fait d'administration de justice & police, deviendront les seuls législateurs, les seuls maîtres. Sous le ministère du Cardinal de Richelieu on a vu la noblesse
hu-

humiliée rentrer dans son devoir ; sous le mien l'hydre de la magistrature, dompté par mon courage, aura perdu son venin, rendu à la nation les dépouilles dont elle s'étoit enrichie, & à nos Rois la plénitude du pouvoir qu'elle leur avoit arrachée. *a*

J'ai pour garant de la droiture de mes intentions, & de la pureté de mes vues l'ascendant merveilleux que j'ai su prendre sur l'esprit du Roi. J'ai pour garant de mon zèle patriotique, la haute estime dont je jouis dans l'opinion même de ceux de l'ancien Parlement qui ne se sont pas laissés aveugler par des vues ambitieuses. S'ils sont en petit nombre, ce n'est pas une raison pour regarder comme suspects les éloges qu'ils me donnent. Les sages & les vrais citoyens, sont toujours la partie la moins nombreuse de la nation & de l'humanité. Je pourrais citer encore la félicité publique qui fait toujours le sujet principal de mes discours, parce qu'elle est l'unique objet de mes desirs. Je serois encore en état de donner une garantie plus sûre, ce sont les vertus particulières dont j'ai donné la preuve pendant le cours de ma vie, la tendresse que j'ai témoignée pour une épouse qui m'a dû son

a M. le Chancelier, en paroissant vouloir la plénitude de la puissance du Roi, la détruit ; Car il conduit la nation à vouloir l'assemblée des Etats.

bonheur, le respect profond que je conserve pour un pere tendre qu'on me reproche bien injustement sans doute d'avoir adroitement supplanté pour occuper sa place, la sage éducation que j'ai donnée à mes enfants dont ils ont si bien profités, & la reconnaissance dont ils payent tous les soins que j'ai pris de les instruire, mais sur-tout les services éminents que j'ai rendus à mon ami M. d'Aiguillon. La chaleur que j'ai mise pour terminer son affaire à son avantage, est la solution de toutes les difficultés que vous m'avez opposées sur ce sujet, & je vous prie de vous en contenter, si vous ne voulez pas je preune de l'humeur contre vous. C'est à vous à la faire valoir en orateur habile, & à répandre ici les plus belles fleurs de votre rhétorique, car je n'ai rien de plus à vous dire. Cet homme là me donne bien du chagrin, je vous en avertis, afin que vous ne m'en parlies plus.

Fidele à mon Roi, fidele à ma patrie, fidele à remplir tous les devoirs de Citoyen zélé, de Magistrat intègre, de fils respectueux, de pere sage, d'époux tendre, d'ami sincere, je me vois au dessus des atteintes de la médifance, & je défie la calomnie de pouvoir réussir mieux qu'elle. La tranquillité règne dans mon cœur, la franchise remue mes lèvres, la candeur conduit ma plume, la modestie est sur mon front, la sérénité dans mes regards, & la noble assurance dans toutes mes démarches. Les peuples m'ont accablés de malédictions, les Parlements d'injures, les Princes se sont unis contre

moi, un seul excepté, qui peut-être auroit mieux fait de se joindre à eux ; car le nombre des ennemis ne m'effraye pas , & ajoute encore à la gloire de les vaincre. Mon innocence a dissipé leurs brigues. Les traits dont ils me vouloient percer, sont impuissans, & déjà quelques écrivains s'empressent de rendre hommage aux vastes ressources de mon génie, à la sainteté de mes mœurs, & à la sagesse de mes dessein. Ma patrie malheureuse ne gémera plus sous l'esclavage de ses tyrans, que mon souffle achèvera bientôt d'anéantir sans espérance de retour ; & la gloire de mon Roi accrue sous mon ministère, volera de bouche en bouche & d'âge en âge, pour ne finir qu'avec la Monarchie, dont j'ai si bien consolidé les ressorts & raffermi les fondemens.

Voilà, mon ami, ce que je vous ai cru digne d'entendre. Par ce que j'ai pu exécuter jusqu'à cette heure, il vous est aisé de voir ce que je voudrai dans la suite.

P. S. Je vous enverrai demain, mon ami, quelques recherches sur le droit national d'accorder l'impôt. J'avoue qu'on m'a un peu aidé dans ce travail, car il y a long-temps que je ne lis gueres, & plus long-temps encore que je ne fais plus d'extraits. Mais qu'importe le scribe qui m'a prêté sa main ? Je puis bien m'attribuer toute la gloire de ce petit ouvrage, puisque j'en ai donné le plan, & que j'ai présidé à sa composition.

Ceci vous servira à constater le crime des Parle

ments, & la justice de la févérité avec laquelle le Roi a févi contre celui de la capitale.

Adieu, mon ami, j'espere que vous viendrez me voir sous peu de jours. J'achèverai de vive voix ce que mes lettres n'ont fait qu'ébaucher. Vous m'aporterez les premiers cahiets de mon apologie & vos vers, si vous avez le temps de les faire.

Je vous remettrai une ordonnance de comptant sur le trésor royal. Pour la pension, il faut encore attendre.

V I I^e. L E T T R E

De M. de Maupeou à M. de Sorbouet.

A Versailles ce 25 Mai 1771.

Recherches sur le droit national d'accorder l'impôt usurpé par les Parlements sur la Nation.

Toutes nos histoires font foi, mon ami, qu'avant Philipès le Bel en 1314, il n'y avoit certainement point encore eu d'impôt. Le gouvernement François ignoroit ce nom odieux, dont l'existence est une preuve de l'asservissement des nations. On s'en tenoit à cette maxime consignée dans les livres saints, que *les Rois de la terre n'exigent les tributs & les impôts que des étrangers, mais que leurs fils, (c'est-à-dire leurs propres fujets) en sont exempts.* Or la monarchie étoit agée de 900 ans. Philipès par les conseils d'Enguerrand de Marigny, voulut de son autorité privée, & sans y apporter d'autres

* Saint Mathieu chapitre 17.

précaution, faire percevoir le 50^e denier sur tous les biens de ses sujets. Qu'arriva-t-il de cet abus de puissance ? Les bourgeois des bonnes villes du Royaume, telle que Paris, Rouen, Orléans & Rheims, qui en étoient les quatre capitales, prononcèrent entr'eux un arrêt de mort contre les préposés à la levée de l'impôt, & le mirent à exécution en les massacrant. Philipès effrayé ne poussa pas plus loin la chose, mais il voulut favoir au moins la cause d'une résistance qui passoit les bornes du respect, & avoit eû des conséquences si fâcheuses. Il lui fut répondu que c'étoit parce qu'il avoit violé lui-même la première loi de l'Etat, la plus essentielle, plus sacrée même que celle de la succession à la couronne, celle de la propriété que tout impôt détruit dans son principe. Philippe avoua que son ministre avoit eû tort, & pour le réparer, il fit assembler à Paris les Etats de son Royaume, & leur demanda gracieusement ce qu'il n'étoit pas en droit d'exiger par force. La nation conoissoit ses besoins. Il lui falloit une augmentation de finances pour soutenir la guerre de Flandre. Aussi les Etats ne firent-ils pas difficulté de consentir à une taxe sur certaines denrées & marchandises qui seroit perçue au profit du Roi, mais seulement pendant le temps que dureroit la guerre. Ce droit fut appelé le droit d'*Aydes*, qui signifie *secours*, & son nom est une preuve toujours subsistante de son origine.

Tout le monde fait la fin tragique d'*Enguerand de Marigny, Chevalier, Coadjuteur du Roi dans tout le royaume de France*. Il ne la méritoit peut-être pas comme quelques Contrôleurs-Généraux de ces temps-ci, pour avoir détourné les deniers publics à son profit, mais pour le mauvais conseil qu'il avoit suggéré à un Prince, avide d'argent, de surcharger injustement son peuple. Dieu réserve une pareille punition à tous ceux qui comme lui cherchent à corrompre le cœur des Princes, & j'ai trop sa crainte devant les yeux, pour suivre un si pernicieux exemple.

J'ai commencé par Philipès le Bel, pour ne pas interrompre l'ordre de mes citations. Ce fait est tiré de l'*Anti-Financier*, & je l'ai vérifié sur les originaux.

Ce qui va suivre est copié mot à mot d'un petit livre dédié à Louis XIII, imprimé avec permission du Gouvernement, & composé par le fameux *jean Savaron*, un de nos plus savans publicistes, sous le titre de *Chronologie des Etats généraux*.

Vous y verrez que depuis l'origine de la Monarchie, jusqu'à l'époque où l'Auteur s'arrête, l'année 1615, les Etats généraux ont été en possession de concourir aux loix générales que les Rois ne publioient que dans leur assemblée, de décider du droit de succession à la couronne, & de consentir à l'impôt qui leur étoit toujours demandé d'après l'exposition préalable des besoins de l'Etat, comme aussi d'exiger un compte fidele de l'emploi des

deniers perçus, ou la punition de ceux qui les avoient détournés à d'autres usages.

Etats de Salifon en 422, sous le règne de Pharamond pour dresser la loi salique.

Etats d'Attigny sous Childebert en 534, pour dresser des loix & des ordonnances.

Etats de Troye sous Clotaire II en 629. *Ils reconnoissent n'avoir d'autre Supérieur que Dieu & le Roi.*

Etats tenus à Aix par Charlemagne en 777. *Il y est ordonné par le Roi & ses Barons, que le peuple (c'est-à-dire le tiers état.) sera interrogé sur les nouveaux capitulaires, & que rien de ce qui y est ajouté n'aura force de loi, s'il n'est consenti par tous, & si tous n'ont donnés pour signature la preuve de leur consentement au bas de l'ordonnance.*

J'en ometts ici plusieurs, où l'on retrouve les mêmes choses.

Etats tenus à Paris dans la grande salle du Palais sous Philipès le Bel en 1314. Nous en avons parlés plus haut.

Même année, où la suivante, fameuse charte de Louis Hutin publiée dans une nouvelle assemblée d'Etats, dont vous lirez le contenu dans l'extrait de l'assemblée de 1338.

En 1337, Arrêt des Etats généraux, par lequel la couronne de France est adjugée à Philipès de Valois en vertu de la loi salique.

En 1338 ou 39, *en suivant le privilege de Loys*

Hutin, Roi de France & de Navarre, fut conclu par les gens des Eſtats de France, préſent le dit Roi Philippe de Valois qui s'y accorda, que l'on ne pourroit impoſer, ni lever taille en France ſur le peuple, ſi urgente néceſſité, ou évidente utilité ne le requéroit, & de l'oſtroï des gens des Eſtats.

En 1355, le Roi Jean jura de ne faire employer à autre uſage ſes deniers, que pour le fait de la guerre, comme auſſi les députés généraux jurèrent ſur les ſaints Evangiles qu'ils ne les convertiroient ailleurs, nonobſtant quelques mandemens qu'ils euſſent du Roy; & ſ'il advenoit que ſous ombre de quelque impétration, les officiers du Roy les vouluſſent contraindre d'intervertir en autres uſages ces deniers, permis aux députés généraux de s'y oſoſer par voie de fait, voie d'implorer tout confort & ayde des bonnes villes circonvoïſines à cet eſſet. Le ſerment du Roi étoit fait en préſence de la nation ou de ces députés, aſſemblés légitimement à Paris au Palais, & il avoit été décidé par leſdits Etats, qu'aux cas de conteſtations au ſujet de l'impôt, on ſ'adreſſeroit aux Commiſſaires particuliers, élus neuf en chaque province, trois de chaque ordre, pour le jugement de ces procès, & deux par apel aux députés généraux des Aydes, qui jugeroient en dernier reſſort, leſquels au ſait de leur charge & adminiſtration ne pourroient rien, ſ'ils n'étoient tous d'accord enſemble. Et néanmoins, au cas de diſcord, la Cour de Parlement pourroit les accorder.

En 1357, ſous le même règne, pendant la priſon

du Roi, les ordonnés par les trois Estats, tant du Grand-Conseil des généraux sur le fait du subside, comme les réformateurs, commencèrent à décliner, & leur puissance à apétisser. Car la finance qu'ils avoient promise ne fut pas si grande de plus de dix parts, & les laissèrent les nobles, & ne voulurent pas payer, ni les gens d'église, ni aussi les gens des bonnes villes qui connurent & aperçurent l'iniquité des Gouverneurs principaux des finances.

En 1369, sous le règne du Roi Charles V, les Etats généraux assemblés à Paris consentent à l'imposition d'un sol pour livre sur le sel, de quatre livres sur chaque feu dans les villes, & de trente sols dans la campagne, & de quelques autres droits d'entrée sur marchandises ou objets de consommation. *Ils y consentirent gaiement*, dit Mezerai, *parce qu'ils s'avoient bien que ces levées seroient ménagées, & cesseroient avec la guerre*

Charles VII est le premier de nos Rois qui ait mis des impôts sans le consentement de ses peuples; mais dans quelles circonstances? lorsque la moitié de la France étoit au pouvoir des Anglois, & que l'assemblée des Etats étoit impossible. Encore, dit Philippes de Comines, demanda-t-il l'avis de plusieurs sages & bons chevaliers. Ces impôts toutes-fois ne consistoient que dans l'augmentation des tailles, & naturellement cet objet exigeoit moins la convocation des Etats, parce que ce droit devoit

croître en progression de l'augmentation du revenu des terres & de l'argent au marc la livre.

Etats tenus à Tours en 1483, sous le règne de Charles VIII. Il y est ordonné que *toutes tailles & autres équipolents de taille extraordinaires qui par cy-devant ont eu cours, soyent tollues & abolies, & que désormais, en suivant la naturelle franchise de France, & la doctrine de Saint Loys, qui commanda à son fils de ne prendre ni lever taille sur son peuple sans grand besoin & nécessité, ne soient imposées ny exigées lesdites tailles, ni aydes, équipolents à taille, sans premierement assembler lesdits trois Estats, & déclarer les causes & nécessités du royaume pour ce faire, & que les gens desdits Etats la consentent en gardant les privilèges de chacun pays.*

Nouvelle preuve de l'autorité des Etats dans l'assemblée de Cognac en 1526, où ils déclarent nulle le Traité de Madrid fait par François I^{er} pendant sa prison, comme outre passant le pouvoir que les Rois ont sur les provinces de leur Royaume, dont il ne leur est loisible de disposer.

En 1558. Demande du Roi Henri II. aux Etats assemblés à Paris, de *croître ses finances.*

Etats de France sous Charles IX tenus à Orléans, & continués à Pontoise, *pour prendre garde aux dettes du Roi, & que les Eclésiastiques soulageassent le Roi d'une charge si excessive.*

Je ne vous en ai dit qu'un mot & comme en passant, pour en venir aux Etats de Blois sous Henri

III en 1576, desquels il est important de vous donner un plus grand détail.

Lisez ensuite, mon ami, dans les Mémoires du Duc de Nevers, les différents avis donnés à Henri III par ses Conseillers d'Etat, qui étoient sûrement plus au fait des droits du Roi & de ceux de la nation, que ne le sont nos plus habiles ministres, sans en excepter M. d'Aguesseau, Doyen de nos Conseillers actuels, entr'autres l'avis de M. de Morvilliers, p. 264.

Celui de M. l'Evêque de Limoges, p. 273.

Celui de M. de Bellievre, p. 287.

Le Roi les consultoit sur les ressources qu'il devoit employer pour la nouvelle guerre qu'il projetoit contre ses Sujets de la Religion prétendue Réformée.

Il semble, dit M. de Morvilliers, que Votre Majesté doit induire l'assemblée des Etats à consentir à quelques contributions générales par tout votre Royaume, pour vous secourir en une si urgente nécessité; car si tous vos bons sujets de quelque qualité qu'ils soient, ne se disposent pas volontairement à vous secourir chacun selon ses facultés, je ne puis imaginer aucun autre moyen. Mais il faut que lesdits Députés qui voyent maintenant à l'ail l'état de vos affaires, l'approuvent & y consentent; car nul n'y pourra contredire, & d'ailleurs s'il falloit contre quelques-uns mal affectionnés user de contrainte, cette action seroit justifiée par l'approbation des Etats. Autrement il seroit à craindre que les contraintes qui ont toujours été for-

edieuses, n'aportassent trop de mécontentement & fort peu de fruit.

Ce point-ci, dit M. de Limoges, (c'est l'argent dont il parle) est le nerf de la guerre. Il est aussi plus pressé à débatre entre les députés des Etats, que les autres articles, qui étant de moindre importance dépendent aussi davantage de votre volonté & de votre ordonnance. Il n'en est pas de même de celui-ci, Sire; mais il dépend des facultés, des biens & des libéralités d'autrui, & plus Votre Majesté aura nécessité de finances, d'autant plus elle aura besoin de l'assistance des Etats, desquels seuls dépend ce remède.

Nous ne savons que trop, dit M. de Bellievre, les moyens de lever sur vos peuples, mais il est question d'avisier à ce qui se pourra, & à ce que volontairement on peut faire, les moyens ne peuvent bonnement venir que de leur franche volonté. C'est pourquoi il semble nécessaire, avant que cette notable Compagnie se desparte, que tous ensemble disent à Votre Majesté, combien ils prétendent que leurs provinces lui donneront de secours en un si grand besoin.

Vous trouverez encore un passage qui vous fera plaisir dans ces mêmes Mémoires, p. 361. Il s'agit de l'article 79 de la négociation au sujet de l'Edit de pacification. Les Députés de ceux de la Religion avoient demandés une nouvelle convocation des Etats. Le sieur de Bellievre dit de bouche, que le Roi feroit ce qu'il verroit bon être. Les sieur Darennes répondit ce que tout bon citoyen diroit aujourd'hui avec plus de raison encore, que la nécessité des

affaires de France ne fut depuis long temps si grande, que c'étoit le vrai & le seul moyen pour y pourvoir, que le Roi pour en sortir ne sauroit prendre chemin plus propre au bien de son service, ni plus agréable à tous ceux de son Royaume. Car par ladite convocation ses sujets mêmes aviseroient aux moyens plus commodes & aisés pour eux, pour sortir d'affaire, remettre ce Royaume en sa première dignité & splendeur, acquitter les dettes de Sa Majesté, & racheter son domaine; que les Etats sont toujours utiles & formidables seulement à ceux qui abusant du nom des Rois, ont été plus curieux d'employer leurs bourses que de rendre fidèlement le service par eux dû à Leurs Majestés.

Vous retrouveriez encore dans les détails que je pourrois recueillir sur les Etats de Blois en 1588, des preuves incontestables de cette même doctrine, que les Conseillers des Rois & leurs ministres n'avoient pas osé méconnoître.

Cinq ans après Henri le Grand faisoit décider par la Nation, que les Papes n'avoient aucun pouvoir sur le temporel du Royaume.

Je ne vous entretiendrai pas de l'assemblée des Etats tenus en 1615, tout le monde sait qu'ils réclamèrent hautement contre l'ambition des ministres qui cherchoient à les dépouiller de leurs droits, & le ministère a eu depuis tant d'appréhension de se voir rogner les ongles, qu'il a détourné nos Rois, en qui seuls réside le pouvoir de convoquer cette

assemblée, d'avoir recours à ce moyen si sage de rétablir le bon ordre, & de regagner la confiance de leurs sujets, sous le spécieux prétexte que leur autorité pourroit en souffrir, & qu'il falloit humilier la nation pour pouvoir régner sur elle.

Ce qui me reste maintenant à vous dire, c'est que le consentement libre de la nation à la loi de l'impôt, n'est pas seulement de droit divin, & la plus sacrée des loix constitutives du Royaume, mais qu'elle est de droit naturel, & une des conséquences les moins éloignées des premiers principes. A-t-il jamais pû venir dans l'esprit d'aucun peuple, d'aucun homme de dire à un autre de propos délibéré, *Sois mon Roi pour prendre une partie de mon bien, pour me le prendre même tout entier, selon ton bon plaisir, sans que je me réserve seulement le droit de me plaindre de ton injustice?* En effet, qui a le droit de m'ôter un écu de ma bourse lorsque je ne consens pas à le lui donner, & sans que j'aie celui de réclamer contre sa violence, a bien aussi la permission d'emporter la bourse avec tout ce qu'elle peut contenir. Il est condamné par les 7^e & 10^e commandemens du Décalogue. *Biens d'autrui ne prendras pour les avoir injustement.* Or c'est bien me prendre mon bien, que de me contraindre à le donner lorsque je n'en suis pas d'avis.

C'est donc une folie absurde, que d'oser dire qu'en France le consentement libre de la nation n'a jamais été nécessaire pour établir l'impôt. Dans les Etats despotiques-même, tels que la Russie & la

Turquie, les Czars & les Sultans ont bien soinde ne toucher à la propriété de leurs sujets, que suivant les formes consacrées par l'usage. S'ils osoient y donner atteinte d'une manière trop arbitraire, les peuples auroient bientôt mis en pièces l'idole qu'ils se sont faite à eux-mêmes & qu'ils ont remplie d'or. Linguet lui-même, l'admirateur, le prôneur, le héraut du despotisme oriental, enconvient dans son ouvrage de la Théorie des loix, où il recommande aux despotes le plus grand respect pour la propriété, de peur, dit-il, que si le pasteur s'avisait d'ôter à ses brebis, les droits qu'elles ont aux pâturages, elles ne se changeassent en lions furieux, & ne se jettassent sur lui pour le déchirer. Avec cette précaution le despote n'a rien à craindre, mais les brebis n'entendent jamais raillerie sur cet article.

Louis XIV lui-même a senti la force de cette vérité, soit qu'il l'ait aperçue dans le droit naturel, ou dans celui de sa nation. Une illustre Princesse qui l'a vu dans les dernières années de son règne, & qui a été témoin du fait que je vais vous raconter, le dit à qui veut l'entendre. Lorsque ce Prince après la guerre la plus ruineuse pour son Etat voulut mettre le dixième sur les biens-fonds, il déclara tout haut à ceux du Conseil qui tâchoient de l'y déterminer, que l'impôt projeté lui sembloit bien être une ressource sûre, mais qu'il passoit son pouvoir; car jusqu'alors il n'avoit employé pour

augmenter la recette de ses finances, que de ces moyens qui n'ont pas de force coactive, qui ne sont pas destructeurs de la propriété, lui portent au plus de loin quelques légères atteintes, & sont en effet comme l'aveu tacite du respect que les Rois sont tenus d'avoir pour elle. Aussi ne se déterminat-il à envoyer son Edit que sur les promesses des principaux membres de la Compagnie qui devoit le vérifier, sur l'assurance qu'ils lui donnerent d'un succès plus heureux que celui qu'il en devoit naturellement attendre. Le jour-même de l'enregistrement, il étoit si inquiète, si impatient d'en apprendre des nouvelles, qu'il partit de Versailles après avoir dit à ses Courtisans qu'il alloit à Marly pour éviter au premier président la moitié du chemin, & qu'il s'alla établir jusqu'au soir sur la terrasse, afin de l'apercevoir venir de loin, & de lire d'avance dans ses yeux quel étoit le sort de son Edit. Les mesures étoient cependant bien prises pour que le Parlement n'en pût refuser la vérification; mais la certitude où il étoit d'outrepasser son pouvoir dans cette occasion, le tenoit en suspens. Il aprit donc le succès de l'enregistrement avec toute la joie que cause la nouvelle d'un bonheur inattendu, & le même principe qui guidoit alors son équité naturelle, l'engage à supprimer quelques années après cet impôt trop onéreux, & que la nécessité des circonstances pouvoit seule autoriser.

Mais depuis cette époque le Gouvernement a
trou

trouvé tant de facilité de la part des peres de la patrie, des soi disans-représentans de la nation, que Louis le bien aimé a mis lui seul plus d'impôts sur ses peuples que ses soixante-cinq prédécesseurs pris collectivement; & ce qui, avec la banqueroute de Law sous le Régent, a réduit la France dans l'état brillant où nous la voyons, sans rendre pour cela notre Roi plus riche.

Il faut dire une chose vraie, car sincère comme je fais profession de l'être, je veux toujours parler à charge & à décharge, c'est que le Gouvernement a beaucoup aidé les Cours chargées de la vérification des impôts dans ce mystère d'iniquité. Les ministres savoient très-bien ce qu'ils faisoient. On a représenté sur-tout au Parlement de Pairs que François I en établissant d'une manière stable la vénalité des offices, les avoit rendus inamovibles; qu'étant un corps toujours subsistant dans l'Etat, objet du respect des peuples, ils pouvoient en quelque sorte se regarder comme ses interprètes, comme ses Lieutenants; que d'ailleurs les Etats de Blois avoient décidés formellement que *les Cours de Parlement pouvoient se considérer comme des Etats Généraux en racourci & au petit pied, qui avoient provisoirement au moins le pouvoir de modifier, restreindre, suspendre, rejeter ou enrégistrer les Edits.* On leur a fait sentir de plus les inconvénients de l'assemblée des Etats, les frais qu'elle peut coûter, l'incertitude de la réussite quand on la convoque, les retards que sa lenteur peut apporter dans des mo-

a La critique de M. le Chancelier n'est, comme l'on voit, qu'une parabole; mais elle est au fond très-sensée. Il valoit mieux renvoyer les Edits d'impôts aux Etats du Royaume que de s'exposer seuls à des lettres de jussion, ou des Lits de Justice, à des exils & à toute la puissance du Monarque séduit par ses ministres.

mens de crise ; & jusques-là de part & d'autre tout étoit dans l'ordre, tout étoit bien. Mais ce qui suit commence à ne l'être plus. On les a flatés en paroissant leur témoigner plus de considération, en écoutant quelques remontrances, & faisant droit sur leurs demandes. On les a amadoués en combinant avec eux les Edits dont on désiroit la vérification, en n'envoyant que de loin en loin les loix burfales qui auroient pu paroître trop onéreuses aux peuples, en souffrant qu'ils les modifiassent, ou en retirant ensuite quelques-unes de ces loix. La nécessité des circonstances pouroit encore leur servir ici d'excuse. Mais voici où ils n'en peuvent trouver aucune, voici le grand crime que la nation leur reprochera éternellement. Ils se sont laissés corrompre par l'espérance de la faveur, & par l'expectative des graces, & devenus courtisans ils en ont pris les vices. Le ministère lui-même a commencé dès lors à leur tourner le dos. Il n'a plus eu que des égards forcés, & lorsqu'il a trouvé la moindre résistance à ses prétentions, il a bien su les punir de leurs bassesses. Il a employé les voies de fait ; il a rendu par la bouche du Roi des réponses humiliantes ; il a multiplié les Lits de Justice, les actes de pouvoir absolu, les lettres de cachet, les exils. Des commandans de province, des porteurs d'ordres ont transcrits illégalement des Edits sur leurs registres, ont biffés leurs arrêtés & leurs protestations, & quand les ministres ont vu que les peuples se contentoient de gémir sur des désordres, ils n'ont plus donnés de frein à leur cupidité. Les Parlements soit par crainte soit par séduction, y ont prêté les mains, & la ruine totale de la nation a été leur ouvrage.

Je finis ces recherches par vous dire que dans

l'ancien Parlement, j'ai trouvé des gens assez peu instruits pour avancer hardiment que les Etats Généraux n'avoient le droit de faire que des doléances. Cela pouvoit être pour les abus de l'administration générale de l'Etat ; mais il ne s'ensuit pas que leur consentement libre ne fût point nécessaire pour les impôts. Je fais bien comme eux que c'étoient ces doléances que ce ministère redoutoit avec tant de raison, parce qu'elles ataquoient souvent ses opérations, & c'est pour cela que les ministres avoient tant de répugnance pour ces assemblées ; & qu'il n'y avoit que la nécessité absolue d'argent qui les forçoit à les convoquer.

De tout ceci il est facile de conclure que pendant plus de neuf cens ans les Rois ne pouvoient lever aucun impôt sur leurs peuples ; qu'ils ont cru avoir beaucoup gagné de pouvoir en obtenir par le consentement des Etats Généraux, que cette forme a eu lieu pendant trois cens ans ; que les ministres ont trouvé, à cause des doléances de ces assemblées, qu'elles étoient trop gênantes pour eux. Ils se sont adressés aux Parlements, sous prétexte qu'ils étoient comme des Etats *au petit pied & en racourci*, qui pouvoient provisoirement restreindre, modifier, & même rejeter les Edits. Aujourd'hui les ministres trouvent qu'il est encore trop gênant de s'adresser aux Parlements. Que resteroit-il donc à la nation ? Des fers, si mon amour pour la patrie ne lui rendoit ses Etats Généraux.

Faites usage de ses recherches, mon cher ami, pour les faire entrer dans mon apologie. Insistez beaucoup sur le crime que je reproche aux Parlements, & très-peu sur l'affaire de M. d'Aiguillon.

On m'a dit que vous trouveriez encore quelque-

es bonnes choses à extraire dans les mémoires de Philipès de Comines ; & comme il n'y a pas de mal d'insister sur cet article important, & de fixer principalement là dessus l'attention du public, servez-vous en avec le discernement que je vous connois.

VIII^e L E T T R E

De M. de Sorbouet. à M. de Maupeou.

Je vois bien, Monseigneur, qu'il ne faut pas vous presser davantage sur l'affaire de M. d'Aiguillon. Je ne vous en parlerai donc plus, & je tâcherai de m'en tirer de mon mieux ; mais je prévois avec chagrin qu'elle me donnera bien de la peine. Un lecteur judicieux fait plus attention aux choses qu'aux beautés du style, & quand il voit trop de fleurs de rhétorique semées à dessein sur un article qui ne contient que des mots & des phrases, il les écarte, & se rappelle alors l'aspic de Cléopâtre caché dans un panier de fleurs. C'est à vous, Monseigneur, d'y prendre garde ; c'est votre affaire encore plus que la mienne ; mais je me tais pour ne pas vous donner d'humeur.

Pourquoi, Monseigneur, en parlant de l'établissement du premier impôt sous Philipès-le-Bel, n'avez-vous rien dit de la Cour des Aides ? Est-ce oublié ou réticence ? Je prends la liberté de vous faire part des petites connoissances que je viens de recueillir sur cet objet.

Il est à remarquer, Monseigneur, qu'en accordant à Philipès le secours dont il avoit besoin pour la guerre de Flandre, la nation voulut éviter en même-tems les vexations, les injustices, les violences des préposés à la levée de ces deniers. Elle établit elle-même, sous le nom de Généraux des Aides,

certaines Officiers qu'elle chargea d'avoir l'œil sur les disputes que la perception de l'impôt pourroit occasioner, & sur l'emploi des deniers perçus. Ces Officiers dans leur origine étoient absolument à la nomination des Etats ; Ils jugeoient en dernier ressort, & avoient sous eux des Commissaires départis dans chaque Province, qui décidoient en première instance. Enfin, c'étoient les receveurs de la nation, & non ceux du Roi qui levoient les deniers. Ces formes sacrées & inviolables se conservent encore presque toutes dans les Etats provinciaux de Bretagne & de Languedoc, par respect pour l'ancien usage universel, & on fait jusqu'à cette heure de vains efforts pour les dépouiller. Ainsi ce que j'avance est fondé, comme vous le voyez, preuves qui sont conues, & non-seulement placées dans les monuments de notre histoire, mais subsistantes encore aujourd'hui & à la vue de tout le monde. Telle est incontestablement la première forme de la perception de l'impôt, l'origine de la Cour des Aides érigée depuis en Cour souveraine en 1355, par le Roi Jean, à la requision des Etats généraux.

Là-dessus même je ne puis éloigner de ma pensée une réflexion qui me semble un problème très-difficile à résoudre. Comment concilier, Monseigneur, la haute estime que j'ai conçue pour vous, la persuasion intime où je suis de l'utilité de vos projets, & de la justice de leur exécution avec la suppression illégale d'une Cour souveraine si nécessaire à l'Etat, & qu'on ne peut certainement pas dire dans un sens véritable avoir été créée par nos Rois, mais bien par la nation légitimement assemblée, suppression faite par un acte du pouvoir arbitraire dans un Lit de Justice, contre le vœu des

principaux Seigneurs de France & les protestations de tous les ordres de l'Etat, & cela dans un temps où, comme le remarque fort bien l'Arêté unanime de l'Electi^on de Chartres, il n'y avoit plus de Cour de Parlement qui pût être dépositaire de cette nouvelle loi. Car par un premier Edit, l'ancienne étoit cassée une seconde fois; par le second Edit, la Cour des Aides étoit supprimée; & par un troisieme, nécessairement publié le dernier, le Roi créoit une autre Cour de Parlement dont les officiers n'avoient pas prêté serment, & n'étoient point installés dans leurs offices.

A moins que vous ne disiez, Monseigneur, que les gens des Aides avoient aussi perdu depuis longtemps l'esprit de leur premiere institution, & que vous les en avez voulu punir; mais cette excuse, quoiqu'assez bonne en aparence, sera cependant toujours insuffisante, puisque le Monarque en avoit bien le pouvoir, mais n'en avoit pas le droit. Je dis le pouvoir, à cause de *la raison du plus fort qui est toujours la meilleure.*

Me permettez-vous de dire bonnement ce que j'en pense? C'est, Monseigneur, que les plus vastes génies, les plus savans paient toujours un tribut à l'humanité par l'inattention sur quelque point même essentiel dont ils n'ont pas fait une étude particulière. Si vous eussiez bien réfléchi sur l'origine de cette Cour souveraine, vous n'eussiez pas sans doute, *si à la légère descendu dans ce puits* de difficultés, dont j'ai peur que vous ne puissiez pas vous tirer sans l'aide des cornes de votre ami l'Abé Terray, qui est bien aise d'être débarrassé de gens des Aides, & voudroit que pareille aventure arrivât bientôt à ceux des Comptes, afin que ceux des Finances eussent leurs coudées franches. Point de

Parlement, point de Chambre des Comptes, ni Cour des Aides, & vous entendez de reste ce que je veux dire.

Peut-être-aussi, Monseigneur, avez-vous voulu faire retomber sur ceux des Aides qui avoient quelques relations avec les membres de l'ancien Parlement, la juste punition que ces derniers méritoient. C'étoit vraiment bien à eux qu'il convenoit de faire de belles Remontrances que le public a lues avec tant d'empressement & de satisfaction. Méritoient-elles les applaudissements qu'elles ont reçues. Si les François eussent eu envie de conserver cette Cour, au lieu des batemens des mains, & acclamations à tout rompre qu'ils se sont avisés de se permettre; quand ces beaux magistrats refusèrent de siéger avec les Conseillers d'Etat aux grands Augustins, lors de la procession pour la réduction de Paris, il falloit que ce peuple imbécille eût eu assez de discrétion pour se taire. Son silence auroit opéré leur salut, & sa sottise a causé leur perte. Vous avez peut-être tort dans la forme, Monseigneur, mais dans le fond je vous approuve. Les Conseillers d'Etat valaient bien ces petits Messieurs qui auroient cru se déshonorer, s'il étoient restés dans leur compagnie. Il est bon d'avoir mâté leur petit amour-propre, suivant le langage de l'Ecriture: *quiconque s'élève, sera abaissé*. Le nom même que portoient quelques-uns d'entr'eux les rendoit criminels. Il devoit entrer dans la cassation, suppression, proscription générale. Et plutôt à Dieu que celui de tous les ennemis de ma patrie fût exterminé, non seulement dans leurs propres personnes, mais dans celles de tous ceux qui le partagent.

Je passe naturellement de la Cour des Aides au consentement libre de la nation, la loi de l'impôt. Il est assurément bien dommage qu'un Ecrivain aussi éloquent, aussi bien instruit des moindres détails de notre histoire, d'ailleurs aussi modeste qu'est le judicieux Auteur des *réflexions sur les protestations des Princes* l'ait méconu. On le soupçonneroit volontiers d'avoir eu des raisons importantes pour rendre problématique une vérité nécessaire dont la démonstration est si facile. Je lui propose beaucoup d'excuses pour l'espèce de démenti que la justice qui vous est due, Monseigneur, me force à lui donner. On reproche aigrement à tous les auteurs qui ont écrits contre l'ancien Parlement, depuis l'origine des derniers troubles de n'être pas de bonne foi, d'être vendus à des ennemis secrets qui les mettent en jeu. Ils viendront à bout d'en persuader le public, si aux termes peu mesurés qu'ils emploient contre ceux qui méritent leurs regrets, ils joignent encore le mensonge, ou une ignorance affectée des principaux points de notre histoire, qu'ils connoissent sans doute beaucoup mieux que vous & moi. Mais cet ennemi secret qui les paie, n'est pas certainement vous, Monseigneur, s'il en faut croire les lettres que vous m'avez écrites. Vous avez levé le masque trop publiquement pour qu'on puisse vous soupçonner de vouloir forger encore dans les ténèbres de nouvelles armes d'iniquités. D'ailleurs je vous crois trop de grandeur d'ame pour faire usage de ces moyens obscurs qui sont plutôt la ressource des petits esprits, & de vils intrigants qui cherchent à se mettre à couvert des mépris dus à la calomnie & au mensonge, en s'envelopant d'un voile épais qui les dérobe à l'indignation pu-

blique, que d'un ministre dont le génie est aussi vaste que le vôtre.

Une dernière raison, & je la crois péremptoire, c'est que ce n'est pas certainement de vos propres deniers que vous payez ces Ecrivains mercénaires. Vous êtes trop sage & trop économe, Monseigneur. pour aller donner mille écus à vous appartenants à l'Auteur d'une misérable brochure qui mériteroit plutôt la bastonnade ou le bûcher, si on apprécioit dignement son libelle. Ce ne fera pas non plus avec l'argent du Roi, que vous pourriez les solder. Ses Finances sont trop épuisées dans ce moment-ci, pour que l'Abé Terray, ce sage Administrateur, souffre qu'on en fasse si mauvais emploi, d'où je conclus que ce n'est pas vous qui les faites faire, ni vous qui les payez. Vous souffrez tout au plus qu'on les imprime, & qu'on les distribue gratis, parce qu'autrement ils ne seroient pas lus. C'est sans doute quelque Linguet, ou quelque Jé suite qui les compose pour sa propre satisfaction.

L'Auteur des réflexions sur les protestations des Princes m'a mené plus loin que je ne croyois. Mais je n'ai pas été fâché de pouvoir détruire en passant une accusation aussi nuisible à la gloire de mon héros, que celle qui le feroit regarder comme le souteneur d'écrivains obscurs & mercénaires, dont plume, au vu & au su de toute la nation est lâchement vendue à l'imposture. Je vous demande bien pardon, Monseigneur, de m'être laissé entraîner si loin. Cette faute m'arrive trop souvent, & je finis ma digression, de peur que vous ne me commandiez vous même, Monseigneur, de n'en plus faire.

Ne doutez pas, je vous supplie, de tous les sentimens de respect avec lesquels je suis, &c.

A Paris ce 28 Mai 1771.

P. S. Vous trouverez sous la même enveloppe, Monseigneur, quelques passages intéressants, copiés mot à mot des mémoires de Philipès de Comines au sujet de la matiere de l'impôt, de l'autorité des Etats généraux, de l'abus du pouvoir arbitraire, de la foiblesse des Rois, qui prêtent l'oreille aux discours insidieux des mauvais ministres, qui sous leur nom écrasent les peuples par des vexations tyranniques.

Tout le monde fait que Comines étoit courtisan & ministre de Louis XI, le Prince le plus soupçonneux & le plus despotique. Ce seroit faire à Louis le bien-aimé une cruelle injure que de le comparer à ce Prince: sa réputation de fidele historien n'en a point souffert, & personne n'oseroit récuser son témoignage. Ces extraits viennent à merveille à l'appui des recherches sur le droit d'accorder l'impôt que Votre Grandeur a bien voulu me communiquer.

Vous aurez la bonté, Monseigneur, de marquer en marge les articles dont vous jugerez à propos que je fasse usage pour les faire entrer dans votre apologie.

I X^e L E T T R E

De M. de Sorbouet à M. de Maupeou.

Extrait des Mémoires de Philipès de Comines,
édit. de 1615, in-fol. p. 189, édit. du Louv.
in-fol. 1649, page 218.

„ Doncques pour continuer mon propos, y à-t-il
 „ Roi ne Seigneur sur la terre qui ait pouvoir outre

„ son domaine de mettre un denier sur ses sujets
 „ sans octroy & consentement de ceux qui le doi-
 „ vent payer, sinon par tyrannie ou violence. On
 „ pourroit répondre qu'il y a des saisons qu'il ne faut
 „ pas attendre l'assemblée, & que la chose seroit
 „ trop longue à comencer la guerre & à l'entrepre-
 „ dre. Ne se faut point tant haster, & l'on a assez
 „ de temps: & si vous dy que les Rois en sont trop
 „ plus forts, quand ils l'entreprennent du consen-
 „ tement de leurs sujets, & en sont plus craints de
 „ leurs ennemis. Et quand se vient à se défendre,
 „ on voit venir cette nuée de loin, & spécialement
 „ quand c'est d'étrangers, & cela ne doivent les
 „ bons sujets rien plaindre, ne refuser..... Mais
 „ si notre Roi, ou ceux qui le veulent louer &
 „ aggrandir disoient: j'ai subjects si bons & loyaux
 „ qu'ils ne me refusent chose que je leur sache de-
 „ mander, & suis plus craint, obéy & servy de mes
 „ subjects que nul autre Prince qui vive sur la ter-
 „ re, & qui plus patiemment endurent tous maux
 „ & toutes rudesses, & à qui moins il souvient de
 „ leurs damages passés, il me semble que cela lui
 „ seroit plus grand los (& en dy la vérité) que non
 „ pas dire: je pren ce que je veux, & ai privilege,
 „ il me le faut bien garder."

Page 194 ou 223. „ Les males adventures sont
 „ quand Dieu est tant offensé qu'il ne le veut plus
 „ endurer; mais veut montrer sa force & sa divi-
 „ ne Justice, & alors premierement leur diminue
 „ le sens (aux Rois) qui est grande playe pour
 „ ceux à qui il touche. Il trouble leur maison, &
 „ la permet tomber en division & en murmure. Le
 „ Prince tombe en telle indignation envers Notre-
 „ Seigneur, qu'il fuit les conseils & compagnies
 „ des sages, & élève de tout neufs, mal sages, mal
 „ raisonnables, violents & flatteurs, & qui lui com-

„ plaissent à tout ce qu'il dit. S'il faut imposer un
 „ denier, ils disent deux; s'il menace un homme,
 „ ils disent qu'il le faut pendre, & de toute au-
 „ tre chose semblable, & que sur-tout il se fasse
 „ craindre; & se montrent fiers & orgueilleux eux-
 „ mêmes, espérant qu'ils seront craints par ce
 „ moyen, comme si autorité étoit leur hé-
 „ ritage. Ceux que de tels Princes auront ainsi a-
 „ vec ce conseil chassés & déboutés, & qui par
 „ longues années auront servi, & qui ont accoin-
 „ tance & amitié en sa terre, sont malcontents, &
 „ à leur occasion quelques autres de leurs amis &
 „ bienveillans, & par aventure on les voudra tant
 „ presser, qu'ils seront contraints, à se défendre,
 „ ou de fuir vers quelque voisin par aventure en-
 „ nemi ou malvuillant de celui qui les chasse, &
 „ ainsi par division de ceux de dedans le pays y en-
 „ treront ceux de dehors. Est-il nulle playe, ne
 „ persécution si grande que guerre entre les amis &
 „ ceux qui se cognoissent, ne nulle haine si horrible
 „ & mortelle? Des ennemis étrangers, quand le
 „ dedans est uny, on s'en défend aisément; car ils
 „ n'ont nulles intelligences ne accointances à ceux
 „ du Royaume. Cuidez-vous qu'un Prince mal fa-
 „ ge, solement acompagné cognoisse venir cette
 „ malefortune de loin, que d'avoir division entre
 „ les siens, ne qu'il pense que cela lui puisse venir,
 „ ne qu'il vienne de Dieu. Il ne s'entrouve point
 „ pis disné, ne pis couché, ne moins de chevaux
 „ ne moins de robes, mais beaucoup mieux accom-
 „ pagné. Car il atire les gens & leur promet &
 „ départ les dépouilles de ceux qu'il aura chassés
 „ & donne du sien pour accroître sa renommée. A
 „ l'heure qu'il y pensera le moins Dieu lui fera
 „ soudre un ennemi dont par aventure jamais il

„ ne se fut advisé. Lors lui naîtront les pensées
 „ & suspicions de ceux qu'il aura offensés, & aura
 „ crainte d'assez de personnes qui ne lui veulent
 „ aucun mal faire.”

X^e L E T T R E

De M. de Sorbouet à M. de Maupeou.

Plus je réfléchis, Monseigneur, à la protestation des Princes, & plus j'y aperçois d'analogie avec vos vues, de raport à votre façon de penser. Toute votre querelle vient d'un mal entendu, & j'explique ma pensée. Toute paradoxale qu'elle puisse paroître d'abord, elle est dans la plus exacte logique.

Votre dessein, Monseigneur, est de rendre à la nation ses loix & ses droits. Le Princes n'en avoient point d'autre que de les conserver. Votre système est de faire désormais la demande de l'impôt aux Etats de France qui sont le corps même de la nation dans lequel elle existe & peut voter. Les Princes du Sang qui savoient comme vous que l'impôt, pour être légitime, doit être accordé par la nation ou ses représentants, & qui voyoient que le ministère s'adressoit aux Parlements pour l'octroi & la vérification de l'impôt, se sont imaginés que ces Cours étoient, ou les représentants de la nation, ou les représentants des Etats généraux, & commetels indestructibles & inamovibles: que les détruire étoit donc un acte de despotisme qui ataquoit la nation elle-même, & opprimoit sa liberté dans son principe. Les Princes du Sang doivent être aujourd'hui bien surpris d'apprendre que les officiers de justice nommés par le Roi, amovibles à sa volonté, & ils se demandent l'un à l'autre: Comment donc a-t-on osé exiger la vérification de l'impôt de gens totale-

ment dans la dépendance du Roi ? Comment ces officiers de Justice ont-ils pu se prêter à vendre ainsi les droits de leur patrie, sans qu'elle les leur eût confiés ? Comment la nation ne s'est-elle pas soulevée contre de pareils abus d'autorité & de confiance ?

En effet, si les Parlements ne sont qu'officiers de justice nommés par le Roi pour promulguer la loi & la faire exécuter, faire pendre les voleurs & prononcer sur les procès civils ; s'ils sont amovibles à volonté, les Princes du Sang ont dû être étrangement surpris de ce que l'on avoit osé exiger la vérification de l'impôt de gens qui par leur nature & leur essence n'avoient pas plus le droit de l'accorder que le moindre bourgeois de Paris.

Les Princes du Sang, Monseigneur, en favoient peut-être autant que vous sur cet objet, mais ils ont apparemment pensés qu'il étoit plus avantageux de laisser subsister d'anciens préjugés que le temps rendoit respectables aux yeux des peuples, qu'il valoit mieux les laisser dans l'erreur sur la nature des Parlements, que de lever le voile d'un mystère d'iniquité aussi épouvantable tramé par le Gouvernement. Pourquoi arracher cruellement à un peuple esclave de bonne grace le mérite de sa soumission, le phantôme qui lui représente son ancienne liberté ?

Savez-vous bien, Monseigneur, que si les ministres vos prédécesseurs pensoient effectivement que les Parlements ne tenoient pas la place des Etats généraux, ils n'ont dû ni pu les engager ni les obliger à vérifier l'impôt, que toutes ces vérifications sont nulles par elles-mêmes, & n'obligent aucun citoyen. Savez-vous bien qu'ils ont commis vis à vis de la nation un crime horrible, & que si, com-

me on n'en peut douter, il existe un Dieu vengeur, on ne peut envisager sans frémir les suplices qu'ils doivent un jour en attendre. A leur place ma conscience seroit déchirée de furieux remords, & je n'envisagerois pas cette pensée sans un tremblement universel de tous mes membres. Et peut-être le peu de stabilité que la Providence a voulu laisser à toutes les places du ministère pendant ce règne, annonce d'avance le châtement qu'elle leur destine.

Ce sont vos vues qui m'ont éclairci le raisonnement des Princes que je n'avois pas bien conçu d'abord. Les Parlements sont-ils Tribunaux de la nation? Ils sont inamovibles, & il est de notre devoir de réclamer contre toute entreprise qui peut donner atteinte à leur autorité. Ne le sont-ils pas? Nous le voulons bien, mais ce n'est donc point à eux à accorder l'impôt, puisqu'il ne peut l'être que par un Corps qui soit représentatif de la nation, ou par la nation elle-même légitimement assemblée & rentrée dans ses anciens droits.

J'ai peur que M. l'Observateur n'ait pas fait l'attention nécessaire à la force de ce raisonnement. J'aurois désiré qu'il eût dit moins de mots & plus de choses, & qu'au moins il eût mis un peu plus de décence dans ses termes. En effet, quand même les Princes du Sang se trouveroient avoir tort dans le fait, ne devoit-on pas leur savoir un gré infini d'être venus courageusement au secours de la nation qu'ils croyoient opprimée, & d'avoir réclamé ses droits, d'autant plus qu'aujourd'hui peu de personnes, excepté vous, Monseigneur, se mêlent d'être les Don Quixotte de la patrie.

Je conclus de tout ceci que les Princes du Sang & vous devez être les meilleurs amis du monde.

Cependant, Monseigneur, je vous conseille d'avertir le Brun votre ami de ne jamais prononcer le nom de l'Observateur, car il pourroit bien mourir sous le bâton.

Encore un coup, Monseigneur, je prends la liberté de vous répéter que quand la protestation des Princes seroit tout-à-fait dénuée de principes, il ne faudroit pass'en prendre absolument aux Princes mêmes, il faudroit plutôt les plaindre d'avoir prêté l'oreille aux conseils de ceux qui les aprochent; comme a dit si élégamment l'auteur du *Fin mot de l'Affaire*. En effet, M. le Duc d'Orléans par exemple est si mal entouré! Il a pour premier gentilhomme un sieur de Pons qui n'a pas une réputation établie comme la votre, Monseigneur. C'est cet homme qui cependant étoit chargé de présider à l'éducation de M. le Duc de Chartres. Il partageoit ce soin important avec un Foncemagne, un Châteaubrun, un Abé Allair, tous gens sans principes & sans mœurs, & qui avec cela veulent faire les entendus. Vous savez encore, Monseigneur, qu'il a dans son Conseil un *Belleïste*, un *Pithoist* &c. petits esprits attachés à de vieilles maximes, & fort opiniâtres dans leurs sentiments.

Ah! quelle différence entre ceux que vous honorez de votre confiance & ces especes-là! Vos amis à vous, Monseigneur, sont un N. Linguet, le Brutus & le Cicéron de nos jours; un M. le Brun, l'homme le plus versé dans la connoissance de notre droit public; un M. Mayon, la probité même; un M. Langelé, la candeur personifiée; un M. Cromot, dont on n'a pu payer le mérite qu'en lui donnant une charge occupée du tems de Gaston frere du Roi par Duplessis Praslin Maréchal de France, & pour bien l'apanage des puînés de la Maison d'Alençon.

Et

Et vos Conseils, Monseigneur, quels sont-ils ? L'illustre Abé Terray, ce génie profond, ce savant calculateur jusqu'à la soustraction inclusivement; M. Foulon, le *nec plus ultra* des Intendans. J'oubliois votre intime, cet incomparable (je ne fais s'il faut le ranger dans la classe de vos Conseillers ou de vos amis) M. Zamore, gentilhomme caudataire de Madame du Barry.

Personne plus que moi, Monseigneur, n'est occupé à vous prôner & à faire votre apologie. Vous trouverez ci-joint une lettre que j'adresse à un de mes anciens confreres du Grand-Conseil. Je crois qu'elle est dans le sens que vous désirez, & que j'ai faisi parfaitement bien toutes vos idées. C'est un homme simple qui me faisoit le plus la guerre sur le parti que j'ai cru devoir suivre; du reste bon humain; & c'est ce qui m'a engagé à entreprendre sa conversion. J'espère qu'il sera à nous quelquejour. Ne pourriez vous pas m'autoriser à lui faire quelques petites propositions sonores ?

Quant à moi, Monseigneur, je suis bien fâché que le piteux état auquel je suis réduit me force à vous toucher encore un mot de la pension; mais j'ose me flater que mes services ont encore quelques degrés d'importance de plus que ceux de M. l'Observateur, qui, pour peu qu'il ait été payé *in ære*, l'aura toujours été trop cher. Je ne suis point jaloux assurément de ce que votre *friseur* a pu recevoir, parce qu'en vérité il est tout-à-fait drôle. Je n'envie point non plus la récompense de l'auteur du petit écrit intitulé: *La tête leur tourne*. Je trouve effectivement qu'il a beaucoup d'esprit; c'est à lui une façon honête de vous faire sa cour, que de prendre pour titre de son livre l'état où vous a

réduit la malheureuse passion que votre cœur a conçue pour la patrie. Je me souviendrai toujours, Monseigneur, que vous en êtes *amoureux fou*..

Au surplus, je reconnois dans tous ces jolis petits écrits, le développement de votre système contre les Parlements. Il est vrai qu'on ne parle dans aucun des droits de la nation, qu'ils sont par-tout regardés comme nuls; mais c'est que vous vous réserviez le fin mot. Vous gardiez pour vous l'honneur & le mérite du dénouement, en lui annonçant vous-même que vous êtes chargé du soin de la venger, & de la rétablir dans son ancienne splendeur.

Je finis ma lettre, Monseigneur, en vous répétant une plaisanterie qui court tout Paris, & qui pourra vous accuser: On dit que si M. Foulon a part à l'administration, comme il s'y attend lui, M. de Boissnes, M. l'Abé Terray & vous, vous ferez les quatre meilleurs joueurs de Wist du royaume, parce que vous êtes tous parfaitement habiles pour donner à gauche, conserver pour vous les honneurs & gagner toutes les parties, en mettant les gens au cri.

Je suis, avec le plus profond respect, Monseigneur, &c.

A Paris, ce 4 juin 1771.

X I e L E T T R E.

*De M. de Sorbouet à M. ***, ancien
Conseiller du Grand-Conseil.*

M'acablerez-vous encore de reproches, mon ancien confrere, & me regarderez-vous comme perdu d'honneur à jamais, ainsi que tous les membres qui

composent le nouveau Parlement. Maintenant que vous avez entre les mains les preuves les plus complètes de la juste punition de l'ancien, & du zèle patriotique de M. de Maupeou.

Jugez vous-même s'il a tant de tort d'avoir pulvérisé une compagnie que ses vues d'ambition avoient rendue plus pernicieuse à la patrie, qu'elle ne lui avoit jamais été profitable, dont quelques membres s'enrichissoient de nos dépouilles, en paroissant défendre nos biens contre l'avarice des ministres. Benissons-le donc ensemble, cet excellent citoyen, digne de l'ancienne Rome, ce Chancelier si vertueux, si sage, si attentif au bien de la patrie, & à la conservation de ses droits, dont la politique habile nous a délivrés de ces petits despotes, fabricateurs de tous les maux que nous souffrons.

Mais vous me direz encore (car votre ancien Parlement vous tient toujours furieusement au cœur): „ Le crime des particuliers n'est pas tou-
 „ jours celui du corps, & il est injuste de confon-
 „ dre l'innocent avec le coupable. Que devoient
 „ faire ces Magistrats? Que pouvoient-ils faire,
 „ lorsqu'ils ont vu que la matiere importante de
 „ l'impôt prenoit une si facheuse tournure. Je veux
 „ vous mettre au pied du mur. Je suppose que le
 „ Roi ait envoyé à son ancienne Cour de Parlement
 „ l'Edit de création d'un nouveau vingtieme à per-
 „ pétuité. Ne devoit-elle pas se trouver dans le
 „ plus affreux embarras, déplaire souverainement
 „ au Roi, ou signer le malheur du peuple? Je n'y
 „ voyois pas de milieu, & assurément je la trouve
 „ plus digne de pitié que de haine; car enfin, d'a-
 „ près la coutume de lui en envoyer la vérificati-
 „ on, qu'on pouvoit regarder comme ayant acquis
 „ force de loi par le laps du temps, il falloit bien
 „ délibérer sur l'enregistrement. Elle l'auroit refu-

„ fé ? C'est bien dit ; mais un Lit de Justice l'au-
 „ roit fait faire. Elle auroit fait des protestations
 „ contre le Lit de Justice ? On les auroit biffées,
 „ & l'impôt se feroit perçu comme bien & duement
 „ vérifié, & légalement enrégistré. Tirez-vous de
 „ la difficulté, si vous voulez que je croie au prétendu
 „ crime de félonie des Cours de Parlement. Mais
 „ je vous vois venir : Il falloit que la Cour fit un
 „ Arrêt de défense, & qu'elle fit pendre comme le
 „ Parlement de Rouen s'en est donné les airs, il y
 „ a quelques années, les préposés à la levée des
 „ impôts établis par Edits qu'elle auroit refusé
 „ d'enregistrer d'après une délibération libre.

Non non, mon ancien confrère, ce n'est pas assurément là ma pensée, & jamais elle ne m'est venue dans l'esprit. En effet, outre qu'il eût été du dernier ridicule qu'une Cour qui doit intituler ses Arrêts, *Louis par la grace de Dieu*, &c. défendit à *Louis par la grace de Dieu*, &c. de faire exécuter ses volontés, une pareille démarche auroit pû s'appeler, *élever autorité contre autorité, autel contre autel, & Rome contre Rome*, ç'auroit été déployer l'étendard de la désobéissance trop ordinairement suivie de la rébellion. Dieu me garde d'avoir conçu cette idée. Le biais que les Cours devoient prendre, n'étoit pas celui d'atifer le feu de la sédition. La marche qu'elles avoient à suivre étoit plus simple & moins dangereuse. Elles devoient renoncer généreusement à une autorité imaginaire pour conserver la véritable, la seule qui leur pût appartenir, renvoyer l'Edit au Roi, & au lieu de remontrances inutiles, lui écrire respectueusement pour le remercier de l'honneur que S. M. vouloit bien leur faire, en les chargeant d'un point important de son administration, l'honneur qu'elles ne pouvoient accepter, qu'elles refuseroient constamment,

parce qu'il n'étoit point de leur compétence, & que leurs membres n'étoient *ni courtisans ni ministres*, comme le premier Président de la Vacquerie ne fit pas difficulté de le dire au Roi Louis XI. au nom de sa compagnie; que du reste comme les premiers officiers de sa justice, comme ses bons & fideles serviteurs, ils osoient lui faire observer que son Edit ataquoit la loi la plus sacrée de son royaume, la propriété des biens de ses sujets; que le consentement libre de la nation, étoit le seul moyen qui pût concilier le besoin de ses finances avec la justice prescrite par le droit de la nature, autant que par celui de la nation; que pour l'obtenir il faloit assembler les Etats généraux, à qui seuls il apartenoit de décider si le peuple pouvoit & devoit renoncer à l'intégrité de son droit primitif sur la propriété des biens qui sont à lui, comme cela avoit toujours été pratiqué en pareil cas, notamment depuis le temps du bon Roi Saint Louis vers l'an 1240, jusqu'en 1615. Cette lettre lui auroit fait sentir d'une façon aussi respectueuse qu'elle s'atendoit bien que ses ministres tâcheroient de le déterminer à venir tenir un Lit de Justice, ou à faire transcrire militairement & illégalement l'Edit sur les régistres, par quelque porteur d'ordres revêtu des foudres de l'autorité absolue; mais que le faire, ce seroit dire publiquement à ses sujets que sans avoir égard à la loi sacrée de la propriété, il vouloit envahir leurs biens suivant son bon plaisir, obtenir par la violence & par l'injustice ce qu'il n'avoit pas droit d'exiger; que bien qu'il fut crée de Dieu & choisi par la nation, dans la personne de Hugues Capet son aïeul, pour la gouverner suivant ses loix, pour empêcher les entreprises de quiconque oseroit tenter de s'approprier le bien d'autrui; pour punir par des suppli-

ces effrayants ceux qui l'auroient osés, il vouloit cependant que ses ministres ou intendants de province, pussent voler, vexer, piller ses peuples plus éfrontément & plus impunément que les Cartouche, que les Raffiat, & tous ceux qui ont expirés sur la roue ou sous le glaive de sa justice.

Si malgré cette lettre, le Roi eût voulu passer outre, & faire enrégistrer & percevoir l'impôt, la Cour auroit arrêté qu'attendu que jamais un Roi de France, ni d'aucun autre pays, despote ou non, ne pouvoit rendre un pareil Edit; qu'attendu que la Cour n'eût jamais le droit de le vérifier; qu'attendu qu'elle vouloit concilier le respect pour son Souverain avec ce qu'elle doit à la justice, à la nation & à son serment, elle ne protesteroit point contre la transcription illégale dudit Edit sur les registres, puisqu'elle étoit nulle de fait & de droit, mais ne concouroit aucunement à son exécution, avant qu'il lui eût aparu du consentement libre des Etats Généraux, & ordonnoit à tous officiers inférieurs dans l'étendue du ressort de tenir la même-conduite. Il en seroit arrivé que les traitants ou receveurs, auroient poursuivis le citoyen qui auroit refusé le paiement du quatrième vingtième, que n'en pouvant rien obtenir, il auroit été forcé de recourir à la justice, & que le procès se feroit enfin porté devant la Cour qui se trouvant liée par son arrêté ci-dessus, & ne pouvant concourir à une violence illégale l'auroit débouté de sa demande, & condamné à payer les frais.

Voilà quel avis j'aurois ouvert, mon ancien con-

frere, dans pareille circonstance, si jeusse eu l'honneur d'être membre de l'ancien Parlement. Je n'ai pas moi particulier, le droit d'oposer une résistance active au Souverain, s'il lui plait d'ôter la vie, l'honneur ou les biens à un de ses sujets quelconque contre les formes prescrites par les loix, mais tout citoyen a une force d'inertie qui ne lui permet pas de concourir à une injustice manifeste, & tout bon magistrat doit au Roi par dessus le simple citoyen, de presenter à ses yeux la vérité, jusqu'à ce qu'il l'ait reconnue, & de réclamer éternellement contre l'abus de son pouvoir, abus aussi funeste au véritable intérêt du Prince, qu'à la nation-même dont ses ministres voudroient le faire devenir le tyran. Par ce moyen, au lieu de m'atirer le mépris des nobles, la haine des peuples, au lieu de m'exposer à la disgrâce de mon Souverain, j'aurois concilié l'honneur de ma Compagnie avec son devoir. Je serois resté membre de la Cour des Pairs, de la première Cour de justice du Royaume, dépositaire des anciennes loix & des anciens usages; chargée par l'esprit de son institution & par une foule d'Ordonnances d'ouvrir les yeux du Roi sur l'utilité ou les inconvénients du pouvoir législatif & de ses effets, qui réside en eux concuremment avec les Etats généraux du Royaume, chargée d'enrégistrer les traités de paix & d'aliance; & de la garantie des emprunts du Souverain avec les autres nations, conservatrice de la foi & de la confiance publique, chargée d'enrégistrer les apanages des Princes, de vérifier les Duchés Pairies, Juge de la noblesse des

grands Officiers de la Couronne & des peuples de son immense ressort, conservatrice du domaine, administratrice de la grande police du Royaume, protectrice des bonnes mœurs, objet du respect des ministres & de l'amour des peuples, inamovible dans l'universalité, comme dans la personnalité de ses membres. Content de ces hautes prérogatives, mon cœur n'en eût point ambitionné d'autres. Quand les finances de mon Roi auroient été épuisées, il se seroit adressé à la nation pour en réparer le désordre, comme ont fait nos plus sages Monarques. Il n'eût effuyé de refus, & ses deniers ne seroient pas devenus la proie des vautours dévorants, qui sont sans cesse autour de lui pour lui déchirer le foye, comme celui de Prométhée, dès qu'il a semblé renaître. L'œil vigilant de la nation eût toujours été ouvert sur les mains des ministres, des sous-ministres, des intendants, & de cette foule inombrable de voleurs publics qui les entourent pour les aider dans leurs rapines, afin d'avoir part au butin. Les Rois eux-mêmes auroient eu honte de sucer le sang de leurs peuples apauvris pour des objets de fantaisie, ou pour acheter à ce prix leurs plaisirs, la nation beniroit ses Monarques, & les Monarques régneroient en peres sur des peuples florissans, libres & soumis. Le Monarque des François d'un seul de ses regards feroit trembler les ennemis de son Etat. L'Europe seroit remplie de son nom, éblouie de l'éclat de sa Majesté. L'univers deviendrait le théâtre de sa gloire & de sa magnificence. Les bouches de tous

les hommes feroient les trompettes, les hérauts de la félicité, & de celle dont il nous auroit fait jouir, & son cœur le centre où se réuniroient notre amour, nos respects, nos espérances & nos adorations.

Alors, mon cher confrere, alors je me ferois fait un devoir de promulguer avec le plus grand empressement l'Edit consacré par le consentement libre de la nation, de concourir à son exécution & par le sacrifice volontaire de ma fortune, & par l'autorité de ma charge, comme magistrat fidele & comme citoyen zélé.

Il est donc bien réellement démontré que c'est la faute du Parlement de Paris, si nous sommes réduits à regréter des temps plus heureux, & que son ambition démesurée est une des principales causes de la ruine de l'Etat. C'est ce crime odieux dont M. de Maupeou les accuse devant la nation, & les punit. *

Si donc il arrivoit jamais, mon ancien confrere, (& puisse Dieu en écarter pour toujours le funeste présage) s'il arrivoit donc qu'on envoyât quelque Edit pareil à vérifier au nouveau Parlement, que l'exemple de nos prédécesseurs nous rende sages. C'est une leçon bien utile que M. de Maupeou nous donne pour nous apprendre à ne point l'enrégistrer, à ne point le recevoir, à n'y point délibérer, qu'il ne nous ait aparçu du consentement libre de la nation légitimement assemblée. Car je ne puis pas supposer que nous ayons été créés pour coopérer au mal-

* Il ne faut pas cependant perdre de vue que ce sont les ministres, qui, comme il a été dit plus haut, ont contribué plus que les Parlements à donner aux enrégistremens des Cours ce poids & cette considération dont ils ont par la suite abusés si fréquemment & d'une manière si ruinieuse pour l'Etat.

heur de nos concitoyens- Les nobles projets dont M. de Maupeou m'a fait part, & ses vertus m'en font garants, & non-seulement ses vertus, mais la formation-même de notre Compagnie. En effet tenant du Roi nos offices par un pur don de sa libéralité, étant à ses gages sans finance préalablement donnée, dans une entière dépendance du Gouvernement, & dans-le plus grand besoin de ses gratifications & de sa faveur, si l'on nous chargeoit de vérifier l'impôt, si l'on nous adressoit quelque Edit, Ordonnance, Déclaration, Lettres patentes ou closes contre les loix de l'Etat ou les formes ordinaires de la justice, le masque seroit-il difficile à lever, & la nation entière ne s'apercevroit-elle pas que nos remontrances ne peuvent être qu'illusoires, que concertées; que notre résistance actuelle n'est qu'un vain phantôme sur lequel on lui fait porter la vue pour la rendre ensuite le jouet de l'arbitraire. Elle nous traiteroit avec raison de lâches complaisants, de valets mercénaires, dont les yeux sont nécessairement fixés sur ceux du Maître pour être attentifs à tous leurs mouvements & obéir à ses moindres caprices. Et dans ce cas-là nous aurions été créés seulement, au vu & au su de la nation indignée, pour devenir les fléaux de la patrie, les bureaux de nos concitoyens, les coopérateurs de l'affreux despotisme que vous craignez. Nous ne serions qu'une Cour d'injustice érigée pour palier les crimes qu'un ministre hypocrite & tout puissant sur l'esprit du Monarque feroit exécuter par nos Arrêts.

Mais jusqu'à ce que M. de Maupeou exige de nous la vérification de quelque nouvel impôt, ou la contravention aux formes judiciaires sagement établies par les Ordonnances, perfidie dont je ne le crois pas capable de concevoir seulement l'idée, ayez pour agréable, mon cher Confrere, d'ajouter

ter un peu plus de foi à ses reliques. Jusqu'à ce jour, je vous demande la permission de conserver la bonne opinion que j'ai de sa sagesse & de sa vertu, de le regarder comme le vengeur de la nation, & non comme son cruel destructeur, comme un ministre prudent, ami du Monarque & de la Monarchie, & non pas comme le vil esclave d'un despote, & l'infâme artisan du despotisme.

Mais si contre mon attente, il vouloit se prévaloir de la mauvaise composition de notre Compagnie, de l'indigence de plusieurs de mes confreres qui logés n'a gueres dans des greniers, sont descendus à des seconds par son ordre, qui sans aucune connoissance de la forme judiciaire ni des loix, n'ont pris les degrés qu'à son instigation, & n'ont de science que celle qu'il leur a infusé par l'impression du pouvoir suprême, qui étant nés de rien, n'ayant rien, n'ont pas même leur honneur à risquer, & ont tout à se promettre de sa faveur, alors, alors j'avouerai volontiers avec vous que M. de Maupeou est le monstre le plus abominable que l'enfer ait pu produire pour le malheur de la France, l'hypocrite le plus damnable, le scélérat le plus déterminé; que les Jacques Clément, les Ravail-lac, les Damien doivent lui céder la premiere place dans leur troupe paricide; que les Vêpres Sici-liennes, la Saint Barthelemi, les tristes journées de Fontenai, de Poitiers, d'Azincourt, de Malplaquet sont des jours heureux pour la nation, en comparai-son de celui où le traître a pris naissance, puisqu'ils n'ont détruits qu'une partie des François, & que cet impie anéantit jusqu'à leur nom. Quel bon citoyen alors, s'il en reste encore quelques-uns, ne bri-gueroit pas l'honneur d'avoir forgé l'arme, d'avoir chargé l'arme, d'avoir tiré l'arme qui vengeroit la

patrie en la délivrant à jamais du félerat qui l'a perdue.

J'ai l'honneur d'être, mon ancien Confrere, &c,

XII^e L E T T R E

De M. de Maupeau à M. de Sorbouet

A Versailles ce 6 Juin 1771.

Je suis enchanté, mon ami, de votre lettre à M. * * * votre ancien confrere. Elle est charmante, délicieuse. Vous êtes entré à merveille dans toutes mes vues. C'est l'expression toute pure de mes sentimens patriotiques. Vous pouvez dire à tous vos amis que je consens volontiers à perdre mon honneur, oui, à perdre mon honneur & tout ce que j'ai de plus cher au monde, s'il m'arive jamais de sceller un Edit d'impôt adressé à un Parlement quelconque, sans qu'il m'ait aparu préalablement du libre consentement de la nation légitimement assemblée.

Votre pension de 12000 liv. est expédiée. En attendant vous trouverez ci-joint quatre ordonances de comptant sur le trésor royal, chacune de 2000 liv. pour vous aider à en payer le dixieme, sans que votre portion congrue en souffre. Vous voyez que je vous fers en ami. Soyez-moi toujours fidele. Songez à monapologie & à me faire des creatures.

J'apprends au moment même la nomination de M. d'Aiguillon aux affaires étrangères Depuis cinq jours il étoit bien visible qu'on ne pouroit pas l'empêcher. Je profite du conseil que vous m'aviez donné dans une de vos lettres. Je vole chez Mes-

dames du Barry pour les embrasser toutes deux.
Laissez-moi faire, je jouerai bien mon rôle.

Dans huit jours nous comencerons notre partie de
Wist.

Adieu, mon Ami.

F I N.



II^e S U I T E *

DE LA CORRESPONDANCE.

L E T T R E X I I I .

D E M. D E M E A U P E O U

A M. D E S O R H O U E T .

A Versailles, ce 9 juin 1771.

Mon ami , l'instant critique de la nomination de M. d'Aiguillon aux affaires étrangères , n'a pas laissé que de me donner bien du tourment. Le peu de temps dont J'ai pu disposer , ne m'avoit pas permis de répondre plus au long à votre dernière lettre. Sçavez-vous bien , mon cœur , que celle à votre ancien Confrere est un petit chef-d'œuvre ? Il n'est point question de vous complimenter sur les jolies tournures de phrases dont vous vous êtes servi pour le convaincre de la droiture de mes vues , (ce n'est qu'une écorce agréable dont vous enveloppez des choses excellentes) mais bien sur votre sagacité à les saisir , & sur la pénétration de votre esprit.

Vous êtes réellement dans la bonne voie. Je vous ai communiqué les bons principes sur la conduite que doivent tenir les Cours en matière d'impôts : faites les adopter par votre Compagnie ; ce n'est

* Cette suite a paru au mois d'Août 1771.

qu'en s'y conformant avec la plus grande exactitude, qu'elle peut acquérir la considération & l'estime universelle. Elle auroit doublement tort, si l'exemple de vos Prédécesseurs ne lui servoit pas de leçon : d'ailleurs vous avez l'avantage au-dessus d'eux d'être à la fois Parlement & Cour des Aides, ce qui nécessite le redevable & le traitant d'avoir affaire à vous.

Mettez-vous bien dans la tête que vous ne pouvez pas conserver ensemble une autorité imaginaire, & une autorité réelle.

Si l'ancien Parlement n'eût jamais voulu se mêler que de ses affaires, jamais Ministre eût-il entrepris de l'humilier ? Si scrupuleux administrateur de la Justice & des anciennes Ordonnances du Royaume sur les bleds & autres objets de Police, il n'eût jamais souffert qu'on y donnât atteinte par des projets ruineux. Pensez-vous qu'un Ministre, quelque puissant qu'on le suppose, eût jamais osé manœuvrer sa destruction ? O mon ami, qu'il a fait de fautes essentielles en fait de politique dans ces dernières circonstances ! J'en ai su profiter habilement pour la réussite de mes desseins, & la punition de ses anciens méfaits : si son ambition ne l'eût pas aveuglé au point de ne pas appercevoir la fécondité, la solidité des raisonnemens, d'après lesquels il auroit dû refuser la vérification de l'impôt, il étoit temps encore de regagner l'amitié de la Noblesse & le respect des peuples ; il pouvoit encore y prétendre : il ne l'a pas fait. Soyez plus sages, & vous ne tarderez pas à obtenir l'un & l'autre.

Pour vous rendre la chose sensible par un exemple, persuadez-vous bien que le Parlement de Paris, ou de toute autre Province, n'a pas plus de droit que le Parlement de Bretagne à la vérification de l'impôt.

Lorsque le Roi me nomma son Chancelier, je trouvai ce Parlement totalement anéanti: tous ses Membres étoient dans un état aussi fâcheux que l'état actuel de vos Prédécesseurs; cinquante scélérats occupoient leurs places. Je m'informai soigneusement de la cause qui avoit préparé leur disgrâce: j'appris qu'ils avoient donné leur démission; ce qui me prévint d'abord horriblement contr'eux; mais ensuite quand je fus convaincu qu'ils n'avoient pris ce parti, que parce qu'ils n'avoient jamais voulu se prêter à l'enregistrement illégal des deux sols pour livre du Dixième, attendu que cet impôt n'avoit pas été préalablement consenti par les Etats de la Province, je n'apperçus plus dans les Membres de ce Parlement que des Magistrats vertueux, qui avoient mieux aimé une non-existence & la perte totale de leur fortune, que de coopérer au malheur de leurs concitoyens, & de fournir des armes au Despotisme. C'est ce qui m'a engagé à employer tout mon crédit pour les faire rétablir.

Si tous les Parlemens, par une unité de principes, se lioient entr'eux, & faisoient un arrêté sage pour refuser de concourir jamais à la loi de l'impôt, en déclarant que c'est à la Nation seule de l'accorder, & qu'on ne peut l'exiger que de son consentement sans une injustice manifeste & un violement de toutes les règles. je vous demande si l'Abbé Terray eût jamais osé se faire Contrôleur-Général, & si sa bonne amie Madame de la Garde eût depuis 18 mois gagné dix-huit cens mille livres.

Les François se plaignent de leur esclavage; c'est que la Nation a été trahie par ceux à qui elle a sottement laissé usurper ses droits: qu'elle les réclame donc aujourd'hui avec cette fermeté noble & généreuse que l'Europe admiroit autrefois.

Que

Que les Parlemens, que les Princes, que la Noblesse, que les Villes ne se lassent pas de porter au pied du Trône cette Réclamation universelle; que chaque citoyen refuse de payer l'impôt, jusqu'à ce que la Nation l'ait consenti, & tout rentrera dans l'ordre. Les Rois auront leur puissance, les Parlemens leur crédit, la Nation ses droits. Les Ministres mal intentionnés trembleront alors de tromper les uns, de braver les autres, & d'affervir des peuples libres & courageux, qui n'opposeront à l'injustice qu'une force d'inertie, mais universelle, & qui ne se démentira jamais.

Trouvez, mon ami, dans la France entière un citoyen qui parle comme moi. Les ennemis de ma gloire viendront dire ensuite que je déploie l'éten-dard de la tyrannie; que je suis l'infâme artisan du Despotisme. Personne n'est plus convaincu que moi des affreux malheurs qu'il entraîne: si les Ministres n'avoient aucune barrière devant eux, il viendrait bientôt un temps, & peut-être il n'est pas loin, où la force & la nécessité des choses entraîneroient tout. Ici ma prévoyance est infaillible; L'économie diminuera en proportion de l'augmentation des facilités pour réparer les vuides; le pillage augmentera en proportion de l'instabilité des places; les rentrées de deniers décroîtront par l'extinction du commerce, de la circulation, de la confiance, des consommations; les besoins urgens augmenteront à cet excès qui rend tout possible & tout faisable: il n'y a point alors de projets de finance qui ne soient présentés, & qui ne passent. Le cœur du Monarque en gémit, mais il sera lui-même entraîné; ses yeux ne verront, ses oreilles n'entendront que l'image & le cri de la nécessité: il faudra céder au cours forcé des événemens, & c'est alors que de nouveaux vingtièmes en pleine paix, des

augmentations de tailles, des surcharges sur les denrées les plus nécessaires, des privilèges exclusifs & meurtriers acquis à prix d'argent; des réuni-
ons au Domaine; des taxes forcées, des banqueroutes ouvertes ou déguisées, particulières ou générales, seront converties en loi par un porteur d'ordre, & dans tout le Royaume frapperont sur la propriété du citoyen, ces coups destructeurs qui sont le présage certain de la chute des Empires. C'est alors que les Traités-mêmes, faits avec les Provinces réunies, succomberont sous les pouvoirs arbitraires: le Roi y sera amené sans le vouloir. La multitude des besoins le forcera de faire aux Etats Provinciaux des demandes exorbitantes: leur indigence les obligera de refuser leur accession; la Recette pressée, la nécessité commande, les Etats résistent, on peut les détruire. Une loi enregistrée à Paris par un Porteur d'ordre, & sur laquelle le Conseil de la Province n'aura pas même le droit de délibérer, la privera de la forme de son administration, & l'impôt sera perçu d'autorité absolue.

Ma conduite à l'égard du Parlement de Paris me force d'en tenir un vis-à-vis de la Nation, qui prévienne tous ses maux, & je ne connois pas un présent plus digne d'elle & de moi, que de lui rendre ses Etats Généraux. Si je n'effectuois pas mes promesses, je croirois moi-même mériter toutes les qualifications contenues dans la fin de votre lettre à votre ancien Confrère.

Je vous quitte, mon ami, écrivez-moi souvent: n'oubliez pas sur-tout les petites anecdotes; vous sçavez que je les aime.

J'oubliois de vous mander que l'affaire de *Foulon* est faite: il est Intendant des Finances sans Département, & le petit *Cochin* a un Département sans titre; car tel est le bon plaisir de l'Abbé.

L E T T R E X I V.

Dé M. de Sorbouet à M. de Meaupeou.

M O N S E I G N E U R ,

J'attends avec une extrême impatience la réponse de mon ancien Confrere ; Je ne doute point qu'elle ne contienne les plus grands éloges de votre amour patriotique, & qu'elle ne soit extrêmement flatteuse & pour vous & pour moi. Votre projet des Etats Généraux l'aura séduit ; il va croire à vos vertus aussi fermement que moi. J'aurai la gloire d'en avoir fait votre plus zélé partisan : je vous suppose trop de grandeur d'ame pour lui savoir jamais mauvais gré d'avoir été pendant quelque temps d'une opinion contraire : car vous avouerez avec moi, Monseigneur, qu'en vous jugeant d'après les apparences, en réunissant ce que vous avez fait, principalement depuis plus de six mois, les coups d'autorité multipliés, les Lettres de Cachet, les confiscations, les exils, les suppressions, les cassations qui ont réduit plus de deux mille familles à l'aumône, & répandu partout la désolation ; il étoit réellement difficile d'imaginer que vous fussiez amoureux fou de votre chere Patrie. Peut-il être donné à tout le monde de sonder la profondeur de vos projets, de vous suivre dans ce cahos politique où vous vous perdez, pour en faire éclorre ensuite le soleil brillant de la félicité des peuples ? Mon confrere pouvoit-il croire que tous les maux dont vous affligez la France, étoient autant de moyens secrets dont vous vous serviez pour la rétablir dans son ancienne splendeur ?

Je suis tout glorieux, Monseigneur, d'avoir rencontré si juste la tournure qu'il étoit convenable de donner à la lettre que je lui écrivois, en lui envoyant les pièces fondamentales de votre apologie. Mon amour propre n'a pas été moins flatté des preuves que vous m'avez données de votre satisfaction. Que vous avez bien l'art d'attacher à vous de plus en plus ceux qui vous aiment ! Quelle éloquence naturelle, Monseigneur ! La plume de votre Grandeur est toute d'or ; mais la mienne ne trouve plus de termes pour peindre mon admiration & ma reconnaissance. La pension, ce petit soin que vous avez pris de m'envoyer des Ordonnances de comptant pour la mettre à l'abri des impositions Royales, m'ont pénétrés : si vous pouviez lire dans mon ame, que vous y verriez de joie, de tendresse, d'amour & de soumission à toutes vos volontés.

Telle est cependant, Monseigneur, la condition de l'humaine nature, & de tout ce qui en dépend ; il n'est point de bien qui n'entraîne après soi quelque léger inconvénient. La confiance que j'ai dans vos bontés m'autorise à vous faire part de ce qui a un peu troublé ma satisfaction.

Les nouveaux témoignages que j'ai reçus de votre bienveillance ont transpirés ; M M. Langelé & De bonnaire n'ont pas jugés à propos de me faire grace du compliment : il ne falloit pas être bien fin pour s'apercevoir à l'air & au ton dont ils m'en ont parlés, qu'ils en étoient secrètement jaloux. Hélas ! Ne pourrez vous donc, Monseigneur, honorer de votre protection un bon & loyal ami, sans qu'aussi-tôt l'envie se déchaîne contre lui ? C'est

une preuve que vos faveurs sont bien précieuses pour tous ceux qui les obtiennent.

Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que ce soit M. Debonnaire qui m'en ait marqué le plus son dépit : cependant il ne doit pas avoir encore perdu la mémoire de ce que vous avez fait pour lui ; ni des bonnes Ordonnances de comptant qu'il a reçues de son côté. Il faut autant que j'en puis juger, que sa bile ait été échauffée : vous n'aurez peut-être pas été assez secret sur sa négociation dans l'affaire du Grand-Conseil ; vous aurez dit quelques mots de la Lettre de Cachet qu'il a sollicitée pour paroître forcé de se rendre après la belle résistance qu'il sembloit d'abord vouloir vous opposer. Sa réputation de dévot, d'homme sévère & désintéressé en aura pû souffrir : son humeur pourroit bien venir de là ; car vous sçavez jusqu'à quel point il y étoit attaché. Il est dur de perdre en un jour une gloire qui nous a coûté tant d'années de contrainte & de gêne : il m'a paru aussi fort en colere de ce que sans égard pour la promesse que vous & M. de Boifnes lui aviez faite d'une Intendance des Finances pour son fils ; c'est néanmoins M. Foulon qui l'a obtenue par votre crédit. Il m'a ajouté qu'il venoit d'être instruit de bonne part que M. le Contrôleur Général travailloit très-sérieusement à pouvoir disposer de la première vacante, en faveur de M. de Rozieres son Neveu, malgré l'assurance que le cher oncle a donnée d'un autre côté, & même de la part du Roi, aux trois anciens Titulaires supprimés par l'Edit de Février dernier. En effet si j'ai bonne mémoire, vous me dites dans le temps qu'elle avoit été promise à

trois à la fois; à M. Langlois, comme au plus ancien reçu, à M. Boutin, comme titulaire de la plus ancienne Charge, & à M. Cochin, comme au meilleur travailleur: je ne vois plus qu'une façon pour que M. l'Abbé ne manque pas à sa parole; c'est de donner le titre de la première Charge à l'un, les émoluments à l'autre, & le Département au dernier, ou bien de les nommer tous trois *in glqbo*, en leur permettant de s'arranger comme ils l'entendent. Il n'a qu'à prendre exemple sur ce qu'il a fait pour la dernière place de Fermier-Général; d'un bon original on en peut faire plusieurs copies, M. l'Abbé a un esprit d'économie tout-à-fait singulier pour contenter tout le monde, & des ressources tout-à-fait neuves.

J'ai consolé le pauvre De bonnaire de mon mieux, en lui disant que son fils ne pouvoit tomber que de bout; parce que, de façon ou d'autre, il auroit toujours la place de M. de Beaumont, comme vous m'en avez fait confidence; mais au lieu de répondre honnêtement à mes politesses, il a fini par me dire avec un petit ton que j'ai peine à lui pardonner: tenez, M. de Sorhouet, en un sens je ne suis pas mécontent de M. le Chancelier: mais s'il m'a bien payé, c'est que je me suis bien vendu; il n'y a là rien que de juste. Pour moi, j'ai la conscience fort délicate, & j'aime qu'on soit exacte à remplir ses engagemens: il est mal de manquer de parole & de discrétion; en un mot je vois bien que vos Ordonnances de comptant se répètent plus souvent que les miennes, & cependant je crois que mes services valent bien les vôtres.

Il faut convenir, Monseigneur, que l'envie est un vice bien bas, & malheureusement trop com-

mun, sur-tout parmi ceux qui comme nous, Monseigneur, font le métier de courtisans. Le bonheur d'autrui les fait sécher sur pied; il les rend bigarrades, havres, foudieux, décharnés, &, comme disoit le bon homme Horace, *l'envieux verse des larmes de rage, quand il voit les pis de la vache du voisin plus enflés que ceux de la sienne.* Ah! Monseigneur, que vous êtes éloigné de cette basse & maligne phrénésie! C'étoit le cœur qui parloit chez vous, lorsque vous félicitiez votre ami sur son élévation au Ministère: vos embrassemens chez Mesdames du Barry étoient les interprètes fideles de vos sentimens & de votre tendresse: & cette démarche si sincere ne vous a pas été suggérée par le conseil que vous m'aviez permis de vous donner, quoique prudent comme vous êtes, vous n'ayez pas négligé d'en faire votre profit. Vous voyez que je ne néglige pas non plus une seule des occasions qui se présentent pour vous donner des échantillons de la maniere dont je prétends traiter votre apologie.

Je suis avec un très profond respect, Monseigneur, votre très humble & très-obéissant serviteur,

DE SORHOUET.

A Paris ce 28 Mai 1771.

L E T T R E X V

De M. de Sorbouet à M. de Maupeou.

Avec un peu de forfanterie, Monseigneur, je me ferois honneur de l'assiduité de la plupart de mes Confreres à me faire la cour: ils prétendent que je suis devenu le canal des grâces; ils veulent à toute force que je mette à contribution pour leur profit la confiance dont ils savent que vous m'honorez: ils me saluent & m'abordent respectueusement partout où ils me rencontrent; ils m'écoutent comme un oracle, mais chose extraordinaire, c'est que le Public lui même s'empresse de me venir voir siéger sur les lys. Si j'entre au Palais, j'entends crier d'un côté: *Où est ce M. de Sorbouet? Où est M. de Sorbouet?* Et de l'autre, répondre en me montrant du doigt, & me faisant en même temps de profondes révérences: *le voilà ce M. de Sorbouet, ce grand-homme, le bras droit de M. le Chancelier.* Des gens d'assez bonne mine, mais que je n'ai jamais vu, me félicitent en me serrant la main, des bontés que vous avez pour moi: d'autres viennent exprès aux audiences pour me faire compliment sur mon style; je ne sçais auquel entendre, ni pourquoi toutes ces politesses; car vous n'aurez certainement pas eu l'indiscrétion de rendre publique notre correspondance. A la fin, Monseigneur, toutes ces démonstrations de respect & d'amitié m'ennuyent & m'affadissent: vous ne sçauriez croire combien je suis ennemi né des grands complimenteurs.

Vous n'imaginerez pas non plus, Monseigneur, à quel point mes Confreres m'excèdent par un foule

de demandes intarissables: il en est cependant quelques-uns parmi eux qui réellement me font pitié; ils sont plongés dans la plus grande indigence, & n'ont pas encore reçu le premier sol de leurs gages.

Mais comment l'affaire de ce paiement-là se terminera-t-elle? Cela m'inquiète, car enfin, pour y réussir, il faut nécessairement que vous mettiez à la raison le Bureau des Finances & la Chambre des Comptes. Dans ce moment-ci, il n'est point de comptable assez hardi pour vouloir avancer ses deniers, à moins qu'il ne lui apparaisse d'un enrégistrement légal & solide. Il courroit trop de risques d'en être pour ses avances, que la Chambre ne voudroit plus par la suite allouer dans ses comptes. Vous devriez, Monseigneur, vous en occuper beaucoup plus que vous ne faites: la difficulté est réelle, & l'article plus important que vous ne croyez; si vous n'y apportez pas les plus grandes précautions & les plus promptes, j'ai tout lieu de craindre une désertion totale. Sans exagération, il y en a parmi nous plus d'un, réduit à la triste nécessité de mourir de faim, & cela sans pouvoir trouver le moyen de s'en garantir.

J'ai vu de mes propres yeux le tableau de la misère extrême dans laquelle un de vos Officiers est plongé: il est trop touchant, Monseigneur, pour le dérober à votre vue; d'ailleurs il contient une de ces anecdotes plaisantes que vous m'avez ordonné dans votre dernière lettre de ne pas laisser échapper: puisse-t-elle un moment amuser votre Grandeur!

J'allai mercredi dernier chez un de mes Confre-
res qui loge quelque part dans cette rue du Champ-
fleuri: je croyois lui devoir une visite pour cinq

ou fix qu'il m'avoit rendues. Vous ne sçauriez vous persuader la peine que j'ai eu pour l'y déterminer, ni à combien de portes il m'y fallu frapper. Enfin, me voilà entré chez un Perruquier qui loue des chambres garnies, & qui d'un ton assez maussade m'a répondu: En montant au troisiéme par l'allée de la boutique, vous pourrez trouver votre homme. L'indication étoit juste, la porte de la chambre ouverte, mais la personne qui parût n'étoit pas tout-à-fait celle que je cherchois; c'étoit une brune assez piquante, d'environ 22 ou 23 ans, petite, un peu maigre, de beaux yeux fort éveillés. Elle s'est doutée à mon air que j'étois membre du nouveau Parlement, & que je cherchois mon Confrere: voulez-vous, me dit-elle, vous reposer? Nous l'attendrons ensemble, il ne tardera pas à rentrer. La lassitude, mon asthme, le mauvais temps & la curiosité me firent accepter la proposition.

La Demoiselle qui n'étoit point du tout faconniere, me demanda si j'étois un peu lié avec notre premier Président, & comment nous nous accommodions ensemble: sur ma réponse, elle ajouta: quelle que soit votre liaison avec le Chef de votre Compagnie, la mienne a certainement été plus intime; faites-moi donc le plaisir de lui demander s'il se souvient encore d'une *Mlle. le Sucur*: vous m'avez l'air d'un galant homme, & d'être avec lui sur un bon pied; il faut absolument que je vous mette au fait avant de vous prier de faire quelque chose pour moi, vous n'obligerez pas une ingraté.

M. Berthier fit rencontre de ma personne vers la fin de 1767, ou au commencement de 1768: je me promenois aux Thuilleries entre chien & loup; il

me mit généreusement un petit écu dans la main, me priant de le mener chez moi; chez moi étoit alors du côté de la Porte S. Honoré après les Boulevards. La première visite se passa civilement, comme cela se doit entre nouvelles connoissances; M. de Sauvigny me dit qu'il feroit de mes amis, si je voulois être sage & discrète. Depuis ce temps il m'honora de ses visites trois fois par semaine, avec la précaution de laisser son carrosse & ses gens sur le Boulevard, de n'entrer chez moi qu'à la nuit close: en sortant, il avoit toujours l'honnêteté de mettre un Louis sur ma cheminée. Rafrachissez-lui la mémoire d'un jeu fort plaisant qu'il avoit imaginé avec deux cuillers d'argent, & de la douzaine de couverts qu'il m'avoit promise en conséquence; je ne sçais pas pour quel sujet il a cessé ses visites, il me seroit impossible d'en deviner la cause: au reste, je ne puis m'empêcher de dire que dans le fond c'est un très-bon homme. Par quelle manie à-t-il voulu se faire Premier-Président? J'imaginois que pour occuper cette place, il falloit avoir beaucoup de mérite, & en honneur, le sien m'a toujours paru très-mince; mais je pourrois quelquefois ne m'y pas connoître: tout ce que je sçais, c'est que j'ai regardé comme un vieillard très-lourd, très-opiniâtre, très-entêté, & par conséquent fort bête.

J'interrompis la Demoiselle pour lui témoigner que ce détail prouvoit à quel point elle devoit l'avoir connu; Ah! M. répliqua-t-elle, soyez bien persuadé qu'il n'y a rien que de très-vrai dans mon histoire. J'allai le voir dans ce temps-là trois ou quatre fois à l'Intendance: j'y ai bien ri, je vous en répond. Il me recevoit dans son cabinet où les selles, les bottes, les fouets, les perruques & les chapeaux de Monseigneur étoient pêle-mêle avec des

liasses de papier auxquelles il donnoit le nom d'affaires d'Etat : si elles n'étoient pas arrangées dans sa tête en meilleur ordre, il devoit assurément avoir bien de la peine lorsqu'il étoit question de les débrouiller.

Il avoit de grandes précautions à prendre à cause de Madame sa femme qui avoit la mauvaise habitude d'écouter aux portes : en effet si vous sçaviez tout ce qu'il m'en disoit, comme il m'a parlé de son humeur acariâtre, hargneuse, insupportable à tout le monde, principalement à ses gens dont elle change plus aisément que de chemises ; de ses amitiés avec la Clairon ; de toutes les cajoleries qu'elle lui faisoit, de la noble compagnie qu'elle recevoit chez elle, de son avarice pour les dépenses utiles. Dès ce temps-là elle menoit son mari par le nez, à peu près comme à présent : Madame avoit la bourse & Monseigneur n'auroit osé disposer de rien sans sa permission. Ce portrait m'inspira la curiosité de voir de près cette laide, vieille & méchante borgnesse. Le beau visage, pour représenter une Première Présidente ! Quelles graces ! Quelle noblesse ! Quelle majesté ! Quel doux son de voix ! Le bon Conseiller d'Etat étoit à peindre, quand il me contoit ses doléances sur cet article.

Pendant ce récit, je me rappellois, Monseigneur, ce jour où vous entrâtes chez elle, en lui disant gaillardement : *Voilà l'amour, je vois son bandeau*. Ce bandeau étoit son garde-vue de taffetas verd. Cette idée est bien neuve, & bien plaisante.

Mais revenons à la Demoiselle Le Sueur : elle finit par me prier d'intercéder pour elle auprès de M. de Sauvigny. Il pouvoit actuellement plus que jamais lui faire sa fortune, sans qu'il lui en coûtât rien, & sans que Madame sa femme s'en aperçût.

Il ne s'agissoit que de lui faire avoir quatre ou cinq intérêts plus ou moins, suivant le degré de sa reconnaissance, dans la nouvelle affaire du greffe des hypothèques. Elle trouvera, dit-elle, à s'en défaire pour le quart de sa valeur, ce qui serviroit en même temps à donner de la vogue & du crédit à la chose; au reste elle ne feroit pas l'unique qui eût profité d'une pareille grace; plusieurs de ses camarades, entr'autres la bonne amie de M. Cromot, en avoient obtenu facilement, & il ne falloit pas des recommandations très-fortes. D'ailleurs, ajouta-t-elle, à l'ancienne connoissance, je joins d'autres titres vis-à-vis de M. le premier Président. Je suis sa parente, & son arriere petite cousine, parce que ma Bisaïeule étoit Berthier, fille d'un payfan. Elle me nomma le village situé en Bourgogne. Le nom m'échappe actuellement. Son frere étoit devenu, je ne sçais comment, greffier des Etats de la Province, & il est la souche de l'illustre branche des Berthier de Sauvigny qui jouent maintenant un si beau rôle.

J'ouvris la bouche pour lui demander si sa généalogie étoit bien en règle, lorsqu'un grand homme sec, crotté jusqu'à l'échine, trempé jusqu'aux os se présente à la porte de la chambre. Il avoit l'air du plus abominable usurier. C'étoit pourtant mon confrere: le pauvre homme parut d'abord un peu honteux: la Demoiselle, sur un signe qu'il lui fit, ne tarda pas à nous quitter. Dès-que nous fumes seuls, j'entrepris de le chapitrer d'importance: Comment, Monsieur, un Conseiller du Parlement de Paris, un membre de la Cour des Pairs, UN INAMOVIBLE habiter un aussi mauvais lieu, & voir une telle compagnie! Où voulez-vous donc que je loge, s'écria-t-il? Qui voulez-

vous donc que je voye ? Tous les honnêtes gens nous sifflent, nous bernent, & nous ferment leurs portes au nez : je n'ai jamais vu si mauvaise compagnie que depuis que je suis votre confrere. D'ailleurs je fréquente cette Demoiselle pour de bonnes vues : je compte l'épouser Comment, Monsieur, vous nous feriez cet affront ? . . . Mais, mon Confrere, me dit-il, la difficulté ne vient pas de moi, elle vient d'elle. M^{lle}. Le Sueur pretend que son métier est beaucoup plus honnête que le nôtre, qu'on fait beaucoup plus de cas d'elle dans le monde, que de nous. D'ailleurs c'est la parente de M. le premier Président : j'en ai la preuve en main, & je n'attends pour conclure, que l'assurance du paiement des gages de la Compagnie.

Au surplus, Monseigneur, c'est un homme d'esprit & de mérite, & qui vous est entierement dévoué. Il me disoit ce jour là même : Oui, M. le Chancelier m'enverroit, ainsi qu'à trente de mes camarades dont je suis sûr, sans compter les Chanoines de Notre-Dame, l'Alcoran à enrégistrer, qu'il seroit enrégistré dans la minute, parce qu'il vaut mieux, ajouta-t-il, se faire Turc que mourir de faim. Il est en cela fort différent d'un certain La Noue Lieutenant Général de Meaux, qui a eu l'insolence & l'imbécillité d'écrire à votre Grandeur, *qu'il aimoit mieux mourir de faim que de honte.*

Mon pauvre confrere, en terminant notre entretien, finit par me prier de lui avancer quelque chose sur ses gages. Je crus avoir trouvé un expédient merveilleux pour le distraire de la proposition, en le renvoyant par devers M. de Lanty, qui comme on sçait, est le richard de la Compagnie : mon homme se récria qu'il n'étoit pas à en faire la ten-

tative, mais que la fourmi n'étoit pas prêteuse, que celle-ci ne se défaisissoit jamais de son argent, qu'en se nantissant de bons contrats, & encore mieux de bons gages. Je lui avançai un louis. Je suis tout glorieux d'une si bonne action, & du motif qui me l'a fait faire. Je voulois le récompenser, Monseigneur, de tout le bien qu'il m'a dit de votre Grandeur. Je soupçonne pourtant qu'il s'étoit douté que c'étoit un moyen sûr de m'attendrir.

Au reste quel qu'ait été son motif, vous n'en êtes, je crois, pas moins convaincu de la nécessité qu'il y a d'assurer à ce misérable le paiement de ses gages. S'il étoit seul, on pourroit l'oublier ; mais ils sont au moins trente qui touchent de près à la même misère. L'incertitude des gages ne leur laisse aucune ressource pour les emprunts. Ils n'ont de dîner assuré, que les jours où notre premier Président tient table ouverte ; aussi quand ils y sont, ils s'en donnent pour la veille, le jour & le lendemain. Jamais on n'avoit vu au Palais de pareils affamés. Madame la première Présidente sçait compter, & elle prétend que le traitement de 80000 livres de rente, fait à son mari, n'est pas suffisant.

Ne permettez pas, Monseigneur, que la misère écrase plus long temps mes Confreres : il y va de la réussite de vos projets. Sçavez-vous bien que la Cour actuelle des Pairs de France est comparée à une assemblée de gueux, dont on dit que vous êtes le grand Couard, c'est-à-dire le Capitaine général ?

J'ai l'honneur d'être avec un très profond respect, Monseigneur, votre très humble & très-obéissant serviteur,

DE SORHOUE.

A Paris ce 14 juin.

P O S T - S C R I P T U M.

Je ne m'étonne pas que M. de Bonnaire soit un peu piqué. Adieu la dévotion & l'honneur : son masque est tombé, mais tombé de manière qu'il ne peut plus s'en servir. On l'appelle dans Paris votre Racoleur. En rentrant chez lui ce matin, il a trouvé des deux côtés de sa porte une affiche imprimée en gros caractères que mille personnes lisoient tout haut. En voici la copie.

*AVIS A LA BELLE JEUNESSE,**TROUPE LEGERE DES INAMOVIBLES.**COMPAGNIE DE BERTHIER.*

On fait à sçavoir que tous ceux dont la volonté feroit de prendre parti dans la troupe des INAMOVIBLES de Berthier, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, pourront s'adresser au sieur de Bonnaire, Officier recruteur de ladite troupe, qui leur donnera (ou promettra) de bons engagements, dix francs à dépenser par jour, & congé absolu à la S. Martin.



L E T T R E X V I

De M. de Maupeou. à M. de Sorbouet

A Versailles, ce 19 Juin.

Jattends, peut-etre encore plus impatiemment que vous, mon cher Sorbouet, la réponse de votre ancien Confrere. Je m'applaudis en moi-même du profond étonnement où l'aura jetté mon magnifique projet des Etats généraux.

Je vous l'ai prédit, mon ami, dans un temps où je n'y devois guerre compter, je vous le répète dans un autre qui ne me semble pas plus favorable. Je deviendrai sous peu de temps l'idôle de ma chere Patrie; Elle me rendra passion pour passion; elle me dressera des autels, où les bons Citoyens viendront en foule célébrer l'anniversaire de ma naissance; bénir le jour heureux de mon élévation au ministère, époque certaine de sa délivrance & de ma liberté.

Bientôt leurs vœux élançés vers le ciel forceront la Divine Providence à reculer le terme fatal qui doit borner ma brillante carrière: avant qu'il arrive, mon mérite extraordinaire aura sans doute une récompense qui ne le fera pas moins: j'obtiendrai les honneurs du triomphe. Quelle satisfaction pour la France entiere, si elle me voyoit un jour représenté dans une des places de sa Capitale avec tous les attributs qui me conviennent.

Mais changeons de style, mon ami; l'histoire des deux cuillers d'argent m'a fort amusé. Je ne

croyois pas à Sauvigny tant d'imagination. Je ne sçais à quel degré la petite créature lui est parente; mais je suis certain que la Généalogie est vraie, du moins s'il en faut croire celle de cette famille que d'Hozier fit en 1712 par ordre de Louis XIV.

De Bonnaire a tort de se fâcher: je l'ai servi sur les deux toits. Il a reçu un très bon traitement, & avant peu son fils sera adjoint à M. de Beaumont. D'ailleurs je n'ai pas ouvert la bouche sur cette lettre de cachet qu'il m'a demandée, pour colorer sa détermination d'obéissance aux ordres du Roi.

Je sçais à merveille que sa feinte résistance m'a beaucoup servi, que son exemple a entraîné plusieurs oisifs de ses confreres, qui voyant qu'un si saint homme se soumettoit, ont cru qu'il falloit aussi se soumettre. En tout cette intrigue a été très bien conduite. Il y a encore de bonnes âmes qui sont ses dupes. Il faut avouer qu'il sçait manœuvrer à merveille.

Je suis plus occupé que vous ne pensez du paiement des gages de votre Compagnie; je ne sçais comment je m'en tirerai. Il faut ne faire enrégistrer à la Chambre des Comptes par voie d'autorité votre Edit de création qu'à la dernière extrémité, parce qu'il est très à craindre que je ne trouve personne qui veuille se charger de la commission. D'ailleurs nous n'en serions pas plus avancés, si après un pareil enrégistrement que la Chambre des Comptes regarderoit comme illégal, elle s'avisait de faire des protestations. Je connois Meulan, il ne fera

jamais assez fou pour faire des avances si mal assurées. Il ne me reste plus que le grand mobile ; c'est l'argent : j'ai tâté l'Abbé, mais ce Monsieur se rend aujourd'hui difficile. Il dit que jamais puissance n'a tant coûté d'argent au Roi pour la gagner, que mon nouveau Parlement : que les Présidens à mortier se sont vendus un prix exorbitant. Ce coquin de Fleury m'emporte à lui seul quatre cent cinquante sept mille livres, & il m'en redemande encore. L'Abbé est presque aussi embarrassé que moi ; il ne sçait à quel saint se vouer pour le prêt des troupes du mois de Septembre. Il lui est venu cependant une assez bonne idée, sur laquelle nous fondons l'un & l'autre toutes nos espérances : c'est d'emprunter à la Hollande trente millions. Sa proposition est fort honnête : le prêteur pourra donner la moitié de cette somme argent comptant, & l'autre moitié en rescriptions qui perdent aujourd'hui sur la place 55 pour cent. L'emprunteur fera un contrat de 30 millions, avec promesse d'en payer les intérêts à cinq pour cent : il n'y a personne qui ne s'imagine au premier coup d'œil que son opération ne tienne un peu de la folie ; car c'est huit millions clair & net perdus pour le Roi, avant que d'avoir touché les fonds, & dont les intérêts ne seront pas moins payés ; mais comme l'Abbé m'a mis dans le secret, je vous répons, mon cher ami, que c'est bien la meilleure opération de finance possible. Si jamais la Hollande est assez bonne pour lâcher son argent, oh ! elle peut lui dire adieu, elle ne le reverra jamais. l'Abbé avec trois ou quatre rég.

les de ses soustractions ordinaires, lui prouvera qu'ils sont quittes. Il n'y a qu'un Abbé Terray dans la tête duquel puisse entrer le projet de prendre de l'argent aux Etrangers, quand il fait banqueroute aux Nationaux.

Puisque je suis sur le compte de l'Abbé, je ne veux pas le quitter, mon cœur, sans vous avoir fait part d'une saillie avec laquelle il s'est merveilleusement tiré d'affaire vis-à-vis du Marquis de Pyrè.

Vous sçavez que le Roi avoit aliéné en 1759, à la Bretagne, des droits domaniaux, moyennant 40 millions. Les Etats de la Province emprunterent cette somme à cinq pour cent. L'Abbé a jugé à propos par un soi-disant Arrêt du Conseil rendu le 9 de ce mois, de faire rentrer le Roi dans cette aliénation. Vous allez croire qu'il a remboursé les 40 millions: oh! son opération est bien plus simple: il les garde. Il met le Roi à la place des Etats vis-à-vis de leurs Prêteurs, excepté qu'il ne sera plus fait fond que des quatre cinquièmes de l'intérêt porté par leurs contrats. Le Marquis de Pyrè, comme Député des Etats, veut lui représenter l'injustice criante de cette nouvelle méthode de faire les fonds, & vis-à-vis de la Bretagne, & vis-à-vis des créanciers des Etats? l'Abbé lui répond froidement: *Le Roi est le Maître, la nécessité justifie tout.* Si vous sçavez quelque réponse à de pareils principes d'administration, vous ferez plaisir au Marquis de Pyrè de la lui communiquer; car il est resté comme un terme, & s'en est allé sans mot dire.

A propos, mon cœur, j'ai à vous reprocher votre silence sur certains petits écrits qu'on répand dans Paris contre moi; entr'autres ce *Maire du Palais*: son titre seul doit vous révolter, vous qui sçavez tous les

secrêts de mon ame , & à quel point j'aime ma chere Patrie. Je suis très-certain qu'il n'a point été imprimé à Paris ; il n'y a point de presse que je n'envoie contrôler tous les deux jours : j'ai de plus la précaution d'avoir à mes gages cinquante garçons imprimeurs , qui sont autant d'espions de leur M^e. & de leurs camarades ; il faut que ce Sartine fasse bien mal sa police : depuis six mois je ne cesse de le dire au Roi qui n'en veut rien croire. Cet homme a obtenu l'amitié & l'estime de tous les honnêtes gens , à vous dire vrai , je ne sçais comment. Je connois quelqu'un qui seroit bien mieux mon fait ; c'est le petit ami Fleffelles. Oh ! Cela égorgeroit pere & mere , si je lui en donnois l'ordre : il n'a ni esprit , ni talens , mais il est au fait de l'espionnage , & de toutes les friponneries possibles ; d'ailleurs il est amusant quand il me parle de toutes ses aventures : il a entr'autres l'histoire d'un soufflet qu'il reçut à Lyon en bonne compagnie , qui est impayable : je ne lui connois qu'un ridicule , c'est de croire son pere homme de condition ; il ne se trompe pas de beaucoup : on l'a reconnu en 1724 (en condition) portant un bel habit blanc galonné des couleurs de la Maison de Soubise ; il fut ensuite Commis aux barrières , & devint celui d'un M. Bertrand de la Massue , Receveur des Domaines d'Alençon , en 1729. Je ne sçais si c'étoit un honnête homme , mais la Massue fit banqueroute , & Fleffelles pere se trouva riche ; il devint caissier d'un M. Hermant , & parvint ensuite à une place de Sous-Fermier.

Je suis obligé de vous quitter , *mon cœur , je vous baise sur les deux joues ;* on m'avertit pour le Conseil.

L E T T R E X V I I.

De M. de Sorbouet à M. de Maupeou.

Je ne puis concevoir, Monseigneur, quelles sont les raisons qui ont pu déterminer votre sagesse à supprimer les épices, sur-tout dans un moment où le défaut d'assurance de nos gages les rendoit une ressource nécessaire pour ceux d'entre nous qui sont dans la misère : d'ailleurs, Monseigneur, pourquoi les supprimez-vous dans les Cours Supérieures pour les laisser subsister dans les Bailliages & autres Jurisdictions subalternes. Les riches qui portent leurs affaires dans les premiers Tribunaux, sont ordinairement en état de supporter les frais de la Justice : la dernière classe des citoyens qui s'adresse aux Juges inférieurs, est celle au contraire qui me paroîtroit devoir être préférablement soulagée.

Permettez moi de vous observer aussi, Monseigneur, que le Public vous croit en contradiction avec vous-même sur la vénalité des Officiers. Vous annoncez dans ce préambule de l'Édit avec toute la pompe de l'éloquence, dans les termes les plus énergiques, les dangers qui peuvent résulter d'une vénalité que les malheurs des temps avoient forcé nos Rois d'introduire ; vous en faites sentir les funestes conséquences, vous en promettez la destruction, vous l'exécutez-même, & deux mois après vous la rétablissez dans la création de votre nouveau Châtelet. On observe avec raison que vous n'établissez la réforme que dans les Tribunaux Supérieurs, & que vous laissez subsister tous les abus

dans les Sièges qui y ressortissent. Comme personne n'ignore que vous me faites part quelquefois de vos secrets, chacun me demande si vous ne pourriez pas vous concilier avec vous-même. J'espère, Monseigneur, que vous voudrez bien me fournir sur ces deux articles des réponses qui justifient de plus en plus & la profondeur de vos projets, & la haute science de votre administration.

Souffrez que je vous rappelle encore l'histoire de nos gages. Il faut absolument trouver un moyen de nous les assurer, sans quoi la Compagnie n'a pas trois mois à vivre. Vous devez aussi tâcher par toutes les voies permises, de lui donner un peu de considération.

En ruminant sur les moyens d'accoutumer la Nation à nous regarder sous un point de vue moins défavorable, j'en viens de trouver un qui me semble conforme à la politique que vous avez mise en œuvre jusqu'à présent, & dont la réussite me paroît infaillible : ce seroit d'engager entre le Ministère & nous une querelle fictive sur quelque Edit qui pût intéresser les préjugés nationaux : vous nous enverriez de premières & itératives Remontrances extrêmement fortes ; vous auriez soin qu'elles fussent du bon faiseur, & d'un beau style ; vous pouvez être sûr de tous tant que nous sommes ; nous n'y ajouterons, ni n'en retrancherons rien, que de votre très-exprès commandement. Vous feriez répandre en même temps dans le Public par vos espions, que nous sommes beaucoup plus tenaces que l'ancien Parlement, quand il s'agit de l'intérêt de la Patrie ; que le Ministère est excessivement embarrassé de notre résistance ; qu'il craint que nous n'ambitionnions aussi le titre glorieux de pères du peuple ; qu'on ne sçait pas si l'affaire n'iroit pas de

notre part à quelque cessation de service, ou à des démissions, & de la part du Gouvernement, à des Lettres de Jussion, ou à quelque nouvel exil. Nous bataillerions ainsi pendant un mois ou deux, pour céder ensuite, si vous le jugiez à propos: faisons mieux encore, le Gouvernement retireroit son Edit, ou ne le renverroit qu'avec certaines modifications motivées d'après les réflexions sur nos Remontrances qu'il nous auroit précédemment envoyées.

Cette petite astuce nous donneroit un lustre étonnant. Je crois, Monseigneur, que par cette voie, nous pourrions venir à bout de faire oublier tout à fait l'ancien Parlement; ce seroit une bonne chose. La certitude où vous seriez de notre entière résignation vous ôteroit toute inquiétude: au surplus, Monseigneur, je ne me regarde ici que comme l'interprète de vos secrets sentimens; j'en juge par le Réquisitoire que vous nous avez adressé sur l'Arrêt du Conseil du 13 Juin au sujet du Dixième des rentes viageres, dont le paquet nous a été remis quinze jours avant que l'Arrêt fût rendu; aparemment que vous aviez jugé cette précaution nécessaire pour que nos Gens du Roi, & notre Premier Président eussent le temps d'apprendre leur leçon par cœur, & de la débiter ensuite comme il faut. Vous avez vu, Monseigneur, jusqu'à quel point nous avons portés notre scrupuleuse exactitude, nous n'y avons pas changé une syllabe; cela n'a pas laissé que de produire un fort bon effet. On parloit déjà dans Paris de notre vigueur, de notre vigilance sur tout ce qui peut intéresser la propriété des citoyens.

En répétant quelquefois cet innocent charlatanisme que nous ne nous permettrions que dans de bonnes vues, & en trouvant un biais pour nous faire payer nos gages, la Compagnie ne tarderoit pas à

gagner quelque considération. Il ne faudroit pas trois ou quatre générations, comme M. l'Abbé Terray l'a prétendu, pour la voir établie sur un bon pied, & quoi qu'en dise ce mauvais plaisant, vous auriez bientôt plus de Conseillers que vous ne voudriez.

Je suis très-fort de votre avis, Monseigneur, il ne faut point d'enregistrement forcé à la Chambre des Comptes & au Bureau des Finances, à cause des Protestations qui sont toujours embarrassantes vis-à-vis des comptables : il vaut mieux supprimer & créer de nouveau ; il n'est question que de répandre d'abord quelque argent dans le Bureau, vous devez être presque sûr de tous ceux d'entre ses Officiers qui ont des Commissions dans les ponts & chaussées : d'ailleurs, quoiqu'ils soient trente, qu'est-il besoin d'un si grand nombre pour la besogne qu'elles ont à faire ? Vous renverrez ceux qui ne vous conviendront pas, ils seront remboursés quand il plaira à Dieu ; douze vous suffiront, moyennant quoi cette petite Jurisdiction bottée ne coûtera pas si cher. Il faut toujours aller à l'économie, & l'enregistrement sera tout aussi bon.

Reste la Chambre des Comptes, négociation difficile. Deux cens Officiers la composent ; mais dans tout ce nombre naturellement parlant, vous en trouverez qui se laisseront déterminer par l'expectative des grâces ; d'autres se rendront faciles aux raisons dont vous vous êtes servi pour convaincre Langelé, Debonnaire & moi, sur tout s'ils ont l'air d'être forcés. L'exemple en entraînera quelques-uns, plusieurs craindront la confiscation ; que vous en ayez cinquante, c'est tout ce qu'il vous faut ; le reste supprimé, cela ne coûte qu'un trait de plume : à quoi bon en effet tant de gens inutiles pour

appurer des comptes qu'une vingtaine d'hommes vériferoient a merveille, & fans trop se fatiguer. C'est surcharger l'Etat d'Officiers inutiles qui l'épuisent, de gens oisifs, & par conséquent toujours très-dangereux. Cette remarque pourroit entrer dans le préambule de quelque Edit, en la tournant comme il faut avec de belles phrases bien élégantes qui feroient mention du bien général & de la félicité publique : certainement tout le monde la liroit avec plaisir, même les Officiers supprimés.

Ces deux besognes une fois faites, le nouveau Bureau des Finances, & la nouvelle Chambre des Comptes subjugués par la force de vos arguments, les Protestations ne seront plus à craindre, & Meulan ne fera plus de difficultés déplacées.

Voilà ce que j'imagine de mieux pour le présent, Monseigneur, sauf cependant votre meilleur avis.

Je n'ai point encore reçu la réponse de mon ancien Confrere, cela commence à m'inquiéter. Dès qu'elle me sera parvenue, j'aurai l'honneur de vous l'envoyer par un exprès : j'ai opinion que ce sera une bonne lettre & joliment écrite, car il n'est pas mauvais écrivain; vous aurez du plaisir à en faire la lecture.

J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, avec un très profond respect, de votre Grandeur, le très humble & très-obéissant serviteur.

DE SORHOUE.

A Paris, ce 21 juin, 1771.

P O S T - S C R I P T U M

J'allois oublier de vous parler du *Maire du Palais*. Cette brochure m'a mis au désespoir; elle se vendoit juf. qu'à trente-fix livres; on se l'arrachoit de tous les côtés: on me disoit à mon nez que c'étoit un chef d'œuvre; aussi c'est bien votre faute, Monseigneur: Pourquoi les vôtres ne font-elles pas la même fortune?

Tant que vous n'établirez pas un Bureau pour la révision de tous ces petits ouvrages, le Public les trouvera pitoyables, & vous serez forcé de continuer à les donner *gratis*.

Mais, Monseigneur, puisque vous faites tant que de les payer, il faut au moins qu'on les puisse lire, que ne proposez-vous à l'Académie d'adjuger un prix que vous auriez fondé à celui qui auroit le mieux fait votre apologie, & décrié l'ancien Parlement? On donne bien l'éloge de Henri IV, de Sully, de Daguesseau, &c.

Mais il faut avant toutes choses, établir le Bureau en question: il seroit composé d'un Conseiller d'Etat, de quatre Maîtres des Réquêtes, d'un Procureur-Général, & d'un Greffier.

Vous en seriez quitte pour 50000 francs par an.

Obligé de récompenser M. *Bastard*, vous lui donneriez la place de Président, en exigeant de lui qu'il vous promît de ne plus écrire, & de s'en tenir aux brochures qu'il a déjà composées. Il ne seroit pas juste qu'il fût Juge & Partie: votre ami *Linguet* seroit Procureur-Général; Le *Brun* votre cher cœur, auroit le Greffe.

A l'égard des Maîtres des Requêtes, sauf votre meilleur avis, je choisirois ce petit S. Prest; il a de l'esprit, & les services qu'il rend, doivent fai-

re oublier la friponnerie qui lui a valu sa Charge d'Intendant du commerce. Il dit pour excuse que c'est M. l'Abbé Terray qui a forcé le vendeur ; sa femme qui a autant d'ambition que de babil, m'a chargé de vous demander cette place.

Vous donneriez pour adjoints au petit *Brochet jonville*, Mihut, & pourquoi pas M. votre fils ? Ce Bureau feroit la quintessence de tout le Conseil.

L E T T R E X V I I I.

De M. de Maupeou à M. de Sorbouet

A Versailles, ce 23 juin 1771.

J'avoue mes torts, mon ami. Effectivement, j'aurois dû attendre que le paiement des gages de votre Compagnie fût assuré avant la suppression totale des épices ; mais j'avois cette concussion-là si fort en horreur, que je n'ai rien eu de plus pressé que de la détruire *du moment que j'ai cessé d'être Premier Président*. Je me souviens très-bien que dans ce temps-là, je me suis vu souvent quatre Bureaux différens sur les bras dans une même après-dîner. Je me transportois d'une Salle à l'autre, en leur distribuant mon temps avec assez d'égalité ; cinq ou six minutes dans l'une, autant dans l'autre, & la procession duroit jusqu'à ce qu'ils fussent finis : ce petit manège m'a valu quelquefois jusqu'à 12 ou 1500 livres pour une soirée. Je sens bien qu'en général, cette voie d'acquérir de l'argent n'est pas tout à fait légitime ; ma conscience me le reprocheroit-même un peu si je n'eusse pas

été dans une position toute particuliere. Pouvois-je décemment refuser de suivre un usage que M. Molé avoit, il est vrai, supprimé comme abusif, mais qui avoit été introduit par mon pere ? C'auroit été ne lui pas témoigner tout le respect que j'ai, comme on sçait, pour ses exemples & ses bons avis.

Je conçois que Souvigny est arrivé-là dans un mauvais temps, & que le retranchement des épices peut lui paroître fâcheux ; mais il lui reste encore d'excellens moyens de se tirer d'affaire : qu'il rompe tous ses anciens marchés, & qu'il fasse venir comme moi d'autres fournisseurs, en leur promettant sa protection pour eux, pour leur famille, pour les affaires de leur communauté ; il aura comme moi, tout au prix marchand : on ne gagne pas, mais on dépense moins, & c'est toujours une petite douceur.

De plus, je ne suis pas de ceux qui blâment un Juge parce qu'il reçoit des présens, pourvu que cela ne l'empêche pas de juger en son ame & conscience. Il n'y a que maniere de concilier les choses ; M. de Rougemont, par exemple, a tort de se plaindre de moi, en publiant partout que les filles de M^{de}. Hatte n'ont gagnés leur procès contre lui, que parce qu'elles m'ont donnés cent mille écus, & qu'il ne m'en avoit offert que la moitié : je me souviens très-bien, il est vrai, d'avoir dit au porteur de ses offres & de ses billets, que cette affaire la valoit mieux que cinquante mille livres ; mais il n'en faut pas conclure que ces Dames n'aient gagnés que pour avoir enchéris sur lui. Si M. de Rougemont eût eut-droit, j'aurois pris ses cinquante mille écus ; alors ces Dames eussent perdu, mais n'eussent pas été seules à plaindre ; j'aurois perdu moi-même cinquante mille écus, j'aurois fait ce sacrifice à la justice de sa cause. Il a donc tout à

fait tort de donner à présent de mauvaises couleurs à une affaire aussi simple & aussi ancienne.

Pour ce qui regarde la vénalité des Charges, je ne puis, mon cœur, vous donner l'explication de mes vues, que sous le sceau du secret le plus impénétrable, en peu de mots pour le présent, plus au long quand je vous verrai.

Je veux supprimer tous les Parlemens du Royaume : *il est ridicule que le Gouvernement ait douze guerres à soutenir, pour qu'un exploit soit contrôlé !* En leur lieu & place, je ferai créer un Conseil Supérieur dans chaque Généralité, dont l'Intendant sera Président-né. Ces Tribunaux n'auront ni vérification, ni réclamation à faire. Sous peu de temps, j'y introduirai la vénalité, dont la non-existence ne me sera plus nécessaire, & deviendrait ruineuse pour l'Etat. Mon Parlement de Paris qui est le seul Tribunal auquel je réserve la vérification des Loix, & duquel seul le Gouvernement pourra avoir affaire, ne sera jamais composé que de gens peu riches, à qui les gages seront absolument nécessaires pour vivre, & qui ne donneront point de finance pour leurs charges, afin qu'ils soient toujours dans la plus entière dépendance du Gouvernement.

Je sens parfaitement que ces vues seroient tout-à-fait tyranniques, & j'aurois enfanté le projet le plus horrible contre ma chere Patrie, si mon dessein n'étoit pas de lui rendre ses Etats généraux pour la vérification de la loi de l'impôt. Dieu me préserve de me servir de ce phantôme de Parlement : Qu'elle n'apprehende rien. C'est au contraire pour que le Parlement n'usurpe pas ses droits, que je veux le lier par des chaînes qu'il ne puisse pas rompre. C'est ce qui fait mon unique inquiétude, & j'ai peu de souci de ce que pourront devenir les

Tribunaux inférieurs, pourvu qu'aujourd'hui ils respectent mon ouvrage.

Entendez moi, si vous pouvez, mon cher Sorhouet : laissez faire au public toutes réflexions qu'il voudra sur mes prétendues contradictions, & sur les endroits foibles de mon système.

De plus vous auriez du sentir, sur les épices & la vénalité des charges, que j'avois besoin de ces beaux & grands motifs, pour que le bon faiseur les fit valoir dans le préambule de mon Edit. C'est un leurre qui m'étoit nécessaire vis-à-vis du Roi & des peuples.

Votre conseil pour la suppression & création nouvelle du Bureau des Finances & de la Chambre des Comptes, est bien ce qu'il y auroit de mieux à faire. J'en pourrai profiter pour le Bureau des Finances; car pour la Chambre des Comptes, la chose est trop difficile. Le Roi m'a déjà fait entendre qu'il étoit bien las de toutes mes suppressions: de plus l'Abbé, faute d'argent, ne me fournit plus de ces bonnes raisons, que Langelé, de Bonnaire & vous, avez si bien goûtées.

Vous avez vu par les remontrances que je vous ai envoyées sur l'Arrêt du Conseil du 13 Juin, & par les itératives que vous recevrez au jourd'hui, que je ne perds point de vue tout ce qui peut tendre à donner quelque considération à votre Compagnie.

Je commence à croire que votre ancien Confre-re ne vous fera point de réponses.

Adieu, mon Ami, j'attends toujours de vos nouvelles avec impatience.



L E T T R E X I X.

De M. de Sorbouet à M. de Meaupeou.

Il est temps plus que jamais, Monseigneur, que votre Grandeur veuille bien s'occuper sérieusement des gages de notre Compagnie. Le mécontentement de mes Confreres devient général. Les trente derniers surtout, qui sont dans un manque universel de toutes choses, & à la veille de mourir de faim, se plaignent hautement. J'ai beau leur donner les plus belles espérances du monde, je ne puis ni les consoler, ni les contraindre au silence.

Il en est aussi quelques-uns parmi ceux-mêmes qui ne sont pas si mal-aisés qui murmurent fort contre votre Grandeur ; ils vous accusent de leur avoir manqué de parole.

M. de Reneaulme, un de nos Présidens, est venu me conter ses doléances : il se plaint de ce que vous lui faites trop attendre le prix de son engagement.

Il y a encore un Gin, jadis Avocat, qui crie à tue tête, & menace de nous quitter, si on ne lui remet pas la quittance de Finance des quarantemille livres d'augmentation de sa charge de Secrétaire du Roi que vous lui avez promise. Il me charge de vous dire très impertinemment que sans cette clause, dont vous êtes expressément convenu avec lui, il n'eût jamais souscrit à ce qu'il appelle aujourd'hui une franche infamie ; qu'il n'eût point signé & affirmé par serment en la Cour le contrat d'aliénation qu'il vous a passé de son hon-

neur

neur enfin qu'il faut absolument qu'il en reçoive le prix; que d'ailleurs ce n'est pas le seul service qu'il vous ait rendu; vous devriez bien, dit-il, vous ressouvenir que c'est à lui que vous vous adressâtes pour l'affaire du tapis dont le grand Collège est tenu par l'usage de faire présent à chaque Chancelier de France, lors de sa nomination: il ajoute que l'histoire de ce tapis lui a attiré de fâcheux déboires; que sur la confiance qu'il avoit en la véracité de votre Grandeur, il demanda la conversion de ce tapis, dont vous assûriez que le prix étoit réglé à douze mille livres, en une somme de mille pistoles que sa compagnie consentit à vous payer comptant sans autre information, & que vous reçûtes de même; que cependant, examen fait depuis sur les registres, il s'est trouvé que la valeur du tapis dans aucun cas n'avoit été portée plus haut que dix-huit cens livres, d'où il résulteroit, suivant son calcul, que votre Grandeur auroit escroqué à sa Compagnie une somme de huit mille deux cens livres, ce qui est impossible. Quand bien même les trois cens Secretaires du Roi me le certifieroient en corps, je n'en croirois pas le premier mot: je vous connois trop bien, Monseigneur; une petite friponnerie de cette nature-là, une pareille misère est au dessous de vous. Bon pour notre Procureur général; celui-ci prend de toutes mains.

Aussi j'ai tancé M. Gin d'importance, & je vous assure que je lui ai lavé la tête comme il faut, malgré toutes les protestations qu'il m'a faites de n'avoir dit que l'exakte vérité. Les conséquences qui peuvent résulter quelquefois de tous ces petits détails, vos ordres précis de ne vous rien cacher, ne me permettent pas de me laisser aller jamais au moindre petit oubli.

Je ne puis non plus vous dissimuler combien je suis indigné d'un nouveau tour de passe-passe du Sieur de Fleury, notre Procureur général, que je viens d'apprendre. L'histoire est toute fraîche : elle fait oublier celle du fellier auquel, par ordre du Gouvernement, il a fait enlever un carrosse destiné à promener avec décence sur le rempart la rotondité de sa grosse Epouse, sans vouloir tenir compte au pauvre diable de ses anciens mémoires, & de ce nouvel équipage :

Les escroqueries faites à M. de Courmont, Fermier Général, qui forcé par votre Grandeur, est maintenant obligé de le loger, & par conséquent de le loger *gratis*, attendu qu'il n'en tirera jamais un sol :

Toutes les fausses lettres de change qu'il a sur le corps :

Tous les protêts qui sont chez Le Breton Juge-Consul.

Vous conviendrez, Monseigneur, qu'il étoit déjà impossible d'avoir un plus mauvais renom ; mais le dernier trait que j'ai à vous conter, passe toutes les gentilleses précédentes. Il écrase notre Compagnie de son déshonneur, il éclate de tous les côtés, & vous nécessite de le révoquer. Les moins scrupuleux de mes Confreres trouvent que c'est aussi par trop ; qu'il en faut prévenir le mauvais effet par une séparation très prompte. En bonne foi, Monseigneur, l'honneur de la Cour des Pairs exige que vous chassiez cet inamovible.

Imagineriez-vous jamais que c'est à M. le Duc

d'Aiguillon lui-même, à votre ami, qu'un pareil homme ose s'adresser pour lui escamoter vingt-cinq milles francs, mais les escamoter comme s'il les prenoit dans sa caisse.

Il fait faire par un clerc de Notaire une expédition de son contrat de mariage dans laquelle il a l'adresse de supprimer une clause de emploi portée dans l'original. Il fait signer cette expédition par le Notaire qui est sans défiance. Comment se défier du Censeur des mœurs ? Muni de ce faux titre, il obtient un remboursement desdits vingt-cinq milles francs, faisant partie de cent milles livres, dues par M. le Duc d'Aiguillon à Madame de Fleury pour ses deniers dotaux.

Comment trouvez-vous celui-là, Monseigneur ? Vous voyez qu'à moins d'avoir toute honte bue, nous ne pouvons pas garder un pareil escroc. Songez toujours qu'il est Procureur général d'une Cour inamovible, qui doit tenir la place de la première Compagnie de Magistrature du Royaume ; de la Cour des Pairs.

Vous-même, Monseigneur, ne risquez-vous pas beaucoup, en lui continuant l'honneur de votre protection, sans parler du danger qu'il y a que cette histoire ne vienne à causer quelque brouillerie entre M. le Duc d'Aiguillon & vous ?

Je suis vraiment bien fâché que vous m'ayez défendu de vous rappeler les services éminens que vous avez rendu à ce Ministre. Un Conseiller de Bretagne, mon ami, par les mains duquel toute cette affaire a passé, m'a certifié que vous en aviez

fait bien d'autres dans son Parlement ; que tous les actes de procédures faits contre lui, se dressoient en premiere instance à Versailles dans votre cabinet, & quelquefois avec des apostilles de votre main ; qu'on peut en avoir la preuve dans la lenteur avec laquelle l'affaire étoit conduite , parce qu'il falloit toujours avoir vos réponses, ou de nouveaux ordres pour aller en avant. C'étoit cette même chaleur, ce soin si tendre pour les intérêts de votre ami, qui vous faisoit courir en fiacre *pendant deux certaines nuits* chez l'ancien Procureur-Général, pour y avoir des conférences secrètes avec MM. de Breignieres & de Murard. Mais je me tais, je crains toujours de renouveler votre humeur.

Pour vous plaire, je vais changer d'objet. Votre Grandeur ne m'a-t-elle pas dit qu'elle avoit au moins une quarantaine de surnuméraires à sa disposition ? Je ne me permets pas de lui demander comment elle a fait cette recrue, mais je pense, Monseigneur, que vous pourriez la diviser par escouades, & envoyer celles-ci dans vos Conseils Supérieurs, parce qu'il m'est revenu de très-bonne part que la désertion commençoit à s'y faire sentir : ce seroit-là l'école de votre jeune milice ; elle s'y formeroit à l'obéissance, à l'honnêteté, à la discipline, & vous serviroit ensuite à remonter notre Compagnie.

La pension des dix mille francs que vous m'avez accordée, me fait croire que je vaux quelque chose, & que je dois travailler comme vous, Monseigneur, au bien de la Patrie. J'ai imaginé le

plus beau projet d'Edit possible: dès qu'il sera mis au net avec toutes ses dépendances, je prendrai la liberté de vous en faire part.

Si la lettre de mon ancien Confrere est aussi bonne venue, que longue à venir, nous aurons sûrement bien du plaisir l'un & l'autre en la lisant.

J'ai l'honneur d'être avec un très-profond respect, Monseigneur, votre très-humble & très-obéissant serviteur,

DE SORHOUE.

A Paris ce 28 juin 1771.

L E T T R E X X.

De M. de Meaupeou à M. de Sorhouet.

De Paris, ce 30 Juin 1771.

Vous me voyez dans la peine, mon ami. Le Roi ne veut pas absolument entendre parler de la suppression de la Chambre des Comptes: ainsi me voilà forcé d'avoir recours à un Lit de Justice; je ne sçais quel diable voudra se charger de la commission: ce n'est pas encore cet article qui m'inquiète le plus; ce sont les Protestations. J'ai bien fait manœuvrer pour parer le coup; mais je ne suis pas encore sûr de la réussite, l'Abbé ne veut plus donner d'argent.

Si Rencaulmè & Gin ne se taisent, sous quinze jours je les chasserai comme deux méchans valets qu'ils sont.

Quant à Fleury, il ne m'a pas encore été possible de lui donner un successeur.

J'ai cependant frappé à bien des portes. Cet enragé de *Nègre* n'a jamais voulu m'ouvrir la sienne, *La Miliere* non plus, *Tolosan* encore moins. Mais la maniere dont ce dernier a tourné son refus, m'a réellement piqué. Il convient bien à un petit Maître des Réquêtes, à une matiere premiere, de témoigner tant de délicatesse : il m'a envoyé à Versailles sa femme *pleurnicher*, se lamenter, en me disant que je tuerois son mari. Oh bien, mon cœur, je vous promets que le travail qu'il aura désormais au Conseil, ne le tuera pas ; il n'est pas à s'en appercevoir : j'ai sçu qu'il vouloit se retirer à Lyon, & qu'il ambitionne la place de prévôt des Marchands de cette Ville : dites-lui de ma part qu'il a compté sans son hôte.

Où avez-vous pris que j'avois quarante furnuméraires ? Vous avez fait un beau rêve, mais il n'est pas mal qu'on le croye dans le public ; cela retiendra ceux de vos Confreres qui voudroient me mettre une seconde fois le marché à la main.

Trouvez-moi deux bons Théologiens Jésuites qui puissent m'aider de leur science à faire casser un mariage ; j'ai cette affaire très à cœur, c'est un coup d'Etat pour maintenir mon crédit.

Adieu, mon cher Sorbouet, je pars pour Versailles.

LE T T R E X X I.

De M. de Sorbouet à M. de Meaupeou.

Jesus Mon Dieu ! Est-il possible, Monseigneur ? L'ai je bien lu ? Mes deux yeux ne m'ont-ils pas trompé ? Ah ! je n'en reviens pas. Quelle lettre abominable ! Il faut que la tête lui ait tour-

né; elle a été très-certainement inspirée par le Diable. Comment! Répondre de cette sorte à une lettre aussi obligeante! A coup sûr, c'est un Parlementaire. Ne pas vouloir croire en vous, Monseigneur, ah! c'est un Hérétique, un Quaker, un Athée.

J'ai beaucoup hésité pour l'envoyer dans la crainte où je suis qu'elle n'échauffe la bile de votre Grandeur, qu'elle ne mette son cerveau dans la plus violente convulsion. Quelle perte pour la France votre chere Patrie, si en la lisant, un accès de rage venoit à vous suffoquer! Prenez, Monseigneur, toutes les précautions nécessaires pour le prévenir; imaginez-vous, par exemple, que ce n'est pas de vous dont on parle; quant à moi, je vous conseille de faire imprimer cet écrit à mi-marge, avec des observations pour servir de réponse à chaque article; vous êtes très-sûr de confondre l'injustice d'un si méchant homme. En attendant, il seroit possible de l'envoyer pourrir dans un cul de basse-fosse.

Au nom de Dieu, Monseigneur, modérez votre colere; ménagez votre santé si précieuse pour la France; surtout n'oubliez pas nos gages. Une Chambre des Comptes est bien faite pour vous arrêter; vous êtes embarrassé, dites-vous, pour trouver un porteur d'ordres, vous avez sous la main M. le Comte de la Marche; il doit se trouver très-honoré d'une pareille ambassade. Je suis certain d'avance qu'il y aura un grand éloge des Princes du Sang, cela lui fera certainement plaisir: vous pouvez lui garantir qu'il y aura des battemens de main épouvantables pendant toute la Séance. Oh! C'est un grand service que vous lui aurez rendu, & il en conservera pour vous toute sa vie la plus parfaite reconnoissance.

Cette indigne lettre de ce maudit Confrere est venue bien mal à propos me rendre à moitié fou: je vous aurois envoyé par ce courier le plus beau projet d'Edit que tête humaine puisse inventer; le plus digne de votre amour pour votre chere Patrie. C'est un Règlement de Discipline pour rendre tout le monde riche, libérer entièrement les finances du Roi, pour lequel il n'est pas besoin de l'assemblée des Etats généraux; & qui cependant ne passe pas les bornes de la plus stricte équité. Il a de plus l'avantage d'être de la plus facile exécution: surtout, Monseigneur, donnez-vous bien de garde de le communiquer à M. l'Abbé; car il est homme à en faire son profit, & à me couper l'herbe sous le pied.

Je vais chercher dans les bras de Morphée à rassembler un peu mes sens que cette maudite lettre a prodigieusement émus. J'ai besoin d'un long repos pour y rétablir le calme nécessaire.

J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, Monseigneur, votre très humble & très obéissant serviteur,

DE SORHOUET.

A Paris ce 2 juillet 1771.

L E T T R E

*De M. D *** ancien Conseiller du Grand Conseil,
à M. de Sorhouet, Conseiller au soi-disant Parle-
ment de Paris.*

A ce 27 Juin 1771.

Je ne suis pas étonné, Monsieur, qu'un fordide intérêt ait pu séduire votre ame, jusqu'au point de vous faire ajouter foi à ce prétendu zèle patriotique dont M. de Meaupeou masque au-

jourd'hui ses pernicioeux desseins. Je conçois aisément qu'il a été possible que des lâches, tels que Langelé, Debonnaire, vous & d'autres, se soient laissés surprendre par la force des raisons que sa faveur & l'appas du gain leur auront présentées; qu'ils se soient laissés gagner par les démonstrations d'estime, d'amitié, & par les viles caresses qui ne coûtent rien à cet homme vis-à-vis de ceux qu'il veut corrompre, sa méthode est connue depuis longtemps. Mais sur quelle bassesse m'avez-vous donc pu juger capable de partager votre infamie? Comment avez-vous pu me supposer assez dénué de bon sens & d'intelligence, pour tomber dans un piège aussi grossièrement tendu?

C'est à moi que vous prétendez prouver la juste punition du Parlement de Paris; c'est à moi que vous voulez faire croire que M. de Meaupeou ne l'a détruit que pour le remplacer ensuite par les Etats généraux du Royaume dans ce qui regarde la vérification de la loi de l'impôt.

Et je pourrois jamais penser qu'une ame comme la sienne, dévorée par l'ambition, livrée à l'envie, à la bassesse, au cruel desir de la vengeance, noircie par la perfidie, souillée de crimes, ait conçue l'unique projet qui puisse faire oublier à la France esclave depuis cent cinquante ans, depuis que Henri-le Grand n'est plus, tous les maux qu'elle a soufferts, le mépris dans lequel elle est tombée.

O nom jadis si respecté, si admiré, si craint, si aimé de l'Europe entière! nom sacré de ma Patrie, qui n'existe plus que dans le cœur d'un petit nombre de citoyens, & dans de vieilles chroniques, le monstre qui a achevé de disperser tes cendres, veut, dit-on, aujourd'hui te faire sortir glorieux du tombeau, & c'est Sorhouet son vil esclave qu'il a

choisi pour être le trompette, le hérault du fort brillant qu'il te prépare !

Mais puisqu'aujourd'hui votre impudente audace vient réveiller dans mon ame le sentiment de la profonde douleur que les malheurs de ma Patrie, & les miens y ont fait naître, je veux vous montrer, Monsieur, ce qu'est un citoyen François ; avec quelle noble liberté il sçait braver un injuste Ministre, sans s'effrayer des persécutions, & des tourmens qu'il lui réserve.

Je vais vous tracer les principaux traits de l'odieux tableau de cet infame artisan, des disgraces qu'éprouve ma Patrie, & le peindre des noires couleurs qui leur conviennent, afin que s'il vous reste encore un peu d'ame, vous appreniez à le détester autant que moi ; c'est la seule réponse que je puisse & doive faire à votre lettre. Sans le prendre au moment de sa naissance, la fortune ou le crédit de son pere lui procurerent l'alliance d'une famille illustre, & bientôt il fit mourir de chagrin & de désespoir une femme noble & vertueuse, qui n'eut jamais d'autre faute à se reprocher, que d'avoir été la sienne.

Il devient le larron du bien de ses propres enfans ; sa fordide avarice l'engage à leur refuser l'éducation la plus commune ; leur ignorance crasse, & leurs vices en font la preuve.

Sa mere lui est importune, parce qu'elle ose prendre la liberté de lui faire de sages remontrances : elle est attaquée d'une maladie mortelle, elle touche à son dernier moment. M. de Maupeou le sçait, il passe obstinément quinze jours sans la voir, il refuse la bénédiction maternelle. Le jour de sa mort, l'excès de la douleur l'emporte dans cette femme si respectable sur son amour. Elle voit tous ses parents attristés fondre en larmes autour de son lit,

son fils seul n'y est pas; elle ne peut plus retenir ses justes plaintes, elle gémit tout haut d'une dureté de caractère si inflexible & si barbare. *Dites à mon fils de ma part, s'écrie-t-elle en s'adressant à ceux qui l'environnent, qu'il est un enfant dénaturé; qu'il avance aujourd'hui ma mort. Hélas! Il me traite comme il a traité sa femme: mais ce qu'il y a de plus cruel pour sa malheureuse mere, & de plus terrible en ses derniers momens, c'est qu'elle meurt avec la certitude qu'il porte dans son cœur le germe de tous les crimes.*

Je nommerois les témoins, si je ne craignois que le tigre furieux ne leur déchirât les entrailles, pour abolir la mémoire de sa détestable ingratitude: aussi ses fils le traitent comme il a traité sa mere, avec un souverain mépris.

Un acte nuit à ses prétentions sur la succession de M. de Pont du Château, dans laquelle il est intéressé avec M^{de}. de Mont-Boissier: elle avoit alors pour conseil, M. Simon beau-pere du Notaire Alleaume dépositaire de cette pièce importante: cette considération n'est pas faite pour l'arrêter; il va trouver le Notaire & tâche de le corrompre pour l'engager à lui en livrer l'original. Alleaume surpris, lui rappelle poliment qu'il doit sçavoir mieux qu'un autre, de qu'elle stricte obligation sont les devoirs d'un homme chargé par état du dépôt de la foi publique. Il lui représente qu'il n'est pas encore assez éloigné de son origine, pour avoir totalement oublié *Vincent Meaupeou* Notaire à Paris en 1547, dont les trois fils furent annoblis par Lettres registrées en la Chambre des Comptes en 1586.

Cette vraie, mais humiliante observation ne le rebute point; il insiste, il joint les menaces aux promesses, il fait envisager au Notaire jusqu'à quel

point un refus constant peut porter son indignation & sa vengeance ; mais cet homme incorruptible lui répond avec une noble assurance : *On voit bien, M. que vous ne voulez pas démentir en vous le sang de votre race, & les crimes de ceux qui ont portés votre nom ; de ce Gilles Meaupeou, Avocat en 1609, dont il est dit en bon lieu qu'il eût été le plus grand fripon de son siècle, si son fils ne l'eût surpassé ; de cet autre Meaupeou qui sans doute, étoit de votre famille, & qui en 1671, aidé de sa femme, assassinoit lâchement son beau-fils dans la Ville de Privas, pour faire passer sur la tête de son frere la substitution de ses biens maternels. ** Au lieu de me menacer, craignez plutôt que je ne vous dénonce moi-même à la justice, afin qu'en vous étouffant de bonne heure, elle vous empêche de devenir un plus grand scélérat.

Je sçais le fait aussi bien que le discours, de science certaine. Il m'a paru suffisant pour me dispenser d'en chercher d'autre : je me suis jamais soucié de connoître la vie particuliere de cet homme (si cependant ce n'est pas déshonorer le titre que de l'appeller ainsi ;) mais pour peu que je voulusse entrer dans le détail, j'en trouverois cent autres de la même force à vous citer. J'ai l'avantage de ne l'avoir rencontré dans le monde qu'une seule & unique fois, & je m'en souviendrai toujours ; c'étoit chez l'ancien Chancelier son Prédécesseur, il étoit alors Président à mortier, & il y venoit sans doute pour lui faire sa cour, comme au Chef de la Justice & de la Magistrature. M. de Meaupeou étoit yvre comme un cocher ; vingt personnes l'ont vu dans cet état.

* Le récit de cet assassinat a été imprimé en 1671, mais il est devenu rare : sous quinze jours, je le ferai réimprimer avec la généalogie, à mes frais & dépens.

Je ne rapporterai pas non plus toutes les trahisons qu'il a faites à sa Compagnie, dans le temps qu'il la présidoit : je ne dirai pas à qui cet infâme l'a vendue, ni pour quelles sommes, ni combien de fois ; encore si son pere & lui n'eussent fait que la vendre, & ne l'eussent pas déshonorée, c'auroit été le mal du moment, & nous ne gémirions pas de voir qu'il est presque irréparable. Je n'insisterai pas sur la dureté avec laquelle il rendoit la justice aux malheureux plaideurs, en les écrasant sous les frais énormes des épices, & de procédures inutiles pour eux, mais lucratives pour lui ; sur ses mécomptes fréquens dans le calcul des voix ; sur les Arrêts qu'il a vendus au plus offrant & dernier enchérisseur, souvent en recevant des deux parties un prix égal pour sa prévarication. Je tairai ses intrigues, ses cabales, ses bassesses, ses abus de confiance & d'autorité. Il n'est point de Procureur dans Paris qui n'ait en main au moins demie preuve de ses friponneries. Les Présidents & Conseillers de sa Compagnie qui en ont des preuves entières, & ne les ont pas dissimulées, sont ceux qu'il a traité avec tant de barbarie dans le choix des lieux les plus infâmes, destinés pour leur exil, afin de se venger par les maux qu'il leur faisoit souffrir, du juste mépris qu'ils lui avoient souvent témoigné.

Toutes ces particularités sont connues, quelques-unes même par son aveu, & bien plus vraies que les rêveries qu'il vous débite sur la prétendue sagesse de ses desseins, & la justice de leur exécution. Il ne m'a pas fallu les chercher bien loin ; elles sont telles que le hazard me les a présentées : je suis trop peu intéressé à prouver que toute sa vie précédente n'est qu'un tissu de méchancetés & de noirceurs, pour grossir ma réponse

de l'immense recueil des preuves que j'en pourrois donner.

Je m'arrête principalement sur son administration, sur les bassesses par lesquelles il est parvenu au Ministère, & s'y maintient.

C'est en rampant d'abord autour des favoris, en se rendant nécessaire à leurs petites intrigues, qu'il s'est approché de la faveur; c'est à force de lâches flatteries, de basses complaisances, qu'il a fait perdre de vue au Roi le jugement que ce Monarque avoit porté de lui & de son pere, lors de l'exil du Parlement en 1756, & dans le temps des démarches qui se faisoient pour son rappel.

Quelle confiance, Monsieur, un homme honnête peut-il avoir dans un Chancelier de France, un Chef de la Magistrature & de la Justice, dont les mœurs doivent être si pures, la conduite si irréprochable, & qui devoit donner à tous l'exemple d'une noble & respectueuse fermeté, lorsqu'il l'a vu ambitionner lâchement l'emploi de confident, ou de Sur-Intendant des plaisirs secrets du Prince; l'appuyer du crédit de celle qui avoit scû lui plaire; la tromper afin de tromper son Maître. en la faisant entrer dans des complots odieux contre sa Patrie, abuser de son peu d'expérience dans les affaires, qui lui en masquoit les dangers, & ne permet pas qu'on la soupçonne d'en avoir seulement pu concevoir l'idée: il a baslement fait le pied de grue dans une antichambre, épié les momens favorables pour être admis à sa toilette. Il a consenti à servir de jouet à ses derniers valets pour amuser leur Maîtresse, & lui apprêter des divertissemens & des éclats de rire, dont sa propre honte a fait tous les frais. Je déshonorerois ma plume, si je rappellois ici le sceau de sa réconciliation avec elle,

& l'infamie * qui lui a valu la signature des lettres d'exil qui disperfoient le Parlement, & affueroient l'assouvillement de ses vengeances particulieres.

Il auroit eu trop à craindre de la bonté paternelle du Roi pour ses fujets, de son attachement à la justice, & aux anciennes loix de son Royaume, s'il n'eût pas profité des momens de foiblesse inféparables quelquefois de l'humanité, pour lui faire signer les actes de violence & de tyrannie qu'il exerçoit sous son nom, actes dont il lui cachoit foigneusement la rigueur, l'étendue & les suites par ses impostures, ses calomnies, & en occupant toutes les avenues du trône.

C'est en se rendant nécessaire par de semblables moyens, que ce serpent s'est glissé dans le cœur de mon Roi, pour le déchirer, & répandre ensuite sur les cruelles morsures qu'il lui a faites le venin de sa méchanceté.

Je passe, sans m'arrêter, sur l'odieuse calomnie dont il s'est servi pour noircir dans l'esprit du Monarque, un Ministre que le Prince honoroit de sa confiance & d'une amitié particuliere, qui avoit été son bienfaiteur, auquel seul il devoit son élévation, sur l'usage qu'il a fait, pour le perdre, de billets sans datte que M. de Choiseul écrivoit * dans le temps des Assemblées du Parlement contre la société des Jésuites, & qu'il faisoit lire au Roi,

* Tout paris a su cette infamie ; mais les gens de province, les étrangers, & la postérité ignoroient à quel prix ce Réformateur a acheté l'exil du Parlement. M^{de}. Du B **. voulant témoigner à cet infâme combien elle le méprisoit, exigea de lui qu'il lui baissât le der... Ce qu'il fit parce moyen il obtint l'exil qu'il désiroit tant.

Un ame honnête qui n'a que des vues de bien public se permet-elle de pareils moyens pour parvenir à ses fins. Voilà le grand homme digne d'être célébré par les partisans du Despotisme.

en les adoptant par une insigne fausseté aux Assemblées de cette même Cour, dans l'affaire de M. le Duc d'Aiguillon dont il se disoit l'ami. Je vous ferai remarquer seulement, Monsieur, qu'après avoir témoigné à ce dernier le zèle le plus ardent pour les intérêts de sa gloire, après l'avoir engagé par ses conseils dans un labyrinthe où il a failli se perdre sans ressource, M. de Meaupeou envoyoit au Parlement, par ses émissaires, l'arrêté qui faisoit exclure M. le Duc d'Aiguillon de la Cour des Pairs, & le suspendoit des fonctions de la Patrie, dans le temps même de la séance où a passé cet arrêté.

Il est temps, Monsieur, de vous parler de ses autres crimes vis-à-vis du Roi, du Parlement & de la Nation.

Vis-à-vis du Roi qu'il a cruellement trompé en abusant des momens de foiblesse, dont les plus sages Monarques ne se défient pas, parce qu'ils jugent par la bonté de leur cœur de celui des Ministres qui les approchent. Il a versé dans son ame la triste inquiétude, le noir soupçon l'importune défiance. Il a écarté de lui tous les bons citoyens. il l'a presque réduit au milieu de sa Cour à ne jetter les yeux que sur des hommes qui n'ont pas l'ame assez haute pour se dévouer au bien public, à qui la faveur du Monarque est plus préteuse, que sa véritable gloire, & qui préfèrent des intérêts particuliers à ceux de leur Patrie; mais il éloigne avec grand soin de sa personne les Princes de son sang qui depuis leur enfance n'ont cessé de lui témoigner le plus tendre amour, le plus profond respect, le plus ardent desir de contribuer au bonheur & à la gloire de son règne. Mais les Grands de son Royaume sont contraints de se tenir
caché

caché dans la retraite , pour n'avoir pas la honte de partager la faveur avec un Ministre déshonoré par tant de bassesses, & celle d'en avoir reçu des graces.

Il a envié au Roi son titre de Bien-Aimé : il a tâché de rendre sa mémoire plus odieuse aux François que ne le fut jamais aux Romains celle des Néron & des Caligula. Mais cinquante-cinq années de règne consacrées par tant de sagesse, tant de soin à maintenir les loix, tant d'amour de ses peuples & pour ses peuples, démontrent heureusement à l'univers que les violences multipliées qui s'exercent ne sont point son ouvrage, quoiqu'elles se fassent en son nom, qu'il les ignore, parce que son entière confiance en son Ministre l'abuse. L'hypocrite a sçu déguiser à ses yeux, sous l'ombre de la justice & du zèle pour son autorité, la noirceur de son ame, & les forfaits qu'il ose commettre pour assurer le succès de ses vengeances.

Que d'injustices en effet ! Que de tyrannie ! La seule nuit du 19 Janvier, nuit désastreuse, & qui de vroit être retranchée des fastes de notre histoire, en présente à la fois cent soixante & douze qui choquent de front toutes les Ordonnances du Royaume, & attaquent la sainteté des sermens solennels prêtés par des Magistrats vertueux auxquels on veut les contraindre d'être parjures. Celle qui l'a suivie de près n'est pas moins affreuse : il est inutile d'en retracer le tableau si bien peint dans les Remontrances de la Cour des Aides de Paris & du Parlement de Rouen.

Par combien d'autres actes de violence soutient-il ses premieres injustices ! Je me tairai maintenant sur tous ceux qui sont malheureusement trop connus, & contre lesquels la Nation a réclamé : mais je ne puis garder le silence sur celui qu'il met en

œuvre pour perdre les Gens du Grand Conseil, qui ont le courage de préférer la privation de leur état, à un état plus brillant qu'ils ne se croient pas capables de remplir avec honneur. Ils ont ordre de se rendre à Versailles, ils obéissent. Là dans un lit de Justice, sans autre raison que la volonté du Chancelier, & la réussite de ses intrigues secrètes, on les supprime, on les anéantit: ils se soumettent. Le Ministre victorieux les traîne après son char comme des esclaves, pour leur rendre au Parlement une existence qu'ils n'ont point ambitionnée & qui ne leur convient pas: ils s'y laissent encore conduire. Ils sont comme des agneaux dociles qui se taisent devant le berger qui les tond, ou le boucher qui les égorge. Les seuls ressorts qui les font agir sont toujours le respect, & l'obéissance à des ordres du Monarque évidemment surpris, puisqu'ils sont évidemment injustes & tyranniques. Mais n'est-ce pas lui avoir assez donné que ce premier acte d'une soumission aveugle, qui peut leur attirer l'ignominie & la haine de leurs Citoyens? Leur honneur & leur conscience réclament. Le Roi leur a déclaré qu'il n'a jamais prétendu gêner celle de ses Officiers. Des hommes qui n'ont point approfondis les loix, qui ne se croient pas assez instruits sur les matieres civiles & criminelles, à qui il répugne de condamner à mort leurs semblables, qui ne peuvent y déterminer leur cœur, qui enfin, quand ils se sentiroient les qualités requises, ne veulent pas d'une Magistrature honorable, par la seule raison qu'elle n'étoit pas faite pour eux, & croient qu'après avoir obeis, il leur est permis de se démettre. On les exile, on les arrache cruellement du sein de leur famille, des bras de leurs femmes, de leurs enfans, de leurs amis. On a déjà détruit leur état, on a détruit leur fortune par un

remboursement fictif, & qui ne peut s'exécuter. On les ruine par des dépenses réelles auxquelles ils ne suffisent pas. Tout leur crime est de n'avoir pas voulu agir en aveugles contre leur propre conscience; d'avoir refusé de prendre en main le glaive de Themis pour en frapper leurs Concitoyens; & M. de Meaupeou n'en fait pas moins passer dans l'esprit du Roi tous ces actes de tyrannie pour des actes de justice, des punitions légales & nécessaires contre des sujets rebelles, comme si le Roi pouvoit jamais forcer celui qui s'en croit incapable à devenir l'arbitre de la vie, de l'honneur & des biens de ses Concitoyens; comme si le Roi pouvoit d'un seul mot de la bouche de son Chancelier lui inspirer le courage & les lumières nécessaires pour remplir un état pour lequel il se sent une opposition invincible.

Je ne vous parle que de ces motifs: car vous êtes homme à faire entrer pour rien dans les raisons de notre démission l'opprobre dont nous nous ferions couverts en usurpant les places de Magistrats que la France regrette, & dont la destruction n'est encore opérée que fictivement, puisqu'elle n'est pas légale. Pouvions-nous nous dissimuler à nous-mêmes le desir que tous les ordres de l'Etat témoignent pour leur glorieux rétablissement?

Par quelles illusions cet infâme séducteur est-il venu à bout de rendre criminels aux yeux du Souverain un corps de Magistrats zélés pour sa gloire, & les véritables intérêts de l'autorité Royale, dont ils ont en tout temps & en toute occasion reconnu que la leur n'étoit qu'une émanation. Il lui parle de ligue, de complots, d'associations, d'atteintes portées à son pouvoir législatif, de désobéissance, de rébellion punissable, parce qu'ils refusent de prêter leur ministère à un Edit captieux, destructif

de leur honneur, de toutes les anciennes formes & Ordonnances du Royaume, un Edit qui anéantit dans sa source la liberté Françoisse, la propriété des Citoyens, la Loi Salique, le droit de succession à la Couronne. Où sont donc ces ligueurs? Où sont ces complots, ces atteintes données par les Magistrats de Paris au pouvoir législatif? L'hypocrite gémit en secret maintenant de n'avoir pas éprouvé de leur part une résistance plus longue & plus vive. Elle auroit justifié ses imputations calomnieuses aux yeux du Roi: mais tous ont obéi dans le plus profond silence, & ces Magistrats prétendus rebelles ont été des citoyens soumis à des ordres iniques, contre lesquels ils auroient peut-être pû trouver des moyens de réclamation.

Considérez maintenant, M. par quels artifices il a cherché à surprendre les esprits d'une Nation qu'il a trop méprisée. Partout il a mis des mots à la place des choses, il a gardé les noms en anéantissant les réalités: il produit un Edit destructeur de tout ce qu'il y a de plus sacré dans nos loix; il l'intitule *Règlement de Discipline*. Il appelle un *Système inconnu à nos peres*, le droit que les Magistrats ont de remontrer aux Rois la vérité, & d'opposer à des volontés du Monarque évidemment ou injustes ou surprises, une résistance respectueuse, mais inébranlable & sans bornes. Charles IX avoit tenté de la proscrire, il y a plus de deux siècles. Il l'appelloit alors *une vieille erreur dans laquelle les Membres de son Parlement avoient été élevés*: quelle est donc cette *erreur nouvelle aujourd'hui*, déjà *vieille* du temps de l'impérieuse Catherine de Médicis? Cette erreur, c'est la vérité, c'est la Loi fondamentale de la Monarchie, importune à tous les Ministres ambitieux & pervers, toujours combattue par eux, quelquefois opprimée, toujours renaissan-

te, & dont la force perpétuée d'âge en âge, se fait sentir à tous les cœurs vraiment François.

Les désastres qui résultent de son Edit sont approfondis & exposés. Il persuade au Roi de punir les Magistrats qui l'éclairent, & de confisquer leurs Offices, & un mois après, il n'en proteste pas moins au nom du Monarque, qu'il se reconnoît *dans l'heureuse impuissance de toucher aux Institutions qui protègent l'honneur, l'état & la propriété de ses Sujets.* Il est donc prouvé par l'aveu du Roi lui-même, que les Magistrats ont eu raison de soutenir *son heureuse impuissance*, & ils n'en sont pas moins punis contre toutes les formes, contre toutes les loix, & cette *heureuse impuissance* est devenue un pouvoir trop réel, quand il a voulu les écraser sous le poids d'une indignation qu'ils n'avoient point méritée. Ainsi quoique les limites sacrées du pouvoir de nos Souverains soient posées & reconnues, on n'en voit pas subsister l'effet de l'Edit qui les renverse. Ainsi le Roi ne peut toucher à l'état & à la propriété de ses Sujets, & cent soixante & douze Magistrats n'en sont pas moins dépouillés de leurs fonctions & de la propriété de leurs Offices.

Le cri public s'élève contre le Chancelier au sujet de ces confiscations, il n'en parle plus. Deux mois après, paroît un nouvel Edit qui supprime les Offices confisqués, & en ordonne un remboursement illusoire, aussi injuste que la confiscation même: il fait créer de nouveau ces Offices au profit de nouveaux titulaires, & il ose publier que ces nouveaux Officiers sont *inamovibles comme les anciens.* Il a durant six mois renversé toutes les loix & fait le malheur de la France, & dans tous ses discours, il ne parle *que du bien des peuples, de la félicité publique.* Il prononce des adages. *La liberté*, dit-il, *ne subsiste qu'avec les loix, & périt avec elles:* il prend la

Nation pour son jouet, & la persifle avec une impudence qu'elle seule pouvoit souffrir.

Quel indigne rapport veut-il introduire entre des épices & le sort de la France? Il falloit réduire, il falloit supprimer les épices, puisqu'elles ne pouvoient plus tourner à son profit, & ne pas détruire nos anciennes constitutions.

Si le ressort du Parlement de Paris étoit trop étendu, il falloit le partager, restreindre, & ne pas détruire nos anciennes constitutions.

L'état présent de nos mœurs, & moins encore celui de nos finances, ne paroît pas propre à ôter la vénalité des charges, pour y substituer des nominations qui seront, quoi qu'on dise, envahies par l'intrigue; & ne nous donneront pas de meilleurs Juges. Si l'on vouloit supprimer cette vénalité, il falloit rembourser effectivement les titulaires, & ne pas détruire nos anciennes constitutions; mais la création du nouveau Châtelet dont les nouvelles Charges sont vénales, mais la vénalité universelle de tous les Offices de Judicature dans les Tribunaux inférieurs qu'il y laisse subsister, est une preuve non équivoque que ce n'est point l'extinction de la vénalité des Offices qu'il poursuit, mais ses vengeances particulières contre les Officiers qui en étoient pourvus.

Son plan est de revêtir des apparences de justice & d'intérêt public, la destruction de l'ancienne Magistrature qu'il a jurée, parce qu'il la craint, pour lui substituer soixante & quinze esclaves achetés à prix d'argent, assez lâches pour devenir les complices de son crime, les ministres de ses fureurs, les bourreaux de leurs concitoyens, & les fléaux de la Patrie. Qu'il a bien prouvé en effet par le choix qu'il a fait de ces nouveaux Officiers, toute la bassesse de son ame! Il faut les juger par lui, &

le juger par eux. La plupart d'une vile extraction, sont sans aucune connoissance des loix ni des formes; ce sont des gens à qui les gages qu'il leur promet, sont nécessaires pour vivre. S'il en est quelques uns parmi eux qui aient puisés la vie dans une source plus pure, leur conduite précédente, & le mépris qu'elle leur avoit attiré, deviennent le seul prétexte dont ils puissent se servir pour justifier ce nouveau déshonneur, & c'est-là le Corps national qu'il charge de veiller aux intérêts de la Patrie; de porter la vérité au pied du Trône qui sera souillé par leurs seuls regards, & d'y présenter les réclamations des peuples. C'est-là le Corps dans lequel il prétend faire entrer les Princes de l'Auguste Sang des Bourbons, les grands Officiers de la Couronne, les premiers Nobles de l'Etat: ce sont-là les Juges qu'il nous donne, les dépositaires de nos Loix les plus sacrées. Nos biens, notre vie, notre honneur, tout ce que nous avons de plus précieux au monde, est remis à la disposition d'hommes ignorans, crapuleux, écrasés de dettes, qui ont réunis & concentrés la haine universelle qui les poursuivra toujours, pour passer d'eux à leurs descendants, se perpétuer de race en race, & couvrir leurs noms d'un éternel opprobre.

Je suis bien éloigné de croire que l'ancien Parlement fût tout-à-fait exempt de faute. Je lui pardonne avec peine la longueur des procédures, l'énormité des frais de Justice; mais il faut convenir qu'il en avoit lui-même reconnu l'abus, & souvent demandé l'abolition: il auroit pû se réformer lui-même, si son zèle eut été plus actif & plus vigilant.

Je ne lui pardonne point non plus son peu de discernement dans le choix des Membres qu'il adoptoit; sa négligence à les maintenir dans une plus

exacte & plus sévère discipline. J'avouerai cependant que le Gouvernement lui-même sembloit s'opposer à une meilleure composition, & à une plus sage police. (a) De sages Magistrats auroient pû, sans se compromettre, réformer ses vues.

L'ancien Parlement étoit encore coupable vis-à-vis de la Nation dont il avoit trop foiblement défendu les intérêts, en se rendant facile sur la vérification de l'impôt. Etoit-ce au Ministère à le punir d'une faute essentielle, il est vrai, mais qu'il le forçoit tous les jours de commettre, ou par caresses, ou par menaces, & qui d'ailleurs lui étoit si profitable? Mais de supposer que ce soit par cette raison que M. de Meaupeou l'ait anéanti; de supposer qu'en son lieu & place, il veuille rendre à la Nation ses anciens Etats généraux, il n'y a qu'un monstre comme lui qui, après avoir conçu, exécuté les plus exécrables projets, puisse encore se faire honneur d'un si noble dessein. Il n'y a qu'un vil esclave de ses volontés, tel que vous, qui puisse le croire & le répéter, pour tâcher de justifier par de vaines paroles tous les maux réels qu'il nous a faits.

Je crois donc que M. de Meaupeou mérite toutes les odieuses qualifications que contient la fin de votre lettre, & de plus fortes encore s'il y en a; qu'elles lui conviennent toutes sans réserve, dans toute leur étendue, & sans être conditionnelles. Je ne les répéterai cependant pas: c'est assez pour moi de dire que depuis l'existence de la Monarchie, il n'y a point eu de Ministre qui ait plus désolé la France, qui lui ait fait des blessures plus

(a) M. de Meaupeou lui-même, a refusé son agrément à plusieurs Membres qui se présentoient, précisément parce qu'ils étoient des gens du premier mérite

profondes, plus incurables. Voilà les seules armes qu'un citoyen sage se permette d'employer contre le cruel auteur des disgrâces de sa Patrie; mais il ne convient qu'à un fanatique, à un Sorbouet, de terminer son recueil d'invectives par le souhait & la menace d'un assassinat.

Un bon citoyen attend tout du retour des Loix qui tôt ou tard reprennent leur empire. Il les aime & les connoît trop pour les violer, même en la personne de leur destructeur; il sçait que la justice divine atteint toujours le scélérat qui fuit devant elle, & que le gibet n'a jamais perdu ses droits.

Rarò antecedentem scelestum

deferuit poena pede claudo.

C'est où il attend les malfaiteurs & leurs infâmes complices.

Du reste, je finis ma lettre avec le plus souverain mépris pour votre personne, & pour vos offres. D ***

L E T T R E X X I I.

De M. de Meaupou à M. de Sorbouet

A Versailles, ce 3 Juillet 1771.

Quand je t'ai demandé par ma dernière, mon cher cœur, la réponse de ton ancien Confre-re, je l'avois déjà. D'Ogny me l'avoit remise, ainsi que la lettre que tu lui avois écrite. Tu penses bien que tes lettres ne sont pas plus privilégiées que les autres: ce qui m'étonne le plus, c'est ton enfance de te fâcher pour si peu de chose. Elle a produit en moi un effet tout contraire; j'en ai ri. *Cela ne mord, ni ne rue.* On dira bientôt *que j'assassine les gens, que je mange les petits enfans*

tout cruds. Tu ne me connois pas, je suis au dessus de toutes ces miseres-là.

Est-ce ma faute, si ma mere étoit une sottre créature, & ma femme une bégueule, (Dieu leur fasse paix & miséricorde) si mes enfans sont des imbéciles & des crapuleux? Est-ce aujourd'hui un si grand malheur de descendre de Vincent Meaupeou Notaire, d'avoir eû dans ma famille des fripons & des assassins? Cela empêche-t-il que mon Pere & moi ne soyons de fort honnêtes gens? N'avons nous pas fait nos preuves? Il n'y a rien de neuf dans cette lettre : je sçavois tout cela.

Au surplus j'ai si bien enjollé l'esprit du Roi, qu'il n'en croira jamais rien ; je tiens le bon bout, & me ris de tous les sots discours. Va, mon cher cœur, console toi, & fais comme moi ; met-toi au dessus du *Qu'en dira-t on.*

J'aurois cependant bien envie de mettre ton Confrere dans un cul de basse fosse, & ce seroit déjà fait, si cet homme ne tenoit à rien. J'ai des lettres de cachet en blanc à ma disposition, & tu sçais que j'en sçais faire usage ; mais je lui soupçonne de la protection, des amis, des parens qui pourroient crier. Cela reviendrait aux oreilles du Maître : il faudroit peut-être lui montrer cette lettre, & tu dois sentir que c'est une lecture dont je puis le dispenser.

J'attends ton beau projet. Après tout le bien que tu m'en dis toi-même, je ne doute pas qu'il ne soit excellent.

Adieu, mon cœur, je t'aime presque autant que ma Patrie.



L E T T R E X X I I I .

*De M. de Sorbouet à M. de Meaupeou.***M**ONSEIGNEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser enfin le superbe projet que je vous avois annoncé par mes précédentes. Malgré le trouble & le dérangement d'esprit que m'avoit occasionné la maudite réponse de mon ancien Confrere, j'ai eu le courage d'y mettre la dernière main. Il est vrai que votre lettre n'a pas peu contribué à remettre ma tête dans un meilleur état.

Mon Edit est le fruit de mes travaux & de mes veilles depuis plus d'un mois. La France pourra jouir bientôt du bonheur que vous lui aurez procuré. En huit jours, si vous le voulez, l'Etat sera libéré de toutes ses dettes, ou du moins la libération sera en bon chemin. Il ne s'agit pour produire cet heureux effet, que d'appliquer par une répartition sage à la multitude inombrable des pauvres citoyens le superflu des revenus de cent mille familles qui régorgent de biens souvent injustes & mal acquis. Le Roi se feroit l'administrateur de ce superflu : mais comme l'intérêt général doit toujours passer avant l'intérêt particulier, il déclareroit qu'il convient que l'application s'en fasse d'abord aux dettes de son Etat, & se chargeroit encore de cette administration préliminaire. Le préambule de mon Edit, vous fera mieux sentir, Monseigneur, combien il est juste & digne de votre sagesse.

Pour cet effet, tous ceux dont la fortune passeroit dix mille livres de rente, excepté cependant les

privilégiés portés par la réserve de mon Edit, feroient tenus sous les plus grieves peines, de verser l'excédent dans le trésor public, & les emprunts de particuliers à particuliers seroient prohibés par les plus rigoureuses défenses.

Il ne faut que cela, Monseigneur, ensuite notre projet marche tout seul.

J'ai fixé le revenu des plus riches à dix mille livres de rente, d'après les informations que j'ai prises dans notre Compagnie, & les idées que je me suis formées sur la richesse. De soixante & quinze que nous sommes, soixante & plus m'ont déclarés unanimement qu'ils se trouveroient bienheureux, si jamais leur fortune pouvoit monter jusques-là. J'ai même à vous observer sur ce point qu'au cas où vous adopteriez mon projet, du moment que l'Edit feroit enregistré, il feroit décent de faire l'application des premiers deniers qui en proviendroient, au complément de ladite somme de dix mille livres de rente en faveur de mes Confreres; le tout pour empêcher les fots discours des mauvais plaisans qui continuent à nous appeller des gueux & des *va-nuds-pieds*.

Quatre jours suffissent pour mettre mon projet en état d'être exécuté; en voici la marche que je prends la liberté de vous indiquer. Votre Grandeur nous adressera le lundi matin l'Edit sur parchemin signé & scellé; & en même temps un second paquet qui contiendra nos Remontrances & nos *itératives*: Elle nous fera donner des ordres de la part du Roi, pour nous rendre le lendemain mardi, cinq heures du soir à Versailles, pour la lecture des *très-respectueuses*. Sa réponse sera fort honnête pour nous; du reste, elle contiendra que des raisons d'Etat, de sagesse & de bienfaisance qu'il ne peut pas nous révéler, s'opposent à ce qu'il change rien à son Edit.

Des mots comme cela, ou bien d'autres: vous lui fournirez de si belles réponses sur le champ, si vous voulez. Vous êtes plus au fait que moi, Monseigneur, & si je vous dictois celle qu'il faut faire, ce seroit *Gros jean qui voudroit remontrer à son Curé*. Le Roi nous donneroit en même temps rendez-vous pour le lendemain mercredi, afin d'entendre nos *itératives*; nous aurions soin de porter avec nous notre bonnet de nuit, comme les politiques du Grand-Conseil, la veille du dernier lit de Justice; le lendemain la petite cérémonie, cela va sans dire, à dix heures du matin: & si Monseigneur portoit l'attention jusqu'à faire imprimer deux ou trois jours d'avance le procès verbal, à quoi je ne vois nul inconvénient, puisqu'on n'y met jamais que ce que ce qu'on veut, dès jeudi à une heure après midi, les colporteurs crieront dans Paris: *Nouvel Edit du Roi enregistré en Parlement, donné de tout-à-l'heure pour la félicité des peuples*, & voilà tout d'un coup une excellente affaire finie, à la grande satisfaction de tout le monde. Je suis expéditif, comme vous voyez, Monseigneur, & j'entends le jar à merveille.

Monseigneur, je vous prie de remarquer que j'intitule mon Edit: *Règlement de Discipline par trois raisons*. La première, c'est qu'il faut mettre de la modestie partout; la seconde, c'est qu'il tient réellement à la police générale des biens du Royaume; en dernier lieu, c'est que ce titre est fait pour réussir.

Ce n'est point du tout ici le cas d'une Assemblée des Etats généraux, ils n'y ont que faire, attendu que ce n'est point un impôt; c'est une affaire de pure administration, dont le Roi, comme seul Législateur de la Police, ne doit compte qu'à sa sagesse.

Je suis persuadé, Monseigneur, qu'il se trouvera encore d'assez mauvaises têtes, des gens assez ennemis du bien public, assez frondeurs, assez Parlementaires, pour s'imaginer que cet Edit attaque la propriété, *comme si un Règlement de Discipline pouvoit jamais donner atteinte aux Loix; que le Roi lui-même se reconnoît dans l'heureuse impuissance de changer.*

Je suis très certain, Monseigneur, que votre Edit passeroit tout d'un coup au Parlement: il y auroit au moins soixante six voix pour le vérifier; mais il est à propos de nous donner un air de Lit de Justice, pour assurer notre réputation: c'est pourquoi j'ai eu attention de placer dans le préambule un petit compliment pour notre Compagnie actuelle, car s'il eût contenu des injures, des inculpations aussi graves, aussi flétrissantes que celui de Décembre dernier, malgré notre soumission aveugle à vos volontés, je doute qu'il eût passé sans Protestations, parce que, quelque vénal qu'on puisse être, personne ne consent volontiers à ériger son déshonneur en loi.

Vous ne sçavez peut-être pas, Monseigneur, pourquoi j'ai glissé adroitement la prohibition de tout emprunt de particulier à particulier: c'est un retour de fine politique que j'ai volé à l'Abbé Terray, pour forcer tous les Sujets du Roi de prendre son papier s'ils veulent placer leurs fonds, & par ce moyen, toutes les fortunes nouvelles seroient dans la dépendance totale du Gouvernement.

Je reviens aux contradictions que mon projet pourroit essuyer. Ce ne fera point certainement de la part du Parlement; mais si les Princes & quelques Ducs & Paires s'avisent de vouloir faire les raisonneurs, il faudroit les exclure de la réserve, leur ôter leurs Gouvernements, leurs pensions & leurs

Charges à la Cour, & faire respirer aux plus opiniâtres l'air de Vincennes. Il ne faut jamais perdre de vue, Monseigneur, que le Roi est le Maître, & qu'il a trois cens mille hommes à ses ordres; c'est ce qui s'appelle en latin *ratio ultima regum*.

Vous trouverez ci joint, Monseigneur, le discours qu'il feroit à propos que votre Grandeur vouût bien prononcer au Lit de Justice. J'ose espérer que vous en ferez pour le moins aussi content que de ceux qu'on a déjà faits pour vous en pareille occasion.

Il y en a aussi un pour le Premier Président. J'ai trouvé celui de M. de la Galaisiere si bien tourné, si court, & par cette raison si proportionné à la mémoire de M. de Sauvigny, qui doit être maintenant un peu dure, que je n'y ai dérangé qu'un seul mot: je vous observerai même à ce sujet qu'il peut encore servir à merveille pour sept autres Lits de Justice, accause des neuf combinaisons possibles qu'il renferme. C'est un génie bien profond que ce M. de la Galaisiere; un seul de ses discours en peut fournir neuf tous excellens, & à l'abri de la critique.

Ah! Que le préambule de mon Edit est beau: excepté vous & moi, peu de personnes pourront en sentir la beauté, la force, & sur-tout la clarté.

Vous ne sçauriez croire, Monseigneur, combien je suis content de moi-même, combien je me trouve heureux d'avoir pu devenir utile à une Patrie que vous aimez tant. Mais, comme mon zèle a épuisé mes forces & ma tête, vous permettrez que je finisse, & que j'aille les restaurer par un bon souper, suivi d'un long & paisible sommeil.

J'ai l'honneur d'être avec un très-profond respect, Monseigneur, votre très-humble & très-obéissant serviteur,

DE SORHOUET.

A Paris-ce 14 juillet 1771.

* E D I T D U R O I

POUR REGLEMENT,

*Concernant la police & l'administration générale
de tous les biens du Royaume, donné à Versailles
le.... 1771.*

A enrégistrer en Parlement, quand on le voudra.

L O U I S , &c.

L'esprit de système, aussi incertain dans ses principes, qu'il est hardi dans ses conséquences, en même temps qu'il a porté de funestes atteintes à la Religion & aux mœurs, n'a pas respecté les fortunes particulières de plusieurs de nos sujets. Nous en avons vu quelques-uns se livrer à des dépenses excessives, & par une contradiction singulière vouloir Nous disputer le droit de consumer d'avance nos revenus. Nous en avons vu

* Cet Edit qui est une Critique très fine des principes établie par M. le Chanc. dans le fameux Edit de Xbr. 1770. rappelle une lettre perçante de Montesquieu qui figurera d'autant mieux ici que dans les Editions faites en France le Gouvernement l'a faite retrancher.

L E T T R E C X L I V .

Quel peut être le motif de ces libéralités immenses queles Princes versent sur leurs courtisans ? Veulent-ils se les attacher ? Ils leur font déjà acquis autant qu'ils peuvent l'être. & d'ailleurs , s'ils acquièrent quelques-uns de leurs sujets en les achetant , il faut bien par la même raison , qu'ils en perdent une infinité d'autres en les appauvrissant.

Quand je pense a la situation des Princes , toujours entourés d'hommes avides & infatiables , je ne puis que les plaindre : & je les plains encore d'avantage, lorsqu'ils

vu d'autres enfanter successivement de nouvelles idées, & hasarder des entreprises ruineuses pour eux-mêmes, & pour ceux qu'ils y associoient, qui dans tout autre temps, & dans tout autre pays, auroient été prosrites, comme capables de troubler l'ordre public.

Nous les avons vu réduits dans une si grande détresse, qu'ils se sont livrés plusieurs fois à des interruptions & cessations de paiement, à l'aide desquelles, & faisant éprouver à nos autres sujets par le retard ou la perte des sommes qu'ils leur devoi-

qu'ils n'ont pas la force de résister à des demandes toujours onéreuses à ceux qui ne demandent rien.

Je n'entends jamais parler de leurs libéralités, des graces & des pensions qu'ils accordent, que je ne me livre à mille réflexions : une foule d'idées se présente à mon esprit : il me semble que j'entends publier cette ordonnance :

„ Le courage infatigable de quelques-uns de nos su-
 „ jets à nous demander des pensions, ayant exercé sans
 „ relâche notre magnificence royale, nous avons enfin
 „ cédés à la multitude des requêtes qu'ils nous ont pré-
 „ sentées, lesquelles ont fait jusqu'ici la plus grande
 „ sollicitude du trône. Ils nous ont représentés qu'ils
 „ n'ont point manqués, depuis notre avènement à la
 „ couronne, de se trouver à notre lever ; que nous les
 „ avons toujours vus sur notre passage immobiles comme
 „ des bornes ; & qu'ils se sont extrêmement élevés pour re-
 „ garder, sur les épaules les plus hautes, notre sérénité. Nous
 „ avons même recus plusieurs requêtes de la part de quel-
 „ ques personnes du beau sexe, qui nous ont suppliés de fai-
 „ re attention qu'il est notoire qu'elles sont d'un entre-
 „ tien très-difficile : quelques-unes même très-suran-
 „ nées nous ont priés, branlans la tête, de faire atten-
 „ tion qu'elles ont fait l'ornement de la cour des Rois
 „ nos prédécesseurs ; & que si les généraux de leurs
 „ armées ont rendu l'état redoutable par leurs faits
 „ militaires, elles n'ont point rendu la cour moins cé-
 „ lèbre par leurs intrigues. Ainsi desirant traiter les
 „ supplians avec bonté, & leur accorder toutes leurs
 „ prières, nous avons ordonnés ce qui suit :

„ Que tout laboureur ayant cinq enfans, retran-
 „ chera journallement la cinquième partie du pain qu'il

ent, des maux que notre affection pour nos peuples Nous rendoit très-sensibles, même ont cru pouvoir Nous contraindre de venir à leurs secours.

Plusieurs enfin se sont imaginés, sous le spécieux prétexte que la propriété des biens est une loi constitutive de notre Monarchie, de Nous disputer le droit de veiller par Nous-mêmes à l'administration générale des biens de notre Etat, comme si nos sujets pouvoient oublier qu'à Rome il y avoit des loix somptuaires pour régler la dépense, & des loix agraires pour fixer les revenus des citoyens, comme si nos sujets pouvoient se dissimuler que le plus grand nombre des fortunes dont ils jouissent, n'existe que par nos bienfaits; que l'établissement de chacune d'elles a des dates différentes; que les Rois nos prédécesseurs, en les laissant se former

„ leur donne. Enjoignons aux pères de famille de
 „ faire la diminution sur chacun d'eux aussi juste que
 „ faire se pourra.

„ Défendons expressément à tous ceux qui s'appli-
 „ quent à la culture de leurs héritages, ou qui les ont
 „ donnés à titre de ferme, d'y faire aucune réparation,
 „ de quelque espèce qu'elle soit.

„ Ordonnons que toutes personnes qui s'exercent à
 „ des travaux vils & mécaniques, lesquelles n'ont ja-
 „ mais été au lever de notre majesté, n'achètent dé-
 „ sormais d'habits, à eux à leurs femmes & à leurs en-
 „ fans, que de quatre ans en quatre ans: leur interdi-
 „ sons, en outre, très-étroitement, ces petites réjou-
 „ issances qu'ils avoient coutume de faire dans leurs
 „ familles les principales fêtes de l'année.

„ Et d'autant que nous demeurons avertis que la
 „ plupart des bourgeois de nos bonnes villes sont en-
 „ tièrement occupés à pourvoir à l'établissement de
 „ leurs filles, lesquelles ne se sont rendues recomman-
 „ dables, dans notre état, que par une triste & en-
 „ nuyeuse modestie; nous ordonnons qu'ils attendront
 „ à les marier, jusqu'à ce qu'ayant atteints l'âge limi-
 „ té par les ordonnances, elles viennent à les y con-
 „ traindre. Défendons à nos Magistrats de pourvoir à
 „ l'éducation de leurs enfans”.

par les rapines & les pilleries de toute espèce sur le trésor public, n'ont pu se dessaisir du droit qui leur appartient sur la police générale, & qu'en permettant d'en étendre les bornes, ils se sont réservés la puissance de les resserrer, & qu'enfin au-delà de ces bornes leurs fortunes n'ont de réalité, que par notre volonté.

Si ces erreurs n'étoient que l'oubli momentané des principes, Nous nous contenterions de les rappeler en renouvelant nos anciens Edits; mais elles se perpétuent, & chaque jour en voit éclorre les funestes conséquences.

La confiance que nos sujets donnent aux particuliers ou aux étrangers par préférence à Nous dans leurs emprunts ou placemens d'argent, & l'adoption inconsidérée que la plupart d'entr'eux ont faite récemment & sans connoissance de cause du mauvais état de nos finances, pourroit les conduire à des actes plus irréguliers qu'il faudroit punir avec plus de sévérité, si Nous ne les prévenions aujourd'hui par notre sagesse.

Quoique ce système n'ait pas encore été poussé jusqu'à Nous refuser le paiement des impositions légitimement établies, ne seroit-il pas à craindre, si Nous laissions germer plus long-temps ces principes sans les détruire, que Nous n'eussions à Nous reprocher les excès auxquels ils pourroient se porter un jour en les suivant?

Nous devons au bien de nos sujets, plus encore qu'à celui de notre puissance Royale, d'étouffer le germe de ces dangereuses opinions. Mais avant que de les proscrire, Nous voulons bien leur rappeler les principes dont ils ne doivent jamais s'écarter.

Nous ne tenons notre Couronne que de Dieu. Le droit de faire les loix par lesquelles les fortunes

de nos Sujets doivent être conduites & gouvernées, Nous appartient à Nous seuls sans dépendance & sans partage. Nos peuples ne peuvent être heureux tant que subsistera l'énorme disproportion dont les pauvres gémissent accablés sous l'avarice des riches qui les écrasent, & s'en font servir comme s'ils étoient leurs esclaves. Pourquoi donc notre sagesse, & celle des Rois nos Prédécesseurs a-t-elle détruit le nom de la servitude, si elle en vouloit laisser subsister l'effet? Le soleil brillant de notre bonté paternelle doit se lever également pour les uns & pour les autres. Ce n'est qu'en cherchant dans nos lumières & la sagacité de notre esprit des moyens de réparer cette inégalité odieuse, dès qu'elle est poussée à un certain excès, & d'empêcher qu'elle ne puisse se reproduire que par des gradations longues & presque insensibles; que nos Sujets pourront jouir enfin de cette félicité que nous ne cessons de leur promettre, & dont depuis six mois l'aurore commence à dissiper la nuit ténébreuse qui enveloppoit de ses ombres épaisses les rayons bienfaisans dont la Majesté de notre Trône a toujours été environnée.

Le desir que Nous avons de connoître les objets de la fortune de nos Sujets qui pourroient échapper à notre vigilance, pour introduire dans notre Etat une économie sage & un ordre invariable, nous engagera toujours à proscrire par les plus sévères défenses, & sous les plus grièves peines les moyens criminels que quelques-uns employent pour nous en dérober la connoissance.

Un Gouvernement sage tel que le Nôtre, qui ne veut subsister que par la raison & la justice, protégera toujours volontiers ceux de nos fideles Sujets qui Nous découvriront la vérité, mais punira sévèrement quiconque osera par de fausses

déclarations se soustraire à l'obéissance qui Nous est dûe.

Lorsqu'après avoir balancé les motifs qui Nous déterminent (& que souvent des raisons d'Etat & de bienfaisance ne Nous permettent pas de révéler) avec ceux tirés des besoins de nos Sujets, Nous aurons établis sur les revenus des biens tant immeubles que fictifs, dont Nous réservons l'administration à notre sagesse, des répartitions à faire, quelque puisse être leur objet, Nous n'exigeons pas de nos Sujets qu'ils donnent des suffrages qui ne s'accorderoient point avec leurs idées particulières, mais Nous ordonnons qu'aussitôt que pour la distribution que Nous Nous proposons d'effectuer, il aura apparu de notre volonté à nos Commissaires départis dans les Provinces, la dite distribution s'opere sur le champ sans retour & sans opposition quelconque, & que ceux qui chercheroient aucuns moyens pour se soustraire à son effet, soient punis comme des rebelles.

C'est en donnant à nos peuples une si grande idée de notre sagesse, que Nous avons lieu d'espérer que les désordres qui régneront depuis si long-temps dans l'administration particulière des revenus de chacun de nos Sujets, le mauvais usage que plusieurs en ont fait, l'odieuse disproportion que l'avarice, l'usure, les rapines ont introduite dans les fortunes de nos Sujets, cesseront enfin de subsister, pour faire place à une inégalité moins excessive, à la bonne foi, à une sage économie qui se perpétuera d'âge en âge pour le bien & la félicité publique.

A CES CAUSES &c.

Nous avons par le présent Edit dis, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit:

ARTICLE I.

Nous défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, à compter de huitaine après la publication du présent Edit, tout emprunt de particuliers à particuliers, de quelque nature qu'il puisse être, & sous quelque dénomination que ce soit, sous peine de perte & privation pour le prêteur, des sommes qu'il auroit fournies, moitié applicable à Nous, & l'autre moitié au dénonciateur.

Voulons que tous nos-dits Sujets soient tenus dans le délai de trois mois, à compter de la publication du présent Edit, de déclarer dans les Bureaux des Commissaires départis dans nos Provinces, l'état & consistence de tous leurs biens immeubles réels ou fictifs, pour que les rôles qui en seront faits, puissent fixer les propriétés d'une manière invariable.

Leur défendons sous la peine de confiscation de la totalité du revenu desdits biens, de faire dans lesdites déclarations aucune réticence, ou atténuation quelconque, sans que lesdites peines puissent jamais être réputées comminatoires.

ARTICLE II.

Voulons que tous & chacun Nos Sujets conservent l'entière propriété du fonds de leurs biens immeubles réels ou fictifs énoncés par les déclarations de l'article premier, & non autres.

Ordonnons au surplus à tous & chacun nos Sujets dont les revenus passeroient dix mille livres par année, de s'en rapporter à notre sagesse sur l'administration de l'excédent de ladite somme de dix mille livres de rente, qu'ils seront tenus de verser dans notre Trésor Royal, en obtenant du Garde en exercice de notre-dit Trésor, certificat bien & dûment expédié de la diligence avec laquelle ils auroient remplis nos vues, lequel certificat ordonnons leur être délivré sans frais.

Ordonnons en outre, que le présent Edit aura lieu pour être exécuté selon sa forme & teneur, jusqu'à ce que Nous ayons établis d'une manière solide la juste proportion que nous jugerons raisonnable entre les revenus de tous & chacun des citoyens de notre Etat dont Nous sommes également le pere, & que Nous voudrions voir également heureux, s'il étoit possible.

A R T I C L E I I I.

Nous réservant de faire au présent Edit telles exceptions qui Nous feroient agréables, soit en faveur de notre Amé & Féal Chancelier de France, soit en faveur de nos Ministres, Intendans de Provinces, filles & femmes privilégiées suivans la Cour, Chefs de Bureaux & Commis, sous laquelle dernière dénomination entendons être compris notre Premier Président, & autres nos Gens tenans actuellement notre Cour de Parlement séant à Paris, dont nous sommes bien aises d'établir & maintenir l'état & fortune dans une plus haute élévation, pour leur donner de la dignité & récompenser leurs talens si utiles à l'administration; Nous réservant encore de donner, si besoin est, aux Princes de notre Sang, aux grands Officiers de notre Couronne, à nos Cousins les Ducs & Paires de France les mêmes marques de notre bonté, & de notre reconnoissance pour les services qu'ils auroient pu ou pourront encore Nous rendre.

Si donnons en mandement &c.

Discours de Monseigneur le Chancelier, pour le Lit de justice.

MESSIEURS,

Sa Majesté doit croire que vous recevrez avec respect & avec soumission une Loi qui contient l'ap-

plication des véritables principes, principes avoués d'avance par votre conduite, & consacrés par mes conseils dans les monumens de notre histoire.

Votre refus d'enregistrer une loi qui ne porte que sur la police générale des biens du Royaume, qui n'est point une imposition, pour laquelle la bonté du Roi ne dédaigneroit pas de consulter ses Etats généraux, s'il étoit nécessaire d'obtenir leur consentement, ne peut pas être l'effet de votre attachement pour les anciens principes, & une fermentation passagère dans l'esprit des Sujets du Roi, ne peut pas avoir fait dans vos cœurs des traces bien profondes.

Ne remontez pas à l'institution des Parlements; ne les suivez pas dans leurs différens progrès: fixez seulement vos regards sur ce qui vient d'arriver au Parlement de Paris. Vous verrez que son existence n'a duré qu'autant que sa soumission a été aveugle, & que la plénitude de l'autorité royale l'a anéanti, dès qu'il a voulu lui résister.

Vous n'en êtes point une émanation. Vous ne tenez en rien à la constitution de l'Etat; vous ne ressemblez point du tout à ce qui vous a précédé: l'autorité qui vous a créé a circonscrit votre ressort, vous a assigné des limites, a fixé la matière, comme l'étendue de votre Jurisdiction, de façon à ne pouvoir être gêné dans son exercice. Chargés de l'application des loix, vous avez été choisis de façon à n'en point entendre les motifs, à n'en point sentir les conséquences; à plus forte raison à n'en point restreindre les dispositions.

C'est à la puissance qui les a établies d'en éclaircir, comme aujourd'hui, l'obscurité par des loix nouvelles.

Les sermens les plus sacrés, ainsi que la manière dont se payent vos gages, vous lient uniquement à l'administration littérale de la Justice, & vous ne pouvez en remplir librement & sans gêne les fonc-

tions , fans violer tout à la fois les engagemens que vous avez pris avec le Roi & avec moi.

Quand le Législateur veut manifester ses volontés, il vient les prononcer au milieu de vous pour que vous en foyez l'écho. Sa bonté permet que vous foyez présens à leur publication, pour que vous puissiez en prendre occasion de lui renouveler les assurances de votre reconnoissance & de votre respect.

Là finit votre ministère.

Le Roi a pesé toutes vos observations dans sa sagesse. Avec les motifs qui le déterminent, il balance les besoins de ses Sujets, & de ce coup d'œil qui soulage l'ensemble de la Monarchie, il juge de l'importance & de la nécessité de la loi qu'il vient établir.

S'il commande, alors vous lui devez la plus parfaite soumission.

Si vos droits s'étendoient plus loin, si votre résistance vous engageoit jamais à parler, ou à protester contre sa vérification, vous auriez plus de privilège que n'en a la Nation entiere assemblée.

Vous soutiendriez les idées systématiques que le Roi vient détruire aujourd'hui. La Majesté du Trône ne resideroit plus dans la volonté seule du Monarque, & dépouillé des droits les plus essentiels de sa Couronne, dépendant dans l'établissement des loix de police générale, dépendant dans leur exécution, le Roi ne conserveroit pas même le titre d'Administrateur de son Royaume. Il n'auroit plus que le nom, & l'ombre vaine de la Souveraineté.

Mais, si votre inutilité est prouvée dans cette matière, les fonctions qui vous sont confiées d'ailleurs, la façon noble dont vous les remplissez, la confiance des peuples que vous avez sçu mériter, tout rend votre Magistrature honorable & auguste.

Le Roi vous communique la portion qu'il ne peut pas retenir de sa puissance, le droit de faire pendre

& rouer les scélérats, d'assurer le repos des rues & des grands chemins, & de défendre la société contre les atteintes qui lui sont portées par tous les fripons du Bas-alloi.

Soutenez la dignité de ce ministère; que vos actions l'honorent, s'il est possible: que les peuples pénétrés de l'équité de vos Jugemens, en bénissant la main qui vous imprima le caractère de Magistrats, me bénissent moi-même. Toujours soumis, toujours respectueux, conciliez le zèle avec l'obéissance, & écoutez l'autorité sans jamais lui répondre.

LE T T R E X X I V.

De M. de Meaupeou à M. de Sorbouet.

A Versailles, ce 15 Juillet 1771.

Non, mon bijou, dans la nature entière il n'existe pas de génie pareil au tien. C'est celui de la France ou le mien qui seul a pu t'inspirer un aussi beau projet. *Platon* avec sa République, *Vauban* avec sa dîme Royale, n'y font œuvre. Il est au dessus des forces humaines, magnifique, incomparable, divin. J'en suis surpris, enchanté, émerveillé au-delà de l'expression.

Mais vous êtes un petit coquin: avouez que mon Edit de Décembre vous a bien servi.

Il faut absolument, mon ami, te résigner à prendre de mes mains le timon des finances; car entre nous, l'Abbé est un drôle dont je suis très mécontent. Il ne fera certainement pas de Fontainebleau. Je l'enverrai vendanger à *Lamotte* avec sa Madame *La garde*, qui par parenthèse est une grande coqui-

ne. Il faut que cet homme se soit brouillé avec moi plus de dix fois depuis le commencement de l'hiver. Imagine-t-il que ma faveur baisse ? Il tire aussitôt au court bâton. Me croit-il mieux avec le Maître, il vient faire le bon valet. Vous êtes, mon homme, mon Ami ; je ne tarderai pas à vous proposer au Roi , en lui faisant part de votre beau projet. il se croira trop heureux encore de vous accepter, & l'Abbé s'en retournera chez lui, chargé de la haine & de la malédiction publique.

Voulez-vous que je vous donne un petit échantillon de la maniere dont on traitera l'Abbé, par celle dont on le traite actuellement qu'il est encore ministre.

Il y a un certain M. Guerrier, chargé du soin des haras de Monseigneur le Dauphin. S'il ne fait pas de vers à la louange de M. l'Abbé, du moins il a une prose très-énergique. Ces jours derniers il l'a envoyé par delà les ponts.

Guerrier est un homme un peu vif, mais fort entendu dans sa partie : l'Abbé lui avoit donné par bon du Roi, partie d'un domaine dans la forêt de Bellesme, à la charge secrète de prendre pour son associé un certain Damerval, qui comme tout le monde sçait, a épousé une des filles naturelles de M. l'Abbé, celle qu'il a désignée pour succéder à Madame du Barry. Damerval qui n'entend pas les affaires s'est engagé moyennant deux billets au porteur de 25000 livres chacun : quelques jours après l'Abbé envoie chercher M. Guerrier, & lui dit en propres termes : ma foi, mon cher, votre affaire de Bellesme est encore f. . . j'en suis fâché. Guerrier pour se mettre au ton de la maison, lui répond tout net ; ma foi, Monsieur, je m'en f. . . mais M. Damerval me rendra mes billets. Accommodez-vous en-semble, dit l'Abbé, cela ne me regarde pas.

Damerval n'entend point de cette oreille-là ; rendre , lui paroît une chose trop dure. Il prétend qu'il n'a pas dû courir les risques des événemens ; qu'en tout cas , M. l'Abbé , Madame La Garde ou sa femme , quand elle sera mieux en Cour , pourront le dédommager.

Guerrier fait tapage , retourne chez l'Abbé , & le traite en conséquence : l'Abbé a peur. Un des billets est rendu par Damerval , mais le second s'est fourvoyé , on ne sçait pas ce qu'il est devenu. Guerrier a dit à Monseigneur le Dauphin , à M. de Soubise , & à M. Des deux Ponts , qu'il ne le payeroit de sa vie , & il raconte l'histoire à qui veut l'entendre , avec toutes ses circonstances & dépendances.

L'Abbé s'en console ; car dans ce moment-ci , il fait très bien ses orges. Il vend dans la Ville de Sézannes en Brie tous ses Magasins de bled à 25 liv. le septier , de peur qu'ils ne soient pillés par la populace.

Votre travail , mon cher cœur , mérite certainement une grande récompense. Je ne puis vous envoyer pour cette fois des Ordonnances de comptant : il faudroit m'adresser à l'Abbé qui , sur le moindre soupçon , est homme à éventer la meche ; mais allez voir Cromot de ma part : il vous enseignera le moyen de faire fortune sous quinze jours. C'est le coquin le plus madré & le plus fripon que j'aye jamais connu : il se croit comme Fieslles homme de condition. M. le Sur-Intendant étoit en 1750 à Castel-Jaloux , petit Commis des Fermes , à 4 ou 500 livres d'appointement. Vous voyez qu'il a bien changé sur la route , & qu'il n'a pas mal fait son chemin : il ne se laisseroit pas fesser pour deux cens mille livres de rente. Il pourra vous apprendre entr'autres , une façon honnête de vous enrichir , qu'il a pratiquée lui-même avec tant d'adresse & de succès ; il est bon que vous en soyez instruit à présent que

vous allez avoir un bon pied dans l'administration.

Il faut que vous achetiez des effets qui perdent 75 ou 80 sur la place. Avec cinquante mille écus, je vous fais un capital de six cens mille livres; je les ferai présenter à l'Abbé par une main qu'il n'oseroit refuser; & de maniere que le remboursement seroit certain: vous le toucherez en bonnes especes; cela s'appelle en terme du métier, payer les dettes de l'Etat. Il n'est point de Contrôleur Général, qui ne remette au Roi chaque année pour 8 ou 10 millions d'effets rembourfés de cette façon. On prouve par là à Sa Majesté le bon ordre qu'on sçait introduire dans ses Finances. Que dites-vous de cette maniere d'anéantir pour dix millions de capitaux qui n'auroient coûté au Roi que le quart de la valeur, si on les eût retirés à son profit?

Je reviens encore à votre projet. Plus je l'examine, plus il me paroît vaste & magnifique, & moins j'y trouve à changer. Mon discours est aussi une piece d'éloquence rare; mais ce que j'admire le plus dans cet ensemble, c'est l'esprit de justice, de sagesse & d'équité qui a présidé à sa composition, & le secret moyen que vous trouvez pour payer les dettes de l'Etat, sans mettre d'imposition nouvelle, pour laquelle nous aurions eu besoin du consentement de la Nation; c'est ce qui peut s'appeller de la saine politique, & une sublime invention.

Mais, quant à l'application des dix mille livres de rente pour chacun de vos Confreres, l'amour fraternel vous a fait faillir; ce n'est point du tout là mon plan. Je ne veux pas qu'en aucun temps les gages cessent de leur être de premiere nécessité;

j'en trouve même quelques uns trop riches, témoins ceux du Grand Conseil que la circonstance des temps m'a forcé de payer bien cher. Mais comme ils ont du foin dans leurs bottes, j'espère que sous un an, ils prendront le parti de nous quitter, & je vous jure qu'alors je ne les retiendrai pas. Si la fortune amollit des courages, il en est aussi qu'elle élève : les riches sont toujours plus difficiles à manier que les pauvres.

Puisque je vous destine à l'administration, je ne dois plus craindre, mon cher Sorhouet, de vous analyser la composition de mon nouveau Parlement. Les quatre vingt mille livres de rente que je donne au premier Président, le tiennent dans une dépendance servile. Les quatre Présidens à Mortier n'ont acceptés leurs Offices, que forcés par la détresse de leurs affaires, & le besoin des vingt mille qu'ils leurs rapportent. Ma Prétraille, (au nombre de quinze), est dans une nécessité si urgente de toucher les gages promis, qu'elle veut faire aujourd'hui procès aux Chapitres pour faire décider que les Conseillers chanoines ne feront plus pointés, attendu qu'ayant introduit ce même usage dans ma nouvelle Cour des Pairs, ils se trouvent entre deux feux, contraints de manquer à l'Office canonial ou aux audiences, & en risque de perdre gros en l'un ou l'autre cas : aussi ne cessent-ils déjà d'aboyer après moi pour obtenir des pensions ou des Abbayes.

Vos trente neuf *Meurt-de-faim* préférons toujours, comme vous dites fort élégamment, les gages, l'Alcoran le Palais à l'hôpital :

Ainsi comptez bien :

Grand banc, 5.

prêtraille, 15.

Meurt-de-faim, . . . 30.

50.

dévoués à toutes mes volontés, & sur 75, il ne m'en faut que 38, pour faire passer tout ce qu'il me plaira.

Je ne vous parle pas de ceux du Grand Conseil. Ils sont une douzaine que j'ai assez bien payés, pour en être encore plus sûr, que des cinquante ci-dessus.

Cinquante & douze sont soixante-deux : les autres feront comme ils voudront : soixante-deux sur soixante-quinze l'emporteront toujours sans erreur ni mécompte.

Sous quinze jours je vous enverrai pareille analyse du Parlement de Besançon.

Pourquoi ne m'avez-vous pas envoyé en même temps un discours pour l'Avocat Général ? Vous devez juger par le réquisitoire de *jacques de Verges*, que ces Messieurs ne sont pas en état de travailler par eux-mêmes, & qu'ils ne peuvent rien faire qui approche de la force de votre éloquence.

Adieu, mon cher Sorhouet, je vais à S. Brice, pour être plus à portée de faire ma cour à Madame Louise ; il n'est pas mal d'avoir plusieurs cordes à mon arc.

P O S T - S C R I P T U M.

Quelle affreuse trahison, mon ami ! Ce coup m'accable. On vient de m'apprendre dans l'instant que j'ai été volé : je donnerois volontiers cent mille francs de mon bien, pour découvrir celui qui me joue ce cruel tour. Qui le croira mon ami ? Je gardois précieusement, vos lettres, & j'avois toujours soin de conserver copie des miennes. Le tout m'a été enlevé, & à l'heure que je vous parle, on me remet une abominable brochure sous le titre de *Correspondance* &c. Je me donnerois volontiers des soufflets. Comment ai je pu.... Mais c'est inutile, le malheur est arrivé. Je soupçonne un de mes valets de m'avoir trahi. Eh bien ! Qu'on dise que *Sartine* fait la Police ; j'emploierai le verd & le sec, quand je devrois dépenser un million en espions, pour connoître mon voleur, l'Editeur, l'Imprimeur, les colporteurs. Je les rassemblerai tous pour les faire déchirer en ma présence à coups d'épingles. Au reste, n'ayez point d'inquiétude pour l'avenir : quand je devrois établir une Garde pour veiller à ce dépôt, nous n'aurons plus rien à craindre ni l'un ni l'autre. Examinez bien l'effet que fera cette brochure dans le Public : allez de maison en maison, soutenez effrontément que vos lettres ne sont pas de vous ; j'en dirai autant des miennes : & je prendrai ce front d'airain qui m'est quelquefois si nécessaire pour débiter partout qu'il n'y a point encore eu de meilleur ouvrage fait contre moi. Payons de hardiesse, & gagnons de vitesse les gens qui ne manqueront pas de rire à nos dépens.

O mon ami, si cette correspondance alloit tomber entre les mains du Roi.

La suite à l'ordinaire prochain.

Fin du Second Volume.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due



a39003



009547612b

